

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

II



Digitized by the Internet Archive
in 2024

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES
1869

RECUEIL
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

TOME DEUXIÈME
9^e ANNÉE
AVRIL, MAI, JUIN
1869

PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein
1969

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

1889

RECUEIL

DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

PAR M. DE LAMOTTE

DE L'INSTITUT

PARIS, MARS 1889

1889

PARIS

LELIEUX, ÉDITEUR

17, RUE DE LA HARPE

PARIS (FACILITÉ DE CRÉDIT POUR LES ÉTRANGERS)

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

1869

I

FRANCE.

LE LIVRE JAUNE.

DOCUMENTS COMMUNIQUÉS AU SÉNAT ET AU CORPS LÉGISLATIF

le 23 janvier 1869 (session 1868-1869).

I

FRANCE.

**Discours prononcé par l'Empereur à l'ouverture de la session
des Chambres¹, le 18 janvier 1869.**

« Messieurs les Sénateurs,
« Messieurs les Députés,

« Le discours que je vous adresse tous les ans à l'ouverture de la session est l'expression sincère de la pensée qui dirige ma conduite. Exposer franchement à la nation devant les grands Corps de l'État la

1. Dernière session du Corps législatif élu en 1863.

marche du Gouvernement, c'est le devoir du chef responsable d'un pays libre.

« La tâche que nous avons entreprise ensemble est ardue. Ce n'est pas, en effet, sans difficulté qu'on fonde, sur un sol remué par tant de révolutions, un Gouvernement assez pénétré des besoins de son époque pour adopter tous les bienfaits de la liberté, assez fort pour supporter même les excès.

« Les deux lois votées dans votre dernière session, qui avaient pour but de développer le principe de la libre discussion, ont produit deux effets opposés qu'il est utile de constater : d'un côté, la presse et les réunions publiques ont créé dans un certain milieu une agitation factice, et fait reparaître des idées et des passions qu'on croyait éteintes; mais, d'un autre côté, la nation, insensible aux excitations les plus violentes, comptant sur ma fermeté pour maintenir l'ordre, n'a pas senti s'ébranler sa foi dans l'avenir.

« Remarquable coïncidence ! Plus des esprits aventureux et subversifs cherchaient à troubler la tranquillité publique, plus le calme devenait profond. Les transactions commerciales reprenaient une féconde activité, les revenus publics augmentaient considérablement, les intérêts se rassuraient et la plupart des élections partielles venaient donner un nouvel appui à mon Gouvernement.

« La loi militaire et les subsides, accordés par votre patriotisme, ont contribué à affermir la confiance du pays, et dans le juste sentiment de sa fierté, il a éprouvé une réelle satisfaction le jour où il a su qu'il était en mesure de faire face à toutes les éventualités.

« Les armées de terre et de mer, fortement constituées, sont sur le pied de paix ; l'effectif maintenu sous les drapeaux n'excède pas celui des régimes antérieurs, mais notre armement perfectionné, nos arsenaux et nos magasins remplis, nos réserves exercées, la Garde nationale mobile en voie d'organisation, notre flotte transformée, nos places fortes en bon état, donnent à notre puissance un développement indispensable.

« Le but constant de mes efforts est atteint : les ressources militaires de la France sont désormais à la hauteur de ses destinées dans le monde. Dans cette situation, nous pouvons proclamer hautement notre désir de maintenir la paix ; il n'y a point de faiblesse à le dire, lorsqu'on est prêt pour la défense de l'honneur et l'indépendance du pays.

« Nos relations avec les puissances étrangères sont des plus amicales. La révolution qui a éclaté de l'autre côté des Pyrénées n'a pas altéré nos bons rapports avec l'Espagne, et la Conférence qui vient d'avoir lieu pour étouffer en Orient un conflit imminent est un grand acte dont nous devons apprécier l'importance. Elle touche à son terme,

et tous les plénipotentiaires sont tombés d'accord sur les principes propres à amener un rapprochement entre la Grèce et la Turquie.

« Si donc, comme j'en ai le ferme espoir, rien ne vient troubler l'harmonie générale, il nous sera donné de réaliser bien des améliorations projetées, et nous chercherons à résoudre toutes les questions pratiques soulevées par l'enquête agricole.

« Les travaux publics sont convenablement dotés, les chemins vicinaux se construisent, l'enseignement à tous les degrés continue à recevoir d'heureux développements, et nous pourrons bientôt, grâce à l'accroissement périodique des revenus, porter toute notre sollicitude sur la diminution des charges publiques.

« Le moment approche où, pour la troisième fois depuis l'établissement de l'Empire, le Corps législatif se renouvellera par l'élection, et, chose inconnue jusqu'ici, chaque fois il aura atteint la limite légale de son mandat.

« Cette régularité des législatures est due à l'accord qui a toujours existé entre nous et à la confiance que m'inspire l'exercice sincère du suffrage universel. Les masses populaires sont persévérantes dans leur foi comme dans leurs affections, et si de nobles passions sont capables de les soulever, le sophisme et la calomnie en agitent à peine la surface.

Soutenu par votre approbation et votre concours, je suis bien résolu à persévérer dans la voie que je me suis tracée, c'est-à-dire à accepter tous les progrès véritables, mais aussi à maintenir hors de toute discussion les bases fondamentales de la Constitution, que le vote national a mises à l'abri de toute attaque.

« On reconnaît la bonté de l'arbre aux fruits qu'il porte, a dit l'Évangile ; eh bien ! si l'on fait un retour vers le passé, quel est le régime qui a donné à la France dix-sept années de quiétude et de prospérité toujours croissantes ? Certes, tout gouvernement est sujet à erreur, et la fortune ne sourit pas à toutes les entreprises ; mais ce qui fait ma force, c'est que la nation n'ignore pas que, depuis vingt ans, je n'ai pas eu une seule pensée, je n'ai pas fait un seul acte qui n'ait eu pour mobile les intérêts et la grandeur de la France. Elle n'ignore pas non plus que j'ai été le premier à vouloir un contrôle rigoureux de la gestion des affaires, que j'ai augmenté à cet effet les attributions des assemblées délibérantes, persuadé que le véritable appui d'un gouvernement est dans l'indépendance et le patriotisme des grands Corps de l'État.

« Cette session va ajouter de nouveaux services à ceux que vous avez déjà rendus au pays.

« Bientôt la nation, convoquée dans ses comices, sanctionnera la politique que nous avons suivie ; elle proclamera une fois de plus, par

ses choix, qu'elle ne veut pas de révolutions, mais qu'elle veut asseoir les destinées de la France sur l'intime alliance du pouvoir et de la liberté. »

II

EXPOSÉ DES AFFAIRES POLITIQUES ET COMMERCIALES.

AFFAIRES POLITIQUES.

En exposant, il y a un an, l'ensemble de sa politique extérieure, le Gouvernement de l'Empereur n'hésitait pas à exprimer sa ferme confiance dans le maintien de la paix. Cet espoir n'a pas été trompé. Non-seulement la tranquillité générale n'a point été troublée, mais les agitations mêmes qui se sont produites dans certaines contrées, en mettant à l'épreuve la sagesse des Cabinets, leur ont donné l'occasion de montrer un réel désir d'éviter les complications ; nulle part, en effet, ces mouvements ne se sont propagés en dehors des limites indiquées par les causes qui les avaient fait naître, et les rapports des Puissances n'ont pas eu à souffrir d'événements dont le contre-coup n'eût pas manqué de se faire sentir à d'autres époques.

C'est ainsi que l'Europe a pu assister, sans qu'elle eût à s'en inquiéter au point de vue de ses intérêts généraux, aux événements d'Espagne. Fidèle aux principes qui dirigent sa politique extérieure comme à ses sentiments traditionnels d'amitié pour une nation généreuse, le Gouvernement de l'Empereur s'est imposé dès le principe la plus stricte neutralité en présence des faits qui se sont accomplis dans la Péninsule. Si, justement préoccupés du devoir qui nous incombe de veiller à la sécurité de nos nationaux, nous avons envoyé dans les principaux ports du littoral espagnol des bâtiments destinés à sauvegarder les intérêts français, nos Agents ont reçu en même temps l'ordre formel de s'abstenir de tout acte qui pût être considéré comme une immixtion dans les affaires intérieures du pays. Il ne nous reste qu'à faire des vœux pour que l'Espagne traverse heureusement cette crise, et que le Gouvernement choisi par elle lui assure les bienfaits d'une tranquillité durable.

Au moment où éclatait la dernière révolution, un acte important venait précisément de régler les intérêts matériels des populations limitrophes de la France et de l'Espagne. La Commission internationale chargée de la délimitation des Pyrénées a terminé l'œuvre qu'elle poursuivait depuis près de quinze ans, et les délégués français et

espagnols ont signé l'acte final destiné à donner la sanction diplomatique à cet important travail. La frontière, que des prétentions contradictoires autant que la nature du terrain rendaient si difficile à déterminer avec précision, est fixée désormais dans les moindres détails, et les différends journaliers que cette question soulevait depuis des siècles se trouvent en même temps écartés.

En Italie, nous avons à constater également le succès d'une négociation importante. La Convention de 1866, relative au partage de la dette pontificale, n'avait pas résolu toutes les difficultés d'exécution. Ce travail technique avait été confié à une commission d'hommes spéciaux. Interrompu par les événements dont la frontière romaine a été le théâtre l'année dernière, il a été repris dès que les circonstances l'ont permis, et s'est terminé, le 31 juillet dernier, par un arrangement dont le Gouvernement du Saint-Père s'est montré satisfait. Les efforts tentés depuis lors afin d'en suspendre les effets n'ont été qu'une occasion pour le Cabinet de Florence d'affirmer hautement sa ferme volonté de faire respecter les engagements contractés, et le Parlement Italien s'est associé aux déclarations du Ministère avec un éclat qui a été regardé comme un témoignage incontestable de l'apaisement des esprits.

Préoccupé de la question d'humanité que soulèvent les perfectionnements introduits de jour en jour dans le matériel des armées européennes, le Cabinet de Saint-Petersbourg, d'après le désir personnel de l'empereur Alexandre, a pris auprès des différentes Cours l'initiative d'une proposition tendant à limiter, sinon à proscrire entièrement l'emploi des balles explosibles. Le Gouvernement de l'Empereur s'est associé à cette pensée avec d'autant plus d'empressement, que Sa Majesté, personnellement animée des sentiments qui avaient dicté cette démarche, s'était déjà prononcée contre l'usage de semblables projectiles. Les ouvertures de la Russie ayant rencontré un accueil favorable, les délégués des diverses Puissances, réunis à Saint-Petersbourg, ont arrêté les termes d'une déclaration destinée à consacrer le principe admis par elles. La Conférence a terminé sa tâche le 16 novembre dernier, et l'acte qui constate le résultat de ses travaux a déjà reçu, en ce qui nous concerne, l'adhésion qui doit lui donner une valeur définitive.

La situation générale de l'Orient n'a pas cessé d'être l'objet des préoccupations du Gouvernement de l'Empereur. Les difficultés que présente la conciliation des données si diverses et parfois si contradictoires dont se compose le problème oriental, et les nécessités de premier ordre qui se rattachent, pour l'Europe, au maintien de l'état de choses établi par les traités, expliquent suffisamment notre vive et constante sollicitude.

Aussi, lorsque, en présence des complications survenues entre le Gouvernement Turc et le Cabinet d'Athènes à la suite des derniers incidents de la question Candiotte, la Prusse a pris l'initiative d'une proposition tendant à déférer aux Puissances signataires du traité de Paris le différend qui menaçait si gravement la tranquillité de l'Orient, n'avons-nous pas hésité à recommander cette combinaison à l'assentiment de toutes les Cours intéressées. Nous avons eu la satisfaction de la voir accepter. Déjà, dans l'intervalle, les bons offices d'un bâtiment de la Marine impériale, qui se trouvait dans les eaux helléniques, avaient écarté tout danger d'un conflit immédiat entre les forces navales de la Turquie et de la Grèce. Depuis lors, une Conférence s'est réunie à Paris. Grâce à l'esprit de conciliation qui a présidé à leurs travaux, les Plénipotentiaires sont tombés d'accord sur le principe de droit international qui domine le débat, et le Gouvernement de l'Empereur ne tardera pas à être en mesure de faire connaître le résultat définitif de l'intervention amicale des Puissances.

Nous avons partagé les sentiments de profond regret qu'a inspirés à la Serbie la mort prématurée du prince Michel Obrenowitch. Les concessions obtenues par le fils de Milosch, grâce à l'intervention sympathique des Puissances et à la prévoyance de la Porte, lui avaient inspiré envers le Gouvernement Ottoman et les Cours Occidentales des sentiments de gratitude qui se traduisaient par une politique modérée et prudente, approuvée d'ailleurs par la majorité du peuple serbe. Nous avons donc vu avec satisfaction toute liberté d'initiative laissée à la Serbie pour le choix d'un souverain, et l'Assemblée nationale réunie à Belgrade désigner, pour succéder au prince Michel, un membre de sa famille. La question d'hérédité, qui, dans plusieurs circonstances précédentes, avait été l'objet de certaines controverses, est définitivement tranchée par la Porte dans le sens des vœux du pays. Le Conseil de régence, investi du pouvoir jusqu'à la majorité du Prince, a témoigné, de son côté, en présence de cette décision spontanée du Gouvernement ottoman, les dispositions les plus favorables au maintien de la politique représentée par le prince Michel, et ses déclarations, inspirées par des vues droites et sages, ont suffi pour dissiper les craintes qu'avait pu faire naître cette douloureuse épreuve.

Dans les Principautés-Unies, au contraire, les tendances du ministère qui était alors au pouvoir ont été jusqu'au dernier moment, pour la Turquie comme pour toutes les Puissances intéressées au maintien de la tranquillité générale, le sujet de sérieuses inquiétudes. Organisées sur le territoire roumain, sous les yeux des autorités roumaines, des bandes armées ont traversé le Danube et essayé de soulever la Bulgarie. Bien que ces tentatives aient échoué devant l'indifférence des populations et l'attitude énergique du Gouvernement otto-

man, elles n'en avaient pas moins créé, dans les contrées du bas Danube, une agitation dangereuse qui pouvait, d'un moment à l'autre, aboutir à une nouvelle prise d'armes. D'accord avec la plupart des Puissances, nous avons dû faire entendre au Gouvernement moldo-valaque les plus énergiques représentations. Éclairé par ces conseils réitérés, le prince Charles a compris qu'il lui était impossible de conserver plus longtemps sa confiance à un Cabinet dont la politique compromettait si gravement les intérêts de la Roumanie. Les nouveaux Ministres ont témoigné l'intention de s'inspirer de principes différents et de revenir à la seule ligne de conduite qui puisse garantir aux Principautés les avantages résultant de leur position exceptionnelle. Le Gouvernement de l'Empereur, qui depuis plus de douze ans n'a cessé de prêter dans les conseils de l'Europe un appui bienveillant et sympathique à la régénération de la Roumanie, verrait avec un profond regret ce pays s'égarer dans des voies périlleuses où son existence même pourrait se trouver compromise.

Au milieu de toutes ses préoccupations politiques, le Gouvernement ottoman n'a point perdu de vue les réformes intérieures dont il a compris l'absolue nécessité. La création d'un Conseil d'État, où sont appelés à siéger des sujets chrétiens du Sultan, a été une nouvelle preuve de la sincérité des efforts tentés par la Porte dans cette voie de progrès. D'un autre côté, l'acte par lequel elle a accordé aux étrangers, il y a un an, la faculté d'acquérir des immeubles dans l'Empire, vient d'être complété par des dispositions qui en assurent l'exécution immédiate : un protocole destiné à réglementer l'exercice du droit de propriété a été successivement signé par les représentants des principales Puissances, et assure désormais aux intérêts étrangers toutes les garanties dont l'absence avait empêché jusqu'ici les capitaux européens de féconder les richesses naturelles que possède la Turquie.

La tranquillité la plus complète n'a pas cessé de régner dans le Liban. Persuadés que la prospérité de la Montagne dépend avant tout du régime dont elle a été dotée, nous nous proposons, au commencement de cette année et au moment où les pouvoirs de Daoud-Pacha allaient expirer, d'insister auprès de la Porte pour que le mandat du Gouverneur général fût renouvelé. Élevé presque aussitôt au poste de Ministre des Travaux publics à Constantinople, Daoud-Pacha a été remplacé dans le Liban par un autre gouverneur chrétien, et le choix dont Franco-Effendi a été l'objet ne pouvait qu'obtenir notre entier assentiment. La nomination du nouveau gouverneur soulevait toutefois une double question : elle supposait une entente préalable entre la Turquie et les Puissances signataires du protocole constitutif de l'organisation administrative du Liban, en même temps qu'elle

nécessitait la fixation de la durée des pouvoirs du nouveau chef de la Montagne. Ces deux points ont été tranchés dans le sens indiqué par le Gouvernement de l'Empereur. Un nouveau protocole a constaté l'assentiment des Puissances à la nomination dont la Porte avait pris l'initiative, et fixé un terme aux pouvoirs du gouverneur général. Entre la limite trop restreinte assignée, en 1862, à la gestion de ce haut fonctionnaire, et la combinaison proposée d'abord par le Gouvernement ottoman et qui n'indiquait point de limites à ces pouvoirs, les Puissances et la Porte se sont arrêtées au terme de dix ans, ce délai leur ayant paru suffisant pour donner à l'autorité du gouverneur général le caractère de stabilité indispensable à l'accomplissement de sa mission.

La Commission européenne du Danube instituée en vertu du Traité de Paris, s'étant trouvée dans la nécessité de contracter un emprunt pour assurer la continuation de ses travaux, a sollicité une garantie d'intérêt de la part des Puissances signataires. Toutes les Cours, à l'exception de la Russie, ont consenti à l'accorder, et les Chambres françaises ont voté cette garantie à la fin de leur dernière session. Le contrat d'emprunt a été signé depuis lors. La navigation du Danube a déjà recueilli le bénéfice des grands travaux entrepris par la Commission.

Les recettes de Soulina suivent une marche ascendante, et, dans l'état actuel des choses, tout fait présumer qu'elles suffiront pleinement à couvrir les frais d'entretien aussi bien qu'à assurer le service des intérêts et de l'amortissement de l'emprunt, sans qu'il soit nécessaire de recourir à la garantie des Puissances. La Commission continue d'ailleurs à rechercher les moyens les plus propres à concilier, dans la fixation des tarifs, les intérêts de la navigation avec ceux de la Caisse de Soulina.

Déjà dans le courant de l'année 1867 le Gouvernement du Vice-Roi avait appelé notre attention sur l'état des institutions judiciaires en Égypte et exprimé le désir qu'il y fût apporté certaines modifications. Des propositions formelles nous ayant été adressées dans ce sens, au mois de novembre suivant, par le Ministre des Affaires étrangères de Son Altesse, le Gouvernement de l'Empereur les a immédiatement soumises à l'examen d'une Commission spéciale.

Poursuivies sans relâche pendant le cours de l'année dernière, les négociations n'ont pas encore abouti à un résultat définitif. Quel que soit, en effet, son sincère désir de déférer aux vœux de S. A. Ismaïl-Pacha, le Gouvernement impérial n'a pas seulement à tenir compte des nombreux intérêts français engagés dans cette délicate question, il doit encore s'entendre avec les autres Cours sur la mesure dans laquelle il est possible de modifier une situation qui constitue, en

matière de juridiction, l'état de possession légale, et, pour ainsi dire, la propriété commune de toutes les Puissances européennes en Égypte. Le Vice-Roi comprend lui-même combien il est important de procéder avec précaution lorsqu'il s'agit de toucher à des conventions et à des usages considérés jusqu'ici comme la sauvegarde des Européens établis en Égypte, et Son Altesse, se confiant avec raison dans les dispositions dont le Gouvernement de l'Empereur est animé, désire elle-même que cette réforme s'accomplisse avec maturité et sans aucune précipitation.

Nous annonçons l'année dernière que les travaux entrepris aux frais communs de la France, de la Russie et de la Porte pour la reconstruction de la Coupole du Saint-Sépulcre touchaient à leur terme. Aujourd'hui ce grand ouvrage est complètement achevé. Nous aimons à constater que le monument élevé sur le tombeau du Christ demeurera comme un éclatant témoignage des sentiments de concorde et de tolérance qui ont inspiré l'arrangement intervenu entre les trois Cours, dont la persévérance a amené un résultat satisfaisant pour toutes les communions chrétiennes.

La situation économique et financière de la Régence de Tunis nous inspirait depuis longtemps de sérieuses inquiétudes. Un fait grave, la suspension des paiements de la dette tunisienne, dont les titres se trouvent principalement entre des mains françaises, a motivé de notre part les démarches les plus actives. Des garanties particulières avaient été affectées au service des deux emprunts dont se compose cette dette, et nous avons insisté pour que les sommes provenant de ces ressources ne fussent pas détournées de leur destination spéciale. L'effet de nos démarches a été malheureusement paralysé par le désordre et le mauvais vouloir de l'administration tunisienne. Le Bey a offert d'instituer une Commission chargée de réorganiser les finances du pays et de surveiller l'emploi des revenus. Cette combinaison, telle qu'elle était exposée dans le décret du Bey, ayant soulevé des objections de la part des porteurs des titres de la dette intérieure, n'a pu être mise immédiatement à exécution. Toutefois, le principe en a été accepté successivement par les Cabinets de Londres et de Florence, dont l'adhésion est ainsi venue se joindre à celle du Gouvernement de l'Empereur. Il ne restait plus qu'à s'entendre sur les dispositions destinées à préciser au point de vue pratique l'application d'une mesure dont la nécessité était reconnue de tous. Nous avons lieu d'espérer qu'un complet accord ne tardera pas à s'établir à ce sujet, et nous sommes, en tout cas, fermement résolus à ne négliger aucun effort pour obtenir du Gouvernement tunisien l'exécution des engagements qu'il a contractés envers ses créanciers français.

Nos relations aux États-Unis conservent le même caractère de cor-

dialité, et nous n'avons pas hésité à seconder les efforts tentés par le Cabinet de Washington, afin de rétablir l'état de paix entre l'Espagne et les Républiques du Pacifique. Ainsi que nous le constatons l'année dernière, le Gouvernement Américain s'étant de nouveau proposé en qualité de médiateur entre les belligérants, nous avons pensé, comme l'Angleterre, que le maintien de nos offres antérieures pourrait devenir un embarras pour les Cabinets auxquels nous nous étions adressés les premiers, et retarder l'accommodement que toutes les Puissances neutres s'accordent à souhaiter. Nous nous sommes empressés de déclarer que nos propositions ne sauraient être un obstacle au succès de la médiation américaine, et, désirant avant tout le rétablissement de la paix, devenue plus nécessaire encore après le cataclysme qui a si cruellement éprouvé le littoral du Pacifique, nous sommes disposés à appuyer les démarches, de quelque part qu'elles viennent, qui paraîtront les plus propres à assurer cet heureux résultat.

Le Gouvernement de l'Empereur, au surplus, vient de donner une preuve nouvelle de ses sentiments d'amitié pour les deux Républiques du Sud, en accréditant auprès d'elles des agents d'un rang supérieur à ceux qui le représentaient jusqu'ici. La création de deux missions à Lima et à Santiago n'est pas seulement justifiée par l'importance croissante des intérêts qu'elles sont appelées à défendre, et par la nécessité, pour la France, de mettre sa représentation diplomatique sur un pied d'égalité vis-à-vis des puissances américaines qui ont depuis longtemps attribué le titre de **Ministre** à leurs agents au Chili et au Pérou. Elle est en même temps un hommage rendu au Chili et au Pérou. Elle est en même temps un hommage rendu à l'esprit de progrès qui distingue ces deux États, et nous ne doutons pas qu'elle ne contribue à resserrer encore les bonnes relations que nous entretenons avec les deux Républiques du Pacifique.

Dans la Plata, quel que fût notre désir de voir cesser une lutte affligeante, nous n'avons pas jugé à propos d'intervenir entre les belligérants autrement que par des conseils officieux. Mieux placé pour agir, le Cabinet de Washington a cru pouvoir, au contraire, prendre l'initiative d'une médiation qui, déclinée d'abord par les alliés, ne semble pas devoir être accueillie au Paraguay, où des différends de la nature la plus grave ont succédé à l'entente amicale que le Président Lopez avait, jusque dans ces derniers temps, entretenue avec le Représentant des États-Unis. Uniquement préoccupés, quant à nous, de veiller à la sécurité de nos nationaux et à la protection de leurs intérêts, nous ne sommes sortis de la réserve que nous nous étions imposée que pour nous entendre avec les commandements des forces maritimes du Brésil, comme l'ont fait de

leur côté la Grande-Bretagne et l'Italie, dans le but de conserver à notre commerce la libre navigation de la Plata, autant du moins que le permettent les exigences des opérations militaires poursuivies par les alliés.

Depuis les troubles survenus à Haïti, le Gouvernement de cette République a cessé d'acquitter les termes échus de l'indemnité de Saint-Domingue et de l'emprunt de 1825. Des promesses nous avaient été faites. Malheureusement, les dissensions intérieures se sont constamment aggravées dans le cours de cette année. La guerre civile qui désole le pays a pris tout à coup des développements qui nous ont amenés à user de nouveaux ménagements envers un Gouvernement qui proteste de sa bonne volonté, mais se déclare à bout de ressources dans les circonstances actuelles. Quoi qu'il en soit, nous ne perdons pas de vue les engagements solennels qui le lient envers la France; et, aussitôt que les événements auront pris une tournure meilleure, l'Agent de l'Empereur a ordre de ne rien négliger pour obtenir un résultat satisfaisant.

L'année dernière, nous vous annoncions qu'au Vénézuéla un nouvel arrangement, succédant à celui du 29 juillet 1864¹, mettait à la disposition de notre Consulat général une partie des recettes des douanes de la Guayra et de Porto-Cabello, et nous donnait lieu d'espérer que les créances de nos nationaux seraient bientôt acquittées. Le nouveau Gouvernement institué à la suite de la dernière guerre civile a reconnu les engagements antérieurs; toutefois, pendant ces troubles, le prélèvement qui nous était affecté sur les recettes des deux ports a été suspendu. Nous avons insisté auprès de la nouvelle Administration pour que les arrangements convenus fussent appliqués aussitôt après son installation. L'exécution de ces mesures avait d'abord été fixée au 1^{er} décembre 1868. Depuis lors, le cabinet de Caracas, arguant de la pénurie dans laquelle se trouve le trésor de la République, nous a fait de nouvelles ouvertures, que nous examinons en ce moment.

Les complications survenues dans une partie de l'extrême Orient ne paraissent pas devoir modifier l'ensemble de nos rapports avec ces pays, où notre civilisation est mieux appréciée à mesure qu'elle se fait mieux connaître.

Nos relations avec le Gouvernement Siamois ont pris, depuis la ratification du Traité de 1867², un caractère satisfaisant, et les sentiments de bon vouloir qu'on nous témoigne à Bangkok nous semblent d'autant plus sincères que le Royaume de Siam n'est pas moins inté-

1. Voir de *Clercq*, Recueil des Traités de la France, tome IX, p. 118.

2. Du 15 juillet (voir *Archives*, 1868, t. II, p. 545).

ressé que notre colonie de Cochinchine au maintien de cette parfaite entente. La mort récente du Roi ne saurait modifier ces rapports de bon voisinage ; le nouveau souverain, nous en avons confiance, héritera des sentiments de son prédécesseur et continuera les traditions de sa politique.

L'accord qui n'a cessé de régner entre les Puissances sur toutes les questions qui touchent à l'extrême Orient facilite de plus en plus dans ces pays lointains le progrès des idées européennes. Le Gouvernement chinois a compris à son tour, comme les populations du littoral l'avaient déjà fait depuis longtemps, l'utilité de rapports réguliers avec l'Occident. Rompant cette année avec ses anciennes traditions, et sans attendre qu'à l'expiration des délais nous usions de notre droit pour réclamer à Pékin la révision des Traités, il a pris l'initiative de négociations nouvelles et envoyé en Europe comme aux États-Unis une ambassade chargée de le représenter pour la première fois auprès des Puissances étrangères. A la tête de cette mission, dont font partie de hauts fonctionnaires chinois, est placé un citoyen des États-Unis, mieux préparé que les sujets du Céleste-Empire à l'accomplissement d'une tâche aussi nouvelle. Nous voyons, en tout cas, avec une sincère satisfaction le Souverain et le Gouvernement de la Chine se décider à se mettre activement en rapport avec les nations qui représentent la civilisation moderne, et se prêter à discuter avec nous et chez nous des intérêts qui sont les leurs.

La révolution qui a soudainement éclaté au Japon, à la fin de l'année dernière, et qui a profondément modifié l'organisation des pouvoirs publics, nous a surpris au moment où notre commerce se disposait à entamer sur le marché Japonais de nouvelles et plus importantes opérations. Les riches et puissants daïmios du Sud se sont coalisés pour relever l'autorité du Mikado contre un Pouvoir, depuis longtemps prépondérant, qui était devenu pour eux un sujet d'inquiétude. Le Taïcoun vaincu s'est soumis ; ses domaines ont été démembrés. Mais d'autres chefs de la grande Confédération Japonaise, qui d'abord n'avaient pas pris part à la lutte, l'ont recommencée pour leur propre compte. Au milieu de ces troubles, dont l'origine et les véritables causes restent encore enveloppées pour nous d'une certaine obscurité, le Gouvernement Impérial, d'accord avec les autres Puissances étrangères, a cru devoir observer une entière abstention. Cette politique n'a pas tardé à porter ses fruits. Les adversaires du Taïcoun avaient craint, à l'origine, que ce prince ne trouvât à l'extérieur un appui qui lui eût permis tout au moins de prolonger sa résistance, et de ce sentiment était née une certaine irritation contre les étrangers. Sans oser aller jus-

qu'à une rupture déclarée, les daimios laissaient le fanatisme de leurs agents s'abandonner à des actes de violence qui sont heureusement demeurés isolés.

L'attitude énergique des Puissances, qui, tout en déclarant qu'elles n'interviendraient pas dans les démêlés intérieurs du pays, ont nettement affirmé l'intention de ne tolérer, quel que fût le parti qui l'emportât, aucune infraction à des traités reconnus par le Mikado comme par le Taïcoun, a produit une salubre impression, augmentée encore par l'apparition de forces navales imposantes. Toutes les réparations que nous exigeons nous ont été accordées. Les auteurs de violences dont nos nationaux, aussi bien que des sujets anglais ou américains, avaient été victimes ont subi un châtiment exemplaire.

Convaincu, en même temps, qu'il n'avait à redouter de notre part aucun sentiment préconçu d'hostilité, le nouveau Gouvernement, modifiant peu à peu ses premières impressions, n'a pas contesté notre droit à réclamer de lui la situation qui nous avait appartenu sous le régime dont il recueillait la succession politique.

Les concessions que nous avons précédemment obtenues ont été respectées; les mêmes ports nous sont restés ouverts; la libre entrée de celui d'Osaka vient de nous être spontanément accordée. Sans nous croire encore en mesure d'affirmer que ces dispositions sont générales au Japon et qu'on y accueille partout avec faveur l'élément étranger, si longtemps suspect, au moins nous est-il permis de constater que toutes les autorités avec lesquelles nous sommes en rapport mettent aujourd'hui le plus grand soin à s'abstenir de tout acte impliquant une apparence de mauvais vouloir. Nous ne nous en attachons que davantage à ménager nous-mêmes les justes susceptibilités du Gouvernement japonais, et, décidés à exiger la stricte exécution des traités, nous comprenons que notre action ne saurait, sans de sérieux inconvénients, franchir la limite que ces actes mêmes lui assignent.

Le Gouvernement du Mikado a pu s'en convaincre dans une occasion récente, où, pour ne pas outre-passer nos droits, nous avons dû faire violence à de profondes sympathies. A peine sorti de la lutte qu'il avait entreprise contre le Taïcoun, le Mikado a interdit à ses sujets l'exercice de la religion chrétienne; un édit frappait en même temps de pénalités sévères les chrétiens japonais qui refuseraient d'abjurer. Les traités qui garantissent aux étrangers la pleine liberté de professer leur culte partout où ils sont autorisés à résider ne contenant aucune disposition de nature à légitimer une intervention active des Puissances chrétiennes en faveur des sujets japonais,

nous nous sommes bornés, de même que le cabinet de Washington et celui de Londres, à faire entendre au Gouvernement du Mikado des conseils de tolérance, et à lui représenter combien ce retour aux errements du passé nuirait à sa considération auprès des autres nations.

Nous ne saurions affirmer qu'un pouvoir qui doit peut-être une partie de son prestige à l'influence des idées théocratiques consente à revenir immédiatement sur un acte aussi grave ; mais il nous est permis d'espérer que les mesures de répression, déjà moins cruelles que celles dont on avait si souvent usé autrefois, seront de plus en plus adoucies dans la pratique, jusqu'à ce qu'elles tombent en désuétude.

AFFAIRES COMMERCIALES.

Le rôle de notre diplomatie commerciale, pendant l'année qui vient de s'écouler, avait été tracé d'avance en ces termes, dans un des précédents exposés : « Il ne suffit pas de conclure des traités de commerce, il faut savoir leur faire produire tous leurs fruits. » Le Département des Affaires étrangères a poursuivi ce but avec une constante sollicitude, non-seulement en veillant à l'exécution fidèle et uniforme des engagements contractés, depuis 1860, avec la plupart des Puissances européennes, mais en les complétant, en les améliorant et en les développant dans celles de leurs stipulations dont l'expérience avait fait reconnaître l'insuffisance ou l'imperfection. C'est à cet ordre d'idées que se rattache la négociation de la plupart des arrangements que nous avons à mentionner.

Les Grands-Duchés de Mecklembourg ayant demandé la résiliation des clauses de la convention conclue avec la France, le 9 juin 1865¹, qui mettaient obstacle à leur entrée dans le Zollverein, nous avons accueilli ce vœu, fidèles aux principes libéraux et à la pensée d'union et de solidarité économique qui ont inspiré le Gouvernement de l'Empereur dans toutes les négociations qu'il a successivement engagées avec les divers États de l'Europe. Mais il était juste de profiter de cette occasion pour chercher à faire modifier, dans un sens plus favorable aux intérêts du commerce français, le traitement applicable à quelques-uns de nos produits à leur importation dans le Zollverein. L'accord s'est établi avec le Cabinet de Berlin sur les points suivants : du côté de la France, abrogation de l'article 18 du traité de commerce conclu en 1865 avec le Mecklembourg, en

1. Voir *Archives*, 1865, tome IV, page 184.

vertu duquel le Gouvernement Grand-Ducal, s'étant interdit la faculté d'élever au delà d'un chiffre déterminé le taux des droits d'entrée, se trouvait dans l'impossibilité de s'approprier le tarif conventionnel de l'Association Allemande; du côté de la Prusse, compensations douanières, dont la plus importante consistait dans la réduction de 30 fr. à 20 fr. les 100 kilogrammes, pour toute l'étendue des États de l'Union, du droit sur les vins en cercles et en bouteilles.

En même temps qu'il obtenait ainsi pour notre commerce des concessions d'autant plus avantageuses qu'elles s'appliquaient à un marché très-étendu, le Gouvernement de l'Empereur, en facilitant l'accession des Grands-Duchés au Zollverein, donnait un nouveau témoignage de l'esprit conciliant et libéral qui a constamment caractérisé sa politique commerciale.

L'application du deuxième alinéa de l'article 13 de la convention du 8 novembre 1864¹ sur le régime des sucres avait donné lieu à certaines difficultés d'interprétation entre les quatre États contractants, la France, la Belgique, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas. Ces difficultés tenaient, en particulier, à l'impossibilité pour la France d'établir un rapport absolument exact entre les bases de l'impôt et le droit afférent aux sucres raffinés, tant qu'une corrélation précise n'existerait pas entre les droits à percevoir sur les sucres bruts et les rendements fixés par la déclaration du 20 novembre 1866². Des Commissaires délégués par les quatre Gouvernements se sont réunis, au mois d'août dernier, à la Haye, pour examiner la question et rechercher en commun les moyens de concilier les divers intérêts engagés.

Ces conférences ont abouti à une nouvelle déclaration, en date du 4 novembre, par laquelle le droit de l'importation en France des sucres raffinés provenant des autres États contractants a été fixé à 48 fr. 85 cent., chiffre en rapport avec le droit moyen des sucres bruts et un rendement de 88 pour cent. Le terme de cet arrangement, conclu à un titre provisoire, a été fixé au 31 décembre 1869.

La convention conclue le 31 mars 1861, entre tous les États riverains du Rhin pour arrêter, d'un commun accord, les règlements applicables à la navigation du fleuve, avait subi, depuis cette époque, de nombreuses modifications réclamées par les besoins nouveaux de la batellerie. Ces modifications avaient été consacrées par une série d'articles supplémentaires à l'acte de 1831 ou par de simples mentions

1. Voir *Archives*, 1865, tome IV, page 291.

2. Voir *Archives*, 1867, tome III, page 1072.

aux protocoles des sessions annuelles de la Commission centrale de Mannheim.

Il était résulté de cet état de choses une confusion qui rendait indispensable une révision complète de la convention. Cette tâche a été confiée à une Commission spéciale, composée des plénipotentiaires de toutes les Puissances riveraines; le nouvel acte de navigation du Rhin a été signé le 17 octobre dernier à Mannheim. L'une des améliorations les plus considérables qui ont été apportées à l'ancienne organisation consiste dans la suppression totale des droits prélevés sur la batellerie rhénane. La convention révisée, ainsi que les règlements annexes sur la police de la navigation, et sur le transport des matières inflammables ou des poisons, entreront en vigueur au 1^{er} juillet prochain.

Les négociations ouvertes avec quelques-uns des Gouvernements étrangers, pour l'amélioration des traités sur lesquels repose la garantie de la propriété des œuvres de littérature ou d'art, ont été poursuivies avec toute la sollicitude que comportent les intérêts de nos auteurs et de nos éditeurs. Certaines difficultés imprévues, mais passagères, ne nous ont point encore permis d'atteindre les résultats complets sur lesquels nous sommes toujours autorisés à compter. Nous avons du moins réussi à obtenir de la Belgique une modification à la convention du 1^{er} mai 1861¹, qui était depuis longtemps réclamée avec instance par le commerce de librairie et de musique. Une déclaration, échangée le 7 janvier de cette année, consacre l'abolition réciproque de la double formalité du dépôt et de l'enregistrement, en y substituant la production d'un simple certificat destiné à justifier de l'accomplissement des conditions exigées par les règlements en vigueur dans le pays d'origine pour la reconnaissance du droit de propriété.

Si les mêmes facilités ne nous ont pas encore été accordées par la Prusse, ce retard tient uniquement à une question de forme. La Chancellerie fédérale de l'Allemagne du Nord devant saisir le Parlement, dans sa prochaine session, d'un projet de loi complet sur la propriété intellectuelle, le Cabinet de Berlin a jugé convenable d'attendre que la nouvelle législation ait été consacrée, avant d'apporter à la convention du 2 août 1862² des modifications sur lesquelles il appartient actuellement à la Confédération elle-même de se prononcer. Nous ne saurions d'ailleurs regretter ce court ajournement, puisqu'il doit avoir pour conséquence d'étendre à l'Allemagne du Nord tout entière les effets de l'arrangement projeté avec la Prusse.

1. Voir *Archives*, 1861, tome III, page 161.

2. Voir *Archives*, 1862, tome IV, page 308.

Le Gouvernement Britannique a rempli avec une égale loyauté l'engagement qu'il avait pris envers nous de soumettre au Parlement les mesures propres à prévenir les difficultés auxquelles donne lieu l'application de l'article 4 de la Convention de 1851¹ relatif aux imitations et appropriations de bonne foi des œuvres dramatiques étrangères. Un bill a été présenté; les travaux de la dernière session n'en ont pas permis la discussion immédiate; mais nous avons tout lieu d'espérer que l'année ne se passera pas sans que nos auteurs ou nos éditeurs profitent des améliorations que nous nous efforçons de faire introduire dans quelques-unes de nos conventions littéraires.

Le dernier Exposé annonçait la signature, à la date du 11 novembre 1867², d'une convention consacrant la liberté absolue de l'exercice de la pêche dans la mer commune entre la France et l'Angleterre : la mise à exécution de cet arrangement international a été retardée jusqu'à ce jour par l'obligation que le Parlement a imposée à l'Administration britannique de procéder, au préalable, à l'enregistrement de tous les bateaux de pêche du Royaume-Uni, formalité dont l'accomplissement se poursuit avec toute l'activité possible. D'autre part, certaines clauses qui touchent à des questions de juridiction et de pénalités en matière de délits de pêche nécessitent la présentation au Corps législatif d'un projet de loi qui doit lui être soumis cette année. Les pêcheurs français ne tarderont donc plus à recueillir les avantages que la nouvelle convention est destinée à leur assurer dans l'exercice de leur industrie.

L'intérêt que porte le Gouvernement de l'Empereur aux populations du littoral de l'Empire l'a conduit également à proposer au Gouvernement Belge l'adoption d'un règlement ayant pour objet d'établir une indemnité fixe au profit des sauveteurs d'engins de pêche, et d'éviter ainsi les prétentions abusives qui s'élevaient parfois au préjudice de nos marins. Cette proposition ayant été accueillie, une déclai-

1. Art. 1. Les stipulations des articles précédents s'appliqueront également à la représentation des ouvrages dramatiques et à l'exécution des compositions musicales, en tant que les lois de chacun des deux pays sont ou seront applicables, sous ce rapport, aux ouvrages dramatiques et de musique représentés ou exécutés publiquement dans ces pays pour la première fois. Toutefois, pour avoir droit à la protection légale, en ce qui concerne la traduction d'un ouvrage dramatique, l'auteur devra faire paraître sa traduction trois mois après l'enregistrement et le dépôt de l'ouvrage original. Il est bien entendu que la protection stipulée par le présent article n'a point pour objet de prohiber les imitations faites de bonne foi, ou les appropriations des ouvrages dramatiques aux scènes respectives de France et d'Angleterre, mais seulement d'empêcher les traductions en contrefaçon. La question d'imitation ou de contrefaçon sera déterminée, dans tous les cas, par les tribunaux des pays respectifs, d'après la législation en vigueur dans chacun des deux États.

2. Voir de *Clercq*, tome IX, p. 773.

ration signée le 24 décembre 1867¹, et ratifiée le 11 juin suivant, a fixé à 2 fr. le chiffre de cette indemnité, qui est la rémunération équitable d'un service rendu.

La rapidité et la multiplicité des communications entre les peuples ont puissamment contribué au succès des grandes réformes économiques qui signalent notre époque. Tout ce qui se rattache au développement et à l'amélioration du service télégraphique international, à l'extension du réseau des chemins de fer, est donc l'objet de la constante attention du Gouvernement de l'Empereur : on se rappelle que c'est sur son initiative qu'en 1865 s'est tenu à Paris le premier Congrès télégraphique, dont les travaux se sont terminés par la signature de la convention du 17 mai de la même année². Cet acte important a établi l'uniformité des règles appliquées par les différentes Administrations et introduit dans le service international de notables perfectionnements.

L'article 56 de cette convention stipule qu'elle serait soumise à des révisions périodiques, dont la première devait avoir lieu à Vienne, en 1868. Une Conférence, à laquelle étaient représentés non-seulement tous les États de l'Europe, mais encore l'Inde Anglaise et la Perse, s'est réunie en conséquence, au mois de juin dernier, sur l'invitation du Gouvernement Impérial et Royal. Les résultats de ses délibérations ont été consacrés par un acte spécial, qui, modifiant ou complétant, après une expérience de trois années, les dispositions de la convention de Paris, a donné de nouvelles facilités aux communications télégraphiques, aussi bien par la simplification des règlements que par l'abaissement des tarifs. L'attention particulière de la Conférence s'est, en outre, portée sur l'échange des correspondances avec les Indes, et depuis, le 1^{er} janvier de cette année, la taxe de la dépêche de Londres à Calcutta a été réduite de 120 fr. à 71 fr.

Indépendamment de la révision de la Convention du 17 mai 1865, les Commissaires français ont négocié quelques arrangements spéciaux, qui portent la date du 22 juillet et qui méritent également d'être mentionnés ; ce sont : 1° un arrangement conclu entre la France, la Suisse, l'Italie, l'Autriche et la Hongrie³, pour la répartition et la réduction des taxes afférentes aux correspondances directement échangées entre Vienne et l'Angleterre, acte qui s'est étendu, en vertu d'une déclaration postérieure, du 30 décembre 1868, aux correspondances échangées entre l'Angleterre, la Turquie, la Serbie, les Principautés-Unies

1. Voir *Archives*, 1868, tome IV, page 1667.

2. Voir *Archives*, 1866, tome I, page 17.

3. Voir *Archives*, 1869, tome I, page 207.

et la Grèce; 2° un arrangement entre la France, la Suisse, l'Autriche, la Hongrie, la Serbie et la Turquie¹, pour l'organisation, par leurs territoires respectifs, d'une communication directe entre Londres et les Indes Anglaises.

Toutes ces améliorations ont, d'ailleurs, été complétées par une institution dont la pratique démontrera, nous n'en doutons pas, les avantages: la création d'un bureau télégraphique international destiné à servir de lien entre les diverses Administrations, en centralisant les renseignements statistiques et autres qui peuvent intéresser le service commun; pour les coordonner et les répartir entre tous les offices des États contractants; c'est l'Administration suisse qui a été chargée d'organiser ce bureau central, une des innovations les plus heureuses dues à la Conférence de Vienne.

Exploités dans un grand nombre de pays par des compagnies particulières, les chemins de fer ont des règlements et des tarifs qu'il est plus difficile de ramener à des principes uniformes que les services télégraphiques, administrés par les Gouvernements eux-mêmes. Mais l'intervention diplomatique est toutefois nécessaire dans certains cas, pour faciliter le règlement de certaines questions d'un caractère international. C'est ainsi que, l'année dernière, une Convention additionnelle à celle qui avait été signée le 13 juillet 1867 entre la France et la Prusse, pour l'établissement d'un chemin de fer entre Sarreguemines et Sarrebrück, a déterminé le point de jonction des deux sections française et prussienne et les conditions de leur raccordement au pont à construire sur la Sarre. D'autre part, des commissions mixtes ont été formées pour étudier diverses questions qui concernent le raccordement, à la frontière franco-belge, des chemins de fer de Furnes à Dunkerque, de Poperinghe à Hazebrouck, ainsi que l'exécution des ouvrages d'art de la ligne d'Ostende à Armentières. De même, le raccordement des chemins de fer français et suisse par Jougne est soumis à l'examen d'une Commission mixte.

Le Gouvernement de l'Empereur avait accepté, de la Conférence monétaire internationale convoquée à Paris en 1867², la mission de notifier aux divers États représentés au sein de cette réunion les vœux qui avaient été émis en faveur de l'uniformité des monnaies basée sur l'adoption de l'étalon d'or unique. Les réponses et les informations qui lui sont parvenues démontrent que la nécessité de donner une solution pratique à cette importante question est en grande partie comprise aussi bien par les Gouvernements que par l'opinion publique. Si l'accord sur les conditions et les mesures d'exé-

1. Voir *Archives*, 1869, tome I, page 206.

2. Voir *Archives* 1867, tome III, p. 1205.

cution n'est pas encore établi, il ne s'est manifesté à cet égard aucune difficulté radicale et insurmontable ; il est donc permis d'espérer que, le moment venu, les États qui ont déjà figuré à la Conférence de 1867 ne se refuseraient pas à prendre part à une nouvelle réunion où le type de la monnaie universelle pourrait être arrêté et définitivement consacré dans un acte international. Le Gouvernement de l'Empereur, qui a pris l'initiative de cette œuvre considérable, a mis lui-même à l'étude, en ce qui concerne la France, la question de l'étalon monétaire : une Commission instituée par M. le Ministre des Finances et qui délibère sous la présidence de M. de Parieu, vice-président du Conseil d'État, examine en ce moment les résultats d'une enquête faite auprès des Chambres de commerce de l'Empire, des Trésoriers généraux et de la Banque de France. Les travaux de cette Commission ne sont pas encore terminés, mais il y a lieu de penser que le résultat de ses délibérations permettra de poursuivre utilement la tâche commencée en 1867. Quoi qu'il en soit, la décision qui sera adoptée nous mettra sans doute en mesure de donner suite à la Convention préliminaire conclue entre la France et l'Autriche, le 31 juillet 1867¹, en la transformant, de concert avec les trois autres États qui composent l'Union monétaire de 1865, en une Convention définitive.

Il convient de mentionner l'échange, à la date du 18 novembre dernier, des déclarations relatives à l'accession de la Grèce² à la Convention du 23 décembre 1865.

En terminant cette revue des principales négociations commerciales suivies, dans le cours de l'année dernière, avec les divers Gouvernements européens, nous ne saurions omettre celle qui se rattache à la solution d'une question importante, depuis longtemps l'objet des études de l'Administration française : il s'agit de l'application d'une méthode uniforme de jaugeage aux navires de toutes les nations. Les nombreux pourparlers qui ont déjà eu lieu entre la plupart des Puissances maritimes laissent entrevoir comme probable la réalisation de ce nouveau progrès dans la voie de l'unification des règlements internationaux.

Tandis qu'il s'appliquait ainsi à donner aux intérêts généraux du commerce et de l'industrie de légitimes satisfactions, le Gouvernement de l'Empereur se préoccupait également des questions que recommandent à sa sollicitude les principes d'humanité qui sont le caractère de notre civilisation.

On n'a pas oublié qu'une Convention a été signée à Genève, le

1. Voir *Archives*, 1868, tome II, page 563.

2. L'acte d'accession est du 8 octobre 1868. Voir *Archives*, 1869, t. I, p. 227.

22 août 1864¹, à l'effet d'améliorer, par la neutralisation réciproque du personnel et du matériel hospitaliers, le sort des militaires blessés dans les armées en campagne. Toutes les puissances de l'Europe avaient successivement adhéré à cette Convention, qui avait eu pour effet immédiat de provoquer, dans chaque pays, la formation de Comités de secours réunis par une pensée commune, celle d'adoucir, autant que possible, les maux inséparables de la guerre. A l'instigation de ces Comités, quelques Gouvernements ont exprimé au Conseil fédéral suisse le désir de voir étendre aux armées de mer les avantages de l'Acte de 1864, en tenant compte des conditions particulières des batailles navales. Ces ouvertures ayant été accueillies, une nouvelle Commission internationale s'est réunie à Genève au mois d'octobre dernier, et a préparé un projet d'articles additionnels² dont les principales dispositions sont spécialement applicables à la marine et dont les autres ont pour objet de préciser davantage quelques-unes des stipulations de la Convention de 1864. Le travail de la Commission est en ce moment soumis à l'approbation de toutes les puissances contractantes, et il n'est pas douteux que les intérêts d'humanité qu'il s'agit de protéger ne soient bientôt placés sous la sauvegarde du droit international.

Indépendamment des résultats que nous venons de signaler, nous devons mentionner les efforts tentés par notre diplomatie commerciale pour préparer, autant qu'il dépendait d'elle, l'extension des règles libérales de notre législation douanière aux pays demeurés, jusqu'à présent, en dehors de la solidarité successivement établie, depuis 1860, entre les intérêts de tous les États du continent européen.

Les espérances que nous avaient fait concevoir les dispositions prises par le Gouvernement russe pour procéder à la révision du tarif général des douanes de l'Empire ne se sont point réalisées. L'enquête ouverte en 1867 s'est terminée dans le courant de l'année qui vient de s'écouler, et la publication du nouveau Code douanier qui en a été la conséquence a malheureusement donné lieu de constater l'hésitation qu'éprouve encore le cabinet de Saint-Petersbourg à compléter les grandes réformes libérales dont il poursuit l'application, par l'abaissement des taxes qui entravent à un si haut degré le mouvement des échanges de ce vaste Empire avec l'étranger. Quelles que doivent être les conséquences de cette situation, au point de vue du développement de la richesse publique du pays, aussi bien que de l'extension des relations commerciales qu'il entretient avec la France,

1. Voir *Archives*, 1867, tome III, p. 284.

2. 20 octobre 1868.

nous ne saurions méconnaître qu'en persistant à se maintenir dans une voie successivement abandonnée par les autres États de l'Europe, la Russie use d'un droit qu'on ne peut lui contester, et nous devons laisser au temps le soin d'éclairer son Gouvernement sur les avantages du système que, dans un intérêt commun, nous aurions désiré lui voir adopter.

Aux États-Unis d'Amérique, nous nous retrouvons également en présence des taxes exagérées qui paralysent les transactions. L'expérience seule peut ouvrir les yeux du peuple américain sur les inconvénients de son régime économique; mais déjà les enseignements se produisent sous toutes les formes, par le malaise du commerce comme par la diminution continue des recettes de douanes. Le Congrès, qui, pour conserver le marché étranger aux cotons américains, a décrété, dans les premiers mois de l'an dernier, la suppression des taxes qui grevaient cette importante branche de commerce, a montré qu'il connaissait les conditions nécessaires au maintien et au développement de la production nationale. Nous faisons des vœux pour que la nouvelle législature s'inspire des mêmes principes et ne recule pas devant leur application à d'autres industries qui n'ont pas moins besoin de liberté pour prospérer. Les manifestations favorables à la révision des tarifs et des règles qui président aux relations des États-Unis avec les autres puissances n'ont, d'ailleurs, fait défaut ni dans la presse ni dans les réunions publiques; nous avons notamment remarqué les résolutions qui ont été votées dans plusieurs villes de l'Union en vue d'un concert à établir avec les Gouvernements étrangers pour la garantie internationale de la propriété intellectuelle. Nous nous plaisons à voir dans un premier arrangement, conclu par le cabinet de Washington pour la protection réciproque des marques de fabrique, la reconnaissance, aux États-Unis, d'un droit dont les Puissances qui peuvent, comme la France, offrir à ce pays la réciprocité, ne tarderont sans doute pas à obtenir l'application à leurs nationaux.

Les difficultés que nous rencontrons au delà des Pyrénées ne sont pas moins sérieuses. Jusqu'à présent, l'Espagne a maintenu dans son Code douanier des droits excessifs qui favorisent les opérations du trafic interlope au préjudice du Trésor et du commerce légitime, et conservé à ses règlements maritimes ce caractère de privilège au profit du pavillon national, dont les derniers vestiges vont disparaître de notre législation dans le courant de cette année.

Nous n'avons, pas plus en Espagne qu'en Russie ou dans les États-Unis, la prétention de suppléer par nos conseils aux enseignements de l'expérience; nous croyons, toutefois, que des concessions réciproques pourront faciliter la tâche du Gouvernement espagnol, quand

il jugera le moment venu de simplifier son régime douanier et de réduire les taxes exagérées de son tarif. Il n'ignore pas qu'il nous trouvera prêts à le suivre dans cette voie, et qu'il dépend de lui d'assurer immédiatement aux produits de la Péninsule tous les avantages douaniers que nous avons déjà accordés à ceux des autres puissances européennes.

Si, pour nos relations commerciales avec l'Espagne, nous devons nous borner à une confiante expectative, il n'en est pas de même en ce qui touche au règlement de nos rapports maritimes. Une base fixe et tout à la fois une date certaine sont assignées par la loi du 19 mai 1866 aux réclamations que nous présentons au cabinet de Madrid. A partir du 12 juin, la suppression des surtaxes de pavillon, se combinant avec le bénéfice de la franchise dont les navires étrangers jouissent déjà dans nos ports depuis le 1^{er} janvier 1867, complètera, au profit de la navigation étrangère, le régime de l'assimilation avec la marine française pour les opérations d'intercourse internationale; mais la loi nous impose l'obligation d'exiger la réciprocité des puissances auxquelles nous concédons le traitement national.

Nous n'avons pas attendu l'échéance fixée par la loi de 1866 à l'affranchissement complet de la marine étrangère, pour prévenir le Gouvernement espagnol des conditions auxquelles les avantages qui lui étaient offerts demeuraient subordonnés. De son côté, le cabinet de Madrid ne s'est pas montré indifférent à nos ouvertures, et, l'année dernière, il a lui-même aboli, dans ses possessions des Antilles et des Philippines, les taxes différentielles de navigation afférentes à la coque des navires étrangers.

Depuis lors, l'Administration nouvelle, loin de s'écarter sous ce rapport des errements de celle qui l'avait précédée, a, au contraire, par différentes mesures, témoigné de son désir de compléter les réformes commencées. Au point de vue de nos relations maritimes avec la Péninsule et ses colonies, les décrets du 22 novembre dernier ont une importance que nous nous plaisons à reconnaître. Leurs dispositions laissent toutefois subsister, quant à présent, des inégalités de traitement inconciliables avec les prévisions de l'article 6 de notre loi du 19 mai 1866. Les surtaxes de pavillon, bien qu'abolies en principe dans les ports de la métropole, sont maintenues sous un autre nom, jusqu'au 1^{er} janvier 1872, sur les principaux éléments de notre fret maritime, et aucune date n'est fixée pour la suppression de celles qui, dans les Antilles espagnoles et aux Philippines, grèvent, tant à l'entrée qu'à la sortie, les marchandises embarquées à bord des navires français. Enfin, le nouveau mode de perception des droits de navigation, bien qu'il substitue une règle fixe et uniforme aux complications du régime antérieur, conserve au pavillon espagnol le mo-

nopole du cabotage, à l'exclusion du nôtre et malgré les stipulations de nos anciens traités, dont le bénéfice continue d'être appliqué aux caboteurs espagnols sur nos côtes.

Il nous reste à régler ces différents points avec le Gouvernement espagnol; les tendances libérales qu'il a déjà manifestées nous permettent de croire qu'il complètera, avec le concours de la nation, la révision de ses règlements de douanes et de navigation, et nous espérons qu'avec les dernières inégalités de régime, dont nous venons de rappeler l'existence dans la législation espagnole, disparaîtront les seuls obstacles qui s'opposent à la pleine et générale application de notre réforme maritime à partir du mois de juin prochain.

Nous avons aussi, pour arriver à ce résultat complet, quelques arrangements à prendre encore avec le Gouvernement portugais; mais ils ont été prévus par l'article 23 de notre traité de commerce et de navigation du 11 juillet 1866¹, et nous ne pouvons tarder à nous entendre avec le cabinet de Lisbonne pour l'exécution de l'engagement relatif à la suppression réciproque des surtaxes.

En Italie, nous avons dû nous élever contre les taxes auxquelles ont été soumis des grains expédiés, en transit, d'Autriche à destination de France. Il avait échappé au cabinet de Florence que ces perceptions, effectuées en vertu d'une mesure générale relative au transport des grains sur le territoire du Royaume, prenaient, dans leur application aux céréales d'origine étrangère qui traversaient seulement son territoire, le caractère d'un droit de transit que l'article 24 de notre traité de commerce du 17 janvier 1863² interdit formellement de prélever. Bien que nous n'ayons pas encore réussi à nous mettre d'accord avec le Gouvernement italien sur la question de principe et sur le remboursement des taxes indûment perçues, nous avons déjà obtenu l'assurance que les grains expédiés en transit à destination de France pourraient désormais circuler en franchise sur le territoire italien.

L'administration des sauvetages de navires français donnait lieu, dans les Pays-Bas, à de regrettables conflits d'attributions entre nos Agents consulaires et les autorités locales. La légation de l'Empereur à la Haye a fait des démarches qui ont reçu l'accueil que nous attendions de la loyauté du Gouvernement néerlandais: des instructions envoyées aux députations permanentes des États provinciaux ont établi très-nettement les droits que l'article 37 du traité de 1865³ confère aux Consuls de France sur la direction exclusive des opérations et liquidations de sauvetages; elles ont tracé avec non moins de précision

1. Voir *Archives*, 1867, tome IV, p. 1335.

2. Voir *Archives*, 1864, tome III, page 247.

3. Du 7 juillet (voir *Archives*, 1865, tome III, p. 411.

les étroites limites dans lesquelles doit, dans certains cas, s'exercer l'intervention des bourgmestres. Il y a donc tout lieu de compter désormais sur la stricte exécution des stipulations concertées sous ce rapport en vue des intérêts multiples qui se trouvent engagés dans les liquidations de sauvetages.

Tandis que les puissances de l'Europe occidentale concertent ainsi leurs efforts pour réaliser, dans l'ordre économique, ces progrès desquels dépend, avant tout, la supériorité des nations, le Gouvernement du Sultan poursuit en Orient, avec lenteur, il est vrai, et malgré de sérieux obstacles, les améliorations administratives et matérielles qui, en encourageant l'initiative individuelle, pourront développer dans les diverses parties de l'Empire de nombreux germes de vitalité restés trop longtemps inféconds. Si, comme il y a lieu de l'espérer, il persévère dans cette voie, les sujets français fixés sur le territoire ottoman participeront au bénéfice de la situation nouvelle et recueilleront les avantages des réformes graduellement accomplies.

En attendant, le Gouvernement de l'Empereur continue d'apporter au régime sous lequel nos nationaux se trouvent placés dans les États du Sultan, et qui depuis plusieurs siècles y sauvegarde leurs intérêts, les améliorations que l'expérience suggère. Le vote par le Corps législatif du crédit destiné à faciliter l'exécution du décret impérial du 5 décembre 1863¹, relatif à l'exercice de la juridiction consulaire à Alexandrie, a permis d'adjoindre au tribunal consulaire de cette ville, avec le titre de consul-juge, un magistrat spécial remplissant les conditions déterminées par ce décret. Bien que cette institution fonctionne depuis quelques mois à peine, elle a déjà produit des résultats satisfaisants, et les résidents français peuvent reconnaître que, quels que soient leur nombre et l'importance de leurs affaires, elle répond à toutes les exigences d'une bonne administration de la justice.

S'inspirant, d'un autre côté, de la haute pensée qui a présidé aux réformes libérales introduites, en 1865, dans le régime des indigènes de notre possession du nord de l'Afrique, le Département des Affaires étrangères a préparé, de concert avec le Ministère de la Guerre, un ensemble de dispositions destinées à faire jouir les Algériens, en pays étranger, d'une protection plus étendue que celle qu'ils étaient précédemment en droit de réclamer de nos Agents diplomatiques et consulaires. Ces dispositions contribueront à resserrer les liens qui unissent à la France les trois millions d'indigènes auxquels le sénatus-consulte de 1865 a conféré une naturalisation spéciale. Elles ne tarderont pas à être appliquées dans les chancelleries de nos postes du Levant et des États barbaresques.

1. Voir *Archives*, 1864, tome IV, p. 22.

Sans cesse préoccupé des moyens de fortifier les garanties que réclame la santé publique, le Département des Affaires étrangères n'a rien négligé, cette année encore, pour assurer en Arabie et en Égypte, au moment du pèlerinage de la Mecque, la rigoureuse exécution des prescriptions émanées de la Conférence sanitaire de Constantinople¹. Le concours du Gouvernement égyptien étant indispensable, notre agent à Alexandrie est chargé d'insister auprès de lui, s'il y avait lieu, sur la nécessité de la plus active surveillance.

L'inauguration prochaine de la grande voie commerciale qu'ouvrent, à travers l'isthme de Suez, des hommes dont le génie entreprenant et tenace fait honneur à notre nation, ne peut manquer d'imprimer à nos rapports avec l'extrême Orient une féconde impulsion. Alors, surtout, ressortiront les avantages de la situation que la prévoyance du Gouvernement de l'Empereur a faite aux sujets français dans ces contrées lointaines. A Shanghai, en particulier, cette situation offre un caractère exceptionnellement favorable, que les Exposés des années précédentes ont déjà signalé à l'attention du Sénat et du Corps législatif. Adossée à la cité chinoise, une ville de quarante mille habitants, pour la plupart indigènes, couvrant une surface de cinquante-quatre hectares, est administrée par un conseil municipal français et surveillée par une police française, sous la direction supérieure de notre Consul général. Ce régime, qui n'a de précédent nulle part et qui tire son origine d'un article du traité de Tientsin, maintient à la fois les prérogatives de l'autorité consulaire et les droits du souverain territorial; reposant sur l'élection; il confère aux résidents français et étrangers une large part d'intervention dans la gestion des affaires de la communauté; il sauvegarde, enfin, le principe du statut personnel, et ne se prête à aucun empiétement de juridiction.

Il restait, l'année dernière, à déterminer les conditions du concours mutuel que devaient se prêter les autorités administratives et judiciaires des diverses nationalités : cette question délicate a reçu une solution satisfaisante, et le règlement municipal de la concession française de Shanghai a été complété dans le sens de l'accord intervenu entre les Consuls étrangers. Cet acte a d'ailleurs subi, à l'occasion de sa nouvelle publication, une révision partielle; le cens d'éligibilité a été supprimé, et le droit de dissoudre le Conseil ne peut plus être désormais exercé que par la Légation.

Les avantages de l'organisation actuelle de notre concession sont aujourd'hui appréciés de tous les résidents. Depuis l'établissement de ce régime, le quartier français n'a cessé de progresser, et se trouve en pleine voie de prospérité : ses quais offrent aux navires des facilités

1. Voir *Archives*, 1868, tome III, p. 1183.

de déchargement jusque-là inconnues ; ses finances municipales sont florissantes, et l'avenir qui lui est réservé ne saurait paraître douteux, si l'on considère que le commerce extérieur du port de Shanghai représente annuellement une valeur de 600 millions de francs.

Au Japon, les perspectives que le traité de Yédo¹ a ouvertes à notre commerce s'élargissent chaque année davantage. Malgré la guerre civile qui, depuis plus d'un an, trouble cet État, malgré les obstacles qu'elle a mis à l'ouverture immédiate des ports de Yédo et de Neegata, nos nationaux étendent de plus en plus le cercle de leurs opérations ; ils exploitent maintenant les marchés d'Ossaka et de Hiogo, et, sur ces deux points, un arrangement conclu avec le Gouvernement du Mikado par les Représentants des diverses Puissances, a déjà posé les bases de la future administration municipale des quartiers où les étrangers sont autorisés à résider.

Les ressources exceptionnelles qu'offre cette fertile contrée pour la régénération de nos races de vers à soie concourent à augmenter l'activité des échanges entre les deux pays. De cupides spéculateurs n'avaient pas craint de recourir à la fraude pour vendre en France, comme japonaises, des graines de vers à soie d'une autre origine, obtenues à vil prix ; leurs manœuvres ont été déjouées par les dispositions qu'a prises la Légation de l'Empereur à Yédo, avec l'approbation du Département des Affaires étrangères. L'apposition d'un timbre officiel sur chaque carton présenté en chancellerie constate la provenance et fournit aux acheteurs un moyen efficace de contrôle. Ainsi a été rendu au commerce loyal, comme à la sériciculture française, un service dont l'importance est attestée par le chiffre de près d'un million de cartons soumis, pendant la dernière saison, au timbre de notre Légation.

Une amélioration notable sera prochainement apportée à l'organisation de notre service judiciaire dans l'extrême Orient. Le Conseil d'État est, en ce moment, saisi d'un projet de loi préparé par le Ministère des Affaires étrangères, de concert avec celui de la Justice, et qui a pour but de transférer à la Cour impériale, que le décret du 7 mai dernier a créée à Saïgon, les attributions dont la Cour de Pondichéry est investie, tant pour les appels des jugements rendus en premier ressort par nos tribunaux consulaires de la Chine, du Japon et de Siam, que pour la connaissance des crimes commis dans ces trois pays par des sujets français. Cette mesure, motivée uniquement par des considérations de proximité, pourra compter au nombre des avantages que la France est appelée à recueillir de ses établissements en Cochinchine.

1. 25 juin 1866. Voir *Archives*, 1867, tome I, p. 8.

Les prévisions exprimées dans l'Exposé de l'année dernière, au sujet de la prochaine conclusion d'un arrangement commercial avec Madagascar, se sont réalisées. Le nouveau traité destiné à remplacer la Convention de 1862¹ a été signé le 8 août à Tananarive. Les clauses qu'il contient sont plus favorables encore que celles qu'avaient obtenues les autres nations, et nous nous plaisons à voir, dans les progrès rapides qu'a faits la négociation depuis l'avènement de la reine Ranavalona, une preuve des dispositions sympathiques de cette souveraine à l'égard de la France. Le Département des Affaires étrangères s'occupe d'organiser sur une base légale le pouvoir judiciaire de nos consuls à Madagascar, et, lorsque l'échange des ratifications aura eu lieu, nos nationaux pourront se livrer sans entraves, sous la juridiction des représentants de leur pays, en même temps que sous la garantie d'un droit conventionnel incontesté, à ces entreprises pacifiques qui doivent, dans un avenir prochain sans doute, initier les populations malgaches aux bienfaits de la civilisation européenne.

III

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. CORRESPONDANCES DIPLOMATIQUES.

I. AFFAIRES D'ESPAGNE.

N^o 1.

Le marquis de Moustier, ministre des affaires étrangères, au baron Mercier de Lostende, ambassadeur de France en Espagne.

Paris, le 30 septembre 1868.

Monsieur le Baron,

En présence d'une situation dont la gravité paraît aller croissant de jour en jour, nous avons dû nous préoccuper des moyens de sauvegarder autant que possible les intérêts français exposés à toutes les conséquences d'une agitation qui s'est principalement manifestée dans les ports espagnols. Conformément aux instructions de l'Empereur,

1. Voir *Archives*, 1863, tome III, p. 319.

je me suis entendu à ce sujet avec M. le Ministre de la marine, et plusieurs bâtiments de notre flotte ont reçu l'ordre de prendre la mer à destination de Barcelone, de la Corogne et de Cadix. Les instructions données aux commandants de ces navires, d'après le désir exprès de Sa Majesté, portent qu'ils devront « éviter de se mêler en rien des affaires « intérieures de l'Espagne et se borner à protéger nos nationaux. » Cette recommandation doit également servir de règle à nos Consuls dans toutes les éventualités qui viendraient à se présenter, et je n'ai pas besoin d'insister sur l'intérêt qui s'attache à ce qu'ils se renferment rigoureusement dans les limites ainsi tracées à leur action. Je vous invite, en conséquence, à faire parvenir sans retard les directions nécessaires à tous nos agents placés sur la côte, en leur transmettant avis de la décision prise par le Gouvernement de l'Empereur, et en les engageant à s'entendre avec les commandants des bâtiments de la marine impériale pour aviser de concert aux dispositions les plus propres à assurer l'accomplissement de la tâche qui leur est confiée.

Agréez, etc.

Signé : MOUSTIER.

N° 2.

**Le marquis de Moustier au baron Mercier de Lostende,
à Madrid.**

Paris, le 7 octobre 1868.

Monsieur le Baron,

Par ma dépêche du 30 septembre dernier, je vous ai communiqué en substance les instructions destinées aux commandants de nos stationnaires et à nos Consuls dans les ports du littoral espagnol. Notre Chargé d'affaires à Londres a eu l'occasion de se rendre compte de l'attitude que le Gouvernement Britannique entend observer de son côté dans les conjonctures présentes en Espagne. Il résulte des informations recueillies par M. de Saint-Ferriol que les commandants des navires anglais détachés dans les ports de la Péninsule ont reçu l'ordre de ne pas intervenir dans les affaires du pays, et d'éviter toute démarche qui serait de nature à engager l'action de leur Gouvernement ou à compromettre les intérêts des sujets britanniques. Ces directions sont conçues dans le même esprit que celles dont vous avez été chargé de transmettre les termes à nos agents, et elles constatent la conformité de vues qui existe entre l'Angleterre et nous, pour dé-

gager la situation de toute complication extérieure pouvant aggraver la crise actuelle en Espagne.

Agrérez, etc.

Signé : MOUSTIER.

N° 3.

Le baron Mercier de Lostende au marquis de Moustier.

Madrid, le 13 octobre 1868.

Monsieur le Marquis,

J'ai l'honneur d'envoyer ci-joint à Votre Excellence copie et traduction d'une lettre par laquelle M. Lorenzana m'annonce qu'il fait partie, comme Ministre d'État, du Gouvernement provisoire espagnol. Il ajoute que la nation, par l'intermédiaire de Cortès constituantes issues du suffrage universel, fera connaître la forme de gouvernement qu'elle désire se donner; et enfin il exprime l'espoir de voir se resserrer davantage les liens d'amitié qui unissent déjà le Gouvernement de l'Empereur et celui de la nation espagnole.

Comme tous mes collègues, qui ont reçu une lettre semblable, j'ai répondu que je m'empresserais de transmettre cette communication au Gouvernement de l'Empereur. Je serais très-obligé à Votre Excellence de vouloir bien me faire connaître la nature des rapports que je devrai entretenir avec M. Lorenzana.

Veuillez agréer, etc.

Signé : MERCIER.

N° 4.

M. Lorenzana, ministre d'État d'Espagne, au baron Mercier de Lostende.

ANNEXE DU N° 3.

Madrid, le 11 octobre 1868.

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence

qu'un Gouvernement provisoire¹ s'étant constitué, j'ai été appelé à en faire partie en qualité de Ministre d'État. Le pays, représenté par des Cortès constituantes élues au suffrage universel, se prononcera sur la forme définitive du nouveau Gouvernement.

A la suite des changements récents qui doivent apporter une si grande amélioration au bien-être et à la situation politique de l'Espagne, ce sera une bien vive satisfaction pour moi de contribuer, suivant le désir du Gouvernement provisoire, à entretenir les bons rapports et à resserrer de plus en plus les liens d'amitié qui unissent si heureusement le Gouvernement que Votre Excellence représente si dignement et celui de la nation espagnole.

Je suis, etc.

Signé : LORENZANA.

N° 5.

**Le marquis de Moustier au baron Mercier de Lostende,
à Madrid.**

Paris, le 21 octobre 1868.

Monsieur le Baron,

J'ai reçu, avec votre dépêche du 13 de ce mois, la lettre par laquelle M. Lorenzana vous a donné avis de la formation du Gouvernement provisoire espagnol, et vous a témoigné le désir de maintenir et de resserrer les liens d'amitié qui existent entre la France et l'Espagne. Nous ne pouvons que nous féliciter des sentiments exprimés dans cette communication; ils répondent entièrement à ceux dont nous sommes nous-mêmes animés. Après avoir pris les ordres de l'Empereur, j'ai préparé le projet de réponse ci-joint que je vous invite à vous approprier, en l'adressant à M. le Ministre d'État. Comme vous le verrez, j'y ai consigné les assurances du bon vouloir amical que

1. Gouvernement provisoire du 8 octobre 1868 :

Présidence : le maréchal Serrano ;
Etat et affaires étrangères : M. Lorenzana ;
Grâce et justice : M. Romero Ortiz ;
Guerre : le général Prim ;
Intérieur : M. Sagasta ;
Finances : M. Figuerola ;
Fomento : M. Ruiz Zorilla ;
Marine : le brigad. gén. Topete ;
Colonies : M. Lopez de Ayala.

nous désirons apporter dans nos relations internationales, en attendant que la constitution d'un pouvoir définitif permette de replacer sur un pied normal les rapports officiels des deux cabinets.

Agréé, etc.

Signé : MOUSTIER.

N° 6.

Le baron Mercier de Lostende à M. Lorenzana.

Madrid, le 23 octobre 1868.

Monsieur le Ministre,

Par une communication en date du 11 de ce mois, vous m'avez fait l'honneur de m'annoncer qu'un Gouvernement provisoire s'étant constitué, vous avez été appelé à en faire partie en qualité de Ministre d'État. Votre Excellence ajoute que le pays, représenté par des Cortès constituantes élues au suffrage universel, se prononcera sur la forme définitive du nouveau Gouvernement, et que ce sera pour vous une bien vive satisfaction de contribuer à entretenir les bons rapports et à resserrer de plus en plus les liens d'amitié qui unissent l'Espagne et la France.

Je me suis empressé de transmettre cette communication au Ministre des Affaires étrangères de l'Empereur, et je me félicite de pouvoir vous annoncer, conformément aux instructions qui me sont parvenues, que la démarche de Votre Excellence a été accueillie par le Gouvernement de Sa Majesté dans le même sentiment qui l'a dictée. Le Gouvernement Impérial n'a rien tant à cœur que de maintenir et de resserrer les liens de confiance et d'amitié qui unissent l'Espagne et la France, et, en attendant que la constitution d'un pouvoir définitif permette de rétablir sur un pied normal les rapports officiels des Cabinets, j'ai été invité à faire savoir à Votre Excellence que je suis autorisé à entretenir avec elle les mêmes relations internationales qui ont existé jusqu'ici entre les deux pays. C'est avec une satisfaction sincère que, dans un intérêt mutuel, je m'appliquerai de mon côté à les faciliter.

Agréé, etc.

Signé : MERCIER.

N° 7.

Le baron Mercier de Lostende au marquis de Moustier.

(Extrait.)

Madrid, le 24 octobre 1868.

Monsieur le Marquis,

J'ai reçu la dépêche que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser le 21 de ce mois, et, conformément aux instructions qu'elle contient, je me suis empressé de transmettre à M. Lorenzana, en me l'appropriant, le projet de communication qui y est joint, et qui détermine la nature des rapports que l'Ambassade devra entretenir avec le Cabinet de Madrid, en attendant la constitution d'un Gouvernement définitif en Espagne.

Le Ministre de Sa Majesté Britannique recevait le même jour des instructions analogues, et il a fait en conséquence la même démarche que moi. Le Ministre de Portugal a immédiatement suivi notre exemple.

Veuillez agréer, etc.

Signé : MERCIER.

N° 8.

Le baron Mercier de Lostende au marquis de Moustier.

Madrid, le 25 octobre 1868.

Monsieur le Marquis,

J'ai vu hier M. le Ministre d'État, qui m'a exprimé la vive satisfaction avec laquelle le Gouvernement provisoire avait pris connaissance de la communication que je lui avais adressée pour renouer les relations internationales entre les deux Cabinets. « Nous apprécions si bien, m'a-t-il dit, le caractère amical de cette démarche, que nous nous proposons d'y répondre en désignant sans retard l'agent qui devra nous représenter auprès du Cabinet de Paris. » J'ai cru pouvoir l'assurer de la bienveillance avec laquelle cet agent serait accueilli. M. Olozaga, ayant été mis à même de prendre part quelques instants plus tard à l'entretien, me répéta combien l'Espagne avait à se louer de notre démarche et en général de la politique suivie par l'Empereur à son égard.

Veuillez agréer, etc.

Signé : MERCIER.

N^o 9.

Le baron Mercier de Lostende au marquis de Moustier.

(Extrait.)

Madrid, le 6 novembre 1868.

Monsieur le Marquis.

Par sa dépêche en date du 21 octobre dernier, Votre Excellence me donnait l'ordre de faire parvenir au Gouvernement espagnol la note dont elle me transmettait le modèle.

J'ai l'honneur d'envoyer ci-joints à Votre Excellence le texte et la traduction de la réponse que vient de m'adresser Son Excellence M. Lorenzana. La dépêche du Ministre d'État ne porte pas de date.

Veuillez agréer, etc.

Signé : MERCIER.

N^o 10.

M. Lorenzana au baron Mercier de Lostende.

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai eu l'honneur de recevoir la note de Votre Excellence, datée du 23 du mois dernier, et dans laquelle, répondant à une note du 11, vous vouliez bien me faire connaître, conformément aux instructions que vous aviez reçues à cet effet, que le Gouvernement impérial a le plus vif désir de maintenir et resserrer les liens d'amitié et de confiance qui existent entre l'Empire français et l'Espagne, et que Votre Excellence était autorisée, en attendant que l'institution d'un pouvoir définitif permette le rétablissement sous la forme ordinaire des rapports officiels, à maintenir avec mon département les mêmes relations internationales qui ont existé jusqu'à présent entre les deux pays.

Rien ne me sera plus agréable, Monsieur l'Ambassadeur, que de répondre, par les meilleurs sentiments, au procédé amical du Cabinet impérial, et de concourir, par tous les moyens à ma disposition, au résultat utile de conserver la bonne et franche intelligence qui unit les deux peuples pour le bien de leurs intérêts.

Le Gouvernement provisoire, des sentiments duquel je suis l'inter-

prête fidèle, attache le plus grand prix à l'amitié de la France, et, la voyant assurée par la déclaration contenue dans la note de Votre Excellence, il se regarde comme plus obligé encore à la cultiver en donnant aux relations internationales que Votre Excellence a la mission de maintenir avec l'Espagne, le sceau de la plus complète franchise et de la confiance la plus absolue.

Agréez, etc.

Signé : LORENZANA.

N° 11.

**Le marquis de La Valette, ministre des affaires étrangères,
au baron Mercier de Lostende, à Madrid.**

Paris, le 29 décembre 1868.

Monsieur le Baron,

L'Empereur, désirant tenir compte des circonstances qui ont empêché la constitution plus rapide d'un Gouvernement définitif à Madrid, et témoigner de ses constantes dispositions en faveur de l'Espagne, a bien voulu se prêter à une combinaison qui avait pour but de faciliter à M. Olozaga l'accomplissement de sa mission, et Sa Majesté a daigné le recevoir en audience privée, le 23 de ce mois. Afin de donner à sa décision toute la portée dont elle était susceptible, Sa Majesté m'a chargé de m'informer si cet exemple serait suivi, le cas échéant, par la cour d'Angleterre. M. le Prince de la Tour d'Auvergne a vu, à cette occasion, lord Clarendon, et il s'est assuré que le représentant du Gouvernement provisoire à Londres y recevrait le même traitement que son collègue à Paris.

Agréez, etc.

Signé : LA VALETTE.

N° 12.

DÉLIMITATION DE LA FRONTIÈRE DES PYRÉNÉES.

**Le général Callier, commissaire français pour la délimitation
des Pyrénées, au marquis de Moustier.**

Paris, le 5 août 1868.

Monsieur le Marquis,

Au moment où vient d'être signé l'acte qui marque le terme définitif des négociations poursuivies à Bayonne depuis 1853 pour fixer, de concert avec l'Espagne, la délimitation des Pyrénées, Votre Excellence approuvera sans doute que je lui présente un tableau succinct des travaux de cette Commission.

L'objet de la négociation était non-seulement de déterminer la limite des deux pays, mais de régler les droits et coutumes consacrés par le temps entre les populations respectives. Contrairement à une opinion répandue, le traité des Pyrénées ni aucun des actes subséquents ne contenaient un règlement général de la délimitation.

De là les conflits qui venaient si souvent exciter le désordre parmi les districts limitrophes ; de là aussi toutes les tentatives des deux Gouvernements pour faire disparaître les causes des troubles par une solution internationale des différends, solution toujours vainement poursuivie jusqu'à la Commission instituée en 1853. L'œuvre à accomplir présentait, il est vrai, les plus graves difficultés. La plupart des litiges avaient des siècles d'existence et se compliquaient des nombreux changements survenus dans la situation politique de ces territoires. C'est en étudiant avec soin et loyauté l'origine et les phases diverses des questions, en compulsant les archives, en cherchant le vrai sens des chartes et des différents titres, tout en tenant compte des besoins réels de chacun, que la Commission de 1853 est parvenue à résoudre définitivement tous les litiges.

Établie à la suite de plusieurs tentatives de règlement qui n'avaient pas abouti, cette Commission se composait de deux plénipotentiaires, assistés chacun d'un secrétaire. Un conflit grave, relatif à la propriété de la forêt d'Irati, située sur le versant méridional des Pyrénées et dans le pays de Cize de la basse Navarre, avait rendu urgente l'intervention des commissaires. Il y avait péril en la demeure et un intérêt réciproque commandait de régir immédiatement la situation. Ce fut le premier soin de la Commission, et elle y parvint par une convention préalable qui neutralisait la portion contestée de la forêt d'Irati

jusqu'à ce qu'on eût prononcé sur la propriété. Ce premier acte de conciliation inaugura heureusement les travaux des commissaires, et leur ouvrit en quelque sorte la route qui devait conduire au but marqué à leurs efforts.

C'est au moyen d'une charte originale de 1507, tranchant une difficulté survenue au sujet des droits usagers dans la forêt d'Irati, entre la vallée navarraise de Salazar, devenue depuis espagnole, et la vallée de Cize, également navarraise, mais devenue depuis française, que la Commission a pu décider que la portion de forêt contestée appartenait au pays de Cize. Elle s'empessa de constater ce résultat pour passer aux autres questions de la Navarre, moins pressantes sur le moment que celle d'Irati, mais d'une importance capitale pour les intéressés.

La plus grave concernait les différends de pâturages entre la vallée française de Baigorri et les vallées espagnoles du Valcarlos, d'Erro et de Baztan. Ces différends semblaient remonter à l'époque de l'invasion de la Navarre par Ferdinand le Catholique, en 1512.

Un premier règlement de ces usages, connu sous le nom de *Capitulations royales* de 1614, n'était point parvenu à rétablir l'ordre, malgré le détail minutieux des prescriptions et l'abornement de quatre zones dans chacune desquelles les usages avaient un caractère spécial et distinct. Les prescriptions furent enfreintes de part et d'autre, et particulièrement celles qui défendaient les défrichements et la construction des maisons. Les conflits se multiplièrent au point que les Gouvernements durent s'en préoccuper. Ils reconnurent dès 1702 les établissements de Notre-Dame-des-Aldudes et d'Urepel, ainsi qu'une certaine quantité de cultures illégales ; mais les désordres n'en continuant pas moins, des commissaires furent nommés pour concilier les prétentions contraires, et ils signèrent, le 13 août 1717, un traité établissant la communauté des Aldudes. Ce traité resta lettre morte. La cour d'Espagne refusa de ratifier et voulut maintenir les capitulations royales. Par suite de cette incertitude, le désordre continua, et chacun se fit sa part, en n'obéissant qu'à ses besoins. On ne pouvait pas laisser se perpétuer cet état de choses. M. le duc de Choiseul proposa donc, en 1769, un plan de partage des Aldudes ; une négociation fut ouverte, mais on ne put pas s'entendre sur les conditions du partage. Neuf ans se passèrent ainsi en vains efforts ; ce fut seulement en 1778 que M. de Vergennes convint, avec l'ambassadeur d'Espagne à Paris, des bases d'un arrangement définitif qui n'aboutit cependant qu'après sept autres années de travail, au traité de 1785¹ ; mais cet acte ne donnait aucune satisfaction aux besoins essentiels d'une partie du

1. Août 27. Voir *Martens*, t. IV, p. 26.

pays, et l'on ne put jamais en imposer l'exécution à la vallée de Baïgorry, dont les réclamations étaient soutenues par les états et le parlement de Navarre.

La gravité des événements amenés par la Révolution française ne détourna cependant pas l'attention des Gouvernements de la situation difficile des Aldudes et de divers autres points de la frontière. Le traité de paix de Bâle prescrit, en effet, de nommer une commission mixte pour résoudre ces questions de frontières. La commission fut bien nommée en 1802, mais elle ne se réunit point; ce ne fut qu'après la paix générale que diverses tentatives furent faites pour résoudre des différends qui s'aggravaient de jour en jour davantage; on ne parvint cependant à aucun résultat. La France avait dû renoncer à faire exécuter le traité de 1785, et l'Espagne de son côté ayant reconnu l'insuffisance de cet acte, il s'est trouvé un terrain de négociation pour la Commission de 1853.

Sans s'écarter des bases fixées en 1785, on a cherché à concilier les nécessités des uns et les droits des autres. Après de longues études et de vives discussions, on est parvenu à un arrangement qui a contenté les deux parties, et qui a fait succéder à des troubles incessants une complète harmonie. Aucune contestation ne s'est en effet produite depuis dix ans que les nouveaux usages stipulés en 1856¹ dans le premier traité de la Commission sont en vigueur.

Les pâturages des Aldudes n'étaient pas les seuls qui entretenaient des désordres entre les usagers. Il y avait aussi des dissidences entre les vallées espagnoles de Salazar et de Roncal, et le pays français de Soule, relativement à la propriété et à l'usage de certains terrains très-vivement disputés. Une grande obscurité régnait sur l'origine des droits invoqués de part et d'autre. Ce n'est qu'après bien des études sur les relations politiques entre la Navarre et la Soule, et après la discussion de tous les anciens titres remontant jusqu'au quinzième siècle, qu'on a pu avoir quelque idée claire des droits de chaque partie, droits dont on a tenu compte dans le tracé de la frontière.

Il y avait également des différends au sujet des pâturages que la vallée espagnole d'Aéscœa et le pays de Cize, en France, ont mis en commun durant le jour, autrement dit de soleil à soleil. On ne s'accordait ni sur les limites ni sur les anciens usages connus en Navarre et en Soule sous le nom de *faceries*. On a prescrit un retour aux pratiques stipulées dans une sentence arbitrale de 1556, et l'on a pu satisfaire ainsi à la fois aux droits et aux besoins des parties. C'est par

1. Décembre 2. Convention conclue à Bayonne pour la délimitation des frontières depuis l'embouchure de la Bidassoa jusqu'aux confins du département des Basses-Pyrénées, de l'Aragon et de la Navarre.

un pareil motif qu'on a maintenu entre la vallée espagnole de Roncal et celle de Baretous, de l'ancienne vicomté de Soule, la sentence de 1375 relative à la jouissance des herbes du Port-d'Arlas.

Une autre question fort importante, celle de la rivière de la Bidassoa, s'imposait à la Commission dans cette partie occidentale des Pyrénées. Bien qu'on pût la croire déjà résolue par le principe adopté au Congrès de Vienne au sujet des cours d'eau qui servent de frontière, de graves conflits s'élevaient souvent entre les riverains opposés sur la propriété et l'usage des eaux de la Bidassoa. Une convention internationale de 1510 avait accordé aux Espagnols des privilèges qui les avaient amenés à se considérer avec le temps comme les seuls propriétaires des eaux. Les Français, de leur côté, protestaient en vain contre cette interprétation. Les désordres qui résultaient de ce désaccord firent naître dans les Cabinets le désir de s'entendre pour y mettre un terme, et plusieurs arrangements furent tentés sans succès. Quoiqu'il parût très-simple d'appliquer à la Bidassoa la réglementation établie au Congrès de Vienne, cependant on ne parvint pas sans d'assez grandes difficultés à stipuler que le milieu du cours principal de la rivière marquerait la séparation des deux États, et que, de chaque côté, les riverains auraient des droits identiques, tant pour la navigation et le commerce que pour la pêche et les autres usages.

Une fois les litiges de propriété et d'usage résolus, il restait à fixer le tracé définitif de la frontière.

L'abornement exécuté de 1785 à 1787, depuis la Bidassoa jusqu'au col d'Iribourieta, devait naturellement être respecté, quoiqu'il s'éloignât en plusieurs points de la frontière naturelle, particulièrement aux Aldudes, où il eût été si désirable de suivre les crêtes; mais les obstacles qui s'y opposaient étaient insurmontables. Le Cabinet espagnol avait péremptoirement déclaré, dans un mémoire de 1855, qu'il déclinait l'application du principe de la ligne des crêtes, et, d'autre part, l'existence d'intérêts vitaux créés par le cours du temps ne permettait pas de les mettre en péril par des changements de juridiction, quelque naturels qu'ils parussent au point de vue de la topographie.

Toutefois, l'abornement de 1785 a été légèrement modifié au nord et à l'est du Valcarlos à l'avantage de la France, de même qu'au delà sur d'autres points de l'ancienne frontière, entre le pays de Soule et la Navarre, afin de compenser la cession nécessaire d'une partie de la forêt d'Irati à l'Espagne. On s'est d'ailleurs toujours appliqué à la recherche des limites naturelles, mais sans perdre de vue que le but principal était de satisfaire aux droits et aux besoins reconnus, condition essentielle au maintien de l'ordre et des bonnes relations à la frontière. L'expérience a déjà consacré la justesse de ce principe, car aucun conflit ne s'est produit depuis dix ans que le traité de 1856 et

la convention additionnelle de 1858¹ sont en vigueur dans cette portion occidentale de la frontière.

Encouragée par un premier succès, la Commission a abordé avec plus de confiance l'étude et la discussion des litiges de la partie centrale de la frontière entre l'Aragon et une portion de la Catalogne, d'un côté, et les départements des Basses-Pyrénées, des Hautes-Pyrénées, de la Haute-Garonne et de l'Ariège, de l'autre.

Le premier litige à étudier concernait la montagne d'Estaès, située sur le versant nord des Pyrénées, à l'origine de la vallée d'Aspe, et dont la vallée espagnole d'Anso et le village français de Borce se disputaient depuis longtemps la possession et l'usage.

Les titres existants remontent jusqu'à la donation faite en 1234 par Jacques I^{er} d'Aragon aux habitants de la vallée d'Anso de certains territoires du versant septentrional, parmi lesquels était compris celui d'Estaès. Cette donation n'est contredite par aucun des titres postérieurs des quinzième, seizième et dix-septième siècles, que l'on a tous scrupuleusement examinés, et cette étude a conduit la Commission à reconnaître que la propriété d'Estaès appartenait à Anso et la juridiction à l'Espagne.

Quant à l'usage, il est réglé par un acte de 1504, qui n'accorde à Borce qu'une année de jouissance sur six; c'est l'état de choses consacré, et il a peut-être son origine dans la faculté dont jouissent les troupeaux d'Anso, en vertu d'un arbitrage de 1445, de pacager en compascuité avec ceux de Borce dans deux zones du territoire français contiguës à Estaès. La légalité et les limites de cette compascuité étaient vivement disputées; ce n'est pas sans beaucoup de temps et de peine que l'accord a pu s'établir. On a eu soin de tout préciser minutieusement pour prévenir les erreurs et les abus, et, par suite, la méintelligence entre les usagers. Le résultat a répondu à l'attente; la paix et l'amitié que les intéressés respectifs se sont jurées n'ont pas été troublées un seul instant.

La donation royale de 1234 à Anso comprenant aussi la montagne d'Aspé, au sud-est de celle d'Estaès, la possession en a été confirmée à Anso, mais avec la condition établie par une sentence arbitrale de 1535 que la jouissance des pâturages appartiendra une année sur trois à la Vésiau d'Aspé, composée des communes françaises de Cette-Eygun, Etsaut et Urdos. C'est en vertu de la même charte de 1234 que l'abornement international a laissé en Espagne le petit territoire d'Aiguertorte, à l'occident d'Estaès.

La Vésiau d'Aspé a aussi avec Jaca des rapports de compascuité

1. Décembre 28. Convention additionnelle au Traité de limites du 2 décembre 1856 conclus à Bayonne.

qu'il importait d'établir clairement, ce qui a pu être fait au moyen de titres de 1524, 1526 et de la première moitié du dix-huitième siècle.

Passant du département des Basses-Pyrénées à celui des Hautes-Pyrénées, on a d'abord délimité exactement la portion de la montagne de Jarret dont d'anciens titres donnent la jouissance au Quignon de Panticosa en Espagne et à la rivière ou vallée de Saint-Savin en France, mais en laissant à celle-là la propriété et à la France la juridiction, lesquelles étaient revendiquées par l'Espagne comme indivises.

Après cette solution, on a dû aborder celle d'un litige aussi ancien que compliqué. Il s'agissait, en effet, de démêler à travers les vicissitudes que le cours du temps a amenées, la propriété et la juridiction sur les montagnes de Gavarnie.

Après des recherches qui ont dû remonter jusqu'à une sentence arbitrale de 1390 qui partage les montagnes de Gavarnie entre la vallée aragonaise de Broto et la vallée française de Barèges, la Commission en est venue à discuter le traité international de 1712 et tous les actes qui se sont conservés depuis lors jusqu'à nos jours. Il en est résulté la preuve que l'état de choses existant constituait une modification aux stipulations originelles tout à l'avantage de la vallée de Barèges. Toutefois, les plénipotentiaires des deux pays, obéissant à des considérations d'équité, on a cru devoir consacrer le *statu quo* que la force des choses avait créé et que réclame le maintien du bon ordre, mais à la condition que Broto recevrait une indemnité représentant le dommage que lui cause la différence qui existe entre le droit conventionnel et le fait reconnu. La montagne d'Ossoue, qui n'est autre que la part de montagnes de Gavarnie attribuée à Broto par l'acte de 1390 et par le traité de 1712, demeure, après l'indemnité payée à Broto, propriété de la vallée de Barèges sous la souveraineté de la France; mais Broto reste égal en droit à Barèges pour tout ce qui concerne le fermage de ladite montagne d'Ossoue. Les délégués des deux vallées ont adhéré à l'arrangement; ils ont promis de vivre en bons voisins et se sont tenu parole. C'est un des heureux résultats de la négociation.

Les litiges de la frontière d'Aran avec les communes françaises de Bagnères-de-Luchon et de Saint-Mamet ont occupé ensuite la Commission. Les plus grandes difficultés se présentaient ici par suite de la diversité et du caractère contradictoire des indications fournies de part et d'autre non moins que de l'obscurité dont les questions contestées se trouvaient enveloppées. Malgré l'étude la plus attentive des titres, malgré tous les renseignements écrits, malgré plusieurs visites sur les lieux et des entretiens répétés avec les intéressés, on n'était jamais sûr d'être en possession de la vérité, tant elle était présentée différemment, suivant l'intérêt qui avait la parole, et tant elle était

difficile à saisir au milieu des complications mêmes des litiges. Ajoutez à cela que le caractère ardent des Aranais était peu favorable à la conciliation et n'était pas étranger à la vivacité particulière avec laquelle leurs prétentions étaient défendues au sein de la Commission. Tout semblait concourir à embarrasser la voie qui devait conduire au but à atteindre. Cependant chaque litige a reçu une solution équitable et de nature à satisfaire les parties.

La ligne séparative des juridictions a été fixée à la crête du grand contre-fort qui divise topographiquement le val d'Aran dépendant de la Catalogne de la vallée de Luchon, en conformité avec la charte de 1315, par laquelle le comte de Comminges accorde aux Bagnérois la jouissance sans partage des bois, pâtures et montagnes de la vallée jusqu'au sommet le plus élevé dans tout son pourtour. Cette inféodation a été confirmée par tous les rois, depuis Charles VII, qui a pris possession du Comminges en 1454 en vertu du traité de cession de 1442, consenti par le dernier souverain de ce comté.

Pour ce qui regarde les usages, c'est d'après les aveux, les sentences, les transactions des intéressés et les besoins reconnus qu'on a pu faire à chacun une part équitable, sauf à payer aux Aranais l'indemnité qui leur était due. Ces arrangements ont présenté des difficultés de toute sorte; mais la Commission a eu le bonheur de les surmonter, et l'expérience a prouvé que les solutions répondaient aux besoins qu'elle avait en vue, car elles sont exécutées sans troubles.

Après avoir traversé la Garonne au point où elle entre en France, le tracé de la frontière gagne le faite du contre-fort qui ferme la vallée d'Aran de ce côté pour le suivre jusqu'à la crête principale des Pyrénées, par laquelle il continue jusqu'à la limite d'Andorre, séparant l'Ariège de la province de Lérida, en Catalogne. De sorte que si l'on excepte le val d'Aran et les montagnes d'Aiguetorte, d'Estaès et d'Aspé, données en 1234 par Jacques d'Aragon à la vallée d'Anso, la ligne des versants marque partout le partage des juridictions depuis le point où finit la Navarre et où commence l'Aragon jusqu'à l'Andorre.

Le traité du 14 avril 1862¹, qui résout en principe les questions de limites, de propriétés et d'usage, a son complément dans la convention additionnelle du 27 février 1863², qui règle tous les détails d'exécution, de façon que chacun ait une idée nette de son droit et du mode de le pratiquer.

La convention additionnelle de 1863 signée, il ne restait plus qu'à étudier la situation des différends sur la dernière portion de la frontière depuis l'Andorre jusqu'à la Méditerranée. Quoique le traité de

1. Voir *Archives*, 1863, tome I, p. 46.

2. Voir *Archives*, 1863, tome IV, p. 370.

Llivia du 12 novembre 1660, intervenu par suite du traité de paix de l'île des Faisans, ait eu pour objet de fixer la frontière entre les territoires acquis par la couronne de France et ceux qui restaient soumis à la couronne d'Espagne, les anciens litiges existants alors entre certains villages devenus français et leurs voisins espagnols ne furent cependant ni examinés ni résolus, à cause de la nécessité de ne pas retarder le mariage de Louis XIV avec l'infante Marie-Thérèse, union qui devait cimenter celle des deux nations.

La Commission internationale avait donc à juger ces litiges, et cette dernière phase de ses travaux n'a pas été la moins ardue.

Deux contestations principales ont réclamé plus particulièrement son attention : d'abord celle de la commune française de la Tour-de-Carol avec la municipalité de Guils; et en second lieu, celle de la commune d'Angoustrine avec l'enclave espagnole de Llivia.

Il suffira de rappeler que, pour la première, la discussion a dû chercher son point de départ dans une charte impériale de Charlemagne de 812, qui concédait à tout Espagnol fuyant la domination arabe et venant s'établir en Septimanie et dans la Marche Hispanique la qualité d'homme libre et la possession allodiale des terres qu'il aurait cultivées depuis trente ans; que le domaine de Cédret, dont une portion était contestée, avait cette origine, et que par une succession de titres authentiques, heureusement retrouvés, on a pu suivre sa transmission à travers les siècles jusqu'en 1789, avec le caractère allodial que lui avaient octroyé Charlemagne et ses successeurs; que les limites de ce domaine étaient indiquées dans une charte de donation de 906; qu'elles pouvaient être rapprochées des aveux faits à la couronne de France, et qu'on pouvait en déduire ainsi celles auxquelles prétendait la Tour-de-Carol. Le désir que les plénipotentiaires avaient de s'entendre était malheureusement contrarié par l'intervention passionnée des parties, et peu s'en est fallu que, touchant au but, la négociation ne fût rompue. Mais le caractère amical et confiant des relations que les plénipotentiaires ont su maintenir entre eux a réussi à conjurer ce danger; un accord équitable est intervenu et promet de mettre un terme aux sentiments d'animosité réciproque qui ont souvent altéré les rapports de voisinage entre Guils et la Tour-de-Carol.

Des obstacles analogues ont embarrassé la marche de la Commission dans le règlement du différend entre Angoustrine et Llivia. Elle a pu recueillir des titres assez nombreux et de diverses natures : aveux et dénombrements, lettres pénales, actes de vente, papiers terriers, livres de dîme, transactions, sentences correspondant à la période écoulée entre l'année 1395 et 1754. De l'ensemble de ces actes on pouvait conclure que les terrains litigieux appartenaient à Angoustrine; mais on faisait valoir en sens contraire des lettres de maintenue de 1540

accordées à la communauté de Llivia par Charles-Quint, roi de Castille, d'Aragon, etc., etc., et par sa mère, la reine Jeanne. L'interprétation donnée à cet acte par les Plénipotentiaires d'Espagne aurait eu pour effet d'attribuer à Llivia tous les terrains contestés. Cette version contredisant le sens de tous les autres titres, soit qu'ils précèdent, soit qu'ils suivent l'année 1540, n'a pu se faire admettre, et la Commission s'est prononcée en faveur d'Angoustrine.

D'autres litiges moins importants, mais qui n'en ont pas moins exigé des investigations et des discussions, ont été résolus avec le même esprit d'équité. C'est ainsi que Llivia a eu gain de cause contre Caldégas par l'application de l'acte précité de 1540, et que Puycerda a été condamné dans sa prétention contre le village français de Palau par l'interprétation d'un acte original d'inféodation de 1030, donné en faveur du village limitrophe d'Osséja par le comte Wifred.

C'est conformément aux solutions convenues que le traité du 26 mai 1866¹ a fixé la frontière entre la Cerdagne française et la Cerdagne espagnole, sur les versants méridionaux des Pyrénées, depuis l'Andorre jusqu'au pic d'Eyne, où elle prend la ligne de faite de la chaîne principale pour la suivre jusqu'à la Cova-Foradada, sur le littoral de la Méditerranée, un peu au sud du cap de Cervera, qui est en France. Ce tracé par les crêtes a cependant dévié en deux points, en laissant en France la portion du territoire de Coustouges située sur le versant méridional et en Espagne le petit territoire de l'Ermitage de Salinas, qui se trouve en entier sur le versant opposé. Le même traité réglemente tous les usages maintenus dans cette partie de la frontière et se rapportant aux pâturages, aux chemins libres et aux canaux.

La Commission a signé le même jour un acte additionnel² réunissant les dispositions applicables sur toute la frontière, et relatives à la conservation de l'abornement, aux troupeaux et pâturages, aux propriétés coupées par la frontière et à la jouissance des eaux d'un usage commun aux habitants des deux pays.

La Commission est ensuite parvenue à formuler les principes généraux qui ont servi de base à la législation internationale en matière d'eaux, laissant à une Commission mixte d'ingénieurs le soin d'appliquer ces principes aux règlements particuliers à élaborer le long de la frontière entre les deux Cerdagnes, où tous les cours d'eau passent de France en Espagne et servent quelquefois de limite internationale.

Malgré cet acte additionnel au traité du 26 mai 1866, on a dû, comme pour les deux premiers de 1856 et 1862, en régler l'exécution dans un acte complémentaire auquel on a donné le titre d'acte final,

1. Voir *Archives*, 1866, tome IV, p. 156.

2. Voir *Archives*, 1866, tome IV, p. 165.

pour indiquer que la négociation atteint par lui son dernier terme. Cet acte contient, avec le procès-verbal d'abornement, des modifications touchant les pâturages de Guils et de la Tour-de-Carol, modifications conformes aux intérêts plus clairement formulés des parties. Il renferme en outre une nouvelle énumération de chemins libres, le maintien de certains usages existants ou convenus, les prescriptions à suivre pour la saisie des bestiaux, enfin les règlements d'eau élaborés par la Commission mixte d'ingénieurs instituée à cet effet.

La Commission s'est appliquée à ne négliger aucun détail de sa tâche, et sur toute l'étendue de notre frontière de l'Océan à la Méditerranée il ne reste plus un seul litige qui n'ait reçu sa solution.

C'est maintenant aux autorités locales et aux populations elles-mêmes à bien comprendre et à exécuter loyalement tous les arrangements convenus. Chacun connaît aujourd'hui son droit et le mode de le pratiquer, il n'y a plus ni motif ni prétexte à discussion; l'intérêt commun est de vivre en bons voisins et d'entrer franchement dans la voie de paix et de concorde ouverte par les dispositions internationales qui forment comme un code frontalier des Pyrénées et qui ont pour but une conciliation des droits et une satisfaction équitable des besoins réciproques.

L'exécution des traités de 1856 et de 1862 a donné jusqu'à présent les bons résultats qu'on en attendait. Il y a lieu de croire que le traité de 1866 et ses annexes auront des conséquences non moins favorables malgré le caractère particulièrement ardent des populations dont il a réglé les intérêts, et que les deux Gouvernements n'auront qu'à se féliciter sur tous les points de la persévérance avec laquelle ils se sont efforcés de faire disparaître de la frontière des Pyrénées les causes de mésintelligence qui éclataient trop souvent au préjudice de tous les intérêts comme des Cabinets. Ainsi se trouvent consolidés, par une réglementation équitable de tous les droits, les rapports amicaux que la politique traditionnelle des deux pays s'est toujours appliquée à maintenir. C'est un résultat auquel la Commission se félicite d'avoir été appelée à concourir dans les limites tracées par la nature même de sa tâche et par les instructions des deux Gouvernements.

Veuillez agréer, etc.

Signé : Général CALLIER.

II. AFFAIRES D'ITALIE.

N° 13.

**Le général Menabrea, ministre des affaires étrangères d'Italie,
au chevalier Nigra, ministre d'Italie à Paris¹.**

Florence, le 24 janvier 1868.

Monsieur le Ministre,

Par vos dépêches du 19 janvier j'ai pu constater avec plaisir que le Gouvernement de l'Empereur, reconnaissant la nécessité de faire sortir la question romaine de l'état précaire et dangereux dans lequel elle se trouve placée, nous invite à formuler un ensemble de mesures qui pourraient contribuer à améliorer les relations réciproques du Royaume d'Italie et du Saint-Siège et à établir entre les deux pays limitrophes un *modus vivendi* qui fût tolérable des deux côtés.

Nous ne nous dissimulons pas les difficultés que nous aurons à surmonter en présence des dispositions hostiles dont la Cour de Rome se montre animée à notre égard.

Nous sommes toujours d'avis qu'il aurait été préférable de profiter du calme des esprits en Italie pour aviser aux moyens de donner à la question romaine la solution définitive et satisfaisante qu'il s'est agi de chercher avec le concours d'une Conférence européenne.

Vous n'ignorez point que nous nous proposons de faire dans ce sens un exposé de nos propres vues, pour les soumettre à l'appréciation de cette réunion des Puissances.

Toutefois, désirant témoigner de notre bon vouloir au Gouvernement de l'Empereur, nous ne croyons pas devoir nous refuser à l'invitation qu'il nous a dernièrement adressée, et nous sommes prêts à nous entendre avec lui pour tâcher d'établir d'un commun accord entre l'Italie et le Saint-Siège un *modus vivendi* acceptable.

Après avoir pris les ordres du Roi, je suis en mesure de vous communiquer les bases suivantes qui ont été arrêtées d'accord avec mes collègues :

1° Rétablissement pur et simple du *statu quo ante*, c'est-à-dire remise en vigueur de la Convention du 15 septembre 1864² ;

2° Obligation pour l'Italie de donner pleine et entière exécution à la Convention relative au payement de la dette pontificale afférente aux provinces annexées ;

1. Voir *Archives*, 1868, tome III. p. 1148.

2. Voir *Archives*, 1865, tome I, p. 5.

3° Évacuation du territoire romain par les troupes françaises dans un bref délai, deux mois par exemple;

4° Promesse de la part du Gouvernement Impérial de faire tous ses efforts pour obtenir que le Saint-Père consente :

(a) A établir une Convention douanière avec le Royaume d'Italie;

(b) A prendre des arrangements avec nous pour une Convention postale et télégraphique et un accord pour l'extradition réciproque des malfaiteurs;

(c) A sanctionner l'abolition des passe-ports entre les deux pays;

(d) A permettre le passage libre, par les chemins de fer, des détachements de troupes royales qui seraient obligés de traverser le territoire pontifical pour se rendre d'une province du royaume à l'autre;

(e) A consentir que les autorités limitrophes des deux pays prennent entre elles des arrangements pour la poursuite des brigands, en tolérant que les troupes royales puissent les poursuivre sur le territoire pontifical dans les limites qui seront désignées;

(f) A libérer les prisonniers politiques appartenant aux provinces du Royaume.

En appelant l'attention de Son Exc. le Ministre des Affaires étrangères sur les différents points que je viens de vous indiquer, vous aurez soin de lui faire observer qu'il n'y a dans l'ensemble de nos propositions que les éléments strictement indispensables pour établir entre le territoire italien et l'enclave pontificale une situation qui nous permette d'espérer que quelques-unes des nombreuses entraves qui venaient jusqu'ici, presque quotidiennement, aigrir les rapports déjà si difficiles du Gouvernement Italien envers le Saint-Siège pourront être évitées.

Créer une pareille situation, c'est donner la meilleure garantie possible du respect des actes internationaux qui ont déterminé la position réciproque de l'Italie et du Saint-Siège; car l'apaisement des esprits, qui s'est déjà produit en Italie, pourra être certainement maintenu beaucoup plus facilement du jour où la plupart des difficultés matérielles inhérentes à notre situation passée envers le Saint-Siège auront disparu.

En vous autorisant à donner communication de cette dépêche à M. le marquis de Moustier et à lui en laisser copie, s'il le désire, je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma considération très-distinguée.

Signé : MENABREA.

N° 14.

**Le marquis de Moustier au baron de Malaret, ministre
de France à Florence.**

Paris, le 19 mars 1868.

Monsieur le Baron,

Préoccupé de hâter le moment où il lui sera permis de mettre fin à l'occupation française, animé en même temps d'un sincère désir de rechercher les moyens d'améliorer les rapports mutuels de l'Italie et du Saint-Siège, le Gouvernement de l'Empereur avait convié le Cabinet de Florence à un amical échange d'explications et d'idées. M. le général Menabrea n'a pas repoussé cette suggestion, et il vous a entretenu confidentiellement d'un certain nombre de points que vous avez résumés dans votre correspondance. M. Nigra, de son côté, a reçu l'ordre de me remettre la dépêche ci-jointe, qui en renferme le développement et propose les conditions d'un *modus vivendi* qui lui paraîtrait répondre à tout ce que comporte l'état actuel des choses. Nous avons accueilli la communication de M. le Ministre d'Italie avec la satisfaction que devait nous inspirer une démarche de cette nature. Le Cabinet de Florence, quelle que soit la bienveillance de nos dispositions, ne pouvait pas toutefois attendre de nous une réponse immédiate ; M. Nigra l'a parfaitement compris. Les questions qui nous sont soumises ne sont pas seulement graves en elles-mêmes : elles touchent, par leurs côtés les plus importants, à des intérêts dont il ne nous appartient pas de nous faire les arbitres, et le rôle que l'Italie désire nous voir prendre est celui d'intermédiaires, obligés à une grande prudence et à de sages tempéraments.

Nous avons à cœur, en effet, de réussir dans une tâche qui a pour but de rendre plus faciles les rapports des deux Gouvernements auxquels nous portons un intérêt égal et sincère. Nous sommes heureux de voir le Cabinet de Florence entrer franchement avec nous dans cet ordre d'idées qui inspirait déjà la France et l'Italie lorsqu'elles ont signé la Convention du 15 septembre. Remettre cette Convention en vigueur est évidemment la seule voie pratique à suivre dans les circonstances actuelles, et nous adoptons à cet égard la manière de voir du Gouvernement italien. Le Cabinet de Florence, complètement édifié aujourd'hui sur les causes qui ont déçu, l'année dernière, nos légitimes espérances, est convaincu, comme nous, que c'est par une exacte vigilance appliquée à déjouer dès l'origine les entreprises révolutionnaires, et non par une surveillance tardive et incomplète des

frontières au moment de la crise, que les États Pontificaux peuvent être efficacement protégés. Il serait donc avant tout essentiel de connaître quelles mesures le Gouvernement du Roi serait dans l'intention et la possibilité de prendre pour empêcher désormais la formation de nouveaux dépôts d'armes, les enrôlements plus ou moins clandestins que l'on essaierait de faire encore, et les attaques qui seraient dirigées une seconde fois contre le territoire pontifical. Les certitudes que nous pourrions avoir à ce sujet justifieraient notre confiance et nous aideraient à la faire pénétrer dans le sentiment public.

Quant aux bons offices que le Cabinet de Florence nous demande pour régler les rapports de voisinage entre l'Italie et le Gouvernement pontifical, ce vœu n'a rien que de conforme aux idées que nous avons toujours professées. Notre correspondance en fait foi, et je puis rappeler les conseils que nous donnions des deux côtés, à la fin de l'année 1866, au moment de l'évacuation. Nous sommes donc disposés à encourager tout ce qui tendrait à faire disparaître les difficultés matérielles résultant de la contiguïté des deux pays et à multiplier ainsi les occasions et les chances d'un rapprochement moral plus complet.

De tous les points énumérés dans la note qui m'a été remise par M. Nigra, l'établissement d'une union douanière est le plus important, parce qu'il touche non-seulement aux relations journalières des deux pays, mais à leurs intérêts financiers. Nous devons toutefois prévoir que cette combinaison soulèvera de nombreuses objections à Rome, et avant de la recommander au Gouvernement pontifical, il est nécessaire que nous recevions du Cabinet de Florence tous les éclaircissements propres à nous fixer sur la portée générale comme sur les détails pratiques de la négociation qu'il s'agirait d'ouvrir. C'est vous dire assez que vous vous appliquerez à constater comment M. le Président du Conseil comprend ces arrangements douaniers, comment surtout il nous mettrait en mesure de démontrer que non-seulement ils ne porteront aucune atteinte aux finances du Saint-Siège, mais encore que, par la suppression de cette surveillance qu'une ligne de douane rend facile, ils ne compromettront pas la sécurité que le Gouvernement pontifical semble aujourd'hui trouver à peine suffisante.

Si cependant, à la faveur de loyales explications, un accord pouvait par nos soins s'établir sur cette question, la solution des autres deviendrait certainement plus simple, et c'est pour cette raison que je ne crois pas encore opportun d'en faire l'objet d'un examen détaillé.

Je suis heureux, d'ailleurs, de constater que l'une des difficultés signalées dans la dépêche du général Menabrea vient d'être réglée par voie d'entente directe entre l'Administration pontificale et l'Administration italienne; elles ont été, de part et d'autre, autorisées à renouveler les arrangements pris antérieurement sur la frontière pour la

répression du brigandage, et dans le cas d'une entente sur les autres points, les deux Gouvernements n'auront sous ce rapport qu'à rendre permanent l'arrangement provisoire intervenu entre les officiers délégués par eux.

Je ne veux mentionner que pour mémoire l'exécution de la Convention signée entre nous et l'Italie, le 7 décembre 1866¹, pour régler la part qui lui est afférente dans la dette pontificale. Cette Convention a, en effet, une valeur obligatoire d'un caractère définitif et ne comporte point d'ajournement. Si je ne vous ai chargé jusqu'ici d'aucune démarche officielle pour assurer la continuation des paiements interrompus par suite de certaines difficultés d'exécution, c'est que notre entière confiance dans la loyauté du Gouvernement du Roi nous a toujours fait considérer une pareille démarche comme superflue. Je suis d'autant plus fondé à persévérer dans cette opinion que le Conseil d'État italien a lui-même reconnu récemment toute l'autorité de ces stipulations.

Telles sont, Monsieur le Baron, les réflexions que me suggère dès à présent la note du général Menabrea. Il verra que nous l'avons prise en très-sérieuse considération. Vous saisirez cette circonstance pour lui témoigner l'intérêt sympathique avec lequel nous suivons les efforts de l'administration qu'il préside et l'heureuse évolution qui s'est faite dans l'opinion publique. Nous fondons le plus légitime espoir sur la fermeté soutenue avec laquelle le Ministère actuel, tout en restant fidèle aux idées libérales, s'attache à grouper autour de lui les éléments conservateurs que le pays renferme dans son sein. Ainsi se fortifiera la confiance que les destinées de l'Italie inspirent à ses amis et disparaîtront les arguments à l'aide desquels les adversaires de son unité essaieraient encore d'en contester la durée. Le Gouvernement de l'Empereur, dont les sentiments à cet égard ne sont pas douteux, verrait dans l'amélioration graduelle des rapports de la Cour de Florence avec le Saint-Siège un gage d'affermissement pour l'état de choses créé dans la Péninsule et un succès nouveau pour la politique d'apaisement et de conciliation que nous nous sommes constamment appliqués à faire prévaloir.

Vous êtes autorisé à donner lecture de cette dépêche au général Menabrea et à lui en laisser prendre copie, s'il vous en exprime le désir.

Recevez, etc.

Signé : MOUSTIER.

1. Voir *Archives*, 1867, tome I, p. 46.

N° 15.

Le général Menabrea au chevalier Nigra, à Paris.

Florence, le 22 août 1868.

Monsieur le Ministre,

Vous avez appris par mes dernières communications qu'un protocole final sur la répartition de la dette pontificale afférente aux provinces annexées a été signé à Florence, le 31 juillet dernier¹, par M. le Ministre des finances et M. le baron de Malaret.

Cet acte dont l'importance, dans les circonstances actuelles, ne saurait vous échapper, met un terme aux difficultés que les regrettables événements de l'année dernière avaient fait surgir, relativement à l'exécution des stipulations consacrées par la Convention du 15 septembre 1864. Ces difficultés, le Gouvernement de l'Empereur ne l'ignore pas, étaient en effet d'une gravité incontestable.

Nous étions en présence d'une occupation du territoire pontifical par les troupes françaises contre laquelle nous avions cru devoir protester. L'opinion publique en Italie en fut justement émue et vit dans le fait de cette occupation une infraction manifeste à la Convention de septembre, qui autorisait en conséquence le Gouvernement du Roi, sinon à refuser, du moins à suspendre l'accomplissement des engagements qu'il avait contractés par ladite Convention, jusqu'à l'évacuation du territoire pontifical par les troupes françaises; et c'est dans ce sens qu'un ordre du jour auquel le Ministère ne crut pas devoir s'opposer, en faisant toutefois des réserves pour l'avenir, fut voté dans la séance de la Chambre des députés du 21 décembre dernier.

C'est de ces réserves que le Gouvernement du Roi vient de se prévaloir en signant, sous sa responsabilité, le protocole final de la répartition de la dette pontificale.

Un plus mûr examen de la question avait, en effet, amené le Gouvernement du Roi à reconnaître que la répartition de la dette pontificale devant être réglée d'après les stipulations de la Convention du 7 décembre 1866, qui est elle-même un acte international entièrement distinct de la Convention de septembre 1864, la signature du protocole final ne pouvait être retardée. De cette manière, le Gouvernement italien, en sortant de la position anormale qui résultait pour lui des événements de l'année dernière, se replaçait de fait sur le terrain de

1. Voir *Archives*, 1869, tome I, page 217.

la Convention de 1864 et se trouvait avoir rempli consciencieusement, de son côté, toutes les clauses que cette convention renferme.

Nous avons pensé que cette conduite serait dûment appréciée par le Gouvernement de l'Empereur et qu'elle aurait pour résultat immédiat le retrait des troupes françaises du territoire pontifical. Nous ne pouvions supposer en effet que le Gouvernement Impérial hésitât à répondre à la marque de confiance que nous venions de lui donner et se refusât à prendre une mesure qui ne serait qu'un acte d'une stricte réciprocité envers l'Italie et ferait disparaître tout sujet d'irritation entre les deux pays.

Le Gouvernement de l'Empereur sait que rien ne menace en ce moment, du côté de l'Italie, la sûreté du Gouvernement du Saint-Père; et, quant à l'avenir, nous lui avons donné les assurances et les preuves les plus positives que nous sommes résolus à ne pas tolérer les tentatives d'invasion des frontières pontificales et que nous pouvons, au besoin, les réprimer avec toute la sévérité de la loi.

Nous avons manifesté d'ailleurs notre désir bien sincère de vivre dans des rapports de bon voisinage avec le Gouvernement du Saint-Siège, en formulant un projet de *modus vivendi* que le Gouvernement Impérial a trouvé de tout point raisonnable et satisfaisant. Il n'y aurait pas de notre faute si la Cour de Rome, le repoussant, ne se montrait pas animée des mêmes sentiments à notre égard. Cela posé, après l'acte important que nous venons d'accomplir par la signature du protocole en question, vous conviendrez, Monsieur le Ministre, que la prolongation de l'occupation du territoire Romain par les troupes impériales, ne s'appuyant plus sur aucun motif, ne serait pas comprise de l'opinion publique en Italie et mettrait le Gouvernement du Roi dans une situation des plus difficiles et des plus pénibles. Nous avons trop de confiance dans la droiture et dans la loyauté du Gouvernement Impérial pour ne pas être sûr qu'il voudra tenir compte des considérations que nous venons d'exposer, et dissiper ainsi tout sujet d'appréhension qu'on pourrait avoir conçu en Italie.

Veuillez, Monsieur le Ministre, donner lecture de cette dépêche à Son Exc. M. le Ministre des Affaires étrangères et lui en laisser copie, s'il vous en exprime le désir.

Agréé, etc.

Signé : MENABREA.

N^o 16.

**Le marquis de Moustier au baron de La Villestreux,
chargé d'affaires de France à Florence.**

Paris, le 31 octobre 1868.

Monsieur,

Le général Menabrea, par une dépêche en date du 22 août, a chargé M. le Ministre d'Italie de nous exposer comment le Cabinet de Florence envisage, au point de vue politique, le protocole dernièrement signé pour régler d'une manière définitive la répartition de la dette pontificale. M. le Président du Conseil se félicite à juste titre de l'heureuse issue de cette négociation, et il ajoute que, par ce fait, l'Italie sortant de la position anormale qui résultait pour elle des événements de l'année dernière, se trouve avoir rempli consciencieusement toutes les clauses de la Convention du 15 septembre. Il exprime l'espoir que cette conduite sera appréciée par le Cabinet Français et que nous nous montrerons disposés à répondre à cette marque de bon vouloir et de confiance en nous remplaçant nous-mêmes, par un acte de réciprocité, dans les termes de la Convention de 1864, c'est-à-dire en retirant nos troupes des États du Saint-Siège. Le général Menabrea rappelle que l'Italie a d'ailleurs manifesté un désir bien sincère de vivre dans des rapports de bon voisinage avec le Gouvernement Pontifical en formulant un projet de *modus vivendi* qui nous a été communiqué.

Je répondrai à ces considérations dans le même sentiment de franchise amicale, dont nous nous sommes inspirés chaque fois que nous avons eu à échanger nos idées avec le Gouvernement Italien sur les affaires romaines.

Si l'on examine avec une attention impartiale les faits qui se sont passés l'année dernière, il est évident qu'on ne peut nous reprocher d'avoir porté aucune atteinte à la Convention du 15 septembre; nous l'avons maintenue, au contraire, dans son principe et dans son esprit contre ceux qui essayaient de la détruire ou qui se montraient impuissants à la défendre, et personne ne saurait révoquer en doute ni l'extrême regret avec lequel le Gouvernement Français s'est vu entraîné à une intervention devenue nécessaire, ni son désir d'en abrégier le terme.

Mais la sécurité des frontières pontificales était l'objet principal que nous nous proposons d'atteindre lorsque nous avons signé les arrangements du 15 septembre, et nous avons une foi entière dans les

mesures qui, le cas échéant, seraient prises par le Gouvernement Italien en vue d'en amener la pleine exécution. Nos justes espérances s'étant trouvées déçues, notre devoir est de ne point prendre, sans de mûres réflexions, des résolutions nouvelles. Nous ne saurions oublier, en effet, les déclarations que le Gouvernement de l'Empereur a faites, l'année dernière, et qui subordonnaient la cessation de notre occupation au degré de confiance que l'état des choses ferait naître dans les esprits et que nous pourrions légitimement partager.

Le Ministère présidé par le général Menabrea a certainement le droit de faire valoir à nos yeux les titres incontestables qu'il s'est acquis à la reconnaissance de tous ceux qui, en Italie, comprennent les véritables intérêts de la Péninsule. Il y a rétabli, d'une main à la fois ferme et modérée, les idées d'ordre et de bonne administration. Nous apprécions hautement le caractère élevé de ses actes et nous lui en savons gré, car les liens qui unissent si étroitement les deux pays ne peuvent que se resserrer chaque jour sous l'influence d'une politique aussi sage que persévérante.

Mais est-il prudent d'en compromettre les résultats par des mesures précipitées et de devancer le moment où la confiance se rétablira d'elle-même et s'imposera sans effort à l'opinion publique?

Loin de nous la pensée que ce moment doive se faire longtemps attendre; il ne nous semble pas toutefois qu'on puisse le considérer comme arrivé dès aujourd'hui. Il est malheureusement trop certain que les passions mauvaises, les projets hostiles qui ont amené les tristes incidents de l'année dernière subsistent encore. On ne saurait nier que, durant ces derniers temps, ils ne se soient révélés de nouveau par des publications nombreuses, avec une recrudescence bien faite pour inspirer une juste circonspection. Si nous avons lieu de penser que la nation italienne accueillerait la mesure qui ferait cesser notre occupation avec un sentiment de satisfaction amicale envers la France, nous sommes, d'un autre côté, fondés à croire que les hommes de désordre, qui ne se sentent pas encore suffisamment découragés, y verraient uniquement l'occasion offerte de reprendre sur-le-champ leurs dessins agressifs.

Devons-nous exposer aux chances de cet épreuve, et les États-Pontificaux, dont nous avons voulu que le territoire restât à l'abri de toute attaque, et le Cabinet Italien lui-même, malgré ses intentions que nous ne saurions suspecter? Dans quelle situation se trouverait-il, ainsi que nous, si le renouvellement des tentatives qui ont eu lieu l'année dernière plaçait encore les deux Gouvernements en face de pénibles nécessités et provoquait une nouvelle effusion de sang?

Il peut donc paraître convenable, avant de s'occuper des mesures qui seront la conséquence du rétablissement d'une sécurité complète,

de s'attacher d'abord à développer et à améliorer les conditions de cette sécurité.

Le Cabinet de Florence s'est placé lui-même dans cet ordre d'idées, lorsqu'il nous a soumis un projet destiné à établir entre les États du Saint-Père et ceux du Roi Victor-Emmanuel un *modus vivendi* propre à écarter les froissements que des relations de voisinage, à la fois nécessaires et difficiles, amènent trop souvent entre les deux pays. Nous avons accueilli ce projet comme un témoignage des bonnes dispositions du Cabinet Italien ; nous l'examinons, en ce moment, avec toute l'attention qu'il mérite, et nous emploierons nos efforts à faire ressortir aux yeux de la Cour de Rome les avantages qui résulteraient pour elle, comme pour le Royaume, de l'adoption d'un système mieux approprié aux circonstances. Nous devons donc avant tout nous attacher à mener cette négociation à bonne fin, et l'influence dont nous avons besoin serait singulièrement affaiblie, si le Saint-Père pouvait supposer que nous voulons le laisser aux prises avec des dangers sur lesquels en ce moment ni lui ni le monde catholique ne se sentent suffisamment rassurés.

Nous sommes convaincus que le Cabinet de Florence, certain des dispositions si sincères et si amicales qui nous animent, donnera à ces explications un sens et une valeur en conformité avec nos sentiments mutuels, que rien ne saurait altérer.

Recevez, etc.

Signé : MOUSTIER.

IV

AFFAIRES D'ORIENT.

I. SERBIE.

N° 17.

**Le marquis de Moustier à M. Bourée, ambassadeur de France
à Constantinople.**

Paris, le 19 juin 1868.

Monsieur,

La catastrophe qui a mis fin aux jours du Prince Michel¹ a eu en même temps pour effet d'exposer la Serbie à tous les inconvénients d'un

1. Assassiné le 10 juin 1868.

régime provisoire. Pendant la période de transition qui doit s'écouler jusqu'à l'élection définitive d'un nouveau Prince, on pouvait concevoir des craintes pour la tranquillité du pays, surtout s'il est vrai, comme on le suppose, que l'attentat ait été le résultat d'une conspiration politique. Toutefois, je me hâte de constater que les événements ont suivi au moins jusqu'à ce jour une marche satisfaisante, et que l'ensemble de la situation accuse de toutes parts des dispositions propres à calmer les appréhensions qu'aurait pu faire naître la crise actuelle. Nous avons vu en effet l'administration provisoire se constituer sans obstacle à Belgrade. D'un autre côté, les intentions bienveillantes manifestées par la Porte paraissent heureusement calculées pour faciliter la tâche de la Régence, et, en exprimant dans ma dernière dépêche à notre consul général l'espoir que l'ordre continuerait à être efficacement protégé, j'ai eu soin d'insister sur l'intérêt qu'il y a pour la Principauté, en ce moment surtout, à entretenir les meilleurs rapports avec le Gouvernement Ottoman.

Dans ces conditions, la question de succession n'a pas la gravité qu'elle aurait pu prendre. Les sympathies de la nation comme du Gouvernement en Serbie semblent se déclarer avec un sentiment d'unanimité pour la candidature du Prince Milan Obrenowitch, et si le mouvement qui s'est produit en ce sens ne rencontre quelque obstacle difficile à prévoir avant l'ouverture des délibérations de la Skouptchina, il y a lieu de penser que cette assemblée n'aura guère à intervenir que pour consacrer un choix déjà indiqué par la voix publique. M. le duc de Gramont m'annonce que le Cabinet de Vienne est disposé à accueillir favorablement l'élection du Prince Milan. D'autre part, le Gouvernement Britannique a témoigné à M. le prince de la Tour-d'Auvergne l'intention d'approuver le choix que pourraient faire les Serbes, sous la seule réserve de l'adhésion de la Puissance suzeraine. J'ai lieu de croire que le Cabinet de Saint-Pétersbourg est animé des mêmes dispositions et qu'il n'élèvera, le cas échéant, aucune objection contre la candidature du dernier rejeton de la famille Obrenowitch. Je ne suppose pas que le Gouvernement Ottoman, en ce qui le concerne, ait quelque raison de s'y opposer ; mais je vous serai, dans tous les cas, obligé de me faire connaître avec quelque détail ses impressions et ses vues dans une affaire qui peut exercer, selon la solution qui lui sera donnée, une influence sérieuse sur la situation politique de ces contrées.

Agréez, etc., etc.

Signé : MOUSTIER.

N^o 18.**Le marquis de Moustier à M. Engelhardt, consul général
de France à Belgrade.**

Paris, le 24 juin 1868.

Monsieur,

Toutes les informations que vous avez été en mesure de m'adresser depuis l'attentat du 10 juin s'accordent à présenter la situation sous le jour le plus favorable, eu égard aux tristes circonstances dans lesquelles la Serbie s'est trouvée placée d'une manière si imprévue. La fermeté dont l'administration provisoire a fait preuve en prenant la direction des affaires et l'attitude calme du peuple serbe ont concouru à préserver le pays du danger des discordes et des commotions intérieures. Le sentiment de solidarité dans lequel toutes forces vives de la nation semblent s'être associées pour conjurer les périls inséparables d'une période de transition, est de nature à inspirer confiance pour l'avenir. Pour nous, c'est avec une sincère satisfaction que nous constatons combien la tournure que les choses ont prise est d'un heureux augure pour l'issue de la crise que traverse en ce moment la Serbie. Nous nous plaçons à espérer que ces premiers symptômes ne se démentiront pas et que le pays continuera jusqu'au bout à se montrer à la hauteur des devoirs qu'un douloureux événement lui a imposés. Les dispositions qui lui sont témoignées par les Puissances ne peuvent, au surplus, que le fortifier dans ses résolutions et lui apporter de précieux encouragements. De toutes parts, en effet, les sympathies des Cabinets se traduisent par l'intention arrêtée de s'abstenir de toute intervention dans les affaires intérieures de la Serbie et de respecter l'indépendance des élections qui doivent avoir pour effet de désigner le successeur du prince Michel. Dans l'état des choses, il était avant tout intéressant de connaître les vues de la Puissance suzeraine. Vous savez déjà, sans doute, qu'elles sont aussi bienveillantes qu'il était permis de l'espérer. La Porte, en effet, a soigneusement évité toute immixtion directe dans les difficultés qui font l'objet des préoccupations présentes du peuple serbe. On aura remarqué, à Belgrade, qu'elle s'est abstenue d'envoyer des commissaires pendant la durée de l'interrègne, et l'on ne doit pas ignorer qu'elle se montre disposée à ne pas élever d'objection contre l'élection éventuelle de Milan Obrenowitch¹ en qualité de Prince de Serbie.

1. Né le 10 août 1854.

Le Cabinet de Vienne, de son côté, tout en souscrivant d'avance au résultat probable du vote de la Skouptchina, manifeste, ainsi que celui de Londres, l'intention de demeurer entièrement étranger au débat, et le Gouvernement russe s'associe à ces dispositions, sous la réserve des droits de la Turquie. Les autres Cours se trouvent donc, dès à présent, pleinement d'accord avec nous pour laisser une entière liberté dans le choix du nouveau prince, et le résultat de la crise actuelle dépend entièrement de la nation serbe elle-même.

Recevez, etc.

Signé : MOUSTIER.

N° 19.

M. Engelhardt, au marquis de Moustier.

Belgrade, le 6 juillet 1868.

Monsieur le Marquis,

M. Ristitch¹ vient de me communiquer, et j'ai l'honneur de transmettre en copie à Votre Excellence l'acte de la Skouptchina, qui consacre les titres du Prince Milan² à la succession de Michel Obrenowitch III. Je joins à ce document un exemplaire de la lettre que la Régence adresse aujourd'hui même au Grand-Vizir et par laquelle elle demande l'investiture du Sultan.

Veuillez agréer, etc.

Signé : ENGELHARDT.

N° 20.

Acte de l'Assemblée nationale serbe relatif à l'avènement au trône de Serbie du prince Milan Obrenowitch IV.

(Traduction.)

Annexe du n° 19.

La grande Assemblée nationale, convoquée après le lâche attentat dont a été victime le Prince Michel Obrenowitch III, mort sans pos-

1. Membre du Conseil de régence.

2. Élu le 1^{er} juillet 1868.

térité, dans le but d'exprimer sa décision sur la manière de pourvoir au trône de Serbie, et réunie à Topchidéré le 20 juin 1868.

Considérant qu'aux termes des anciennes décisions nationales antérieures à l'année 1839, conformément au Bérat impérial et au Hattichérif de 1830, ainsi qu'aux décisions nationales de la Saint-André 1858, la dignité princière est héréditaire dans la famille Obrenowitch;

Considérant que la loi sur l'hérédité au trône de la Principauté de Serbie règle l'ordre d'après lequel la succession au trône passe d'un souverain à l'autre;

Considérant enfin que le Prince Michel Obrenowitch III est mort sans postérité et qu'il existe un membre de la famille Obrenowitch, Milan, fils de feu Milosch J. Obrenowitch, cousin germain du Prince défunt;

La grande Assemblée nationale, se basant sur lesdites lois, arrête et promulgue que :

Après le Prince Michel Obrenowitch III, le Prince héréditaire légitime est Milan M. Obrenowitch, quatrième souverain de la famille Obrenowitch.

La grande Assemblée nationale arrête et promulgue ce qui précède au nom de la Nation Serbe, dont elle est le représentant légal.

Vive la Serbie ! Vive Milan M. Obrenowitch IV, Prince de Serbie !

Topchidéré, le 20 juin 1868.

(Suivent le sceau de l'Assemblée nationale, ainsi que les signatures de tous les députés; le sceau du Sénat, ainsi que les signatures de ses membres, et enfin celles des Ministres alors en fonctions.)

N° 21.

Lettre de la Régence de Serbie au Grand-Vizir Aali pacha.

ANNEXE DU N° 19.

Belgrade, le 23 juin 1868.

Altesse,

La journée à jamais déplorable du 29 mai/10 juin a privé le peuple serbe de son Prince bien-aimé et a laissé vacant le trône de la principauté de Serbie.

Votre Altesse sait que la lieutenance princière, légalement consti-

tuée après le fatal événement, s'est empressée de convoquer, suivant les prescriptions de la loi, une grande Assemblée nationale.

Conformément aux anciennes décisions nationales du pays, ainsi qu'aux termes du Bérat impérial accordé, en 1830, à Son Altesse Sérénissime le Prince Milosch Obrenowitch I^{er}, et du Hatti-chérif de la même année, enfin en exécution de la loi du 20 octobre 1859, laquelle règle dans ses détails l'hérédité de la dignité princière en Serbie, cette grande Assemblée nationale a proclamé l'avènement au trône de Serbie, par droit de succession, de Milan Obrenowitch comme prince héréditaire sous le nom de Milan Obrenowitch IV.

Le jeune Prince étant encore mineur, la grande Assemblée nationale a dû compléter son mandat par la désignation des trois personnes qui doivent constituer la Régence.

En transmettant ci-joint à Votre Altesse, en vertu des pouvoirs dont nous sommes investis, un original de la décision de la grande Assemblée nationale, revêtu des signatures des Députés de la nation, de celles des Ministres qui se trouvaient alors en fonctions et de celles des Sénateurs, nous la prions de porter cet acte national à la haute connaissance de S. M. I. le Sultan et de vouloir bien solliciter de S. M. le Suzerain de la Serbie le Bérat d'investiture pour Son Altesse Sérénissime le Prince Milan Obrenowitch IV.

Nous serons heureux, Altesse, de continuer, dans les rapports que nous serons dorénavant appelés à entretenir avec le Gouvernement impérial, les traditions de bonne harmonie que nous a léguées le Prince Michel, et nous espérons que la Sublime-Porte voudra bien s'inspirer à notre égard de la même bienveillance qu'Elle n'a cessé de mettre dans ses relations avec le Prince défunt.

Nous saisissons avec empressement cette occasion, etc., etc.

Signé : BLASNAVATZ.

RISTITCH.

GAVRILOVITCH.

N° 22.

Le marquis de Moustier à M. Bourée, à Constantinople.

(Extrait.)

Paris, le 17 juillet 1868.

Monsieur,

Notre consul général à Belgrade vous aura communiqué les termes de la décision par laquelle l'Assemblée nationale de la Serbie a re-

connu la dignité princière au jeune Milan Obrenowitch, ainsi que la lettre adressée au Grand-Vizir par la Régence en vue d'obtenir du Sultan le Bérat d'investiture. La puissance suzeraine, en accueillant le vœu des Serbes, ne ferait que demeurer fidèle à l'attitude pleine de bienveillance qu'elle a adoptée à l'égard de la Serbie. J'ai vu avec satisfaction, par votre télégramme du 13 de ce mois, que le Gouvernement Ottoman inclinait à concéder l'hérédité au Prince Milan, et je me plais à espérer que cette nouvelle marque de sollicitude, justifiée d'ailleurs par la sagesse dont le peuple serbe a fait preuve pendant toute la durée de la crise qu'il vient de traverser, contribuera à fortifier encore les bons rapports qui existent entre la Porte et la Principauté vassale.

Agréez, etc.

Signé : MOUSTIER.

N° 23.

M. Bourée au marquis de Moustier.

(Extrait.)

Thérapia, le 22 juillet 1868.

Monsieur le Marquis,

Un employé supérieur du ministère des Affaires étrangères part vendredi pour Belgrade, porteur du firman d'investiture du Prince Milan.

Ainsi que le sait Votre Excellence, la Porte accorde l'hérédité. En réponse à une lettre que m'avait écrite M. Ristitch, je l'ai fait préparer par M. Engelhardt à cette nouvelle importante pour la Serbie. La Porte, au surplus, s'est inspirée de ses vrais intérêts et je n'ai eu, comme mes collègues, qu'à prendre acte d'une décision que Votre Excellence tiendra sans doute pour sage et prévoyante.

Veuillez agréer, etc.

Signé : BOURÉE.

N° 24.

M. Bourée au marquis de Moustier.

Thérapia, le 28 juillet 1868.

Monsieur le Marquis,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint : 1° le Bérat d'investiture du prince Milan¹ ; 2° la réponse du Grand-Vizir à la notification du vote de la Skouptchina.

Veuillez agréer, etc.

Signé : BOURÉE.

N° 25.

**Le Grand-Vizir Aali pacha aux Membres de la Régence
princièrre de Serbie.**

ANNEXE DU N° 24.

Je me suis empressé de soumettre à S. M. le Sultan la lettre que vous avez bien voulu m'adresser, ainsi que l'acte y annexé, signé par l'Assemblée nationale de Serbie, concernant le vote émis en faveur du prince Milan Obrenowitch.

Je n'ai pas besoin de vous dire, Messieurs, combien a été vive la douleur qu'a causée à la Sublime-Porte l'odieux attentat dont a été victime le prince Michel Obrenowitch. Les regrets sont d'autant plus sincères et profonds que les qualités qui ornaient la personne du défunt avaient su lui concilier à un égal degré l'affection du peuple serbe et l'estime de la cour souveraine.

Le peuple serbe ne peut douter de la sollicitude du Gouvernement impérial pour le développement de sa prospérité et de son bien-être. Aussi, prenant en considération les vœux émis par la Skouptchina réunie en dernier lieu à Belgrade, S. M. I. le Sultan s'est plu à sanctionner l'ordre de succession établi par le Bérat impérial, émané en date du 1^{er} Rebi-ul-ewel 1246, et à conférer ainsi à S. A. I. le prince Milan la dignité de prince de Serbie, en même temps que le comman-

1. Du 16 juillet 1868. Voir *Archives*, 1869, tome I, p. 175.

dement des forteresses impériales dans la Principauté. Je ne doute pas que la nation serbe et son Gouvernement ne voient dans cette résolution impériale une nouvelle marque des sentiments de bienveillance dont la cour suzeraine ne cesse de s'inspirer dans ses rapports avec la Principauté. Quant à vous, Messieurs, à qui la nation serbe vient par la même occasion de confier l'important mandat de la régence princière, jusqu'à la majorité du nouveau prince, la Sublime-Porte se félicite de voir cette tâche dévolue à des personnes dont les éminentes qualités et le patriotisme éclairé sont connues par elle, et qui offrent la plus sérieuse garantie pour le maintien des lois organiques du pays, et la préservation de toute atteinte des droits reconnus de l'auguste suzerain de Serbie. Appelés ainsi à diriger les destinées du pays pendant la minorité du jeune prince, vous saurez, nous n'en doutons pas, par une sage gestion des affaires, contribuer au développement du bien-être matériel et moral de cette belle principauté, jusqu'au jour où la majorité de Son Altesse permettra de remettre entre ses mains les rênes du Gouvernement princier.

J'ai, en même temps, l'honneur de vous annoncer que le Béral impérial pour l'investiture de S. A. le prince Milan Obrenowitch ayant été émané, Kiamil-Bey, directeur de la correspondance du Ministère des Affaires étrangères, est chargé de le porter à Belgrade et d'y en donner lecture dans les formes établies.

Constantinople, le 2 Rebi-el-accher 1285/23 juillet 1868.

Signé : AALI.

N° 26.

Le marquis de Moustier à M. Engelhardt à Belgrade.

(Extrait.)

Paris, le 1^{er} août 1868.

Monsieur,

Lorsque nous avons appris le vœu exprimé par le Gouvernement serbe d'obtenir du Sultan que l'hérédité à titre définitif fût accordée à la famille Obrenowitch, nous nous sommes empressés d'appuyer à Constantinople une demande dont la réalisation nous paraissait de nature à affermir les bons rapports de la Principauté avec la puissance suzeraine. Nous constatons avec plaisir que la Porte, devançant l'expression de notre désir et s'inspirant de l'esprit de nos conseils anté-

rieurs, en ce qui concerne les affaires serbes, avait pris spontanément la décision que nous lui recommandions. Cette résolution, dont je n'ai pas besoin de faire ressortir l'importance, atteste une fois de plus le bon vouloir du Gouvernement Ottoman envers les Serbes.

Recevez, etc.

Signé : MOUSTIER.

N° 27.

M. Engelhardt au marquis de Moustier.

Belgrade, le 5 août 1868.

Aussitôt après avoir reçu de la Cour suzeraine le Bérat d'investiture, les membres de la Régence ont décidé d'envoyer une lettre identique aux Ministres des Affaires étrangères des Puissances garantes, pour leur notifier l'avènement du prince Milan Obrenowitch IV au trône de Serbie, conformément au précédent qui avait été établi en 1860 à l'avènement du prince Michel.

Votre Excellence trouvera ce document ci-annexé.

Veillez agréer, etc., etc.

Signé : ENGELHARDT.

N° 28.

**Les Membres de la Régence princière de Serbie
au marquis de Moustier.**

Belgrade, le 23 juillet/4 août 1868.

Annnonce de l'avènement au trône de Serbie du prince Milan Obrenowitch IV. (Voir *Archives*, 1869, tome I^{er}, page 71. Livre rouge autrichien.)

N° 29.

Le marquis de Moustier à M. Engelhardt à Belgrade.

Paris, le 2 septembre 1868.

Monsieur,

J'ai reçu avec votre dépêche, en date du 5 août, la lettre que MM. les membres du Conseil de Régence m'avaient écrite, pour notifier au Gouvernement de l'Empereur l'avènement du prince Milan Obrenowitch au trône de Serbie. J'ai l'honneur de vous transmettre ci-jointe la réponse que j'adresse au Conseil de Régence, et dont vous trouverez, également sous ce pli, la copie figurée. Je vous serai obligé de faire parvenir sans retard cette lettre à sa destination.

Recevez, etc.

Signé : MOUSTIER.

N° 30.

Le marquis de Moustier aux Membres du Conseil de régence de Serbie.

Paris, le 31 août 1868.

Messieurs,

Suivant le désir que vous m'avez fait l'honneur de m'exprimer par votre lettre, en date du 4 août, je me suis empressé de porter à la connaissance de l'Empereur, mon auguste Souverain, l'élévation du prince Milan Obrenowitch IV, à la dignité de prince de Serbie. Sa Majesté a éprouvé un profond regret du funeste événement qui a privé le peuple Serbe d'un prince dont la mémoire lui restera chère. Toujours animé des sentiments les plus bienveillants à l'égard de votre pays, l'Empereur a appris avec intérêt que le neveu du Prince défunt a été appelé à lui succéder, et que pendant sa minorité un Conseil de Régence a reçu la mission d'exercer l'autorité en son nom. Il m'est bien agréable de vous faire connaître les intentions favorables qui animent l'Empereur à l'égard de la Serbie et du prince Milan Obrenowitch IV, et d'avoir cette occasion de vous exprimer les assurances de ma haute considération.

Signé : MOUSTIER.

II. PRINCIPAUTÉS-UNIES.

N^o 31.

**Le marquis de Moustier aux Ambassadeurs de l'Empereur
à Berlin, Londres, Saint-Petersbourg et Vienne.**

(Télégramme.)

Paris, le 4 février 1868.

D'après des informations parvenues de Constantinople et de Vienne, plusieurs bandes armées seraient réunies sur divers points des Principautés, sous le commandement d'officiers étrangers, et se prépareraient à entrer en Bulgarie pour y provoquer une insurrection. Je télégraphie à Bucharest pour appeler l'attention du Gouvernement sur ces faits et l'engager à prendre des mesures immédiates dans le but de désarmer ces bandes et de les empêcher de franchir le Danube. Assurez-vous, si le Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité ne croit pas nécessaire d'écrire sans retard dans le même sens à son représentant à Bucharest.

N^o 32.

**Le marquis de Moustier au baron d'Avril, agent et consul
général de France à Bucharest.**

Paris, le 18 février 1868.

Monsieur,

A la suite de la démarche que je vous avais prescrite auprès du Gouvernement princier, pour obtenir la dispersion et le désarmement des bandes dont l'existence sur le territoire roumain nous était signalée de toutes parts, l'agent des Principautés, M. Kretzulesco, s'est rendu auprès de moi. C'est la première visite que je recevais de lui depuis celle qu'il m'avait faite en prenant possession de ses fonctions. Il était invité, m'a-t-il dit, à démentir les nouvelles qui vous avaient été transmises sur les manœuvres auxquelles les Principautés avaient servi d'asile, et il pouvait opposer les dénégations les plus formelles aux allégations contraires. J'ai demandé à M. Kretzulesco s'il était à même de me donner quelques explications sur ce qui avait pu accréditer les

bruits transmis à la plupart des Gouvernements, et s'il avait reçu de Bucharest des instructions propres à nous éclairer à cet égard. Il m'a montré un télégramme qui m'a paru destiné plutôt à lui venir en aide au point de vue de la publicité, qu'à lui fournir les éléments d'un entretien avec le Ministre de l'Empereur.

Je n'ai point caché à M. Kretzulesco que je me croyais en droit d'attendre du Gouvernement du Prince une attitude plus confiante et plus empressée et que la réserve observée envers nous en ce moment n'était pas de nature à dissiper nos préoccupations. En admettant même que les renseignements reçus en dernier lieu de Constantinople sur la formation de bandes armées ne fussent pas tous entièrement exacts, on ne pouvait contester cependant la réalité de manœuvres qui remontaient déjà à plusieurs mois. Nous avions des données certaines sur l'existence d'un Comité bulgare qui fonctionnait presque ouvertement à Bucharest, et nous connaissions toutes les menées qui avaient eu lieu de l'autre côté du Danube.

Nos informations à ce sujet étaient précises et présentaient la plus parfaite concordance, malgré la diversité des sources. J'en ai fait juge M. Kretzulesco lui-même en lui lisant de nombreux compte rendus de la correspondance de nos agents, et il a reconnu toute l'autorité d'un pareil ensemble de témoignages. Il avait donc existé des plans pour agiter l'Orient, et quel que fût le degré d'importance des derniers incidents dénoncés par la Porte à l'attention des grandes Cours, ils se rattachaient à des combinaisons sur lesquelles le Gouvernement roumain devait éprouver le besoin de nous faire connaître sa pensée. Son silence ne pouvait s'expliquer que par l'embarras qu'il ressentait évidemment à s'étendre avec nous sur des faits qu'il ne suffisait pas cependant de nier pour dégager entièrement sa responsabilité.

J'avais le regret de penser, ai-je ajouté, que cette manière d'être n'était pas nouvelle. Depuis bientôt un an, nous n'avions plus trouvé à Bucharest les dispositions auxquelles nous étions habitués auparavant. J'en parlais d'ailleurs sans amertume et j'envisageais la situation présente avec le même intérêt que nous avions toujours témoigné pour les Principautés. Nous désirions les voir se dégager des compromissions dans lesquelles elles avaient été momentanément entraînées par une fausse appréciation de leurs véritables intérêts. Le Ministère roumain s'était laissé aller à spéculer peut-être sur l'éventualité de complications européennes; mais ses prévisions ne s'étaient pas réalisées, les choses avaient suivi un autre cours, et la paix s'affermissait en Orient comme en Occident. Pourquoi donc le Gouvernement moldo-valaque, au lieu de chercher à se replacer dans des rapports de confiance avec nous, persistait-il à se renfermer dans un système

de dénégations qui ne peuvent rien contre l'évidence des faits, et pourquoi, en s'efforçant de nier ce qui est de notoriété publique, assumait-il, en quelque sorte de propos délibéré, une pareille responsabilité?

Telles sont, Monsieur, les réflexions dont j'ai fait part à M. Kretzu-lesco en le priant de les transmettre à Bucharest. J'ai tenu à vous en donner également connaissance, afin que vous puissiez vous en inspirer à votre tour dans vos entretiens soit avec M. Bratiano, soit avec Son Altesse, sans vous écarter, je n'ai pas besoin de le dire, des sentiments dont nous sommes animés envers le Prince comme envers un pays auquel nous avons donné les preuves de la plus constante sollicitude.

Recevez, etc.

Signé : MOUSTIER.

N° 33.

Le marquis de Moustier à M. Bourée, à Constantinople.

Paris, le 28 février 1868.

Monsieur,

En présence d'un ensemble de renseignements qui se corroborent les uns les autres, il est impossible aujourd'hui de contester l'existence d'un plan qui étendait ses ramifications à tous les centres d'action sur la rive droite du Danube et qui s'est organisé à Bucharest. Ainsi que vous le dites, le chiffre des individus rassemblés peut avoir été exagéré, mais le fait de ces manœuvres reste acquis et nous sommes pleinement édifiés sur ce point.

Vous connaissez déjà le sentiment des divers cabinets par le langage de leurs représentants à Constantinople. L'Autriche partage entièrement notre manière de voir; l'Angleterre s'est également émue des menées qui nous ont été signalées, et nous avons appris que lord Loftus a été chargé de communiquer au cabinet de Berlin les instructions adressées aux agents anglais à Bucharest et à Belgrade, en sollicitant le concours de la Prusse pour prévenir de nouveaux désordres en Orient. Tout en persistant à croire qu'il n'y avait pas lieu de rappeler, pour le moment, du moins, le Gouvernement à l'observation de ses devoirs internationaux, le sous-secrétaire d'État, M. de Thile, a donné l'assurance que les agents prussiens dans les provinces danubiennes étaient munis d'instructions générales leur enjoignant

d'employer leurs efforts au maintien de la tranquillité. M. de Thile a d'ailleurs ajouté, que les mêmes recommandations allaient être renouvelées. Quant à la Russie, le prince Gortchakoff n'a pas hésité à désavouer de nouveau tout dessein hostile à la Turquie, et il résulte de ce qu'on me mande de Saint-Pétersbourg, que l'influence des agents russes s'emploie en effet dans un sens pacifique. Ainsi, les complications dont ces menées renferment les éléments semblent ajournées pour le moment, et nous espérons que toutes les puissances vont travailler au raffermissement de l'ordre qui a couru de si réels dangers sur le Danube.

Agréez, etc.

Signé : MOUSTIER.

N° 34.

**Le marquis de Moustier à M. Boyard, gérant du Consulat
général de France à Bucharest.**

Paris, le 26 mars 1868.

Monsieur,

Une dépêche de la télégraphie privée, en date de Jassy, et reproduite par les journaux français, signale le dépôt à la Chambre des Députés roumaine d'un projet de loi dont les dispositions auraient le caractère d'un véritable manifeste de persécution dirigé contre les Israélites dans les Principautés. Votre correspondance ne m'ayant donné aucune indication de nature à faire pressentir un pareil incident, je ne puis encore apprécier la nouvelle accueillie par la presse, mais je me refuse à croire que le Gouvernement de Bucharest soit disposé à prêter son appui à une mesure qui ne tendrait à rien moins qu'à frapper d'interdiction toute une classe de la population Moldo-Valaque. Dans son discours d'ouverture de la présente session législative¹, le prince Charles a pris soin de dégager son Gouvernement de toute solidarité dans les attaques passionnées dont les Israélites ont été l'objet depuis quelque temps, particulièrement en Moldavie, et il a renouvelé solennellement, en cette occasion, les assurances qu'il avait bien voulu nous donner l'année dernière. Nous avons donc la confiance que ses Ministres sauront opposer une résistance efficace à toute tentative contraire aux principes d'humanité et qu'ils feront en

1. Voir *Archives* 1868, tome III, p. 1131.

sorte de maintenir les Israélites en possession des privilèges dont ils sont fondés à revendiquer l'exercice.

Recevez, etc.

Signé : MOUSTIER.

N° 35.

M. Boyard au marquis de Moustier.

Bucharest, le 6 avril 1868.

Monsieur le Marquis,

J'ai reçu la dépêche que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire le 26 du mois dernier, relativement au projet de loi contre les Israélites soumis en ce moment aux Chambres Roumaines. Bien qu'on ne puisse imputer au Cabinet actuel la responsabilité directe d'une mesure aussi contraire à tous les principes d'humanité, elle n'en est pas moins la conséquence de l'excitation que le Gouvernement a laissé se former depuis un an contre les Israélites. Usant de la prérogative consacrée par la Constitution qui accorde à la Chambre l'initiative des lois, un certain nombre de députés ont rédigé un projet qui ne tend à rien moins qu'à ouvrir une nouvelle persécution. Les Israélites, en effet, ne pourraient à l'avenir s'établir sous aucun prétexte dans les communes rurales sans y être considérés comme vagabonds et expulsés immédiatement; la résidence dans les communes urbaines demeurerait subordonnée à l'autorisation des Conseils municipaux; il leur serait interdit, sous des peines fixées, d'acquérir aucune propriété urbaine ou rurale, d'affermir ou d'exploiter ni terres, ni moulins, ni cabarets, ni commerce alimentaire, de faire partie d'aucune association ou société, d'entreprendre des travaux pour l'État, les communes ou établissements publics. Enfin tous les comités Israélites tolérés ou autorisés jusqu'à présent demeureraient supprimés.

Il est permis d'espérer, après les déclarations formelles du Gouvernement, qu'un semblable projet de loi ne sera pas appuyé par le Ministère, ni sanctionné par les représentants d'un pays, qui se prévaut en toute occasion de ses institutions libérales et progressives.

Veillez agréer, etc.

Signé : BOYARD.

N° 36.

Le marquis de Moustier à M. Boyard, à Bucharest.

(Télégramme.)

Paris, le 12 avril 1868.

D'après des informations qui me sont données, les Israélites seraient l'objet de nouvelles violences en Moldavie. Contrôlez avec soin ces avis, et dans le cas où l'exactitude en serait constatée, insistez vivement auprès des Ministres Roumains, pour qu'il soit mis un terme à ces vexations.

N° 37.

M. Boyard au marquis de Moustier.

(Télégramme.)

Bucharest, le 15 avril 1868.

Le Gouvernement Roumain avoue que des familles israélites ont quitté le district de Bacou ; il nie les persécutions. Le baron d'Eder a reçu de son agent à Bacou des informations opposées¹. J'ai demandé une audience au Prince et prié notre Consul à Jassy d'envoyer sur les lieux et de me transmettre des renseignements précis.

N° 38.

M. Boyard au marquis de Moustier.

(Extrait.)

Bucharest, le 19 avril 1868.

Monsieur le Marquis,

Il est difficile de recueillir à Bucharest des informations précises et dont on puisse garantir l'exactitude, sur les nouveaux actes d'intolérance dont les Israélites ont été récemment victimes dans plusieurs

1. Voir le Livre rouge autrichien. *Archives*, 1869, tome I^{er}.

districts de la Moldavie. Si d'une part, en effet, les rapports des Consuls étrangers à Jassy sont unanimes à signaler des cas d'expulsion et de violence dont un certain nombre de familles israélites des districts de Bacou et de Vaslin ont été l'objet; si des délégués de la Communauté israélite ont adressé des plaintes aux divers Cabinets européens en implorant leur appui; d'autre part, le Gouvernement Princier persiste dans ses dénégations et répond à toutes les démarches qui ont pour objet de faire cesser cette situation regrettable, que la persécution n'existe pas, que ce sont des manœuvres des ennemis de l'état de choses actuel, et qu'il ne saurait prescrire des mesures pour arrêter un mal imaginaire.

Après avoir reçu un télégramme m'annonçant que cinq cents familles du district de Bacou avaient été expulsées des communes rurales et se trouvaient abandonnées sans pain et sans abri, je m'étais rendu chez le Ministre des Affaires étrangères. L'Agent d'Autriche, qui avait reçu les mêmes informations, fit une démarche analogue auprès de M. Étienne Golesco, qui répondit au baron d'Eder, comme à moi, que ces faits étaient controuvés, et que le Gouvernement en avait l'assurance positive¹. Le lendemain, un communiqué inséré au Journal officiel des Principautés, déclarait que ces bruits étaient dénués de fondement. Le surlendemain, 9 avril, le communiqué suivant figurait dans la première colonne de la feuille officielle : « A la suite des investigations prescrites, il a été constaté que, dans le district de Bacou, six familles israélites, qui s'étaient établies dans les communes rurales, ayant cessé de prendre en entreprise les taxes de ces communes se sont transportées dans la ville sans aucune contrainte. »

L'Agent d'Angleterre a également reçu de son Gouvernement l'ordre de faire de pressantes démarches en faveur des expulsés.

Veuillez agréer, etc.

Signé : BOYARD.

N° 39.

M. Boyard au marquis de Moustier.

Bucharest, le 25 avril 1868.

Monsieur le Marquis,

Le Ministre des Affaires étrangères des Principautés-Unies vient

1. Voir *Archives*, 1869, tome I^{er}, p. 74.

d'adresser une circulaire aux agents des Puissances garantes à Bucharest au sujet des derniers actes d'intolérance qui se sont produits en Moldavie contre la population israélite.

Tout en reconnaissant que, dans quelques communes rurales, des familles israélites, dont les contrats pour l'affermage de différentes taxes municipales n'avaient pas été renouvelés, ont dû quitter le pays, le Gouvernement Princier persiste dans ses dénégations au sujet des actes de violence dont elles auraient été l'objet dans plusieurs localités. M. le Ministre des affaires étrangères impute aux agents autrichiens de Moldavie l'initiative et la responsabilité des bruits qui ont ému si vivement l'opinion publique en Europe. Il proteste de nouveau contre les accusations sans fondement dirigées contre le Gouvernement roumain avec une persistance qui n'a d'égale que leur fausseté, et regrette très-vivement que la plupart des Agents des Puissances garantes n'aient pas hésité davantage avant de se prononcer sur des faits qui ne leur étaient connus que par des renseignements inexacts, alors que des informations puisées à des sources plus certaines les eussent mis à même de fournir au prix d'un léger retard à leurs Gouvernements respectifs des documents conformes à la vérité. Il déplore enfin ces procédés de dénigrement continu qui, dans maints rapports officiels, revêtent les apparences d'une hostilité systématique et ne peuvent s'expliquer que par un parti pris irrévocable de créer des difficultés au Gouvernement en fomentant au sein du pays des germes d'agitation perpétuelle.

Votre Excellence n'a pas oublié que lors des premières persécutions dirigées contre les Israélites, et plus récemment encore, à l'occasion de l'agitation produite par les Comités Bulgares, le Cabinet Roumain avait cherché à dégager sa responsabilité d'une façon analogue, en déclarant officiellement que les faits dénoncés à l'étranger étaient sans fondement, et que le retentissement qu'ils avaient produit était le résultat d'une intrigue dirigée contre les hommes actuellement au pouvoir. Je n'ai pas mission de défendre la conduite des Agents autrichiens; mais il est tout naturel que l'Autriche étant la seule Puissance représentée à Bacou, Fockschani, Vaslin et autres localités où la persécution a commencé, ses Agents aient les premiers donné l'alarme en Europe. Du reste les rapports des Consuls de Jassy ont été unanimes pour certifier les faits en question, et Votre Excellence aura reçu différentes pièces officielles émanant des autorités locales qui établissent la vérité d'une manière incontestable. Outre ces divers documents, notre Consul à Jassy m'a transmis la liste nominative des familles expulsées des divers districts, ainsi qu'une copie du procès-verbal signé par lui et tous ses collègues, en réponse aux dénégations que le Gouvernement Roumain a opposées aux Consuls Généraux à

Bucharest. Je ne manquerai pas, du reste, de répondre dans le sens qui précède à la communication de M. Golesco.

Veuillez agréer, etc.

Signé : BOYARD.

N^o 40.

**M. Mellinet agent et consul général de France à Bucharest,
au marquis de Moustier.**

Bucharest, le 11 mai 1868.

Monsieur le Marquis,

J'ai été reçu hier en audience publique par le Prince régnant auquel j'ai remis les lettres qui m'accréditent auprès de lui.

J'avais d'ailleurs obtenu du Prince, dès le lendemain de son retour à Bucharest, une audience privée qui m'avait permis de l'assurer des dispositions toujours bienveillantes de l'Empereur à son égard et de lui témoigner l'espoir de voir bientôt disparaître toute cause d'altération de nos bons rapports avec l'administration Moldo-Valaque. J'ai profité de cette occasion pour demander à Son Altesse quelle impression elle avait rapportée de son voyage en Moldavie relativement à la question des Israélites. Sans nier absolument les faits signalés par les Consuls, Son Altesse m'a affirmé qu'elle s'était assurée par elle-même de leur exagération, et que le nombre des individus expulsés de leur domicile « par simple mesure de police et conformément aux dispositions légales » était tout à fait insignifiant; qu'enfin elle veillerait à la sécurité parfaite des Israélites, de manière à ce qu'aucune nouvelle plainte ne pût être élevée à leur sujet contre son Gouvernement.

Veuillez agréer, etc.

Signé : MELLINET.

P. S. Je viens d'être informé à l'instant de la démission du Ministre des Affaires étrangères, M. Étienne Golesco.

N° 41.

Le marquis de Moustier à M. Mellinet.

Paris, le 20 mai 1868.

Monsieur,

M. le Chargé d'affaires d'Autriche m'a donné communication de la dépêche qu'il a reçue de son Gouvernement et dans laquelle se trouvent rappelées les circonstances qui ont déterminé la Cour de Vienne à faire entendre des représentations sévères à Bucharest¹. De son côté, le Gouvernement Britannique ne s'est pas montré moins ému de la persécution dirigée contre les Israélites en Moldavie, et n'a pas hésité à se rendre l'organe de l'opinion publique en prescrivant un langage encore plus accentué à son Agent en Roumanie. Nous avons nous-mêmes, à plusieurs reprises, amicalement appelé l'attention du Gouvernement princier sur la gravité de cette affaire et sur les dangers d'une attitude qui le compromettait aux yeux de l'Europe entière dans une question d'humanité. Il nous est pénible de constater que nos exhortations et nos conseils n'ont point eu le résultat que nous devons en attendre, et la lumière qui s'est produite sur les regrettables événements de Bacou ne nous permet plus de différer l'expression officielle des sentiments que de pareils faits étaient de nature à nous inspirer. Vous voudrez donc bien, ainsi que je vous y ai invité par mon télégramme de ce jour, appuyer le langage de vos collègues d'Autriche et d'Angleterre, et vous associer aux démarches qu'ils ont mission de faire auprès du Gouvernement Roumain.

Recevez, etc.

Signé : MOUSTIER.

N° 42.

M. Mellinet au marquis de Moustier.

Bucharest, le 3 juin 1868.

Monsieur le Marquis,

J'ai reçu la dépêche en date du 20 mai par laquelle Votre Excellence, se référant à son télégramme du même jour, me renouvelle la

1. Voir *Archives*, 1869, tome I, p. 83. (Livre rouge autrichien.)

recommandation de m'associer complètement aux démarches de mes collègues d'Autriche et d'Angleterre dans la question des Israélites. A cette dépêche étaient jointes les instructions des Cabinets de Vienne et de Londres à M. le Chargé d'Affaires d'Autriche à Paris et à l'Agent anglais à Bucharest. J'ai pris attentivement lecture de ces deux documents. D'autre part, le baron d'Eder nous a communiqué une dépêche de M. de Beust qui lui enjoint d'exiger avant tout le désaveu au sujet de la circulaire de M. Étienne Golesco, qui contenait des imputations blessantes pour les Agents Autrichiens, et nous a prévenus qu'il avait, en conséquence, réclamé des nouveaux Ministres le retrait de cette note comme le point de départ des réparations que nécessitent les actes commis contre les Israélites en Moldavie. Il demande, en outre, le rappel des familles expulsées et des indemnités pour les préjudices soufferts par les sujets autrichiens. Nous avons, de notre côté, M. Green et moi, appuyé fortement ces réclamations, et j'ai profité d'une visite que m'a faite M. Bratiano, le 31 mai, pour le presser de décider le Gouvernement Roumain à accorder les satisfactions qui lui sont réclamées. Ce Ministre m'a répondu que les Agents des Puissances allaient recevoir une note circulaire qui, d'après lui, devait donner une solution satisfaisante à l'affaire des Israélites. Nous avons, en effet, reçu cette communication. Je dois dire qu'elle ne résout nullement la difficulté, et que nous avons dû nous borner à répondre par un accusé de réception conçu en termes identiques. Nous avons lieu de croire que les Agents de Russie et de Prusse adopteront la même rédaction. Le baron d'Offenberg s'attend, d'après ce qu'il nous a dit, à recevoir prochainement de Saint-Petersbourg des instructions pour agir également en faveur des Israélites. Les promesses réitérées de M. Bratiano me donnent quelque espoir que la question sera réglée d'une manière conforme à l'attente générale des Puissances.

Veuillez agréer, etc.

Signé : MELLINET.

P. S. Le baron d'Eder me remet à l'instant même la copie d'une lettre que M. Nicolas Golesco vient de lui adresser pour désavouer la circulaire de son prédécesseur¹. L'Agent d'Autriche pense, comme moi, qu'elle est conçue dans des termes de nature à offrir à son Gouvernement une satisfaction suffisante, et, ce premier point réglé, il ne s'agit plus que de savoir de quelle manière l'Administration roumaine remplira les autres engagements qu'elle a pris envers nous.

1. Du 2 juin. Voir *Archives*, 1869, tome I, p. 95.

N° 43.

M. Mellinet au marquis de Moustier.

Bucharest, le 11 juin 1868.

Monsieur le Marquis,

Un^e conférence a eu lieu le 10 de ce mois, entre les Agents d'Autriche, d'Angleterre et de France, et M. Jean Bratiano, relativement aux demandes que M. le baron d'Eder a été chargé par son Gouvernement de présenter en faveur des Israélites persécutés en Moldavie.

Bien que nous ne puissions encore affirmer que cette question se terminera dans un bref délai, nous estimons cependant que cette dernière discussion nous a fait faire un pas sensible vers une solution. Elle a amené M. Bratiano à prendre personnellement envers nous l'engagement formel de faire rentrer les expulsés dans leurs foyers, en attendant qu'ils soient indemnisés de leurs pertes.

Je me félicite d'avoir pu, par mes démarches actives, tant auprès du Prince que du Ministre dirigeant, appuyer utilement l'action de mes collègues, et je crois que nous parviendrons à obtenir qu'il soit fait entièrement droit à nos représentations.

Veuillez agréer, etc.

Signé : MELLINET.

N° 44.

**M. Hory, gérant du Consulat général de France,
au marquis de Moustier.**

(Extrait.)

Bucharest, le 11 juillet 1868.

Monsieur le Marquis,

J'ai la satisfaction de pouvoir annoncer aujourd'hui à Votre Excellence la solution en principe des difficultés soulevées par la question des Israélites, qui avait fait l'objet d'une démarche collective des Agents d'Autriche, d'Angleterre et de France. J'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence copie de la note que M. J. Bratiano, en l'absence de M. Nicolas Golesco, vient d'adresser à M. le baron d'Eder¹.

¹ Du 7 juillet 1868. (Voir *Archives*, 1869, tome I, p. 99.)

L'ordre de rappel des Israélites dans les communes rurales n'a pas été donné ostensiblement, mais nous savons de source certaine que la plupart des expulsés sont rentrés dans leurs foyers et n'y sont plus inquiétés.

Veuillez agréer, etc.

Signé : HORY.

N° 45.

Le marquis de Moustier à M. Hory à Bucharest.

(Télégramme.)

Paris, le 22 juillet 1868.

Je reçois à la date du 19 et du 21 des informations de nature à inspirer quelques inquiétudes sur les menées pratiquées en Bulgarie. L'agitation recommencerait ; plusieurs bandes, après avoir passé le Danube à Pétrochany, se seraient dirigées vers l'intérieur, et de tous côtés les préparatifs des Comités seraient sérieux.

Veuillez contrôler l'exactitude des nouvelles qui me sont parvenues et mettez-moi en mesure de bien établir la vérité des faits.

N° 46.

M. Hory au marquis de Moustier.

Bucharest, le 26 juillet 1868.

Monsieur le Marquis,

M. Bratiano est de retour depuis avant-hier soir. Je me suis aussitôt empressé de le voir, et j'ai l'honneur d'exposer à Votre Excellence le résumé de notre entretien. Au moment où j'entrais dans son Cabinet, d'où sortait le Gérant du Consulat général d'Angleterre, M. Bratiano me dit qu'il présentait l'objet de ma visite et qu'à l'exemple de mon collègue je me proposais sans doute de lui demander des informations sur les affaires de la Bulgarie. Je lui répondis que les événements auxquels il faisait allusion avaient d'autant plus attiré l'attention du Gouvernement de l'Empereur, que le Ministère Roumain était signalé comme laissant se former et s'organiser sur son territoire des bandes dont il avait facilité ensuite le passage en Bulgarie.

Je lui fis observer qu'il avait été averti à temps par le Consulat général de Russie des menées pratiquées ici par les Bulgares. Il me répondit qu'en effet M. le baron d'Offenberg lui avait écrit dans la soirée du 18 juillet pour l'informer des projets des insurgés réunis à Pétrochany de passer le Danube, et qu'il avait aussitôt télégraphié au Préfet de Giurgewo d'empêcher le passage, mais que celui-ci lui avait répondu qu'il était trop tard, car le passage avait eu lieu dans la nuit même du 18. Il ajouta qu'il avait donné ensuite les ordres les plus sévères sur tout le littoral du Danube pour doubler les piquets de gardes-frontières chargés d'empêcher toute tentative de passage.

Veillez agréer, etc.

Signé : HORY.

N° 47.

M. Bourée au marquis de Moustier.

Thérapie, le 28 juillet 1868.

Monsieur le Marquis,

Fuad-Pacha, profitant de la réunion des Représentants des Cours garantes pour régler les affaires du Liban, nous a exposé la pensée du Gouvernement du Sultan sur les événements de Bulgarie : « Des soupçons graves planent, nous a-t-il dit, sur la conduite du Cabinet de Bucharest; l'intérêt de la Sublime-Porte et celui des Puissances garantes exigent qu'on découvre la vérité : je prie donc les Représentants de prescrire à leurs agents à Bucharest d'user de tous les moyens possibles pour s'éclairer en s'entr'aidant pour le meilleur succès de leurs recherches. La Porte désire aussi que les faits qui auraient été avérés soient signalés directement par les agents à leurs Gouvernements respectifs, afin que ceux-ci puissent s'en inspirer pour la conduite à tenir au sujet de la participation dont est accusé le Gouvernement Roumain en ce qui concerne les préparatifs d'invasion et l'invasion elle-même. »

Nous nous sommes montrés d'autant plus disposés à déférer au désir de Fuad-Pacha, que nos correspondances, comme les siennes, accusent unanimement le Gouvernement Moldo-Valaque de connivence avec les Comités. MM. Elliot, de Prokesch et Bertinatti ont écrit à Bucharest dans le sens du télégramme que j'ai adressé moi-même à notre Consulat général et dont j'ai l'honneur de transmettre à Votre Excellence le texte ci-joint.

Veillez agréer, etc.

Signé : BOURÉE.

N° 48.

M. Bourée à M. Hory à Bucharest.

(Télégramme.)

Thérapie, le 27 juillet 1868.

Fuad-Pacha a déclaré aux Représentants des Puissances garantes réunis chez lui que de graves soupçons pesaient sur le Gouvernement Roumain. Il a demandé officiellement aux Représentants des Cours garantes d'aider la Porte dans les recherches de la vérité, et, à cet effet, de prescrire à leurs agents à Bucharest de s'entendre pour la découvrir tout entière. Fuad-Pacha a exprimé, en terminant, le désir que les Cabinets appuyassent ces instructions et qu'on les renseignât eux-mêmes sans retard sur les résultats obtenus. Je vous prie de ne rien négliger pour atteindre le but indiqué.

N° 49.

Le comte de Gabriac, chargé d'affaires de France à Saint-Petersbourg, au marquis de Moustier.

(Extrait.)

Saint-Petersbourg, le 30 juillet 1868.

Monsieur le Marquis,

La formation de bandes insurrectionnelles en Bulgarie a causé ici quelque émotion. Le *Journal de Saint-Petersbourg* ayant mentionné leur apparition et reproduit les dépêches qui en rendaient compte, j'ai demandé à M. le Sous-Secrétaire d'État quelles nouvelles il avait reçues de Bucharest. Il m'a répondu que M. d'Offenberg, dans un télégramme qui venait d'arriver à Saint-Petersbourg, annonçait le passage du Danube par une bande de deux cents individus environ. Le Consul général de Russie ajoutait que cette bande s'était formée malgré les avis et les remontrances qu'il avait fait parvenir au Ministère roumain, dont il accusait tout au moins la négligence.

J'ai revu hier au soir M. de Westmann, qui m'a dit qu'il croyait que, par suite de la pression que les Consuls des Puissances venaient de recevoir l'ordre d'exercer en commun sur le Cabinet roumain, tout danger sérieux ne tarderait pas à s'évanouir de ce côté.

Veuillez agréer, etc.

Signé : GABRIAC.

N° 50.

M. Hory au marquis de Moustier.

Bucharest, le 31 juillet 1868.

Monsieur le Marquis,

Le Gouvernement Roumain continue à nier toute participation ou connivence dans l'affaire de Petrochany. Aux faits que j'ai signalés, il oppose l'insuffisance des moyens dont il dispose pour savoir ce qui se passe dans le pays, jointe à la difficulté qu'il rencontre dans la recherche de la vérité chez les sujets étrangers qui font partie du complot.

Pour empêcher désormais tout rassemblement et toute nouvelle tentative de passage, l'on aurait éloigné du littoral tous les Bulgares, en les dispersant dans les districts de la montagne et en établissant sur le Danube, depuis Orsova jusqu'à Soulina, un service de patrouilles chargé de visiter toute barque rencontrée sur le fleuve.

A la suite d'instructions venues de Constantinople, M. le baron d'Offenberg nous a réunis chez lui pour échanger nos impressions sur la participation du Gouvernement Roumain aux menées pratiquées dans le pays par les Bulgares. Les Agents d'Autriche, d'Angleterre et moi nous avons soutenu l'opinion que ces menées ne pouvaient avoir eu lieu, surtout dans la capitale, à l'insu des autorités supérieures. L'Agent d'Italie n'était pas présent à cette réunion, mais je suis en mesure de constater qu'il est de notre avis. M. d'Offenberg n'a point hésité à me déclarer de nouveau, en présence de mes collègues, qu'il avait informé le Gouvernement Roumain de ce projet avant le 15 juillet, d'abord verbalement et ensuite par écrit.

Veuillez agréer, etc.

Signé : HORY.

N° 51.

M. Bourée au marquis de Moustier.*(Extrait.)*

Thérapie, le 5 août 1868.

Monsieur le Marquis,

J'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence la copie d'une note envoyée par Fuad-Pacha à mes collègues et à moi. Cette

note est la reproduction du langage que M. le Ministre des affaires étrangères nous a tenu dernièrement sur les affaires bulgares.

Veillez agréer, etc.

Signé : BOURÉE.

N° 52.

**Fuad-Pacha, ministre des affaires étrangères de Turquie,
à M. Bourée à Constantinople¹.**

ANNEXE AU N° 51.

Monsieur l'Ambassadeur,

Profitant de l'occasion que m'offrait la réunion chez moi, le 28 juillet, de MM. les Représentants des grandes Puissances, j'ai eu l'honneur d'exposer à Votre Excellence ainsi qu'à ses collègues les faits qui se sont passés dernièrement sur les rives du Danube et les doutes qui planent sur l'attitude du Gouvernement des Principautés-Unies en cette circonstance. J'avais prié en même temps MM. les Représentants de provoquer les ordres de leurs Gouvernements respectifs pour qu'un examen soit fait par l'organe de leurs agents à Bucharest, afin de tirer au clair ces doutes.

Je crois cependant nécessaire de revenir sur cette question et de préciser les faits que nous signalons à l'attention des grandes Puissances alliées de la Sublime-Porte.

Quelques centaines d'hommes réunis aux Valaques et organisés en corps sont venus attaquer sur trois points les cordons de gardes établis sur la rive droite du Danube, pour entrer dans le pays avec l'intention d'entraîner la population dans un soulèvement.

Deux de ces bandes ont été repoussées par la force armée, une seule a pu pénétrer; mais, poursuivis et traqués de près, les hommes qui la composaient ont été successivement attaqués, et il n'en reste plus aujourd'hui qui n'ait péri ou qui ne soit tombé entre les mains des autorités impériales.

Cette échauffourée n'a eu d'autre résultat qu'une émotion momentanée, et l'on ne devrait pas s'en préoccuper, s'il n'y fallait voir qu'un acte de simple brigandage avorté et puni. Le but de ces hommes n'était pas seulement un attentat contre la sécurité d'une province, mais une machination infernale contre l'Empire en général.

1. Voir *Archives*, 1868, tome IV, p. 1577.

Dans les proclamations que ces brigands voulaient répandre, ils protestaient de leur but humanitaire, et leur sollicitude s'étendait également aux habitants musulmans et chrétiens de la Bulgarie. Mais il résulte de leurs interrogatoires, depuis leur arrestation, que leur plan était de commettre des crimes isolés contre les musulmans et d'exciter chez ces derniers la haine et la vengeance contre les chrétiens. C'était là leur projet, déjoué par la vigilance de nos autorités et par nos populations tant chrétiennes que musulmanes, dont les premières, par leur conduite loyale, et les secondes, par leur esprit de patriotisme, ont conservé la tranquillité de leur pays et la fraternité qui existe entre elles.

Le Gouvernement Impérial, qui fait tous ses efforts pour répandre parmi les populations de la Turquie l'esprit de fraternité et de concorde, ne peut voir, en vérité, d'un œil indifférent que l'on conspire contre l'œuvre qu'il poursuit avec tant de persévérance. C'est à ce titre qu'il a dû rechercher sérieusement les moyens de couper le mal dans sa racine.

Vous savez, Monsieur l'Ambassadeur, que ce n'est pas la première fois que de pareils faits se produisent sur les bords du Danube. L'année passée, des bandes semblables, ayant leur centre d'action en Valachie, sont venues faire le même essai sur la rive droite du Danube, et il y a à peine six mois qu'on nous signalait de nouveaux préparatifs de ce genre.

Les assurances formelles et les dénégations absolues émanées du Gouvernement des Principautés-Unies n'ont pu ni prévenir ni atténuer ces faits. Nos renseignements nous autorisent même à croire que c'est au vu et au su des autorités que les bandes dont il s'agit ont été organisées et qu'elles ont passé le Danube. Toutes ces circonstances sont combinées de manière à inspirer des doutes sérieux au Gouvernement Impérial, et tout esprit impartial reconnaîtra qu'il ne lui est plus permis de se reposer sur les assurances données encore en dernier lieu par le Gouvernement Princier, qui vient aussi d'ouvrir une enquête pour découvrir les coupables.

Notre loyauté et la pleine confiance que nous avons dans l'équité des Puissances garantes nous font un devoir de leur dévoiler notre impression. Ces mêmes Puissances, qui ont garanti les institutions des Principautés, ont compris dans cette garantie les rapports des Principautés avec la Cour suzeraine. Personne mieux qu'elles ne peut être juge de la situation qui résulte de cet état de choses, qui affecte si sérieusement les rapports dont il s'agit et qu'il est d'un intérêt commun de préserver de toute atteinte. S'il était prouvé que nos doutes ne sont pas fondés, nous serions les premiers à nous en féliciter mais pour que cette preuve soit de nature à les dissiper, il faut qu'elle

résulte d'un examen offrant toutes les conditions voulues d'impartialité. Les traités nous donneraient droit de demander à faire un examen collectif avec les Puissances garantes ; mais notre confiance dans les Puissances nous dispense d'insister pour notre coopération.

Ce que nous leur demandons, c'est de faire cet examen par leurs agents dans les Principautés-Unies. Si le résultat vient malheureusement confirmer les doutes que le Gouvernement Impérial a pu concevoir, nous nous unirons aux Puissances pour faire entendre au Gouvernement Princier un langage ferme et de nature à l'amener à la juste appréciation de sa position vis-à-vis de la Cour suzeraine.

Si, comme nous le souhaitons et comme je le disais plus haut, nos doutes n'étaient pas justifiés, les Puissances auraient écarté tout ce qui tend à influencer nos rapports avec les Principautés-Unies dans un sens qui ne se concilierait pas avec les sentiments dont le Gouvernement Impérial est animé et dont il ne voudrait pas se départir. Dans tous les cas, le résultat, quel qu'il fût, serait une nouvelle preuve de la sollicitude des Puissances garantes, et aurait un effet tel qu'on doit le désirer aussi bien dans l'intérêt des Principautés-Unies que dans celui de la Sublime-Porte.

Nous faisons cet appel à la loyauté des Puissances garantes, et nous sommes sûrs d'avance qu'elles voudront bien y répondre dans leur bienveillante sollicitude.

1^{er} août 1868.

Signé : FUAD.

N° 53.

Le marquis de Moustier à M. Hory à Bucharest.

Paris, le 9 août 1868.

Monsieur,

Lorsqu'au mois de février dernier une certaine agitation s'est manifestée sur le bas Danube, et que nous avons craint une tentative d'agression en Bulgarie de la part de bandes armées, le Gouvernement Roumain a désavoué toute solidarité dans ces manœuvres, et il a nié hautement avoir eu connaissance des projets attribués aux comités dont on nous signalait l'organisation sur son territoire. Il protestait en même temps de sa ferme volonté de rester fidèle à ses devoirs envers la Porte et les Puissances, ainsi que de sa déférence

pour les représentations du Gouvernement de l'Empereur. Nous avons accepté ces déclarations et, quel que fût le caractère des informations qui nous présentaient la situation comme très-grave, nous voulons bien admettre que le Gouvernement Roumain ait pu ignorer à quel point ces manœuvres étaient sérieuses et quelle en était la portée réelle.

Aujourd'hui, mieux éclairés sur des plans que l'on pouvait croire abandonnés, mais dont la persistance mérite la plus sérieuse attention, il ne conteste plus l'existence d'un mouvement bulgare préparé dans les Principautés, et nous n'avons pas à insister auprès de lui sur la réalité des faits dont il reconnaît l'évidence. Dans cet état de choses, il ne saurait non plus y avoir place pour aucun doute sur la nature ou l'étendue des obligations qui incombent au Gouvernement Princier envers les Cours garantes comme envers la Puissance suzeraine. Les projets qui viennent de recevoir un commencement d'exécution sont ouvertement dirigés contre la Turquie : ils ont pour but avoué de soulever l'une de ses provinces les plus importantes et de la détacher de l'Empire. Peut-être même visent-ils plus loin encore et se rattachent-ils, comme on l'a supposé lors de la crise précédente, à un plan qui embrasserait toutes les populations du Danube. Des intérêts considérables sont donc en jeu, et le Gouvernement Roumain n'a qu'à s'en rendre compte pour bien comprendre toute la responsabilité qu'il encourt. En présence de tentatives qui peuvent compromettre la tranquillité de la Turquie et devenir une cause de complications, il est tenu d'éclairer les Puissances et la Porte sur ce qu'il sait des menées formées sur son territoire, et de prêter son concours le plus loyal et le plus actif pour les déjouer. Voici la seconde fois depuis six mois que sa vigilance se trouve en défaut, et il est nécessaire aujourd'hui que l'on sache exactement dans quelle mesure la Porte peut compter sur lui pour mettre un terme à la dangereuse agitation qu'abrite l'hospitalité roumaine.

Nous sommes, quant à nous, animés envers les Principautés de sentiments dont nous avons prodigué les preuves; mais cette sollicitude qui ne s'est jamais démentie doit cependant rester subordonnée aux témoignages qu'elles donneront elles-mêmes de leur respect pour la paix de l'Orient et pour les grands intérêts européens qui s'y rattachent. Nous nous croyons donc autorisés à attendre du Ministère roumain des éclaircissements propres à nous rassurer entièrement à cet égard, et nous tenons notamment à connaître quelles sont les mesures qu'il se propose de prendre pour faire cesser les menées bulgares qui ont leur centre à Bucharest.

Vous voudrez bien exposer nos préoccupations au Gouvernement Moldo-Valaque, en vous inspirant des considérations que je me borne

à vous indiquer sommairement, et je me plais à penser qu'il s'empressera de nous faire parvenir les explications les plus complètes et les plus satisfaisantes.

Recevez, etc.

Signé : MOUSTIER.

N° 54.

M. Hory au marquis de Moustier.

Bucharest, le 21 août 1868.

Monsieur le Marquis,

M. Bratiano étant de retour depuis le 18 au soir de sa tournée en Petite Valachie, je me suis empressé d'aller le voir dès le lendemain.

Après avoir écouté avec beaucoup d'attention la lecture de la dépêche de Votre Excellence, il s'est attaché à me prouver que la vigilance du Gouvernement Roumain n'avait jamais été en défaut, et il m'a autorisé à annoncer à Votre Excellence qu'il s'empresserait de lui faire parvenir les explications que j'étais chargé de lui demander au nom du Gouvernement de l'Empereur.

M. le baron d'Eder, de retour depuis huit jours, avait reçu avant moi des instructions semblables aux miennes. Ne voulant pas attendre le retour de M. Bratiano, il a entretenu le Prince Charles des préoccupations causées au Cabinet de Vienne par les événements de Bulgarie. Son Altesse a écarté l'idée de la participation de son Gouvernement aux menées bulgares qui auraient eu lieu à l'insu des autorités, et Elle a ajouté que les explications données à la Porte par M. Golesco, qui est de retour ici, avaient satisfait le Gouvernement Ottoman.

L'Agent d'Angleterre doit avoir aujourd'hui même un entretien à ce sujet avec M. Bratiano.

Veuillez agréer, etc.

Signé : HORY.

N° 55.

M. Bourée au marquis de Moustier.

Thérapie, le 16 septembre 1868.

Monsieur le Marquis,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint copie d'une lettre écrite par le Grand Vizir au Prince Charles, au sujet de l'organisation des bandes en Roumanie.

Veuillez agréer, etc.

Signé : BOURÉE.

N° 56.

Aali-Pacha au prince Charles de Roumanie¹.

ANNEXE AU N° 55.

Constantinople, le 10 septembre 1868.

Par mon télégramme en date du 21 juillet dernier, j'ai eu l'honneur d'appeler l'attention de Votre Altesse Sérénissime sur la nouvelle tentative dirigée contre la Bulgarie par des bandes de brigands organisées sur le territoire des Principautés-Unies.

On sait comment ces bandes, après avoir franchi le Danube, ont trouvé leur juste punition dans la manière dont elles ont été reçues par les populations avant même qu'elles fussent atteintes et punies, d'après toute la rigueur des lois, par les autorités impériales.

Le Gouvernement de S. M. I. le Sultan s'est justement ému en voyant une pareille agression dirigée contre une province limitrophe des Provinces-Unies et ayant son centre d'action dans ces Principautés mêmes. La première pensée qu'eut le Gouvernement Impérial fut de recourir à Votre Altesse Sérénissime, pour lui dénoncer cet état de choses qui contrevenait si ouvertement aux assurances formelles par lesquelles Votre Altesse avait bien voulu répondre lorsque nous avons manifesté nos craintes sur les machinations qui se tramaient dans les Principautés. Devant le fait du passage du Danube

1. Voir *Archives*, 1868, tome IV, p. 1715.

par les bandes, nous avons cru devoir en appeler également aux Puissances garantes auxquelles le Gouvernement Princier avait fait parvenir, à l'époque précitée, des assurances dans le même sens. Ce recours aux Hautes Cours signataires du Traité de Paris était, du reste, dicté par un sentiment que Votre Altesse appréciera la première.

Les faits qui viennent de se passer ayant malheureusement et considérablement affaibli la force des assurances formelles données, l'année dernière, par le Gouvernement de Votre Altesse, la Sublime-Porte se trouve dans l'impossibilité de se défendre contre le sentiment d'une certaine méfiance que la manière d'agir des autorités princières lui avait fait concevoir. Ce sentiment pouvait pourtant ne pas être juste, et il était du devoir du Gouvernement Impérial de chercher à l'éclaircir. C'est dans ce but que nous avons cru devoir prier les hautes Puissances garantes de prendre, par le canal de leurs agents respectifs, des informations exactes et impartiales. Nous disions en même temps à ces Puissances que, dans le cas où nos doutes ne se trouveraient pas fondés, nous serions les premiers à nous en féliciter, et que l'on aurait écarté par là tout ce qui tendrait à influencer nos rapports dans un sens qui ne se concilierait pas avec les sentiments dont le Gouvernement Impérial est animé, et dont il ne voudrait jamais se départir.

Votre Altesse Sérénissime a bien voulu aller au-devant de ce désir si légitime, et M. Golesco est venu nous donner, en son nom, des assurances verbales sur sa ferme résolution de sévir contre tous ceux qui, après l'enquête qu'elle vient d'instituer, se trouveraient compromis dans l'affaire, et de prendre les mesures nécessaires pour empêcher le renouvellement de pareils faits. Cette démarche de M. Golesco a été accueillie avec confiance par la Sublime-Porte, qui a demandé la communication, avec toutes les pièces à l'appui, du résultat de l'enquête et des mesures arrêtées par le Gouvernement Princier pour prévenir le renouvellement de pareils faits.

Mais autant la confiance que le Gouvernement de S. M. I. le Sultan aime à placer dans la franchise et la loyauté de cette démarche de Votre Altesse Sérénissime est grande, autant il m'est pénible, mon Prince, d'avoir à vous signaler nos nouvelles craintes à la suite des plus récentes informations que nous recevons. D'après ces informations, les comités révolutionnaires continueraient à jouir de toute leur liberté d'action et trameraient de nouvelles tentatives contre la sécurité de nos Provinces limitrophes. Ils se seraient même procuré une grande provision d'armes. Ces faits sont attestés par les journaux mêmes des Principautés-Unies.

Le Gouvernement de S. M. I. le Sultan ne saurait envisager d'un

œil indifférent les dangers que renferme une telle situation, et il croirait manquer à ses premiers devoirs s'il n'insistait pas une nouvelle fois auprès de Son Altesse Sérénissime sur l'urgente nécessité d'y porter un remède immédiat. Ce que nous demandons, mon Prince, c'est que le territoire des Principautés-Unies ne puisse pas servir de point de réunion à des fauteurs de troubles. Ce sont là, d'ailleurs, les termes textuels de l'engagement solennel que Votre Altesse Sérénissime a pris en arrivant à la dignité princière, par sa lettre adressée à la Porte, en date du 20 octobre 1866; et le sentiment qui le lui a dicté continue, nous n'en doutons pas, à servir de base à sa politique. Quelle est, d'ailleurs, celle qui est suivie par la Cour suzeraine à l'égard des Principautés-Unies? Votre Altesse Sérénissime sera la première à rendre hommage à cette politique franche et pleine de sollicitude du Gouvernement Impérial. Cette sollicitude n'a fait défaut en aucune circonstance.

C'est au nom de ces sentiments, au nom de nos plus chers intérêts mutuels, au nom de l'engagement pris par Votre Altesse Sérénissime que je lui fais cet appel, et j'ai le ferme espoir que Votre Altesse ordonnera les mesures les plus efficaces pour mettre un terme à cet état de choses et pour empêcher dans les Principautés-Unies tout ce qui pourrait nuire à la tranquillité des Provinces limitrophes.

La Sublime-Porte aime à espérer que les mesures qui seront ordonnées suffiront pour prévenir le mal, et Sa Majesté Impériale est persuadée, mon Prince, qu'Elle n'aura point à se repentir de la parfaite confiance qu'elle met en la loyauté de Votre Altesse Sérénissime. Nous attendons donc que Votre Altesse Sérénissime veuille bien nous faire les communications que nous avons demandées à M. Golesco, et qui seront à même, il m'est agréable d'en exprimer de nouveau l'espoir, de nous rassurer complètement.

Signé : AALI-PACHA.

N^o 57.

M. Hory au marquis de Moustier.

(Extrait.)

Bucharest, le 1^{er} octobre 1868.

Monsieur le Marquis,

J'ai eu hier un nouvel entretien avec M. Bratiano pour l'engager à donner enfin au Gouvernement de l'Empereur des explications con-

cluantes et satisfaisantes sur la politique que compte suivre le Gouvernement Roumain.

Après quelques instants d'hésitation, le Ministre me dit qu'il ne pouvait répondre que verbalement à une demande qui lui était faite de même; que nous devons avoir foi dans sa sincérité et sa loyauté; qu'il avait exposé, dans des notes adressées tant aux Agents des Puissances garantes à Bucharest qu'aux Agents roumains à l'étranger, la ferme volonté de rester dans les limites du Traité de Paris, qui assure l'autonomie de son pays, et de garder une stricte neutralité à l'égard des Puissances voisines; que, du reste, il ne croyait pas avoir manqué à cette neutralité dans les derniers événements de la Bulgarie qui lui auraient aliéné à tort les sympathies de l'Occident; que si, d'un côté, il est accusé de connivence dans les menées bulgares, de l'autre, les chrétiens de l'Empire Ottoman se plaignent du peu de sympathie qu'ils ont rencontré chez leurs frères Roumains. Personne, a ajouté M. Bratiano, n'est meilleur juge que nous dans cette question. Nous n'avons pas la naïveté de songer à nous agrandir aux dépens d'aucune des trois grandes Puissances qui nous entourent.

Veuillez agréer, etc.

Signé : HORY.

N° 58.

Le marquis de Moustier à M. Mellinet à Bucharest.

Paris, 12 octobre 1868.

Monsieur,

J'ai lu avec intérêt le récit de l'entretien que le Gérant du Consulat général a eu le 30 septembre avec M. Bratiano, pour l'engager à donner enfin au Gouvernement de l'Empereur des explications concluantes et satisfaisantes sur la politique que compte suivre le Gouvernement Roumain. Avant d'examiner la portée des considérations que ce Ministre a développées, je ferai une réflexion qui est de nature à éclairer tout l'ensemble de la situation actuelle.

Les puissances occidentales et la France en particulier ont toujours témoigné aux populations Roumaines une haute sollicitude qui n'a cessé de se traduire en résultats importants. Notre sympathie naturelle se trouve corroborée par des intérêts politiques communs d'une nature si évidente qu'on ne saurait les méconnaître à Bucharest. Cette communauté d'intérêts est telle que si les choses se trouvaient sur un pied normal, il devrait exister entre les deux Gouvernements

des rapports journaliers fondés sur une confiance mutuelle, et qui excluraient par conséquent le besoin d'explications et d'éclaircissements qui se fait sentir en ce moment. Il n'en est malheureusement pas ainsi, et il serait superflu de nier que si le Gouvernement Roumain reconnaît de temps à autre la nécessité de calmer nos trop justes appréhensions, il ne se préoccupe pas de se mettre en communauté de vues et de pensées avec nous. Comment pourrait-il donc s'étonner de nous voir écouter avec une certaine réserve des assurances que nous serions heureux d'accueillir, plus heureux encore de voir se traduire en faits assez manifestes pour rendre toute contestation impossible?

Quoi qu'il en soit, il importe de prendre acte des déclarations de M. Bratiano. Il a donné, en effet, l'assurance formelle de la ferme volonté du Gouvernement princier de rester dans les limites du Traité de Paris, qui consacre l'autonomie de son pays, et de garder une stricte neutralité à l'égard des Puissances voisines. A plus forte raison a-t-il repoussé la pensée que les Roumains songeassent à s'agrandir aux dépens d'aucune des trois grandes Puissances qui les entourent. Nous prenons acte, je le répète, de ces déclarations.

D'ailleurs je dois faire observer que là n'est pas toute la question. Le Cabinet de Bucharest l'a bien senti, lorsqu'il s'est défendu d'encourager les menées qui, depuis un an, inquiètent à si juste titre la Turquie, et d'avoir manqué aux lois de la neutralité dans les derniers événements de Bulgarie, qui lui ont, à tort, dit-il, aliéné les sympathies de l'Occident. Croyant donner plus de force à son argumentation, il a ajouté que « si, d'un côté, on l'accusait de connivence dans les menées bulgares, de l'autre, les chrétiens de l'Empire Ottoman se plaignaient, et à juste titre, du peu de sympathie qu'ils auraient rencontré chez leurs frères, les Roumains. »

En pesant avec attention chacune des expressions dont M. le Ministre de l'intérieur s'est servi, vous avez dû être frappé de ce fait, qu'il semble réduire ses devoirs envers la Porte Ottomane à une exacte neutralité. Nous croyons qu'il lui doit, de plus, un concours loyal et sérieux. C'est ce concours dont nous n'avons trouvé nulle part la trace, et je m'étonne qu'à Bucharest on prête si facilement l'oreille aux plaintes de tous les meneurs qui croient pouvoir parler au nom des chrétiens d'Orient, et qui s'affligent de ne pas réussir à les soulever et à amener, au profit de leurs visées personnelles, une redoutable conflagration. Cette conflagration, dangereuse pour tous, le serait pour l'existence de la Roumanie d'une manière si particulière, que les amis sincères de ce pays ne sauraient trop s'étonner que Bucharest soit le lieu où l'on semble y penser le moins.

Recevez, etc.

Signé : MOUSTIER.

N° 59.

M. Bourée au marquis de Moustier.

Thérapie, le 27 octobre 1868.

Monsieur le Marquis,

Votre Excellence a eu connaissance du texte de la lettre que le Grand Vizir a écrite le 10 septembre au Prince Charles. Jusqu'à ce jour, cette lettre attendait une réponse que M. Golesco vient de faire à l'adresse de Savfet-Pacha, contrairement à l'usage qui voulait que le Prince répondit lui-même au Grand Vizir. J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint le texte de ce document.

Agrérez, etc.

Signé : BOURÉE.

N° 60.

M. N. Golesco, ministre des affaires étrangères des Principautés-Unies, à Savfet-Pacha, ministre des affaires étrangères du Sultan.

ANNEXE AU N° 59.

Bucharest, le 12 octobre 1868.

Excellence,

Il était de mon devoir de répondre immédiatement à la lettre que S. A. le Grand Vizir a adressée directement à mon Souverain, en date du 10 septembre 1868. Je prie Votre Excellence d'être bien persuadée que je me fusse acquitté de ce devoir avec le même empressement que d'habitude, si le contenu de cette dépêche ne m'eût incliné à penser qu'il serait opportun de laisser s'écouler quelque temps. En effet, les questions qui y étaient posées étaient les mêmes que celles qui nous avaient déjà été faites au commencement du mouvement bulgare, et auxquelles le Gouvernement de S. A. S. le Prince Charles avait répondu de la manière la plus prompte et la plus catégorique.

Peut-être étions-nous en droit de croire qu'après les déclarations les plus formelles de notre part et les mesures énergiques que nous avons prises lors de ces tentatives d'agitation, le Gouvernement de S. M. le Sultan n'aurait plus prêté l'oreille à des dénonciations qui ne

peuvent avoir d'autre but que de troubler la bonne entente entre deux pays si étroitement liés et dont les intérêts leur font un devoir d'écarter tout germe de malentendu.

Si ce n'est qu'aujourd'hui que je viens donner à Votre Excellence les éclaircissements demandés, c'est que plus on avait soin d'éveiller des susceptibilités entre nous, plus il nous semblait convenable que la continuité de notre conduite vis-à-vis du Gouvernement Ottoman lui ait tout d'abord donné une nouvelle preuve de la sincérité de nos relations.

Votre Excellence a pensé pouvoir asseoir un jugement équitable de nos actes sur l'opinion de quelques journaux du pays, mais elle a vraiment attaché trop d'importance à leurs énonciations, et nous regrettons que le Gouvernement de S. M. le Sultan en ait été impressionné. Votre Excellence est trop éclairée pour ne pas savoir que dans les pays où existe la liberté de la presse, les affirmations des journaux de l'opposition ne peuvent être acceptées qu'avec la plus grande réserve et ne sont pas des preuves concluantes contre un gouvernement.

Ainsi il est inexact qu'il y ait eu des bandes qui se soient organisées ostensiblement sur le territoire Roumain avec la complicité des employés du Gouvernement. Le seul fait qui se soit produit est le passage nocturne d'un seul groupe de cent cinquante hommes, lequel a provoqué les mesures que nous avons de suite fait connaître. Et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime ne pourrait pas plus être légitimement rendu responsable de cette échauffourée que le Gouvernement de S. M. le Sultan ne pourrait l'être des bandes bulgares qui se sont formées sur son propre territoire et malgré la surveillance des autorités musulmanes; pas plus que les Gouvernements Prussien, Autrichien et Turc n'ont été soupçonnés d'être les instigateurs ou les spectateurs complaisants des bandes parties de chez eux pendant l'insurrection polonaise; pas plus que le Gouvernement Autrichien n'a été accusé de déloyauté envers la Sublime Porte, parce que, lors d'événements de la même nature en Bosnie, les insurgés ont reçu des renforts des pays autrichiens; on n'a pas alors, en effet, songé à dire qu'ils étaient organisés avec la connivence ou l'autorisation du Gouvernement de S. M. Apostolique.

Si le Gouvernement de S. M. le Sultan eût été mieux renseigné, au lieu d'être induit en erreur par des insinuations qui, si elles sont hostiles à la Roumanie, ne sont pas, nous avons lieu de le penser, plus avantageuses à la Sublime Porte elle-même, il eût rendu justice au Gouvernement de S. A. S. le Prince des Roumains, et il n'eût pas eu recours aux Puissances garantes, dont l'ingérence, quoiqu'on ne puisse douter de leur sollicitude pour l'un et l'autre pays, ne saurait

pourtant être de nature à maintenir la confiance absolue qui devrait exister entre nous. De semblables démarches sont le résultat d'une certaine méfiance, comme ne le dissimule pas Son Altesse le Grand Vizir. La conviction, au contraire, que nous n'avons cessé d'avoir sur les avantages communs que doit nous procurer une intimité continue, a fait que, malgré les informations alarmantes qui nous avaient été données relativement aux dispositions de la Sublime Porte envers nous, non-seulement nous ne nous sommes pas adressés aux Puissances garantes, mais nous avons rejeté de tels bruits avec indignation; car nous n'avons pas oublié que les grands Souverains de la Turquie ont été grands surtout parce qu'ils respectaient leur parole et les traités.

La lettre de Son Altesse le Grand Vizir rappelle la confiance que le Gouvernement de Sa Majesté avait mise dans la déclaration rassurante de notre Agent, M. Golesco. J'ose espérer que ce qui s'est passé depuis lors, c'est-à-dire le non-renouvellement sur la rive gauche du Danube d'aucun fait qui ait pu inquiéter la frontière turque limitrophe, a fait revenir Son Altesse à ses premières impressions de confiance.

Quant à l'enquête à laquelle nous avons fait procéder, je dois observer que les investigations se font ici par les autorités compétentes, que les cours et tribunaux prononcent et qu'à la fin les pièces deviennent publiques, ainsi qu'il arrive dans tous les pays où la justice est complètement séparée de l'Administration. Des inculpés sont en prison et le procès aura lieu sans retard. Le Gouvernement de S. M. le Sultan peut avoir, dès à présent, cette première et rassurante satisfaction d'apprendre que les recherches consciencieuses auxquelles nous nous sommes livrés ne nous ont point révélé de nouveaux motifs d'alarme, et de voir que les frontières de l'Empire n'ont plus été inquiétées de ce côté.

Pour ce qui concerne la garantie que la Roumanie ne devienne pas le foyer des fauteurs de troubles, il n'y avait pas de nécessité de rappeler les engagements de mon Souverain vis-à-vis de S. M. le Sultan, car empêcher des menées perturbatrices en Roumanie, c'est garantir plus encore la Roumanie que les États voisins, et, en ne le faisant point, le Gouvernement de S. A. S. le prince Charles manquerait non-seulement à des engagements d'honneur, mais encore à son devoir le plus impérieux envers son propre pays.

Relativement aux mesures prises, j'ajouterai que la rigueur que nous avons apportée dans la surveillance de toute la ligne du Danube, une des plus difficiles à garder autant par son étendue que par ses nombreuses îles, et l'activité que nous mettons à nous armer pour pouvoir, en toute circonstance, mieux défendre la neutralité du terri-

toire roumain, nous ont paru les garanties les plus sérieuses que pût désirer la Sublime Porte.

Aussi espérons-nous que la poudre qui a été dernièrement retenue, probablement par erreur, nous sera livrée sans retard et que des ordres officiels seront donnés de laisser passer les armes que nous avons déclaré vouloir faire venir par la Turquie.

La Roumanie possède aujourd'hui toutes les conditions territoriales, politiques et sociales pour pouvoir prospérer et être heureuse; elle n'aurait rien à gagner à jeter les yeux au delà de ses frontières; ce serait au contraire exposer son présent et compromettre imprudemment son avenir.

Autrefois, quand ces conditions manquaient à la Roumanie, quand nous avions pour chefs du Gouvernement des princes qui, par leur origine, leurs traditions et la nature même de leurs pouvoirs, étaient le jouet des partis intérieurs et soumis, par conséquent, aux influences de l'étranger en qui ils cherchaient leur point d'appui, les Puissances voisines pouvaient soupçonner les Roumains de tentatives hasardeuses.

Mais, à présent que nous sommes dans les conditions désirées et que nous avons pour souverain un prince qui appartient aux deux plus illustres familles régnantes de l'Europe et qui s'appuie, non sur le privilège d'une classe, mais sur l'amour du peuple entier, la Sublime Porte peut être certaine que ce n'est pas le Gouvernement de S. A. S. le Prince Charles qui se laisserait jamais balloter par des influences étrangères, mais qu'au contraire il ne prend et ne prendra la règle de sa conduite que dans l'intérêt national, qu'il saurait sauvegarder en toute occasion, tout en restant scrupuleusement fidèle aux traités qui ont assuré l'existence autonome de la Roumanie.

Nous aimons à ne pas douter qu'après cette franche et loyale explication de notre part, Sa Majesté le Sultan nous continuera cette sollicitude bienveillante qu'a rappelée Son Altesse, et à laquelle nous attachons et attacherons toujours le plus haut prix.

Veuillez agréer, etc.

Signé : NICOLAS GOLESCO.

N° 61.

M. Mellinet au marquis de Moustier.Bucharest, le 1^{er} décembre 1868.

Monsieur le Marquis,

Ainsi que je vous l'ai annoncé par le télégraphe, le Prince Charles a accepté la démission de M. Bratiano et de ses collègues. Le Cabinet a dû reconnaître que son maintien aux affaires devenait impossible en présence des appréhensions que ses derniers actes avaient répandues et de la légitime défiance qu'il inspirait aux représentants de toutes les Puissances. La réponse de M. Nicolas Golesco à Safvet-Pacha avait comblé la mesure.

Le nouveau Cabinet se compose de : M. Démètre Ghika, président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et des Travaux publics ; M. Cogalniceano, de l'Intérieur ; M. Boëresco, de la Justice ; M. Papadopoulos Calimachi, des Cultes et de l'Instruction publique ; M. Alex. Golesco, des Finances ; M. le colonel Duca, de la Guerre.

M. Cogalniceano doit demain lire à la Chambre le programme politique de son administration, qui sera conforme aux devoirs que le traité de 1856 impose aux Principautés. Votre Excellence en recevra communication par l'intermédiaire de l'Agent de Roumanie à Paris.

Veuillez agréer, etc.

Signé : MELLINET.

N° 62.

M. Démètre Ghika, président du Conseil, au Gérant de l'Agence de Roumanie à Paris.

ANNEXE DU N° 61.

Bucharest, le 22 novembre/5 décembre 1868.

Monsieur le Gérant,

Appelé par la confiance de S. A. I. le Prince Charles à former le nouveau Cabinet dont je vous ai déjà annoncé la composition par

mon télégramme du 18/30 novembre, et chargé en même temps du portefeuille des affaires étrangères, je viens vous prier, monsieur le Gérant, de porter à la connaissance du Gouvernement de l'Empereur quels sont les principes qui serviront de base à la politique du Ministère que j'ai l'honneur de présider.

Ces principes, vous les trouverez énumérés dans le programme dont j'ai donné lecture aux Corps législatifs et que je vous envoie ci-joint en traduction.

J'ai le ferme espoir que les principes que professe cet acte seront appréciés par le Gouvernement Impérial. Vous y ajouterez l'assurance que toute notre Administration tendra à traduire en faits les engagements qui y sont contenus, et j'ose affirmer que notre passé garantit suffisamment la sincérité de nos actes dans l'avenir.

La Roumanie est particulièrement attachée à la France et à l'Empereur par les liens de la reconnaissance la plus profonde pour les bienfaits qu'ils lui ont prodigués ; nous travaillerons à mériter la continuation de cette sympathie qui nous est si chère.

Vous voudrez bien, monsieur le Gérant, vous exprimer dans ce sens auprès de Son Exc. M. le marquis de Moustier.

Veuillez agréer, etc.

Signé : DÉMÈTRE GHICA.

N° 63.

Discours lu au nom du ministère roumain à la séance de la Chambre des députés du 2 décembre 1868.

ANNEXE DU N° 61.

Messieurs les Députés,

Appelés par la confiance de Son Altesse Sérénissime à former le Ministère, notre devoir envers le Pays et notre dévouement au Trône et à la Dynastie nous ont amenés à accepter la lourde mission de gouverner.

Notre ligne de conduite est aussi claire qu'elle est nettement définie. Nous respecterons sincèrement dans toute son intégrité la Constitution du pays, issue de la volonté nationale. Nous chercherons à développer et à rendre pratiquement applicables celles des parties de cette Constitution qui n'ont pas encore été transformées en lois organisatrices. Nous créerons ainsi de nouvelles garanties pour la liberté,

l'honneur et la propriété des citoyens et pour la sauvegarde des intérêts publics.

La fidèle et loyale application des lois ainsi que le respect de toutes les libertés publiques, constitueront pour nous un dogme inébranlable ; c'est ainsi seulement que pourra se compléter l'éducation politique de notre nation ; c'est ainsi seulement que pourront se développer et se consolider les pouvoirs publics et les forces privées.

En ce qui concerne notre politique extérieure, nous maintiendrons avec une parfaite loyauté nos liens séculaires avec la Sublime Porte, lesquels, par cela même qu'ils représentent un intérêt européen, constituent une garantie de plus pour la Roumanie. Nous observerons aussi la plus stricte neutralité, aussi bien dans nos relations générales avec toutes les Puissances garantes que dans nos rapports de bon voisinage avec les Puissances limitrophes.

Notre droit public est fondé sur des traités qui, en nous créant une position de neutralité, ont garanti nos droits d'autonomie, droits existants *ab antiquo*. En nous maintenant sur ce terrain, nous aurons la force qui naît du droit, et c'est en évitant de cette manière toutes causes de conflits que nous pourrons en même temps maintenir haut et digne notre drapeau national.

Voilà, Messieurs les Députés, quelle sera la ligne de conduite de notre Gouvernement.

Mais ce but ne peut sûrement être atteint que par le concours des forces de tous les enfants de la Roumanie. Mettant de côté tout système d'exclusivisme, animés d'un sincère esprit de conciliation, nous irons chercher le bien partout où nous le trouverons, et nous nous efforcerons de maintenir et d'appeler aux affaires publiques tout ce que le pays possède d'hommes moraux et capables. Heureux si, réunissant ainsi en un faisceau, pour le plus grand intérêt de la Patrie et du Trône, les forces éparses du pays, nous arrivons à acquérir cette puissance que donne l'union et, comme conséquence, à satisfaire tous les intérêts moraux et matériels de la Roumanie.

Tel étant notre programme, nous espérons et nous sommes en droit de croire que vous aussi, Messieurs, animés de cet esprit de concorde qui seul peut donner à notre pays la grandeur et la force, vous viendrez nous donner votre puissant et bienveillant concours ; ce concours, nous nous efforcerons de le mériter par un entier dévouement à l'illustre Dynastie qui nous gouverne, par une sincère application de la Constitution et, en un mot, par tous les actes de notre Administration.

Signé : GHICA, COGALNICEANO, BOËRESKO.

N° 64.

**M. le marquis de La Valette, ministre des affaires étrangères,
à M. Mellinet à Bucharest.**

Paris, le 22 décembre 1868.

Monsieur,

Les circonstances au milieu desquelles le nouveau Cabinet roumain a été appelé à se constituer l'ont porté à s'expliquer avec nous sur la manière dont il envisage sa situation et ses devoirs. Le Ministre des Affaires Étrangères du Prince Charles a, dans ce but, adressé à son agent à Paris, avec ordre d'en donner communication au Gouvernement de Sa Majesté, la déclaration formulée au sein des Chambres de Bucharest par M. Cogalniceano et ses collègues en prenant possession du pouvoir. Elle était accompagnée d'une dépêche dans laquelle M. Démètre Ghika témoigne la résolution du Ministère actuel de conformer strictement ses actes à ce programme politique et exprime l'espoir que le Gouvernement de l'Empereur ne retirera pas aux Principautés-Unies des sympathies dont elles apprécient toute la valeur.

Nos sentiments à l'égard des Provinces danubiennes sont trop connus pour qu'il soit nécessaire d'en rappeler les manifestations si souvent réitérées dans toutes les conjonctures où les témoignages de notre sollicitude pouvaient présenter un caractère d'utilité réelle pour l'État roumain. Si, dans ces derniers temps, la cordialité de ces relations a pu être un moment altérée, ce désaccord passager tient à la sincérité même des sentiments qui ne nous permettraient point d'assister avec indifférence au développement d'une politique dangereuse pour le repos et la prospérité des Principautés moldo-valaques. En se replaçant dans les conditions normales en dehors desquelles il ne saurait rencontrer que déceptions, le Gouvernement du Prince Charles mettra un terme à nos inquiétudes et aux périls qu'une attitude contraire semblait appeler sur la Roumanie. C'est avec cet espoir que nous prenons acte des assurances qu'il nous transmet aujourd'hui.

Recevez, etc.

Signé : LAVALETTE.

III. COMMISSION EUROPÉENNE DU DANUBE.

N^o 65.

Le baron d'Avril, délégué français dans la Commission européenne du Danube, au marquis de Moustier.

Galatz, le 7 septembre 1868.

Monsieur le Marquis,

Aussitôt après avoir reçu le télégramme de Votre Excellence qui m'annonçait que l'Empereur, par un décret en date du 2 août, avait promulgué la loi présentée au Corps législatif pour donner la garantie de la France à l'emprunt projeté par la Commission européenne, j'ai procédé, avec ceux de mes collègues qui s'y trouvaient autorisés, à l'échange des ratifications de l'acte du 30 avril¹. Tous se sont trouvés en mesure de remplir cette formalité, à l'exception du Délégué d'Autriche dont l'adhésion se trouve retardée par une différence de protocole.

Ce travail terminé, nous avons pris connaissance d'un projet de contrat d'emprunt envoyé de Londres. Les propositions de la maison Bischoffsheim et Goldschmidt nous ont paru acceptables dans leur ensemble; mais nous ne sommes point tombés d'accord avec les prêteurs sur quelques stipulations secondaires.

Ayant constaté l'impossibilité d'arriver par correspondance à une entente définitive complète, la Commission a décidé de donner au Commissaire de France une délégation spéciale, à l'effet de traiter verbalement avec les banquiers sur les points litigieux et de fixer définitivement la rédaction du contrat. M. de Kremer, commissaire d'Autriche, qui se trouve à Vienne, a reçu éventuellement le même pouvoir, dans le cas où il lui serait loisible de se rendre à Paris et à Londres pour agir conjointement avec moi, au nom de la Commission.

Il est entendu que le contrat, tel qu'il aura été arrêté par la délégation spéciale, sera présenté à la signature des Commissaires, lors de leur prochaine réunion générale, sans qu'il puisse être délibéré de nouveau sur la rédaction.

Veuillez agréer, etc.

Signé : A. D'AVRIL.

1. Voir *Archives*, 1868, tome IV, page 1669.

N° 66.

Le baron d'Avril au marquis de Monstier.Londres, le 1^{er} octobre 1868.

Monsieur le Marquis,

Ainsi que vous le savez, la Commission européenne, réunie en session plénière, avait examiné dans sa séance du 8 avril les diverses propositions qui lui avaient été adressées pour la conclusion d'un emprunt de 3,375,000 francs. Après avoir pris connaissance des calculs destinés à établir la comparaison entre ces propositions, les Commissaires, qui étaient tous présents, s'étaient prononcés à l'unanimité en faveur de l'offre faite par MM. Bischoffsheim et Goldschmidt, de Londres, reconnue comme beaucoup plus avantageuse que les autres. Une dépêche télégraphique expédiée, séance tenante, à cette maison de banque lui notifiait l'acceptation de la Commission européenne.

Pendant les négociations relatives à la rédaction du contrat, il fut reconnu qu'une explication verbale était indispensable pour arriver à une entente complète, et la Commission européenne me conféra une délégation spéciale, à l'effet d'arrêter, de concert avec les souscripteurs, les termes définitifs du contrat. Le commissaire d'Autriche, qui avait reçu éventuellement le même pouvoir, n'ayant pu m'accompagner, je me suis rendu seul à Londres.

J'ai la satisfaction d'annoncer à Votre Excellence que MM. Bischoffsheim et Goldschmidt sont tombés facilement d'accord avec moi sur les divers points qui n'avaient pu être décidés par correspondance, et qu'ils ont signé en double exemplaire le contrat dont je résume ici les principales dispositions, et qui devra être signé par tous les commissaires.

Les prêteurs, sous le bénéfice de la garantie stipulée par la convention du 30 avril 1868, s'engagent à avancer à la Commission la somme de 135,000 livres sterling, soit 3,375,000 francs, dont les intérêts seront payés à raison de 4 pour 100 par an. Les versements, au nombre de six, sont échelonnés de six mois en six mois : ils ont été disposés de manière à subvenir aux besoins successifs du travail technique. Sur chaque versement, les prêteurs retiendront une somme de 4 pour 100 à titre de commission de banque. Jusqu'au 1^{er} janvier 1871, époque du dernier versement, le paiement des intérêts portera seulement sur le montant des sommes effectivement versées. La Commission s'engage à rembourser aux prêteurs tout le

montant de l'emprunt, par le moyen d'un fonds d'amortissement, et à effectuer ce remboursement par paiements semestriels, dont le premier sera exigible au 30 juin 1871. Les autres paiements suivront de six mois en six mois, et le dernier aura lieu le 31 décembre 1882. Ces paiements semestriels seront de 180,000 francs, soit 360,000 francs par an, comprenant les intérêts depuis le 1^{er} janvier 1871 et l'amortissement. La Commission européenne affecte spécialement à la garantie des prêteurs une hypothèque sur le produit des taxes de navigation perçues à Soulina; elle s'engage aussi à acquitter à l'échéance les obligations précédemment émises et hypothéquées en premier ordre sur le même produit. A chaque versement, les prêteurs recevront une quantité de titres partiels équivalents à la somme qu'ils auront versée. Il a été entendu qu'aucune émission anticipée ne pourra avoir lieu que du consentement de la Commission et moyennant les garanties que nous aurions jugées suffisantes.

En tenant compte de la commission de banque et de tous les autres frais accessoires, il a été calculé que l'emprunt conclu à Londres ressort exactement au taux effectif de 4 1/2 pour 100. Sans la garantie donnée à cette opération par les Puissances signataires de la Convention du 30 avril dernier, la Commission aurait dû subir le taux de 10 pour 100. Cette garantie a donc diminué d'une manière très-sensible les charges à imposer au commerce maritime de tous les pavillons.

Veuillez agréer, etc.

Signé : A. D'AVRIL.

N^o 67.

Le baron d'Avril au marquis de Moustier.

(Extrait.)

Galatz, le 3 novembre 1868.

Monsieur le Marquis,

Le budget de l'année courante avait évalué le produit des droits de navigation à la somme de 1,071,000 francs. M'étant rendu à Soulina avec le commissaire de Russie, nous avons constaté que le chiffre d'un million avait été atteint dès le 15 octobre. Nous estimons que les recettes de l'année courante monteront à 1,200,000 francs¹.

Nous avons pensé qu'il serait utile de se rendre un compte exact

1. Ces prévisions ont été dépassées depuis lors; les recettes de l'année 1868 atteignent le chiffre de 1,500,000 francs.

de l'ensemble et du détail de notre situation financière, telle qu'elle ressort aujourd'hui de la conclusion de l'emprunt. A cet effet, on a récapitulé les dépenses déjà faites pour les travaux définitifs. Jusqu'au 30 septembre dernier, une somme totale de 1,733,011 francs a été employée suivant les devis. Cette somme a été fournie par des emprunts et par des avances sur la caisse des revenus ordinaires.

Le montant total des devis approuvés par les Gouvernements est de 3,426,671 francs : il reste donc à dépenser pour les travaux définitifs 1,693,660 francs.

Ces relevés justifient l'emploi que la Commission a assigné au produit de l'emprunt de la manière suivante :

1° Achèvement des travaux.	1,693,660 fr.
2° Amortissement des emprunts partiels antérieur à la convention du 30 avril.	1,309,342
3° Remboursement des avances faites par la caisse des revenus ordinaires	<u>371,998</u>
TOTAL ÉGAL au produit de l'emprunt. . .	<u>3,375,000</u>

L'ensemble de la situation étant ainsi établi, nous avons procédé au vote du budget de 1869, qui a été arrêté de la manière suivante, le service des travaux définitifs restant complètement en dehors.

RECETTES.

Le budget des recettes comprend seulement deux sources de revenu :

1° Les droits de navigation perçus à l'embouchure de Soulina en vertu de l'article 16 du traité de Paris. Bien que ce produit tende toujours à s'élever, et que l'abondance de la récolte en 1868 assure une exportation considérable pour le printemps de 1869, nous avons évalué les futures recettes seulement sur la moyenne des huit années écoulées depuis l'établissement des taxes : cette moyenne donne un chiffre de 960,000 francs.

2° Les versements sur l'emprunt garanti s'élèveront en 1869 à 1,125,000 francs, dont un million seulement sera employé à la continuation des travaux définitifs. Les 125,000 francs restants seront restitués à la caisse des revenus ordinaires en à-compte sur les 371,998 francs mentionnés plus haut.

RÉSUMÉ.

D'une part.	960,000 fr.
D'autre part	<u>125,000</u>
TOTAL des recettes prévues.	<u>1,085,000</u>

DÉPENSES.

TITRE I^{er}. *Frais d'administration*, comprenant l'administration intérieure à Galatz, à Tultcha et à Soulina, l'inspection générale, le capitonat de port de Soulina, la caisse de navigation, l'imprimerie et l'hôpital de la marine 247,350 fr.

(Dans ce chiffre on a compris une somme de 28,820 francs, laquelle est une simple avance à la Sublime-Porte pour le personnel de l'inspection générale.)

TITRE II. *Service technique ordinaire*. 262,576 fr.

TITRE III. *Service des emprunts et faux frais*. — Ce titre comprend les intérêts à 10 pour 100 des emprunts partiels non garantis, les intérêts à 4 pour 100 de la portion de l'emprunt garanti qui sera versée en 1869 et la provision de banque de 4 pour 100 sur la même portion.

ENSEMBLE 212,800 fr.

TITRE IV. *Fonds disponibles pour les dépenses imprévues*. 60,000 fr.

TITRE V. *Dépenses spéciales à l'exercice de 1869*. — Ce titre comprend principalement des travaux techniques dont la nécessité a été reconnue, mais qui n'ont pas été compris dans le devis général, ou des acquisitions pour l'installation des services. Ces dépenses ne sont pas permanentes; ensemble. 301,000 fr.

TOTAL des dépenses votées. 1,083,726 fr.

L'excédant des recettes est seulement de 1,274 francs; mais, d'une part, il a été porté au titre IV une somme de 60,000 francs pour les dépenses imprévues; d'un autre côté, il y a lieu de compter pour 1869 sur une recette supérieure à la moyenne de 960,000 francs.

Pour compléter l'exposé de la situation actuelle, j'ai à indiquer de quelle manière se soldera l'exercice courant. La mauvaise saison venant tarir en même temps la source des dépenses et celle des revenus, nous avons pu arriver, avant la fin de l'année, à une appréciation suffisamment exacte. Nous estimons que l'année 1868 laissera un excédant qui ne sera pas moindre de 260,000 francs, et nous nous proposons d'en constituer un fonds de réserve effectif.

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint copie du Protocole signé par les membres de la Commission en date du 29 octobre 1868, pour approuver la signature définitive du contrat d'emprunt.

Veuillez agréer, etc.

Signé : A. D'AVRIL.

N° 68.

Protocole de la séance du 29 octobre 1868.

Le Commissaire de France rend compte à la Commission de la mission qui lui a été confiée de s'entendre avec MM. Bischoffsheim et Goldschmidt sur certains points demeurés en litige relativement à l'emprunt conclu avec cette maison de banque et d'arrêter définitivement la rédaction du contrat d'emprunt.

Il communique en même temps sa correspondance avec les banquiers et les deux originaux du contrat signés à Londres par MM. Bischoffsheim et Goldschmidt, sous la date du 29 septembre dernier, et destinés à recevoir également les signatures des sept Délégués composant la Commission européenne.

Après avoir pris connaissance de ces documents, la Commission constate avec satisfaction que le contrat d'emprunt et les clauses accessoires stipulées par lettres pour son exécution sont conformes aux conditions générales sous lesquelles l'emprunt des travaux définitifs a été adjugé, et exprime ses vifs remerciements à M. le baron d'Avril pour l'heureux résultat obtenu par ses bons soins.

On croit devoir constater que la garantie stipulée dans la Convention signée à Galatz le 30 avril dernier produisant ses effets par suite des ratifications données par cinq des Hautes Parties contractantes, et en vertu des sanctions législatives dont cette Convention a été l'objet, le bénéfice de ladite garantie se trouve acquis à MM. Bischoffsheim et Goldschmidt; qu'en conséquence le contrat soumis à la signature des Commissaires est conclu sur les bases convenues pour l'emprunt garanti, c'est-à-dire qu'il porte sur un capital nominal de 135,000 livres sterling ou 3,375,000 francs en rente 4 pour 100, que les banquiers prennent ferme au taux de 96.

Après quoi, les Commissaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Russie et de Turquie apposent leur signature sur chacun des originaux du contrat d'emprunt, et il est entendu que ce contrat sera également soumis, dans le plus court délai possible, à la signature des Commissaires d'Italie et de Prusse; que l'un des deux originaux en sera remis alors à MM. Bischoffsheim et Goldschmidt, et que l'autre demeure annexé au présent Protocole.

Fait à Galatz, le 29 octobre 1868.

(L. S.) *Signé* : A. DE KREMER.

(L. S.) *Signé* : A. D'AVRIL.

(L. S.) *Signé* : J. STOKES.

(L. S.) *Signé* : OFFENBERG.

(L. S.) *Signé* : SULEYMAN.

IV. LIBAN.

N° 69.

M. Bourée au marquis de Moustier.

Thérapia, le 28 juillet 1868.

Monsieur le Ministre,

Le Protocole destiné à régler la durée des pouvoirs conférés au nouveau Gouverneur du Liban a été signé hier, et je m'empresse d'en envoyer ci-joint une copie à Votre Excellence¹.

Agréez, etc.

Signé : BOURÉE.

N° 70.

Le marquis de Moustier à M. Bourée.

Paris, le 6 août 1868.

Monsieur,

Votre dépêche du 28 juillet m'apporte le Protocole signé la veille à Constantinople pour régulariser la nomination de Franco-Pacha et déterminer la durée de ses pouvoirs. Vous avez eu raison d'insister pour préciser l'état des choses et pour réserver le droit d'intervention des Puissances, tel qu'il a été défini par les arrangements de 1861 et de 1864. Le document dont vous avez suggéré les termes à vos collègues et qu'ils ont accepté me paraît répondre aux intérêts que nous avions en vue, et je suis heureux de pouvoir vous dire que le Gouvernement de l'Empereur y donne son approbation. Je me plais à espérer que l'administration de Franco-Pacha contribuera au bien-être et à la prospérité des populations libanaises, et que la Porte respectera dans le nouveau Chef placé à leur tête tous les privilèges qui leur ont été conférés par le règlement organique. Nous continuerons de notre côté à prêter notre appui à des institutions qui n'ont pas, il est vrai, donné satisfaction à tous nos vœux, mais que nous avons loyalement acceptées et constamment défendues lorsqu'elles étaient attaquées ou mises en question. En ce moment, nous témoignons encore des mê-

1. Voir *Archives*, 1869, tome I, p. 210.

mes sentiments, en repoussant les tentatives réitérées de Karam pour se placer sous notre patronage, et notre franchise à cet égard nous donne le droit de compter en toute circonstance sur la même netteté d'attitude de la part du Gouvernement Ottoman.

Agrérez, etc.

Signé : MOUSTIER.

V. QUESTION DES DÉTROITS.

N° 71.

M. Bourée au marquis de Moustier.

Thérapia, le 29 septembre 1868.

Monsieur le Marquis,

La venue à Constantinople de M. l'amiral Ferragut, et certaines difficultés auxquelles avait donné lieu la demande des États-Unis de laisser venir *le Franklin* mouiller devant Constantinople¹, avaient prédisposé la Porte à rendre désormais tout malentendu impossible, en renonçant formellement, pour l'avenir, au droit qu'elle s'était attribué de déroger aux stipulations du traité de Paris.

La note ci-jointe, qui vient de m'être adressée ainsi qu'à mes collègues, établit que désormais il ne sera fait d'exception à l'interdiction du passage des détroits que pour les bâtiments qui porteraient des Souverains ou des Chefs d'États indépendants.

Veuillez agréer, etc.

Signé : BOURÉE.

N° 72.

Safvet-Pacha à M. Bourée à Constantinople.

ANNEXE DU N° 71.

Constantinople, le 28 septembre 1868.

Monsieur l'Ambassadeur,

L'interdiction du passage des détroits des Dardanelles et du Bos-

1. Voir *Archives*, 1868, tome IV, p. 1710.

phore pour les bâtiments de guerre étrangers est une règle que le Gouvernement impérial a, dans l'exercice d'un droit territorial, de tout temps appliquée.

Le traité de Paris du 30 mars 1856 n'est intervenu que pour affirmer solennellement la résolution de S. M. I. le Sultan de maintenir invariablement, tant que la Sublime-Porte se trouverait en paix, cette ancienne règle de son Empire, consignée déjà dans le traité de Londres du 13 juillet 1841, et les Puissances cosignataires se sont engagées, par cet acte, à respecter cette détermination du Souverain territorial.

Ce principe a été toujours maintenu; et si, dans des occasions rares et exceptionnelles, il a été permis à quelques bâtiments de guerre de franchir les détroits, ce fut toujours en vertu d'une autorisation spéciale accordée par déférence pour les hauts personnages qui étaient à leur bord.

La Sublime-Porte reconnaît toutefois qu'un relâchement dans la stricte application dudit principe à l'égard des bâtiments de guerre, en dehors des exceptions prévues par les articles 2 et 3 de la Convention du 30 mars 1856, ne serait pas compatible avec le traité de Paris précité.

Aussi a-t-elle décidé que désormais il n'y aura absolument d'autre exception que pour celui des bâtiments de guerre sur lequel se trouverait un Souverain ou le Chef d'un État indépendant.

La décision qui précède ayant été sanctionnée par Sa Majesté Impériale, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de vouloir bien la porter à la connaissance de S. M. l'Empereur des Français.

Veuillez agréer, etc.

Signé : SAUVET.

VI. QUESTION DES RÉFORMES.

N° 73.

M. Bourée au marquis de Monstier.

Péra, le 10 mars 1868.

Monsieur le Marquis,

Le Cabinet a été reconstitué aussitôt après le retour d'Aali-Pacha à Constantinople.

La combinaison nouvelle donne satisfaction à d'importantes néces-

sités et à des doctrines tutélaires. Pour la première fois depuis que l'Empire existe, un chrétien fait partie du ministère et le Sultan lui confie un des services les plus importants ou tout au moins un des difficiles à diriger, celui des travaux publics.

Le conseil supérieur d'administration et de justice devient cour suprême de justice, sous la présidence de Djevdet-Pacha, aujourd'hui gouverneur d'Alep. Aali-Pacha et Fuad-Pacha le tiennent pour un légiste ottoman distingué, d'un esprit libéral, et ils comptent sur son concours pour la mise en vigueur d'une législation nouvelle qui serait le produit de la fusion de la loi européenne et de la loi turque.

A ce propos, je me félicite d'avoir à répondre à Votre Excellence que la Commission chargée d'extraire du Code civil les quinze ou seize cents articles qui peuvent lui être empruntés sans inconvénient a grandement avancé son travail.

Le principe de la création du Conseil d'État est adopté. Midhat-Pacha en aura la présidence. L'organisation en sera d'ailleurs plus ou moins calquée sur la nôtre. Pendant le séjour d'Aali-Pacha en Crète, il était naturel que cette question fût ajournée. Cet ajournement ne devait pas en compromettre le succès, puisqu'elle a été reprise avec une grande activité dès son retour à Constantinople.

Veuillez agréer, etc.

Signé : BOURÉE.

N° 74.

Le marquis de Moustier à M. Bourée.

Paris, le 23 mars 1868.

Monsieur,

Les modifications introduites dans le Ministère Ottoman, et dont vous m'avez rendu compte dans votre dernière dépêche, semblent avoir eu pour objet de lui donner un caractère de force et d'homogénéité dont le défaut s'était plus d'une fois fait sentir. En associant à leur administration des hommes d'une aptitude reconnue et d'une énergie éprouvée, le Grand Vizir et le Ministre des Affaires étrangères ne se seront pas seulement mis en mesure de profiter de l'utile concours que ces éléments nouveaux leur apportent par eux-mêmes, ils auront en même temps voulu donner sans doute un gage sérieux de leur sincère résolution d'avancer dans les voies de progrès où nous ne cessons de les appeler. A ce point de vue, nous sommes particulièrement satisfaits de la nomination d'Agathon-Effendi comme membre

du Cabinet. Ce choix, qui ouvre aux Chrétiens l'accès des Conseils du Sultan, emporte la condamnation implicite et sans retour du système d'exclusion dont nous avons dû si souvent signaler les inconvénients à la Turquie. Nous prenons part au mouvement d'approbation qu'il a provoqué, et je vous charge d'en exprimer toutes nos félicitations à Aali et à Fuad-Pacha.

Le Ministère, se trouvant ainsi reconstitué, sera sans doute en état de procéder résolument à l'exécution de son programme. Il ne faut pas se dissimuler qu'on attend beaucoup de lui, et que le principal mérite de la combinaison qui vient de réussir, aux yeux de l'opinion, sera de l'avoir dégagé de la nécessité d'user des tempéraments et des attermoiements continuels qui ont si puissamment entravé l'œuvre de la précédente administration. J'ai la confiance que vos avis amicaux en ce sens rencontreront un accueil conforme au sentiment qui les aura dictés, et que le nouveau Ministère s'empressera de manifester par ses actes la pensée qui paraît avoir présidé à sa formation.

Agrez, etc.

Signé : MOUSTIER.

N° 75.

M. Bourée au marquis de Moustier.

(Extrait.)

Péra, le 29 avril 1868.

Monsieur le Marquis,

J'ai l'honneur de vous annoncer que le firman décrétant la création du lycée de Galata et l'ouverture des registres d'inscription a été approuvé par le Sultan. Ce document, rédigé avec beaucoup de soin, constate la nécessité d'organiser dans l'Empire un établissement d'instruction sur le modèle de ceux qui existent en Europe. Le nouveau lycée recevra des élèves de toutes les classes et de toutes les confessions, et le règlement veut que chacun y soit astreint aux pratiques de son culte. Des bourses sont créées au profit des enfants de familles peu aisées qui montreront une véritable aptitude intellectuelle. A la fin des études, dont la durée est fixée à cinq ou à six ans, selon les cas, les élèves munis d'un diplôme d'aptitude seront admis de droit aux emplois publics ou dans les écoles spéciales civiles ou militaires. Déjà plus de trois cents jeunes gens : musulmans, arméniens, catholiques grecs, israélites et bulgares, ont annoncé l'intention de se faire porter sur les listes d'inscription. Leur empressement est de bon au-

gure pour le succès d'une réforme qui, en constituant un lien intellectuel entre les diverses populations de l'Empire, contribuera plus que toute autre à éteindre les préjugés qui les divisent encore.

Veillez agréer, etc.

Signé : BOURÉE.

N° 76

M. Bourée au marquis de Moustier.

Péra, le 5 mai 1868.

Monsieur le Marquis,

La rédaction du règlement organique qui institue le Conseil d'État devait soulever les plus sérieuses difficultés; il ne faut donc pas s'étonner que le décret n'ait pu être promulgué que le 1^{er} de ce mois.

Votre Excellence trouvera ci-joint la traduction officielle de ce document qui inaugure la réforme la plus considérable qui ait encore été accomplie en Turquie¹.

Veillez agréer, etc.

Signé : BOURÉE.

N° 77.

M. Bourée au marquis de Moustier.

(Extrait.)

Péra, le 11 mai 1868.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le discours prononcé par le Sultan à l'ouverture du Conseil d'État. Jamais on n'avait avoué ainsi que l'infériorité de la Turquie doit s'expliquer par l'insuffisance des anciennes lois et par la nécessité trop longtemps méconnue de recourir à tout ce qui fait la grandeur des Puissances européennes, pour arriver à leur niveau.

Le discours du Sultan a causé une sensation très-profonde. J'en ai félicité le Grand Vizir.

Veillez agréer, etc.

Signé : BOURÉE.

1. Voir *Archives*, 1869, tome I, p. 168.

N° 78.

Discours prononcé par S. M. le Sultan, le jour de sa visite à la Sublime Porte, à l'occasion de la formation du Conseil d'État et de la Haute Cour de justice, en présence des membres de ces deux corps, le 10 mai 1868¹.

ANNEXE DU N° 77.

« Le devoir de l'État consiste à sauvegarder en toute circonstance le droit de chacun à la liberté ; et son action ne doit point se manifester par la violence et par l'arbitraire.

« Une administration violente et arbitraire n'est, en effet, qu'un mal, une oppression dont l'exercice excède les droits de l'État.

« Il me semble que, de même qu'il y aurait là une injustice, de même il n'est pas besoin d'accorder au peuple des concessions en dehors de la liberté légitime.

« On n'entend point par liberté la faculté donnée à chacun d'agir comme il lui plaît, sans que l'autorité intervienne dans aucun de ses actes ; s'il en était ainsi, l'intérêt d'une personne devant être en opposition avec celui d'une autre, les hommes s'entre-dévoreraient à l'instar des animaux féroces. En effet, si l'intérêt de l'un est satisfait, ce ne sera que par le sacrifice de l'intérêt d'autrui.

« Ainsi, puisqu'un intérêt personnel de peu d'importance ne peut nécessairement être satisfait qu'au détriment d'un autre, il est juste que chaque individu cherche la satisfaction de ses intérêts privés dans l'intérêt commun.

« Enfin, plus les lois sur lesquelles repose l'administration dans son ensemble et dans ses détails s'inspireront des principes de la justice et de l'équité, mieux cette administration sera à même de remplir sa mission, car le refuge et le soutien de tous les malheureux et de tous les opprimés, c'est la justice et non pas seulement l'autorité.

« L'une des conditions les plus essentielles de l'État est aussi de posséder cette force qui lui permet de défendre intégralement les droits de tous ses administrés et qui résulte de la richesse de sa population et de la prospérité du pays.

« Or, cette richesse et cette prospérité ne peuvent être réalisées que par la défense des droits individuels et le respect de toutes les propriétés mobilières et immobilières au moyen d'une administration régulière, honnête et exempte de tout abus, de toute injustice.

1. Voir *Archives*, 1868, tome IV, p. 1532.

« Toute loi et tout règlement relatifs à l'administration empruntent au bien public leur caractère de légalité.

« C'est là un principe salulaire qui a de tout temps dominé la législation ; et il ne serait point juste de déclarer légal un acte dont les effets seraient en opposition avec les droits dont chacun jouit relativement à sa personne et à ses biens, et de porter préjudice de la sorte à la fortune et à la propriété du peuple.

« Il ne nous est certes pas possible d'utiliser, au temps où nous vivons, tout ce qui a été fait à des époques antérieures en vue du bien du pays.

« En effet, si les principes et les lois établis dans ces époques avaient répondu aux besoins de notre pays et de nos peuples, nous aurions dû nous trouver aujourd'hui au même rang que les États les plus civilisés et les mieux administrés de l'Europe.

« Une des causes les plus actives qui amènent la ruine d'un État et la misère de ses populations, c'est encore les dissentiments et l'antagonisme qui divisent les esprits et l'absence de confiance et de sécurité.

« Il n'est pas possible que, sous l'action persistante de ces causes, les transactions commerciales et la richesse publique acquièrent leur développement désiré.

« C'est dans la pensée d'amener cette amélioration et de faire disparaître ces difficultés, et en vue de garantir les droits de nos sujets, qu'une institution a été créée sous la dénomination de Conseil d'État, dont les membres sont pris dans toutes les classes de nos sujets sans exception.

« Un autre corps, institué sous le nom de Haute Cour de justice, a été chargé d'assurer la justice à nos sujets en ce qui concerne la sécurité de leurs personnes, de leur bonheur et de leurs biens.

« Cette dernière institution consacre le principe de la séparation du pouvoir exécutif et du pouvoir judiciaire, religieux et civil.

« Il faut donc que les membres de ces conseils ne voient dans notre empire qu'un seul corps formé par l'union de tous nos sujets ; ils doivent travailler sincèrement et d'un commun accord, dans toutes les circonstances heureuses ou malheureuses, à arriver à la réalisation complète du bonheur de nos sujets, de la prospérité de nos États et du progrès de l'instruction publique, objet de nos désirs.

« Pour ce qui concerne les croyances religieuses, chacun suit sa conviction, et il ne saurait y avoir de question sur ce point.

« Seulement, quel que soit le culte que professent nos sujets, comme ils sont tous, avec des croyances différentes, les enfants d'une même patrie, ils ne doivent point entretenir les uns à l'égard des autres des sentiments de mépris et d'inimitié au nom d'idées religieuses

puisées dans leurs convictions particulières et dans la différence des cultes.

« En un mot, il est indispensable que la modification des lois réponde à leur objet véritable comme aux exigences de l'époque.

« Le degré de puissance auquel sont arrivés les peuples de l'Europe et les progrès qu'ils ont réalisés sont une preuve convaincante de la vérité de ce principe.

« J'accomplis un devoir sacré en indiquant comme je viens de le faire, par les considérations que j'ai développées plus haut, le droit de chacun et les principes qui ont servi de base à ces institutions nouvelles.

« Que le Très-Haut daigne couronner de succès nos efforts. »

N° 79.

M. Bourée au marquis de Moustier.

Péra, le 13 mai 1868.

Monsieur le Marquis,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le règlement organique de la Haute Cour de justice, qui, malgré quelques lacunes et quelques indices d'inexpérience, sera, je n'en doute pas, reçu par Votre Excellence avec une vive satisfaction. Ce règlement pose des principes qui constituent de très-considérables innovations; la Cour est d'ailleurs aussi bien composée qu'elle pouvait l'être aujourd'hui, de sorte que l'immovibilité est une bonne mesure, sans côtés regrettables.

Veuillez agréer, etc., etc.

Signé : BOURÉE.

N° 80.

Rescrit impérial pour le règlement organique de la Haute Cour de justice.

ANNEXE DU N° 79.

Sa Majesté Impériale le Sultan, dans sa haute et constante sollicitude pour l'amélioration du sort de ses sujets, et en vue de donner

une garantie nouvelle à la bonne distribution de la justice par la séparation complète du pouvoir exécutif et du pouvoir judiciaire, et la suppression des entraves que l'intervention du pouvoir exécutif dans les questions judiciaires pouvait apporter à la marche de la justice, a bien voulu ordonner la création d'une Haute Cour de justice, qui sera le tribunal suprême de l'Empire, connaissant de toutes les causes civiles, commerciales et criminelles ; et sanctionner le règlement organique dont la teneur suit :

« Qu'il soit fait en conformité du contenu. »

Art. 1^{er}. Il est institué, sous le nom de Divani-Ahkiami-Adlié, une Haute Cour de justice, chargée de statuer en tribunal suprême sur toutes les contestations du ressort des lois civiles, commerciales et criminelles.

Art. 2. Cette Cour a pour mission d'examiner, parmi les affaires civiles ou criminelles jugées en vertu des lois générales de l'Empire : 1^o les procès soumis à sa juridiction régulièrement et conformément à la loi ; 2^o les affaires qui, déjà jugées par les tribunaux civils, commerciaux et criminels, doivent régulièrement être portées en appel, et dont appel est interjeté par l'une des parties conformément à la loi, à l'exclusion 1^o des affaires qui sont du ressort des tribunaux du *Chéri*, 2^o de celles qui concernent spécialement les communautés non musulmanes, et 3^o des affaires commerciales qui sont jugées par les tribunaux spécialement chargés d'en connaître.

La Haute Cour de justice devra référer au Conseil d'État toute cause entre deux particuliers dont elle serait saisie et qui aboutirait à une contestation entre un particulier et l'autorité.

Art. 3. En cas de recours par-devant la Haute Cour de justice de la part du demandeur ou du défendeur contre la procédure suivie ou le jugement rendu par un tribunal chargé de juger en première instance ou en appel et en dernier ressort les causes civiles ou commerciales, cette Cour examinera la marche du procès, et, s'il est constaté que la procédure suivie ou le jugement rendu n'est pas conforme aux lois, elle cassera le jugement par un arrêt motivé, et renverra l'affaire pour être jugée de nouveau, soit devant le tribunal d'où émane la sentence cassée, soit devant un autre tribunal qu'elle jugera compétent.

Art. 4. La Haute Cour de justice est divisée en deux sections, dont l'une connaîtra exclusivement des affaires criminelles, et l'autre des contestations du ressort de la loi civile et commerciale. Mais, lorsque l'affaire à examiner, soit d'office, soit en appel, sera d'une importance majeure, elle devra être jugée devant les deux sections du Conseil réunies.

Art 5. La Haute Cour sera présidée par un Ministre qui aura le titre

de *Président de la Haute Cour de justice*. Chaque section aura un vice-président et sera composée, le vice-président compris, de cinq membres au moins et de dix au plus. Un secrétaire général sera chargé de la direction générale du greffe de la Haute Cour.

Art. 6. Outre les membres, il y aura dans la Haute Cour six référendaires, qui seront répartis suivant le besoin dans les deux sections.

Art. 7. Les contestations soumises à la Haute Cour de justice seront d'abord examinées par les référendaires, qui indiqueront les compositions légales qu'elles comportent. Elles seront ensuite jugées par la section compétente.

Art. 8. Les présidents, les vice-présidents, les membres et les référendaires de la Haute Cour de justice seront nommés par iradé impérial. Les membres, quel que soit leur rang, auront dans la Haute Cour des droits égaux, et marcheront de pair avec les membres du Conseil d'État. Aucun membre de la Haute Cour ne sera destitué, à moins qu'il ne donne sa démission, qu'il ne soit appelé à des fonctions plus élevées, ou qu'après jugement il ne soit déclaré coupable.

Art. 9. Aucun agent du pouvoir exécutif ne pourra intervenir dans l'instruction et le jugement des affaires portées devant la Haute Cour. Le pouvoir exécutif n'a d'autre mission que d'exécuter les jugements rendus par la Haute Cour.

Art. 10. Les règlements ayant pour objet de déterminer la nature des affaires qui devront être examinées et jugées par la Haute Cour de justice, la procédure qui sera adoptée en matière civile et criminelle, et la forme dans laquelle les jugements devront être rendus, seront élaborés par le Conseil d'État et mises à exécution par iradé impérial.

Les séances de la Haute Cour sont publiques; mais, toutes les fois qu'elle le jugera nécessaire, elle pourra siéger à huis clos.

Le 8 zilhidjé 1284/1^{er} avril 1868.

N^o 81.**Le marquis de Moustier à M. Bourée à Constantinople.**

Paris, le 15 mai 1868.

Monsieur,

Nous avons sincèrement applaudi à la pensée de créer, à Constantinople, un corps appelé à délibérer sur les affaires d'administration, car le Gouvernement ottoman a besoin avant tout d'améliorer ses institutions administratives. Nous avons donc vu avec la satisfaction la plus sincère la réalisation du projet qui avait été conçu, et les dispositions du rescrit impérial nous paraissent d'ailleurs sagement combinées. Les ministres ottomans se sont inspirés de l'organisation de notre Conseil d'État, et ils ont eu raison de ne point dissimuler leur désir de s'en rapprocher le plus possible. Le choix des conseillers n'était pas moins important à nos yeux que la création du Conseil, et, sous ce rapport également, nous n'avons qu'à louer la pensée libérale qui a présidé aux décisions du Souverain. Il a été fait une part à l'élément chrétien ; les différentes communions se trouveront représentées, ainsi que les Israélites eux-mêmes, et enfin l'on a tenu à choisir dans toutes les provinces sans distinction de races. En Turquie, où coexistent tant de populations distinctes par l'origine et les croyances, il était nécessaire que tous les groupes principaux fussent appelés à former le personnel de la nouvelle institution. C'était là, pour elle, une condition de succès et de popularité, et vous connaissez déjà l'impression favorable que la manière large dont on a procédé en cette circonstance a produite en Europe. Il ne nous reste qu'à faire des vœux pour que cette création réponde pleinement aux espérances qu'elle fait naître, et que les ministres ottomans tirent tout le parti possible du concours et de l'appui qu'elle apporte à leur action. Les paroles du Sultan, à la séance d'installation, sont à cet égard d'un heureux augure, et Sa Majesté trouvera, nous l'espérons, un encouragement à poursuivre sa mission civilisatrice dans l'approbation que donne à ses derniers actes l'opinion publique en Europe, aussi bien que tous les Gouvernements amis de la Turquie.

Agréé, etc.

Signé : MOUSTIER.

N° 82.

M. Bourée au marquis de Moustier.*(Extrait.)*

Péra, le 25 mai 1868.

Monsieur le Marquis,

Mgr Hassoun a demandé à être admis à exprimer au Sultan les sentiments de gratitude qu'inspirent aux Arméniens catholiques les réformes déjà accomplies et celles qui se préparent, et il a conseillé la même démarche au patriarche grec et au patriarche arménien grégorien. Mgr Hassoun a réussi sans peine, car la gratitude est générale et sincère. Les trois Patriarches ont donc été reçus par le Sultan, et le Grand Vizir m'a parlé avec une vive satisfaction de ce qui s'est passé au palais.

Veuillez agréer, etc.

Signé : BOURÉE.

N° 83.

Le marquis de Moustier à M. Bourée à Constantinople.*(Extrait.)*

Paris, le 5 juin 1868.

Monsieur,

J'applaudis sans réserve aux différentes mesures de réforme promulguées dans ces derniers temps. Je vous ai déjà mis à même de faire connaître notre sentiment à la Porte au moment de la création du Conseil d'État. Tous les documents qui me sont parvenus depuis lors à ce sujet, le discours du Sultan, le rapport d'Aali-Pacha, le compte rendu de la visite des patriarches, confirment notre impression première, et nous avons été heureux de voir éclater à Constantinople les témoignages de la satisfaction reconnaissante que ces mesures ont causée aux chefs des diverses communautés. L'opinion publique joint ses encouragements à ceux des cabinets. Nous espérons que le Sultan y puisera une force nouvelle pour continuer l'œuvre de progrès à laquelle il se montre résolu à consacrer ses efforts.

Agréez, etc., etc.

Signé : MOUSTIER.

N° 84.

Le marquis de Moustier à M. Bourée à Constantinople.

Monsieur,

Paris, le 8 mai 1868.

De toutes les réformes décidées depuis près d'un an à Constantinople sous l'impulsion éclairée d'Aali et de Fuad-Pacha, l'une des premières et des plus importantes est, sans contredit, la décision en vertu de laquelle les étrangers peuvent être admis désormais à la jouissance du droit de propriété en Turquie. Vous savez avec quelle satisfaction nous en avons salué la promulgation, et dans quel esprit nous avons apprécié les dispositions complémentaires concertées entre vous et les ministres ottomans pour en concilier l'application avec les garanties personnelles assurées par les traités dans toute l'étendue de l'Empire aux sujets des diverses nationalités. Nous avons compris, toutefois, qu'il convenait de ne formuler officiellement notre adhésion qu'après un examen approfondi, propre à écarter tout reproche de précipitation dans une affaire aussi étroitement liée aux plus graves intérêts. Pour que notre assentiment eût toute sa force, il n'était pas moins important à nos yeux qu'il fût appuyé de l'approbation simultanée des principales puissances intéressées, par le développement de leur commerce en Orient, à se préoccuper spécialement des conséquences de la mesure soumise à leurs délibérations. Nous avons donc travaillé à presser les résolutions des cours de Vienne et de Londres à ce sujet, et nous avons déjà pu constater que le Gouvernement Autrichien partageait notre manière de voir sur l'ensemble de la proposition turque, tout en se réservant d'éclaircir quelques points secondaires que je vous ai déjà signalés. Le Gouvernement Britannique, de son côté, a poursuivi cette étude avec une extrême circonspection ; et, bien qu'il se montrât favorable à l'esprit même de la loi décrétée par le Sultan, il hésitait, par des motifs tirés des plus honorables scrupules, à en consacrer formellement des dispositions pratiques. Je suis en mesure cependant de constater aujourd'hui que la question a fait un pas important dans les Conseils de la Couronne vers le but que nous nous sommes proposé.

M. l'ambassadeur d'Angleterre m'a en effet donné communication d'une dépêche dans laquelle le principal Secrétaire d'État de la Reine expose à M. Elliot l'opinion de son Gouvernement. Il en résulte que le long et minutieux examen dont le texte de la loi et du

protocole a été l'objet à Londres a eu pour résultat d'amener le Cabinet anglais à se déclarer, en ce qui le concerne, disposé à ratifier les plus importantes stipulations qui s'y trouvent consignées. Mais, avant de se prononcer sur les points de détail et d'application, il croit devoir, pour mettre sa responsabilité entièrement à couvert, consulter le juge de la Cour consulaire ainsi que les consuls et les principaux de ses nationaux, par l'entremise de l'Ambassadeur d'Angleterre à Constantinople.

En présence des délais que cette affaire a déjà subis et de ceux qu'une pareille enquête paraît de nature à entraîner encore, je pense qu'il n'y a pas lieu de différer davantage la démarche que nous avons suspendue jusqu'à ce jour. L'objet que nous avons en vue se trouve d'ailleurs en partie atteint par l'assentiment que le Cabinet de Londres accorde en principe à la mesure dont il s'agit, et dont la ratification ne peut être très-longtemps ajournée par la dernière précaution dont il a tenu à s'entourer. L'Ambassadeur d'Autriche, d'autre part, est prêt, ainsi que vous, à s'entendre avec la Porte sur la rédaction définitive du protocole; vous êtes donc autorisé à apposer votre signature à ce document, en tenant compte, autant que possible, des observations qui vous ont été présentées par M. Elliot ou que de nouvelles réflexions auraient pu vous suggérer.

Agréez, etc.

Signé : MOUSTIER.

N^o 85.

M. Bourée au marquis de Moustier.

Péra, le 9 juin 1868.

Monsieur le Marquis,

Conformément à vos instructions, je viens de signer avec Fuad-Pacha le protocole en vertu duquel nos nationaux auront désormais le droit de posséder des immeubles dans l'Empire ottoman. Je vous envoie ci-joint le texte de ce document.

Je suppose que M. de Prokesch sera autorisé prochainement à suivre mon exemple; j'ai vu mes collègues, excepté le général Ignatieff, qui a déjà quitté Constantinople pour sa résidence d'été sur le Bosphore, et je leur ai expliqué, avec tous les développements nécessaires, quels étaient les motifs qui me déterminaient à prendre

les devants. D'après les dispositions que j'ai été à même de constater, j'incline à penser que les signatures de l'Angleterre, de la Prusse, de la Belgique et de l'Italie seront très-prochainement placées à côté de la nôtre.

Veuillez agréer, etc.

Signé : BOURÉE.

N° 86.

Protocole¹.

ANNEXE DU N° 85.

Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté Impériale le Sultan, désirant constater par un acte spécial l'entente intervenue entre eux sur l'admission des sujets français en Turquie au droit de propriété immobilière concédé aux étrangers par la loi promulguée en date du 7 sepher 1284, ont autorisé :

Sa Majesté l'Empereur des Français, Son Excellence M. *Bourée*, son Ambassadeur à Constantinople; et Sa Majesté Impériale le Sultan, Son Altesse *Fuad-Pacha*, son Ministre des affaires étrangères, à signer le protocole dont la teneur suit :

La loi qui accorde aux étrangers le droit de propriété immobilière ne porte aucune atteinte aux immunités consacrées par les traités, et qui continueront à couvrir la personne et les biens meubles des étrangers devenus propriétaires d'immeubles.

L'exercice de ce droit de propriété devant engager les étrangers à s'établir en plus grand nombre sur le territoire ottoman, le Gouvernement Impérial croit de son devoir de prévoir et de prévenir les difficultés auxquelles l'application de cette loi pourrait donner lieu dans certaines localités. Tel est l'objet des arrangements qui vont suivre.

La demeure de toute personne habitant le sol ottoman étant inviolable, et nul ne pouvant y pénétrer sans le consentement du maître, si ce n'est en vertu d'ordres émanés de l'autorité compétente et avec l'assistance du magistrat ou fonctionnaire investi des pouvoirs nécessaires, la demeure du sujet étranger est inviolable au même titre, conformément aux traités; et les agents de la force publique ne peuvent y pénétrer sans l'assistance du Consul ou du délégué du Consul, dont relève cet étranger.

On entend par demeure la maison d'habitation et ses attenances,

1. Voir *Archives*, 1868, tome IV, p. 1678.

c'est-à-dire les communs, cours, jardins et enclos contigus; à l'exclusion de toutes les autres parties de la propriété.

Dans les localités éloignées de moins de neuf heures de la résidence consulaire, les agents de la force publique ne pourront pénétrer dans la demeure d'un étranger sans l'assistance du Consul, comme il est dit plus haut. De son côté, le Consul est tenu de prêter son assistance immédiate à l'autorité locale, de telle sorte qu'il ne s'écoule pas plus de six heures entre l'instant où il aura été prévenu et l'instant de son départ ou du départ de son délégué, afin que l'action de l'autorité ne puisse jamais être suspendue durant plus de vingt-quatre heures.

Dans les localités éloignées de neuf heures ou de plus de neuf heures de marche de la résidence de l'Agent consulaire, les agents de la force publique pourront, sur la réquisition de l'autorité locale et avec l'assistance de trois membres du Conseil des anciens de la commune, pénétrer dans la demeure d'un sujet étranger, sans être assistés de l'Agent consulaire, mais seulement en cas d'urgence et pour la recherche ou la constatation du crime de meurtre, de tentative de meurtre, d'incendie, de vol à main armée ou avec effraction ou de nuit, dans une maison habitée, de rébellion armée et de fabrication de fausse monnaie, et ce, soit que le crime ait été commis par un sujet étranger ou par un sujet ottoman, et soit qu'il ait eu lieu dans l'habitation de l'étranger ou en dehors de cette habitation et dans quelque autre lieu que ce soit.

Ces dispositions ne sont applicables qu'aux parties de la propriété qui constituent la demeure, telle qu'elle est définie plus haut. En dehors de la demeure, l'action de la police s'exercera librement et sans réserve; mais, dans le cas où un individu prévenu du crime ou de délit serait arrêté et que ce prévenu serait un sujet étranger, les immunités attachées à sa personne devraient être observées à son égard.

Le fonctionnaire ou officier chargé de l'accomplissement de la visite domiciliaire, dans les circonstances exceptionnelles déterminées plus haut, et les membres du Conseil des anciens qui l'assisteront, seront tenus de dresser procès-verbal de la visite domiciliaire et de le communiquer immédiatement à l'autorité supérieure, dont ils relèvent, qui le transmettra elle-même et sans retard à l'Agent consulaire le plus rapproché.

Un règlement spécial sera promulgué par la Sublime-Porte, pour déterminer le mode d'action de la police locale dans les différents cas prévus plus haut.

Dans les localités distantes de plus de neuf heures de la résidence de l'Agent consulaire, et dans lesquelles la loi sur l'organisation judi-

ciaire du Vilayet sera en vigueur, les sujets étrangers seront jugés, sans l'assistance du délégué consulaire, par le Conseil des anciens, remplissant les fonctions de juge de paix, et par le tribunal du Caza, tant pour les contestations n'excédant pas 1,000 piastres que pour les contraventions n'entraînant que la condamnation à une amende de 500 piastres au maximum.

Les sujets étrangers auront dans tous les cas le droit d'interjeter appel, par-devant le tribunal du Sandjak, des sentences rendues comme il est dit ci-dessus; et l'appel sera suivi et jugé avec l'assistance du Consul, conformément aux traités.

L'appel suspendra toujours l'exécution.

Dans tous les cas, l'exécution forcée des sentences rendues dans les conditions déterminées plus haut ne pourra avoir lieu sans le concours du Consul ou de son délégué.

Le Gouvernement impérial édictera une loi qui déterminera les règles de procédure à observer par les parties dans l'application des dispositions qui précèdent.

Les sujets étrangers, en quelque localité que ce soit, sont autorisés à se rendre spontanément justiciables du Conseil des anciens ou des tribunaux des Cazas, sans l'assistance du Consul, dans les contestations dont l'objet n'excède pas la compétence de ces conseils ou tribunaux, sauf le droit d'appel par-devant le tribunal du Sandjak, où la cause sera appelée et jugée avec l'assistance du Consul ou de son délégué.

Toutefois le consentement du sujet étranger à se faire juger comme il est dit plus haut, sans l'assistance du Consul, devra être donné par écrit et préalablement à toute procédure.

Il est bien entendu que toutes ces restrictions ne concernent point les procès qui ont pour objet une question de propriété immobilière; lesquels seront poursuivis et jugés dans les conditions établies par la loi.

Le droit de défense et la publicité des audiences sont assurés en toute matière aux étrangers qui comparaitront devant les tribunaux ottomans ainsi qu'aux sujets ottomans.

Les arrangements qui précèdent resteront en vigueur jusqu'à la révision des anciens traités, révision sur laquelle la Sublime-Porte se réserve de provoquer ultérieurement une entente entre elle et les Puissances amies.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Constantinople, le neuvième jour du mois de juin mil huit cent soixante-huit.

(L. S.) *Signé* : BOURÉE.

(L. S.) *Signé* : FUAD.

N° 87.

M. Bourée au marquis de Moustier.

Thérapia, le 25 août 1868.

Monsieur le Marquis,

A l'occasion de la signature du protocole relatif à l'exercice du droit de propriété par les étrangers, j'ai cru devoir envoyer à nos Consuls et à nos Agents consulaires la circulaire ci-jointe, à laquelle je pourrai être dans le cas d'ajouter d'autres développements quand la pratique en aura indiqué la convenance.

Veuillez agréer, etc.

Signé : BOURÉE.

N° 88.

M. Bourée aux Consuls de France dans l'Empire Ottoman¹.

Thérapia, le 17 août 1868.

Monsieur,

J'ai signé le 9 juin dernier, par ordre de S. Exc. M. le Ministre des affaires étrangères, le protocole ouvert aux Puissances qui voudraient faire jouir leurs nationaux des bénéfices de la loi accordant le droit de propriété aux étrangers. Les ratifications de cet acte venant d'être échangées, les stipulations de la loi et du protocole sont désormais applicables aux sujets de l'Empereur.

L'importance de ces innovations n'a pas besoin d'être signalée; mais l'état de choses qu'elles amènent me paraît comporter certaines explications.

Par la concession aux étrangers du droit de posséder la terre, le Gouvernement ottoman s'est proposé de développer les innombrables richesses de la Turquie en appelant sur son sol fécond les capitaux de l'Europe et son savoir en matière d'exploitation minéralogique, agricole, forestière. Telles doivent être, en effet, les conséquences de ces mesures libérales; elles doivent produire, nous en avons la conviction, des avantages réciproques. Mais en ouvrant aux étrangers un

1. Voir *Archives*, 1868, tome IV, p. 1704.

champ qui leur était jusqu'à ce jour interdit, le Gouvernement de l'Empereur et celui du Sultan ont dû reconnaître qu'il y aurait pour les Européens une situation nouvelle que les capitulations n'avaient pas réglementée.

Elles n'étaient, en effet, destinées primitivement qu'à protéger des commerçants peu nombreux établis sur certains points du littoral, sous la sauvegarde immédiate de leurs Consuls respectifs; chaque ligne des capitulations met cette vérité en saillie. Non-seulement elles suffisaient alors, mais très-probablement elles ne donnaient lieu à aucune des objections qu'on leur a adressées, depuis que les Européens se sont multipliés en Turquie au delà des prévisions qui étaient possibles en 1740 et, à plus forte raison, lors des premières conventions faites avec l'Empire ottoman.

Les garanties essentielles assurées par les capitulations aux étrangers établis en Turquie sont l'inviolabilité du domicile dans lequel les autorités locales ne peuvent pénétrer sans l'assistance consulaire (art. 70), et le droit d'assistance d'un drogman consulaire devant les tribunaux locaux, quand ces tribunaux ont à juger des étrangers (art. 20).

Ces dispositions supposent que les Européens habitent la même ville que leurs Consuls ou dans un voisinage immédiat. Il en était ainsi quand les capitulations furent concédées. Avec l'augmentation graduelle du nombre des étrangers qui se répandaient partout, ces conditions de commun séjour, ou tout au moins de voisinage, n'existant plus, les capitulations eussent fort risqué de devenir caduques, faute de Consuls pour en sauvegarder les stipulations; on a paré à cette éventualité en multipliant les consulats et en créant de nombreuses agences consulaires. Si l'on n'eût pas agi ainsi, les étrangers, livrés à eux-mêmes, loin de la protection consulaire et en présence de garanties que la distance eût rendues chimériques, se fussent probablement arrangés de leur mieux avec les choses praticables plutôt que de ne pas avoir de justice du tout. C'est du moins ce que leur eussent conseillé de faire le bon sens et l'intérêt bien entendu, qui l'emportent finalement sur toutes les conventions inexécutables.

Aujourd'hui la concession faite aux étrangers du droit de posséder pourrait, si elle a son effet probable, en multiplier le nombre à ce point que l'on ne saurait prétendre sauvegarder leurs personnes et leurs biens, en restant dans le texte des capitulations, qu'en créant des consulats et des vice-consulats à l'infini. Cet expédient, si on le suppose praticable, ne conviendrait sans doute pas plus à la Porte qu'à celles des Puissances qui sont soucieuses de leur considération; il n'était certainement pas admissible pour le Gouvernement de l'Empereur. La nécessité de négocier avec la Porte une convention nou-

velle s'est donc manifestée le jour où le Gouvernement du Sultan, renonçant à ses répugnances, s'est enfin décidé à entrer dans la voie que lui indiquaient depuis tant d'années les conseils des Puissances amies.

La loi expose les conditions auxquelles les étrangers pourront posséder en Turquie, et le protocole prévoit, en les réglant, les droits et les devoirs qui naîtront directement ou indirectement d'une situation nouvelle. Ni la loi ni le protocole ne sont faits pour ceux qui continueraient de vivre dans les conditions que les capitulations ont eu en vue de réglementer. La loi et le protocole spécifient les faibles dérogations consenties aux capitulations en ce qui concerne les étrangers, mais les anciennes garanties n'en sont pas moins formellement maintenues. Le paragraphe I^{er} du protocole le reconnaît de la manière la plus authentique; car il dit, en propres termes, qu'aucune atteinte n'est portée aux immunités assurées par les traités quant à la personne et aux biens meubles des étrangers devenus propriétaires fonciers.

Le paragraphe II détermine le but que s'est proposé la Porte en faisant cesser toute distinction entre les sujets ottomans et les étrangers, en ce qui concerne la propriété immobilière.

Le paragraphe III garantit l'inviolabilité du domicile; il rappelle que les agents de la force publique ne peuvent y entrer sans l'assistance du Consul ou du délégué du Consul dont relève l'étranger.

Il était important de donner une définition du domicile. Le paragraphe IV contient cette définition aussi large que nous pouvions la désirer. Il n'eût certainement pas été admissible qu'une vaste étendue de terres, par ce fait qu'elle aurait appartenu à un étranger, dût être considérée comme un domicile dans lequel les agents du gouvernement turc n'eussent point été autorisés à se présenter ni à pénétrer. Réclamer davantage, c'eût été prétendre que toute terre appartenant à un étranger devait jouir du bénéfice de l'exterritorialité; c'eût été vouloir et ne pas vouloir; car c'eût été demander pour ne pas obtenir, la Porte ne pouvant jamais consentir à ce que la propriété mobilière en Turquie fût soumise à la juridiction étrangère.

D'après le paragraphe V, on affirme de nouveau l'inviolabilité du domicile, seulement on constate que le Consul sera tenu, en cas de demande de visite domiciliaire, de prêter son assistance immédiate à l'autorité locale, afin que l'action de la justice ne soit pas suspendue.

Dans le paragraphe VI, dans les localités éloignées de neuf heures ou de plus de neuf heures de marche de la résidence consulaire, les agents de la force publique pourront, sur la réquisition de l'autorité locale et avec l'assistance de trois membres du Conseil des anciens de la commune, pénétrer dans la demeure d'un sujet étranger, sans être

assistés d'un Agent consulaire trop éloigné pour être appelé ; mais seulement en cas d'urgence et pour la recherche ou la constatation du crime de meurtre, de tentative de meurtre, d'incendie, de vol commis à main armée ou avec effraction, ou de nuit dans une maison habitée, de rébellion armée et de fabrication de fausse monnaie. Nous n'aurions pu refuser cette stipulation sans méconnaître le droit du Sultan à administrer et à exercer la justice dans son Empire. Mais en concédant à l'autorité locale le droit de se passer d'un Consul hors de portée, ou n'existant pas, nous avons pris toutes les précautions nécessaires pour prévenir les abus, et nous sommes convenablement armés pour faire punir ceux qui pourraient être commis. Les agents qui auront opéré une visite domiciliaire dans les conditions dont il vient d'être question seront tenus d'ailleurs d'en dresser un procès-verbal et de le communiquer immédiatement à l'autorité supérieure dont ils relèvent, qui devra le transmettre à son tour et sans retard à l'agent consulaire le plus rapproché (paragraphe VIII) .

Le paragraphe X établit que les Étrangers, dans les localités distantes de plus de neuf heures d'une résidence consulaire, seront jugés par les tribunaux ottomans, en l'absence et malgré l'absence d'un drogman, tant pour les contestations n'excédant pas 1,000 piastres (230 francs) que pour les contraventions entraînant des amendes dont le maximum serait de 500 piastres (115 francs). On pourrait se borner à faire remarquer que nous n'avions aucun intérêt à exiger que nos nationaux, même pour le procès le plus minime, fussent nécessairement conduits dans la résidence consulaire la plus rapprochée, laquelle pourrait parfois être très-éloignée, pour s'y voir juger avec l'assistance de leur Consul. Mais cette observation ne suffirait pas à faire apprécier la valeur exacte des dispositions qui précèdent. Pour les juger comme elles doivent l'être et reconnaître l'esprit qui les a inspirées, il faut considérer le droit qu'auront les étrangers d'interjeter appel (paragraphe XI), appel qui suspendra toujours l'exécution (paragraphe XII) ; il faut aussi réfléchir aux effets de l'appel suspensif en Turquie ; il faut enfin lire la clause XIII, stipulant que l'exécution, qui aurait été prescrite par le tribunal d'appel, au cas bien rare où il y aurait eu appel, nécessitera toujours le concours du Consul.

De ce qui précède il résulte implicitement que les Étrangers ne seront soumis à la juridiction ottomane, quand ils seront établis trop loin des consulats pour être assistés par les drogman, que lorsqu'il s'agira de contestations inférieures à 1,000 piastres ou de contraventions passibles d'une amende n'excédant pas 500 piastres. De ces mêmes dispositions il résulte explicitement, lorsqu'il s'agira d'affaires plus importantes, il faudra que les sujets ottomans attaquent les

Étrangers devant les tribunaux qui seront dans des résidences consulaires. Nous rentrons ici dans les cas prévus par les capitulations, c'est-à-dire que le droit des Étrangers à être assistés d'un drogman près des tribunaux, toutes les fois que la chose est matériellement possible, reparaît dans toute sa force. On ne saurait trop le répéter, le protocole n'a pas dérogé aux capitulations ; il a suppléé à ce qu'elles auraient eu de vain et d'inexcusable pour des circonstances non prévues par elles, c'est-à-dire pour les cas où il n'y aurait ni Consul ni drogman, et où pourtant, à raison même des distances et de leur isolement, les Étrangers propriétaires d'immeubles ne pourraient vivre en dehors de toute autorité judiciaire et de toute loi.

On devait prévoir davantage, on devait admettre que journellement les Étrangers préféreraient se passer de la garantie du drogman en portant devant les tribunaux de leur résidence des questions litigieuses dont l'objet dépasserait 1,000 piastres, plutôt que d'aller chercher la justice loin de leur domicile afin d'obtenir l'assistance consulaire. C'est pour donner satisfaction à cet intérêt considérable qu'a été écrit le paragraphe XV, qui autorise les Étrangers à se déclarer volontairement justiciables des tribunaux ottomans, en se réservant le droit d'appel devant les tribunaux supérieurs où ils retrouveraient l'assistance du Consul.

On n'hésite pas à affirmer que si cette faculté eût été refusée par leurs Gouvernements aux Étrangers domiciliés dans les provinces de l'intérieur et que si on ne leur eût pas permis de recourir à la justice locale pour les procès minimes, ils eussent été dans une situation que la mauvaise foi aurait pu exploiter sans pitié, situation d'autant plus intolérable que, propriétaires établis dans l'intérieur des terres, ils seront demandeurs et plaignants quatre-vingt-dix fois sur cent.

Nous avons désiré que l'acquiescement à la compétence du tribunal fût donné par écrit et avant tout commencement de procédure (paragraphe XVI). C'est encore une garantie ajoutée à tant d'autres. Nous n'ignorons pas ce qu'il y a d'insolite et de dérogatoire aux principes du droit ordinaire dans la faculté accordée aux plaideurs de traiter les tribunaux établis comme des commissions arbitrales qui ne tiennent leur pouvoir que d'un compromis signé entre les parties, mais la rigueur de ce principe n'est pas de mise ici.

Ces acceptations de la compétence des tribunaux ottomans par les Étrangers sont d'ailleurs très-fréquentes en fait ; seulement, comme les capitulations ne les prévoient pas et comme les Ambassades ne les ratifient pas, des plaideurs peu honnêtes en profitent pour refuser de laisser exécuter les jugements qui les ont condamnés. En consacrant cette faculté pour les localités dépourvues d'Agents consulaires,

le protocole tient compte d'une nécessité incontestable et réprime, là, au moins, les actes de mauvaise foi.

Le paragraphe XVIII donne, non pas seulement aux Étrangers, mais à tous les sujets ottomans, la publicité des audiences et la liberté de la défense assurées par le Hatt-Humayoun, mais que le Gouvernement du Sultan avait laissées à l'état de promesses. Ces actes considérables n'ont pas besoin d'être commentés : il faut toutefois remarquer que l'insertion de ces deux grands principes dans le protocole les rend désormais indiscutables et leur imprime le caractère d'un engagement international dont les puissances signataires sont en droit de demander l'exécution aussi bien pour les sujets ottomans que pour leurs nationaux. Nous devons nous en applaudir et féliciter la Turquie d'être entrée dans la voie des réformes qui doivent la régénérer.

Tout ce qui précède établit surabondamment que les stipulations dont on vient d'exposer l'esprit ne sont applicables qu'à ceux qui se rendraient acquéreurs d'immeubles ou qui se grouperaient autour des établissements agricoles ou industriels créés loin des autorités consulaires, c'est-à-dire à ceux qui auraient jugé suffisantes les garanties offertes par un Empire dont l'état social est encore imparfait. La prudence leur conseillerait sans doute de choisir certaines provinces où la civilisation est plus avancée, où les mœurs des habitants accoutumés au contact des Européens sont depuis longtemps adoucies. Il en est d'autres où il conviendrait, au contraire, de ne pas apporter quant à présent nos capitaux et notre industrie. Nos Consuls et nos Agents consulaires seront à cet égard les meilleurs des conseillers. Ils auraient vraisemblablement à combattre quelque tendance à s'établir trop exclusivement dans les cercles de vingt ou vingt-cinq lieues de diamètre dont chacun de nos consulats ou de nos agences consulaires serait le centre, comme autant d'oasis où le privilège assuré par les capitulations de se faire assister pour toutes les questions personnelles devant les tribunaux ottomans serait conservé. Nos nationaux, en raisonnant ainsi, oublieraient trop qu'aucun de nos consulats ne posséderait un nombre de drogmans suffisants pour que ce calcul ne fût pas déçu dans la pratique.

On n'a pas vu sans quelque surprise qu'on ait multiplié à profusion, et dans des vues plus hostiles à la Turquie qu'au Gouvernement de l'Empereur, des critiques qui représentent la loi de propriété des Étrangers et le protocole comme destructeurs des capitulations. On a raisonné généralement comme si tous nos compatriotes allaient, *ipso facto*, devenir propriétaires d'immeubles, quitter, bon gré, mal gré, leurs comptoirs, et s'éloigner de leurs consulats pour subir une situation affreuse dans laquelle les aurait attirés on ne sait quel mirage.

Il y a dans ces critiques un manque de logique dont les habitants de l'Orient auront fait justice facilement. Ils reconnaîtront que, si la Porte a mis certaines conditions aux droits de propriété accordé aux Étrangers, ces conditions étaient dans la nature des choses, et que l'effet le plus immédiat de la nouvelle loi sera de mettre fin aux abus et aux injustices résultant de l'usage des prête-nom en matière immobilière, et de la substitution au fait vrai d'une fiction dangereuse qui, l'expérience en fait foi, laissait nos nationaux propriétaires d'immeubles dans l'impossibilité de se défendre personnellement, soit contre les taxations arbitraires, soit, en justice, contre les contestations qui mettaient leurs droits en péril.

Recevez, etc.

Signé : BOURÉE.

IV

TUNIS.

N° 89.

**Le marquis de Moustier au vicomte de Botmiliau,
Consul général de France à Tunis.**

Paris, le 6 mai 1868.

Monsieur,

Au moment où des informations erronées tendraient à égarer le jugement des Consuls étrangers, je crois utile de résumer brièvement ce qui s'est passé entre le Gouvernement Tunisien et nous.

Depuis longtemps déjà, j'avais appelé votre attention sur l'état affligeant où une mauvaise administration de la chose publique avait placé la Régence de Tunis. Je vous avais exposé quel intérêt politique nous faisait un devoir d'arrêter, s'il était possible, sur une pente fatale, un pays placé dans un contact si immédiat avec nos possessions d'Afrique.

Outre cette considération d'un ordre tout spécial, nous avions à tenir compte de l'impossibilité de jour en jour plus manifeste d'obtenir pour nos nationaux l'exécution des engagements pécuniaires pris envers eux. Cette situation ne cessait de s'aggraver. Elle s'était révélée dans toute son étendue à l'attention publique par la suspension du paiement semestriel de la dette extérieure. J'ai dû, dès lors, songer aux moyens de sauvegarder les intérêts compromis.

Cependant, je n'avais pas encore arrêté complètement avec vous la nature des résolutions qu'il y avait lieu de prendre dans ce but, lorsqu'à la date du 15 janvier, vous m'avez transmis différents décrets rendus par le Bey, sans qu'aucune connaissance préalable vous en eût été donnée, même à titre officieux. Il nous avait donc été impossible de présenter, en faveur des porteurs de la dette, les observations qui eussent pu prévenir pour eux de nouvelles déceptions. Je vous ai chargé, en conséquence, de faire comprendre au Khaznadar l'impossibilité où se verrait le Gouvernement Français de permettre aucune opération financière sur la place de Paris tant que nous n'aurions pas réglé avec le Gouvernement du Bey les questions générales relatives à l'administration de ses finances. Lorsque vous avez fait cette déclaration, le Gouvernement du Bey, déjà éclairé par les renseignements qui de toutes parts lui arrivaient sur les conditions défavorables dans lesquelles il avait traité, était déjà décidé à rapporter les mesures qu'il avait prises, et vous n'avez trouvé chez lui, en conséquence, aucune hésitation à reconnaître la justice de nos réclamations.

Quelques jours plus tard, le Khaznadar vous faisait spontanément savoir qu'il avait à vous entretenir de la formation d'une Commission financière à laquelle serait confiée l'administration des recettes du Trésor, et, à la suite de cet entretien, il vous remettait lui-même, le 16 mars dernier, un arrêté en six articles instituant cette Commission. Sa tâche devait consister à établir le budget annuel de l'État, à percevoir les revenus, à donner, en un mot, toute garantie aux porteurs des différentes dettes de la Régence. L'arrêté du Bey stipulait, en outre, qu'un inspecteur des finances serait demandé au Gouvernement Français pour faire partie de la Commission et en occuper la vice-présidence.

Nous avons cru à la sincérité de la décision par laquelle le Bey s'engageait spontanément envers nous, et nous nous sommes empressés d'y adhérer et d'en prendre acte. Je me bornais alors à indiquer les développements que comportait l'arrêté de Son Altesse, si l'on voulait donner entière confiance aux porteurs de la dette intérieure, aussi bien qu'aux souscripteurs étrangers des deux emprunts. Je ne vous demandais même pas de faire de nos observations l'objet d'une communication officielle. Dès les premiers mots échangés avec le Khaznadar, vous avez trouvé chez ce ministre un empressement extrême à admettre nos idées et à se les approprier. Loin de discuter, il vous a remercié des conseils amicaux que nous voulions bien lui donner pour l'aider à améliorer la combinaison dont il avait pris l'initiative. Un nouveau décret a été, en conséquence, rendu le 4 avril par le Bey, sans aucune hésitation de sa part et sans aucune pression de la vôtre.

C'est donc avec la plus légitime et la plus profonde surprise que j'ai appris, par votre télégramme du 24 avril, puis par votre dépêche du même jour, que le Khaznadar, sans tenir aucun compte des deux arrêtés successifs qui avaient été communiqués, revenait sur les engagements pris, en vous déclarant que Son Altesse ne pouvait ratifier les actes émanés d'Elle et en répandant le bruit que vous les aviez obtenus par l'intimidation.

Toute votre correspondance avec moi, aussi bien que les instructions que je vous ai adressées dans les différentes phases de cette affaire, donnaient le plus éclatant démenti à une assertion aussi inattendue, et je n'aperçois, je l'avoue, dans les motifs mis en avant par le Premier Ministre, aucune explication qui puisse atténuer à un degré quelconque la responsabilité du Gouvernement Tunisien. Il allègue auprès de nous les représentations qu'auraient fait entendre les Consuls d'Angleterre et d'Italie; mais, quel qu'ait pu être le langage de M. Wood et de M. Pinna, il n'a évidemment servi que de prétexte; car le Khaznadar n'ignore pas que l'Angleterre et l'Italie ne repoussent nullement le principe même d'une Commission financière.

J'ai exposé, en effet, cette situation aux Cabinets de Londres et de Florence. « Si, en acceptant sans hésitation, leur ai-je dit, les garanties offertes par le Bey, nous avons pour but de préserver de la ruine des intérêts français considérables, nous n'étions mus cependant par aucune pensée dont les créanciers étrangers eussent à s'inquiéter. Les principes de justice et d'impartialité dont le Gouvernement de l'Empereur s'inspire partout, et dont il n'a cessé de donner des preuves dans les pays Levantins, excluent la possibilité de lui attribuer le désir de frustrer, dans des vues exclusives, les justes espérances des sujets des autres nations. Il est évident, au contraire, que si nous n'avions pas pris à cœur de travailler à la reconstitution des finances tunisiennes, ou si nous pouvions échouer dans cette tâche, les droits des étrangers seraient inévitablement compromis comme les nôtres dans la ruine générale. »

Tel est le langage que j'ai tenu à Londres comme à Florence, et j'ai exprimé le vœu que la question devint l'objet d'un échange d'idées confidentiel et direct entre les Cabinets.

Cette suggestion a été accueillie ainsi qu'elle devait l'être. Nous examinerons donc à Paris avec les deux autres Gouvernements le moyen de satisfaire tous les intérêts en mettant en pratique le principe d'une Commission financière.

Ce principe subsiste, en effet, pour nous dans toute sa force. Les souscripteurs français des emprunts tunisiens se montrent extrêmement inquiets du revirement survenu dans les dispositions du Gouvernement Tunisien au moment où l'on devait le moins s'y attendre, et

les préoccupations des créanciers de la Régence, succédant tout à coup aux espérances que les résolutions antérieures du Bey leur avaient fait naître, ajoutent encore à des devoirs que nous sommes bien décidés à remplir. Je ne puis donc que confirmer ici le télégramme que je vous ai adressé avant-hier. Des assurances spontanées comme celles que vous avez reçues et dont nous avons pris acte ne peuvent être retirées sous aucun prétexte. Il y a là pour nous, avant tout, une question de dignité qu'il ne serait pas prudent de méconnaître. Faites-le bien comprendre au Khaznadar et attachez-vous à le prémunir également contre tout calcul qui se fonderait de sa part sur l'éventualité d'un désaccord entre les Puissances.

Recevez, etc.

Signé : MOUSTIER.

N° 90.

Le marquis de Moustier au prince de La Tour d'Auvergne à Londres¹.

Paris, le 21 mai 1868.

Prince, j'ai pris soin de vous fournir tous les documents qui pouvaient vous éclairer sur la question tunisienne et vous mettre à même de faire connaître au Gouvernement Anglais nos véritables intentions.

Vous savez donc que depuis longtemps nos réclamations auprès du Bey sont toujours demeurées stériles. Un fait grave s'est produit il y a un an : les arrérages des deux emprunts contractés en 1863 et 1865, et dont les titres sont pour la plus grande partie entre les mains de nos nationaux, ont cessé d'être payés.

Au commencement de l'année courante, le Gouvernement Tunisien a cherché, par divers moyens que je m'abstiens de qualifier, à se procurer de l'argent sur la place de Paris, et il a, en particulier, essayé une conversion de sa dette dans des conditions qui, à nos yeux, constituaient une véritable négation du droit des porteurs et ont donné lieu de leur part aux protestations les plus vives. Nous nous sommes bornés néanmoins à prévenir le Gouvernement de la Régence qu'il chercherait en vain à faire sur notre marché aucune opération financière tant qu'il n'aurait pas offert pour la bonne administration à venir de ses finances de réelles garanties.

C'est alors que le premier ministre du Bey déclara à notre Con-

1. Une dépêche semblable a été adressée au Ministre de France à Florence.

sul que son maître comprenait l'absolue nécessité de réformes administratives sérieuses et sollicita, afin de les réaliser sans retard, notre bienveillant appui et notre concours effectif. Le Khaznadar demanda spécialement qu'un comptable d'une autorité suffisante fût envoyé à Tunis pour être placé à la vice-présidence d'une commission financière destinée à encaisser les revenus et à en surveiller l'emploi. Pour preuve de la sincérité de ses assurances, il communiqua officiellement à M. de Botmiliau un décret instituant formellement cette commission.

Notre agent, qui ne s'attendait nullement à cette démarche toute spontanée et à une mesure aussi décisive sur laquelle il n'avait point été consulté, ne put que reconnaître ce qu'elle avait d'utile en principe, et, après en avoir pris acte, il annonça qu'il allait la soumettre à l'appréciation du Gouvernement de l'Empereur. Le Khaznadar témoigna tout le prix qu'il attachait à connaître promptement notre opinion.

Nos observations ont eu pour but unique de faire ressortir la nécessité de ne pas placer la Commission dans des conditions qui la rendissent en réalité illusoire. Il importait à nos yeux, premièrement : que la part réservée aux divers éléments appelés à former cette Commission fût plus nettement déterminée et que les porteurs de la dette extérieure y fussent représentés d'une manière suffisante pour les rassurer contre de nouveaux mécomptes ; en second lieu, que ses attributions fussent plus clairement spécifiées ; enfin que l'on indiquât, comme point de départ de ses travaux, l'ouverture d'un registre où seraient inscrites une fois pour toutes les dettes, tant intérieures qu'extérieures, contractées par le Gouvernement Tunisien jusqu'à ce jour.

Le Khaznadar écouta ces observations sans les discuter et envoya le lendemain à notre Consul l'arrêté en date du 4 avril qui lui semblait répondre à ces différents points de vue.

Il importe ici de bien se rendre compte de la manière dont nous envisageons ce document. Nous y avons vu avant tout un témoignage des intentions du Bey, et sans l'approuver dans toutes ses dispositions, nous avons cru qu'il ne devait être en ce moment ni discuté ni amendé. Nous en avons pris acte pour qu'aucun pas en arrière ne pût être fait dans la voie de l'ordre et du progrès où le Gouvernement Tunisien s'engageait par cette communication. Mais notre pensée a toujours été, ainsi que nous l'avons constamment déclaré dès l'origine, de convier le Gouvernement Britannique à nous faire connaître dans quelle mesure, en sauvegardant les intérêts français, l'acte émané du Bey pouvait porter préjudice aux créanciers étrangers.

Nous avons donc fait immédiatement appel à la discussion ; nous avons tenu toutefois à ce qu'elle n'eût pas lieu à Tunis, car nous savions qu'elle conduirait fatalement à un résultat négatif et à l'avortement des espérances légitimes que nous fondions sur une réforme financière devenue indispensable. Nous avons certainement raison, puisque les premières difficultés locales qui se sont manifestées ont servi au Bey de prétexte pour renier des engagements que nous considérons comme irrévocables. Nous ne pouvions admettre qu'une parole donnée fût retirée, et la suspension des relations aussi bien que notre insistance n'ont pas d'autre cause ; mais tout en maintenant vis-à-vis du Bey notre droit à cet égard, nous sommes très-loin de penser que le décret du 4 avril ne soit susceptible d'aucune amélioration. Si des modifications sont reconnues utiles d'un commun accord, nous estimons qu'il sera facile de les faire adopter par le Gouvernement Tunisien.

Nous n'avons jusque-là aucune intention de nous prévaloir de ce décret ni de procéder à la formation de la commission qu'il a en vue d'instituer. Le Gouvernement Anglais n'a donc, de son côté, aucun intérêt à ce que nous ne recevions pas du Bey la satisfaction que nous attendons de ce Prince. Plus tôt, au contraire, cette satisfaction nous sera donnée, plus tôt pourra commencer l'examen que nous désirons faire des situations réciproques.

La cordialité que, dès le début de cette affaire, vous avez rencontrée chez le principal Secrétaire d'État et la parfaite confiance qu'il a dans la loyauté de nos intentions ne me permettent pas de douter du sentiment amical avec lequel il accueillera ces éclaircissements.

Agréez, etc.

Signé : MOUSTIER.

N° 91.

Le prince de La Tour d'Auvergne au marquis de Moustier.

(Extrait.)

Londres, le 25 mai 1868.

Monsieur le Marquis,

J'ai reçu la dépêche que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser, en date du 21 mai, au sujet de l'affaire de Tunis.

Je me suis empressé de donner lecture au principal Secrétaire-d'État et je lui en ai, suivant votre autorisation, remis une copie.

Le principal Secrétaire d'État vous remercie de ces explications. Il les considère comme pleinement satisfaisantes et il espère que notre attitude exercera une influence salutaire sur les intérêts des créanciers européens de la Régence.

Veuillez agréer, etc.

Signé : LA TOUR D'Auvergne.

N° 92.

**Le baron de Malaret, ministre de France à Florence,
au marquis de Moustier.**

Florence, le 29 mai 1868.

Monsieur le Marquis, arrivé à Florence jeudi soir, je me suis présenté hier matin chez M. le Président du Conseil, à qui j'ai donné lecture de la dépêche que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser sous la date du 21 mai. J'ai complété cette communication en fournissant à M. le comte Menabrea les explications verbales que Votre Excellence avait bien voulu me donner sur l'origine du dissentiment qui s'est produit en dernier lieu entre le Gouvernement de l'Empereur et celui du Bey de Tunis.

Le général Menabrea n'a élevé aucune objection contre les justes prétentions de la France. Il s'est au contraire applaudi de voir heureusement écartées des difficultés qu'une série de malentendus avait seule pu faire naître, et s'est montré disposé à envoyer au Consul du Roi à Tunis un supplément d'instructions destiné à compléter et à préciser celles qui lui avaient été sommairement adressées il y a quelques jours. Ces instructions ont été expédiées hier au soir. Elles prescrivent à M. Pinna de ne s'opposer en aucune manière à la satisfaction que la France réclame. Elles l'engagent en outre à faire entendre aux Italiens intéressés dans les affaires de Tunis qu'à la suite d'explications loyalement échangées entre Florence et Paris, le Gouvernement du Roi a acquis la conviction que les réformes radicales qu'il s'agit d'introduire dans l'administration des finances tunisiennes offriront à tous les intérêts, sans distinction de nationalité ou d'origine, les seules garanties solides et efficaces.

Veuillez agréer, etc.

Signé : MALARET.

N° 93.

Le marquis de Moustier au vicomte de Botmilliau à Tunis.

Paris, le 3 juin 1868.

Monsieur,

Je reçois le télégramme que vous m'avez adressé en date du 30 mai pour m'annoncer que le Khaznadar s'est rendu à l'hôtel du Consulat général accompagné du comte Raffo, et qu'il a déposé officiellement entre vos mains la ratification donnée par le Bey au décret du 4 avril. Bien que les explications échangées en dernier lieu entre nous et les Cabinets de Londres et de Florence, en faisant perdre au Gouvernement Tunisien tout espoir de s'assurer les deux points d'appui sur lesquels il aurait voulu étayer sa résistance, fussent de nature à nous laisser pressentir ce résultat, je n'en ai pas moins appris avec une réelle satisfaction l'heureuse issue de l'incident qui avait amené la suspension momentanée de vos rapports avec le Gouvernement du Bey.

Recevez, etc.

Signé : MOUSTIER.

N° 94.

Le marquis de Moustier au vicomte de Botmilliau à Tunis.*(Télégramme.)*

Paris, le 5 juillet 1868.

Monsieur,

Le décret ordonnant le paiement anticipé du droit sur les oliviers nous impose le devoir de protester contre l'emploi qui pourrait être fait d'un revenu affecté au service de la dette extérieure. Veuillez demander qu'il soit mis à la disposition des obligataires, à mesure que les rentrées s'effectueront, et faites comprendre que le Gouvernement de l'Empereur compte sur le versement intégral des sommes provenant de tous les revenus donnés en garantie à nos nationaux. Insistez également pour que l'Administration Tunisienne réprime avec soin les tentatives de fraudes qui auraient pour but de soustraire une partie des recettes ou d'en donner un relevé inexact.

N° 95.

Le marquis de Moustier au vicomte de Botmilliau à Tunis.

Paris, le 8 juillet 1868.

Monsieur,

La suspension absolue du paiement de la dette extérieure à Tunis place les souscripteurs dans la nécessité de recourir aux garanties

stipulées, en prévision de cette éventualité, dans les contrats de 1863 et de 1865 : notre devoir est donc de veiller à ce que le bénéfice de ces conventions leur soit strictement réservé, et nous ne pourrions laisser passer sans protestations une mesure qui aurait en réalité pour objet de détourner au profit du Gouvernement un revenu spécialement affecté au service des emprunts. La démarche que vous aurez à faire en ce sens auprès du Bey ne devra lui laisser aucun doute sur notre résolution de revendiquer le légitime usage d'un droit formellement inscrit dans les actes constitutifs de ses engagements financiers, et qui est actuellement la seule sauvegarde effective des intérêts de nos nationaux. Afin de prévenir tout malentendu et d'atténuer en même temps de pénibles préoccupations, vous voudrez bien demander que le produit de la taxe sur les oliviers¹ soit mis à la disposition des obligataires, à mesure que les rentrées en seront effectuées, et vous saisissez cette occasion pour rappeler au Gouvernement Tunisien que nous comptons également sur le versement intégral des sommes provenant des diverses branches de l'impôt affectées, à titre de nantissement, au remboursement des dettes demeurées en souffrance. Vous ne sauriez trop insister pour la stricte exécution de ces mesures, et je n'ai pas besoin de vous prémunir contre les tentatives qui auraient pour but de s'y soustraire, soit en détournant une partie des recettes, soit en dénaturant le chiffre de la perception. Les réclamations confiées à nos soins sont trop respectables pour que nous puissions fermer les yeux sur de pareilles manœuvres, et le Gouvernement Tunisien comprendrait mal ses intérêts en y prêtant les mains ; il vous sera facile de l'éclairer sur ce point, que vous recommanderez particulièrement à son attention, et vous aurez soin, de votre côté, de mettre en œuvre tous les moyens dont vous pourrez disposer pour exercer un contrôle efficace sur le service des rentrées destinées aux souscripteurs des emprunts. J'attends de vous au surplus, dans un prochain rapport, le compte rendu de l'entretien que vous aurez eu à ce sujet avec le Bey, et des dispositions qui auront été prises en conséquence par le Gouvernement Tunisien.

Recevez, etc.

Signé : MOUSTIER.

N^o 96.

Le vicomte de Botmilieu au marquis de Moustier.

Tunis, le 10 juillet 1868.

Monsieur le Marquis,

J'ai reçu hier soir la dépêche télégraphique que Votre Excellence

1. Kanoun.

m'a fait l'honneur de m'adresser le 5 de ce mois. Je devais voir ce matin le premier ministre à Carthage. Conformément aux instructions de Votre Excellence, je lui ai déclaré que le décret qui ordonne le paiement anticipé du droit sur les oliviers nous impose le devoir de protester contre l'emploi qui pourrait être fait d'un revenu affecté au service de la dette extérieure, de demander que toutes les rentrées provenant de cet impôt soient tenues à la disposition des obligataires, et qu'il soit veillé avec soin à ce qu'aucune partie n'en soit détournée, le Gouvernement de l'Empereur étant en droit de compter sur le versement intégral des sommes destinées au paiement des emprunts. Le Khaznadar s'est borné à me répondre qu'il rendrait compte au Bey de la communication que je venais lui faire par ordre de Votre Excellence.

Veillez agréer, etc.

Signé : BOTMILIAU.

N° 97.

Le vicomte de Botmiliau au marquis de Monstier.

(Extrait.)

Tunis, le 16 juillet 1868.

Monsieur le Marquis,

J'ai vu de nouveau hier matin le Khaznadar, qui m'a répété que le Bey n'avait pas donné l'ordre de percevoir l'impôt du Kanoun. Cet impôt se perçoit cependant, et j'en ai acquis la certitude.

J'adresse, en conséquence, à S. A. le Bey la note que Votre Excellence trouvera ci-jointe.

Veillez agréer, etc.

Signé : BOTMILIAU.

N° 98.

**Le vicomte de Botmiliau, Consul général de France
à Tunis, à S. A. le Bey.**

ANNEXE DU N° 97.

Altesse,

J'ai appris par les Agents consulaires de France à Sousse et à Monastier que l'impôt sur les oliviers, dit *impôt du Kanoun*, était perçu

sur toute la côte depuis plusieurs semaines, bien qu'il ne soit payé d'ordinaire que dans les mois d'octobre et de novembre. De nombreuses lettres de négociants étrangers, établis dans le Sahel, ont confirmé ce fait que, d'ailleurs, le Gouvernement de Votre Altesse ne saurait ignorer.

Le produit de cet impôt étant spécialement affecté au paiement des coupons de l'emprunt de 1865, j'ai, par ordre du Gouvernement de l'Empereur, protesté, il y a déjà plusieurs jours, devant Son Exc. le premier Ministre de Votre Altesse contre ce paiement anticipé. Le Khaznadar m'a répondu qu'il en référerait à Votre Altesse et, peu après, m'a fait dire par M. le comte Raffo que Votre Altesse n'avait jamais autorisé cette perception; que, si elle avait lieu en effet, M. le général Zarouck, gouverneur du Sahel, pouvait seul l'avoir ordonnée et qu'il lui serait demandé compte des motifs d'un pareil ordre. Dans un entretien que j'ai eu l'honneur d'avoir hier avec lui, à Carthage, M. le premier Ministre m'a confirmé ce que m'avait dit, en son nom, M. le comte Raffo.

Les lettres que j'ai reçues de Sousse ne peuvent laisser aucun doute sur le fait même du prélèvement de l'impôt du Kanoun. M. Juving, notre agent en cette ville, m'écrivait encore sous la date du 15 juillet : « Les renseignements précis que j'ai pris près de tous les négociants, sans distinction de nationalité, sont unanimes. Ils ont payé de leurs deniers pour ceux de leurs *censeaux* ou débiteurs incapables de satisfaire par eux-mêmes. »

En protestant de nouveau contre le prélèvement anticipé et doublement illégal de cet impôt, puisqu'il n'a pas été autorisé par Votre Altesse, il est de mon devoir de prier Votre Altesse de faire déposer les sommes déjà perçues dans une caisse spéciale, où elles seront tenues à la disposition des porteurs d'obligations de l'emprunt de 1865, et de demander, en même temps, que M. le général Zarouck ait à justifier de la conduite qu'il a tenue en cette circonstance.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : BOTMILIAU.

Tunis, le 18 juillet 1868.

(La suite au prochain numéro.)

F. AMYOT.

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

1869

II

PREMIÈRE PARTIE.

FRANCE.

LE LIVRE JAUNE (Suite).

SUITE DES DOCUMENTS COMMUNIQUÉS AU SÉNAT ET AU CORPS LÉGISLATIF

le 23 janvier 1869 (session 1868-1869).

IV. AFFAIRES DE TUNIS (Suite)¹.

N° 99 ;

Le vicomte de Botmillau au marquis de Moastier.

Tunis, le 24 juillet 1868.

Monsieur le Marquis,

J'ai l'honneur de transmettre ci-jointe à Votre Excellence la traduction de la note que je viens de recevoir du Bey, en réponse à celle que je lui ai adressée le 18, pour protester contre le prélèvement anticipé de l'impôt du Kanoun.

1. Voir plus haut, page 570.

J'avais demandé que le général Zarouck fût appelé à répondre de sa conduite, s'il avait en effet, de sa seule autorité et à l'insu de son Souverain, prélevé le droit sur les oliviers du Sahel. Le Khaznadar a compris qu'il était impossible de soutenir plus longtemps les dénégations qu'il m'avait d'abord opposées, il avoue aujourd'hui que l'on fait percevoir le Kanoun. Il ajoute, il est vrai, qu'il n'ignore pas que le Kanoun est affecté au paiement des coupons, que l'ordre est donné au Ministre des Finances de ne pas se servir des rentrées qui en proviendraient, et qu'il a eu soin de désigner un préposé pour les percevoir et les remettre au représentant de la maison avec laquelle l'emprunt a été négocié. Tout en prenant acte de cette déclaration, je ne puis, je l'avoue, m'expliquer comment le Khaznadar ne m'en a pas informé, comment il a, au contraire, laissé d'abord peser la responsabilité du prélèvement de l'impôt sur le général Zarouck, et comment la maison Erlanger n'a pas été plus avertie que moi-même des desseins du Gouvernement.

J'ai reçu au surplus du Bey lui-même l'assurance verbale que des ordres formels ont été donnés pour suspendre dès à présent la perception de l'impôt du Kanoun.

Veuillez agréer, etc.

Signé : BOTMILIAU.

N° 100.

S. A. le Bey de Tunis au vicomte de Botmiliau.

(ANNEXE DU N° 99.)

Après les compliments d'usage. (L. S.).... Nous avons reçu votre lettre en date du 18 juillet 1868 au sujet de l'argent provenant du Kanoun de Sousse et de Monastier, et nous avons parfaitement compris. Un homme comme vous comprendra que les époques de paiement varient suivant l'intérêt et la facilité qu'il y a à les prélever : nous savons parfaitement que l'argent provenant du Kanoun en question est affecté au paiement des coupons de l'emprunt ; aussi nous avons donné ordre au Ministre des Finances de ne point se servir en rien des rentrées des Produits affectés aux coupons et avons nommé un préposé tout particulier, faisant partie des Grands de notre Royaume, pour en percevoir le montant et le payer au représentant de la maison avec laquelle a eu lieu l'engagement en question.

Écrit le 4 de Rebi Ettani 1285 (22 juillet 1868).

Contre-signé : MOUSTAPHA.

N° 101

Le vicomte de Botmilian au marquis de Moustier.

Tunis, le 27 juillet 1868,

Monsieur le Marquis,

J'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence copie d'une nouvelle note que j'adresse au Bey pour demander la remise, à la disposition des ayants droit, du montant de tous les revenus affectés au paiement des coupons des emprunts de 1863 et 1865. L'impôt sur les céréales doit être rentré presque en entier; une grande partie du Kanoun des oliviers a été perçue. Le produit de ces divers impôts, ainsi que celui des douanes, aurait dû être remis immédiatement entre les mains de la maison Erlanger. Il n'en a rien été et, je dois l'avouer à Votre Excellence, quelque évident que soit notre droit, quelque positives même qu'aient été les promesses que l'on m'a faites de consacrer religieusement au paiement des coupons tous les revenus affectés à titre de garantie aux deux emprunts, je suis loin d'espérer que ces sommes soient tenues à notre disposition. Très-probablement, au contraire, il a déjà été disposé de la majeure partie d'entre elles, bien que la destination qui peut leur avoir été donnée me soit absolument inconnue.

Veuillez agréer, etc.

Signé: BOTMILIAU,

N° 102.

Le vicomte de Botmilian à Son Altesse le Bey de Tunis.

Tunis, le 27 juillet 1868.

Altesse,

Lorsque j'ai eu, il y a trois jours, l'honneur de voir Votre Altesse à la Goulette, elle a bien voulu me renouveler l'assurance que tous les revenus affectés à titre de garantie aux emprunts de 1863 et 1865 seraient religieusement consacrés au paiement des coupons. Il est de mon devoir de prier Votre Altesse de faire tenir ces sommes, provenant de ces sources de revenus, à la disposition immédiate de qui

4e droit, pour être réparties entre ceux auxquels elles reviennent légitimement. Ceux-ci n'attendent que depuis trop longtemps le paiement des coupons échus. Il appartient à Votre Altesse, plus qu'à personne, de veiller à ce que les obligataires ne soient pas frustrés des sûretés sur la foi desquelles ils ont remis leur argent à votre Gouvernement. Les revenus qui ont été donnés en garantie aux créanciers français doivent désormais, et dès à présent, recevoir leur destination légitime et obligatoire.

L'impôt du Kanoun des oliviers a été perçu, pendant plusieurs semaines, à l'insu de Votre Altesse, ainsi qu'elle a bien voulu me le dire elle-même. J'ai protesté contre cette perception anticipée, et Votre Altesse m'a assuré qu'il avait été prescrit au général Zarouck d'y mettre fin; que les sommes déjà payées seraient déposées entre les mains de M. le général Bogo; qu'une enquête enfin serait faite sur la manière dont l'impôt a été prélevé. D'après mes informations, ces sommes s'élèvent à un chiffre considérable, et je regrette d'être obligé d'ajouter qu'à la date des dernières nouvelles que j'ai reçues de Sousse, la perception de l'impôt n'avait pas cessé. Je demande en tout cas, à Votre Altesse, de donner les ordres nécessaires pour que lesdites sommes soient remises sans autres retards aux créanciers français porteurs d'obligations de 1865, et qu'il en soit de même du produit des douanes, qui ont également été affectés à la garantie de leur créance.

Je prie Votre Altesse, etc.

Signé: BOTMILIAU.

N° 103.

Le vicomte de Botmiliau au marquis de Moustier.

(Extrait.)

Tunis, le 29 juillet 1868

Monsieur le Marquis,

Un télégramme que je viens de recevoir de M. Juving m'apprend que, malgré les ordres qui auraient été donnés, la perception du Kanoun continue. Votre Excellence trouvera ci-joint copie de la note que j'adresse au Khaznadar, pour protester de nouveau. J'en informe d'ailleurs Votre Excellence par le télégraphe.

Veuillez agréer, etc.

Signé: BOTMILIAU.

N° 104.

**Le vicomte de Botmilliau, au ministre des affaires étrangères
de S. A. le Bey.**

(ANNEXE DU N° 103.)

Tunis, le 29 juillet 1868.

Monsieur le premier Ministre,

J'ai protesté, par ordre de mon Gouvernement, devant Votre Excellence et devant Son Altesse Elle-même, contre la perception anticipée du Kanoun. Son Altesse a bien voulu m'assurer qu'Elle avait donné l'ordre de faire cesser immédiatement cette perception. Cependant un télégramme que je viens de recevoir de Sousse m'apprend qu'elle continue avec plus de rigueur encore que par le passé. L'ordre de Son Altesse n'a donc pas été exécuté. La responsabilité en pèsera sur qui de droit, mais je déclare protester de nouveau, au nom des graves intérêts français qui peuvent se trouver compromis.

Veuillez agréer, etc.

Signé: A. DE BOTMILIAU.

P. S. Je prie Votre Excellence de vouloir bien me faire savoir quel est le montant de la somme qui, conformément aux ordres que Son Altesse m'a dit avoir donnés, peut se trouver maintenant entre les mains de M. le général Bogo.

N° 105.

Le vicomte de Botmilliau au marquis de Moustier.

Tunis, le 7 août 1868.

Monsieur le Marquis,

Conformément aux instructions de Votre Excellence, j'ai demandé au Bey l'application pratique des stipulations relatives aux garanties, et j'ai ajouté que nous étions résolus à tenir la main à leur exécution. Ma dépêche du 24 juillet vous a déjà fait connaître la réponse de Son Altesse. J'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence l'extrait d'une note que j'ai reçue du Bey, en réponse à celle dont copie était jointe à ma dépêche du 29 juillet, par laquelle je lui demandais

que les garanties affectées au paiement des coupons ne fussent plus détournées de leur destination légitime. Cette note est loin encore de me rassurer au point des intérêts que nous avons à défendre. Il en résulte clairement pour moi que, jusqu'à ce jour, aucune partie des impôts perçus n'a été réservée pour payer nos obligataires; on n'y parle que de l'avenir pour renvoyer à l'année prochaine la remise entre nos mains de plusieurs de ces revenus.

Le Bey m'avait affirmé que le produit du Kanoun serait déposé dans une caisse spéciale, pour y être tenu à la disposition des ayants droit; j'ai demandé au Khaznadar quel était le montant des sommes déjà perçues qui devaient se trouver dans cette caisse; le Khaznadar ne m'a pas répondu; mais le Bey m'a écrit que, lorsqu'il aura été encaissé une somme convenable, elle sera versée entre les mains du représentant de la maison avec laquelle ont été contractés les emprunts. Or, les lettres que j'ai de Sousse m'annoncent que la moitié de cet impôt a déjà été prélevée. La seule condition à en tirer est celle que j'indiquais plus haut à Votre Excellence, qu'il n'y a, en ce moment, aucun fonds en réserve pour nous payer.

Veuillez agréer, etc.

Signé : BOTMILIAU.

N° 106.

S. A. le Bey de Tunis au vicomte de Botmiliau.

(ANNEXE DU N° 105.)

(Extrait.)

(Après les compliments d'usage.). . . Nous vous avons déjà répondu le 4 du présent mois au sujet du paiement du Kanoun à Sousse et à Monastier : nous avons recommandé par un ordre antérieur de cesser de percevoir ce droit; un nouvel ordre est venu corroborer le premier. Quant au montant des perceptions du Kanoun, garantie donnée, l'affaire est en l'état que nous vous avons fait connaître, et lorsqu'il sera encaissé une somme convenable pour être payée, elle sera versée, par les soins de la personne que nous avons désignée à cet effet, entre les mains du représentant de la maison, avec laquelle ont été contractés les deux emprunts dont il s'agit.

Demeurez, etc.

Contre-signé : MOUSTAPHA.

Écrit le 16 de Rebi-Ettani 1285/4 août 1868.

N° 107.

Le vicomte de Botmiliau au marquis de Moustier.

Monsieur le Marquis,

Malgré la promesse formelle que le Bey m'avait faite que le prélèvement du Kanoun serait suspendu, pour n'être repris qu'aux époques ordinaires, c'est-à-dire en octobre et novembre, je sais que depuis quelque temps déjà le Gouvernement a ordonné de l'exiger immédiatement avec la plus grande rigueur, non plus, il est vrai, à Sousse, où il a déjà été payé en partie, mais à la Mehdiâh et à Monastier. Les jeunes arbres qui, jusqu'à présent, étaient exempts de l'impôt devront même être taxés cette année. On calcule qu'il en résultera pour le Trésor une augmentation de revenus d'environ 200 000 piastres.

J'ai été voir le Bey ce matin, et je lui ai demandé l'explication de cette mesure désastreuse en elle-même pour les Arabes dont toutes les ressources sont épuisées, inquiétante pour nous auxquels ce droit est hypothéqué, et qui, malgré mes réclamations, n'avons reçu qu'une somme insignifiante de 100 000 piastres sur le produit des oliviers de Sousse. J'ai protesté contre tout nouveau détournement des fonds affectés au paiement des emprunts.

Voici, monsieur le Marquis, mes informations, que j'extrais textuellement de la correspondance de nos agents et que j'ai communiquées au Bey.

« Sfax, le 4 septembre 1868.

« Les autorités locales de ce pays ont commencé depuis quelques jours à percevoir le nouveau Kanoun de l'année courante musulmane 1285. D'après le nouveau recensement des oliviers, les recettes de ce territoire augmenteront, dit-on, de 200 000 piastres.

« Signé : MATTÉI. »

Mehdiâh, 9 septembre 1868.

« J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que, depuis quelques jours, un hamba, muni d'un ordre supérieur de Tunis, réside en cette ville pour la rentrée anticipée du Kanoun, qui ne devrait être perçu qu'en octobre prochain, et force en même temps à payer les quelques propriétaires qui doivent encore un solde sur celui de l'année courante. Plusieurs indigènes solvables sont détenus par le

klifa; d'autres, moins récalcitrants, ont déjà payé la moitié de ce droit pour l'exercice prochain. « *Signé: ARNAUD.* »

Les lettres du commerce confirment celles de MM. Arnaud et Mattéi. Aucun doute ne peut donc exister sur le fait même du prélèvement de l'impôt. En présence de ces informations, le Ministre Tunisien m'a renouvelé l'assurance que tous les revenus de l'État, affectés en garantie des obligations, y seraient religieusement consacrés; mais il n'a su que me répondre quand je lui ai demandé comment on n'avait encore rien versé entre les mains du représentant de la maison Erlanger, alors que le Kanoun sur les oliviers de Sousse, la dîme sur les blés, sans parler des douanes, avaient été perçus dernièrement.

Veuillez agréer, etc.

Signé: BOTMILIAU.

P. S. J'ai appris que la maison Erlanger avait touché 100 000 piastres soit 60 000 francs pour le compte des obligataires.

N° 108.

Le marquis de Moustier au vicomte de Botmilliau à Tunis.

(Extrait.)

Paris, le 28 septembre 1868.

Monsieur,

Je vois avec un vif regret que la question des garanties affectées à la dette française, par le Gouvernement du Bey, n'a point fait un seul pas. Je crois que vous devez réclamer sans relâche, journellement, sans vous laisser décourager par aucune fin de non-recevoir. Voyez le Khaznadar et le Bey chaque jour, s'il le faut, ne leur laissez aucun repos ni aucune illusion sur notre volonté de ne pas permettre qu'on diffère plus longtemps les satisfactions qui nous sont dues: En résumé, le Gouvernement Tunisien est en faillite ou tout au moins en état de suspension de paiements.

Dans cette situation, nous ne saurions admettre :

1° Qu'il ne fasse pas la part des souscripteurs français dans les versements destinés à désintéresser ses créanciers.

2° Qu'il prenne des engagements nouveaux; quels qu'ils soient; par conséquent, nous considérons comme nul et non avenu tout emprunt qu'il pourrait faire, soit en France, soit à l'étranger, sans s'être entendu préalablement avec nous pour sauvegarder tous nos droits;

3° Qu'il détourne quoi que ce soit, non-seulement des objets spéciaux qui sont affectés en garantie à nos nationaux, mais encore des ressources générales du pays qui leur servent de gage supplémentaire.

Si le Gouvernement Tunisien méconnaissait la valeur de ces déclarations, il n'aurait qu'à s'en prendre à lui-même des conséquences que sa conduite pourrait entraîner.

Recevez, etc.

Signé : MOUSTIER.

N° 109.

Le vicomte de Botmilliau au marquis de Moustier.

Tunis, le 29 septembre 1868.

Monsieur le Marquis,

Le Khaznadar, que j'ai vu il y a peu de jours, n'hésite plus à reconnaître que le Kanoun se prélève sur la côte à Sfax et à Monastier ; mais il prétend que c'est uniquement ce qui est demeuré dû sur l'impôt de l'année dernière que le Gouvernement réclame, en ajoutant que c'est là une question qui n'a plus désormais d'importance, parce que nous allons entrer dans le mois d'octobre, époque légale de la perception du Kanoun. Je lui ai alors réclamé, comme appartenant aux obligataires, les sommes qui auront été payées sur la contribution de 1867.

Après avoir complètement dépouillé du produit de leur récolte les Arabes qui, cette année encore, avaient un peu ensemencé, le Gouvernement commence à s'inquiéter de la résolution qu'ils semblent annoncer presque partout de ne plus labourer. Le Bey, m'est-il rapporté (car dans ce pays, où aucun acte officiel n'est publié, rien n'est plus difficile que de connaître les mesures prises par le Gouvernement, quand elles ne nous sont pas communiquées comme touchant au commerce étranger), aurait institué une Commission chargée de favoriser le développement de l'agriculture et promis en même temps aux Arabes que les exactions passées ne se renouvelleront pas. Quoi qu'il en soit pour le moment, les animaux de labour et les grains pour semences ne feront pas moins défaut que les bras eux-mêmes, et je prévois pour l'année prochaine, malgré la riche récolte d'huile qui s'annonce, à peu près autant de misère que pendant l'année qui finit. Heureux si nous échappons aux épidémies qui ont marqué cette dernière.

Veuillez agréer, etc.

Signé : BOTMILIAU.

N^o 110.**Le marquis de Moustier au vicomte de Botmiliau à Tunis.**

Paris, le 7 octobre 1868.

Monsieur,

Les détails consignés dans vos derniers rapports sont conformes à tous ceux que votre correspondance m'avait antérieurement signalés et ils donnent un caractère plus marqué d'opportunité aux instructions que je vous ai adressées par le dernier courrier. L'impôt du Kanoun, ainsi que vous le constatez, ne saurait être perçu sous quelque prétexte et à quelque titre que ce soit au profit du Gouvernement Tunisien. Mes recommandations ne peuvent d'ailleurs avoir laissé subsister aucun doute dans votre esprit sur la nécessité de ne point vous lasser de rappeler à ce sujet nos légitimes revendications. Il importe que le Gouvernement Tunisien ait la preuve incessante que tout en poursuivant le règlement des questions pendantes, nous tenons les yeux ouverts sur chacun des actes qu'il pourrait être tenté de commettre pour frustrer nos nationaux. Vous voudrez bien à chaque nouvelle qui nous parviendrait d'une mesure prise contrairement aux droits et aux intérêts des Français engagés dans les opérations financières de la Régence, revenir à la charge auprès des Ministres du Bey, de manière à les bien convaincre que notre vigilance est à la hauteur du pénible devoir qui nous est imposé. Cette manière de procéder, quels que soient d'ailleurs ses inconvénients pour celui qui l'emploie, est la seule qui puisse à la fois stimuler l'inertie qu'on oppose à nos réclamations et faire perdre au Gouvernement Tunisien l'espoir d'échapper au contrôle que nous devons exercer sur ses moindres démarches en matière de finances. Je n'ai pas besoin de vous faire remarquer au surplus que vos observations devront autant que possible s'attacher à revêtir un caractère préventif. En ce qui touche notamment le nouveau projet de conversion que vous me signalez pour la dette flottante, vous ne devrez pas différer un instant de protester à ce sujet auprès du Khaznadar et de lui rappeler que nous considérons comme nul et non avenue tout engagement nouveau par lequel il entendrait aliéner une source de revenus quelconque du Gouvernement Tunisien avant le paiement intégral des sommes dues à nos nationaux. Faites sur ce point toutes les représentations que vous suggérera la situation et l'importance des intérêts qui se recommandent à notre sollicitude et insistez sans relâche pour les faire prendre en considération.

Recevez, etc.

Signé : MOUSTIER.

N° 111.

Le vicomte de Botmilieu au marquis de Moustier.

Tunis, le 11 octobre 1868.

Monsieur le Marquis,

A la réception de la dépêche que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser, le 28 du mois dernier, j'ai demandé une audience au Bey. J'ai été reçu par lui ce matin. Je ne lui ai pas caché le juste mécontentement du Gouvernement de l'Empereur et n'ai point atténué la sévérité des avertissements que contient la lettre de Votre Excellence.

Après lui avoir rappelé la protestation que j'ai faite contre le détournement de tout revenu affecté au payement des obligations, et les promesses formelles que j'avais reçues qu'il n'en serait rien distrait, j'ai dit que j'avais dû rendre compte à Votre Excellence de la manière dont ces promesses ont été tenues; qu'une insignifiante somme de 100 000 piastres a seule été remise à la maison Erlanger; que je savais même, de source sûre, que cette somme ne provient pas de l'impôt du Kanoun, mais d'un *appaltateur* (fermier), qui, pour en faire l'avance, a obtenu une forte diminution sur le prix de la concession.

Conformément aux instructions de Votre Excellence, j'ai ajouté que, dans la déplorable situation du Trésor, nous ne pouvions admettre que le Gouvernement ne fit pas la part des souscripteurs français dans les versements destinés à désintéresser ses créanciers; qu'il prit de nouveaux engagements, quels qu'ils puissent être, et que ceux-ci seraient pour nous nuls et non avenue ou qu'il détournât quoi que ce soit, non-seulement des objets spéciaux affectés en garantie à nos nationaux, mais encore des ressources générales du pays qui leur servent de gage supplémentaire.

Veuillez agréer, etc.

Signé : BOTMILIEU.

N° 112.

Le marquis de Monstier au vicomte de Botmillan à Tunis.*(Extrait.)*

Paris, le 30 octobre 1868.

Monsieur,

Dans un entretien que j'ai eu avec lui, il y a quelques jours, M. l'Ambassadeur d'Angleterre m'a parlé des affaires de Tunis et ne m'a pas dissimulé que les porteurs anglais de la dette intérieure de la Régence commençaient à se montrer eux-mêmes fort inquiets de leur situation. J'ai reçu de vous des informations semblables. Traités avec plus de faveur que les souscripteurs des emprunts étrangers, et croyant avoir obtenu des garanties plus réelles, les prêteurs anglais et italiens avaient pu se considérer jusqu'ici comme étant à l'abri des épreuves infligées aux autres créanciers du Bey; mais, éclairés par l'expérience, les capitalistes engagés dans les conversions de la dette intérieure se montreraient disposés aujourd'hui à partager notre sentiment sur la nécessité d'organiser un sérieux contrôle financier à Tunis.

Cette affaire n'a pas cessé d'être l'objet de nos préoccupations, et nous avons toujours eu la confiance que le temps et la réflexion rapprocheraient de nous les intérêts qui d'abord semblaient appelés à jouir du bénéfice d'une situation privilégiée. Nous désirions d'ailleurs trouver une combinaison qui, tenant compte dans une juste proportion des différentes catégories de réclamants, ne pût soulever d'objections légitimes d'aucun côté. Je me suis mis à ce sujet en communication avec les Cabinets de Londres et de Florence et nous sommes tombés d'accord sur une organisation de la commission financière qui leur a paru comme à nous acceptable pour toutes les parties. Toutefois, avant de vous inviter à en entretenir officiellement le Bey, je crois nécessaire que l'entente soit complète entre l'Angleterre, l'Italie et nous sur tous les détails pratiques de cette combinaison. La persistance du Gouvernement tunisien à se maintenir dans ses déplorables errements financiers, et la gravité chaque jour croissante des maux engendrés par cette situation, nous pressent de prendre à cet égard une résolution. L'urgence d'une mesure protectrice des droits en souffrance paraît aujourd'hui démontrée à chacun, et nous espérons que nous serons aidés désormais à Tunis même, par les intérêts qui, à l'origine, s'étaient montrés les plus contraires aux ef-

forts que nous avons dû faire en faveur des souscripteurs des emprunts de 1863 et de 1865.

Recevez, etc.,

Signé : MOUSTIER.

N° 113.

Le marquis de Moustier au vicomte de Botmillau.

Paris, le 27 octobre 1868.

Monsieur,

Conformément aux instructions que vous aviez reçues, vous avez fait connaître au Gouvernement tunisien le juste mécontentement que nous causent les fins de non-recevoir opposées jusqu'ici aux réclamations élevées par nous en faveur des sujets français, créanciers de la Régence. J'ai vu, avec une profonde surprise, que vous n'avez obtenu aucune assurance positive et que l'on s'est maintenu avec vous dans les termes les plus vagues. A notre sommation de verser au compte de la maison de banque qui représente les souscripteurs des deux dettes de 1863 et 1865, les revenus affectés en garantie à ces emprunts, on objecte l'insuffisance des récoltes et les difficultés qui en résultent pour le Trésor : à nos conseils pressants de prendre des mesures sérieuses pour régler l'arriéré et pour préparer un meilleur avenir, on oppose de nouvelles et vaines tentatives de négociations avec des chercheurs d'affaires sans crédit. Nous n'acceptons aucun de ces prétextes. La gêne du Trésor est bien moins la conséquence d'une mauvaise récolte que d'une déplorable gestion des fonds de l'État. Les prétendus efforts que l'on fait pour conclure à de bonnes conditions quelque arrangement financier, ne sont que des moyens de gagner du temps et d'endormir notre vigilance. Nous sommes parfaitement édifiés sur la valeur de ces arguments, toujours les mêmes, toujours aussi peu admissibles ; mais quelle que soit la persistance du Gouvernement Tunisien à recourir aux moyens dilatoires, nous en apporterons une plus grande encore à faire valoir nos droits et à exiger les satisfactions qui nous sont dues. Je ne disconviens pas que la tâche qui vous incombe ne soit très-ingrate ; vous ne devez pas vous laisser rebuter cependant par la nécessité de revenir sans cesse sur les mêmes arguments et de recommencer constamment le même travail.

Recevez, etc.,

Signé : MOUSTIER.

N^o 114.**Le vicomte de Botmilian au marquis de Moustier.**

Tunis, le 30 décembre 1868.

Monsieur le Marquis,

A la suite d'une démarche que j'ai faite auprès du Bey, une nouvelle somme de 100 000 piastres a été remise, il y a deux jours, à la maison Erlanger. Le montant total des sommes reçues pour le compte des obligataires s'élève aujourd'hui à 500 000 piastres, soit 300 000 francs.

Veuillez agréer, etc.

Signé : BOTMILIAU.

V

**NÉGOCIATIONS ENTRE L'ESPAGNE ET LES RÉPUBLIQUES
DU PACIFIQUE.**N^o 115.**M. Saillard, gérant du Consulat général de France à Quito,
au marquis de Moustier,***(Extrait.)*

Quito, le 18 juillet 1868.

Monsieur le Marquis,

Ainsi que je vous l'annonçais par l'un des derniers courriers, le nouveau Gouvernement de l'Équateur a résolu de s'employer auprès de ses alliés pour renouer les relations avec l'Espagne, et il envoie auprès des Républiques du Pérou et du Chili une mission à la tête de laquelle est placé M. Antonio Flores, en qualité de Ministre plénipotentiaire et d'Envoyé extraordinaire.

Veuillez agréer, etc.

Signé : SAILLARD.

N° 116.

Le marquis de Moustier à M. Flory, consul général de France à Santiago et à M. Vion, gérant du consulat de France à Lima.

(Extrait.)

Paris, le 3 juillet 1868.

Monsieur,

Le Gérant de notre Consulat général à Quito m'a écrit que le Gouvernement de l'Équateur aurait résolu d'envoyer au Chili et au Pérou une mission chargée de sonder les intentions de ces États et de savoir s'ils seraient disposés à mettre un terme à la situation actuelle en reprenant des relations normales avec l'Espagne. Les États-Unis, d'autre part, proposent de nouveau, comme vous le savez, leurs bons offices, en vue du rétablissement de la paix. Je ne sais si l'état des esprits au Chili et au Pérou est en ce moment favorable à un accord définitif. Nous voyons toutefois avec satisfaction cette tentative simultanée, et je n'ai pas besoin de vous dire que nous applaudirions sincèrement au rétablissement de la paix.

Recevez, etc.

Signé : MOUSTIER.

N° 117.

M. Vion au marquis de Moustier.

Lima, le 13 août 1868.

Monsieur le Marquis,

Je m'empresse d'accuser réception à Votre Excellence de la dépêche qu'elle m'a fait l'honneur de m'adresser le 3 juillet. La malle qui me l'apportait amenait en même temps M. le docteur Antonio Flores, accrédité en qualité d'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de l'Équateur auprès des Républiques du Pérou et du Chili. Il serait prématuré d'apprécier dès aujourd'hui quelles sont les dispositions du Gouvernement qui vient de s'installer au Pérou. Dans tous les cas, j'appuierai les démarches de l'Agent équatorien, conformément aux instructions transmises par Votre Excellence au Consulat général.

M. Antonio Flores a été reçu en audience solennelle par le Chef de l'État, avec une pompe et un éclat inusités. Cette circonstance est significative et de bon augure pour le succès de sa mission.

Veuillez agréer, etc.

Signé : VION.

N° 118.

**M. Berthemy, ministre de France à Washington,
au marquis de Moustier.**

Washington, le 3 juillet 1868.

Monsieur le Marquis,

D'après les nouvelles les plus récentes parvenues au Département d'État, aucune décision n'a encore été prise à Lima non plus qu'à Santiago concernant l'offre de médiation renouvelée par le Gouvernement des États-Unis; en effet, c'est le 1^{er} de ce mois seulement que l'installation du Président Balta a dû avoir lieu, et on comprend que l'Administration précédente, n'ayant qu'un caractère provisoire, se soit refusée à assumer cette responsabilité. M. Seward se loue de l'accueil fait à ses dernières propositions; mais il convient d'attendre le résultat définitif des démarches prescrites par lui avant de rien préjuger. Les circonstances paraissent, du reste, favorables au rétablissement de la paix entre l'Espagne et les Républiques du Pacifique, et les efforts que le Gouvernement de l'Équateur tente, de son côté, ne peuvent manquer d'exercer une heureuse influence. On ignorait, toutefois, ici la décision prise à Quito d'envoyer une mission spéciale au Pérou et au Chili.

Veuillez agréer, etc.

Signé : BERTHEMY.

N° 119.

Le marquis de Moustier à M. Berthemy.

Paris, le 23 octobre 1868.

Monsieur,

Nos intérêts chaque jour croissants au Pérou et au Chili ont déterminé le Gouvernement de l'Empereur à modifier le caractère de sa

représentation dans ces deux Républiques et à établir des Légations à Lima et à Santiago.

Les instructions de nos deux nouveaux Ministres leur prescriront de prêter un loyal concours aux efforts des agents des États-Unis pour amener à un résultat satisfaisant la médiation dont le Cabinet de Washington a pris l'initiative entre l'Espagne et les Républiques du Pacifique. Les dernières nouvelles qui nous sont parvenues de ces pays semblaient un peu plus favorables au rétablissement définitif de la paix. Sur les démarches de l'Équateur, le Pérou s'était décidé à accepter la médiation. Le Chili ne se prononçait pas encore formellement, par suite des engagements antérieurs qu'il avait pris avec nous; mais nous avons trop nettement déclaré que nos propositions de l'année dernière ne contrariaient pas la mission américaine, qu'elles devaient même plutôt lui préparer les voies, pour ne pas croire que cette difficulté de pure forme sera aisément levée. Il serait dès lors permis d'espérer que les bons offices du Cabinet de Washington seraient bien près d'obtenir un résultat unanimement souhaité par tous les neutres.

Recevez, etc.

Signé : MOUSTIER.

N^o 120.

Le marquis de Moustier au baron Mercier de Lostende à Madrid.

(Extrait.)

Paris, le 2 novembre 1868.

Monsieur le Baron,

Les dernières nouvelles arrivées du Pacifique nous ont appris que la mission de l'Agent de l'Équateur, M. Flores, semblait avoir eu un commencement de succès. L'Administration actuelle du Pérou, d'accord avec l'Équateur et la Bolivie, se serait montrée disposée à accepter la médiation des États-Unis. Le Chili ne s'était pas encore prononcé formellement; mais tout porte à croire que la difficulté de pure forme qui l'arrête sera aisément levée. L'Agent de l'Équateur, M. Flores, devait partir pour Santiago afin d'aplanir cet obstacle. Tandis que les Républiques du Pacifique semblent incliner à la conciliation, l'Espagne pourrait trouver dans les circonstances actuelles une occasion d'entrer dans la même voie, et les hommes qui la dirigent s'honore-

raient assurément s'ils prenaient sur ce point une initiative à laquelle tous les neutres ne manqueraient pas d'applaudir.

Veuillez agréer, etc.

Signé : MOUSTIER.

N° 121.

**Le marquis de Moustier à M. de Dulçat, Consul général
de France à Quito.**

Paris, le 3 novembre 1868.

Monsieur,

Au moment où vous vous disposez à aller prendre possession de votre poste, il me paraît utile de vous mettre au courant d'une question dont vous aurez particulièrement à vous occuper. L'état de guerre entre l'Espagne et les grandes Républiques alliées du Pacifique, bien qu'il ne se traduise plus depuis longtemps par des actes d'hostilité, ne laisse pas que d'être un sujet de préoccupation pour les Puissances neutres dont le commerce reste entravé. De concert avec l'Angleterre, nous avons offert nos bons offices en 1866 pour amener un rapprochement. Il devint bientôt évident que nos efforts n'obtiendraient pas une pacification définitive. Nous recommandâmes alors subsidiairement l'acceptation d'une trêve qui eût consacré officiellement celle qui existait en fait, car depuis un an tout acte d'hostilité avait cessé de part et d'autre. Au moment où nous formulions cette seconde proposition à laquelle les Républiques du Pacifique semblaient disposées à adhérer, les États-Unis se présentèrent à leur tour comme médiateurs; mais leur intervention n'obtint pas un résultat plus satisfaisant que le nôtre. Au commencement de cette année, le Gouvernement de l'Équateur a envoyé au Chili et au Pérou une mission chargée de sonder les dispositions de ces Gouvernements et de leur proposer de reprendre de nouvelles négociations avec l'Espagne. Presque simultanément, le Gouvernement des États-Unis renouvelait ses offres de médiation. D'après les dernières informations qui me sont parvenues, l'Envoyé de l'Équateur, M. Flores, aurait trouvé le Pérou disposé cette fois à accueillir les bons offices des États-Unis. La Bolivie, qui, de même que l'Équateur, n'a que des motifs de souhaiter le rétablissement de la paix, s'est prononcée dans le même sens. Quant au Chili, il ajournait encore sa réponse, par un sentiment de déférence envers nous et l'Angleterre dont il avait accepté les propositions antérieures.

Comme nous avons nettement déclaré, à plusieurs reprises, que notre tentative d'intervention, loin de mettre obstacle à la médiation actuelle des États-Unis, ne pouvait au contraire que lui préparer les voies, et que nous serions charmés de voir celle-ci réussir, il est permis de supposer que le scrupule, très-honorable du reste, qui arrête le Gouvernement de Santiago sera aisément levé. En sa qualité d'allié du Chili, l'Équateur se trouve mieux que toute autre Puissance en mesure d'exercer une influence salubre sur les dispositions du Gouvernement de Santiago et d'insister pour que ses conseils soient écoutés. Nous aurions pour notre part tout lieu de nous applaudir du succès de ses efforts, et je désire qu'à votre arrivée à Quito vous encouragiez le Gouvernement équatorien à poursuivre sans se décourager le but qu'il s'est proposé.

Recevez, etc.

Signé : MOUSTIER.

N° 122.

M. Berthemy au marquis de Moustier.

(Extrait.

Washington, le 12 novembre 1868.

J'ai fait connaître au Secrétaire d'État la nature des instructions dont seront munis les représentants de l'Empereur à Santiago et à Lima, en vue de faciliter la médiation des États-Unis entre l'Espagne et les Républiques du Pacifique. M. Seward m'a remercié de cette communication, ajoutant qu'il se croyait certain d'obtenir bientôt l'assentiment du Président Perès aux propositions déjà acceptées par ses alliés. Il attend les meilleurs résultats de la mission que M. Flores est allé remplir à Santiago. L'ensemble des informations que je recueille ici m'autorise, en effet, à penser que le Pérou, la Bolivie et l'Équateur sont résolus à traiter.

Veuillez agréer, etc.

Signé : BERTHEMY.

N° 123.

Le marquis de Moustier à M. Berthemy.

Paris, le 2 décembre 1868.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous envoyer copie d'une dépêche datée du 26 octobre, où notre Consul général à Santiago me rend compte du résultat de la mission Flores. Le Gouvernement Chilien a consenti à envoyer un Plénipotentiaire à la Conférence de Lima, mais sous la réserve qu'il n'acceptera la médiation des États-Unis qu'après s'être mis en règle avec nous et l'Angleterre. En ce qui nous concerne, et je ne doute pas que le Cabinet de Londres ne partage entièrement notre avis, nous regretterions que ce scrupule honorable ne vint apporter des lenteurs nuisibles au succès final, et je vous ai déjà dit qu'il ne dépendra certainement pas de nous que la médiation des États-Unis n'amène enfin la solution désirée.

Recevez, etc.

Signé : MOUSTIER.

N° 124.

M. Berthemy au marquis de Moustier.*(Extrait.)*

Washington, le 15 décembre 1868.

A l'exemple de ses alliés, le Chili accepte enfin les bons offices des États-Unis. En m'annonçant cette nouvelle, sans me la donner toutefois comme officielle, M. Seward a ajouté qu'il avait été heureux de pouvoir mentionner dans le message présidentiel l'assistance que lui avait prêtée le Gouvernement de l'Empereur pendant le cours de cette longue négociation.

Veuillez agréer, etc.

Signé : BERTHEMY.

VI

JAPON.

N° 125.

M. Roches, ministre de France au Japon, au marquis de Moustier.

Hiogo, le 11 mars 1868.

Monsieur le Ministre,

La ville d'Osaka est éloignée d'au moins 4 kilomètres de l'embouchure de sa rivière, et l'entrée même de cette rivière est défendue par une barre, aujourd'hui tristement célèbre, où a péri l'amiral Bell, où a failli périr l'amiral Keppel au mois de janvier dernier. Une expérience de plusieurs mois, et les inconvénients reconnus du mouillage et de l'entrée, avaient porté les résidents européens à chercher s'il n'y aurait pas quelque voie plus commode pour communiquer avec Osaka.

Lorsque je revins de Yokohama à Hiogo, à la fin du mois dernier, avec l'amiral Obier, on parlait du port de Sakaï, assez grande ville située au bord de la mer, à 12 kilomètres environ d'Osaka, comme n'ayant aucun des défauts de l'entrée d'Osaka.

La libre entrée et la circulation dans la ville et le port de Sakaï sont expressément stipulées dans la dernière convention conclue avec le Gouvernement Japonais, mais cette stipulation spéciale et récente n'a pas été introduite en vue des bâtiments de guerre, ces bâtiments ayant eu, dès l'origine, le droit de circuler partout au Japon. C'est ainsi qu'en 1866 et 1867 de longues études hydrographiques ont été exécutées sur les côtes du Japon par les ordres des amiraux anglais et américains, et l'été dernier par la corvette de la marine impériale *le Laplace*, dans son voyage autour de la grande île de Nipon.

L'amiral accueillit l'idée de faire explorer le mouillage et les abords de Sakaï, et, après son départ, le commandant Roy, de la *Vénus*, chargea *le Duplex* de faire les études et les sondages nécessaires, tant à Sakaï que sur la barre même d'Osaka. A cet effet, *le Duplex* partit de Hiogo le 4 mars, un jour avant mon départ et celui de mes collègues pour Osaka. Nous trouvâmes le lendemain ses embarcations occupées à sonder tranquillement aux abords de la rivière. Le Gouvernement avait été prévenu et avait donné à Sakaï les ordres nécessaires pour éviter toute difficulté.

Le commandant Roy, qui était descendu à Osaka, devait deux jours après se rendre par terre d'Osaka à Sakai, accompagné du vice-consul de France à Hiogo, et y retrouver la chaloupe à vapeur et les embarcations du *Dupleix*, qui les ramèneraient à bord.

Ainsi qu'il en était convenu avec M. du Petit-Thouars, commandant du *Dupleix*, le commandant Roy, accompagné du vice-consul, M. Viault, partit de la légation pour Sakai dans la matinée du 8 mars, accompagné de quatre Yacounines du Gouvernement. Je vis revenir ces messieurs dans la journée. Ils m'apprirent qu'ils avaient été arrêtés vers midi, presque à l'entrée de Sakai, par les officiers du Daïmio de Tosa, dont les troupes occupent la ville, et que, malgré leurs réclamations et celles des Yacounines de leur escorte, ils n'avaient pu obtenir de passer outre.

Dans la soirée, vers neuf heures et demie, les chefs du Gouvernement étant chez moi, l'un d'eux reçut la nouvelle, qu'il me communiqua aussitôt, d'une collision qui venait d'avoir lieu à Sakai avec des matelots européens, que je supposais pouvoir être ceux du *Dupleix*. Il me donna en même temps, en m'exprimant ses regrets, l'assurance que cette affaire serait arrangée à ma satisfaction. Dans la nuit arriva une lettre de l'officier commandant en second la *Vénus*, adressée au commandant Roy, annonçant que l'équipage du canot à vapeur avait été assailli à Sakai, que tous les hommes présents étaient morts, blessés ou disparus. Peu après, le Ministre anglais amena chez moi un officier que lui envoyait le commandant de l'*Océan* pour l'informer de cette catastrophe.

Ignorant encore les détails de cette triste affaire, comment elle avait commencé, quelle suite elle pouvait avoir, je fis immédiatement réclamer au Gouvernement les hommes morts ou vivants qui se trouveraient entre les mains des Japonais, lui annonçant que j'allais me retirer à bord de la *Vénus*, d'où je lui ferais savoir quelles réparations étaient dues.

Le commandant Roy partit au milieu de la nuit pour son bord, accompagné du commandant de la corvette américaine l'*Onéida*. A cause de la distance et de l'état de la mer, ces messieurs ne furent rendus à bord qu'au matin.

Cependant mes collègues, sachant qu'une collision avait eu lieu, vinrent au milieu de la nuit se réunir à moi. Je leur communiquai les informations encore incomplètes que je possédais, et ils résolurent unanimement de quitter sans retard Osaka et d'en retirer leurs pavillons et leurs consuls.

Quelques heures après, dans la matinée, les deux seuls témoins échappés au massacre et les rapports des commandants m'avaient appris de quel guet-apens nos malheureux matelots avaient

été victimes. Quand les Chefs du Gouvernement se présentèrent chez moi, je refusai de les recevoir et je leur laissai en partant mon ultimatum.

Les rapports circonstanciés des commandants du *Dupleix* et de *la Vénus*, qui sont sous vos yeux, me dispensent d'entrer ici dans aucun détail ; mais, après eux, je dois rendre justice à la fermeté et au discernement qui a permis à nos officiers de maîtriser leur émotion et celle des équipages. Il leur était aisé de brûler Sakai et de verser des torrents de sang en expiation du sang français. En restant maîtres d'eux-mêmes, ils ont donné au représentant du Gouvernement de l'Empereur la meilleure situation pour obtenir une éclatante réparation.

En effet, peu d'heures après mon arrivée à bord de *la Vénus*, et dans les limites du délai fixé, une lettre du Gouvernement m'annonçait que tous les corps étaient retrouvés et qu'ils allaient m'être rendus.

Dans la matinée, malgré la rigueur de la saison et l'état de la mer, les Chefs du Gouvernement vinrent à bord me confirmer cette nouvelle et leurs regrets.

Ils reconnurent que nos hommes étaient exempts de tout reproche ; que le massacre était sans excuse possible ; qu'une punition éclatante était nécessaire. Ils avaient ramené de Sakai et ils tenaient à Osaka les meurtriers à notre disposition. J'ai cru convenable de ne rien décider sans l'avis de mes collègues, et de reconnaître ainsi la sympathie spontanée qu'ils m'avaient, dès le premier instant témoignée. Je leur ai donc adressé une note pour leur faire connaître de quelle manière j'envisageais le crime commis.

Je tiendrai naturellement compte de leur avis dans une affaire où tous les étrangers sont en cause, bien que, par le fait, le sang français ait seul coulé, et Votre Excellence peut avoir en tout cas l'assurance que je saurai obéir à la fois à ce qu'exige notre légitime ressentiment et à la réserve que je dois observer pour ne pas engager le Gouvernement dans une action militaire.

Agrez, etc.

Signé : J. ROCHES.

P. S. Je me suis entendu avec mes collègues sur la question des réparations, et je suis d'accord avec eux sur ce qu'il est équitable d'exiger du Gouvernement japonais. Tous vont écrire, chacun de son côté, à ce Gouvernement pour lui témoigner l'horreur du crime commis et la solidarité qui unit tous les étrangers en face de l'insulte qui atteint aujourd'hui la France. Ils engageront en même temps le Gouvernement à ne pas refuser les réparations que je vais lui demander.

N° 126.

M. Roches au marquis de Moustier.

A bord de *la Vénus*, rade de Hiogo, le 19 mars 1868.

Monsieur le Ministre,

Par ma dépêche en date du 11 de ce mois, j'avais la douleur de vous faire connaître l'horrible attentat commis contre l'équipage de la chaloupe à vapeur de la corvette impériale *le Dupleix*; aujourd'hui je suis heureux d'annoncer à Votre Excellence que le Gouvernement du Mikado a accordé au Représentant de l'Empereur toutes les satisfactions qu'il avait demandées, de la façon et à l'heure qu'il avait indiquées. La promptitude et la scrupuleuse exécution des mesures qui avaient été arrêtées entre les Ministres japonais et moi a doublé l'effet de ces réparations, que j'étais décidé, d'ailleurs, à obtenir complètes.

Le 12 mars, j'ai reçu à bord de *la Vénus*, en rade de Hiogo, les deux vice-Ministres des Affaires étrangères du Mikado, le Kougué Ikadzi Kouzé et le Daimio Wasima-Yiono-Kami, que j'avais convoqués la veille, et je leur remis une note officielle qui stipulait les réparations que je demandais. Le 13, un Kougoué de 3^e rang arriva à bord de *la Vénus* pour m'exprimer, ainsi qu'au chef de la division navale, les sentiments de douleur et les regrets qu'avait éprouvés le Mikado en apprenant l'acte odieux commis à Sakaï. Ce haut personnage avait été envoyé spontanément et avant la remise de ma note.

Le 15, les deux vice-ministres m'apportèrent à bord de *la Vénus*, à Hiogo, la réponse officielle à ma note. Toutes les réparations demandées étaient accordées sans exception, et le Gouvernement Japonais me transmit la liste des gens de Toza, convaincus d'avoir pris part au massacre de nos marins.

2 officiers supérieurs,

1 officier inférieur,

Et 17 samouraï, gens d'armes à deux sabres, armés de fusils.

L'exécution eut lieu le lendemain 16, à Sakaï. Le 17, *la Vénus* et *le Dupleix* quittaient la rade de Sakaï et venaient mouiller devant Osaka. A deux heures, le Kougué Yama-ishine Mya, prince du sang (oncle du dernier Mikado), occupant le deuxième rang après le Souverain et premier Ministre des Affaires étrangères, arriva en grande pompe,

suivi d'une escorte nombreuse, à bord de la frégate, où il fut reçu avec les honneurs dus à son rang.

C'était la première fois que ce haut fonctionnaire quittait Kioto et se trouvait en rapport avec des étrangers. Il lut les excuses officielles qu'il devait faire au nom de son Souverain au Représentant de l'Empereur et au Commandant de la division navale, et nous remercia avec effusion de la grâce que nous avions demandée pour une partie des condamnés. Le Kougué visita la frégate avec un intérêt marqué, et, après avoir été salué de dix-neuf coups de canon, il fut reconduit à terre par la chaloupe à vapeur du *Dupleix*.

Le 18, le Prince régnant de Toza vint mouiller avec sa corvette à vapeur à l'arrière de la *Vénus*, et envoya un de ses officiers pour me demander l'heure à laquelle il pourrait se rendre à bord et me présenter ses excuses. Je le reçus immédiatement. C'est un jeune homme de vingt-deux ans, à figure fière et intelligente. Il fit des excuses très-explicites, témoigna les plus vifs regrets et promit de faire tous ses efforts pour empêcher le retour d'actes aussi barbares.

Toutes les satisfactions étaient donc données, je dis toutes, car le Gouvernement Japonais m'a promis, par écrit, de me compter à bref délai la somme de 150 000 piastres qui ne doit nullement être considérée comme prix du sang, mais comme dédommagement du tort matériel causé aux familles des marins tués par les gens de Toza.

Veillez agréer, etc.

Signé: ROCHES.

N° 127.

Le marquis de Moustier à M. Outrey, Ministre de France au Japon.

Paris, le 30 mai 1868.

Monsieur,

J'ai reçu les dépêches que votre prédécesseur m'a adressées jusqu'à la date du 19 mars. J'ai trouvé dans celles du 11 mars les détails de l'attaque dont l'équipage de la chaloupe du *Dupleix* a été l'objet, à Sakai, de la part de soldats japonais. La nouvelle de ce déplorable événement nous était déjà parvenue par le télégraphe, et je n'ai pas besoin de vous dire l'impression que nous

en avons ressentie. Il résulte du dernier rapport de M. Roches que le Gouvernement japonais, comprenant tout l'odieux du crime commis, s'est empressé d'accorder les réparations énergiques réclamées par votre prédécesseur. L'acte de justice qui s'est accompli le 16 mars et le paiement d'une indemnité destinée aux familles des victimes constituent des satisfactions que nous pouvons juger suffisantes.

Recevez, etc.

Signé : MOUSTIER.

N° 128.

M. Outrey au marquis de Moustier.

(Extrait.)

Yokohama, 8 août 1868.

Monsieur le marquis,

J'ai l'honneur d'annoncer à Votre Excellence que le gouvernement japonais a versé entre nos mains le premier tiers de l'indemnité allouée aux familles des victimes de Sakai.

Veuillez agréer, etc.

Signé : OUTREY.

N° 129.

M. Outrey au marquis de Moustier au Japon.

(Extrait.)

Yokohama, le 18 novembre 1868.

Monsieur le marquis,

Je reçois, à l'instant, la nouvelle que les 50 000 piastres formant la seconde échéance de l'indemnité de Sakai ont été payées le 13 novembre, à Osaka, entre les mains de notre agent.

Veuillez agréer, etc.

Signé : OUTREY.

N^o 130.**M. Outrey au marquis de Moustier.**Yokohama, le 1^{er} août 1858.

Monsieur le Marquis,

Il y a quelques jours Chigashi-Couzé, Vice-Ministre du Mikado, a demandé à avoir une entrevue avec les Représentants étrangers pour leur faire des communications au nom du Gouvernement. Nous nous sommes réunis chez Sir Harry Parkes, notre doyen, et là, le Vice-Ministre nous a parlé successivement de Yédo, de Niegata et d'Osaka.

Pour la première ville, il nous a annoncé que, les appropriations de la concession étant à peu près terminées, les Européens pouvaient s'y établir. Il a ajouté toutefois que la ville d'Yédo elle-même se trouvait en état de trouble, que la police y était encore entre les mains de gens de Tokoungawa, et que, par conséquent, les étrangers devraient se borner à circuler sur les terrains seulement de la concession. Au sujet de Niegata, Chigashi-Couzé a renouvelé les observations faites précédemment, pour expliquer comment le Gouvernement du Mikado se trouvait dans l'obligation absolue de différer l'ouverture de ce port jusqu'au moment où son autorité y serait établie; et pour ce qui est d'Osaka, le Gouvernement Japonais est allé au delà de ce qu'on attendait de lui. Votre Excellence sait que la ville d'Osaka seule est ouverte aux étrangers et que les Japonais avaient refusé l'ouverture du port. Ils avaient seulement accordé une concession à Hiogo, situé dans la baie et qui est devenu le point de mouillage des navires, c'est-à-dire le centre des opérations maritimes. Chigashi-Couzé nous annonça que le Gouvernement du Mikado était disposé à permettre l'accès du port aussi bien que de la ville d'Osaka.

Cette concession spontanée indique un certain désir d'être agréable au commerce européen; il ne faudrait pas cependant en exagérer l'importance. Le mouillage de Hiogo est excellent, tandis qu'à Osaka il se trouve une barre dangereuse qui rend les communications avec la terre extrêmement difficiles; il est donc probable que les opérations se feront de préférence dans le premier port, malgré la distance qui le sépare de la ville commerçante. Toutefois, dans certaines circonstances et dans des conditions spéciales, par exemple, si l'on organisait un service de petits bateaux à vapeur pouvant re-

monter la rivière jusqu'à Osaka même, il est possible que la faculté de trafiquer directement offrit des avantages dont le commerce pourrait profiter.

Quels que soient les motifs qui ont déterminé le Gouvernement Japonais, cette mesure en elle-même est bonne et nous ne pouvons que nous féliciter de la voir adoptée aussi spontanément. Elle indique que le nouveau Gouvernement reconnaît comme un fait acquis l'introduction des étrangers sur son territoire et qu'il en admet les conséquences sans chercher à s'y soustraire.

Veuillez agréer, etc.

Signé : OUTREY.

N° 131.

M. Outrey au marquis de Moustier.

Yokohama, le 12 août 1868.

Monsieur le Marquis,

La lutte continue toujours entre le Sud et le Nord. Il y a eu plusieurs combats du côté de Niégata qui semble être devenu dans ces derniers temps le point de mire des gens du Sud. Il est difficile d'obtenir des renseignements exacts sur ce qui se passe dans ces parages, mais, d'après les nouvelles les plus dignes de foi, les troupes du Sud, qui, après avoir brûlé la grande ville de Nagaoka, marchaient rapidement sur Niégata, auraient éprouvé un échec dans les environs de cette ville et auraient dû se replier en deçà de Nagaoka après avoir perdu beaucoup de monde.

Malgré les alternatives de succès et de revers que l'on peut constater sur plusieurs points, l'ensemble des faits indique que les princes du Sud font des progrès et qu'ils établissent leur autorité sur tous les territoires autrefois gouvernés par le Taïcoun.

Dans l'état de choses actuel la plus scrupuleuse neutralité est commandée aux étrangers. C'était le devoir des Légations d'en donner l'exemple à leurs nationaux, et j'ai lieu de croire que l'extrême réserve qu'elles ont montrée jusqu'ici a été appréciée par le nouveau gouvernement. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'en toute circonstance nous rencontrons chez ses agents un grand empressement à régler les affaires et à donner satisfaction à nos demandes. Les 50 000 piastres de l'indemnité de Sakai nous ont été versées sans grandes difficultés. J'ai eu à me plaindre d'un homme à deux sabres qui avait menacé un

Français dans les rues mêmes de Yokohama ; cet individu a été incarcéré et j'ai obtenu qu'il fût renvoyé de la ville, après avoir été désarmé en présence d'une personne envoyée par la Légation et des gens de la police. Nous avons décidé la création de quatre nouveaux postes militaires européens dans différents quartiers de Yokohama ; les autorités se sont empressées de construire elles-mêmes les corps de garde. L'ouverture du port d'Osaka, les facilités que nous avons rencontrées dans la rédaction des règlements relatifs à la vente des terrains d'Osaka et de Hiogo, une foule de petits détails enfin, indiquent qu'il a un grand désir d'entretenir de bons rapports avec les représentants étrangers.

Les dispositions du Gouvernement me semblent donc assez satisfaisantes. Néanmoins, je dois constater que le pays est dans un tel état de trouble que la sécurité pour les Européens n'y existe guère en dehors de Yokohama, qui est occupé par les troupes anglaises et françaises et par les navires de guerre des différentes Puissances. Dans cette ville même, il y a un va-et-vient continuel de gens de guerre. C'est pour faire cesser les inquiétudes qu'elles causent aux résidents européens que nous avons décidé la création des postes dont je viens de parler plus haut.

Dans la situation actuelle du pays, je considère que notre premier devoir est d'assurer la sécurité de nos nationaux. A ce point de vue, je dois dire à Votre Excellence que la concentration de forces navales françaises qui s'opère en ce moment dans les mers du Japon, a produit une excellente impression. Nous avons actuellement sur rade la *Minerve*, le *Dupleix*, la *Flamme* et enfin la frégate cuirassée la *Belliqueuse* portant le pavillon de l'amiral Penhoät. A Osaka se trouve la *Vénus*, et nous attendons prochainement la *Junon*, le *Monge* et une corvette venant de Taïti.

Veuillez agréer, etc.

Signé : OUTREY.

N° 132.

M. Outrey au marquis de Monstier.

Yokohama. le 28 septembre 1868.

Monsieur le marquis,

Le 15 de ce mois, j'ai reçu la lettre par laquelle Chigashi-Kougé, au nom de son Gouvernement, annonce aux Représentants étrangers que le Mikado doit prochainement venir à Yédo.

Cet événement, d'une importance incontestable pour la politique du Japon, donne lieu aux interprétations les plus divergentes de la part de tous les hommes qui se préoccupent de la situation.

Ceux qui ont foi dans les forces du Nord, et qui annoncent, sans hésiter, des succès qui feraient rentrer prochainement le Quanto dans les mains des princes confédérés, voient, dans cette démarche, une tentative désespérée pour tâcher de ramener des populations restées fidèles à l'ancien Gouvernement, et ce serait, selon eux, une concession faite aux exigences d'un parti impossible à réduire par la force. Ces avances, indices d'une grande faiblesse, n'auraient aucune chance de succès et ne peuvent que déconsidérer davantage un Gouvernement dont la situation serait plus précaire que jamais.

Les esprits moins prévenus envisagent le fait d'un déplacement du Mikado sous un jour plus favorable aux intérêts du Sud. Le Gouvernement de Kioto est certainement dans des conditions fort peu brillantes : obligé de soutenir une lutte opiniâtre, sans finances, sans organisation régulière, ayant à tenir compte des exigences des nombreux partis qui ont contribué à la révolution, il passe par des épreuves extrêmement difficiles ; mais ses adversaires ne sont pas dans des conditions beaucoup meilleures ; et, jusqu'à présent, il est impossible de dire que, d'un côté ou de l'autre, il y ait eu des avantages marqués. La force du Nord est surtout dans l'attitude défensive qu'il a prise. Le prince de Aidzou et les autres princes confédérés n'ont jamais méconnu l'autorité du Mikado ; ils disent seulement qu'il n'est plus libre ; que les princes du Sud, à la tête desquels se trouve Satzouma, exercent une influence pernicieuse sur ses actes, et que, tant que cet état de choses durera, ils se tiendront à l'écart, en faisant respecter leurs droits.

Cette situation n'est pas sans danger pour le Sud, et n'ayant pu, malgré ses efforts, vaincre tout à fait la résistance du Nord, il est assez naturel qu'il cherche à employer des moyens de conciliation. En déclarant Yédo la seconde capitale de l'Empire, en y amenant le Chef suprême dont le prestige est encore assez grand, et en cherchant à lui concilier les sympathies d'hommes importants du Nord, le Gouvernement de Kioto voudrait sans doute prouver qu'il ne tient pas à exercer une influence exclusive. Tout en faisant des concessions, il affirmerait cependant son autorité et il montrerait qu'il est assez puissant pour aller s'établir dans le centre le plus important de l'opposition.

Tels sont, monsieur le marquis, les deux courants d'opinion qui se dégagent du dédale inextricable dans lequel se trouve plongée la politique du Japon.

Je suis depuis trop peu de temps dans ce pays pour pouvoir juger

avec entière connaissance de cause une situation dont les antécédents, les causes, les mobiles et, je dirai même, les incidents journaliers, échappent souvent à notre contrôle. Nous connaissons à peine les ressources des partis en présence ; nous ne savons qu'imparfaitement quelles sont leurs aspirations, quel est le but qu'ils poursuivent. On dit bien que le Sud lutte pour arriver à constituer un gouvernement unique sous le sceptre du Mikado ; mais comment admettre de sa part une abnégation si complète ? Depuis des siècles, la famille Satzouma nourrit des projets de prépondérance. Obligée de plier sous la main de fer de Gongen-Sama, véritable fondateur du Taikounat, elle n'a pas tardé à revendiquer ses droits d'indépendance, et lorsque, dans ces derniers temps, le Taikounat eut perdu toute son énergie, elle rallia autour d'elle tous les princes mécontents pour renverser un édifice vermoulu. Le vieux prince Satzouma, qui, depuis assez longtemps déjà, a abdiqué en faveur de son fils pour aller s'établir à Kioto, est certainement l'âme du mouvement ; il partage, il est vrai, le pouvoir avec ses deux puissants alliés Nagato et Tosa, dont le concours lui est indispensable ; il propose bien aussi aux princes du Nord de se joindre à eux pour former une assemblée supérieure de Daimios qui gouvernerait sous le nom du Mikado ; mais, en réalité, ce plan est-il tout à fait arrêté, et tout le monde est-il d'accord sur la forme définitive du nouveau gouvernement ?

Le projet de former une espèce de fédération, dans laquelle chaque principauté aurait un pouvoir égal, fût-il même sincère, aurait, je crois, bien peu de chances de succès. Le Japon est divisé en une infinité de principautés complètement indépendantes qui reconnaissent le Mikado comme chef, mais sans lui accorder aucune autorité directe sur leurs territoires. Gongen-Sama, à la suite de longues luttes, et après s'être emparé des plus riches provinces du centre, a été assez puissant pour former une espèce de fédération dont il était le chef ; il a pu même transférer cette autorité à des successeurs ; mais les liens qui unissaient tous les Daimios au prince du Quantô étaient trop faibles, et, après deux siècles d'une existence souvent précaire, le Taikounat est tombé en laissant le Japon dans le même état de trouble et de dissensions intestines dont cette institution l'avait tiré.

La résolution du Mikado de se transporter à Yédo, dont le nom vient d'être changé en celui de To-Kei, a été portée à la connaissance du public par un décret inséré dans le journal de Kioto et suivi d'une notice qui explique les motifs de la mesure. Cet acte a un intérêt particulier pour nous, car, pour la première fois peut-être, le Gouvernement parle publiquement de la nécessité d'entretenir des relations avec les nations étrangères. En même temps que ces documents

étaient publiés, trois autres décrets assez importants ont été rendus par le Mikado.

Le premier crée à Yédo un nouvel emploi qui fait pressentir la présence du souverain dans cette ville. Le second place entre les mains de ce nouveau fonctionnaire le gouvernement des treize provinces du Nord, dont la plupart sont aujourd'hui en insurrection. Le troisième impose certaines obligations aux Daïmios et aux Kéraïs (serviteurs de l'ordre militaire) de ces treize provinces, notamment celle d'envoyer des délégués dans la capitale pour y occuper des emplois ou, pour mieux dire, pour y servir d'otages.

Veuillez agréer, etc.

Signé : OUTREY.

N° 133.

M. Outrey au marquis de Moustier.

Yokohama, le 12 novembre 1868.

Monsieur le marquis,

J'ai l'honneur d'envoyer à Votre Excellence la traduction d'une lettre par laquelle Chigashi Couzé m'annonce le départ du Mikado de Kioto pour se rendre à Yédo. Quoique cette communication soit tout à fait officielle, il paraîtrait qu'aujourd'hui on n'est pas encore certain que le Souverain ait quitté la capitale à la date fixée. Il s'élève même quelques doutes sur ce voyage depuis que les nouvelles du Nord nous ont appris que la lutte avait repris avec acharnement.

Le voyage du Mikado est motivé par des considérations générales dont j'ai déjà rendu compte. Il est certain qu'on veut affirmer son autorité en le plaçant au centre des pays naguère soumis au Taïcoun; mais les rapports avec les agents diplomatiques ne sont peut-être pas tout à fait étrangers à cette mesure. Bien des gens sont disposés à croire que les princes du Sud ne sont pas fâchés de profiter de ce voyage pour amener les Représentants étrangers à faire acte public d'adhésion au nouveau gouvernement. Pour mon compte, je ne chercherai nullement à me soustraire à une obligation qui dérive des circonstances, et je saisirai avec plaisir cette occasion toute naturelle de montrer que le Gouvernement de l'Empereur n'est animé d'aucun sentiment hostile à l'égard du Sud. Je me propose donc, dès que le Mikado sera à Yédo, de me rendre en cette ville pour y remettre mes lettres de créance.

Au commencement de ce mois les autorités nous ont prévenus que la fête du Mikado serait célébrée le 6, et elles nous faisaient savoir en même temps que les forts feraient une salve de vingt et un coups de canon. Je n'ai pas manqué de faire parvenir cet avis au commandant en chef de la division navale, et les trois navires de guerre français se trouvant sur rade se sont empressés de se joindre aux manifestations publiques des autorités locales.

Veuillez agréer, etc.

Signé : OUTREY.

VII

CONFÉRENCE DE SAINT-PÉTERSBOURG POUR L'INTERDICTION DES BALLES EXPLOSIBLES EN TEMPS DE GUERRE.

N° 134.

**Le prince Gortchakoff, chancelier de l'Empire de Russie
à M. Tchitchérine, chargé d'affaires de Russie à Paris¹.**

Saint-Pétersbourg, le 9/21 mai 1868.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint en copie et en traduction un office de M. le Ministre de la guerre.

Il a trait à l'introduction des balles explosibles dans l'armement des troupes et à leur emploi comme arme de guerre.

M. l'aide de camp général Miliutine établit une distinction entre les balles à capsules et celles sans capsules, les unes ne faisant explosion qu'en frappant un corps dur, tandis que les autres éclatent même au contact de corps qui offrent peu de résistance, comme, par exemple, le corps humain.

Les premières sont destinées spécialement à faire sauter les caissons de l'ennemi, et sous ce rapport elles peuvent avoir une certaine utilité.

Les secondes peuvent s'employer contre les hommes et les chevaux; les blessures qu'elles occasionnent sont mortelles et entraînent

1. Voir *Archives*, 1868. t. IV, p. 1537.

des souffrances, aggravées par l'effet des substances qui entrent dans leur composition.

Avant de statuer sur leur introduction dans l'armement de nos troupes, M. l'aide de camp général Miliutine a posé la question de savoir en combien l'emploi d'une arme aussi gratuitement meurtrière serait d'accord avec les lois de l'humanité.

S. M. l'Empereur a daigné honorer de son entier suffrage les conclusions de ce rapport.

Notre auguste Maître envisage comme un devoir pour les Gouvernements, aussi longtemps que l'état de guerre subsistera comme une éventualité inévitable, de s'attacher à en diminuer les calamités autant qu'il peut dépendre d'eux, et d'écarter dans ce but tout ce qui pourrait les aggraver sans une nécessité absolue.

Dans un moment où l'attention des Gouvernements est particulièrement dirigée vers l'amélioration des armes de guerre, il importe d'autant plus de fixer au perfectionnement de ces moyens de destruction des limites qui puissent concilier les exigences militaires avec celles de l'humanité.

Ces limites semblent pouvoir être tracées par le but même de la guerre, qui doit être d'affaiblir les forces et les ressources de l'ennemi, autant qu'il est indispensable, afin d'assurer le succès des opérations sans y ajouter des souffrances inutiles.

S. M. l'Empereur pense en conséquence que l'emploi des balles explosibles devrait être proscrit de l'armement des troupes, ou, du moins, restreint à celui des balles à capsules, exclusivement destinées à l'explosion des caissons.

Sa Majesté Impériale vous ordonne de vous ouvrir vis-à-vis du Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité, sur l'opportunité de faire de cette mesure l'objet d'une convention internationale entre tous les États.

Notre auguste Maître déclare dès ce moment être prêt à adopter le principe en question comme règle pour l'armée russe, s'il est admis comme tel par tous les autres Gouvernements.

Signé : GORTCHAKOFF.

N^o 135.

Traduction d'un office de M. le Ministre de la guerre à M. le Chancelier de l'Empire, en date de Saint-Petersbourg, le 4 mai 1868¹

ANNEXE DU N^o 134.

Jusqu'à présent, tant en Russie que dans les autres États, on ne faisait usage pour les fusils de l'infanterie, que de balles pleines qui ne se fracturent pas en frappant les corps qu'elles atteignent.

Ce n'est qu'en vue de faire éclater les caissons d'artillerie qu'on a introduit dans quelques parties de l'infanterie seulement, et en petit nombre, ce qu'on appelle des balles explosibles, dont l'emploi peut, jusqu'à un certain point, contribuer au succès du combat.

Il a été décidé chez nous de ne munir de balles explosibles, au nombre de dix pièces par homme, que les sous-officiers des bataillons et des compagnies des tirailleurs.

Des balles de cette espèce sont pourvues de capsules et n'éclatent qu'au contact de corps durs.

Cependant des expériences ont été faites ces derniers temps en Russie et en d'autres États à l'effet d'introduire dans l'armée l'usage de balles explosibles sans capsule, nouvellement inventées, qui s'enflamment et éclatent en frappant des corps d'une faible densité, tels que le pain, les corps des animaux.

Ces expériences ont constaté qu'une balle explosible de cette espèce éclate en dix pièces et plus; dans le cas où l'explosion a lieu dans le corps de l'homme, la blessure est mortelle et très-douloureuse; en outre, les matières fulminantes affectent gravement l'organisme et augmentent inutilement les souffrances. Les résultats obtenus ont démontré qu'au point de vue technique les balles explosibles peuvent être employées sans inconvénient non-seulement pour faire éclater des caissons, mais aussi contre des hommes et des chevaux.

Toutefois, ces preuves acquises, M. le Ministre de la Guerre a cru devoir poser la question en combien l'introduction dans toute l'armée des balles explosibles pouvait être justifiée par les besoins de la guerre.

Il est hors de doute qu'elles sont d'une utilité réelle pour l'explosion des caissons; quant à leur emploi comme moyen de destruction et

1. Voir *Archives*, 1868, t. IV, p. 1538.

d'aggraver les blessures causées aux hommes et aux chevaux, elles doivent être classées au nombre des moyens purement barbares qui ne trouvent aucune excuse dans les exigences de la guerre.

La guerre est un mal inévitable dont on doit chercher à diminuer les cruautés autant que possible, et c'est pourquoi il n'y a pas lieu d'introduire des armes meurtrières qui ne peuvent qu'aggraver les calamités et les souffrances de l'humanité sans avantage pour le but direct de la guerre.

L'usage d'une arme doit avoir uniquement pour but l'affaiblissement des forces militaires de l'ennemi : il suffit de mettre hors de combat un nombre considérable d'hommes; mais ce serait de la barbarie que de vouloir aggraver les souffrances de ceux qui ne peuvent plus prendre part à la lutte.

Les parties belligérantes ne doivent tolérer que les cruautés qui sont impérieusement nécessitées par la guerre. Toute souffrance et tout dommage qui n'auraient pas pour résultat d'affaiblir l'ennemi n'ont aucune raison d'être et ne doivent être admis d'aucune manière.

En conséquence, il semblerait nécessaire d'exclure, par un engagement international, l'usage des balles explosibles et de restreindre leur emploi aux fusils et mitrailleuses destinés à faire sauter des caisses d'artillerie et de cartouches.

Cependant, en examinant de près la question, des doutes peuvent surgir sur l'efficacité de cette restriction. Comment et qui pourra contrôler l'emploi des balles explosibles à l'heure du combat et constater qu'on ne s'en est servi que pour faire sauter les caissons et non contre les hommes?

Même en admettant la plus loyale observation de l'engagement, il sera toujours difficile de limiter strictement l'usage de ces balles explosibles.

En vue de diminuer les malheurs qui résultent toujours des hostilités, le Ministre de la Guerre russe est prêt à renoncer soit complètement à l'usage de balles à capsule, c'est-à-dire à celles qui ne font explosion qu'en frappant des corps durs et encore à restreindre cet usage contre les caissons.

Votre Excellence ne trouvera-t-elle pas opportun de se mettre en rapport à ce sujet avec les Gouvernements étrangers à l'effet de convenir d'une Convention internationale prohibant complètement l'introduction des balles explosibles dans les armées des Puissances contractantes.

En priant Votre Excellence de vouloir bien m'informer des résultats de ces négociations, j'ai l'honneur, etc.

Signé : MILIUTINE.

N° 136.

**Le marquis de Moustier au marquis de Gabriac, chargé d'affaires
de France à Saint-Petersbourg.**

Paris, le 7 juin 1868.

Monsieur,

Le Gouvernement russe s'est préoccupé de la question d'humanité que soulèvent les perfectionnements introduits de jour en jour dans le matériel des armées européennes, et son attention s'est particulièrement portée sur les effets meurtriers de certains projectiles dont la puissance dépasse le but indiqué par les légitimes besoins de l'attaque ou de la défense. M. Tchitchérine a été chargé, en conséquence, de me donner communication de la dépêche ci-jointe, par laquelle M. le prince Gortchakoff, en lui transmettant un rapport de M. le Ministre de la guerre de Russie tendant à limiter, sinon à proscrire entièrement l'emploi de balles explosibles, l'invite à pressentir le Gouvernement de l'Empereur sur l'opportunité de provoquer, entre tous les États, une entente qui eût pour effet de généraliser et de sanctionner les mesures que le Cabinet de Saint-Petersbourg se déclare prêt à adopter.

J'ai mis immédiatement sous les yeux de l'Empereur la dépêche du Prince Chancelier ainsi que le rapport de M. l'Aide de Camp général Miliutine dont elle développe les conclusions, et Sa Majesté m'a fait savoir qu'Elle adhérerait avec empressement à la pensée généreuse dont l'initiative appartient au Gouvernement russe. Ainsi que le Souverain qui s'est honoré à un si haut degré en approuvant tout d'abord la proposition de M. le général Miliutine, l'Empereur considère comme un devoir d'atténuer, autant que possible, les calamités des champs de bataille et de ne point ajouter à des maux inévitables des souffrances d'autant plus affligeantes pour l'humanité qu'elles sont moins justifiées par une absolue nécessité.

Le but que l'on doit se proposer à la guerre, en effet, n'est pas de tuer le plus d'hommes possible à l'ennemi, mais d'en mettre le plus grand nombre hors de combat.

C'est en s'inspirant de ces hautes considérations que M. le maréchal Niel doit examiner le travail de M. le Ministre de la guerre de Russie, et dès qu'il m'aura fait connaître les points spéciaux qui se rapportent à la question d'application, je vous adresserai les instructions nécessaires pour donner suite, en ce qui nous concerne, à un

projet dont le principe reçoit, dès à présent, notre plus sympathique approbation.

Recevez, etc.

Signé : MOUSTIER.

N^o 137.

**Le marquis de Moustier au baron de Talleyrand
à Saint-Pétersbourg.**

Paris, le 8 décembre 1868.

Monsieur le Baron,

Sa Majesté ayant bien voulu approuver le projet de déclaration sur les balles explosibles préparé par la conférence¹ militaire de Saint-Pétersbourg, je viens de vous en informer par le télégraphe et de vous autoriser à signer l'acte qui doit donner la valeur d'un engagement international aux idées sur lesquelles l'accord s'est établi. D'après ce que vous m'écrivez, M. le Prince Gortschakoff avait émis l'avis que la signature d'une simple déclaration diplomatique par les Représentants des Puissances contractantes suffirait pour constater l'entente commune. Cette forme me paraît en effet la meilleure à suivre, et je ne puis que m'y rallier en ce qui concerne le Gouvernement de l'Empereur.

Agréé, etc.

Signé : MOUSTIER.

1. Les Protocoles de la Conférence se trouvent *in extenso* dans les *Archives*, 1869, t. I, p. 252 et suivantes.

VIII

AFFAIRES COMMERCIALES.

N° 138.

**Le marquis de Moustier, ministre des affaires étrangères, aux
Agents diplomatiques de l'Empereur en Allemagne.**

Paris, le 28 janvier 1868.

M. le..., le Gouvernement de Mecklembourg nous ayant adressé des ouvertures à l'effet d'obtenir la résiliation des engagements qui résultaient pour lui de l'article 18 de son *Traité de commerce* avec la France et qui mettaient obstacle à l'entrée des Grands-Duchés dans le Zollverein, des négociations ont été ouvertes à Berlin pour fixer, d'un commun accord avec le Gouvernement prussien, les compensations qui nous seraient accordées en échange des avantages auxquels nous consentirions à renoncer. Ces négociations sont actuellement terminées, et je crois utile de vous faire connaître les phases qu'elles ont traversées, afin de vous mettre à même de rectifier les erreurs qui, si j'en crois certaines feuilles étrangères, ont pu s'accréditer autour de vous sur l'attitude gardée par le Gouvernement de l'Empereur.

Sans parler de quelques rectifications de tarif portant sur l'alun, l'amidon, le sulfate de fer et le sulfate d'ammoniaque, la réduction des droits applicables à l'importation des vins dans le Zollverein avait toujours été présentée comme la condition principale de la résiliation de notre *Traité* avec le Mecklembourg. Les concessions qui nous étaient offertes par la Prusse consistaient en un abaissement à 2 thalers 2/3 par quintal, de la taxe de 4 thalers inscrite au tarif de 1862, soit de 30 francs à 20 francs par 100 kilogrammes; c'était une simple diminution de 10 silbergroschen par quintal du chiffre qui nous avait été primitivement accordé.

Ces propositions ne nous avaient point, tout d'abord, paru acceptables; M. le Ministre du Commerce, que j'avais dû consulter, s'était prononcé pour le maintien de notre première demande qui tendait à obtenir une réduction à 2 thalers par quintal ou 15 francs les 100 kilogrammes; il avait fait observer avec raison que la situation avait été complètement modifiée depuis la conclusion du *Traité* de 1862, et que les vins récoltés dans le Zollverein ayant été exonérés des droits intérieurs auxquels il étaient soumis à cette époque, jouissaient

actuellement d'un avantage dont nous n'avions point eu à tenir compte en consentant au chiffre de 30 francs les 100 kilogrammes.

Tous les efforts tentés par M. Benedetti pour faire valoir ces considérations ont échoué; le Gouvernement prussien s'est absolument refusé à la concession qui lui était demandée; cette résistance devant avoir pour effet d'ajourner indéfiniment la solution, et par suite l'admission des deux Mecklembourg dans l'union des Douanes allemandes, en même temps que l'issue des négociations engagées entre l'Autriche et le Zollverein, j'ai rendu compte de cette situation à l'Empereur.

Sa Majesté ayant manifesté le désir d'éviter tout ce qui pouvait être de nature à entraver le développement du Zollverein et de ses rapports commerciaux avec l'Autriche, m'a autorisé à adresser à son Ambassadeur à Berlin les instructions les plus conciliantes, pour lui permettre de terminer sans retard la négociation.

J'ai donc invité M. Benedetti à consentir, pour le tarif des vins, au chiffre de 20 francs les 100 kilogrammes. Il devait, toutefois, pour qu'il fût donné satisfaction à des réclamations fort pressantes de nos industriels, s'efforcer d'obtenir, en échange de cette concession : 1° la réalisation de la promesse faite, en 1862, par la Prusse, d'opérer le déclassement des tissus de coton légers blanchis; 2° la suppression de la surtaxe de 2 francs les 100 kilogrammes, imposée aux fers de forme irrégulière; 3° la transformation de la taxe spécifique sur la faïence en un droit de 10 pour 100 de la valeur.

Ces trois demandes accessoires, qui se justifiaient d'elles-mêmes, ne nous paraissaient pas devoir compromettre le résultat que nous poursuivions en commun. Le Gouvernement Prussien déclara néanmoins qu'il lui était impossible d'accueillir les deux dernières; le déclassement des tissus de coton légers blanchis était seul accepté.

En présence de la détermination arrêtée du Cabinet de Berlin, il ne me restait qu'à clore la négociation sur les bases indiquées par la Prusse; des instructions en conséquence ont été immédiatement transmises à l'Ambassadeur de Sa Majesté, et j'avais lieu de penser que la question était complètement résolue, lorsqu'au dernier moment une nouvelle difficulté s'est élevée, sur le sens du mot : déclassement, que nous avions fait consister dans un dégrèvement pour lequel le Gouvernement Prussien déclarait qu'il ne lui serait pas possible d'obtenir l'adhésion de la Saxe et des États du Midi; dans notre pensée, il s'agissait de faire passer purement et simplement de la classe *C* à la classe *B* les tissus de coton légers blanchis; le Cabinet de Berlin avait entendu n'accorder qu'une réduction de 225 francs à 200 francs les 100 kilogrammes.

Je n'ai pas eu de peine à démontrer, en remontant à l'origine de l'engagement pris en 1862 par la Prusse, que cette divergence d'interprétation reposait, non pas sur une nouvelle prétention de notre part, mais tout au plus sur un malentendu résultant d'un défaut de précision dans les termes de cet engagement. J'ai néanmoins autorisé M. Benedetti à accepter l'interprétation que le Gouvernement Prussien avait cru pouvoir adopter, et l'entente est aujourd'hui complète.

J'ai tenu, M. le, à vous fournir ces explications, pour vous mettre à même de faire ressortir, dans vos entretiens avec les membres du Cabinet de, le sincère esprit de conciliation que nous n'avons cessé d'apporter dans une négociation à l'issue de laquelle était intéressé le Zollverein tout entier.

Recevez, etc.

Signé : MOUSTIER.

N° 139.

**Le comte de Solms, chargé d'affaires de Prusse à Paris,
au marquis de Moustier, ministre des affaires étrangères.**

Paris, 12 novembre 1868.

Monsieur le Ministre,

Par la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire le 17 août 1867, Elle a bien voulu m'informer que le Gouvernement de S. M. l'Empereur était disposé à accepter les propositions du Gouvernement du Roi, relatives à la Convention littéraire du 2 août 1862, qui ont pour but la suppression des formalités d'enregistrement des ouvrages dans les deux pays.

Cependant, le Ministère des Affaires étrangères a eu des doutes sur la question de savoir si la législation prussienne se prêtait, pour la modification proposée, à un simple échange de déclarations sous la forme de protocoles, ainsi que l'avait proposé le Gouvernement impérial, et les Ministres de la Justice et des Cultes ont jugé indispensable la conclusion d'une Convention additionnelle et séparée.

En effet, d'après l'article 4, n° 6, de la Constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord, c'est à la Confédération qu'appartient la protection de la propriété littéraire.

La Chancellerie fédérale, invitée à se charger des négociations relatives à ces modifications, a déclaré qu'il n'y aurait lieu de s'en occu-

per que quand la loi fédérale sur la protection de la propriété intellectuelle serait promulguée.

Comme les travaux préparatoires pour cette loi sont activement poursuivis, il est probable qu'elle pourra être votée vers le commencement de l'année prochaine.

Dans ces circonstances, il ne paraît pas opportun de passer, quant à présent, une Convention additionnelle entre la Prusse et la France, et cela d'autant plus qu'elle ne pourrait avoir lieu sans la coopération des pouvoirs législatifs.

Le Gouvernement du Roi m'a chargé d'exprimer à Votre Excellence la vive satisfaction de l'avoir trouvée disposée à la modification de ladite Convention, ainsi que ses regrets pour le retard imposé par ces circonstances. Mais il se flatte de l'espérer que le Gouvernement français reconnaîtra que la promulgation préalable de la loi projetée simplifiera de beaucoup la conclusion de la Convention additionnelle, en permettant de l'étendre immédiatement à toute la Confédération de l'Allemagne du Nord.

Veuillez agréer, etc.

Signé : Comte DE SOLMS.

N° 140.

**Le marquis de Moustier au comte de Comminges-Guitaud,
ministre de France à Berne.**

Paris, 7 décembre 1888.

Monsieur le Comte,

Vous savez qu'une Conférence internationale, réunie au mois d'octobre dernier à Genève, et à laquelle assistaient, comme délégués du Gouvernement de l'Empereur, M. le contre-amiral Coupvent des Bois et M. l'intendant militaire de Préval, a préparé un projet d'articles additionnels à la Convention du 22 août 1864 pour l'amélioration du sort des militaires blessés dans les armées en campagne. Ce projet d'articles additionnels a été remis au Conseil Fédéral par le Président de la Conférence, pour être présenté à l'acceptation de toutes les Puissances déjà liées par la Convention et transformé, s'il y a lieu, en acte diplomatique.

Les délégués du Gouvernement de l'Empereur m'ayant donné connaissance du résultat des travaux de la Commission, je n'ai pas voulu attendre la communication qui doit nous être adressée par le Conseil

Fédéral pour en saisir les Administrations compétentes et les inviter à me faire part de leurs observations. L'article 9 additionnel est le seul auquel M. le Ministre de la Marine ait jugé utile d'apporter quelques modifications; je crois devoir en informer immédiatement le Gouvernement suisse pour qu'il puisse les soumettre à l'approbation de toutes les Puissances contractantes, en même temps qu'il réclamera leur adhésion à l'ensemble du projet; je ne doute pas, d'ailleurs, de l'empressement avec lequel elles accueilleront l'amendement proposé par M. l'amiral Rigault de Genouilly.

La Conférence de Genève avait, tout d'abord, trouvé convenable d'étendre le principe de la neutralité aux bâtiments-hôpitaux militaires, sous la seule condition qu'ils fussent en fonction, c'est-à-dire qu'ils eussent à bord des malades ou des blessés. Puis un examen plus approfondi de la question l'avait déterminée à renoncer à cette neutralisation, qui lui semblait avec raison présenter ce danger qu'un navire de guerre avarié pourrait être momentanément transformé en hôpital et se rendre, sous le couvert de la neutralité, dans un arsenal de réparation pour revenir plus tard participer de nouveau aux opérations militaires. L'article 9 a donc, en définitive, été rédigé ainsi qu'il suit :

« Les bâtiments-hôpitaux militaires restent soumis aux lois de la guerre, en ce qui concerne leur matériel; ils deviennent la propriété du capteur, mais celui-ci ne pourra les détourner de leur affectation spéciale pendant la durée de la guerre. »

M. l'amiral Rigault de Genouilly a pensé que cette rédaction était trop absolue et s'écartait de l'esprit de la Convention de 1864, en privant, dans tous les cas, les armées navales de la faculté de se faire accompagner par des navires-hôpitaux jouissant du bénéfice de la neutralité. Il lui a paru qu'il était possible de concilier les devoirs de l'humanité avec la nécessité de prévenir les abus dont s'était, à juste titre, préoccupée la Conférence; il a, dans ce but, et tout en maintenant la rédaction de l'article 9, proposé de compléter cet article par un paragraphe additionnel ainsi conçu :

« Toutefois, les navires impropres au combat que, pendant la paix, les Gouvernements auront officiellement déclarés être destinés à servir d'hôpitaux maritimes flottants, jouiront, pendant la guerre, de la neutralité complète, au matériel comme au personnel, pourvu que leur armement soit uniquement approprié à leur destination spéciale. »

Cette disposition s'explique d'elle-même; elle me paraît de nature à rencontrer une adhésion unanime, parce qu'elle répond à la pensée primitive de la Conférence dans ce qu'elle a de réalisable; je vous serai donc obligé, Monsieur le Comte, de vouloir bien prier le Con-

seil Fédéral de modifier dans ce sens l'article 9 du projet d'acte additionnel qu'il doit soumettre à l'approbation de tous les États contractants. Vous ajouterez, d'ailleurs, que le Gouvernement de l'Empereur est prêt, en ce qui le concerne, à donner son complet assentiment à toutes les autres stipulations proposées par la Commission internationale.

Quant à la forme dans laquelle devront être consacrées ces nouvelles dispositions, les délégués français à la Conférence de Genève ont déjà eu l'occasion de faire connaître sur ce point notre opinion, qui est conforme à tous les usages diplomatiques. Il est incontestable que des articles additionnels à une Convention internationale ne peuvent être conclus que de l'assentiment unanime de toutes les Puissances contractantes, soit qu'elles aient signé la Convention principale, ou qu'elles y aient postérieurement adhéré; le projet élaboré par la Conférence de Genève devra donc être revêtu des signatures des Plénipotentiaires de tous les États qui se trouvent engagés par l'acte de 1864.

Recevez, etc.

Signé: MOUSTIER.

N° 141.

Le marquis de Lavalette, ministre des affaires étrangères, au baron Mercier de Lostende, ambassadeur de l'Empereur à Madrid.

Paris, 11 janvier 1869.

Monsieur le Baron,

J'ai examiné avec toute l'attention qu'elles méritent les modifications que les décrets du Gouvernement provisoire du 22 novembre dernier viennent d'apporter à la législation douanière et maritime de la Péninsule. Elles témoignent, avant tout, des dispositions libérales dont l'Administration actuelle est animée, et elles nous donnent l'espoir que l'Espagne ne s'arrêtera pas dans la voie du progrès avant d'avoir accompli l'ensemble des réformes qu'appelle son organisation économique. En effet, si les décrets du 22 novembre accusent hautement les principes que la présence de M. Figuerola dans le Conseil a fait prévaloir, ils sont loin encore de donner au commerce international les facilités que son développement réclame impérieusement, et ils laissent subsister, sans leur accorder satisfaction, la plupart des demandes que vous aviez été chargé de présenter au Gouvernement

espagnol, en vue d'établir le régime de la réciprocité dans nos relations commerciales et maritimes.

Le rapide examen des mesures qui viennent d'être consacrées suffira pour vous en convaincre. Un des décrets du 22 novembre supprime les droits différentiels de pavillon. Nous ne pourrions qu'applaudir à cette résolution, si elle étendait purement et simplement aux importations par mer le régime déjà appliqué à la frontière de terre pour l'admission des produits français ; mais malheureusement les articles 3 et 4, qui augmentent les droits afférents à l'importation de certaines marchandises sous pavillon étranger et ajournent jusqu'au 1^{er} janvier 1872 l'abolition de ces surtaxes, ont pour résultat d'annuler, quant à présent, tous les avantages de la disposition libérale inscrite à l'article 1^{er}. Il est vrai qu'un certain nombre seulement de marchandises sont comprises dans les catégories surtaxées, mais ces produits sont précisément, à l'exception des charbons et des engrais, ceux qui fournissent le principal élément de fret à la marine étrangère. Il sera donc impossible à notre navigation de trouver dans nos ports des chargements composés de marchandises indemnes, et, par suite, le pavillon français demeurerait, pendant trois ans encore, sous l'empire du régime différentiel, si de nouvelles modifications n'étaient apportées à la législation qui vient d'entrer en vigueur.

Le maintien de cet état de choses, mon Département a déjà eu souvent l'occasion de vous le faire observer, ne saurait se concilier avec les dispositions de la loi française sur la marine marchande et les obligations qu'elle impose au Gouvernement de l'Empereur. Depuis le 1^{er} janvier 1867, vous le savez, Monsieur le Baron, les navires étrangers, sans distinction de provenance, ne payent plus aucun droit de navigation, soit dans nos ports, soit dans ceux de nos colonies, et depuis cette même époque leurs chargements sont admis en Algérie sans surtaxe de pavillon.

Le 12 juin prochain, la réforme commencée par l'abolition des droits afférents à la coque des navires sera complétée par la suppression des taxes qui grèvent encore les cargaisons, quand elles proviennent de pays tiers. En retour de tous ces avantages, l'article 6 de la loi du 19 mai 1866 nous autorise à réclamer, sinon une égale franchise, du moins une rigoureuse parité dans les charges afférentes à notre navigation. Il est essentiel que le Gouvernement espagnol se pénétre tout à la fois de l'esprit libéral de cette législation et des obligations qui en découlent. La réciprocité, dans la mesure où elle est exigée par l'article 6, n'existera pas, en effet, dans nos relations maritimes avec l'Espagne, tant que cette puissance maintiendra dans les ports, soit de la Péninsule, soit de ses colonies, les surtaxes qui en écartent nos navires. Je me plais donc à espérer que les hommes

éclairés qui dirigent l'administration espagnole, après avoir posé le principe de l'égalité de traitement, après avoir reconnu et proclamé son utilité, n'en ajourneront pas l'application, au préjudice de tous les intérêts dont ils ont pris en main la défense. J'espère également qu'après avoir appelé la navigation étrangère à concourir à l'approvisionnement du marché national par l'abolition du régime différentiel, ils reconnaîtront l'insuffisance de cette première réforme tant qu'elle ne sera pas accompagnée d'une révision du tarif des droits d'entrée. Nous avons trop souvent signalé au Gouvernement espagnol les considérations qui lui recommandent la simplification de son code douanier et la réduction des taxes exagérées qui ne favorisent que le commerce interlope, pour que nous ayons besoin d'insister de nouveau, surtout auprès de M. Figuerola, sur la nécessité de la réforme du tarif des droits d'entrée. Il vous suffira de rappeler aux divers membres du Gouvernement provisoire qu'il nous trouvera disposés, aussitôt qu'il jugera le moment opportun, à reprendre les négociations projetées pour la conclusion d'un traité de commerce et à compléter, par un échange de concessions, les dispositions de notre premier arrangement du 18 juin 1865.

Le décret du 22 novembre, qui remplace tous les droits de navigation antérieurement perçus, à des titres divers, dans les ports de la Péninsule, par une taxe unique prélevée, sous la dénomination de droit de déchargement, sur les marchandises débarquées, ne nous donne aussi qu'une satisfaction partielle.

Nous apprécions certainement les avantages de cette mesure, qui substitue une règle fixe et uniforme aux dispositions compliquées de la législation antérieure; ce nouveau mode de perception des droits de navigation laisse sans objet, ainsi que M. Lorenzana l'a fait observer, avec raison, dans la note qu'il vous a communiquée le 24 novembre dernier, les plaintes que nous avons dû adresser au Gouvernement Espagnol, à l'occasion de l'ordonnance du 3 mars dernier, relativement à l'évaluation de la jauge des navires français; mais il n'atténue en rien les charges qui pèsent sur la navigation en général; il semble, au contraire, les aggraver dans une certaine mesure. Toutefois, je n'insisterais pas sur le préjudice qui résultera, pour notre marine, de l'application du décret du 22 novembre, si cette décision nous assurait la plénitude du traitement national; malheureusement, elle maintient la législation qui interdit à notre pavillon la navigation de cabotage sur les côtes de la Péninsule.

C'est là une question que je vous prie de recommander à toute l'attention du Gouvernement espagnol. Vous voudrez bien lui mettre de nouveau sous les yeux les engagements qui consacrent réciproquement l'assimilation des pavillons. Vous lui signalerez l'exécution uni-

latérale qu'ils reçoivent au profit de sa marine, le caractère exceptionnel de la faveur accordée aux caboteurs espagnols en France, le profit qu'ils en retirent, les plaintes légitimes auxquelles ces avantages sans réciprocité donnent lieu dans nos ports, et je ne doute pas qu'il ne reconnaisse enfin la justice évidente de nos réclamations. Malgré toute l'insistance avec laquelle nous les avons soutenues, elles sont restées, jusqu'à présent, pour ainsi dire, sans réponse; nous n'avons pas cessé d'espérer, cependant, que le Gouvernement espagnol finirait par triompher des résistances intéressées qui paralysent son bon vouloir, et nous avons ajourné, d'année en année, l'adoption des mesures qui feraient rentrer la navigation espagnole sur nos côtes dans le droit commun des pavillons étrangers. Je me flatte que nous touchons au terme de cette longue attente, et que les rapports maritimes des deux pays, quant à la navigation côtière, seront réglés sur la base la plus large.

En résumé, Monsieur le Baron, les décrets du 22 novembre dernier complètent les dispositions antérieures qui avaient aboli, d'une part, les surtaxes à l'importation par terre, et d'autre part, les droits différentiels de navigation perçus, jusqu'au milieu de l'année dernière, sur la coque de nos navires, dans les colonies espagnoles des Antilles et de l'Océan Pacifique. Mais ils laissent subsister, jusqu'au 1^{er} janvier 1872, les droits différentiels dont les principaux éléments de fret maritime sont grevés à leur importation dans la Péninsule; le monopole du cabotage au profit de la marine espagnole sur les côtes d'Espagne, à l'exclusion de notre pavillon; les droits différentiels dont les marchandises chargées sur navires français sont grevées, tant à l'entrée qu'à la sortie, dans les îles Philippines et dans les Antilles espagnoles; enfin le privilège du pavillon espagnol dans les opérations d'intercourse entre la métropole et ses colonies. Nous appelons l'examen du Gouvernement espagnol sur ces divers points, dans l'espoir qu'il voudra bien nous accorder satisfaction avant l'échéance du 12 juin prochain, et que nous pourrions nous-mêmes étendre à son pavillon les immunités nouvelles qui seront, à partir de cette époque, acquises aux pavillons étrangers dans les ports de l'Empire et de ses colonies.

Je vous prie d'entretenir M. le Ministre des Affaires étrangères de l'objet de cette dépêche et de m'informer, sans délai, de l'accueil que recevront vos premières démarches.

Agréé, etc.

Signé : LA VALETTE.

N° 142.

M. Baudin, ministre de France à la Haye, au marquis de Moustier.

La Haye, le 21 septembre 1868.

Monsieur le Marquis,

Par une dépêche du 15 juin dernier, vous m'avez fait l'honneur de m'inviter à signaler au Gouvernement Néerlandais les abus auxquels donnent lieu les liquidations de sauvetages de navires français naufragés sur les côtes des Pays-Bas, la plupart des bourgmestres semblant ignorer les droits que confère à nos Consuls en cette matière l'article 37 du traité de commerce de 1865¹. Votre Excellence me recommandait, en même temps, d'obtenir que des instructions formelles fussent envoyées à ces bourgmestres pour leur tracer catégoriquement leur devoir à cet égard.

Après avoir adressé une communication écrite en ce sens à M. le Ministre des Affaires étrangères, j'ai eu avec lui et avec M. le Ministre de l'Intérieur divers entretiens dans lesquels je me suis principalement attaché à faire ressortir la tendance générale que manifestaient les bourgmestres du littoral, et la nécessité d'y couper court. Je n'ai eu qu'à me louer des dispositions dans lesquelles j'ai trouvé les deux Ministres, constatant l'un et l'autre le droit absolu d'administrer les sauvetages de navires français que le traité attribue exclusivement à nos Consuls, et reconnaissant la nécessité de faire respecter ce droit.

M. le Ministre de l'Intérieur vient, par suite, d'adresser une circulaire aux députations permanentes des États des diverses provinces maritimes, pour les charger de donner aux bourgmestres des instructions précises en matière de sauvetage de navires français naufragés sur les côtes de Hollande. Votre Excellence sait qu'en ce pays les États provinciaux, assemblée analogue à nos Conseils généraux, élisent dans leur sein une Commission permanente qui siège dans l'intervalles des sessions des États et administre directement les affaires provinciales, avec le concours du Gouverneur ou Commissaire du Roi.

C'est à ces Commissions, dans les provinces du littoral, que le Ministre de l'Intérieur vient d'adresser la circulaire dont Votre Excellence trouvera ci-joint la traduction et dont M. le Ministre des Affaires étrangères m'a donné communication officielle. Elle me paraît établir très-nettement les droits de nos Consuls et les devoirs des bourg-

1. Voir *Archives*, 1865, t. III, p. 411.

mestres néerlandais. Le texte même de l'article 37 du traité du 7 juillet 1865 y est reproduit et signalé comme ayant force de loi dans le Royaume; il est enjoint aux bourgmestres de donner avis, sans délai, des sinistres à l'agent français le plus voisin, et, en même temps, au Consulat général ou au Consulat de Rotterdam, suivant la localité; l'intervention des bourgmestres dans les sauvetages, avant l'arrivée des instructions du Consul, n'est autorisée qu'en cas d'urgence et sous leur responsabilité; l'ingérence, dans la liquidation du sauvetage, de tiers français ou même néerlandais qui se présenteraient à titre de propriétaires, chargeurs ou assureurs, est expressément interdite, et la direction exclusive des opérations très-formellement attribuée aux Consuls français.

Veuillez agréer, etc.

Signé : BAUDIN.

N° 143.

M. Fock, ministre de l'intérieur des Pays-Bas, aux Députations permanentes des États des Provinces maritimes du Royaume.

(ANNEXE AU N° 142.)

La Haye, le 14 septembre 1868.

Je me suis aperçu que les bourgmestres directeurs des épaves ne se forment pas toujours une idée exacte de leurs obligations et de leur compétence en cas de naufrage de navires français. Je prie donc votre Assemblée de leur donner à cet égard les instructions suivantes :

Le Code de commerce néerlandais renferme les prescriptions du droit commun à appliquer lors de naufrages de navires sur nos côtes. Mais, quand il s'agit de navires étrangers, ces dispositions se modifient d'après les traités internationaux conclus par le Gouvernement Néerlandais, sanctionnés par les États Généraux, et qui, par conséquent, ont ici force de loi.

L'article 37 du Traité de commerce concln, le 7 juillet 1865, entre la France et les Pays-Bas, sanctionné et mis en vigueur, et qui, par conséquent, a ici force de loi, contient la disposition suivante :

« Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires néerlandais naufragés sur les côtes de France, seront dirigées par les Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires des Pays-

Bas, et réciproquement, les Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires français, dirigeront les opérations relatives au sauvetage des navires de leur nation naufragés ou échoués sur les côtes des Pays-Bas.

« L'intervention des autorités locales aura seulement lieu, dans les deux pays, pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées. En l'absence et jusqu'à l'arrivée des Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires, les Autorités locales devront d'ailleurs prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

« Il est, de plus, convenu que les marchandises sauvées ne seront tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure. »

Il résulte de ce qui précède que, attendu que l'administration du sauvetage des navires français appartient aux consuls de France, un des premiers devoirs du bourgmestre, lorsqu'un navire français fait naufrage sur nos côtes, est d'en informer immédiatement, s'il est possible par télégraphe, l'agent consulaire français résidant dans le port le plus voisin. Simultanément, il donnera de la même manière avis du naufrage au Consulat français à Amsterdam, si le naufrage a eu lieu sur la côte comprise entre les frontières d'Allemagne et l'embouchure du Rhin à Katwijk; ou au Consul de France à Rotterdam, si le naufrage a eu lieu entre Katwijk et la frontière belge.

En attendant l'arrivée du Consul ou de son fondé de pouvoirs, le bourgmestre devra prendre les mesures commandées par l'humanité et l'ordre public, mais il s'abstiendra d'en prendre aucune par rapport à l'administration du sauvetage, sauf dans le cas d'une nécessité absolue, et encore sera-ce sous sa responsabilité. En attendant l'arrivée du Consul ou de son fondé de pouvoirs, le capitaine du navire naufragé a le droit de prendre, sous sa responsabilité, telles mesures qu'il trouve indispensables pour le sauvetage. Dans ce cas, le bourgmestre l'assistera seulement de ses conseils et lui prêtera tout le secours qui sera en son pouvoir.

Si le bourgmestre juge qu'il y a pour lui nécessité absolue de se charger de la direction du sauvetage, il ne doit le faire qu'à titre provisoire, jusqu'à ce que le Consulat d'Amsterdam ou celui de Rotterdam ait fait connaître son intention à ce sujet. Le bourgmestre n'admettra à s'immiscer dans les affaires du sauvetage aucun intéressé, soit Français, soit d'un autre pays étranger, soit Néerlandais,

qui s'annoncerait comme propriétaire, affréteur ou assureur du navire naufragé.

En cas de démarches de ce genre, le bourgmestre en donnera connaissance au consul d'Amsterdam ou à celui de Rotterdam, à qui il fera parvenir toutes les demandes ou réclamations qui lui auront été adressées. Le Consul est l'unique représentant de tous les intérêts sans distinction; à lui seul appartient, d'après le traité, la direction définitive du sauvetage dont il est responsable.

Par conséquent, le bourgmestre ne peut accepter aucun mandat d'une personne intéressée quelconque; mais il pourra seulement se charger de celui que les Consuls d'Amsterdam ou de Rotterdam pourraient lui confier; dans ce dernier cas, le bourgmestre agit en qualité de fondé de pouvoirs du Consulat français, et non pas en sa qualité de bourgmestre directeur des épaves; par conséquent, c'est au Consulat qu'il aura à rendre compte des mesures qu'il aura prises.

Les comptes de frais et des dépenses effectuées par le bourgmestre, en sa qualité de directeur des épaves, dans le cas de nécessité absolue pour le sauvetage d'un navire français, devront être pourvus du visa et de l'approbation de la députation permanente avant d'être envoyés au Consul.

En même temps qu'il remettra le compte au Consul, le bourgmestre lui fera parvenir l'argent provenant du sauvetage, sans rien retenir à titre de rémunération, laquelle sera payée par le Consul.

Il est d'autant plus important que le Traité de 1865 reçoive sa stricte exécution, que, d'après la réciprocité qui en découle, les Consuls néerlandais en France pourront, en cas de naufrage de navires néerlandais, réclamer les mêmes droits.

Le ministre de l'intérieur.

Signé : FOCK.

N° 144.

**Le vicomte Brenier de Montmorand, consul de France
à Sanghaï, au marquis de Moustier.**

Sanghaï, le 30 mai 1868.

Monsieur le Ministre,

Je m'empresse de faire connaître à Votre Excellence le résultat des élections qui ont eu lieu, les 27 et 28 de ce mois, pour le

renouvellement partiel du Conseil municipal de la concession française.

Sur 204 électeurs inscrits, 153 ont pris part au scrutin. Les nouveaux conseillers, élus tous les quatre à la presque unanimité, sont : parini les Français, MM. Bonneville et Maignan ; parmi les étrangers, MM. Arosenius et Forbes.

Le calme et la bonne entente qui n'ont cessé, pendant toute la période électorale, de régner entre les électeurs de nationalités diverses, témoigne, une fois de plus, de la vitalité de nos institutions municipales. L'accroissement du nombre des électeurs inscrits, qui s'élevait à 182 l'année dernière, et il y a deux ans à 166, me paraît également un fait digne de remarque.

J'avais eu soin de faire remettre à chacun de mes collègues, à la presse et à tous les électeurs, un exemplaire du nouveau règlement municipal que j'ai publié le 14 avril dernier, après l'avoir révisé conformément aux instructions de Votre Excellence. J'ai pu constater avec satisfaction qu'il était unanimement accepté.

J'ai l'honneur d'adresser à Votre Excellence un exemplaire du règlement révisé.

Veuillez agréer, etc.

Signé : BRENIER DE MONTMORAND.

N° 145.

Règlement d'organisation municipale de la concession française de Shanghai, publié le 14 avril 1868.

(ANNEXE DU N° 144.)

Art. 1^{er}. Le Corps municipal de la concession française à Shanghai se compose du Consul général de France et de huit conseillers municipaux, dont quatre français et quatre étrangers, désignés les uns et les autres par la voie de l'élection.

Les conseillers municipaux sont nommés pour deux ans; ils sont renouvelés par moitié tous les ans.

Les conseillers décédés ou démissionnaires sont remplacés en même temps que les conseillers sortants.

Toutefois, lorsque le nombre des conseillers municipaux se trouvera réduit de plus de moitié, il sera immédiatement procédé au remplacement des conseillers décédés ou démissionnaires.

Art. 2. Sont électeurs tout Français et tout étranger âgé de vingt et un ans et remplissant l'une des trois conditions suivantes :

1° Possédant, en vertu d'un titre de propriété régulier, un terrain situé dans les limites de la concession ;

2° Occupant sur la concession tout ou partie d'un immeuble à titre de locataire et payant un loyer annuel de mille francs au moins ;

3° Demeurant sur la concession depuis plus de trois mois et pouvant justifier d'un revenu annuel de quatre mille francs.

Art. 3. Le Consul général dresse la liste électorale, la revise tous les ans et convoque l'assemblée des électeurs.

Les opérations électorales sont vérifiées par le Conseil municipal.

Art. 4. Tout électeur âgé de vingt-cinq ans est éligible.

Les conseillers municipaux sortants peuvent être réélus.

Art. 5. Le scrutin est secret.

Le vote a lieu par scrutin de liste ; chaque liste doit comprendre un nombre égal de résidents français et de résidents étrangers.

Les candidats qui, parmi les résidents français, ont réuni le plus de voix font partie du Conseil municipal. Il en est de même des candidats qui, parmi les résidents d'autres nationalités, ont obtenu le plus grand nombre de suffrages.

Un ou plusieurs notables chinois ou chefs de corporation, désignés par le Consul général, de concert avec le Taotai, pourront, si le Conseil le juge à propos, être admis aux séances avec voix consultative.

Art. 6. Le Conseil ne se réunit que lorsqu'il est convoqué par le Consul général.

Il doit l'être toutes les fois que la moitié de ses membres en fait la demande par écrit.

Le Consul général peut le convoquer aussi souvent qu'il le juge nécessaire.

Art. 7. La présidence du Conseil appartient de droit au Consul général.

Le bureau se compose, en outre, d'un vice-président et d'un trésorier, que le Conseil choisit chaque année parmi ses membres.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Art. 8. Le Consul général a le droit de suspendre le Conseil municipal, sauf à rendre immédiatement compte de sa décision à Son Exc. le Ministre des Affaires étrangères, ainsi qu'au Représentant de la France à Pékin, qui pourra, s'il le juge nécessaire, prononcer, sous la réserve de l'approbation du Gouvernement de l'Empereur, la dissolution de cette assemblée.

La durée de la suspension ne peut excéder trois mois. En cas de dissolution, l'Assemblée électorale doit être convoquée dans les six mois, à partir du jour où le Conseil a cessé d'exercer ses fonctions. Le Conseil municipal est remplacé, dans l'intervalle, par une Commission provisoire que le Consul général nomme d'urgence.

Art. 9. Le Conseil municipal délibère sur les objets suivants :

- 1° Le budget des recettes et des dépenses municipales ;
- 2° Les tarifs de perception des revenus municipaux ;
- 3° La répartition des taxes contre les contribuables ;
- 4° Les demandes en décharge ou en réduction d'impôts ;
- 5° Le mode de recouvrement de l'impôt ;
- 6° Les acquisitions, aliénations, échanges et location de propriétés municipales ;
- 7° L'ouverture des rues et des places publiques, les projets de construction de quais, jetées, ponts, canaux, les projets d'alignement, l'emplacement des halles, marchés, abattoirs, cimetières ;
- 8° Les travaux d'assainissement et de viabilité ;
- 9° Les expropriations d'utilité publique ;
- 10° Les règlements de voirie et de salubrité ;
- 11° Tous les autres objets sur lesquels le Consul général appelle le Conseil à délibérer.

Art. 10. Les délibérations du Conseil municipal ne sont exécutoires qu'en vertu d'un arrêté du Consul général.

Le Consul général doit rendre exécutoire, dans le délai de huit jours, toute délibération relative à l'un des objets énumérés dans les paragraphes 1 à 6 de l'article précédent.

Le Consul général peut, par décision motivée, et sous réserve de l'approbation du Ministre de France à Pékin, qui doit être demandée sans retard, refuser de rendre exécutoire une délibération du Conseil municipal relative à l'un des objets énumérés dans les paragraphes 7 à 11 de l'article précédent.

L'exécution de la délibération demeure suspendue jusqu'à l'arrivée de la réponse de la Légation.

Art. 11. Les séances du Conseil municipal peuvent être publiques, et les débats des séances non publiques peuvent être publiés en vertu de décisions spéciales du Conseil, approuvées par le Consul général.

Les séances dans lesquelles le Conseil arrête le budget annuel des recettes et des dépenses sont toujours publiques, à moins que la majorité du Conseil ne s'y oppose.

Art. 12. Le Conseil municipal est chargé des services administratifs concernant la voirie, l'écoulement et la distribution des eaux, l'éclairage des rues, la gestion et l'entretien des propriétés municipales,

l'exécution des travaux d'utilité publique, la confection du plan cadastral, l'établissement et la révision des rôles des contributions, et la perception des revenus municipaux. Il est également chargé d'exercer des poursuites contre les contribuables en retard.

Le Conseil nomme son secrétaire.

Il nomme également, sauf l'approbation du Consul général, à tous les emplois qui rentrent dans le service municipal. Il suspend ou révoque les titulaires de ces emplois.

Art. 13. Le Consul général est chargé de tout ce qui a pour objet le maintien de l'ordre et de la sécurité publique sur la concession.

Le corps de police, dont les dépenses sont à la charge du budget municipal, est exclusivement placé sous ses ordres. Il en nomme les agents, les suspend ou les révoque.

Art. 14. Les contraventions aux règlements de voirie sont jugées par un délégué du Conseil municipal, sauf recours au Consul général.

Les contraventions aux règlements de police sont jugées par le Consul général ou par un officier du Consulat général.

En cas de poursuites exercées pour retard de paiement de l'impôt, le receveur municipal doit citer le contribuable devant le tribunal consulaire.

Art. 15. Si l'individu poursuivi par l'une des trois causes mentionnées dans l'article précédent n'est pas Français et qu'il réclame la compétence des juges désignés par ce même article, il doit être renvoyé immédiatement devant ses juges naturels.

Art. 16. Par suite d'un accord intervenu, sur la base d'une exacte réciprocité, entre le Consul général de France et les Représentants des autres Puissances, les mandats d'arrêt, jugements, ordonnances de saisie, etc., émanant d'un juge ou d'un jugement du tribunal étranger, et destinés à recevoir leur exécution dans les limites de la concession française, devront au préalable, sauf le cas d'extrême urgence, être présentés au Consul général de France ou, tout au moins, au Chef de la police municipale. Celui-ci pourra toujours faire accompagner par un ou plusieurs des agents placés sous ses ordres le porteur du jugement ou du mandat, et il devra, s'il en est requis, lui prêter assistance.

Art. 17. Le Consul général pourra, lorsqu'il jugera utile, et après avoir consulté le Conseil municipal, convoquer en assemblée extraordinaire tous les électeurs, et même tous les Français et étrangers non électeurs demeurant sur la concession, pour recueillir leur avis sur les questions d'intérêt général qu'il croira devoir leur soumettre à titre exceptionnel.

Art. 18. En cas de vacance du Consulat général ou d'absence du

titulaire, toutes les attributions et prérogatives conférées au Consul général par le présent règlement appartiennent de droit au gérant du Consulat général.

N^o 146.

Le marquis de La Valette, ministre des affaires étrangères, aux Consuls généraux et Consuls de France dans l'Empire Ottoman et dans les États barbaresques.

Paris, le 20 janvier 1869.

Monsieur,

Une des conséquences de la situation nouvelle faite aux indigènes de l'Algérie par le sénatus-consulte de 1865 a été de leur donner, en resserrant les liens qui unissaient à la France des droits plus étendus qu'auparavant à la protection de nos agents diplomatiques et consulaires. Mais dans quelle limite cette protection doit-elle être exercée? Quelles conditions doivent-ils remplir pour s'en assurer la plénitude? Quelles causes, enfin, peuvent en déterminer le retrait? Les doutes qui se sont dernièrement élevés sur ces différents points m'ont fait reconnaître la nécessité de régler la question au moyen d'instructions précises, et j'ai en conséquence arrêté, de concert avec M. le Ministre de la Guerre, un ensemble de dispositions destinées à établir sur des bases bien définies les rapports des agents de mon Département avec leurs ressortissants de nationalité algérienne.

Avant de porter ces dispositions à votre connaissance, je dois tout d'abord, Monsieur, appeler votre attention sur la notable différence qui existe entre le statut personnel des Algériens admis, par décrets spéciaux, à jouir des droits de citoyen français et celui des autres indigènes. Tandis que ces derniers continuent à être régis par des lois et des coutumes exceptionnelles, les premiers sont complètement assimilés, pour les droits comme pour les obligations, aux Français de la métropole. Ils jouissent dès lors, en pays étranger, au même titre et au même degré que tout sujet de l'Empereur, de la protection des agents de mon Département, et leur inscription sur les registres ordinaires d'immatriculation tenus en chancellerie leur confère les mêmes avantages qu'à nos autres nationaux.

Ces observations s'appliquent également aux étrangers naturalisés Français après trois années de séjour en Algérie. Il est vrai que s'ils

retournent dans leur ancienne patrie, leur changement de nationalité y est quelquefois contesté, et que, dans ce cas, l'intervention de nos agents en leur faveur peut soulever des questions délicates de droit international. Mais ces difficultés, qui paraissent devoir surtout se produire dans les pays limitrophes de l'Algérie, ne sauraient avoir pour effet de faire perdre, même momentanément, aux intéressés le bénéfice de leur naturalisation. En leur qualité de citoyens français, ils ont à la protection du Gouvernement de l'Empereur un droit absolu, qui ne peut être affaibli ou détruit que par des actes de leur propre volonté. Seulement il convient d'apporter dans l'appréciation de ces actes plus de sévérité, dès que le pays où se trouve le naturalisé est celui de sa naissance. Si, par exemple, il y forme un établissement qui semble exclure l'esprit de retour; s'il cherche à se prévaloir de sa nationalité primitive, soit pour revendiquer des avantages dont ne jouissent pas les étrangers, soit pour se soustraire à la juridiction française; si même il refuse de se faire immatriculer en chancellerie, l'agent diplomatique ou consulaire dont il réclame la protection est fondé à la lui refuser, sans toutefois que ce refus puisse préjuger la question de nationalité, dont la solution appartient aux seuls tribunaux.

Il se peut aussi qu'un décret de naturalisation soit obtenu au moyen de déclarations notoirement inexactes, ou bien encore qu'un étranger se fasse accorder les droits de citoyen français en usurpant la qualité d'Algérien indigène. Ces deux cas deviendront, il est vrai, d'autant plus rares que M. le Ministre de la Guerre a récemment recommandé aux autorités d'Algérie d'apporter un soin particulier à l'instruction de ces sortes de demandes; mais s'ils se présentent, il suffit d'une présomption de fraude pour que les agents de mon Département soient tenus à la plus grande réserve.

Je vous invite d'ailleurs, Monsieur, à informer exactement le Département des Affaires étrangères et le Gouvernement général de l'Algérie de toute décision par laquelle vous refuseriez ou retireriez votre protection à un Algérien qu'un décret impérial aurait investi du droit de citoyen français.

J'aborde maintenant l'examen des rapports qui doivent exister entre les agents diplomatiques et consulaires et les Algériens auxquels le sénatus-consulte de 1865 a conféré une neutralisation spéciale, sans les faire citoyens français. Ces indigènes ont droit, partout et en tout temps à la protection du Gouvernement de l'Empereur; mais il convient d'en subordonner l'obtention à l'accomplissement de certaines conditions que la présente circulaire a pour principal objet de déterminer.

En ce qui concerne les Algériens de passage, dont le séjour dans

vosre résidence ne peut être que momentané, vous avez seulement à vous préoccuper, monsieur, de la vérification de leur nationalité et de leur identité. Dans le but de faciliter ces constatations, vous devrez veiller à ce que, dès leur arrivée, ils déposent leur passe-port dans votre chancellerie pour le reprendre à leur départ : ce dépôt, qui aura lieu sans frais, offrira, en outre, l'avantage d'empêcher les substitutions de personnes. Dans le cas, d'ailleurs, où le déposant aurait intérêt à conserver entre ses mains une pièce constatant sa nationalité, vous lui remettriez, également sans frais, un permis de séjour où seraient inscrits ses noms, signalement et qualités, qui serait valable pour un temps déterminé, et qu'il devrait rapporter lorsqu'il viendrait reprendre son titre de voyage. Vous pourrez, à l'égard de ceux qui ne voudraient pas déposer leur passe-port, suspendre les effets de votre protection, en ayant soin de vous montrer plus indulgent pour le cas de simple négligence. Il y aura lieu, enfin, de prendre au besoin les mesures nécessaires pour que les nouveaux arrivants sachent qu'ils doivent se présenter au Consulat, et pour qu'ils y soient aussi favorablement traités que les autres sujets de l'Empereur. J'ai à peine besoin d'ajouter que, toutes les fois que vous aurez la certitude qu'un passe-port a été obtenu au moyen de fausses déclarations, vous devrez le détruire et refuser au porteur votre protection, en ayant soin d'en donner immédiatement avis à M. le Gouverneur général de l'Algérie.

Relativement aux Algériens qui vont s'établir en pays étranger, les dispositions adoptées ont pour objet, monsieur, de constater, à des époques périodiques, qu'ils conservent l'esprit de retour et qu'ils ne sont pas dans une situation incompatible avec la jouissance des avantages que leur a conférés le sénatus-consulte de 1865. M. le Ministre de la Guerre a reconnu comme moi que l'arrêté ministériel du 7 septembre 1855, aux termes duquel ils étaient déchus de leurs droits à la protection du Gouvernement, par le seul fait de leur résidence hors du territoire français pendant trois années consécutives, n'était pas en harmonie avec l'esprit de la nouvelle législation : il a été, en conséquence, décidé que cet arrêté serait annulé et que les effets de son annulation, remonteraient à la date du sénatus-consulte. Mais nous avons jugé utile d'obliger, en retour, tout Algérien résidant à l'étranger et ne jouissant pas des droits de citoyen français, d'une part, à se faire inscrire au Consulat dont il habite la circonscription ; d'autre part, à se présenter chaque année devant l'agent consulaire le plus rapproché du lieu de son principal établissement.

En conséquence, chaque chancellerie devra tenir, outre le registre ordinaire d'immatriculation, un registre spécial qui sera destiné à constater la nationalité des Algériens fixés dans le ressort de la Léga-

tion ou du Consulat. Ils y seront inscrits à la suite les uns des autres, sous des numéros d'ordre correspondant à la date de leur inscription et dont la série ne devra jamais être interrompue. A côté de la colonne qui contiendra, avec la date de l'inscription, leurs noms, leur signalement et autres indications consignées dans les passe-ports, d'autres colonnes seront affectées aux diverses annotations qu'il y aura lieu d'y introduire successivement, concernant la durée de leur séjour dans le pays, leur départ, leur décès, etc. Une table alphabétique des noms, qui sera tenue séparément, permettra de retrouver facilement le numéro matricule de chaque inscrit. Tous les ans, un relevé des inscriptions effectuées dans l'année sera envoyé au Gouverneur général de l'Algérie, qui pourra de cette manière désigner aux agents de mon Département les Algériens dont il conviendrait de surveiller la conduite, et se procurer, le cas échéant, d'utiles informations sur les personnes inscrites les années précédentes.

Chaque inscrit recevra, en échange de son passe-port ou de son permis de séjour, un certificat de nationalité mentionnant la date de l'inscription ainsi que le numéro matricule, et reproduisant le signalement comme les autres indications du passe-port. Ce certificat devra être renouvelé tous les ans ; il sera fait mention de ce renouvellement et de sa date sur le registre déposé en chancellerie ; de plus, chaque certificat nouveau portera les dates des précédents renouvellements. L'Algérien qui omettrait de renouveler son certificat en temps utile s'exposerait à se voir retirer la protection du Consulat, et le Consul aurait à apprécier, suivant les circonstances, s'il devrait lui délivrer un nouveau certificat.

Ces diverses mesures n'auraient qu'une utilité incomplète si les certificats ne pouvaient être renouvelés qu'au siège du Consulat. Les simples agents consulaires seront donc autorisés, non pas à tenir des registres d'inscription, mais à renouveler les certificats délivrés par les Consultats desquels ils relèvent. Chaque nouveau certificat devra être semblable à celui qu'il sera destiné à remplacer, et sa délivrance ne présentera dès lors pour l'agent aucune difficulté. L'ancien certificat sera retiré et renvoyé au Consulat par la première occasion, avec l'indication de la date de son renouvellement. Avant de le détruire, la chancellerie qui le recevra aura soin de l'utiliser pour les annotations à introduire dans le registre matricule. Le premier certificat sera, bien entendu, toujours délivré par le Consul lui-même.

Lorsqu'un Algérien voudra s'établir dans le ressort d'une agence, il lui suffira, pour obtenir son inscription au Consulat, de s'adresser à l'agent consulaire, qui fera parvenir au Consul sa demande avec les indications nécessaires, et qui remettra ensuite au requérant le certificat, que le Consulat enverra après avoir effectué l'inscription. Dans

le cas où le certificat qu'il s'agirait de renouveler serait périmé, l'agent consulaire devrait, s'il se décidait à en délivrer néanmoins un nouveau, rendre compte au Consulat des motifs de sa détermination. Toutes les fois, d'ailleurs, que le renouvellement d'un certificat en temps utile lui paraîtrait pouvoir être attribué à d'autres causes qu'à un cas de force majeure ou qu'à une simple négligence, il devrait en référer au Consul et attendre ses ordres.

Je confie, monsieur, à votre zèle, l'exécution de ces mesures de détail dans la circonscription du Consulat de..... Votre premier soin devra être de dresser une liste, aussi complète que possible, des Algériens qui résident actuellement dans votre arrondissement consulaire. Je vous prierai d'apporter une attention toute particulière à la vérification des preuves de leur nationalité. Vous aurez ensuite à rechercher quels seraient ceux qui, par leur conduite ou par leurs actes, se seraient ôté tout droit à la protection du Gouvernement de l'Empereur. Les Algériens qui auraient quitté leur pays plus de trois ans avant le sénatus-consulte pourront, suivant les résultats de votre appréciation, être admis au bénéfice de la nationalité française. En définitive, il conviendra, dans cet examen, d'allier à une grande circonspection un esprit d'indulgence dont vous ne devrez vous départir qu'autant que l'intéressé aurait perdu tout esprit de retour, ou qu'il aurait manifesté des sentiments hostiles à notre domination en Algérie.

Il me reste à vous recommander, monsieur, de vous inspirer, toutes les fois que vous aurez à appliquer ces dispositions, de la grande et libérale pensée qui a présidé aux améliorations introduites, en 1865, dans le régime des indigènes de nos possessions du nord de l'Afrique. C'est en vous pénétrant des motifs qui ont déterminé Sa Majesté à provoquer cette importante réforme que vous pourrez le mieux contribuer, dans votre sphère d'action, à assurer à nos sujets de l'Algérie résidant à l'étranger les avantages de la nouvelle situation qu'ils doivent à sa haute initiative.

Recevez, etc.

Signé : LA VALETTE.

DEUXIÈME PARTIE

DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES DU LIVRE JAUNE FRANÇAIS

RÉGIME DES SUCRES.

FRANCE, BELGIQUE, GRANDE-BRETAGNE, PAYS-BAS.

Déclaration relative à l'application de l'article 13 de la Convention du 8 novembre 1864 sur le régime des sucres, faite à Paris le 4 novembre 1868¹.

« Les Gouvernements de France, de Belgique, de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas ayant délégué des Commissaires pour rechercher les moyens d'aplanir les difficultés qu'a fait naître l'application du deuxième alinéa de l'article 13 de la Convention du 8 novembre 1864², sur le régime des sucres, et ces Commissaires ayant reconnu, dans les Conférences tenues à La Haye, l'impossibilité pour la France d'établir un rapport absolument exact entre les bases de l'impôt et le droit applicable aux sucres raffinés, tant qu'il n'existera pas dans ce pays une corrélation précise entre les droits à percevoir sur les sucres bruts et les rendements fixés par la Déclaration du 20 novembre 1866³, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont, après avoir pris connaissance du Protocole final des Conférences susmentionnées, en date du 21 août de la présente année, convenus des dispositions suivantes :

« Art. 1^{er}. Jusqu'au 31 décembre 1869, le droit à l'importation en

1. Renvoi à page 455.

2. Voir *Archives*, 1865, tome IV, page 291.

3. Voir *Archives*, 1867, tome III, page 1072.

France des sucres raffinés provenant des autres États contractants est fixé à 48 fr. 85 c., chiffre en rapport avec le droit moyen des sucres bruts et un rendement de 88 pour 100.

« Art. 2. Le présent Arrangement, conclu à titre provisoire, sera exécutoire dans le délai de huit jours à partir de la promulgation.

« En foi de quoi, les soussignés ont dressé la présente Déclaration, qu'ils ont revêtue du cachet de leurs armes.

« Fait à Paris, le 4 novembre 1868.

(L. S.) *Signé* : MOUSTIER, EUG. BEYENS, LYONS,
Baron DE ZUYLEN, DE NYEVELT.

PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE.

FRANCE, BELGIQUE¹.

Déclaration relative à la garantie réciproque de la propriété des œuvres de littérature et d'art, signée à Paris, le 7 janvier 1869.

Le Gouvernement de S. M. l'Empereur des Français et le Gouvernement de S. M. le Roi des Belges, également animés du désir de simplifier les formalités à l'accomplissement desquelles est réciproquement subordonné, dans les deux Pays, l'exercice du droit de propriété des œuvres de littérature ou d'art, sont convenus des dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. Pour assurer à tous les ouvrages d'esprit ou d'art la protection stipulée à l'article 1^{er} de la Convention du 1^{er} mai 1861², et pour que les auteurs ou éditeurs de ces ouvrages soient admis en conséquence, devant les tribunaux des deux Pays, à exercer des poursuites contre les contrefaçons, il suffira que lesdits auteurs ou éditeurs justifient de leurs droits de propriété en établissant, par un certificat émanant de l'autorité publique compétente en chaque pays, que l'ouvrage en question est une œuvre originale, qui, dans le pays où elle a été publiée, jouit de la protection légale contre la contrefaçon ou la reproduction illicite.

Art. 2. Pour les ouvrages publiés en France, ce certificat sera délivré par le bureau de la librairie au Ministère de l'Intérieur et légalisé

1. Renvoi à page 456.

2. Voir *Archives*, 1861, tome III, page 203.

par la Légation de Belgique à Paris ; pour les ouvrages publiés en Belgique, il sera délivré par le Ministère de l'Intérieur, à Bruxelles, et légalisé par la Légation de France.

Art. 3. La présente Déclaration, exécutoire à partir du jour de sa publication dans les deux Pays, aura même force et durée que la Convention du 1^{er} mai 1861, à laquelle elle demeure annexée.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont dressé la présente Déclaration, qu'ils ont revêtue du cachet de leurs armes.

Fait à Paris, en double expédition, le sept janvier 1869.

Le ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères de S. M. l'Empereur des Français,

L'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi des Belges, près S. M. l'Empereur des Français,

(L. S.) Signé : LA VALETTE.

(L. S.) Signé : baron E. BEYENS.

TÉLÉGRAPHIE INTERNATIONALE.

FRANCE, AUTRICHE ET HONGRIE, ITALIE, SUISSE¹.

Déclaration signée à Vienne, le 30 décembre 1868, et relative à la réduction de taxes des correspondances télégraphiques échangées, par la voie de l'Autriche, entre l'Angleterre, d'une part, et la Turquie, la Serbie, les Principautés-Unies et la Grèce, d'autre part.

Le Gouvernement de S. M. l'Empereur des Français, le Gouvernement de S. M. le Roi d'Italie et le Gouvernement de la Confédération Suisse, désirant favoriser par une modération de taxes, dans les limites autorisées par la Convention de Paris, revisée à Vienne, le 21 juillet 1868², le mouvement des correspondances télégraphiques en provenance ou à destination de l'Angleterre, les dispositions suivantes ont été, dans ce but, arrêtées d'un commun accord :

1^o Les réductions de taxes stipulées par l'Arrangement conclu à Vienne, le 22 juillet 1868³, entre les délégués de la France, de l'Autriche et de la Hongrie, de l'Italie et de la Suisse, pour les correspondances télégraphiques échangées entre l'Angleterre et les bureaux d'Autriche et de Hongrie, sont étendues aux correspondances échangées, par

1. Renvoi à page 448.

2. Voir *Archives*, 1869, tome I, page 176.

3. Voir *Archives*, 1869, tome I, page 206.

voie de l'Autriche, entre le Royaume-Uni, d'une part, et la Turquie, la Serbie, les Principautés-Unies et la Grèce, d'autre part.

2° La présente Déclaration, exécutoire à partir du 1^{er} janvier 1869, aura la même durée que l'Arrangement du 22 juillet 1868.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Vienne, en quadruple expédition, le 30 décembre 1868.

(L. S.) *Signé*: duc de GRAMONT.

(L. S.) *Signé*: comte de BEUST.

(L. S.) *Signé*: le marquis de PEPOLI.

(L. S.) *Signé*: de TSCHUDI.

FRANCE, ITALIE.

Déclaration relative aux taxes de transit pour les correspondances télégraphiques échangées à travers les territoires français et italien, entre l'Angleterre d'une part, et la Turquie et la Grèce d'autre part, faite à Paris le 5 décembre 1868.

Le Gouvernement de S. M. l'Empereur des Français et le Gouvernement de S. M. le Roi d'Italie désirant accorder aux correspondances télégraphiques échangées, à travers leurs territoires respectifs, entre l'Angleterre, d'une part, et la Turquie et la Grèce, d'autre part, les avantages du tarif réduit applicable à ces correspondances lorsqu'elles empruntent une autre voie, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

1° La taxe de transit pour les correspondances télégraphiques échangées par la France et l'Italie entre l'Angleterre, d'une part, la Turquie et la Grèce, d'autre part, est réduite de trois francs à deux francs pour chacun des deux États contractants ;

La présente Déclaration sera exécutoire à partir du 15 décembre 1868.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé la présente Déclaration et l'ont revêtue du sceau de leurs armes.

Fait à Paris, le 5 décembre 1868.

Le ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères de S. M. l'Empereur des Français,

L'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi d'Italie,

(L. S.) *Signé* : MOUSTIER.

(L. S.) *Signé* : NIGRA.

CONVENTION DE GENÈVE POUR LES BLESSÉS¹.

SUISSE.

Projet d'articles additionnels à la Convention de Genève, pour étendre aux guerres maritimes les principes de la Convention du 22 août 1864², signée le 20 octobre 1868. par le Congrès réuni à Genève sous la présidence du général Dufour, des représentants officiels de la Société internationale des secours aux blessés.

Art. 1^{er}. Le personnel désigné dans l'article 2 de la Convention continuera, après l'occupation par l'ennemi, à donner, dans la mesure des besoins, ses soins aux malades et aux blessés de l'ambulance ou de l'hôpital qu'il dessert.

Lorsqu'il demandera à se retirer, le commandant des troupes occupantes fixera le moment de ce départ, qu'il ne pourra toutefois différer que pour une courte durée en cas de nécessités militaires.

Art. 2. Des dispositions devront être prises par les Puissances belligérantes pour assurer au personnel neutralisé, tombé entre les mains de l'armée ennemie, la jouissance intégrale de son traitement.

Art. 3. Dans les conditions prévues par les articles 1^{er} et 12 de la Convention, la dénomination d'*ambulance* s'applique aux hôpitaux de campagne et aux autres établissements temporaires qui suivent les troupes sur les champs de bataille pour y recevoir des malades et des blessés.

Art. 4. Conformément à l'esprit de l'article 5 de la Convention et aux réserves mentionnées au protocole de 1864, il est expliqué que, pour la répartition des charges relatives aux logements de troupes et aux contributions de guerre, il ne sera tenu compte que dans la mesure de l'équité du zèle charitable déployé par les habitants.

Art. 5. Par extension de l'article 6 de la Convention, il est stipulé que, sous la réserve des officiers dont la possession importerait au sort des armes et dans les limites fixées par le deuxième paragraphe de cet article, les blessés tombés entre les mains de l'ennemi, lors même qu'ils ne seraient pas reconnus incapables de servir, devront être renvoyés dans leur pays après leur guérison ou plus tôt, si faire se peut, à la condition toutefois de ne pas reprendre les armes pendant la durée de la guerre.

1. Renvoi page 451. — 2. Voir *Archives*, 1865, tome III, page 284.

Articles concernant la marine.

Art. 6. Les embarcations qui, à leurs risques et périls, pendant et après le combat, recueillent, ou qui, ayant recueilli des naufragés ou des blessés, les portent à bord d'un navire, soit neutre, soit hospitalier, jouiront jusqu'à l'accomplissement de leur mission de la part de neutralité que les circonstances du combat et la situation des navires en conflit permettront de leur appliquer.

L'appréciation de ces circonstances est confiée à l'humanité de tous les combattants.

Les naufragés et les blessés ainsi recueillis et sauvés ne pourront servir pendant la durée de la guerre.

Art. 7. Le personnel religieux, médical et hospitalier de tout bâtiment capturé est déclaré neutre. Il emporte, en quittant le navire, les objets et les instruments de chirurgie qui sont propriété particulière.

Art. 8. Le personnel désigné dans l'article précédent doit continuer à remplir ses fonctions sur le bâtiment capturé, concourir aux évacuations de blessés faites par le vainqueur, puis il doit être libre de rejoindre son pays, conformément au second paragraphe du premier article additionnel ci-dessus.

Les stipulations du deuxième article additionnel ci-dessus sont applicables au traitement de ce personnel.

Art. 9. Les bâtiments hôpitaux militaires restent soumis aux lois de la guerre, en ce qui concerne leur matériel; ils deviennent la propriété du capteur; mais celui-ci ne pourra les détourner de leur affectation spéciale pendant la durée de la guerre.

Art. 10. Tout bâtiment de commerce, à quelque nation qu'il appartienne, chargé exclusivement de blessés et de malades dont il opère l'évacuation, est couvert par la neutralité; mais le seul fait de la visite, notifié sur le journal du bord, par un croiseur ennemi, rend les blessés et les malades incapables de servir pendant la durée de la guerre. Le croiseur aura même le droit de mettre à bord un commissaire pour accompagner le convoi et vérifier ainsi la bonne foi de l'opération.

Si le bâtiment de commerce contenait en outre un chargement, la neutralité le couvrirait encore, pourvu que ce chargement ne fût pas de nature à être confisqué par le belligérant.

Les belligérants conservent le droit d'interdire aux bâtiments neutralisés toute communication et toute direction qu'ils jugeraient nuisibles au secret de leurs opérations.

Dans les cas urgents, des conventions particulières pourront être faites entre les commandants en chef pour neutraliser momentanément

ment d'une manière spéciale les navires destinés à l'évacuation des blessés et des malades.

Art. 11. Les marins et les militaires embarqués, blessés ou malades, à quelque nation qu'ils appartiennent, seront protégés et soignés par les capteurs.

Art. 12. Leur rapatriement est soumis aux prescriptions de l'article 6 de la Convention et de l'article 12. Le drapeau distinctif à joindre au pavillon national pour indiquer un navire ou une embarcation quelconque qui réclame le bénéfice de la neutralité, en vertu des principes de cette Convention, est le pavillon blanc à croix rouge.

Les belligérants exercent à cet égard toute vérification qu'ils jugent nécessaire.

Les bâtiments hospitaliers militaires seront distingués par une peinture extérieure blanche avec batterie verte.

Art. 13. Les navires hospitaliers, équipés aux frais des sociétés de secours reconnues par les Gouvernements signataires de cette Convention, pourvus de commission émanée du souverain qui aura donné l'autorisation expresse de leur armement, et d'un document de l'autorité maritime compétente, stipulant qu'ils ont été soumis à son contrôle pendant leur armement et à leur départ final et qu'ils étaient alors uniquement appropriés au but de leur mission, seront considérés comme neutres ainsi que tout leur personnel.

Ils seront respectés et protégés par les belligérants.

Ils se feront reconnaître en hissant avec leur pavillon national, le pavillon blanc à croix rouge. La marque distinctive de leur personnel dans l'exercice de ses fonctions sera un brassard aux mêmes couleurs; leur peinture extérieure sera blanche avec batterie rouge.

Ces navires porteront secours et assistance aux blessés et aux naufragés des belligérants sans distinction de nationalité.

Ils ne devront gêner en aucune manière les mouvements des combattants.

Pendant et après le combat, ils agiront à leurs risques et périls.

Les belligérants auront sur eux le droit de contrôle et de visite; ils pourront refuser leur concours, leur enjoindre de s'éloigner et les détenir, si la gravité des circonstances l'exigeait.

Les blessés et les naufragés recueillis par ces navires ne pourront être réclamés par aucun des combattants, et il leur sera imposé de ne pas servir pendant la durée de la guerre.

Art. 14. Dans les guerres maritimes, toute forte présomption que l'un des belligérants profite du bénéfice de la neutralité dans un autre intérêt que celui des blessés et des malades, permet à l'autre belligérant, jusqu'à preuve du contraire, de suspendre la Convention à son égard.

Si cette présomption devient une certitude, la Convention peut même lui être dénoncée pour toute la durée de la guerre.

MARINE MARCHANDE¹.

FRANCE.

Loi du 19 mai 1866 sur la marine marchande.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, à tous présents et à venir, salut.

Avons sanctionné et sanctionnons, promulgué et promulguons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Tous les objets, bruts ou fabriqués, y compris les machines à feu et les pièces de machines entrant dans la construction, le gréement, l'armement et l'entretien des bâtiments de mer destinés au commerce, en bois ou en fer, à voiles ou à vapeur, seront admis en franchise de droits, à charge de justifier, dans le délai d'un an, de l'affectation desdits objets à la destination ci-dessus prévue.

Des décrets impériaux détermineront les justifications et les conditions auxquelles cette immunité sera subordonnée.

Toute infraction aux dispositions de ces décrets donnera lieu au paiement des droits dont sont ou seront frappés les objets indiqués ci-dessus, et de plus sera punie d'une amende égale au triple de ces mêmes droits.

Art. 2. La prime accordée par les articles 1 et 2 de la loi du 6 mai 1841 aux machines à feu de fabrication française, à installer à bord des navires nationaux destinés à une navigation internationale maritime, est et demeure supprimée.

Toutefois, ladite prime continuera d'être payée aux appareils dont la mise en chantier, antérieurement à la promulgation de la présente loi, sera dûment justifiée.

Art. 3. Six mois après la promulgation de la présente loi, les bâtiments de mer à voiles ou à vapeur, grésés et armés, seront admis à la francisation, moyennant le paiement d'un droit de deux francs par tonneau de jauge.

1. Renvoi page 463.

Le même droit sera appliqué aux coques de navires en bois ou en fer.

Art. 4. Les droits de tonnage établis sur les navires étrangers entrant dans les ports de l'Empire seront supprimés à partir du 1^{er} janvier 1867.

Les droits de tonnage actuellement perçus tant sur les navires français que sur les navires étrangers, et affectés, comme garantie, au paiement des emprunts contractés pour travaux d'amélioration dans les ports de mer français, sont maintenus.

Des décrets impériaux, rendus sous forme de règlements d'administration publique, pourront, en vue de subvenir à des dépenses de même nature, établir un droit de tonnage qui ne pourra excéder deux francs cinquante centimes par tonneau, décime compris, et qui portera à la fois sur les navires français et étrangers.

Art. 5. Trois ans après la promulgation de la présente loi, les surtaxes de pavillon aujourd'hui applicables aux produits importés des pays de production, autrement que par navires français, seront supprimées.

Art. 6. Dans le cas où le pavillon français serait, dans un pays étranger, soumis au profit du Gouvernement, des villes ou des corporations, soit directement, soit indirectement, pour la navigation, l'importation ou l'exportation des marchandises, à des droits ou des charges quelconques dont les bâtiments dudit pays seraient exempts, des décrets impériaux pourront établir, sur les bâtiments de ladite nation entrant dans les ports de l'Empire, d'une colonie ou d'une possession française, et sur les marchandises qu'ils ont à bord, tels droits ou surtaxes qui seraient jugés nécessaires pour compenser les désavantages dont le pavillon français serait frappé.

Art. 7. Les dispositions qui précèdent sont applicables aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion.

Dispositions spéciales à l'Algérie.

Art. 8. Les dispositions des articles 1, 3 et 4 de la présente loi sont applicables en Algérie.

Art. 9. La navigation entre la France et l'Algérie, et entre l'Algérie et l'étranger, pourra s'effectuer par tous pavillons.

Le cabotage d'un port à l'autre de cette possession française pourra, sur une autorisation du gouverneur général de l'Algérie, être fait par navires étrangers.

Art. 10. Les surtaxes de navigation établies, en Algérie, sur les marchandises importées par navires étrangers sont supprimées.

Sont également supprimées les modérations de droits accordées

par l'article 9, paragraphe 2, de l'ordonnance du 16 décembre 1843, à certaines marchandises prises dans les entrepôts français et exportées en Algérie par bâtiments français.

Art. 11. La prohibition établie sur les sucres raffinés importés de l'étranger en Algérie est levée. Lesdits sucres raffinés payeront, en sus du droit sur le sucre brut, une surtaxe de cinq francs par cent kilogrammes.

Art. 12. Les lois, décrets et ordonnances qui seraient contraires aux dispositions de la présente loi sont et demeurent abrogés.

Mandons et ordonnons que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 19 mai 1866.

NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

(L. S.) *Signé* : J. BAROCHE.

(L. S.) *Signé* : E. ROUHER.

**Décret impérial du 8 juin 1866 pour l'exécution de la loi
du 19 mai 1866 sur la marine marchande.**

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, à tous présents et à venir, salut.

Sur le rapport de notre Ministre secrétaire d'État, au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu l'article 1^{er} de la loi du 19 mai 1866, sur la marine marchande,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. A partir de la promulgation du présent décret, seront admis en franchise de droits à l'importation, conformément à l'article 1^{er} de la loi du 19 mai 1866, sur la marine marchande, les objets bruts ou fabriqués entrant dans la construction, le gréement, l'armement et l'entretien des bâtiments de mer, en bois ou en fer, à voiles ou à vapeur, destinés au commerce.

Ne seront pas considérés comme faisant partie de l'armement les

objets tels que meubles meublants, literie, linge, vaisselle, coutellerie, verres et cristaux de table, et en général tous objets destinés à l'usage des personnes.

Art. 2. Pourront seuls jouir du bénéfice des dispositions du présent décret, en ce qui concerne les matières brutes, les constructeurs de navires et les fabricants d'objets destinés à la construction, à l'armement, au gréement ou à l'entretien des bâtiments de mer.

A cet effet, ils auront à justifier de leur qualité auprès des douanes d'importation.

Art. 3. Les déclarations faites en douane pour l'admission en franchise présenteront, à l'égard de chaque espèce de produits, les indications exigées par les règlements de douane pour la liquidation des droits.

Art. 4. Les importateurs devront s'engager, par une soumission valablement cautionnée, à justifier, dans un délai qui ne pourra excéder une année, de l'affectation aux bâtiments de mer des matières premières entrées en franchise, ou des produits fabriqués avec ces matières, ou enfin des machines et mécaniques, des parties détachées de machines et autres objets complètement achevés admis en franchise temporaire.

Si, à l'expiration du terme d'un an, les justifications ci-dessus n'ont pas été produites, la douane liquidera les droits d'office et en poursuivra le recouvrement, conformément au troisième paragraphe de l'article 1^{er} de la loi du 19 mai 1866.

Art. 5. Toute déclaration s'appliquant à des machines et mécaniques, à des parties détachées et à d'autres objets complètement fabriqués, devra contenir la description desdits objets, afin d'en garantir l'identité, et ce, sans préjudice de l'estampille, laquelle pourra être appliquée aux machines à feu ou autres, aux pièces de machines, aux chaudières, aux voiles et à tels autres objets pour lesquels le service des douanes jugera cette mesure utile.

Art. 6. L'incorporation aux bâtiments des matières premières, ou la mise à bord des objets fabriqués destinés à la construction, au gréement ou à l'armement, sera précédée d'une déclaration énonçant : 1^o la nature et le poids des matières premières ainsi que des produits fabriqués à employer ou à embarquer ; 2^o la date, le numéro et le bureau de délivrance de chaque acquit à caution ; 3^o le navire à la construction, à la réparation ou à l'usage duquel lesdites matières premières ou lesdits objets fabriqués auraient été affectés.

Lorsqu'il s'agira d'un objet fabriqué ayant exigé l'emploi de plusieurs métaux, la déclaration indiquera le poids de chaque espèce de métal.

Art. 7. La douane, pour contrôler les déclarations d'emploi, soit

des matières premières, soit des produits fabriqués, fera usage de tel procédé qu'elle jugera nécessaire.

Art. 8. Ne pourront être affectés aux navires, en compensation :

1° Des fers en barres de forme irrégulière, que des produits fabriqués avec des fers de forme également irrégulière ;

2° Des tôles et des cuivres laminés d'un millimètre d'épaisseur et au-dessous, que des objets fabriqués avec des tôles ou des cuivres laminés n'excédant pas cette épaisseur.

Dans aucun cas, il ne sera admis, pour l'apurement des comptes d'importation, des objets confectionnés avec des matières d'un degré de fabrication moins avancé que celui des produits soumissionnés à l'entrée.

Art. 9. Les produits fabriqués avec des matières premières introduites en franchise devront représenter ces mêmes matières, poids pour poids et sans aucun déchet.

Art. 10. Toute infraction aux dispositions du présent décret donnera lieu à l'application des pénalités édictées par le troisième paragraphe de l'article 1^{er} de la loi du 19 mai 1866.

Art. 11. Tout objet mis à bord des bâtiments de mer et toute matière incorporée dans la construction desdits bâtiments sous le bénéfice des dispositions du présent décret seront, en cas de débarquement, de désarmement, de réparation ou de démolition du navire, soumis aux dispositions de la législation générale en matière de douane.

Art. 12. Nos Ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 8 juin 1866.

Signé : NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le ministre de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics,*

Signé : ARMAND BÉHIC.

**I. Rapport adressé à l'Empereur par S. Exc. le Ministre
de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.**

Sire, la loi du 19 mai 1866 sur la marine marchande supprime en principe le droit de tonnage dans tous les ports de l'Empire, à partir du 1^{er} janvier 1867, et n'en maintient exceptionnellement la perception

qu'à l'égard des nations qui feraient supporter chez elles aux navires français des droits de tonnage *différentiels*, c'est-à-dire dont leurs propres navires seraient exempts.

Sous l'empire de la législation encore en vigueur et antérieure à la loi du 19 mai 1866, les droits de tonnage dans les ports français sont *différentiels*, c'est-à-dire qu'ils ne frappent que le bâtiment étranger, tandis que le bâtiment national n'y est pas soumis. Les Traités de navigation que la France a conclus avec différentes Puissances maritimes ont eu généralement pour effet d'accorder dans nos ports, aux navires appartenant à ces Puissances, le traitement national, c'est-à-dire l'immunité des droits de tonnage. Mais certaines de ces Puissances frappaient chez elles des taxes de tonnage, non-seulement sur des navires étrangers, mais aussi sur leurs propres navires, de telle sorte que, en nous accordant chez elles, par réciprocité, le traitement national, elles nous donnaient moins qu'elles ne recevaient, nos bâtiments devant continuer à payer des droits de tonnage dans leurs ports tandis que leurs navires s'en trouvaient exempts dans les nôtres.

Par ce motif, les Traités dont il s'agit ont stipulé, à la charge des pays placés dans cette situation, le payement d'un droit de tonnage spécial dit : *Taxe de compensation*.

On est même allé jusqu'à faire payer chez nous la taxe de compensation non-seulement aux navires anglais, mais aux navires français eux-mêmes et à ceux de toutes les nations assimilées venant d'Angleterre.

Le Gouvernement de V. M. s'est demandé si ce régime compliqué devait subsister en présence des termes précis de la loi du 19 mai 1866 et de la libéralité des doctrines qui ont présidé à la rédaction de cette loi, et il s'est posé la question de savoir si, à l'égard des Puissances liées envers nous par des Conventions maritimes spéciales, il y aurait lieu de subordonner l'immunité concédée par le nouveau régime de la marine marchande, non pas seulement à l'abolition de toutes taxes différentielles de tonnage dans les ports de ces Puissances, mais à l'abolition des droits de même nature qu'elles perçoivent sur leur propre navigation, de telle sorte que la franchise fût partout absolue et réciproque.

Un examen attentif nous a conduit à résoudre cette question par la négative.

D'une part, en effet, les dispositions de la loi du 19 mai 1866 sont formelles, dans leur esprit comme dans leur texte, pour établir que l'immunité du droit de tonnage dans les ports français doit être complète, à partir du 1^{er} janvier prochain, sauf à l'égard des nations qui grèveraient chez elles notre navigation de taxes différentielles.

Il est à remarquer, en effet, que l'abolition des droits de tonnage

n'a pas pour mobile l'intérêt des nations étrangères, mais bien l'intérêt du commerce maritime français, qui a tout à gagner à voir attirer dans nos ports par des franchises intelligentes la plus grande concurrence possible de navires de toutes les nations.

D'un autre côté, si, conformément au droit conventionnel qui, en principe, on le reconnaît, subsiste indépendamment de la loi générale, on se décidait à maintenir en France les taxes spéciales successivement établies avec l'agrément des différentes Puissances qui ont contracté avec nous, on arriverait à ce singulier résultat que les navires des Pays restés en dehors du droit conventionnel seraient mieux traités que les navires des Puissances qui se sont rapprochées de nous par un lien contractuel.

En fait, il est conforme à l'esprit, comme aux termes de la loi du 19 mai 1866, de n'exiger des Gouvernements étrangers que la réciprocité du traitement national, quand même, par suite de l'application de ce principe, les navires étrangers devraient jouir en France, comme les navires français, d'une immunité complète, tandis que les navires français resteraient soumis, comme tous les navires nationaux et autres, à des droits de navigation dans le port étranger.

Ce principe une fois posé, l'exécution de la loi sur la marine marchande ne pouvait rencontrer aucune difficulté, et il n'y avait plus à se préoccuper que de la forme dans laquelle l'application devait en être faite.

Il a paru, Sire, qu'un Décret de Votre Majesté était nécessaire pour régler les questions qui se rattachent à notre régime conventionnel. En effet, les Traités de commerce et de navigation ne pouvant être appliqués dans l'Empire qu'en vertu de Décrets impériaux, il n'y a qu'un acte émanant également du Souverain qui puisse déroger à ces mêmes Traités, en tant d'ailleurs que cette dérogation est un avantage et non une charge pour la Partie Contractante.

C'est dans cet ordre d'idées qu'a été préparé le projet de décret ci-annexé et que j'ai l'honneur de soumettre à l'approbation de Votre Majesté.

L'article 1^{er} replace dans le droit commun tous les Pays qui avaient consenti à l'établissement dans nos ports d'une taxe compensatrice des droits perçus sur nos navires comme sur les leurs dans leurs propres ports.

L'article 2 supprime le droit de tonnage que les navires français et anglais, ainsi qu'il a été dit plus haut, payent dans nos ports en vertu du Traité du 26 janvier 1826¹ et qui atteint également tous les pavillons assimilés aux nôtres par actes conventionnels.

1. Voir de Clercq, *Traités de la France*, tome III, p. 409.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique ayant pris l'engagement de présenter au Parlement, dans sa prochaine session, une loi destinée à faire disparaître les taxes locales impliquant un caractère différentiel, il n'y avait plus de motif de maintenir un droit de tonnage qui affectait notre pavillon tout aussi bien que le pavillon anglais. Il est à remarquer, d'ailleurs, que le Gouvernement anglais ne nous conteste pas le droit de rétablir les droits de tonnage dans le cas où, par impossible, le projet de loi dont il s'agit ne serait pas sanctionné par le Parlement.

Enfin, l'article 3 maintient les navires des États-Unis d'Amérique arrivant dans nos ports le droit de 5 francs par tonneau établi par le Traité du 4 juin 1822¹. Il ne s'agit pas là, Sire, d'une mesure de représailles, c'est purement et simplement le maintien d'un fait existant et qu'il dépend du Gouvernement des États-Unis de faire disparaître en accordant à nos navires le traitement dont ses propres navires jouissent dans les ports de l'Union américaine. Déjà des négociations dans ce but se poursuivent à Washington, et tout fait espérer qu'elles auront plein succès.

Tel est, Sire, l'objet du décret que je prie Votre Majesté de vouloir bien revêtir de sa signature. Il est conforme au caractère libéral de la loi sur la marine marchande, dont le but est d'attirer dans nos ports le plus grand mouvement possible d'affaires. Il est évident que la marchandise va de préférence là où elle a le moins de frais à supporter, et la suppression dans les ports de l'Empire de tout droit de tonnage est un moyen puissant d'attraction. Si cette vérité avait besoin d'une démonstration, je demanderais à Votre Majesté la permission de citer l'exemple de Marseille. Dans ce grand port, les droits de tonnage ont été supprimés, après le rétablissement de la paix générale, par une ordonnance du 17 septembre 1817, et cette égalité de conditions pour le navire français et pour les navires étrangers n'a jamais porté préjudice à la marine française, dont la part relative dans le mouvement maritime de Marseille a toujours été en grandissant.

Il y a là pour l'avenir de notre marine marchande un point de comparaison et un exemple qui doivent donner sécurité à tous.

Je suis, etc.

Armand BÉHIC.

1. Voir de *Clercq*, *Traité de la France*, tome III, p. 298.

II. Décret impérial du 27 décembre 1866, sur la suppression des droits de tonnage.

Napoléon, etc.

Sur la proposition de notre Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics;

Vu la Convention de navigation et de commerce conclue, le 24 juin 1822, entre la France et les États-Unis d'Amérique¹;

Vu la Convention de navigation conclue, le 26 janvier 1826, entre la France et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne²;

Vu les Traités de commerce et de navigation conclus, par la France, le 9 février 1842, avec le Danemark³; le 8 mai 1852, avec la République dominicaine⁴; le 9 mars 1853, avec le Portugal⁵; le 2 août 1862, avec la Prusse⁶; le 14 février 1865, avec les Royaumes-Unis de Suède et de Norvège⁷; le 4 mars 1865, avec les Villes Anseatiques de Brême, Hambourg et Lubeck⁸;

Vu les articles 4 et 6 de la loi du 19 mai 1866;

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les droits de tonnage établis à titre de droits de compensation, en vertu des Traités et Conventions conclus par la France avec le Danemark, la République dominicaine, le Portugal, la Prusse, la Suède et la Norvège, et les Villes Anseatiques de Brême, Hambourg et Lubeck, sont et demeurent supprimés.

Art. 2. Les navires français et anglais venant de la Grande-Bretagne ou de ses possessions en Europe dans un des ports de l'Empire français seront affranchis du droit de tonnage établi en vertu des dispositions de l'article 1^{er} du Traité du 26 janvier 1826.

La même franchise profitera à tous les pavillons assimilés, par actes conventionnels, au pavillon français, et qui, comme tels, devaient, à leur arrivée des ports britanniques en France, acquitter le droit de tonnage ci-dessus mentionné.

Art. 3. Jusqu'à ce qu'il plaise au Gouvernement des États-Unis d'Amérique de supprimer, comme il l'a fait pour ses propres navires, le droit de 94 cents par tonneau perçu sur les navires français arri-

1. Voir de *Clercq*, Traités de la France, tome III, p. 298.

2. — — — — — tome III, p. 409.

3. — — — — — tome IV, p. 612.

4. — — — — — tome VI, p. 185.

5. — — — — — tome VI, p. 308.

6. Voir *Archives*, 1862, tome IV, page 308.

7. Voir *Archives*, 1865, tome III, page 11.

8. Voir *Archives*, 1865, tome II, page 289.

vant dans les ports de l'Union américaine, les navires des États-Unis arrivant dans un port de l'Empire français resteront soumis au droit de 5 francs par tonneau, conformément aux dispositions de l'article 5 de la Convention de commerce et de navigation du 24 juin 1822.

Art. 4. Le présent Décret recevra son exécution dans tous les ports de l'Empire et de l'Algérie à dater du 1^{er} janvier 1867.

ALGÉRIE¹.

Sénatus-consulte sur l'état des personnes et la naturalisation en Algérie, en date du 14 juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, à tous présents et à venir, salut.

Avons sanctionné et sanctionnons, promulgué et promulguons ce qui suit :

Art. 1^{er}. L'indigène musulman est Français; néanmoins il continuera à être régi par la loi musulmane.

Il peut être admis à servir dans les armées de terre et de mer. Il peut être appelé à des fonctions et emplois civils en Algérie.

Il peut, sur sa demande, être admis à jouir des droits de citoyen français; dans ce cas il est régi par les lois civiles et politiques de la France.

Art. 2. L'indigène israélite est Français; néanmoins il continue à être régi par son statut personnel.

Il peut être admis à servir dans les armées de terre et de mer. Il peut être appelé à des fonctions et emplois civils en Algérie.

Il peut, sur sa demande, être admis à jouir des droits de citoyen français; dans ce cas, il est régi par la loi française.

Art. 3. L'étranger qui justifie de trois années de résidence en Algérie peut être admis à jouir de tous les droits de citoyen français.

Art. 4. La qualité de citoyen français ne peut être obtenue, conformément aux articles 1, 2 et 3 du présent sénatus-consulte, qu'à l'âge de vingt et un ans accomplis; elle est conférée par décret impérial rendu en Conseil d'État.

Art. 5. Un règlement d'administration publique déterminera :

1° Les conditions d'admission, de service et d'avancement des indi-

1. Renvoi page 465.

gènes musulmans et des indigènes israélites dans les armées de terre et de mer ;

2° Les fonctions et emplois civils auxquels les indigènes musulmans et les indigènes israélites peuvent être nommés en Algérie ;

3° Les formes dans lesquelles seront instruites les demandes prévues par les articles 1, 2 et 3 du présent sénatus-consulte.

Mandons et ordonnons que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 14 juillet 1865.

Signé : NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé : J. BAROCHE.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé : E. ROUHER.

COMMERCE AVEC MADAGASCAR¹.

FRANCE, MADAGASCAR.

**Traité de paix et de commerce conclu, le 8 août 1868
à Tananarive.**

Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté la Reine de Madagascar, mutuellement animés du désir de favoriser le développement des relations commerciales entre leurs États respectifs, ont résolu de conclure un Traité de paix et de commerce, et ont, en conséquence, nommé pour leurs plénipotentiaires :

Sa Majesté l'Empereur des Français, le sieur Benoît *Garnier*, consul de France, chevalier de la Légion d'honneur, son commissaire spécial à Madagascar ;

Et Sa Majesté la Reine de Madagascar, les sieurs *Rainimaharavo*, chef de la secrétairerie d'État, seizième honneur ; *Rainandriantsilavo*, quinzième honneur, officier du palais ; *Ralaitsirofo*, chef juge ; *Rafalahibemalo*, chef notable ;

1. Renvoi page 468.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Il y aura désormais et à perpétuité paix, bonne entente et amitié entre Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté la Reine de Madagascar, et entre leurs héritiers, successeurs et sujets respectifs.

Art. 2. Les sujets de chacun des deux Pays pourront librement entrer, résider et circuler dans toutes les parties de l'autre Pays placées sous l'autorité d'un gouverneur, en se conformant à ses lois ; ils y jouiront de tous les privilèges, avantages et immunités accordés aux sujets de la nation la plus favorisée.

Art. 3. Les sujets français, dans les États de Sa Majesté la Reine de Madagascar, auront la faculté de pratiquer librement et d'enseigner leur religion, et de construire des établissements destinés à l'exercice de leur culte, ainsi que des écoles et des hôpitaux. Ces établissements religieux appartiendront à la Reine de Madagascar, mais ils ne pourront jamais être détournés de leur destination.

Les Français jouiront, dans la profession, la pratique et l'enseignement de leur religion, de la protection de la Reine et de ses fonctionnaires, comme les sujets de la nation la plus favorisée.

Nul Malgache ne pourra être inquiété au sujet de la religion qu'il professera, pourvu qu'il se conforme aux lois du pays.

Art. 4. Les Français, à Madagascar, jouiront d'une complète protection pour leurs personnes et leurs propriétés. Ils pourront, comme les sujets de la nation la plus favorisée, et en se conformant aux lois et règlements du pays, s'établir partout où ils le jugeront convenable, prendre à bail, acquérir toute espèce de biens meubles et immeubles, et se livrer à toutes les opérations commerciales et industrielles qui ne sont pas interdites par la législation intérieure. Ils pourront prendre à leur service tout Malgache qui ne sera ni esclave ni soldat, et qui sera libre de tout engagement antérieur. Cependant, si la Reine requiert ces travailleurs pour son service personnel, ils pourront se retirer, après avoir préalablement prévenu ceux qui les auront engagés.

Les baux, les contrats de vente et d'achat et les contrats d'engagements de travailleurs seront passés par actes authentiques devant le consul de France et les magistrats du pays.

Nul ne pourra pénétrer dans les établissements ou propriétés possédés ou occupés par des Français, sans le consentement de l'occupant, à moins que ce ne soit avec l'intervention du consul.

En l'absence du consul, ou de tout autre agent consulaire, et dans le cas où l'on aurait la preuve que des criminels poursuivis par la justice se trouvent cachés dans ces établissements, l'autorité locale

pourra les y faire rechercher, en prévenant toutefois l'occupant avant d'y pénétrer.

Les Français ne pénétreront pas non plus dans les maisons des Malgaches contre le gré de l'occupant.

Art. 5. Les Hautes Parties contractantes se reconnaissent le droit réciproque d'avoir un agent politique résidant auprès de chacune d'elles, et de nommer des consuls ou agents consulaires partout où les besoins du service l'exigeront. Cet agent politique et ces consuls ou agents consulaires jouiront des mêmes droits et prérogatives qui pourront être accordés aux agents de même rang de la puissance la plus favorisée; ils pourront arborer le pavillon de leur nation respective sur leur habitation.

Art. 6. Les autorités dépendant de Sa Majesté la Reine de Madagascar n'interviendront pas dans les contestations entre Français, qui seront toujours et exclusivement du ressort du consul de France, ni dans les différends entre Français et autres sujets étrangers. Les autorités françaises n'interviendront pas non plus dans les contestations entre Malgaches, qui seront toujours jugées par l'autorité malgache.

Les litiges entre Français et Malgaches seront jugés par le consul de France, assisté d'un juge malgache.

Art. 7. Les Français seront régis par la loi française pour la répression de tous les crimes et délits commis par eux à Madagascar. Les coupables seront recherchés et arrêtés par les autorités malgaches, à la diligence du consul de France, auquel ils devront être remis, et qui se chargera de les faire punir conformément aux lois françaises.

Les Français reconnus coupables d'un crime pourront être expulsés de Madagascar.

Art. 8. Sa Majesté la Reine de Madagascar s'engage à livrer au consul de France, sur son invitation, et lorsqu'on l'aura atteint, tout sujet français traduit pour crime devant les cours de justice françaises et qui se serait réfugié à Madagascar.

Art. 9. L'autorité locale n'aura aucune action à exercer sur les navires de commerce français, qui ne relèvent que de l'autorité française et de leurs capitaines. L'entrée leur sera donnée à leur arrivée.

En l'absence de bâtiments de guerre français, les autorités malgaches devront, si elles en sont requises par un consul ou agent consulaire français, lui prêter main-forte pour faire respecter son autorité par ses nationaux, et pour rétablir et maintenir la discipline parmi les équipages des navires de commerce français.

Si des matelots, ou autres individus, désertent leurs bâtiments, l'autorité locale fera tous ses efforts pour découvrir et remettre le déserteur entre les mains du requérant.

Art. 10. Si un Malgache élude ou refuse le paiement d'une dette

envers un Français, les autorités locales donneront toute aide et facilité au créancier pour recouvrer ce qui lui est dû, et, de même, le consul de France donnera toute assistance aux Malgaches pour recouvrer les dettes qu'ils auront à réclamer des Français.

Art. 11. Les biens des Français décédés à Madagascar, ou des Malgaches décédés sur le territoire français, seront remis aux héritiers, ou, à leur défaut, au consul ou agent consulaire de la nation à laquelle appartenait le décédé.

Art. 12. Les navires français ne seront pas soumis à d'autres ni à de plus forts droits de navigation que ceux auxquels sont ou seront respectivement assujettis les navires nationaux et ceux de la nation la plus favorisée.

Sa Majesté la Reine de Madagascar s'engage à ne pas élever les droits de navigation actuellement existants.

Les navires français qui relâcheront dans les ports ou sur les côtes de Madagascar, et qui n'y effectueront aucun chargement ni déchargement de marchandises, seront affranchis de tout droit de navigation.

Les navires malgaches jouiront de la même faveur dans les ports de France.

Aucun sujet malgache, s'il n'est muni d'un passe-port de l'autorité locale, ne pourra s'embarquer sur un navire français.

Art. 13. Les bâtiments de guerre français auront les mêmes facilités que les navires de guerre de la nation la plus favorisée pour entrer, séjourner et se ravitailler dans les ports militaires, anses et rivières de Madagascar; ils y seront soumis aux mêmes règles et jouiront des mêmes honneurs et privilèges.

Les navires de guerre malgaches auront, dans les ports de France, les mêmes honneurs et privilèges.

Art. 14. Sa Majesté la Reine de Madagascar s'engage à ne prohiber l'entrée, ni la sortie, d'aucun article de commerce, sauf l'importation des munitions de guerre, que la Reine se réserve exclusivement, et l'exportation des vaches et des bois de construction.

Art. 15. Les droits d'importation établis dans les ports de Madagascar sur les produits français, ou importés par des navires français, ne pourront être plus élevés que ceux auxquels sont ou seront soumis les mêmes produits originaires, ou importés par bâtiments de la nation la plus favorisée. Ces droits ne pourront, en aucun cas, excéder dix pour cent de la valeur des marchandises.

Les droits *ad valorem* seront convertis en droits spécifiques, en vertu d'un tarif concerté entre le consul de France et les commissaires malgaches, et qui devra être soumis à l'approbation de Sa Majesté l'Empereur et de la Reine de Madagascar.

Art. 16. Les droits perçus à l'exportation des produits du sol et de l'industrie malgaches ne pourront excéder dix pour cent de la valeur.

Art. 17. Si un navire français en détresse entre dans un port de Madagascar placé sous l'autorité d'un gouverneur, l'autorité locale lui donnera toutes les facilités possibles pour se réparer, se ravitailler et continuer son voyage.

Si un navire français fait naufrage sur les côtes de Madagascar, les autorités locales prêteront leur assistance au consul de France pour opérer le sauvetage, et les objets sauvés seront intégralement remis au propriétaire ou au consul, qui les fera enlever.

Les navires malgaches auront droit à la même protection de la part des autorités françaises.

Art. 18. Si quelque navire de commerce français était attaqué sur un point de la côte de Madagascar placé sous l'autorité d'un gouverneur, celui-ci, dès qu'il aura connaissance du fait, en poursuivra activement les auteurs et ne négligera rien pour qu'ils soient arrêtés et punis.

Les marchandises enlevées, en quelque lieu et en quelque état qu'elles se trouvent, seront remises au propriétaire, ou au consul, qui se chargera de les restituer.

Il en sera de même pour les actes de pillage et de vol qui pourront être commis à terre, dans les lieux placés sous l'autorité d'un gouverneur, sur les propriétés des Français résidant à Madagascar.

La même protection sera accordée aux propriétés malgaches pillées ou volées, sur les côtes ou dans l'intérieur de l'Empire français.

Art. 19. Sa Majesté la Reine de Madagascar, désirant s'assurer le concours des bâtiments de Sa Majesté l'Empereur des Français pour la répression de la piraterie dans les eaux malgaches, reconnaît aux officiers de la marine impériale le droit d'entrer en tout temps avec leurs bâtiments dans les ports, rivières et anses de Madagascar, afin d'y capturer tout navire employé à la piraterie ; ces officiers pourront saisir et déférer au jugement des autorités compétentes tout individu prévenu d'actes de cette nature.

Art. 20. Sa Majesté la Reine de Madagascar s'engage à empêcher la traite des noirs dans ses États.

Sa Majesté reconnaît aux croiseurs de la marine impériale le droit de visiter les navires malgaches et arabes soupçonnés de servir à la traite dans les eaux de Madagascar.

Sa Majesté consent, en outre, à ce que, dans le cas où serait prouvé qu'ils sont employés au trafic des nègres, ces navires et leurs équipages soient traités comme s'ils avaient été employés à une entreprise de piraterie.

Art. 21. Sa Majesté la Reine de Madagascar s'engage à abolir les épreuves judiciaires par le tanghen, ou autre poison.

Dans le cas où, ce qu'à Dieu ne plaise, il y aurait guerre entre la France et Madagascar, tous les prisonniers qui tomberaient entre les mains de l'un ou de l'autre parti, seront traités avec douceur et seront remis en liberté, soit par échange pendant la guerre, soit sans échange après la conclusion de la paix, et lesdits prisonniers ne seront, sous aucun prétexte, faits esclaves ni mis à mort.

Art. 22. Aucun changement ne pourra être apporté au présent Traité sans le consentement respectif de chacune des Hautes Parties contractantes.

Art. 23. Le présent Traité ayant été rédigé en français et en Malgache, et les deux versions ayant exactement le même sens, le texte français sera officiel et fera foi, sous tous les rapports, aussi bien que le texte malgache.

Art. 24. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Tananarive, dans l'intervalle de six mois, à dater du jour de la signature, et le Traité sera en vigueur dès que cet échange aura eu lieu.

Fait, signé et scellé à Tananarive, le 8 août 1868.

(L. S.) *Signé* : B. GARNIER.

(L. S.) *Signé* : RAINIMAHARAVO.

(L. S.) *Signé* : RAINANDRIANTSILAVO.

(L. S.) *Signé* : RALAITSIROFO.

(L. S.) *Signé* : RAFARALAHIBEMALO.

DÉLIMITATION ENTRE LA FRANCE ET L'ESPAGNE.

Le *Livre Jaune* a publié une dépêche en date du 5 août 1868¹, du général Callier, commissaire du Gouvernement, pour la délimitation des Pyrénées, au marquis de Moustier. Cette dépêche est un résumé sommaire de la négociation qui, après de nombreuses tentatives, d'autant de diverses époques et demeurées toutes sans résultat, est enfin parvenue à trouver, dans ces dernières années, des solutions pour les litiges qui, depuis des siècles, entretenaient sur la frontière des Pyrénées d'ardentes controverses dégénérant trop souvent en conflits et en désordres.

1. Voir plus haut, p. 476.

La dépêche du général Callier initie le lecteur à la marche suivie par cette négociation, en même temps qu'aux difficultés qu'il y avait à surmonter pour établir, sur des bases équitables et solides, des droits depuis si longtemps contestés, et pour satisfaire dans une juste mesure les intérêts et les prétentions contraires, seul moyen d'apaiser des hostilités séculaires et d'assurer une paix durable.

Comme complément de cette dépêche, nous donnons ci-après les actes internationaux où sont consignés tous les détails des solutions convenues entre les deux Gouvernements et qui constituent la législation nouvelle à laquelle doivent être soumis désormais les habitants de la frontière dans l'un et l'autre pays ; soit dans la pratique des droits et des usages consacrés, soit dans le respect de la limite internationale, telle que la fixent les repères d'abornement placés par la Commission et décrits avec le plus grand soin. Cette réunion en un seul corps des traités et conventions additionnelles signés successivement dans le cours de cette dernière négociation, présente dans un complet ensemble le nouveau code frontalier des Pyrénées. C'est un avantage qu'aucun autre recueil n'aura encore offert au public.

Voici ces divers actes dans leur ordre chronologique :

I

Traité entre la France et l'Espagne pour déterminer la frontière, depuis l'embouchure de la Bidassoa jusqu'au point où confinent le département des Basses-Pyrénées, l'Aragon et la Navarre, signé à Bayonne le 2 décembre 1856.

S. M. l'Empereur des Français et S. M. la Reine des Espagnes, voulant consolider et maintenir la paix et la concorde entre les populations des deux États habitant la partie de la frontière qui s'étend depuis le sommet d'Analarra, où confinent le département des Basses-Pyrénées, l'Aragon et la Navarre, jusqu'à l'embouchure de la Bidassoa, dans la rade du Figuiér, et prévenir à jamais le retour des conflits regrettables qui, jusqu'à l'ouverture des présentes négociations, ont eu lieu, à différentes époques, sur plusieurs points de cette frontière, par suite de l'incertitude qui a régné, jusqu'à présent, au sujet de la propriété de quelques territoires et de la jouissance de certains privilèges que les frontaliers des deux Pays revendiquaient comme leur appartenant exclusivement ; et jugeant que, pour atteindre ce but, il était nécessaire de déterminer, d'une manière précise, les droits des populations frontalières, et, en même temps, les limites

des deux Souverainetés, depuis l'extrémité orientale de la Navarre jusqu'à la rade du Figuiér, dans un Traité spécial auquel devront se rattacher, plus tard, les arrangements à prendre sur le reste de la frontière, depuis le sommet d'Analarra jusqu'à la Méditerranée, ont nommé à cet effet, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, le sieur *Jean-Baptiste-Louis* baron *Gros*, Ministre plénipotentiaire, Commandeur de l'Ordre impérial de la Légion d'honneur, Grand-Croix de l'Ordre du Sauveur de Grèce, Commandeur de l'Ordre de la Conception de Portugal, etc., etc., etc., et le sieur *Camille-Antoine Callier*, général de brigade, Commandeur de l'Ordre impérial de la Légion d'honneur, de l'Aigle-Rouge de Prusse, de Saint-Grégoire-le-Grand, du Nichan-Iftyar de Turquie, etc., etc., etc.

Et S. M. la Reine des Espagnes, le sieur *don Francisco-Maria Marin*, Chevalier Grand-Croix de l'Ordre royal d'Isabelle-la-Catholique, Commandeur avec plaque de l'Ordre royal de Charles III, Chevalier de l'Ordre militaire de Saint-Jean de Jérusalem, Commandeur de la Légion d'honneur de France, Commandeur de l'Ordre du Christ de Portugal, décoré du Nichan turc de deuxième classe, en brillants, Ministre plénipotentiaire, Majordome de semaine de S. M. Catholique, etc., etc., et le sieur *don Manuel de Monteverde et Bethencourt*, Maréchal de Camp des Armées nationales, Chevalier Grand-Croix de l'Ordre royal et militaire de Saint-Hermenegilde et de celui d'Isabelle la Catholique, deux fois chevalier de l'Ordre royal et militaire de Saint-Ferdinand, décoré de plusieurs croix pour actions de guerre, Membre de l'Académie royale des sciences de Madrid, etc., etc., etc ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, après avoir étudié les anciens titres, les sentences d'abornement, les conventions de faceries et de compascuité, les traités et les autres documents produits, de part et d'autre, à l'appui des droits, privilèges et usages revendiqués respectivement ; après avoir entendu, dans leur dire, les représentants des communes intéressées ; après avoir examiné la valeur des prétentions, et établi les droits respectifs, et après avoir cherché, enfin, à concilier, autant que possible, les intérêts particuliers avec les intérêts politiques, en tenant compte des anciens droits dont l'octroi remonte, pour quelques-uns, à une époque antérieure à la séparation des deux Navarres, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. La ligne destinée à séparer la Souveraineté de l'Empire français de celle du Royaume d'Espagne, depuis le lieu où confinent le département des Basses-Pyrénées, l'Aragon et la Navarre, jusqu'à l'embouchure de la Bidassoa, dans la rade du Figuiér, partira du sommet d'Analarra, pour se diriger, par les hauteurs, vers la pierre

de Saint-Martin, connue aussi sous le nom de borne de Béarn, en suivant par Murlon et le pic d'Arlas, d'accord avec l'abornement existant.

Art. 2. De la pierre de Saint-Martin, la frontière se dirigera vers le sommet d'Éraïsé et le col du même nom, dans la chaîne principale des Pyrénées, dont elle suivra les hauteurs par Lacura, Urdaïté, le col de Guimbéléta et le petit col de Bélay jusqu'à Barcélagoitia ou Baracéa-la-Alta, conformément à ce qui se rapporte à cette partie de la frontière dans l'abornement convenu en 1695, entre les fondés de pouvoirs des vallées de Soule en France et de Roncal en Espagne.

Art. 3. De Barcélagoitia ou Baracéa-la-Alta, la ligne divisoire suivra les crêtes déterminées par les sommets d'Ochogorria, de Muli-doya, d'Iparbacocha, d'Ory et d'Alupéña.

Art. 4. Depuis la roche Alupéña, la ligne frontière quittera les crêtes des Pyrénées et se dirigera, conformément au tracé qui, de fait, existe aujourd'hui, vers le ruisseau Erréca-Idor, ou ruisseau sec, et en suivra le cours jusqu'à l'endroit où il se jette dans l'Urbélcha.

Art. 5. A partir du confluent de l'Erréca-Idor et de l'Urbélcha, la frontière remontera le cours de cette dernière rivière jusqu'au prolongement de la ligne des crêtes d'Ahunsbidé, et elle suivra cette ligne de crêtes jusqu'au lieu le plus rapproché des sources de Contracharo, d'où elle descendra, par ce dernier ruisseau, jusqu'à sa jonction à l'Urgatsaguy, dont elle suivra le cours jusqu'à son confluent avec l'Egurguy.

Art. 6. Du confluent de l'Urgatsaguy et de l'Egurguy, la ligne frontière, conformément à la sentence d'abornement convenue en 1556 entre les fondés de pouvoirs de la vallée de Cise, en France, et celle d'Aëzcoa, en Espagne, remontera successivement par les ruisseaux d'Egurguy et de Bagachéa ou Igoa, et passant par le scel ou bergerie d'Erosaté, par Arlépoa, Pagartéa, Iparraguerré, Zalvétéa, Orgambidéa, Idopil, Lécéa et Urcullu, arrivera au col d'Iriburiéta ou Iasaldéa.

Art. 7. Du col d'Iriburiéta, la ligne divisoire ira, par le col de Béntarté, chercher la source du ruisseau Oréllaco-Erréca, qu'elle descendra jusqu'à sa jonction avec la rivière de Valcarlos, dont elle suivra le cours jusqu'à Pertolé-co-Burria, situé un peu au-dessous du village d'Arnéguy.

A Pertolé la ligne fera un coude pour aller à l'ouest vers le sommet de Mëndimocha, d'où elle remontera, en se dirigeant vers le sud, par les crêtes qui séparent le Valcarlos de la vallée des Aldudes jusqu'à Lindus-Balsacoa. De ce point, elle gagnera Lindusmunua et se rendra en ligne droite au pic d'Istérbéguy, et, de là, par une

autre ligne droite, à Béorzubustan, pour continuer ensuite par les crêtes jusqu'au col d'Ispéguy.

Art. 8. A partir du col d'Ispéguy, la frontière restera conforme à l'abornement international de 1787. Elle se dirigera donc vers la montagne d'Yparla, par les crêtes qui séparent la vallée de Baïgorry de celle de Bartan, et se rendra ensuite à Fagadi par les hauteurs d'Irusquiéta et de Gorospil; de Fagadi, elle se portera vers le sud en passant par le mont d'Anatarbé, et suivra le cours du ruisseau de ce nom et de celui d'Otsabialo jusqu'à la source de ce dernier. De ce point jusqu'à Chapitelacoarria, situé sur la rive droite de la Bidassoa, et un peu au-dessous d'Andarlasa, elle suivra presque toujours la ligne qui sépare les versants des eaux, d'un côté vers les cinq villes de Navarre, et, de l'autre, vers Saint-Jean-de-Luz.

Art. 9. Depuis Chapitelacoarria jusqu'à l'embouchure de la Bidassoa, dans la rade du Figuier, le milieu du cours principal des eaux de cette rivière, à basse mer, formera la ligne de séparation des deux Souverainetés, sans rien changer à la nationalité actuelle des îles; celle des Faisans continuera à appartenir aux deux Nations.

Art. 10. Afin de prévenir tout malentendu et surtout pour éviter les disputes qui pourraient s'élever entre les frontaliers respectifs au sujet de la ligne frontière, dont les principaux points sont indiqués dans les articles précédents, il est convenu que, pour bien déterminer cette ligne et la garantir de tout changement qui pourrait survenir par la suite des temps, on procédera, le plus tôt possible, à l'abornement complet de toute la ligne de démarcation dont il s'agit avec l'assistance des délégués des communes françaises et espagnoles intéressées, et que les procès-verbaux d'abornement, dûment légalisés, seront annexés au présent Traité, pour avoir, dans leurs dispositions, la même force et valeur que s'ils y étaient insérés textuellement.

Art. 11. Afin d'assurer la conservation des bornes qui marqueront la délimitation internationale stipulée dans les articles précédents, il est convenu que les autorités municipales frontalières des deux Pays prendront, chacune de son côté, et sous le contrôle des autorités civiles supérieures, les mesures qui leur paraîtraient convenables pour le remplacement des bornes détruites ou enlevées et pour la punition des coupables, et que, chaque année, au mois d'août, il sera fait, de concert, une reconnaissance de toute la ligne frontière par les délégués des populations limitrophes des deux États; un rapport, rédigé d'un commun accord, sera adressé, de part et d'autre, aux autorités supérieures compétentes, afin que ces autorités soient exactement informées de la manière dont les règlements convenus auront été observés.

Art. 12. La ligne divisoire déterminée dans les articles précédents, suivant, dans plusieurs parties de son tracé, soit des cours d'eau, soit des chemins, et passant sur quelques fontaines, il est convenu que ces eaux, ces fontaines et ces chemins seront communs, et que l'usage en sera libre pour les troupeaux et les habitants des deux côtés de la frontière.

Art. 13. Considérant que les faceries ou les compascuités perpétuelles de pâturages entre les frontaliers de l'un et de l'autre Pays ont été souvent préjudiciables au repos et à la bonne harmonie sur la frontière, il est convenu que les contrats de ce genre qui existaient autrefois, ou qui existent encore aujourd'hui, en vertu d'anciennes sentences ou conventions, demeurent abolis et de nulle valeur, à dater du 1^{er} janvier qui suivra la mise à exécution du présent Traité ; mais il est expressément convenu que les faceries perpétuelles qui existent en ce moment, de droit et de fait, entre la vallée de Cize et Saint-Jean-Pied-de-Port, en France, et celle d'Aëscœa, en Espagne, et entre les habitants de Barétous, en France, et ceux de Roncal, en Espagne, en vertu des sentences arbitrales de 1556 et de 1375, et des sentences confirmatives postérieures, continueront, pour des motifs qui leur sont particuliers, à être fidèlement exécutées de part et d'autre.

Art. 14. Il est également convenu, entre les Parties contractantes, que les frontaliers respectifs conserveront le droit qu'ils ont toujours eu de faire entre eux, pour un temps déterminé qui ne pourra jamais excéder cinq années, et avec l'intervention obligatoire des autorités compétentes, les contrats de pâturages ou autres qui pourraient être avantageux à leurs intérêts et à leurs rapports de bon voisinage.

Les conventions, pour un temps limité, qui existent aujourd'hui entre les frontaliers, et celles qui seraient passées à l'avenir, seront considérées comme périmées à l'expiration du terme qui leur aurait été assigné dans l'acte, écrit ou verbal, passé à cet effet.

Art. 15. Il est convenu, en outre, que les habitants de la vallée de Baigorri auront la jouissance exclusive et perpétuelle des pâturages de la partie des Aldudes comprise entre la crête principale des Pyrénées et la ligne qui a été tracée dans l'article 7 de Lindusmunua à Béorzubustan, par Istèrbéguy, comme divisant en cet endroit les deux Souverainetés.

Le territoire dont le pâturage se donne à ferme perpétuelle aux Baigorriens est celui qui circonscrit une ligne qui, partant de Béorzubustan, suivra la chaîne principale des Pyrénées déterminée par les hauteurs d'Hurisburu, Urtiaga, Ahadi, Odia, Iterumburu, Sorogaina, Arcoléta, Bérascoïnzar, Curuchèspila, Bustarcortémendia et

Lindusmunua, pour se diriger de ce dernier point à Béorzubustan, en passant par Istèrbéguy.

Les habitants de Baïgorry acquerront la jouissance exclusive et perpétuelle de ces pâturages moyennant une rente annuelle de huit mille francs, représentant, au cours de dix-neuf réaux par pièce de cinq francs, une somme de trente mille quatre cents réaux de vellon, monnaie espagnole.

Art. 16. Afin de prévenir les doutes qui pourraient s'élever au sujet de l'interprétation de l'article précédent, il est convenu que la jouissance exclusive et perpétuelle de pâturage concédée dans le territoire dont il est question, donnera aux habitants de Baïgorry le droit d'y faire passer leurs troupeaux librement et exempts de tout droit, et de les y établir à demeure et pendant toute l'année, s'ils le veulent. Elle leur donnera aussi le droit d'y faire, conformément aux usages du pays, des cabanes en bois, en planches ou en branchages pour abriter les gardes, les bergers et leurs troupeaux.

Pour construire ces cabanes, et pour les besoins ordinaires de la vie, les gardes assermentés et les pasteurs français auront le droit de couper, dans ce territoire, tout le bois qui leur sera nécessaire; mais sans pouvoir jamais aliéner, échanger ou exporter le bois coupé.

Pour que ces gardes et ces pasteurs ne manquent jamais du bois nécessaire aux usages mentionnés ci-dessus, les vallées propriétaires du territoire dont le pâturage est donné à ferme seront obligées de régler l'exploitation des bois qu'elles y possèdent, en se conformant aux lois espagnoles, et de telle sorte qu'en tout temps ces bois puissent suffire aux besoins ordinaires de la vie des gardes et des pasteurs, et donner aux troupeaux l'abri qui leur est nécessaire pour se garantir du mauvais temps ou du soleil.

Les pasteurs dont il est question seront soumis aux conditions imposées par les lois espagnoles à toute personne ayant affermé des pâturages, c'est-à-dire qu'ils ne pourront jamais dénaturer le sol, en le défrichant, en y faisant des coupes de bois, en y cultivant la terre, ou en y élevant d'autres constructions que celles dont il est parlé ci-dessus.

Les vallées espagnoles propriétaires de ces territoires seront obligées, de leur côté, de ne rien changer à l'état dans lequel ces pâturages se trouvent aujourd'hui, et de ne faire aucun défrichement, aucune culture, ni aucune construction dans le territoire de ces pâturages, ni dans celui des bois.

Pour la surveillance de ces pâturages et des troupeaux français, les habitants de Baïgorry auront le droit de nommer des gardes assermentés qui, de concert avec les gardes espagnols assermentés aussi,

veilleront ensemble et collectivement au maintien de l'ordre et à l'exécution des règlements en vigueur.

Ces gardes seront tenus, en cas de délit ou de contravention aux règlements, de porter leurs plaintes devant l'autorité territoriale.

Art. 17. Il est convenu que les troupeaux de toute espèce, français ou espagnols, qui passeraient d'un pays dans l'autre en vertu des deux faceries que l'article 13 maintient dans toute leur valeur, ou par suite des conventions particulières qui existent aujourd'hui ou qui seraient passées à l'avenir, dans la forme établie par l'article 14, entre les frontaliers des deux pays, ne seront assujettis à aucun droit de douane à leur passage à la frontière.

Les troupeaux de la vallée de Baztan, qui, par suite de l'usage existant en ce moment, traversent les Aldudes françaises pour se rendre dans le Valcarlos, et en revenir, seront également exempts de ces droits.

Ces troupeaux ne pourront, sous aucun prétexte, s'arrêter ni paquer pendant leur passage à travers le territoire français, et procès-verbal sera dressé des infractions qui seraient commises contre les termes de cet article, afin d'en poursuivre la réparation devant les autorités compétentes.

Art. 18. Les Français qui, antérieurement au présent traité, ont bâti des maisons et défriché des terrains dans cette partie des Aldudes dont il est question dans l'article 15, seront reconnus par l'Espagne comme légitimes propriétaires de ces maisons et de ces terrains, et seront soumis, eux et leurs propriétés, à la législation qui régit les Français établis en Espagne.

Réciproquement, les sujets de Sa Majesté Catholique établis dans les Aldudes françaises seront reconnus comme légitimes propriétaires des maisons et terrains qu'ils y possèdent, et traités, eux et leurs propriétés, comme tous les autres Espagnols domiciliés en France.

Art. 19. Les Français et les Espagnols qui se trouvent dans la position déterminée par l'article précédent, devront, dans l'espace de dix-huit mois, à compter du jour où le présent Traité sera mis à exécution, demander leur titre de propriété aux autorités civiles du territoire sur lequel se trouvent ces propriétés; ces titres ne pourront pas leur être refusés, et les propriétaires n'auront à supporter d'autres frais que ceux qui seraient occasionnés par l'expédition matérielle de ces actes.

Ceux de ces propriétaires qui laisseraient passer le délai qui vient d'être fixé sans demander leurs titres seront censés renoncer aux droits que leur donnent les stipulations du présent Traité.

Art. 20. La navigation dans tout le cours de la Bidassoa, depuis Chapitélacoarria jusqu'à son embouchure dans la mer, sera entière-

ment libre pour les sujets des deux pays, et ne pourra, sous le rapport du commerce, être interdite à personne, tout en exigeant cependant la soumission aux règlements en vigueur dans les lieux où les opérations commerciales seront faites.

Art. 21. Les habitants de la rive droite, comme les habitants de la rive gauche, pourront librement passer et naviguer, avec toute sorte d'embarcations à quille ou sans quille, sur la rivière, à son embouchure et dans la rade du Figuier.

Art. 22. Ils pourront également les uns et les autres, et en se servant de toute espèce d'embarcation, pêcher avec des filets ou de toute autre manière, dans la rivière, à son embouchure et dans la rade, mais en se conformant aux règlements qui seront établis, d'un commun accord, et avec l'approbation des autorités supérieures, entre les délégués des municipalités des deux rives, dans le but de prévenir la destruction du poisson dans la rivière et de donner aux frontaliers respectifs des droits identiques et des garanties pour le maintien du bon ordre et de leurs bonnes relations.

Art. 23. Tout barrage quelconque, fixe ou mobile, qui serait de nature à gêner la navigation dans la Bidassoa est interdit dans le cours d'eau principal de la rivière où se trouve la limite des deux pays.

La nasse qui existe aujourd'hui en amont du pont de Béhobie sera enlevée au moment où le présent Traité sera mis à exécution.

Art. 24. Le Gouvernement de S. M. Impériale s'engage à faire remettre à la municipalité de Fontarabie, qui jouit de la nasse dont il est question dans l'article précédent, une somme une fois payée, représentant, à cinq pour cent d'intérêt, le capital du prix moyen qui lui a été payé pendant les dix dernières années pour le fermage de cette nasse. Le paiement de ce capital précédera l'enlèvement du barrage de la nasse prescrit par l'article précédent : cet enlèvement devra avoir lieu immédiatement après le paiement effectué.

Art. 25. Toute embarcation naviguant, passant ou pêchant dans la Bidassoa, demeurera soumise exclusivement à la juridiction du pays auquel elle appartiendra, et ce ne sera que sur les îles et sur le territoire ferme soumis à leur juridiction, que les autorités de chaque État pourront poursuivre les délits de fraude, de contravention aux règlements, ou de toute autre nature que commettraient les habitants de l'autre pays ; mais, pour prévenir les abus et les difficultés qui pourraient résulter de l'application de cette clause, il est convenu que toute embarcation touchant à l'une des rives, y étant amarrée ou s'en trouvant assez rapprochée pour qu'il soit possible d'y entrer directement du rivage, sera considérée comme se trouvant déjà sur le territoire du pays auquel appartient cette rive.

Art. 26. Le pont de Béhobie, sur la Bidassoa, construit, moitié par la France, et moitié par l'Espagne, appartient aux deux Puissances, et chacune d'elles restera chargée de l'entretien de la moitié qui lui appartient.

Il sera placé aux deux extrémités de la ligne où se rejoignent les travaux exécutés, de part et d'autre, un poteau aux armes des deux nations pour indiquer la limite de chacune des Souverainetés.

Art. 27. L'île des Faisans, connue aussi sous le nom d'*Île de la Conférence*, à laquelle se rattachent tant de souvenirs historiques communs aux deux nations, appartiendra par indivis à la France et à l'Espagne.

Les autorités respectives de la frontière s'entendront pour la répression de tout délit qui serait commis sur le sol de cette île.

Les deux Gouvernements prendront, d'un commun accord, toutes les mesures qui leur paraîtront convenables pour préserver cette île de la destruction qui la menace, et pour l'exécution, à frais communs, des travaux qu'ils jugeront utiles à sa conservation et à son embellissement.

Art. 28. Les traités, les conventions et les sentences arbitrales ayant rapport à l'abornement de la frontière comprise entre le sommet d'Añalarra et l'embouchure de la Bidassoa, sont annulés, de fait et de droit, dans tout ce qui est contraire aux clauses stipulées dans les articles précédents, à dater du jour où le présent Traité sera mis à exécution.

Art. 29 et dernier. Le présent Traité sera ratifié, le plus tôt possible, par LL. MM. l'Empereur des Français et la Reine des Espagnes, et les ratifications en seront échangées à Paris, dans le délai d'un mois, ou plus tôt, si faire se peut.

Il sera mis à exécution quinze jours après la clôture des procès-verbaux qui, en vertu de ce qui a été convenu dans l'article 10, constateront la pose des bornes et des signaux de reconnaissance dont l'établissement aura été jugé nécessaire pour déterminer la frontière avec précision, et pour relier ensemble les sommets et les cours d'eau dont le Traité fait mention comme formant les points principaux de la ligne divisoire entre les deux États.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité fait en double à Bayonne, le 2 décembre 1856, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

(L. S.) *Signé* : baron GROS.

(L. S.) *Signé* : général CALLIER.

(L. S.) *Signé* : FRANCISCO M. MARIN.

(L. S.) *Signé* : M. DE MONTEVERDE.

Les ratifications de cet acte ont été échangées à Paris le 12 août 1857. Le décret de promulgation a été reçu le 24 du même mois.

II

Convention additionnelle au Traité de délimitation du 2 décembre 1856, signé à Bayonne le 28 décembre 1858.

S. M. l'Empereur des Français et S. M. la Reine d'Espagne, voulant régler d'une manière définitive l'exécution du Traité de limites conclu à Bayonne, le 2 décembre 1856, entre la France et l'Espagne, ont nommé à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, le sieur *Charles-Victor Lobstein*, ministre plénipotentiaire, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, grand-croix des ordres de l'Étoile polaire de Suède et de Saint-Olaf de Norvège, etc., etc.; et le sieur *Camille-Antoine Callier*, général de brigade, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, chevalier grand-croix de l'ordre royal d'Isabelle-la-Catholique, chevalier de deuxième classe, avec plaque, de l'ordre de l'Aigle-Rouge de Prusse, etc., etc.;

Et S. M. la Reine d'Espagne, *don Francisco-Maria Marin*, chevalier grand-croix des ordres royaux de Charles III et d'Isabelle-la-Catholique, chevalier de l'ordre militaire de Saint-Jean de Jérusalem, grand officier de l'ordre Impérial de la Légion d'honneur, Sénateur du royaume, ministre plénipotentiaire, majordome de semaine de S. M. etc., etc.; et *don Manuel Monteverde y Bethancourt*, maréchal de camp des armées nationales, chevalier grand-croix des ordres royaux de Charles III, de Saint-Herménégilde et d'Isabelle-la-Catholique, deux fois chevalier de l'ordre militaire de Saint-Ferdinand, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, membre de l'Académie royale des sciences de Madrid, etc., etc.;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont dressé les cinq annexes suivantes au susdit traité :

ANNEXE I,

Relative à l'acquittement du fermage stipulé pour le bail perpétuel dans le versant septentrional du Pays-Quint.

Afin de mettre à exécution l'art. 15 du traité de Bayonne du 2 décembre 1856, en ce qui concerne le paiement des huit mille francs, soit

trente mille quatre cents réaux de vellon, que le Gouvernement de l'Empereur s'engage à prendre à sa charge, et que le Trésor français aura à acquitter annuellement, pour prix du bail à ferme perpétuel des herbages et eaux de la partie espagnole du versant septentrional du Pays-Quint en faveur des habitants de la vallée de Baïgorry, les plénipotentiaires des deux États sont convenus que le délégué du Gouvernement Impérial effectuera ce paiement à Bayonne, entre les mains du fondé de pouvoirs des propriétaires du terrain, après l'expiration de chaque année à échoir le 31 décembre, et dans le courant du mois de janvier qui suivra cette échéance.

ANNEXE II,

Relative à la compascuité dans le versant méridional du Pays-Quint.

Conformément à l'accord de leurs Gouvernements respectifs, les plénipotentiaires des deux États sont convenus des bases suivantes pour le règlement de la compascuité dans le versant méridional du Pays-Quint :

Art. 1^{er}. Sous la garantie du Gouvernement de Sa Majesté Catholique, les vallées de Baztan et d'Erro accordent aux troupeaux de la vallée de Baïgorry la compascuité avec ceux des Espagnols dans les terrains communaux et vagues du versant méridional de l'ancien Pays-Quint, moyennant un fermage que le Gouvernement de l'Empereur s'engage à prendre à sa charge et que le Trésor français aura à acquitter annuellement. Ce fermage sera fixé à l'amiable et pour une durée de quinze ans, divisée en trois périodes de cinq ans chacune.

Au commencement de chacune des périodes de cinq ans, les intéressés devront convenir des conditions de la compascuité, sans pouvoir s'écarter des bases établies dans la présente annexe ; et les contrats écrits seront renouvelés avec toutes les formalités prescrites dans le traité de délimitation. Au bout de ces quinze années, l'engagement contracté par les vallées espagnoles et la garantie du Gouvernement de Sa Majesté Catholique cesseront, et par conséquent les vallées respectives seront libres, comme toutes celles de la frontière, de faire les conventions qu'elles jugeraient convenables, conformément à l'article 14 du traité.

Art. 2. Le territoire de la compascuité sera circonscrit par une ligne qui, partant du col de Curuchèspila, sur les confins méridionaux de l'ancien Pays-Quint, suivra, en se dirigeant vers l'ouest, la crête qui passe à Bérascoïnzar, Arcoléta, Sorogaïn, Iterumburu, Odia, Ahaddi, Ernacélaïéta, Urtiaga, le col d'Urtiaga, Ernalégui, Urisburu, et descendre sur les versants méridionaux pour passer par Gorosti, Ségur-récolaréa, Alcachury, Gambaléta, Présagaña, Zotalarréburua, Erroa-

guerri, Lizarchipi, Gorosgaraté, Martingorribarréna, Lasturlarré, Lasturcoituriéta, Larrélucéburua, et revenir à Curuchèspila.

Art. 3. Pour la conclusion du premier contrat et pour ses deux renouvellements successifs, les Baïgorriens devront s'entendre au sujet de chaque terrain avec les propriétaires respectifs ou leurs fondés de pouvoirs, l'une et l'autre partie devant d'ailleurs obtenir l'approbation de l'autorité civile supérieure de son département ou de sa province. Au cas où les intéressés ne pourraient pas s'entendre sur quelque'une des conditions du fermage, la décision à intervenir sera laissée au jugement des mêmes autorités.

Art. 4. En vertu de ces contrats, les troupeaux de Baïgorry, moyennant le prix qui y sera stipulé de tant par tête, continueront à jouir des herbes et des eaux des terrains susmentionnés, de la même manière qu'ils en ont joui gratuitement jusqu'ici, pouvant, par conséquent, demeurer sur le terrain affermé, tant de jour que de nuit, et les pasteurs ayant le droit d'y construire, pour s'abriter, des cabanes en bois, en planches et en branchages, à la façon du pays, et des abris de même sorte pour y enfermer les troupeaux pendant la nuit.

Pour ces usages et pour les besoins ordinaires de la vie, les pasteurs auront le droit de couper, dans les terrains ci-dessus désignés (article 2), tout le bois qui leur sera nécessaire, en se conformant aux lois et règlements espagnols, et ils ne pourront aliéner, échanger ni exporter desdits terrains le bois qu'ils auront coupé.

Art. 5. Sous aucun prétexte il ne sera permis aux fermiers français de construire sur le terrain affermé des bordes en pierres ni aucune espèce d'habitations autres que les cabanes indiquées. Quant aux huit bordes de construction française qui existent aujourd'hui, il sera permis aux Baïgorriens qui les occupent de continuer à en jouir pendant les trois périodes du fermage; mais, à l'expiration des quinze années, les possesseurs français ne pourront alléguer aucun droit de propriété ni d'usage sur elles ou leurs matériaux, qui devront revenir conformément à la loi espagnole, aux propriétaires du terrain, ceux-ci étant libres, si la compascuité continue, par suite de nouveaux contrats passés en vertu de l'article 14 du traité de Bayonne, d'accorder ou non la continuation de la jouissance des huit bordes susmentionnées. Cette disposition s'étend à toutes les cabanes et à tous les abris.

Art. 6. Les troupeaux de Baïgorry, pendant qu'ils jouiront de cette compascuité, seront soumis aux lois et conditions établies pour tous ceux qui sont admis par fermages dans les pâturages du pays, et les pasteurs seront considérés comme des étrangers de passage en Espagne : demeurant interdite, en conséquence, toute pratique qui serait contraire aux droits de souveraineté et de propriété de l'Espagne sur ce territoire.

Conformément à l'article 17 du traité, les troupeaux et les pasteurs français qui se rendront dans le Quint méridional pour jouir des pâturages qui leur seront affermés n'auront à acquitter aucun droit de douane à leur passage à la frontière.

Art. 7. Demeurent abolies toutes conventions relatives à la jouissance des pâturages du territoire ci-dessus désigné, dans tout ce qui serait contraire aux bases arrêtées dans les articles précédents, à dater du 1^{er} janvier 1859.

ANNEXE III,

Relative aux deux faceries perpétuelles maintenues par le Traité.

Pour prévenir les doutes qui pourraient s'élever dans l'application de l'article 13 du traité de limites du 2 décembre 1856, concernant les deux faceries perpétuelles qu'il maintient dans leur intégrité, et afin de constater d'une manière claire et précise les conditions qui règlent l'usage de l'une et de l'autre conformément aux sentences de 1556 et de 1375, sans reproduire le texte étendu des actes mêmes, les plénipotentiaires des deux États sont convenus de résumer et de consigner dans la présente annexe les droits et obligations de chacune des parties dans la jouissance des deux faceries susmentionnées.

Entre Cize et Aëzcoa.

ARTICLE UNIQUE. En vertu de la compascuité établie sur toute l'étendue de la frontière qui, depuis Iriburiéta jusqu'au confluent de l'Urgatsaguy et de l'Egurguy, sépare la vallée française de Cize et de Saint-Jean-Pied-de-Port de la vallée espagnole d'Aëzcoa, les troupeaux de gros et de menu bétail, sans distinction d'espèce, appartenant à chacune des deux vallées, pourront entrer pour paître et s'abreuver librement sur le territoire de l'autre, y demeurant seulement le jour, de soleil à soleil, et rentrant sur leur propre territoire pour y passer la nuit.

Entre Baretous et Roncal.

Art. 1^{er}. A partir du 10 juillet de chaque année, les troupeaux de toute espèce de la vallée de Baretous auront le droit de jouir librement, pendant vingt-huit jours de suite, des herbes et des eaux des territoires d'Ernaz et de Léja, connus sous le nom de *port d'Arlas*, à condition de ne pouvoir parquer ni gîter dans lesdits territoires, étant tenus, au contraire, de rentrer, pour passer la nuit, dans leurs propres limites. Cet espace de temps écoulé, et dès le jour suivant, les troupeaux de Roncal auront le droit de jouir librement desdits pâturages jusqu'au 25 décembre, de la même façon que ceux de Baretous,

c'est-à-dire de soleil à soleil, et à la charge de se retirer chaque soir sur leur propre territoire pour y aller parquer et gâter la nuit.

Ni les uns ni les autres troupeaux ne pourront pénétrer, sous aucun prétexte, sur le terrain de la facerie en dehors des époques qui leur sont respectivement assignées. Les pasteurs des deux vallées auront néanmoins la faculté d'aller en tout temps prendre de l'eau aux fontaines et aux sources pour les usages ordinaires de la vie.

Art. 2. Pour veiller à l'accomplissement des conditions de cette facerie, chacune des deux parties intéressées nommera des gardes qui seront seuls investis du droit de faire des saisies en cas de contravention. Ces gardes prêteront serment devant leurs autorités respectives, et foi entière devra être ajoutée, jusqu'à preuve contraire, à toutes leurs déclarations, en ce qui concerne l'exercice de leurs fonctions.

Les gardes français, afin d'être admis à déposer comme tels devant l'alcade d'Isaba, sous la juridiction duquel se trouve placé le territoire de la facerie, auront également à prêter serment, lors de leur nomination, entre les mains de ce même alcade.

Art. 3. Les municipalités intéressées pourront, d'un commun accord, maintenir les peines établies anciennement contre les infracteurs, ou les modifier de la façon qu'elles jugeront convenables.

Art. 4. Tous les ans, le 13 juillet, les maires et alcades des communes qui ont part à la facerie se réuniront près de la borne de Béarn, ou pierre de Saint-Martin, pour traiter de tout ce qui concerne ladite facerie, et procéder à la perception des amendes encourues par les infracteurs.

Art. 5. Le même jour et dans les mêmes lieux, les habitants de Baretons sont tenus, conformément à un antique usage, de remettre aux représentants de la vallée de Roncal trois génisses sans défaut, de deux ans chacune.

ANNEXE IV.

Règlement pour la suite des bestiaux.

Afin de prévenir les discussions et les désordres auxquels donne lieu, depuis longtemps, sur la frontière, le manque d'entente en ce qui concerne la saisie des bestiaux, et pour suppléer, s'il y a lieu, à l'absence de toute disposition relative au mode de procéder, dans le cas où des troupeaux s'introduisent illicitement sur un territoire étranger, les plénipotentiaires des deux États sont convenus d'établir les règles suivantes :

Art. 1^{er}. Indépendamment de la force publique, les gardes assermentés pourront seuls opérer la saisie des bestiaux qui, sortant de l'un des deux pays ou des territoires de facerie, entreront indûment

dans les pâturages de l'autre, ou resteront de nuit dans ceux de facerie, contrairement aux conventions.

Art. 2. Le choix de ces gardes se fera dans chaque vallée ou village, suivant les coutumes respectives, et toutes les fois qu'une nomination pareille aura eu lieu, le maire ou l'alcade du district en fera part aux municipalités frontalières de la nation voisine, afin que les personnes qui auront été choisies soient reconnues dans l'exercice de leurs fonctions. Ces gardes devront porter une marque de leur emploi.

Art. 3. L'affirmation, sous serment, des gardes fera foi, devant leurs autorités respectives, jusqu'à preuve contraire.

Art. 4. Les propriétaires des troupeaux pris en contravention seront soumis aux peines établies ou à établir, d'un commun accord, par les municipalités frontalières.

Dans le cas où il n'existerait pas de convention, les infracteurs payeront un réal par tête de menu bétail, et dix réaux par tête de gros bétail, sans que, ni pour l'une ni pour l'autre espèce, il soit tenu compte des petits qui suivent leur mère.

Si l'infraction avait lieu de nuit, la peine serait double, à moins que ce ne fût dans un territoire de facerie et à l'époque où il est permis d'en jouir de jour, auquel cas l'amende sera simple.

Art. 5. Dans chaque troupeau introduit indûment sur des pâturages étrangers, il sera pris une tête de bétail sur dix, quelle qu'en soit l'espèce, pour répondre de l'amende et des frais.

Art. 6. Les animaux saisis seront amenés par les gardes au village le plus proche de la vallée sur le territoire de laquelle aura été opérée la saisie, et le maire ou l'alcade de ce village en fera part sans délai à celui de la résidence du maître du troupeau, dans un rapport où il rendra compte des circonstances de la saisie et du nom du pasteur ou du propriétaire du troupeau, afin que ce dernier, dûment averti, se présente en personne ou par fondé de pouvoirs, dans les dix jours qui suivront la saisie.

Art. 7. Si l'infraction est dûment prouvée, le maître du troupeau devra payer, en sus de l'amende établie à l'article 4, les frais occasionnés par la nourriture et la garde des animaux pendant leur détention, ainsi que par les messagers et avis qu'aura nécessités la poursuite.

Les frais de nourriture et de garde seront, pour chaque jour de détention, d'un réal de vellon par tête de menu bétail, et de cinq réaux par tête de gros bétail. Il sera alloué aux messagers qui porteront les communications des autorités locales deux réaux par heure de marche, tant à l'aller qu'au retour.

S'il y avait lieu d'accorder une rémunération pécuniaire au garde

qui aura fait la saisie, elle sera prélevée sur le produit de l'amende, sans rien exiger de plus des transgresseurs.

Art. 8. Si le maître du troupeau ne comparait pas avant l'expiration du terme de dix jours, l'autorité procédera, dès le jour suivant, à la vente aux enchères des animaux saisis, afin d'acquitter avec le produit les amendes et les frais. L'excédant, s'il y en a, restera à la disposition du propriétaire pendant un an, et sera, s'il ne le réclame pas dans ce délai, affecté à la charité publique dans le district municipal où la vente aura été effectuée.

Art. 9. Si la saisie a eu lieu indûment, les animaux détenus seront rendus au propriétaire, et au cas où il en manquerait quelqu'un, perdu ou mort par suite de mauvais traitements ou de négligence, la valeur en sera restituée. Le garde qui aura fait indûment une saisie sera tenu de ramener à leurs troupeaux les animaux détenus, et de payer les frais de nourriture et de surveillance qu'ils auront occasionnés.

Art. 10. Les dispositions précédentes ne dérogent à aucune des conventions qui pourraient exister à ce sujet entre les municipalités frontalières, et ne s'opposent pas à la conclusion de nouveaux contrats qui modifieraient les stipulations de la présente annexe; mais il est entendu que, dans tous les cas, les saisies ne pourront être faites que par des gardes assermentés, et que, conformément à l'article 14 du Traité, tout nouvel accord devra être limité à un temps déterminé, qui ne pourra dépasser cinq ans, et qu'il devra être soumis préalablement à l'approbation des autorités civiles supérieures du département et de la province respectifs.

ANNEXE V.

Procès-verbal d'abornement.

Afin de mettre à exécution les prescriptions de l'article 10 du traité de limites du 2 décembre 1856, les plénipotentiaires de France et d'Espagne, assistés, d'une part, des sieurs *Jean-Baptiste-Valentin Hutin*, capitaine d'état-major, chevalier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, et *Pierre-Gustave* baron *Hulot*, capitaine d'état-major; et, d'autre part, de *don Angel Alvarez*, lieutenant-colonel de cavalerie, commandant d'état-major, commandeur de l'ordre royal de Charles III, et de *don Pedro Estevan*, colonel gradué, commandant de cavalerie, capitaine d'état-major, chevalier de l'ordre royal de Saint-Ferdinand, commandeur des ordres de Charles III et d'Isabelle-la-Catholique, après une reconnaissance détaillée du terrain, et en tenant compte, autant que possible, des intérêts quelquefois opposés des frontaliers, ont procédé à la détermination circonstanciée et à l'abornement de la ligne divisoire définitive, entre le département des Basses-Pyrénées

et la province de Navarre, cette dernière opération ayant eu lieu en présence des délégués des communes françaises et espagnoles intéressées; et afin que les dispositions arrêtées relativement à la limite internationale et à certaines conditions particulières imposées à quelques localités soient officiellement constatées et acquièrent la même valeur que le traité principal, conformément à la teneur de l'article précité, il a été convenu qu'elles seraient consignées dans la présente annexe, qui tiendra lieu de procès-verbal d'abornement.

Borne n° 1. Est placée sur un rocher nommé Chapitelaco-Arria, à trois cents mètres en aval du pont d'Enderlaza et sur la rive droite de la Bidassoa, à l'endroit où finit la pente du chaînon qui prolonge le massif de montagnes qui sépare le bassin de cette rivière de celui de la Nivelle.

Les signaux de démarcation consistent en bornes et en croix gravées dans le roc; les unes et les autres sont marquées de leur numéro d'ordre, à l'exception de quelques croix. Chaque numéro est inscrit en tête de l'article qui désigne la situation du repère correspondant; il est dit quand c'est une croix et si elle n'a pas de numéro.

2. Dans un endroit nommé Alcandia, à cinq cent trente-quatre mètres de la borne précédente, et à deux mètres d'une croix sans numéro. Entre ces deux bornes, la ligne divisoire gravit la pente de la montagne.

3. Sur la crête du chemin du chaînon et à deux cent cinq mètres du numéro antérieur, dans un lieu nommé Alcozpé.

4. A Alcozpéco-Saroya, à deux cent soixante-dix-sept mètres de la troisième, comptés sur la crête.

5. A cent quatre-vingt-neuf mètres, sur la même crête, au petit col d'Alcozpé ou Alcozpéco-lépoa.

6. A Aranoco-arria, à trois cent cinquante-trois mètres.

7. A quatre cent quatre-vingt-dix-sept mètres, au lieu nommé Miaméaca, à cinq mètres quatre-vingt-cinq centimètres d'une croix sans numéro.

8. A deux cent quatre-vingt-sept mètres à l'endroit nommé Cigor-raco-arria, ou Cigor-raco-arri-gaïna.

9. Au lieu connu sous le nom de Faringaïna, à cinq cent soixante-dix-neuf mètres.

A partir de ce point, la ligne internationale se confond avec celle qui partage les bassins de la Bidassao et de la Nivelle.

10. A trois cent six mètres de l'antérieure, sur la montagne de Faringaïna.

La ligne divisoire descend ensuite de Faringaïna, et passe entre deux rochers nommés Mandoléco-arria.

11. Au lieu appelé Mandoléco-béhéréco-soroa, à cinq cent dix-sept mètres de la dixième.

12. A six cent quatre-vingt-seize mètres, à Ibardinco-lépoa, ou col d'Ibardin.

13. A deux cent cinquante-quatre mètres plus loin, à Ibardinco-lépoa, au pied de la montagne Ameztéguico-égua.

14. A quatre cent dix mètres, à l'endroit nommé Guardiaco-échola.

La ligne de partage des eaux des deux rivières mentionnées ci-dessus change de direction, formant un arc convexe du côté du sud, et la frontière l'abandonne pour suivre, à l'est, la crête d'Erenzazou jusqu'à la borne n° 17.

15. A Erenzazouco-gaïna, à deux cent quinze mètres de la dernière.

16. A Erenzazouco-lépoa, ou col d'Erenzazou, à cent cinquante-quatre mètres.

17. A cent trente-huit mètres, à Erenzazouco-gaïna.

A quatorze mètres plus loin, la ligne divisoire passe par le rocher d'Erenzazouco-azpico-arria, ou Arinalo, signalé par une croix sans numéro, laissant en Espagne le sommet de la montagne; elle abandonne alors la crête d'Erenzazou et descend la montagne de Zoubico-malda.

18. Au pied de la montagne de Zoubico-Malda, à l'endroit appelé Mougaco-zoubico-malda, sur la rive gauche du ruisseau d'Izola, et à six cent soixante-trois mètres de la borne n° 17.

19. A dix mètres et sur la rive opposée.

La frontière continue dans la direction de l'est, et gravit la pente des hauteurs qui sont en face.

20. Au lieu nommé Mildostéguico-malda, à deux cent cinq mètres de la précédente.

La ligne internationale continue par la crête de Mildostéguico-malda, par les rochers appelés Ladron-arria et par Erdig-mouga.

21. A cinq cent quatre-vingt-dix mètres de l'antérieure, à Gaïnécou-mouga.

La ligne passe ensuite par la crête de Gaïneco-mougaco-arria, Souguicéagaco-arria, Souguicéagaco-lépoa, Larrounchipico-soroa, et par celle de Larrounchipi et Méatcéco-gaïna.

22. A mille quatre cent soixante-quinze mètres de l'antérieure à Méatcéco-lépoa.

A partir du sommet de la montagne Zizcuiza, la ligne reprend les crêtes qui séparent les bassins de la Bidassoa et de la Nivelle.

23. A Zizcuizaco-lépoa, à deux cent quatre-vingt-treize mètres de la vingt-deuxième.

24. A trois cent douze mètres à Gaztélou-Chourico-malda, et à sei-

xante-huit mètres avant d'arriver au pied des rochers de Larroun, au sommet desquels se trouve un ermitage ruiné que la ligne frontière traverse par le milieu. Les difficultés du terrain du côté occidental ne permettent pas de mesurer la distance entre cet ermitage et la borne antérieure.

25. Au point connu sous le nom de Mougarrri-lucé, à trois cent quatre-vingt-dix-huit mètres de l'ermitage.

26. A cent quatre-vingt-cinq mètres, dans l'endroit appelé Pillo-talécouco-gaïna.

27. Sur la rive droite du ruisseau Ourquillaco-itourria, ou source d'Ourquilla, un peu au-dessous de la source, à trois cents mètres de la dernière borne.

La ligne divisoire quitte les crêtes et suit le ruisseau.

28. A Ourquillaco-erréca-ondoa et sur la rive droite du ruisseau, à cent dix-sept mètres de la précédente.

La frontière reprend la ligne des versants jusqu'à la borne n° 35, et tourne avec elle brusquement vers le sud.

29. A six cent douze mètres, dans l'endroit nommé par les Français Faguéco-célaya, et par les Espagnols Fagaco-larria.

30. A quatre cents mètres, au lieu connu sous le nom de Mouguillondo.

A soixante-quatre mètres au delà, on arrive aux rochers dénommés Mouguillondoco-arria ou Malcouétaco-arria.

31. Dans un endroit que les Français appellent Goméndiaco-gaïna, et les Espagnols, Condendiagaco-gaïna, à trois cent vingt-deux mètres de la trentième borne.

32. Au petit col de Goméndiaco-lépoa, ou Condendiogaco-lépoa, à deux cent cinq mètres.

33. A deux cent cinquante-quatre mètres, au sommet de Caprioco-égua.

34. Sur la crête du même nom, à quatre cent dix-neuf mètres plus en avant.

35. A quatre cent onze mètres, dans l'endroit nommé Lizouniaga et Lizouniaco-gaïna.

La frontière quitte en ce point la ligne des versants pour descendre dans la direction sud-sud-est ; elle coupe le cours d'eau qui vient de la source de Lizouniagaco-Itourria.

36. Près de trois pierres en forme de table qui se trouvent sur le chemin de Sare à Vera, au point nommé Lizouniagaco-mayarriac, ou Lizouniaco-mougarrriac, à deux cent soixante-dix-sept mètres de la précédente.

37. Dans un endroit appelé Eguimiarra, à peu près au sud-sud-est et à deux cent treize mètres de la borne antérieure.

38. A trois cent quarante et un mètres dans la même direction, sur le chemin de Sare à Lesaca, au lieu nommé Lésacabidé.

39. A huit cent trente-huit mètres, dans la même direction, au point nommé Irourmouga dans le parage de Labéagaco-gaïna.

40. Dans l'endroit nommé Ibantalico-gaïna, à cent soixante-six mètres à l'est et un peu au delà de la crête.

41. Sur la pente de la même montagne Ibantalico-gaïna, à deux cent vingt-quatre mètres au sud de la borne antérieure.

42. A Archabaléco-gaïna, à cent quatre-vingt-quinze mètres au sud, après avoir traversé un petit ruisseau.

43. A deux cent quatre-vingt-onze mètres, dans un lieu appelé Otsalizar, sur la ligne des versants que la frontière reprend ici pour la suivre jusqu'à la borne n° 53.

44. A Lizarirétaco-bouroua, sur un sentier, à trois cent quarante-neuf mètres au sud-sud-est de la borne précédente.

45. A quatre cent huit mètres, dans un endroit que les uns nomment Idoétaco-gaïna et d'autres Bélatéco-ez-carra.

46. A cinq cent trente-six mètres, au lieu nommé Ousotégua, ou les Palomières d'Echalar.

47. A cent soixante-dix mètres, à l'endroit connu sous le nom de Castaguarrico-Gaïna, ou Gastain-lépoco-ézcarrà.

48. A trois cent soixante et un mètres, au lieu nommé par les Français Domicouco-Bizcarra, et par les Espagnols, Lacain-gaïna ou Barraco-ézcarrà.

A partir de ce point, la frontière se dirige vers l'est avec la ligne des crêtes.

49. A quatre cent quatre-vingt-treize mètres, dans un lieu que les uns appellent Domicouco-égua et d'autres Navalasco-gaïna.

50. A trois cent huit mètres, à Navalasco-lépoa, ou petit-col de Navalas.

51. A cinq cent onze mètres, à Igouzquiétaco-gaïna.

52. Dans l'endroit appelé par les Français Otsabia, et par les Espagnols, Bagacélayéta, à trois cent quatre-vingt-seize mètres.

53. A deux cent quarante-quatre mètres, et à douze avant d'arriver au ruisseau Otsabiaco-Erréca ou Otsobico-Erréca.

En ce point, la frontière abandonne définitivement la ligne de partage des bassins de la Bidassoa et de la Nivelle, et va par le ruisseau d'Otsabi jusqu'à sa jonction avec l'Agnatarbéco-Erréca.

54. Au confluent des deux ruisseaux, sur la rive droite et à cinq cent soixante-treize mètres de la borne antérieure, comptés le long du ruisseau.

La frontière remonte ensuite le ruisseau d'Agnatarbé par le bras le plus oriental et jusqu'à son origine.

55. A cette origine, et dans le lieu nommé Bizcaïloucéco-Mougarria, à six cent soixante-dix-sept mètres.

56. A quatre-vingt-huit mètres, à l'endroit appelé Bizcaïloucéco-éguia, et plus communément Iourmouga, à côté d'une ancienne borne triangulaire qui porte un E sur la face qui regarde Échalar, un B sur celle du côté de Baztan, et une S sur celle tournée vers Sare : la date 1767 est gravée sous le B, et celle de 1645 sous l'E.

57. A trois cent quatre-vingt-six mètres, sur la pente de la montagne d'Agnatarbé.

La ligne frontière s'élève ensuite jusqu'au grand rocher d'Archouria, sur le sommet duquel il y a une croix gravée sans numéro. On compte trois cent quarante-cinq mètres de la borne n° 57 au pied du rocher dont la partie sud est inaccessible, ce qui a empêché de mesurer la distance jusqu'au sommet.

58. A quatre cent vingt et un mètres de la croix, dans un lieu nommé Archouria ou Léouza, après avoir descendu le versant nord de l'autre côté du rocher Archouria.

59. A mille dix mètres, sur la rive gauche du ruisseau Sorogorricorréca.

La ligne divisoire suit au delà le cours du ruisseau Sorogorri jusqu'à sa jonction avec l'Arotzarénaco-borda-péco-erréca, et continue avec ce dernier jusqu'à la borne suivante.

60. A l'endroit appelé Pagadico-soroa, comptant mille cinq cent soixante mètres de la borne précédente, sur le ruisseau Sorogorri, et mille deux cent soixante-quatre sur celui d'Arotz-arénacoborda.

En ce point, la frontière abandonne le ruisseau et se dirige vers l'est-nord-est.

61. Dans le même parage de Pagadi à Chalda-marréco-borda, à côté du chemin de Sare à Zugarramurdi, à quatre cent quatre-vingt-huit mètres de la dernière borne.

62. A quatre cent quatre-vingt-huit mètres, et à Pagadico-égala.

63. Dans un lieu nommé par les Français Garatéco-gouroutziac, et par les Espagnols, Saraco-irourcouroutcéta, à la jonction de deux chemins qui vont à Sare, l'un venant d'Urdax et l'autre de Zugarramurdi, à quatre cent quarante-sept mètres de la borne antérieure, et à cinquante mètres avant d'arriver aux trois croix de Sare.

64. A sept cent douze mètres sur le sommet d'Olazourco-éguia.

65. A quatre cent quatre-vingt-quinze mètres au nord-est, à Olazourco-bizcarra ou côte d'Olazou.

66. A deux cent vingt-six mètres au sud-est et à huit mètres avant d'arriver au ruisseau, au Lazourco-erréca.

67. A trois cent seize mètres, à Larré-azpilétaco-gaïna.

68. A trois cent soixante et onze mètres au parage de Lapoursa-roïco-sagardi-ondoa.

69. A trois cent dix mètres au lieu nommé Lapoursaroïco-estracamoutourra.

70. A Masacoléta-co-erréca, au point de réunion des deux ruisseaux, à la gauche du ruisseau principal nommé Mounougainaco-erréca, et près d'une ancienne borne portant les initiales B. S. U. de Baztan, Saint-Pée et Urdax, à cinq cent quatre-vingt-un mètres de la borne antérieure.

71. A trois cent quarante-deux mètres au lieu nommé Arratéguico-mouga et Arratébourouco-mounoua.

72. A trois cent dix-huit mètres, au point où le ruisseau Oaldizoun ou Olavidéa, qui vient d'Urdax, reçoit sur sa droite le cours d'eau que les Français appellent Lapitzoury, et les Espagnols, Rio-Nivelle, Rio-de-la-Plata et Rio-de-Landibar.

La ligne frontière suit le ruisseau de Lapitzoury, sur lequel se trouve, à environ cinquante mètres de la borne, le pont de Dancharinéa ou Danchariénia, que traverse la grande route de Bayonne à Pampelune. Sur chacun des parapets il y a une pierre sur laquelle est marquée la limite des deux pays avec les initiales F. E, indiquant d'un côté la France et de l'autre l'Espagne; la frontière continue à remonter le cours du Lapitzoury jusqu'au point où se réunissent les ruisseaux Barrétaco-erréca et Aizaguerrico-erréca, et suit au delà le cours de ce dernier jusqu'à son origine.

73. Au lieu nommé Lapitzoury, à deux mille cent huit mètres de la précédente, et à quarante-neuf mètres du confluent susmentionné.

74. A neuf cent trente-huit mètres de l'antérieure et à vingt et un mètres au delà du point où l'Aizaguerri reçoit par sa rive droite le ruisseau connu sous les deux noms de Péruertéguico-bordas-piaco-erréca et d'Iraco-erréca.

75. A quatre mille cent soixante-quinze mètres, à Itsingo-erréca-bouroua à la montée du col de Gorospil et à trente-neuf mètres au-dessus de l'origine du Aizaguerrico-erréca.

76. A cent huit mètres, à Gorospilco-lépoa, ou col de Gorospil, également nommé Gorospilco-mougacoa, parce qu'à deux mètres de cette borne il y en a une ancienne, en forme de large table, portant les lettres Ez et I gravées du côté de la France et B B du côté de l'Espagne, initiales de Ezpélette, Itsatsou et Baztan.

77. A six cent quatre-vingt-quatorze mètres, dans la direction est-sud-est au parage de Saboucadoïco-lépoa ou Saboucadoïco-mounoua.

78. A Quizcaïlzouco-lépoa ou Irousquiéguico-lépoa, à neuf cent cinquante-deux mètres à l'est, la ligne formant un angle peu appréciable à Quizcaïlzou, à huit cent vingt-neuf mètres de la borne n° 77.

79. A six cent trente-quatre mètres, au sommet de Irousquiégui-cascoa ou Irousquiégui-gaïna.

80. Au petit col de Méatcéco-Lépoa, sur un sentier, à quatre cent cinquante-cinq mètres.

81. Dans un parage nommé Arsaco-soro-bouroua ou Mendichipi, au milieu d'un espace compris entre cinq pierres, et à trois cent quatre-vingts mètres de la borne n° 80.

82. A deux cent soixante-dix mètres, dans un endroit appelé Arsateïco-Sorobourouco-lépoa ou Chochacoeya, sur la crête d'un contre-fort.

83. A Arsateïco-lépoa ou Ousatégui-méacéco-lépoa, à la croisée de deux sentiers, à cinq cents mètres sur la même crête.

84. A cinq cents mètres, en suivant les mêmes cimes à Ezpalzaco-lépoa, à la jonction de deux sentiers, et cinquante-cinq mètres avant d'arriver à l'origine du ruisseau Arroucéco-erréca.

Le cours d'Arroucé, depuis sa source jusqu'à son confluent avec l'Ourbacouya, forme la séparation des deux États.

85. A la gauche du confluent de ces deux cours d'eau on n'a pas pu mesurer la longueur de l'Arroucé, parce qu'il est inaccessible.

La frontière continue à suivre la même direction pendant l'espace de cent cinquante mètres vers l'est-sud-est : mais en ce point elle se dirige au sud-sud-est vers la borne n° 86, laissant complètement en France les propriétés closes de murs, dépendant des bordes de Basa-sagarré et de Truchilen.

86. A Truchilen-borda-aldéa, le signal consiste en une croix, à six cent quarante-quatre mètres de la borne précédente, savoir : cent cinquante dans la direction est-sud-est, et quatre cent quatre-vingt-quatorze dans celle sud-sud-est.

87. A Labantorel-borda-aldéa, en face de l'entrée de la borde, et à trois cent dix-huit mètres du dernier signal.

88. A Miguéren-borda ou Micaou-borda, il y a pour repère une croix sur un rocher voisin de la borde; la distance n'a pu être mesurée, le terrain étant impraticable.

89. Au sud-sud-est, à Larrété, à deux mètres plus loin qu'un rocher signalé par une croix sans numéro, la distance n'a pu être mesurée.

90. Au petit col d'Iparla ou Iparlo, le terrain n'a pas permis de mesurer la distance.

A partir de ce col, la ligne des crêtes qui sépare la vallée de Baïgorry de celle de Baztan marque la frontière internationale, à deux exceptions près dont il sera fait mention, ainsi que du point où la frontière abandonne tout à fait ces hauteurs; la portion comprise entre le petit col d'Iparla et celui d'Ispégui est si bien déterminée par

la nature, qu'on a cru inutile d'y placer des signaux de démarcation.

91. Au col d'Ispégui, sur le chemin de Baïgorry à Baztan, et à huit mille quarante-deux mètres du petit col d'Iparla.

92. A deux cent cinquante-quatre mètres, à Quinto-éguico-bizcarra.

93. A cent soixante-quinze mètres, entre deux rochers au pied de celui nommé Quinto-éguico-arria.

94. A quatre-vingts mètres de ce dernier rocher, sur le sommet Ousacharrétaco-larrégaïna, au pied du rocher le plus élevé.

95. A quatre cent dix mètres, à Odolatéco-lépoa, à l'entrée d'un bois.

96. Dans un lieu nommé Odolatéco-atéca et à trois cent quatre-vingt-dix mètres de la borne précédente, repère consiste en une croix.

97. A soixante mètres, au parage de Pagobacarréco-bizcarra, près de rochers qui forment un saillant vers le col d'Odolaté.

98. A Nécaïzco-lépoa, à trois cent cinq mètres.

99. A trois cent douze mètres, à Dorragaraïco-borda-bouroua.

En traçant la frontière rigoureusement par les crêtes et passant par le sommet de Elorriétaco-mendi, il en résulterait des difficultés pour le passage des troupeaux de Baïgorry; il a donc été convenu qu'elle irait en ligne droite de la borne n° 99 à la borne n° 100, abandonnant à Baïgorry le terrain compris entre cette ligne droite et la crête de la montagne Elorriéta.

100. Sur le versant de Elorriétaco-mendi, à deux cent quatre-vingt-trois mètres de la borne antérieure et sur la crête par laquelle la frontière continue de nouveau.

101. A cent soixante-dix mètres, dans le même parage, à Elorriéta.

102. A deux cent trente-quatre mètres, à Elorriatéco-lépoa et à dix mètres de la naissance du ruisseau Elorriétaco-Lépoco-erréca.

103. A cent quatre-vingt-dix mètres, à Arrigorri-boustana, le signal est une croix.

La frontière continue par les crêtes, passant par Arrigorrico-gaïna jusqu'à Arrigorrico-lépoa; mais, à partir de ce col, elle va par le chemin qui est au-dessous du pic de Aouza jusqu'au petit col de Elgaïza ou Lézéta, abandonnant à Baztan le terrain compris entre le chemin qui est nécessaire au passage des troupeaux espagnols, par une compensation équitable du tracé adopté entre les bornes n°s 99 et 100.

Après le col d'Elgaïza, la ligne divisoire suit par les crêtes de Zacaneco-Argaïna et autres qui séparent les Aldudes du Baztan.

104. A mille sept cent seize mètres du n° 103, à Zacanaco-argaïna, ou Elgaïza; le repère est une croix.

105. Croix sur le sommet d'Istauz, à trois cent quatre-vingt-dix mètres.

106. A cent soixante-quatorze mètres, à Istauzco-mendico-gaïna.

107. A cent quarante-cinq mètres, à Istauzco-mendico-peta.

108. A deux cent quarante-cinq mètres, à Istauzco-maldaco-lépo-colarréa.

109. A deux cent trente mètres, à Ourdandégui-étaco-éguia.

110. A deux cent quinze mètres, à Ourdandégui-étaco-bizcarra, sur le chemin de Zaldégui, à l'entrée d'un bois.

111. A cent quatre-vingt-cinq mètres, à Dorraïngo-éguia.

112. Au col de Dorraïngo ou Dorraïngo-azpicoa, ou Abracouco-célaya, à mille trente-deux mètres.

113. A cinq cent soixante et un mètres, à Mougnoz-gaïna.

114. A trois cent vingt-deux mètres, à Ourrizcaco-lépoa, ou Pagaraldico-lépoa.

115. Au sommet de la montagne Ourrizcaco-gaïna, dans la clairière d'un bois. Il y a de la borne n° 114 à l'entrée du bois cent quatre-vingt-quinze mètres ; les arbres ont empêché de mesurer le reste de la distance.

116. Croix à cent quatre-vingt-dix mètres de la borne précédente, sur la même montagne Ourrizca.

117. A onze cent cinquante mètres, au col de Berderiz (Berderizco-lépoa).

118. A trois cent soixante-dix mètres, à Élocadico-éguia, point où la frontière fait un angle dont le sommet est du côté de Baztan.

119. A quatre cent quatre-vingt-six mètres, sur la même hauteur de Elocadi, à l'endroit où la crête se dirige au sud et forme un angle saillant du côté des Aldudes.

120. A cent soixante-sept mètres, à Élocadico-lépoa, le signal est une croix.

121. A quatre cent dix mètres, à Zarguindégui-co-mendia.

122. A quatre cent soixante-cinq mètres, sur la même montagne de Zaguindégui.

122 bis. A cent quatre-vingt-dix mètres, au sommet de Laztéguico-gaïna.

123. A cinq cent soixante-quinze mètres, à Béladounco-archouria ; le signal consiste en une croix.

124. Croix à quatre cent soixante-neuf mètres, à Eyarcéco-mounoua.

125. A Eyarcéco-lépoa, à deux cent quinze mètres.

126. A cinq cent quatre-vingt-neuf mètres, dans un territoire nommé Béorzou-Arguibel, à six mètres à l'est du rocher d'Arguibel.

127. Dans le même territoire de Béorzou-Arguibel, à trois cent quatre-vingt-dix mètres.

128. A trois cent trente-cinq mètres, dans le parcours connu sous le nom de Béorzou-boustan.

129. Dans le même parcours, à trois cent quatre-vingt-dix mètres plus en avant.

130. A l'extrémité de Béorzou-boustan, et au petit sommet appelé Arrilucé ou Arluché, à deux cent soixante mètres.

La frontière laisse alors les crêtes et se dirige en ligne droite vers Isterbégui-mounoua.

131. A l'entrée d'un petit bois, nommé Arluchéco-dartéa, à trois cent quarante-cinq mètres de la borne précédente.

132. A quatre cent quatre-vingt-dix mètres, et à deux cent cinquante après avoir passé le ruisseau Sagastéguico-erréca. La borne est à droite du chemin qui passe en cet endroit.

133. A Autringo-larréa, sur l'escarpement d'un rocher et sur une carrière à trois cent soixante mètres.

134. A quatre cent trente mètres sur le versant occidental de la montagne de Abracouco, à la droite d'un chemin qui passe dans ce lieu.

135. Sur l'arête culminante de la croupe de la montagne d'Abracouco, à quatre cent vingt mètres.

136. A la descente de la montagne Abracouco, sur le côté occidental du chemin qui passe au lieu nommé Abracouco-céarra, à deux cent vingt mètres.

137. A trois cent quarante mètres, sur un sentier, et à quarante au sud de la source Saroïco-louisénia.

138. A trois cent trente mètres, sur le chemin de Garchabal.

139. A trois cent quarante mètres, et à huit au sud du Saliésen-borda, ou borde de Saliés, sur le côté est du chemin.

140. A deux cent quarante mètres, à la droite du ruisseau Sabiondo, qui vient de Légarchilo et passe au pied de la montagne d'Isterbégui.

141. Au sommet d'Isterbégui-mounoua, à huit cent cinquante mètres.

Ici la frontière change de direction et va en ligne droite à Lindous-mounoua.

142. Sur le versant oriental d'Isterbégui, où se rencontre le chemin de Silvéti qui passe par Eznécélayéta, à cinq cents mètres du numéro 141.

143. A quatre cent trente mètres, sur le torrent Imilistéguico-erréca.

144. A six cents mètres, sur une petite crête d'Imilistoy-gaïna.

145. A cinq cent soixante mètres, sur l'arête inclinée d'Oourrisbarendo-éguia, il y a une roche au niveau du sol signalée par une croix.

146. A cinq cent vingt mètres, à Oxapoustéguico-égua, ou Ochapoustéguico-bizcarra.

147. A quatre cent quatre-vingts mètres, sur la face verticale et méridionale d'un rocher, à cent mètres à l'est du ravin Béordéguico-erréca, ou Présaco-erréca; il y a une croix.

148. A trois cents mètres, à Béordéguico-lépoa, et à dix mètres à l'est du chemin qui va des Aldudes au val d'Erro.

149. Sur le chemin appelé Lécétaco-bidia, à huit cent quarante mètres de la borne précédente et à deux cents mètres au delà du ravin Biourréta-boustanco-erréca.

150. A trois cent quarante mètres, il y a une croix sur la roche du milieu d'une cime appelée Lécétaco-argaina.

151. Autre croix sur une roche au sud du chemin qui va des Aldudes à Roncevaux par les cols de Oartaruy et Atalosti. Il y a entre ce signal et le précédent neuf cent soixante-dix mètres.

152. A neuf cent quatre-vingts mètres, au col de Bourdingourouchéco-lépoa, et à huit mètres au nord du chemin.

153. Au sommet de Lindous-mounoua, au centre d'une route ruinée, à quatre cent cinquante mètres.

154. Dans la même direction, à Lindousco-lépoa, à quatre cents mètres de la borne antérieure, mesurés sur la ligne des crêtes.

155. A cent trente mètres, au sommet le plus voisin de Lindous-balsacoa, nommé Lindous-goitia, dont les eaux s'écoulent, d'un côté, dans la rivière de Valcarlos, et, de l'autre, dans le ruisseau d'Aguira qui va aux Aldudes.

De ce point jusqu'à Mendimocha, la ligne divisoire des deux États va toujours par les crêtes des versants des deux vallées des Aldudes et de Valcarlos.

156. A quatre cent quatre-vingt-quinze mètres, à Mizpirachar.

157. Après avoir traversé le bois de Achistoy, dans un parcours de trois cent quatre-vingts mètres et à deux cents mètres plus loin, en tout à cinq cent quatre-vingts mètres à Achistoguico-gaina.

158. A cent quatre-vingt-dix mètres, à Achistoguico-cascoa.

159. A six cent quatre-vingts mètres, à Chapélarrico-cascoa.

160. A six cents mètres, au col de Beraïco-lépoa.

161. A cinq cent cinquante mètres, à Labignaco-cascoa.

162. A neuf cent soixante mètres, à Itourraouco-cascoa.

163. A Bilourrouncéco-cascoa, à neuf cent soixante-dix mètres.

164. A Elousandico-cascoa, à deux cent quarante-cinq mètres.

165. A Elousandico-lépoa, à deux cent soixante-neuf mètres.

166. A deux cent vingt mètres, à Izoztéguico-cascoa.

167. Dans le parage nommé Bordaco-lépoa et sur un petit tertre rocheux, à trois cents mètres.

168. A Bortalépoco-cascoa, à cent quatre-vingt-quinze mètres.

169. A trois cent cinquante mètres, à Méatécéco-lépoa.

170. A trois cent quatre-vingt-dix-sept mètres, à Argaraïco-mendi-gaïna.

171. A quatre cent soixante mètres, à Argaraïco-casco-gaïna.

172. Dans le parcours nommé Argaraïco-itourria, sur un sentier à quatre cent quarante mètres.

173. A Argaraïco-ilarra, à deux cent quinze mètres.

174. A trois cents mètres, au col appelé Eounzaroco-lépoa, au bord du chemin de Banca à Valcarlos et près d'une roche noirâtre à fleur de terre.

175. A quatre cent soixante-dix mètres, entre les deux cols de Elounsaro et de Ousoubiéta, où la ligne change un peu de direction.

176. Au col d'Ousoubiétaco-lépoa, à quatre cent trente-cinq mètres.

177. Au sommet de Mendimocha, à cinq cent trente mètres. Ici la frontière quitte les crêtes.

178. A côté d'un rocher nommé Archarréco-erréca-bouroua, à l'origine du ruisseau qui descend le versant de Mendimocha, vers le nord-est, et à trois cent vingt mètres de la borne antérieure.

179. A la jonction du ruisseau qui descend de Mendimocha avec celui qui vient du col de Ourcoularté, et à cinq cent trente-six mètres en suivant le premier.

180. A douze cent soixante-sept mètres, comptés sur le cours du ruisseau que les Français appellent Zourousta, et les Espagnols, Archaro, sur la rive gauche, au lieu nommé Zourousta-gaïna, où il y a une petite cascade.

A partir de ce point, la frontière se dirige vers l'est par un sentier qui va presque en ligne droite, jusqu'à la borne n° 185.

181. A quatre cent quinze mètres, dans un lieu, nommé Arpé, à un mètre à gauche du sentier.

182. A l'angle sud-ouest du clos de Erramounto, à deux cent quarante mètres.

183. A cent soixante-dix mètres, à Lascacharo, à la croisée du sentier qui mène à Zourousta-gaïna et de celui qui va à la borde d'Erramounto.

184. A deux cent soixante-dix mètres, à Légarlucé, et à deux mètres à gauche du sentier de Zourousta-gaïna.

185. A cent quatre-vingts mètres, au lieu nommé Borzaricéta, où l'on trouve le chemin qui va des Cayolars de Acorraïn à Lasse, et qui sert de limite jusqu'à la borne n° 190.

186. A cent trente mètres, et à Léuchéco-ciloa.

187. A trois cent cinquante mètres, à Arroléta.

188. A deux cent soixante-dix mètres, et à deux du chemin, à côté de la fontaine d'Ariztico-itourria ou de Ardansaro.

189. A deux cent vingt mètres à Ariztico-éguia.

190. A deux cent dix mètres, à Landa-andia, à l'angle formé par le chemin de Lasse et par celui qui mène à la borde de Bergara. Ce dernier sert de limite jusqu'à la borne n° 195.

191. A cent soixante mètres, à Echéverrico-perchiloo, à la croisée du chemin de Ariztico-borda, et à l'angle sud-ouest de l'enclos d'Echéverri.

192. A trois cent quarante mètres, et à dix avant d'arriver à la fontaine Isartéco-itourria, et à l'embranchement du chemin d'Isartéco-Bidia.

193. A cent soixante-dix-neuf mètres, à la jonction du chemin de Bidéribila.

194. A deux cent dix-sept mètres, au lieu nommé Ourristizabala.

195. A cent trente mètres, à l'angle nord du potager de Bergara.

196. A Pertolé, à dix mètres de la rive gauche de la rivière de Valcarlos, et à trois cent quatre-vingts de la borne précédente, comptés en ligne droite et en longeant les murs de clôture qui se trouvent sur cette direction.

La frontière remonte par la rivière de Valcarlos jusqu'au point où elle reçoit, par sa rive droite, les eaux de l'Oréllaco-erréca.

197. Au confluent de ces eaux et sur la droite des deux cours. L'Orécallo-erréca sert de limite dans tout son cours.

198. A l'origine du ruisseau d'Orélla, et au lieu appelé Lohibelché, sur le bord du chemin de Saint-Jean-Pied-de-Port à Roncevaux.

199. A trois cent quatre-vingts mètres, comptés sur ce chemin, qui sert de frontière. Cette borne est placée au point où le chemin coupe celui qui va de Valcarlos à la fonderie d'Orbaïcéta. La ligne divisoire suit alors ce dernier chemin jusqu'à la borne 204, et c'est par son tracé que se mesurent les distances d'une borne à l'autre.

200. Au col de Bentarté, à quatre cent quatre-vingt-cinq mètres.

201. A la source de Bidarraï-itourria, à deux cent cinquante mètres.

202. A trois cent vingt mètres.

203. A cent quatre-vingts mètres.

204. A quatre cents mètres sur le chemin.

A partir d'ici, la limite internationale va, en ligne droite, de chaque borne à la suivante, jusqu'à la deux cent vingt-deuxième, qui est placée à l'origine du ruisseau d'Igoa.

205. Au col d'Iribourriéta ou Iasaldéa, à deux cents mètres.

206. A huit cent vingt mètres, au sommet de Urculuco-mendia, où se trouvent les restes d'une redoute.

207. Le signal consiste en une croix, à l'endroit appelé Urculo-guibéla, à six cent trente mètres de la dernière borne.

208. A la gauche du gouffre ou citerne de Lécéandia, à sept cent quatre-vingt-dix mètres. Ce repère et les deux précédents sont à peu près en ligne droite.

209. Sur le pic rocheux connu par les Français sous le nom de Pagabéharry, à trois cent trente mètres.

Le tracé de la frontière va d'ici en ligne droite à la borne n° 211.

210. A cinq cent cinquante mètres dans cette direction ; le signal est une croix.

211. A l'origine du territoire nommé Idopil, sur un sommet de la chaîne principale des Pyrénées, et à six cents mètres du repère antérieur.

212. Au col Orgambidéaco-lépoa, à deux cents mètres, à côté d'un trou rectangulaire peu profond, mais remarquable par ses parois rocheuses et verticales.

La frontière va en ligne droite de ce point jusqu'à la borne 215 ; les bornes intermédiaires sont placées sur cette ligne, qui descend un peu sur le versant nord de la chaîne, et qui forme, au col d'Orgambidé, un angle aigu avec la ligne des crêtes.

213. Dans le parage de Zalvétéa, à six cents mètres du repère d'Orgambidé.

214. A cinq cent cinquante mètres.

215. A trois cent trente mètres, dans un territoire nommé Iparraguerréco-saro-burua, à l'angle sud-ouest d'un bois de peu d'étendue qui se trouve entre deux ravins. A partir de ce point, la pente descend plus rapidement vers le nord.

D'ici, la frontière va en ligne droite vers le pic d'Arlépoa ; il y a une borne intermédiaire.

216. Sur cette ligne droite, à cinq cent cinquante mètres du repère 215.

217. A neuf cents mètres de la précédente, au sommet d'Arlépoa.

Il est bon de faire remarquer, pour plus de clarté dans le tracé de cette partie de la frontière, que tous les repères, depuis Orgambidé jusqu'à Arlépoa, peuvent être considérés comme situés sur une même direction.

218. A la jonction de deux cours d'eau qui forment le ruisseau que les Français nomment Béhérobie, en amont de la grotte d'Arpéa.

219. Croix gravée sur la roche d'Arpéa où se trouve la grotte.

220. Sur la crête et au point culminant de la montagne Baratché, à l'endroit où la traverserait une ligne droite qui irait d'Arpéa au col d'Éroizaté.

Le terrain n'a pas permis de mesurer les trois dernières distances d'un repère à l'autre.

221. Au col d'Éroizatéco-lépoa, à trois cent trente mètres de l'antérieure.

222. A deux cent trente mètres, sur un tertre pierreux, à droite et près du ravin d'Igoa qui sert de limite jusqu'à sa réunion avec l'Archilondoco-erréca.

223. A sept cent trente mètres, à droite de la fontaine d'Igoa.

224. A la jonction des deux ruisseaux d'Igoa et d'Archilondo, à côté du chemin qui suit la rive gauche du premier.

Ces deux ruisseaux réunis forment celui d'Egurguy qui divise les deux États jusqu'à son confluent avec l'Ourgatsaguy.

225. Au-dessus du confluent et entre les deux ruisseaux.

La limite suit alors l'Ourgatsaguy jusqu'au point où il rencontre le ravin du Contracharo, qui lui-même sert de frontière jusqu'à son origine.

226. A vingt mètres au-dessus du point de jonction, et à un mètre de la rive droite du Contracharo.

227. A la naissance du ravin du Contracharo, à quatre-vingt-dix mètres avant d'arriver au haut du col de la Croix ou Courouchiaco-lépoa.

De ce point, la frontière se dirige en ligne droite au premier pic rocheux de la chaîne de Ahounsbidé.

228. Sur cette ligne droite, à deux cent cinquante-cinq mètres de la borne précédente.

229. A deux cent cinquante-cinq mètres, au pic ci-dessus mentionné de Ahounsbidé.

La limite suit la crête bien distincte de Ahounsbidé et descend dans la même direction jusqu'à la rencontre du cours d'eau Ourbelcha, en face du rocher de Ourdandéguizarra.

230. Croix sur le rocher d'Ourdandéguizarra.

La frontière descend l'Ourbelcha jusqu'à son confluent avec l'Errécaïdor ou ruisseau sec.

231. A la droite de l'Errécaïdor, à dix mètres de ce confluent.

L'Errécaïdor sert de limite.

A partir d'ici, toutes les distances successives d'un point à un autre ont été prises sur la carte et en ligne droite, l'inégalité et les obstacles du terrain n'ayant pas permis de les mesurer sur les lieux.

232. A deux mille quatre cents mètres de la borne précédente et à cent trente-cinq au delà de la jonction de l'Errécaïdor avec la ravine appelée par les Français Imitéco-erréca, et par les Espagnols, Itourcharraco-erréca; cette ravine vient de la partie du nord.

La frontière continue par l'Errécaïdor et par le lit d'un ravin qui

vient du côté du col de Jauréguisaré et qui conduit le plus directement à la borne suivante.

233. A mille cent mètres de la précédente et à quarante au sud du point le plus bas du col de Jauréguisaré ou Jauréguisaréco-lépoa, à cent trente mètres au nord du sommet de Malgorra-chiquina-pounta, ou Malgorra-chipia.

La ligne de démarcation va rejoindre immédiatement la ravine la plus rapprochée descendant de Malgorra-chipia, et suit son cours jusqu'à son entrée dans le ruisseau de Ibarrondoa.

234. A ce confluent, à l'angle nord de la ravine et de l'Ibarrondoa, et à sept cent cinquante mètres du repère antérieur.

Il a été convenu que les pâturages compris entre la frontière et deux lignes droites partant de Malgorra-chipia pour aboutir, l'une à la borne 232, et l'autre à la borne 234, seront d'un usage commun pour les troupeaux de Soule et de Salazar, quoique ces pâturages soient placés sous la juridiction d'Espagne.

Depuis la borne 234 jusqu'à la suivante, la frontière remonte par le cours de l'Ibarrondoa.

234 bis. A cent quatre-vingt-dix mètres de la précédente, près du point où aboutit à la rive gauche de l'Ibarrondoa, le ravin de Gazter-rétéco-erréca ou Gazerréca, qui descend d'Aloupégna.

Ce ravin sert de limite.

235. A mille quatre cent soixante mètres, croix sur le rocher d'Aloupégna, qui appartient à la chaîne principale des Pyrénées et qui est situé à cent soixante-dix mètres au sud d'un autre sommet plus élevé, nommé Chaspigaina.

D'Aloupégna au col d'Éraïsé, la ligne de démarcation internationale suit la crête de la grande chaîne jusqu'au col de Bélay.

236. A neuf cent cinquante mètres d'Aloupégna, au sommet du mont Ory; il y a une croix.

237. A Itourzaétaco-lépoa, ou Itourchétaco-lépoa, ou port de Larrau, après avoir passé à Ory-Chipia et Itourzaétaco-gaina, à mille huit cent soixante mètres du repère précédent.

238. A mille soixante mètres, au sommet que les Français appellent Iparbaracocha-gaina, et les Espagnols, Orbizcayaco-gaina.

239. A huit cent quatre-vingts mètres, à Betzoulaco-lépoa, ou Betzoula-méhécaco-lépoa, ou port de Betzoula, que franchit le chemin de Larrau à Uztarroz.

240. A sept cent mètres, au col de Bildocharenco-lépoa ou de Silohandico-lépoa.

241. A neuf cent quatre-vingts mètres, au sommet de Gastarricogaina, d'après les Français, et Moulidoyaco-gaina, d'après les Espagnols.

242. A huit cent quarante mètres, sur un petit mamelon entre deux cols, dont le plus oriental est appelé Elhourrouso-co-lépoa par les Basques français.

243. A l'extrémité d'une petite croupe qui termine à l'ouest la crête de la montagne Ochogorri-chipia, à quatre cent soixante-dix mètres.

244. A quatre cent dix mètres, sur un sommet arrondi de la même montagne, près de l'escarpement qui regarde l'Espagne.

245. Au sommet le plus haut de Ochogorri-chipia, à cinq cent trente mètres.

246. A mille deux cent quarante mètres, au sommet le plus élevé de Ochogorrico-gaina, et sur un rocher au bord de l'escarpement situé du côté de la France; il y a une croix.

247. A cinq cents mètres au bord du chemin de France en Espagne, au col de Outouroudinéta.

248. A neuf cents mètres, au delà, au point culminant et le plus oriental de la montagne que les Français appellent Chardacaco-gaina, et les Espagnols, Baracéa-la-Alta; il y a une roche signalée par une croix.

249. Au petit col de Soto-lépoa, à huit cents mètres.

250. A six cents mètres, au col de Bélay, à dix mètres à l'est du chemin.

La ligne frontière abandonne les crêtes et prend le chemin qui mène par le versant nord du mont Carchila ou Carchela au col de Guimbéléta, suivant la direction indiquée par les repères placés sur le côté sud de ce chemin.

251. A deux cent dix mètres, croix sur une roche qui domine le chemin et qui fait partie d'un grand éboulement.

252. A deux cent trente mètres, croix sur une grande roche appelée aussi Carchila et située au sud d'un petit ravin qui passe entre le versant escarpé de la montagne et un pâturage en pente douce traversé par le chemin.

Ce chemin va presque en ligne droite jusqu'à la borne suivante, passant à quelques mètres au nord d'une fontaine qui ne tarit pas, et distante de cent vingt mètres du repère antérieur.

253. Sur une arête de terrain très-sensible et dominante qui vient du sommet du mont Carchila, au-dessus du point où le chemin fait un angle, à quatre cent cinquante mètres de la borne précédente, à sept cent cinquante mètres du sommet de Carchila, et à quarante mètres avant d'arriver à une pierre marquée d'une petite croix sans numéro, ancien repère de cette limite.

254. Au col de Guimbéléta, à six cents mètres de 253.

Il est convenu que si les troupeaux de Soule dépassent la frontière et s'introduisent dans le territoire compris entre le chemin qui va du

col de Bélay à celui de Guimbéléta et la crête de Carchila, ils ne seront passibles d'aucune amende ni saisie.

A partir du col de Guimbéléta, la ligne divisoire reprend les crêtes de la chaîne principale, passant par le sommet du pic de Guimbéléta, situé à cinq cent vingt mètres du col de ce nom.

255. Au col d'Ourdaïté, à huit cent soixante mètres du pic de Guimbéléta, et à quarante mètres à l'ouest du chemin qui va de Sainte-Engrâce à Isaba.

256. Au col d'Éraïsé, à dix mètres de l'ouest du chemin qui entre d'Espagne en France, à quatre mille cinq cents mètres de la borne précédente, et à deux mille cinquante mètres du pic de Lacoura situé entre ces deux bornes.

Le versant français des Pyrénées étant impraticable entre les cols de Guimbéléta et d'Éraïsé, il a été convenu que le chemin qui va d'un de ces cols à l'autre par le versant méridional, et presque parallèlement aux crêtes, sera libre pour le passage des frontaliers et des troupeaux français, sans qu'ils puissent s'en éloigner, à moins d'y être autorisés.

A partir du col d'Éraïsé, deux chemins conduisent au Fécial de ce nom par le versant septentrional; celui qui est le plus au sud se nomme chemin d'en haut, et l'autre chemin d'en bas. C'est par celui d'en haut que va la ligne divisoire des juridictions, abandonnant ainsi la crête de la chaîne principale.

257. S. A six cents mètres du col d'Éraïsé, sur le chemin d'en haut, au lieu nommé coin de Sempori. Outre le numéro, cette borne porte aussi la lettre S pour la distinguer d'une autre qui est sur le chemin d'en bas, avec le même numéro et la lettre N; mais pour un autre objet, comme il sera dit ensuite.

Une croix sans numéro est gravée sur le roc, au point où les chemins entrent dans le Fécial d'Éraïsé.

258. A treize cents mètres du col d'Éraïsé, et à deux cent trente de la croix qui vient d'être mentionnée, croix sur un grand rocher vertical, à l'extrémité nord du Fécial.

La borne 257 N, placée sur le chemin d'en bas, à un saillant de la pente de Sempori qui se voit du col d'Éraïsé, à six cent quarante mètres, n'est point un repère de la limite internationale; cette borne et trois petites croix sans numéro gravées sur des rochers et situées au delà, dans la direction du Fécial, n'ont d'autre but que de marquer le tracé du chemin du Nord.

Il a été convenu que, conformément à l'ancien usage, le chemin d'en haut et le chemin d'en bas continueraient à donner libre passage aux Français et aux Espagnols, et que le pâturage compris entre les deux, quoique appartenant à la juridiction française, pourrait être

fréquenté, de soleil à soleil, par les troupeaux de la vallée de Roncal, comme par ceux du pays de Soule.

Depuis le repère 258 jusqu'au col de Camalonga, la frontière suit le chemin qui va du Ferial à la pierre de Saint-Martin.

259. A quatre cents mètres du repère 258, une croix sur une grande pierre au col de Arra-sarguia.

260. A six cent soixante mètres, autre croix au col de Camalonga, à l'entrée de la Cuma-dé-Ançu.

La frontière va par une petite chaîne de rochers inaccessibles, presque parallèle au chemin de la pierre de Saint-Martin, et à une petite distance au nord ; cette chaîne se réunit à une montagne que les Français nomment Léché, et les Espagnols Léja.

261. A trois mille quatre cents mètres du signal précédent, croix taillée dans une roche presque verticale au col de Léché ou Léja.

De là à la pierre de Saint-Martin, la frontière va en ligne droite et se confond presque avec le chemin, au nord duquel il y a trois petites croix sans numéro, servant de repères de délimitation.

262. A cinq cent trente mètres du signal antérieur, dans le col et à un mètre de la pierre de Saint-Martin, qui est à six cent quarante mètres à l'est du sommet de Léché, et à deux mille deux cent soixante à l'ouest du pic d'Arlas.

Quoique le chemin qui va du Ferial d'Éraïsé à la pierre de Saint-Martin soit en partie sur le territoire espagnol, il a été convenu qu'il serait considéré comme s'il était sur la frontière, quant aux conséquences résultant des stipulations de l'article 12 du Traité.

Depuis la pierre de Saint-Martin, la limite suit la ligne des crêtes qui passe par le pic d'Arlas et la montagne de Mourlon jusqu'à Agnallarra.

263. Croix sur la roche de Monbiéla, à trois cent quarante mètres de la borne qui précède, et à deux cents au nord des trois croix de Monbiéla, sans numéro, qui marquent en ce point la limite de la facerie d'Arlas.

264. Croix au sommet de Monbiéla ou de la Serra, et à six cent vingt mètres en deçà du pic d'Arlas.

265. A cinq cents mètres du pic d'Arlas, au col de Pescamo ou Pescamou, il y a une borne, et, en outre, une croix sans numéro à sept mètres plus loin.

266. A quatre cents mètres au col de Baticoché, croix sur une roche horizontale au niveau du sol.

267. A sept cents mètres, sur le sommet le plus élevé de Mourlon ; le repère est une croix.

268. A quatre cent soixante mètres ; croix sur un monticule appelé le Petit-Port d'en haut ou Portillo-de-Arriba.

269. Autre croix à deux cent cinquante mètres sur le dernier monticule apparent, avant un changement de direction des crêtes.

Entre ce signal et le suivant, il y a des croix sans numéro sur deux rochers pour bien marquer la frontière, qui est peu sensible dans cette partie.

270. A cinq cent cinquante mètres du 269, sur un petit sommet formé de rochers, où la frontière change une autre fois de direction.

Les crêtes qui déterminent la limite internationale vont se réunir à la chaîne appelée Sierralonga de Anie, en s'élevant par son versant septentrional.

271. Sur la crête de cette chaîne, et au lieu dit *Pas de Sierralonga* ou de *Anie*, il y a une croix à six cents mètres de la précédente.

271 *bis*. Autre croix, à trois cent soixante mètres, comptés sur la crête de Sierralonga.

272. Au pied du versant méridional de Sierralonga de l'Anie, et sur la ligne de partage des eaux des Pyrénées, se trouve le col d'Insolo ou de Lescun où il y a une roche verticale près du chemin, sur laquelle on a gravé une croix, à cinq cent soixante mètres du dernier signal.

On donne le nom d'Agnalarra à toute cette partie de la Sierralonga de Anie.

A partir d'ici, la chaîne des Pyrénées s'élève considérablement, et sa crête, devenue très-apparente, sépare le département des Basses-Pyrénées de la Navarre jusqu'au haut sommet appelé Table des Trois-Rois, parce qu'il est commun aux trois anciens royaumes de France, de Navarre et d'Aragon.

Les précédentes annexes, qui auront la même force et valeur que si elles étaient insérées au traité de limites du 2 décembre 1856, seront ratifiées, et les ratifications en seront échangées à Paris dans le délai d'un mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs les ont signées et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Bayonne, le vingt-huitième jour du mois de décembre de l'an mil huit cent cinquante-huit.

(L. S.) *Signé* : LOBSTEIN.

(L. S.) *Signé* : G^{al} CALLIER.

(L. S.) *Signé* : FRANCISCO-M^e MARIN.

(L. S.) *Signé* : MAN^l MONTEVERDE.

Les ratifications de cette convention additionnelle ont été échangées à Paris, le 1^{er} avril 1859, et le décret de promulgation a été rendu le 4 du même mois.

III

Acte additionnel au Traité du 2 décembre 1856 relatif à la pêche et à la navigation dans la Bidassoa, signé à Bayonne le 31 mars 1859.

Un règlement pour la pêche dans la Bidassoa ayant été élaboré par les délégués des municipalités riveraines, en exécution de l'article 22 du traité de Bayonne du 2 décembre 1856; le paiement de l'indemnité due à Fontarabie pour le barrage de sa nasse ayant également été effectué et l'enlèvement de cette nasse ayant, en conséquence, eu lieu suivant les prescriptions des articles 23 et 24 dudit traité :

Les plénipotentiaires de France et d'Espagne, dûment autorisés, sont convenus de réunir dans le présent document les trois actes concernant les dispositions adoptées, d'un commun accord, pour compléter le susdit traité en ce qui concerne la Bidassoa, actes dont la teneur suit :

I.

RÈGLEMENT DE PÊCHE ÉTABLI PAR LES DÉLÉGUÉS DES MUNICIPALITÉS
RIVERAINES DE LA BIDASSOA.

Les délégués soussignés, nommés en vertu de l'article 22 du traité de délimitation, du 2 décembre 1856, savoir, du côté de la France, par les municipalités d'Urrugne, de Hendaye et de Biriadou, et, du côté de l'Espagne, par les municipalités de Fontarabie et d'Irun, et, au nom de ces deux communes, par le commandant de la marine de Saint-Sébastien, ont établi d'un commun accord le présent règlement de pêche, pour donner, conformément aux articles 12, 21 et 22 du susdit traité, aux frontaliers des deux rives de la Bidassoa, des droits identiques sur tout cours de cette rivière, à son embouchure, et dans la rade du Figuier, pour prévenir la destruction du poisson et pour maintenir le bon ordre et les bonnes relations, en consacrant des droits, des usages et coutumes reconnus et existants depuis longtemps.

Droit de pêche.

Art. 1^{er}. Le droit de pêche dans la Bidassoa, depuis Chapitélacou-
Arria ou Chapitaco-Erréca, à son embouchure et dans la rade du Fi-
guier, appartient exclusivement et indistinctement, en France, aux

habitants d'Urrugne, de Hendaye et de Biriadou, et, en Espagne, aux habitants de Fontarabie et d'Irun.

Lesdits habitants pourront pêcher avec toutes sortes d'embarcations et continueront, sans être tenus de justifier de leur inscription sur les matricules maritimes de leurs pays respectifs, à exercer, sur tous les points de la rivière couverts par la haute marée, des droits identiques pour la pêche et pour tous les amendements marins, sans être soumis à d'autres dispositions ou restrictions qu'à celles résultant du présent règlement.

Art. 2. Les riverains des deux pays pourront à leur convenance retirer et asséner leurs filets, soit sur la rive française, soit sur la rive espagnole; mais, dans aucun cas, sur une propriété particulière, sans l'autorisation du propriétaire; et, selon l'usage existant, tous les produits de la pêche pourront être introduits en franchise dans chacun des deux pays.

Art. 3. La pêche à la ligne flottante continuera par exception, comme par le passé, à être libre pour tous, à la réserve de l'époque du frai.

Époques pour les différentes pêches; dimensions des diverses espèces
de poissons et de coquillages.

Art. 4. La pêche de l'anguille, de la lamproie, de la plie et du muge est permise en tout temps.

Elle est interdite :

Pour le saumon et la truite saumonée, depuis la fin d'août jusqu'au 1^{er} février;

Pour la truite, depuis le 20 octobre jusqu'au 31 janvier;

Pour l'alose, depuis la fin de mars jusqu'au 1^{er} juin;

Pour les poissons dont il n'est pas fait mention, depuis le 15 mars jusqu'au 1^{er} mai;

Pour les huîtres, depuis le 30 avril jusqu'au 1^{er} septembre;

Pour les moules, depuis le 30 avril jusqu'au 1^{er} juillet.

La pêche des huîtres et des moules sera toujours défendue entre le coucher et le lever du soleil.

Art. 5. Il est interdit de pêcher ou de recueillir, de quelque manière que ce soit, les œufs de tous les poissons, et ceux des crustacés, et de les employer comme appâts.

Art. 6. Il est interdit de pêcher les poissons qui n'ont pas la longueur suivante, entre l'œil et la naissance de la queue :

Le saumon qui n'a pas vingt-sept centimètres;

La truite saumonée qui n'a pas la longueur de vingt-sept centimètres;

L'anguille qui n'a pas la longueur de vingt-sept centimètres;

L'alose qui n'a pas la longueur de vingt-sept centimètres ;
Le turbot qui n'a pas la longueur de vingt centimètres ;
Et tous les autres poissons qui n'ont pas atteint la longueur de seize centimètres.

Mais les poissons qui n'atteignent jamais la longueur de seize centimètres pourront être pris en tous temps, et quelle que soit leur grandeur.

Il est aussi interdit de recueillir les huîtres qui n'ont pas cinq centimètres de diamètre dans leur plus grande largeur, et les moules qui n'ont pas trois centimètres de diamètre.

Tous les autres coquillages pourront être pêchés quelle que soit leur dimension.

Art. 7. Les pêcheurs seront tenus de jeter en rivière les poissons désignés dans l'article précédent et qui n'ont pas atteint la longueur voulue, et de laisser les huîtres et les moules qui n'ont pas le diamètre fixé au même lieu où il les ont recueillis.

Amendements marins.

Art. 8. Selon l'usage existant, tous les riverains indistinctement continueront à prendre, sur tous les points du cours de la Bidassoa baignés par la haute marée, toutes les herbes marines, excepté celles qui sont adhérentes aux baradeaux des terres labourées, et qui appartiennent exclusivement aux propriétaires de ces terres.

Ils continueront aussi à prendre les sables coquilliers, vases et autres amendements marins, sur ces mêmes points, qui resteront à découvert aux basses eaux ; mais ils ne pourront les enlever qu'à une distance de dix mètres des baradeaux, des digues et des berges, et à huit mètres des parcs à huîtres et à moules, des dépôts quelconques de coquillages et des viviers à poissons, dont il sera fait mention dans un des articles suivants.

Filets, instruments, procédés et modes de pêche permis.

Art. 9. Pour la pêche du saumon, de l'alose et de la truite saumonée, le seul filet permis sera le filet simple dont on se sert aujourd'hui, et dont les mailles du milieu ont au moins en carré cinquante-sept millimètres, et les mailles des rets des deux côtés au moins soixante-dix millimètres.

Pour la pêche du muge, de la plie, de la sole, du turbot et de la truite ordinaire, les mailles du filet devront avoir au moins vingt millimètres en carré, et pour la pêche de l'anguille et tous les poissons de petite espèce, au moins quinze millimètres.

Pour la pêche de ces petits poissons on pourra aussi faire usage de

berteaux ayant des mailles de mêmes dimensions, mais tendus dans l'eau sans aucun barage sur les côtés.

Les mailles des filets et berteaux autorisés devront représenter les dimensions fixées pour chaque espèce, lorsque lesdits filets seront mouillés.

Art. 10. Selon la coutume établie depuis longtemps, huit jours avant l'ouverture de la pêche du saumon, tous les riverains indistinctement qui auront le filet réglementaire pour la pêche de ce poisson tireront au sort, devant leurs autorités respectives, leur tour de pêche, et, à chaque marée, suivant l'ordre des tours, un Français et un Espagnol seulement auront le droit de pêcher le saumon dans toute l'étendue de la Bidassoa qui sert de limite aux deux nations.

Si, par une raison quelconque, les pêcheurs des deux pays ne pouvaient pas s'entendre pour faire la pêche en commun comme cela se pratique aujourd'hui, les Français seuls jetteraient leurs filets à une marée, et les Espagnols seuls à la marée suivante, et ainsi de suite.

Art. 11. Il est expressément défendu :

1° De faire usage, sur la Bidassoa, des filets non mentionnés dans l'article 9 ;

2° De se servir des filets mentionnés, sans qu'ils soient revêtus des plombs ou marques qui seront adoptés par les autorités respectives, et de les employer pour d'autres pêches que celles pour lesquelles l'usage de chacun de ces filets est permis ;

3° De jeter dans la rivière des drogues ou appâts qui sont de nature à enivrer ou à détruire le poisson, et de le faire fuir, pour qu'il donne dans les filets ou instruments de pêche, en battant l'eau ou en l'épouvantant de toute autre manière ;

4° De colporter et de débiter les poissons et coquillages qui n'auraient pas les dimensions déterminées dans l'article 6 ou qui auraient été pêchés en temps prohibés ;

5° De pêcher à l'aide d'instruments piquants, tels que tridents, et avec des lignes dormantes ou de fond ;

6° De barrer la rivière avec des filets quelconques et d'employer tout appareil qui aurait pour objet de détourner les eaux, d'empêcher le passage des poissons ou de nuire au repeuplement de la rivière.

Art. 12. Sous quelque prétexte que ce soit, il est défendu de crocher ou de soulever les filets ou autres instruments de pêche appartenant à autrui.

Dépôts de coquillages, viviers à poissons.

Art. 13. Les riverains peuvent pêcher indistinctement, dans toutes les parties de la Bidassoa que couvrent les hautes marées, toutes espèces de coquillages ; mais ils ne pourront construire des établisse-

ments de pêcheries à demeure ou temporaires, des parcs à huîtres ou à moules et des dépôts quelconques de coquillages, sans l'autorisation de la municipalité dans la juridiction de laquelle il s'agirait de les faire, et sans se soumettre aux conditions qui leur seront imposées.

L'autorisation ainsi donnée sera révocable et ne pourra jamais être considérée comme une concession, et si elle est retirée pour inexécution des conditions imposées, l'établissement sera toujours détruit aux frais du contrevenant.

Ces parcs ou dépôts ne devront, dans aucun cas, gêner la navigation, ni servir de pêcherie à poisson, et devront avoir au moins une distance de cent mètres de l'un à l'autre.

Art. 14. Pour le repeuplement des eaux de la Bidassoa, les pêcheurs français et espagnols pourront établir, sur l'une ou l'autre rive de la-dite rivière, mais seulement d'un commun accord et à frais communs, des viviers qui ne pourront servir qu'à la propagation du poisson, et ne devront, dans aucun cas, gêner la navigation.

Police et surveillance de la pêche.

Art. 15. Pour la surveillance de la jouissance en commun de la Bidassoa, un garde sera nommé par les municipalités d'Urrugne, de Hendaye et de Biriadou, et un autre par les municipalités de Fontarabie et d'Irun. Ces deux gardes-pêche, dont le salaire sera déterminé et à la charge des municipalités qui les auront nommés, veilleront isolément et collectivement au maintien de l'ordre et à l'exécution des dispositions du présent règlement.

Ces gardes seront assermentés et revêtus d'une bandoulière avec plaque indiquant leur qualité.

Art. 16. Les contraventions au présent règlement seront prouvées, soit par procès-verbaux, soit par témoins. Les procès-verbaux seront dressés par les deux gardes dont il est fait mention dans l'article précédent, et devront être signés par eux.

Ces deux gardes seront autorisés à saisir les filets et autres instruments de pêche prohibés, ainsi que le poisson pêché en contravention.

Lesdits gardes pourront requérir directement la force publique pour la répression des contraventions au présent règlement, ainsi que pour la saisie des filets prohibés et du poisson et du coquillage pêchés en contravention.

Les infractions relatives au cas de vente et de colportage du frai, du poisson et du coquillage pris en temps prohibé, ou au-dessous des dimensions prescrites, pourront également être constatées par tout officier de police judiciaire,

Dispositions pénales.

Art. 17. Afin qu'il y ait identité effective de droits pour tous les riverains, il faut qu'il y ait identité de répression pour les contrevenants des deux pays qui auront violé les mesures adoptées pour régler, conformément au susdit traité, la jouissance en commun de la Bidassoa.

Dans les deux pays, le tribunal ou les autorités compétentes seront en conséquence appelées à prononcer, pour les faits de contravention au présent règlement, contre les pêcheurs soumis à leur juridiction :

1° La saisie et la destruction des filets ou autres instruments de pêche défendus;

2° L'amende depuis cinq francs (19 réaux) jusqu'à quarante francs (152 réaux), ou l'emprisonnement pendant deux jours au moins et dix jours au plus.

Art. 18. Dans tous les cas de récidive, l'infracteur sera condamné au double de l'amende ou de l'emprisonnement qui aura déjà été prononcé contre lui; mais cette double peine ne pourra jamais dépasser le maximum établi dans le paragraphe 2 de l'article précédent.

Il y a récidive lorsque, dans les douze mois précédents, il a été rendu contre l'infracteur un premier jugement pour contravention aux dispositions du présent règlement.

Si, dans les douze mois précédents, il a été rendu contre l'infracteur deux jugements pour contravention aux dispositions du règlement, l'amende ou l'emprisonnement pourront être portés au double du maximum fixé dans l'article précédent.

Art. 19. Le tribunal ou les magistrats compétents ordonneront, lorsqu'il y aura lieu, en sus de la peine infligée pour fait de contravention au présent règlement, le paiement de dommages-intérêts en faveur de qui de droit, et ils en détermineront le montant.

Art. 20. Tout riverain qui pêchera le saumon en dehors de son tour de pêche sans l'autorisation de celui à qui il revient sera passible de l'amende ou de l'emprisonnement établi dans le paragraphe 2 de l'article 17, et, de plus, devra restituer le poisson pris en contravention ou sa valeur au pêcheur dont il aura pris le tour. En cas de récidive, il pourra être condamné à l'amende ou à l'emprisonnement, et de plus la confiscation des filets pourra être prononcée.

Art. 21. Le poisson saisi pour contravention aux dispositions du présent règlement sera immédiatement distribué aux pauvres de la commune riveraine dans laquelle la saisie aura été faite.

Art. 22. Le produit des amendes prononcées en vertu du présent règlement sera versé, dans l'un et l'autre pays, dans les caisses muni-

cipales, et le quart en sera attribué aux gardes-pêche ou à l'agent de police municipale qui aura constaté la contravention.

Art. 23. Les pères, mères, maris et maîtres pourront être déclarés responsables des amendes prononcées pour contraventions commises par leurs enfants mineurs, leurs femmes ou leurs serviteurs.

Art. 24. Tout riverain qui aura outragé un garde dans l'exercice de ses fonctions, ou qui lui aura résisté avec violence et voies de fait, sera puni des peines portées pour ce cas dans le Code pénal de son pays.

Art. 25. Le garde qui dans l'exercice de ses fonctions fera preuve de négligence sera immédiatement révoqué, et, s'il a agréé des promesses ou reçu des présents pour manquer à ses devoirs, il sera poursuivi d'après les dispositions prévues pour ce cas dans la législation de son pays.

Répression des contraventions.

Art. 26. Le jugement de toute contravention au présent règlement sera placé, dans l'un et l'autre pays, dans les attributions exclusives du tribunal ou des autorités compétentes, et les contrevenants ne pourront être poursuivis que devant le tribunal ou les autorités compétentes de leur pays respectif.

Art. 27. Les procès-verbaux qui constateront des contraventions au présent règlement devront être remis au maire ou à l'alcade sous la juridiction duquel se trouve le contrevenant, et le maire ou l'alcade, après les avoir visés, devra, sans délai, les faire enregistrer et y donner suite.

Art. 28. Les deux gardes-pêche, étant chargés par l'article 15 de veiller isolément ou collectivement à l'exécution du présent règlement, pourront constater les contraventions de tous les riverains, quelle que soit leur nationalité; mais, les contrevenants ne pouvant être jugés que par le tribunal ou les autorités compétentes de leur pays, le procès-verbal dressé par le garde français contre un Espagnol, après avoir été visé par le maire de l'une des trois communes riveraines françaises, sera envoyé par lui en Espagne à l'alcade sous la juridiction duquel se trouve l'inculpé.

De même, le procès-verbal dressé par le garde espagnol contre un Français, après avoir été visé par l'alcade de Fontarabie ou d'Irun, sera transmis par lui au maire sous la juridiction duquel se trouve le contrevenant, et il devra être donné suite à ces procès-verbaux, comme il est dit dans l'article précédent.

Art. 29. Les procès-verbaux dressés, soit isolément, soit collectivement, par les deux gardes désignés ci-dessus, contre tous les riverains indistinctement, feront foi jusqu'à preuve contraire.

Art. 30. Sans préjudice des droits appartenant au ministère public,

la poursuite des contraventions aux dispositions du présent règlement se fera à la diligence des maires ou des alcades et sur la plainte de la partie civile.

Art. 31. L'action publique et l'action civile résultant des contraventions prévues dans le présent règlement seront prescrites après trente jours révolus, à compter du jour où le fait aura eu lieu.

Dispositions transitoires.

Art. 32. Le présent règlement sera exécutoire à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suivra celle où il aura été promulgué. Jusque-là, on continuera à se conformer à tous les usages existants ; seulement les dispositions relatives aux époques de pêche, aux dimensions que doivent avoir les différents poissons, et aux prohibitions faites par les paragraphes 3, 4, 5 et 6 de l'article 11, seront exécutoires depuis le jour où la promulgation aura eu lieu.

Un an sera accordé à partir du jour de la promulgation de ce règlement pour se conformer aux dispositions de l'article 9, qui indique les dimensions des mailles des différents filets autorisés.

Art. 33. Aucun changement ne pourra être fait au présent règlement, si ce n'est sur la proposition et avec l'accord d'un nombre égal de délégués des municipalités des deux rives de la Bidassoa et avec l'approbation des autorités supérieures respectives.

En foi de quoi les délégués respectifs ont signé le présent règlement de pêche, fait en double, dans l'île des Faisans, le 1^{er} juin de l'an 1858.

Signé :

Le délégué d'Urrugne,

Le délégué de Hendaye,

Le délégué de Biriadou,

Le délégué de Fontarabie,

Le délégué d'Irun,

Le délégué nommé par le commandant de la marine, pour les communes de Fontarabie et d'Irun.

Article additionnel.

Le précédent règlement établi en vertu de l'article 22 du traité de Bayonne, et les changements qui pourront y être introduits ultérieurement de la manière prévue par son article 33, seront promulgués, dans l'un et l'autre pays, conformément à leurs constitutions respectives.

II.

DÉCLARATION SUR LE RACHAT ET L'ENLÈVEMENT DE LA NASSE DE FONTARABIE.

Afin de constater d'une manière authentique l'exécution des articles 23 et 24 du traité de Bayonne du 2 décembre 1856, relatif au barrage de la nasse de Fontarabie, la commission de délimitation des Pyrénées déclare que le Trésor français a fait remettre, le 22 mars 1859, au fondé de pouvoirs de Fontarabie la somme de 19,184 francs, soit 72,900 réaux de vellon, établie de la manière prévue par le même traité pour prix du cachet de ladite nasse, et que le barrage de cette nasse a été enlevé par suite de ce paiement, le 30 du même mois, la navigation étant ainsi libre dans la rivière, conformément au but que se sont proposé les parties contractantes.

III.

DÉCLARATION SUR LE PILOTAGE ET LE BALISAGE DE LA BIDASOA.

Les plénipotentiaires de France et d'Espagne, réunis à Bayonne pour la délimitation de la frontière entre les deux pays :

Considérant qu'il importe à la sûreté de la navigation sur la Bidasoa que le service du pilotage et du balisage s'effectue dans les meilleures conditions à l'entrée de cette rivière ;

Que la ville de Fontarabie se trouve seule en mesure, par sa position et par ses ressources spéciales, de pourvoir actuellement à ce service d'une manière satisfaisante ;

Qu'en fait, Fontarabie s'en est acquittée jusqu'à ce jour ;

Les susdits plénipotentiaires, d'après la proposition du Gouvernement de Sa Majesté Catholique et l'acceptation du Gouvernement de S. M. l'Empereur des Français, ont arrêté la déclaration ci-après :

1° La ville de Fontarabie est maintenue, pendant quinze ans, à partir du 1^{er} janvier 1859, dans l'usage de fournir les pilotes et de placer les balises pour la sûreté de l'entrée et de la navigation de la Bidasoa ;

2° Elle continuera de percevoir, pour ce double service, les droits qui sont établis ;

3° Il est expressément entendu que cette concession faite à la ville de Fontarabie n'est que temporaire et que la France conserve la faculté de réclamer pour le pilotage et le balisage de la Bidasoa, à l'expiration du susdit terme de quinze ans, la parfaite égalité de droits qui a été stipulée d'une manière générale par le traité du 2 décembre 1856.

Fait en double original, à Bayonne, le trente-unième jour du mois de mars de l'an mil huit cent cinquante-neuf.

Les plénipotentiaires de France :

(L. S.) *Signé* : Victor LOBSTEIN.

(L. S.) *Signé* : G^{al} CALLIER.

Les plénipotentiaires d'Espagne :

(L. S.) *Signé* : Francisco-Maria MARIN.

(L. S.) *Signé* : Manuel MONTEVERDE.

Le décret impérial portant promulgation du précédent règlement de pêche et de la loi approbative du 13 mai 1859 a été rendu à Paris, le 13 juin de la même année.

IV

Traité de délimitation depuis l'extrémité orientale de la Navarre jusqu'au val d'Andorre, signé à Bayonne le 14 avril 1862.

S. M. l'Empereur des Français et S. M. la Reine des Espagnes, désirant continuer l'œuvre commencée dans le Traité de délimitation signé à Bayonne, le 2 décembre 1856, en consolidant la paix et la concorde entre les populations frontalières des deux Pays, à partir de l'extrémité orientale de la Navarre jusqu'au Val d'Andorre, et en terminant à jamais les litiges séculaires qui ont souvent troublé l'ordre sur divers points de cette frontière, au préjudice non-seulement de leurs sujets respectifs, mais aussi des bonnes relations entre les deux Gouvernements, ont jugé nécessaire, pour atteindre ce but, de consigner dans un Traité spécial les solutions données à ces litiges et le tracé de la limite internationale depuis le point où s'arrête le premier Traité de Bayonne jusqu'au Val d'Andorre; et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, le sieur *Charles-Victor Lobstein*, ministre plénipotentiaire; commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, grand-croix des ordres de l'Étoile polaire de Suède et de Saint-Olaf de Norwège, etc., etc.; et le sieur *Camille-Antoine Callier*, général de brigade, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, chevalier grand-croix de l'ordre royal d'Isabelle-la-Catholique, chevalier de deuxième classe, avec plaque, de l'ordre de l'Aigle-Rouge de Prusse, etc., etc.;

Et S. M. la Reine des Espagnes, *don Francisco-Maria Marin*, chevalier grand-croix des ordres royaux de Charles III et d'Isabelle-la-Catholique, chevalier de l'ordre militaire de Saint-Jean-de-Jérusalem, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, Sénateur du royaume, ministre plénipotentiaire, majordome de semaine de Sa Majesté, etc. etc.; et *don Manuel Monteverde y Bethancourt*, maréchal de camp des armées nationales, chevalier grand-croix des ordres royaux de Charles III, de Sainte-Herménégilde et d'Isabelle-la-Catholique, deux fois chevalier de l'ordre militaire de Saint-Ferdinand, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, membre de de l'Académie royale des sciences de Madrid, etc. etc.;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme; après avoir recueilli, étudié et discuté tous les titres produits de part et d'autre; après avoir entendu les intéressés et cherché à concilier les droits et prétentions des deux États, aussi bien que ceux des sujets respectifs, en conservant autant que possible les us et coutumes suivis depuis des temps plus ou moins reculés, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. La ligne séparative des Souverainetés de France et d'Espagne, depuis l'extrémité orientale de la Navarre jusqu'au Val d'Andorre, partira du sommet de la Table des Trois-Rois, dernier point désigné au procès-verbal d'abornement dressé, en exécution de l'article 10 du Traité de limites du 2 décembre 1856, et suivra la crête principale des Pyrénées jusqu'au pic de Gabedaille, en s'avauçant de l'occident à l'orient entre la vallée française d'Aspé, et la vallée espagnole d'Anso.

Art. 2. Du pic de Gabedaille, elle ira, par l'Escalé d'Aiguetorte, jusqu'à la Chourrout d'Aspé, d'après le tracé existant entre les territoires de Borce et d'Anso.

Art. 3. De la Chourrout d'Aspé, elle suivra la limite actuelle jusqu'au col de Somport, laissant la montagne d'Aspé sous la juridiction de l'Espagne.

Art. 4. Elle continuera vers l'orient par les crêtes de la chaîne principale des Pyrénées, sans aucune interruption, depuis le col de Somport jusqu'au sommet de l'Escalette, point d'où se détache le grand contre-fort qui verse ses eaux, d'un côté, dans la vallée de Luchon, de l'autre, dans la vallée d'Aran.

Art. 5. Du sommet de l'Escalette, elle suivra la ligne de faite de ce contre-fort jusqu'au lieu dit *Cap de Touète* ou *Turon de la Tua*, situé près de son extrémité septentrionale, laissant, toutefois, en Espagne, la montagne de Pouylané et le Clot de Baréges.

Art. 6. Du cap de Touète, elle quittera les cimes pour descendre par le ruisseau du Terme, et remonter par la Garonne et le riu Ar-

gellé au cap de las Raspas, ou Mall Usclat, situé au sommet et vers l'extrémité occidentale de ce contre-fort qui ferme au nord le bassin hydrographique de la vallée d'Aran.

Art. 7. Du cap de las Raspas, elle ira, par la ligne divisoire des eaux de ce contre-fort, reprendre la chaîne principale des Pyrénées, dont elle suivra les cimes jusqu'à la frontière du Val d'Andorre.

Art. 8. Il sera procédé, le plus tôt possible, au moyen de bornes et de signaux de reconnaissance convenablement placés, à la démarcation sur le terrain de la frontière internationale, sommairement indiquée dans les articles précédents. Cette opération aura lieu avec le concours de délégués des communes françaises et espagnoles intéressées, et il sera dressé un procès-verbal officiel d'abornement dont les dispositions auront la même force et valeur que si elles étaient insérées textuellement au présent Traité.

Art. 9. Les autorités municipales respectives prendront, avec l'approbation des autorités civiles supérieures du département et de la province, les mesures qui leur paraîtront les plus convenables pour assurer la conservation des bornes et le remplacement de celles qui auraient été détruites ou enlevées. Elles s'entendront pour que, chaque année, au mois d'août, il soit fait de concert une reconnaissance des bornes qui marquent la ligne séparative de leurs territoires, et pour rédiger, en commun, un rapport destiné à informer les susdites autorités civiles supérieures du résultat de cette reconnaissance.

Art. 10. La commune française de Borce aura, une année sur six, l'usage exclusif de la montagne d'Estaés, appartenant à Anso, et située sur le versant septentrional des Pyrénées entre la crête et la limite internationale, depuis l'Escalé d'Aiguetorte jusqu'à la Chourrout, d'où se dirige, de l'orient à l'occident, une chaîne rocheuse qui sépare l'Estaés de la montagne d'Aspé. La sixième année revenant à Borce correspond à 1863, 1869 et aux années qui se suivent périodiquement au même intervalle.

Durant leurs cinq années de jouissance libre d'Estaés à chaque période sexennale, les habitants d'Anso pourront faire paître leurs troupeaux, de jour et de nuit, en compascuité avec ceux de Borce, dans deux zones du territoire français contiguës à cette montagne, et les gardes, ainsi que les pasteurs, auront la faculté d'y couper le bois nécessaire à la construction de leurs cabanes et aux besoins de la vie. La première zone s'étend depuis l'Escalé d'Aiguetorte jusqu'au Mailh de Maspêtres, entre la frontière internationale et la lisière supérieure du bois d'Espelunguère. Pour la jouissance de cette première zone, les troupeaux d'Anso auront la faculté de se servir librement, à leur entrée et à leur sortie, du chemin qui y mène par l'Escalé d'Aiguetorte et le pas de las Planetas, sans pouvoir en prendre d'autres en dehors

du territoire commun. La seconde zone occupe l'espace compris depuis le Fourat de las Tirérès jusqu'àuprès de la Chourrout d'Aspé, entre les croix hautes ou repères de la limite internationale et les croix basses qui la circonscrivent du côté de l'orient.

Il existe une troisième zone sur le territoire espagnol entre la frontière et une ligne qui, partant du Col det Mail, se dirige vers le Clot de la Mine, de là au Coutchet det Garray, au-dessus du Mailh de Maspêtres, puis au Fourat de las Tirérès, d'où elle va, en s'écartant insensiblement de la limite internationale, au cap de Coume del Tach, et s'avance presque parallèlement à cette limite pour finir à la Chourrout. Il est convenu que le gros bétail de Borce qui se trouverait par accident dans cette zone pourra être repoussé sur le territoire français, mais qu'il ne sera passible ni de saisie, ni d'amende, à moins qu'il n'y ait été conduit par ses pasteurs.

Art. 11. La jouissance des pâturages dans le versant septentrional de la montagne d'Aspé, propriété de la vallée d'Anso, appartiendra, deux années sur trois, à cette vallée; la Vésiau d'Aspé, composée des communes de Cette-Eygun, Etsaut et Urdos, n'ayant que la troisième, laquelle correspond à 1863, 1866 et aux années qui se succèdent périodiquement au même intervalle.

Art. 12. La Vésiau d'Aspé et la ville de Jaca jouiront en commun des pâturages des montagnes d'Astun, de la Raque et Raquette, propriété de Jaca, sur le versant méridional des Pyrénées, ainsi que de ceux des communaux de la Vésiau contigus à ces montagnes sur le versant français.

Leurs troupeaux auront la faculté de rester de jour et de nuit dans Astun, mais seulement à partir du 10 juillet de chaque année, et leurs pasteurs pourront y construire des cabanes pour s'y abriter. Toutefois, les bêtes à laine de la Vésiau doivent rentrer pour la nuit sur le territoire français.

Les troupeaux de Jaca auront, dans les communaux de la Vésiau contigus à Astun et à la Raque et Raquette, la compascuité, de jour seulement, avec ceux de Cette-Eygun, Etsaut et Urdos, qui pourront y paître toute l'année de jour et de nuit.

L'usage du pâturage de la Raque et Raquette, compris entre Sompport et les montagnes de Comdetju, d'Espoulunguet et d'Astun, sera libre en toutes saisons, de jour et de nuit, pour les troupeaux de Jaca et de la Vésiau.

Enfin, Jaca continuera à payer annuellement à la Vésiau d'Aspé cent trente sols jaqués qui, en monnaie actuelle, font, à peu de chose près, cent vingt-deux réaux de vellon, ou trente-deux francs.

Art. 13. Sont confirmés les usages existants entre les habitants de Sallent et de Lanuza, de la vallée de Tena, et ceux de la vallée d'Os-

sau, relativement à leur droit réciproque de gîte : pour les premiers, à la majada de Tourmon, dans la montagne d'Anéou, en France, et pour les seconds, à la grotte de Samorons ou madaja de lou Roumiga, en Espagne.

Art. 14. La rivière ou vallée de Saint-Savin, en France, et le Quignon de Panticosa de la vallée espagnole de Tena continueront d'avoir la jouissance de la partie de la montagne de Jarret, bornée à l'est par le ruisseau d'Arratillou, au sud et à l'ouest par la crête principale des Pyrénées, au nord par les monts de Bun et d'Arras et par les ruisseaux ou ravins qui la séparent du Mercadaou.

Les co-usufruitiers maintiendront l'usage actuel d'affermir ce territoire sous le contrôle de l'autorité compétente, aux enchères et avec une parfaite égalité de condition pour les fermiers du Quignon et ceux de la rivière ; le produit, comme les charges, devant se partager par moitié entre les intéressés.

Art. 15. La vallée française de Baréges et les vallées espagnoles de Broto ont la propriété commune des sept quartiers de Pouey-Aspé, des Espécières, de Pouey-Arraby, de Sécres, de Pla-Lacoum, de Pouey-Mourou et de Lacoste, compris sous la dénomination de *montagne d'Ossoue*. Ces sept quartiers s'étendent depuis la crête des Pyrénées, entre le Vignemale et la brèche de Roland, jusqu'aux communaux de Gavarnie, desquels ils sont séparés par une ligne dont le tracé approximatif part du Barrancou (ravin), qui divise Coumacieuse de Lacoste, passe au-dessous de la cabane du Coueyla de Lacoste, puis par-dessous Pouey-Mourou jusqu'à l'Espugne de Milha, va de là aux Plas-Coumus, à la cabane de Pouey-Arraby, au trot du même nom, au bas de la Peyranère, au trot de Lapahule, au sommet de Mourgat, borne ensuite la montagne de Pouey-Aspé jusqu'au Coueyla neuf et continue par la hite de Pouey-Aspé, la Serre de Serradets et la Serre de Taillou pour aboutir à la brèche de Roland. Il sera fait un abornement de cette ligne, lorsqu'on procédera à celui de la frontière internationale prescrit par l'article 8, et on la modifiera, s'il y a lieu, en tenant compte du dire des parties intéressées et des accidents topographiques. Le procès-verbal de cette démarcation définitive sera annexé au présent Traité.

Le pâturage des sept quartiers de la montagne d'Ossoue s'affermira aux enchères à Luz, d'accord entre les vallées de Baréges et de Broto, en présence de leurs délégués, avec l'intervention de l'autorité compétente, et à des conditions absolument égales pour les adjudicataires français et espagnols. Le fermage et les charges de cette propriété seront partagés par moitié entre les deux vallées.

Les troupeaux de Baréges et de Broto pourront jouir en commun, tous les ans, des sept quartiers d'Ossoue jusqu'au 11 juin, mais, à par-

tir de ce jour, le pâturage en sera interdit à tout espèce de bétail jusqu'au 22 juillet, époque à laquelle les fermiers et sous-fermiers auront seuls le droit de pacager dans les quartiers qui leur seront dévolus.

Le bétail propre de Broto, à l'exclusion de tout autre, aura la faculté de paître avec celui de la vallée de Barèges, dans les communaux de Gavarnie, depuis le 22 juillet jusqu'au moment où il rentre dans les versants d'Espagne.

Afin de légitimer les usages indiqués ci-dessus, et pour mettre fin à jamais aux anciens litiges, la vallée de Barèges indemniserà la vallée de Broto de l'abandon perpétuel et volontaire que fait celle-ci de tous droits quelconques sur les montagnes du versant de Gavarnie autres que ceux mentionnés dans les paragraphes précédents. L'indemnité sera de vingt-deux mille francs, soit quatre-vingt trois mille six cents réaux de vellon, et le paiement devra en être effectué dans le courant de l'année qui commencera du jour où le présent Traité sera mis à exécution.

Art. 16. Le village aranais d'Aubert est maintenu, aux conditions actuelles, dans la possession exclusive et perpétuelle du Clot de Roye et de la Montjoie, sur le versant français du contre-fort qui sépare la vallée d'Aran de celle de Luchon.

Art. 17. Bagnères de Luchon conservera les parties du Roumingau et du Campsaure dont il est en possession, et, pour légitimer cet état de choses, le Domaine français, qui en reste nu-propriétaire, désintéressera les communes aranaïses de l'abandon de leurs prétentions sur ces terrains, par une indemnité en argent qui équivaudra au capital correspondant à une rente en trois pour cent consolidé de la dette intérieure d'Espagne, égale au revenu moyen actuel desdits terrains, lequel sera évalué contradictoirement par des experts nommés par l'un et l'autre Gouvernement. Le capital de la rente sera calculé au cours qui aura été coté à Madrid le jour de la mise à exécution du présent acte.

L'indemnité relative au Roumingau sera payée à Aubert; celle du Campsaure à Benos, Begos et las Bordas, et les deux paiements auront lieu en même temps, dans la première année de la mise en vigueur du présent Traité.

Art. 18. Les communes aranaïses qui sont en possession de terrains situés sur le versant français, entre la frontière internationale et la ligne qui les sépare du Roumingau, du Campsaure et de l'Artigon, depuis le Pouylan jusqu'au Clot de Barèges, sont confirmées dans cette possession à perpétuité et aux conditions d'aujourd'hui; mais comme tous les frontaliers n'emploient pas les mêmes noms pour désigner ces terrains, et qu'ils ne semblent pas leur assigner la même étendue, il sera dressé une annexe au présent Traité, dans laquelle

on indiquera exactement les limites des divers quartiers et où seront consignés les détails et éclaircissements propres à prévenir toutes contestations ultérieures.

Art. 19. Les troupeaux de Bosost continueront à être admis depuis le 1^{er} juillet de chaque année, à paître seuls les secondes herbes dans les montagnes françaises de Susartigues et de Couradilles.

Art. 20. Saint-Mamet aura l'usage exclusif des bois et pâturages du versant français compris entre la frontière internationale et deux lignes droites qui, partant du Plan de Bergès, aboutissent, l'une au Mail de Crique et l'autre à la Croix de Guillamart ou Planet des Creus ; pour légitimer cet usage, le Domaine français, qui reste nu-propriétaire du fonds, payera à la municipalité de Bosost, pour l'abandon de ses prétentions sur ces mêmes terrains, une indemnité en argent représentant le capital d'une rente en trois pour cent consolidé de la dette intérieure d'Espagne, égale au revenu moyen actuel desdits terrains, lequel sera estimé contradictoirement par des experts nommés par l'un et l'autre Gouvernement. Le capital de la rente sera calculé sur le cours qui aura été coté à Madrid le jour de la mise à exécution du présent Traité, et il est entendu que le communal dit *le Portillon*, ne sera compris que pour moitié dans l'évaluation du revenu.

L'indemnité sera payée avant l'expiration de la première année où le présent acte sera mis en vigueur.

Art. 21. La commune française de Fos et la commune espagnole de Bausen continueront à posséder par indivis le petit terrain de Bidaubous, circonscrit par une ligne qui descend avec le ruisseau du Terme, remonte par la Garonne jusqu'au Mail des Trois Croix et retourne à son origine par les mails de Muscadé, d'Évéra et d'Aegla.

Art. 22. Le village aranais de Canejan admettra, seulement de jour, dans les pâturages communaux les troupeaux français de Fos, lesquels ne pourront pas dépasser Tartélong près de la cabane de la Traverse, et la partie de la Montagnole au-dessous de l'abreuvoir de Jourdoulet ; et réciproquement, les troupeaux de Canejan pourront jouir, de jour, des pâturages de Fos jusqu'au Sarrat det Pin, le plan des Piaous, Terrenère, vers la cime de la Pourtioula et le long de la crête jusqu'au point de la frontière commun à Fos, Melles et Canejan.

Art. 23. Les Conventions écrites ou verbales qui existent aujourd'hui entre les frontaliers des deux pays, et qui ne sont pas contraires au présent acte, conserveront leur effet et valeur jusqu'à l'expiration du terme assigné à leur durée.

En dehors de ces Conventions et à partir de la mise à exécution du Traité, nul ne pourra réclamer, à aucun titre, sur le territoire voi-

sin, quelque droit ou usage que ce soit, qui ne résulterait pas des stipulations dudit Traité, quand bien même ces droits ou usages ne seraient pas contraires à ces stipulations.

Toutefois, les frontaliers conservent la faculté qu'ils ont toujours eue de faire entre eux les contrats de pâturages ou autres qui leur paraîtront utiles à leurs intérêts et à leur rapports de bon voisinage; mais, à l'avenir, l'approbation du préfet et du gouverneur civil sera indispensable, et la durée des contrats ne pourra pas excéder cinq années.

Art. 24. Les communes limitrophes qui auront, à un titre quelconque, la jouissance exclusive de pâturages situés dans le pays voisin, pourront nommer à elles seules les gardes pour la surveillance de leurs pâturages. Lorsque la jouissance sera commune entre les frontaliers respectifs, chacune des municipalités intéressées pourra avoir ses propres gardes ou en nommer de concert avec l'autre. Les gardes pourvus de leurs titres de nomination prêteront serment devant l'autorité compétente du Pays où s'exerce la jouissance, et ils adresseront leurs plaintes à qui de droit dans le même pays.

Art. 25. Le règlement pour la saisie des bestiaux annexé, sous le n° 4, au Traité de Bayonne du 2 décembre 1856, sera applicable à la portion de frontière ci-dessus désignée, et il sera également joint comme annexe au présent Traité.

Art. 26. Les troupeaux de toute espèce soit français, soit espagnols, qui passeront d'un Pays dans l'autre pour y paître en vertu des usages stipulés dans le présent Traité ou de ceux qui seraient établis à l'avenir par des contrats entre frontaliers, ne seront soumis à aucun droit de douane ni autre quelconque, à leur passage à la frontière. Il en sera de même pour les troupeaux qui, en vertu d'un accord quelconque, emprunteraient un chemin ou un territoire de l'État voisin pour se rendre dans les pâturages dont ils ont la jouissance dans l'un ou dans l'autre Pays.

Afin d'éviter que les peines imposées par le fisc à l'introduction frauduleuse des bestiaux n'atteignent les troupeaux qui, en jouissant légalement de pâturages étrangers sur la frontière, ou en s'y rendant, entreraient accidentellement dans un terrain où ils n'auraient pas droit d'aller, il est convenu que le bétail saisi en pareil cas ne sera point considéré comme étant de contrebande, quand il se trouvera à moins d'un demi-kilomètre de distance du terrain dont il a l'usage, pourvu que l'intention frauduleuse ne soit pas évidente.

Art. 27. Sont annulés de fait et de droit, en tout ce qui est contraire aux stipulations convenues dans les articles ci-dessus, les conventions, les sentences arbitrales et les contrats antérieurs relatifs, tant au tracé de la frontière comprise entre le sommet de la Table des Trois Rois

et le Val d'Andorre, qu'à la situation légale, aux jouissances et aux servitudes des territoires limitrophes.

Art. 28. L'exécution du présent Traité commencera quinze jours après la promulgation du procès-verbal d'abornement prescrit à l'article 8.

Art. 29 et dernier. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Madrid, aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double expédition à Bayonne, le quatorzième jour d'avril de l'an de grâce mil huit cent soixante-deux.

(L. S.) *Signé* : V^{or} LOBSTEIN.

(L. S.) *Signé* : G^{al} CALLIER.

(L. S.) *Signé* : FRANCISCO-MARIA MARIN.

(L. S.) *Signé* : Manuel MONTEVERDE.

Les ratifications de cet acte ont été échangées à Madrid, le 13 juin 1862, et le décret de promulgation a été rendu le 18 du même mois, à Paris.

V

Convention additionnelle au Traité de délimitation du 14 avril 1862, conclue à Bayonne le 27 février 1863.

S. M. l'Empereur des Français et S. M. la Reine des Espagnes, voulant régler d'une manière définitive l'exécution du Traité de limites conclu à Bayonne, le 14 avril 1862, entre la France et l'Espagne, et faire procéder en conséquence aux opérations concernant l'abornement, et à la rédaction des annexes prescrites par les articles 8, 15, 18 et 25 dudit Traité, ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, le sieur *Charles-Victor Lobstein*, Ministre plénipotentiaire, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, grand-croix des ordres de l'Étoile polaire de Suède et de Saint-Olaf de Norwège, etc., etc. ;

Et le sieur *Camille-Antoine Callier*, général de brigade, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, chevalier grand-croix de l'ordre royal d'Isabelle-la-Catholique, chevalier de deuxième classe, avec plaque, de l'ordre de l'Aigle-Rouge de Prusse, etc., etc. ;

Et S. M. la Reine des Espagnes, *don Francisco-Maria Marin*, chevalier grand-croix des ordres royaux de Charles III et d'Isabelle-la-Catholique, chevalier de l'ordre militaire de Saint-Jean-de-Jérusalem, grand-officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, sénateur du Royaume, Ministre plénipotentiaire, majordome de semaine de Sa Majesté, etc., etc.;

Et *don Manuel Monteverde y Bethancourt*, maréchal de camp des armées nationales, chevalier grand-croix des ordres royaux de Charles III, de Sainte-Herménégilde et d'Isabelle-la-Catholique, deux fois chevalier de l'ordre militaire de Saint-Ferdinand, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, membre de l'Académie royale des sciences de Madrid, etc., etc.;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, ont dressé et réuni dans le présent Acte les trois annexes suivantes, qui auront la même force et valeur que si elles étaient insérées au susdit Traité, dont elles sont le complément.

ANNEXE I.

Procès-verbal d'abornement de la frontière internationale.

En exécution de l'article 8 du Traité de limites signé à Bayonne, le 14 avril 1862, les plénipotentiaires de France et d'Espagne, assistés, d'une part, des sieurs *Pierre-Gustave* baron *Hulot*, chef d'escadron au corps d'état-major, chevalier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, et *Pierre-Antoine-Bruno Boudet*, capitaine au corps d'état-major, officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, et, d'autre part, de *don Angel Alvarès d'Araujo*, lieutenant-colonel d'état-major, chevalier de l'ordre militaire de Saint-Jacques et de l'ordre royal de Sainte-Herménégilde, commandeur de l'ordre royal de Charles III, et de *don Juan Pacheco y Rodrigo*, capitaine d'état-major, ont procédé, en présence des délégués des communes françaises et espagnoles intéressées, à la détermination définitive et à l'abornement de la frontière internationale entre les départements français des Basses et des Hautes-Pyrénées, de la Haute-Garonne et de l'Ariège, et les provinces espagnoles de Huesca et de Lérida.

Les signaux de démarcation consistent en bornes et en croix. Les bornes sont en forme de prismes ayant une base quadrangulaire de cinquante centimètres de côté et une hauteur de quatre-vingts centimètres. Les croix sont de vingt centimètres, à quatre branches égales, gravées sur le roc, dans un rectangle de cinquante centimètres de haut et trente-cinq de large. Les unes et les autres sont marquées de leur numéro d'ordre, lequel est inscrit en tête de l'article désignant la situation du repère qui lui correspond, en commençant par le nu-

méro 273, qui suit immédiatement le dernier employé dans l'abornement dont le procès-verbal est annexé au Traité du 2 décembre 1856, relatif à la limite politique entre le département des Basses-Pyrénées et les provinces de Guipouzoa et de Navarre.

273. A partir de la Table-des-Trois-Rois, la frontière internationale suit la ligne de partage des eaux de la chaîne principale des Pyrénées et arrive au port d'Anso ou col de Pétregème, où l'on a placé le premier repère du présent abornement, lequel consiste en une croix et le numéro 273 gravés sur un rocher de calcaire blanc, à vingt mètres à l'est du sentier qui conduit de Lescun à Anso.

La frontière continue par la même ligne de partage des eaux jusqu'à un sommet que les Espagnols nomment pic d'Arri et situé à l'intersection des crêtes de Banasse et de Couècq.

274. Au col de la Chourie ou de Lachourito, croix regardant vers l'est, sur une grande roche blanche au milieu du col, à trente mètres à l'ouest du sentier.

Il est utile de faire observer que les Espagnols de cette frontière désignent les dépressions qui existent sur la ligne de crête des montagnes par le mot *Collado* (en français *Mamelon*), s'écartant ainsi du sens propre de ce mot.

275. Au col de la Raille, croix regardant l'orient sur une roche à l'ouest du col.

276. Croix au port d'Etcho ou col del Pao, sur une roche calcaire à dix mètres du sentier.

277. Au milieu du col de la Cuarde ou de la Counarda, croix sur la face supérieure d'une grande pierre plate à demi enterrée et fixée avec du mortier sur l'arête de partage des eaux.

278. Croix sur un rocher fermant arête, un peu à l'ouest du col d'Arlet que les Espagnols appellent *Coa-el-Rey*.

La frontière qui suit la ligne de faite jusqu'au pic d'Arri, où se rencontrent les crêtes de Barnasse et de Couècq, s'en détache en ce point et s'incline davantage vers le sud pour aboutir au pic de Gabedaille, appelé *Signal d'Espélunguère*, dans la triangulation géodésique des Pyrénées.

279. Entre les pics d'Arri et de Gabedaille, au col de Couècq ou d'Arri, appelé aussi *de la Contende*, croix sur une grosse pierre de grès rouge.

Du pic de Gabedaille, la frontière descend vers le sud par l'arête d'un contre-fort qui aboutit à l'Escalé d'Aiguetorte, couloir de rochers d'où les eaux du plateau supérieur tombent en cascade dans le ruisseau d'Espélunguère.

280. Croix à l'Escalé d'Aiguetorte sur un grand rocher vertical, à gauche de la cascade.

De ce point, la frontière se dirige vers le sud-est par le point supérieur d'un escarpement comme un mur de rochers presque verticaux, et aboutit à un angle formé par ces rochers et ceux de la chaîne de Ibon venant de l'est, lesquels sont également d'une pente très-rapide et dont le bord supérieur sert aussi de limite internationale jusqu'au mail de l'Espélunguère (n° 284).

281. Croix à la partie supérieure de l'angle des escarpements mentionné ci-dessus et à quatre cent quatre-vingts mètres de l'Escalé.

Cette distance et celles qui suivent jusqu'à Somport sont à peu de chose près exactes, quoiqu'elles n'aient pas été mesurées sur le terrain ; elles représentent la distance d'un point à un autre en ligne droite et en projection horizontale.

282. A l'extrémité nord du Mail de Ibon, croix sur une roche calcaire à quatre cent trente mètres du n° 281.

283. Croix sur un petit mamelon, nommé Clot de Mail ou Col dèt Mail, à deux cent quarante mètres de la précédente.

284. Au Mail d'Espélunguère, croix sur une roche blanche affleurant le sol et à deux cents mètres de celle du Clot de Mail.

285. A cinq cent trente mètres au pied d'une arête du mamelon du Couchèt dèt Garray ou dé la Femme-Morte, croix sur une roche regardant le nord, un peu au-dessus d'un sentier.

286. Croix à trois cent quarante mètres sur la face méridionale d'un rocher, au Mail de Maspétres.

287. A quatre cent quatre-vingts mètres plus en avant, croix sur une pierre plate à fleur de terre au bord du Fourat de las Tirérès, qui est un gouffre ou puits naturel sur la pente septentrionale d'un grand mamelon appelé Mail de las Tirérès.

288. Sur l'arête saillante du Mail de las Tirérès, croix faisant face au nord et à deux cents mètres de la dernière.

289. Croix au-dessus d'un sentier, sur un rocher au niveau du sol, à l'endroit où le terrain forme comme un promontoire qui domine un brusque changement de pente, à cent soixante mètres et au sud-est de la croix précédente.

290. Au sud et à trois cent trente mètres, borne sur le mamelon nommé Turon del Tach ou Puntal del Tacho.

291. A quatre cent vingt mètres, borne à un promontoire situé sur la rive droite du ruisseau d'Escourèts et au-dessus de la Cabane ou Coueyla de Caraou.

292. Au Turonnet d'Escourèts, mamelon rocheux très-remarquable, borne à deux cent quarante mètres de la précédente.

293. Au delà de la Coume de la Bouchouse, borne au mamelon de Tronsec, à cinq cent quatre-vingts mètres du Turonnet.

294. Borne sur un petit promontoire au delà du ruisseau et de la

fontaine de Sansané, à l'extrémité du bois de Lacuèt et à deux cent soixante et dix mètres de Tronsec.

295. Croix à cinq cent quatre-vingts mètres, sur la grande muraille verticale de rochers connue sous le nom de *Caillavérise*.

Le pied de cette muraille sert de frontière sur un espace de cinq cent quarante mètres, jusqu'à la Chourrout ou pas d'Aspé, sorte de cascade encaissée, par où le gave d'Aspé entre d'Espagne en France.

296. Croix à la Chourrout d'Aspé, sur l'escarpement vertical de la rive droite du gave.

A partir de la Chourrout, la ligne internationale suit, sur le flanc de la montagne d'Aspé, une bande de rochers d'un blanc bleuâtre, appelée par les Espagnols *El Calcinar* et aboutit à un immense rocher vertical à l'est et à mille quatre cents mètres du pas d'Aspé.

297. Au pied de ce rocher, et sur la ligne de partage des eaux, croix faisant face au nord.

De ce point, la frontière se dirige au nord jusqu'au sommet de la Coume de Légna, au sommet dit de *Candantchou*, où l'on retrouve la ligne de partage des eaux.

298. Croix sur un mamelon rocheux, à mille quatre-vingts mètres de la précédente, en deçà de la Coume de la Légna.

299. A quatre cents mètres, borne au sommet de la Coume de la Légna ou de Candantchou.

De ce point, la ligne internationale se confond complètement avec la ligne du faite de la chaîne principale, jusqu'au delà du port de Vénasque, où se trouve le repère n° 332. Malgré cela, il a paru convenable de placer des signaux de démarcation sur ladite ligne de faite aux divers points désignés ci-après :

300. Au col de Bèssata, croix sur une pierre de grès rouge au niveau du sol.

301. A environ deux cent quarante mètres, croix faisant face au midi, sur le bord vertical d'un rocher plat, situé sur un monticule peu élevé.

302. Sur le premier mamelon qui vient après, croix à deux cent vingt mètres de la dernière, sur la face d'une roche verticale qui regarde vers l'est.

303. Borne au mamelon suivant, à trois cents mètres du repère précédent.

304. A deux cent soixante mètres, borne sur le monticule le plus proche.

305. Au col de Somport, le *summus portus* des anciens, croix sur un rocher vertical de grès rouge, situé sur le côté méridional de la route qui va de France en Espagne, en passant par Urdo et Canfranc, qui

sont les lieux les plus rapprochés du col auquel ils donnent aussi chacun son nom.

306. A deux cent trente mètres, croix sur la face verticale et sud-est d'un rocher qui domine le col de Somport.

307. Croix sur un petit pic rocheux qui domine le col de la Coume d'Astun.

308. Borne au col Mayou ou de las Névéras.

309. Borne au col des Moines ou de Bious, désigné aussi sous le nom de *los Ibonès*.

310. Au Pourtalet d'Anéou ou col de la Fuenté del Gallégo, croix à quarante-cinq mètres à l'ouest du chemin qui unit les vallées d'Ossau et de Téna.

311. Croix sur les rochers verticaux du col de Sobe ou d'Arlouste.

312. Au col d'Azun ou de la Peyre Saint-Martin, croix sur une pierre granitique enterrée, dont la face un peu inclinée vers l'ouest est visible du chemin qui met en communication les vallées d'Azun et de Téna.

313. Au port de Cauterets ou de Panticosa, appelé aussi de la Peyre Saint-Martin, croix sur une pierre de granit un peu inclinée vers le nord, à l'ouest du sentier qui sert de communication entre Cauterets et Panticosa.

314. Croix sur une pierre granitique, au col d'Arratillou.

315. Au col de Plalaube ou de Plana del Alba, croix sur une roche à dix mètres à l'est du sentier.

316. Au col de Cardale, croix sur un rocher peu incliné vers l'est, et à quarante mètres à l'ouest du passage.

317. Au col de la Bernatoire, croix sur la face verticale des rochers, à l'ouest du passage qui mène au lac de ce nom.

318. Au port Vieux ou col des Espécières, croix sur une pierre plate à demi enterrée.

319. Au port de Gavarnie ou de Torla, passage très-fréquenté, croix sur la face orientale d'une grande pierre debout, appelée Peyre Saint-Martin.

320. Au col que les Français nomment Port-Neuf-de-Pinède ou col de la Canaou d'Estaubé, et les Espagnols Port-de-Pineta ou de Saléra, croix sur une roche verticale de calcaire à l'ouest du passage.

321. Au port de la Canaou de Troumouze, ou bien port de la Canal ou de Lalarri, croix sur un rocher à l'est du col.

322. Au col de Barroude ou port de Barrosa, croix sur la face orientale d'un rocher à l'ouest du port.

323. Au port de Bielsa ou d'Aragnouet, croix à la partie supérieure et occidentale de la brèche qui a été ouverte de main d'homme pour améliorer ce passage très-fréquenté.

324. Au col d'Héchempy ou Hechempouy que les Espagnols appellent port de Salcorz, croix sur des rochers à l'est du col.

325. Au col de Moudang ou port de Tringonier, croix à l'ouest du passage.

326. Croix à cinquante mètres à l'ouest du port d'Ourdissetou.

327. Au port du Plan ou de Riou Mayou, croix sur une roche à l'ouest et à côté du chemin qui établit une communication facile entre la vallée d'Aure et celle de Gistain.

328. Au port de Caouarère ou de la Madéra, croix à vingt mètres et à l'occident du passage.

329. Croix sur la face ouest de la brèche qui forme le passage difficile du col de la Pèz.

330. Croix sur une roche au col de Clarabide.

331. Croix sur la face verticale d'un rocher, au port de la Glère ou de Gorgoutès, à six mètres à l'est du sentier.

332. Au col de Vénasque, croix sur le pan vertical du rocher qui a été taillé pour faciliter le passage, et au levant du sentier.

La frontière continue par la crête principale jusqu'au pic de la Frèche ou du Pesson, où elle abandonne cette crête pour suivre celle du grand contre-fort qui sépare les eaux de la vallée de Luchon d'avec celles de la vallée d'Aran.

333. Au col des Caousadès ou de l'Enfer, où la ligne divisoire des Souverainetés descend depuis le pic de la Frèche, borne au nord du sentier qui va à Vénasque par le port de la Picade, lequel, ainsi que le pic de la Frèche, sont situés sur la ligne de crête de la chaîne principale et à la limite de l'Aragon et de la Catalogne, de même que des provinces de Huesca et de Lérida.

334. Borne à l'entrée du Sarrat de Carabidos au point que les Espagnols appellent Cabo de la Picada, au nord du sentier qui conduit de Bagnères-de-Luchon à Vénasque par le port de la Picade, et à deux cents mètres de la précédente.

A partir du col des Caousadès, toutes les distances mentionnées ont été mesurées à la chaîne, en suivant les contours de la ligne divisoire des deux Pays.

335. Borne sur le dernier mamelon du Sarrat que les Espagnols appellent Cabo de la Montjoye (Mounjoyo) à mille neuf cent cinquante mètres de la précédente, après le pic de l'Escalette, point de la crête du contre-fort où la ligne de faite quitte brusquement sa direction de l'ouest à l'est pour prendre celle du sud au nord.

336. Au pas de la Montjoye ou des Aranais, borne à cent trente-sept mètres de l'antérieure et au point de rencontre des chemins qui conduisent de Bagnères-de-Luchon et de Vénasque à las Bordas.

337. Borne sur le pic de la Montjoye, à deux cent quatre-vingts mètres du pas du même nom.

338. Sur le pic du Clot de Roye (Rouyo), ou simplement de Roye, borne à cinq cent cinquante-deux mètres de la précédente.

339. Borne au cap de la Toua ou pic de Ribeshautès, à trois cent quatre-vingts mètres du pic de Roye.

Ici commence la montagne de Pouylané qui, aux termes de l'article 5 du Traité dont le présent procès-verbal est une annexe, doit rester en Espagne. La frontière internationale quitte donc les crêtes les plus élevées du contre-fort pour en suivre de moins hautes qui se succèdent en formant un demi-cercle convexe du côté de l'ouest et compris entre le cap de la Toua et le pic de Pouylané, situés l'un et l'autre sur la ligne de faîte.

340. Borne à huit cent quatorze mètres du cap de la Toua, sur un petit mamelon à gauche du sentier qui va du Pouylané dans le Roumingau.

341. Sur un monticule hérissé de petits rochers, borne à quatre cent dix mètres de l'antérieure.

342. Sur le premier piton qui vient après, borne à trois cent quatre-vingt-douze mètres de la dernière.

343. Au pic ou Tuc de Pouylané, borne à quatre cent dix-huit mètres de la précédente.

Ici la ligne divisoire des deux Souverainetés reprend la crête de partage des eaux qui coulent à l'ouest dans la vallée de Luchon, à l'est dans celle d'Aran.

344. Croix sur un roc à quatre cent quatre-vingt-seize mètres du pic de Pouylané.

345. Borne au pas de Vilamos ou des côtes de Vilamos, au sud du chemin qui va de Luchon à Arrou, et à quatre cent vingt-quatre mètres de la croix précédente.

346. Borne au premier piton après le pas de Vilamos, et à une distance de cent mètres. Ce piton est appelé *Montagnette d'Arrou*.

347. Borne sur un autre piton, à trois cent quarante-trois mètres du précédent et au nord du pas des Catalans.

348. A sept cents mètres en avant, borne sur un piton au sud du col d'Arrou ou pas de Comaséras.

349. A deux cent quatre-vingt-trois mètres du col d'Arrou, borne sur la montagne de Montagout.

350. Borne au passage d'Arrès, au-dessus d'un marécage, à six cent cinq mètres de la précédente.

351. Au pic d'Arrès ou Turon de la Barra de la Péna, borne à deux cent soixante et douze mètres de l'antérieure.

352. Borne à cinqcent trente-trois mètres du pic d'Arrès.

A deux cent dix mètres plus loin, la crête forme un saillant de cent trente mètres de long, dont les deux versants sont en Espagne et qui s'élève perpendiculairement à la direction générale jusqu'au pic du Trône.

353. Borne à un col situé à deux cent quatre-vingts mètres de l'origine du saillant.

354. Sur le premier mamelon de la montagne d'Aubas, borne à cent vingt-huit mètres de la précédente.

355. Borne sur le piton le plus élevé de la montagne d'Aubas, connu sous le nom de *Pic* ou *Mail d'Aubas*, à cent trente-cinq mètres du premier mamelon.

Entre le pic d'Aubas et le piton ou Tuc du Plan de la Serre qui vient après du côté de l'occident, s'ouvre la profonde dépression du Clot de Barèges, lequel doit être laissé en Espagne, en vertu de l'article 5 du Traité. La frontière descend en ligne droite du pic d'Aubas à un ancien repère qui consiste en une fleur de lis et les barres d'Aragon gravées sur une roche vive, au niveau du sol, au midi du point le plus élevé du col, et entre ce point et la fontaine des Berns.

356. Borne sur la limite du Clot de Barèges touchant l'ancien repère et à mille cinquante-huit mètres du pic d'Aubas.

D'ici la frontière monte en ligne droite au piton ou Tuc du Plan de la Serre, et se confond ensuite avec la ligne de crête jusqu'à la croix n° 359.

357. Borne à ce piton, à sept cent dix mètres de la précédente.

358. Borne au cap des Enténès au bord du précipice, et à six cent deux mètres du piton du Plan de la Serre.

359. Croix sur un rocher touchant le précipice, à trois cent trente mètres de la borne antérieure.

A partir de ce point, la limite internationale abandonne la ligne de partage des eaux jusqu'au Portillon, descendant d'abord sur le versant occidental pour passer ensuite sur le versant opposé et suivant l'ancienne démarcation entre Saint-Mamet et Bosost, laquelle a été signalée par des croix nouvelles gravées à côté des premières.

360. Croix au lieu dit *Peyres juntes* ou *Peyras quilladas*, sur la face verticale du rocher, à gauche du sentier qui descend d'Espagne en France, et à trois cents mètres d'un petit plateau situé sur la ligne des versants. Ce plateau est appelé *de l'Artiguette* ou *Plan de Artigadu coll de Barèges*. La distance à la croix précédente n'a pas pu être mesurée, le terrain étant inaccessible entre les deux repères.

De la croix n° 360 jusqu'au Portillon, la frontière suit une percée faite dans la forêt.

361. Croix, à cent quarante mètres de la précédente, sur la roche

près d'une grande anfractuosité qui se trouve dans le piton, en arrivant au Soulan de l'Artiguette.

362. Croix au Soulan de l'Artiguette ou de Artiga, à cent mètres de la dernière.

363. A cent dix mètres en avant, croix sur un rocher au bout de la Coumirale de Marioun ou cap de la Coume de Sarraquéra.

364. Croix dans le roc à deux cent quarante-trois mètres de la précédente, au lieu dit *Roquefouquère*.

365. A cent quarante-trois mètres au delà, croix à l'Escalette de Roquefouquère.

En se dirigeant de ce point au Portillon, la frontière coupe la ligne de crête à environ trois cents mètres de l'Escalette, et laisse ainsi sur le versant oriental une petite portion du territoire français.

366. Au Portillon, à cinq cent cinquante-cinq mètres du dernier repère, croix sur la face verticale d'un rocher, à cinq mètres au nord du chemin qui par ce col établit une communication facile entre les vallées de Bagnères-de-Luchon et d'Aran.

A partir d'ici, la limite politique se confond de nouveau avec la ligne de faite.

367. A quatre cent soixante-cinq mètres du Portillon, croix sur une roche au sommet du petit piton de Guillamart, ou Plagnèt de las Créous.

368. Au col de la Clota, borne à trois cents mètres du repère antérieur.

369. Borne au milieu du marécage ou Estagnon de Simourère, à cinquante-deux mètres de la précédente.

370. A cent dix-huit mètres plus loin, croix sur une roche isolée à la descente du Plan du Tuc.

371. A cinquante-trois mètres au delà, borne au lieu dit *Col* ou *Plàn du Tuc*.

372. Au milieu du Clot de Léchartade ou Plagnèt de la Charlade, borne à six cent quarante-cinq mètres de la dernière.

373. Croix au sommet des rochers du Soulan du Portillon, ou cap des Mails de Régadès ou Raigadès, à soixante et dix mètres de la borne antérieure.

374. A mille deux cent quatre-vingts mètres en avant, borne sur le premier piton d'une montagne appelée *Moscadet*.

375. Borne à cent soixante-deux mètres de la dernière dans le Clot de Saint-Mamet ou de Moscadet.

376. Borne à deux cent soixante-quatre mètres plus loin, au point le plus élevé de la montagne nommée *sommet de la Laquo ou Sarraat des Estagnes*. Ce sommet est sur le territoire français, en dehors de la ligne de partage des eaux.

377. Au lieu dit *Plan del Estagne*, borne à quatre-vingt-cinq mètres de la dernière et au sud d'un petit étang.

378. A cinquante-six mètres au delà, borne au sommet d'un petit mamelon, au nord de l'étang précité.

379. Borne à deux cent deux mètres de la précédente sur un piton peu élevé.

380. Au dernier piton du Plan de la Serre, borne à deux cent cinquante-huit mètres de l'antérieure.

381. A trois cent quarante et un mètres en avant, borne sur un petit mamelon du Sarrat de Panèché.

382. Au col de Panèché, borne à deux cent soixante et seize mètres de la dernière.

383. Borne à six cent trente-six mètres plus loin au col de la Houédouletto ou de Endoléta.

384. A deux cent cinquante-huit mètres au delà, borne au lieu dit *Peou-Blanco*.

385. Borne sur le Turon de Pouyastou, à trois cent quatre-vingt-sept mètres de la précédente.

386. A huit cent quatre-vingts mètres en avant, borne au Turon des Clots de Coma.

387. A sept cent trente-deux mètres plus loin, borne au col de la Coume de Teil, ou col de Bédourt de Coume.

388. Sur le sommet du Plan de la Serre ou cap des Leïtas, borne à cent quatre-vingt-treize mètres de l'antérieure.

389. A six cent sept mètres au delà, borne au piton inférieur de Prat-Pardi, appelé *Cap de la Tora*.

390. A mille soixante-treize mètres en avant, borne sur le piton de la Coume d'Escaillaouas, nommé aussi *Mail de Pounnèt*.

391. Borne au piton situé au sud du col de Polney, à trois cent vingt mètres de la précédente.

392. A trois cent cinq mètres plus loin, borne sur un piton appelé *Turon du Bédourat*.

393. Borne au col de la Pale du Caillaou del Loup, à trois cent soixante et quinze mètres du Turon de Bédourat.

394. Borne sur le petit plateau du Caillaou del Loup, en un lieu dit *Turon de la Palè del Loup*, à cent quatre-vingt-treize mètres du col du même nom.

395. A trois cent soixante-cinq mètres en avant, borne au Mail de Sasitès, situé au bord méridional du plateau ou Plan de Moumayou.

Entre ce repère et le suivant, la ligne internationale forme un arc de cercle dont la convexité est du côté de l'Espagne.

396. A cent trente-trois mètres au delà, borne au cap du Mail de Sasitès, sur le bord septentrional du Plan de Moumayou.

397. A trois cent vingt-cinq mètres plus loin, borne au lieu désigné sous le nom de *Coll des Estagnes*, près de l'Estagnon de Bacanelle ou Bacanère.

398. Borne à cinq cent quatre-vingt-treize mètres de la précédente, sur le premier piton au nord de l'Estagnon de Bacanelle.

399. Au commencement du plateau de Bacanelle, borne à quatre cent soixante mètres de l'antérieure.

400. A sept cent trente mètres en avant, borne sur le piton septentrional du plateau de Bacanelle, piton appelé *cap du Turon del Home*.

401. A deux cent dix mètres au delà, borne sur un piton au cap Escanaouas.

402. Borne à trois cent quatre-vingt-quatre mètres de la précédente, au sommet du cap Escanaouas, au nord d'une muraille de rochers à pic.

403. A quatre-vingts mètres plus loin, borne au plan de Cigaléra.

404. Borne entre les deux mares de Cigaléra, à soixante-quatre mètres de l'antérieure.

405. A cent quatre-vingt-cinq mètres au delà, borne sur un piton nommé *Serréta d'Angouste*.

406. A cinq cent trente-cinq mètres en avant, borne sur un piton connu par les Aranais sous le nom de *Tuc de Basigné* ou de *cap de la Orriata*, au point où la ligne de crête qui sépare les eaux des vallées de Luchon et d'Aran quitte sa direction générale du sud au nord pour s'avancer droit à l'est.

La frontière continue par la ligne de crête qui forme une arête rocheuse très-prononcée depuis le Tuc de Basigué jusqu'au Turon de la Toua ou cap de Touète.

407. Borne au cap de Touète.

En ce point, la ligne internationale abandonne la crête et descend par le versant septentrional pour aller directement à l'origine du ruisseau du Terme, appelé aussi *Riou-Poudèt*.

408. Borne sur un rocher, au-dessus de la naissance du ruisseau du Terme, à trois cent douze mètres de la précédente.

La frontière descend par le cours de ce ruisseau jusqu'à son embouchure dans la Garonne.

409. Borne à cette embouchure, sur la droite du ruisseau et à la rive gauche de la Garonne.

La frontière remonte par la Garonne jusqu'au point où le Riou Argellé aboutit à la rive droite du fleuve.

410. Borne à cinq mètres de la rive droite du Riou Argellé, sur le bord de la route qui va par la rive orientale de la Garonne au Pont du Roi.

Le cours du Riou Argellé sert de frontière.

411. Borne au cap du Riou Argellé, au-dessus du point où se réunissent diverses ravines pour former le Riou.

412. Au cap de las Raspas ou Mall Usclat, croix dans le roc, à soixante et quinze mètres de la dernière borne.

413. Croix sur le cap du roc de la Serre, à cinq cent trente mètres de la précédente.

A partir de ce point, la frontière suit dans tout son parcours la ligne de partage des eaux du contre-fort qui ferme au nord le bassin hydrographique de la vallée d'Aran.

414. Croix sur la roche, à cent quatre-vingts mètres de l'antérieure dans une forêt, au lieu dit *le bout de la Palancache* ou *cap de la Coma grana*.

415. A mille huit cent quatre-vingt-dix mètres en avant, croix sur une petite roche presque au niveau du sol, au delà de l'étang du Tuc del Pan.

416. Au col de Portéla, à mille quatre cent dix mètres du n° 415, croix sur un piton rocheux à l'ouest du chemin.

417. Croix au levant, sur la face verticale du rocher, au pic élevé de la Pique ou de Melles, connu des Espagnols sous le nom de *Hou-radic*.

418. Croix sur la face verticale d'un rocher, au port de la Hourquette, à dix-neuf mètres à l'ouest du sentier.

419. A deux cent dix mètres plus loin, croix sur la face horizontale d'un petit mamelon rocheux, entre deux cols au passage de la Mountagnole, au lieu dit *Tartéraous*, avant d'arriver au pic de ce nom.

420. Au port d'Orle, croix sur la face inclinée d'une roche touchant au sentier, et à deux mètres de l'oratoire du même nom que le port.

La frontière continue par la crête du contre-fort jusqu'à sa jonction avec la ligne de faite principale des Pyrénées qu'elle suit sans interruption jusqu'au Val d'Andorre.

421. Au port d'Aula, croix sur la face horizontale d'un rocher et à cinq mètres du sentier.

422. Au port de Salau, croix sur la face horizontale d'une roche et à sept mètres du sentier.

423. Au port de Marterat ou de Tabascan, croix sur la face inclinée d'un rocher touchant au sentier, et à quatre mètres de la ligne de partage des eaux.

424. Au port de Saunou ou d'Aulus, croix horizontale à deux mètres du sentier et à deux mètres cinquante centimètres de la ligne de faite.

425. Au port de Guillou ou de Lladorré, croix sur la face verticale d'un rocher qui regarde l'Espagne, et à six mètres vingt-deux centimètres du sentier.

426. Au port de Bouet, croix sur la face inclinée d'une roche à huit mètres du sentier.

Au delà de ce port, la frontière n'a qu'une courte distance à parcourir pour s'élever jusqu'au pic Naout de Bayaout, où confrontent la France, l'Espagne et le Val d'Andorre, et où se termine le présent abornement.

ANNEXE II

Relative aux droits dont diverses communes de la frontière jouissent respectivement dans les territoires contigus de l'Etat voisin.

Pour prévenir les doutes auxquels pourrait donner lieu l'application de quelques dispositions du Traité de limites du 14 avril 1862, les plénipotentiaires de France et d'Espagne sont convenus de comprendre dans la présente annexe, non-seulement le procès-verbal d'abornement prescrit par l'article 15, et la consignation des limites, détails et éclaircissements, stipulée par l'article 18, mais, en outre, le traité des lignes de démarcation de divers terrains dont l'extension mal définie pourrait faire naître des conflits, et aussi certains accords intervenus dans le cours des opérations de l'abornement international, en faveur de quelques communes qui se trouvent dans des conditions particulières.

Abornement des trois zones décrites à l'article 10 du Traité.

Pour la démarcation des limites de ces zones, conformément à l'article 10 du Traité, au lieu d'employer des bornes, on a gravé sur le rocher des croix à double branche, sans numéro, et qui consistent en deux lignes droites parallèles d'un décimètre de long, coupées perpendiculairement au milieu par une autre ligne droite d'une longueur double.

Première zone.

La première zone du territoire français de Borce contiguë à l'Estaës, dans laquelle les habitants d'Anso ont droit de compascuité, aux termes de l'article 10 du Traité de limites, s'étend depuis l'Escalé d'Aiguetorte jusqu'au Mail de Maspêtres (repères internationaux nos 280 et 286) entre la frontière et une ligne suivant la lisière supérieure du bois d'Espélunguère, et qui a été signalée par deux croix.

1^{re}. Sur un rocher dominant une petite ravine à cent cinquante

mètres au nord-est du repère international n° 281, et à cinq cent cinquante mètres environ de celui de l'Escalé.

2°. Sur une grande roche blanche horizontale dans une clairière, au milieu du vallon compris entre les Mails d'Espélunguère et de Maspêtres, et à deux cent cinquante mètres au nord de la croix internationale n° 285.

D'ici la ligne va directement au Mail de Maspêtres.

Seconde zone.

La seconde zone du territoire de Borce, limitrophe d'Estaës, dans laquelle les troupeaux d'Anso peuvent paître en commun avec les troupeaux français, en vertu de l'article 10 précité, occupe l'espace compris entre le Fourat de las Tirérès jusqu'àuprès de la Chourrout d'Aspé (repères internationaux n° 287 et 296) entre la frontière et une autre ligne presque parallèle, et embrasse la partie supérieure des bois d'Anglus et de Sansané. Cette ligne a été déterminée par douze croix, comme suit :

1°. A quatre cent vingt mètres au-dessous et au nord-est du Fourat de las Tirérès, sur un escarpement de rochers.

2°. A deux cent cinquante mètres à l'est, sur le même escarpement.

3°. A deux cent soixante et dix mètres au sud-est, au pied de l'escarpement.

4°. A trois cent quatre-vingt-dix mètres au sud-est, sur une pierre inclinée d'où l'on voit, à trois cents mètres vers le couchant, la borne internationale du Turon del Tach n° 290.

5°. A quatre cent vingt mètres vers le sud, après avoir passé le ruisseau d'Escourèts, sur la face inclinée d'un rocher qui regarde au levant.

6°. A cent trente mètres au sud-est, sur une roche inclinée, à soixante et dix mètres au sud de la Cabane de Caraou, qui reste en dehors de la zone.

7°. A deux cent soixante et dix mètres au sud, sur une roche affleurant le sol, à un promontoire nommé *la Bétote*.

8°. A deux cent cinquante mètres au sud-ouest, sur un rocher presque horizontal, au lieu dit *Pédagna* ou *Clairière de l'Ours*.

9°. Passé le vallon ou Coume de la Bouchouse, au pied d'une grande muraille verticale de rochers, dans un étroit défilé appelé *Passage de l'Ours*, à deux cent soixante et dix mètres au sud de la croix antérieure.

10°. A quatre cents mètres en suivant le pied de la grande muraille, sur le roc vertical où se trouve l'Espugne de Sansané, qui est une grotte propre à abriter les troupeaux.

11°. A deux cent quatre-vingts mètres en continuant par le pied de la même muraille, au point où elle rencontre le ravin ou ruisseau de Caillavérissse, sur un grand rocher au milieu du ravin.

12° et dernière. A trois cent quatre-vingts mètres, à l'origine du ruisseau de Caillavérissse, au bas de la muraille verticale de rochers du même nom, sur la ligne internationale, entre les repères n° 295 et 296, et à trois cent vingt mètres de ce dernier.

Troisième zone.

La troisième zone, dans laquelle, d'après l'article 10 susmentionné, le gros bétail de Borce qui s'y trouverait fortuitement n'est passible ni de saisie ni d'amende, est déterminée par la frontière, entre les croix internationales n° 283 et 295, et une ligne partant du premier de ces repères au Col dèt Mail, et allant par les neuf croix signalées ci-après :

1°. Au Clot de la Mine, sur une grande pierre au-dessus d'un chemin, à cinq cent soixante et dix mètres à l'est du Col dèt Mail et à cent quatre-vingts au sud-ouest du n° 285 de la série internationale.

2°. Sur la face sud du Mail du Coutchèt dèt Garray, à deux cent vingt mètres à l'est-nord-est de la précédente, et à cent trente mètres au sud du n° 285 précité.

3°. A trois cent quatre-vingts mètres à l'est-nord-est sur un rocher du flanc occidental du plateau d'où surgit le Mail de las Tirérès.

D'ici la ligne va droit au Fourat de las Tirérès, à deux cent cinquante mètres en avant. Ce point, où se trouve le n° 287 de l'abonnement international, est le seul par lequel se touchent les deux parties distinctes de la troisième zone : celle qui s'étend dans le sens de l'ouest à l'est et qui vient d'être délimitée, et la seconde qui va du nord au sud entre la frontière et les croix suivantes :

4°. A deux cent soixante mètres au sud-est du Fourat de las Tirérès et à deux cent vingt au sud-ouest du repère international n° 289, sur le flanc nord du vallon ou Coume del Tach.

5°. A deux cent dix mètres au sud, sur un rocher du promontoire dèt *cap de la Coume del Tach*; à l'ouest et à deux cent soixante et dix mètres du n° 290.

6°. A deux cent soixante mètres au sud, sur un petit promontoire appelé *Coutchèt dèt Garray de Landa*.

7°. Passé le ruisseau d'Escourèts, à deux cents mètres au sud de la dernière au Couillerot d'Escot, et à trois cent cinquante mètres de la borne n° 292 placée au Turonnet d'Escourèts.

8°. A quatre cent vingt mètres, au Couillerot Martin, au-dessous du Cantalas ou Coubilar del Cardal.

9°. A trois cents mètres, sur les rochers qui dominent la fontaine

de Sansané, et à environ sept cents mètres de la croix internationale n° 295, à la Caillavériss, où finit la seconde partie de la troisième zone.

Terrains d'un usage commun aux vallées d'Ossau et de Téna.

Il existe entre le Pourtalet d'Anéou (repère international n° 310) et le pic de Peyrelu à l'est, deux petits territoires de même dimension séparés par la montagne d'Estrémère et qui sont communs aux troupeaux d'Ossau et de Téna.

Le premier, à l'est du Pourtalet, entre la ligne de faite qui sert de limite internationale et un mur en pierres sèches, au nord, sur le versant de France.

Le second, au sud du col de Pereylus, sur le versant d'Espagne, entre la crête des Pyrénées et celle de deux rameaux qui se joignent à environ quatre-vingts mètres du col, à des rochers presque à fleur de terre sur lesquels est gravée une ancienne croix, et qui s'appellent *las Saléras* (*Salières*) parce qu'on y donne le sel aux troupeaux des deux vallées.

Abornement de la montagne de Jarret, conformément à l'article 14 du Traité.

Les signaux de démarcation sont des croix à double branche, sans numéro, identiques à celles de l'abornement des trois zones délimitées plus haut.

La partie de la montagne de Jarret dont la rivière de Saint-Savin et le Quignon de Panticosa ont la jouissance, d'après l'article 14 du Traité, a pour limites la frontière à partir du pic de la Fache jusqu'au col d'Arratillou et une ligne qui part dudit pic, accompagne la crête du contre-fort qui s'en détache vers l'est, jusqu'au delà du pic d'Aragon, où elle abandonne cette crête pour descendre droit au ravin ou ruisseau de Mercadaou, suit le cours de ce ruisseau jusqu'à son confluent avec celui d'Arratillou, remonte tout le lit de ce dernier en traversant le lac du même nom, et un autre plus petit à l'origine de ce cours d'eau, pour aboutir enfin au col d'Arratillou.

Cette ligne, quoique bien déterminée par la nature, a cependant été signalée par trois croix :

1°. Sur une grande roche horizontale près d'une fontaine à quatre-vingts mètres avant d'arriver au ruisseau de Mercadaou.

2°. Sur le rocher saillant qui domine le confluent du Mercadaou et de l'Arratillou, à l'angle interne des deux ruisseaux.

3°. Sur une roche verticale à deux cents mètres au-dessous du petit lac qui est à l'origine du ruisseau d'Arratillou, et sur la rive droite de ce cours d'eau, à l'endroit où il forme une petite cascade.

Abornement de la montagne d'Ossoue, en exécution de l'article 15 du Traité.

Les sept quartiers de la montagne d'Ossoue, qui, aux termes de l'article 15 du Traité, sont la propriété commune de la vallée de Baréges et de la vallée de Broto, sont compris dans la circonscription cadastrale de la commune de Gavarnie et ont pour limites définitives : du côté du sud, la frontière internationale depuis le sommet du Vignemale jusqu'à la Brèche de Roland ; du côté de l'ouest et du nord, à partir du Vignemale, premièrement : la très-haute crête rocheuse et abrupte qui partage les eaux allant au sud dans le gave d'Ossoue, au nord dans la vallée de Saint-Savin ou de Cauterets ; secondement : la crête moins élevée qui se détache de la précédente au delà du pic de Pouey-Mourou et sépare la montagne d'Ossoue de la commune de Gèdre, jusqu'à l'origine du Barrancou ou ravin de Coumacieuse, lequel divise le quartier de ce nom, l'un des communaux particuliers de la vallée de Baréges, d'avec celui de Lacoste, l'un des sept de la montagne d'Ossoue, et, enfin, du côté de l'est, une ligne sinueuse fermant le périmètre depuis le Barrancou de Coumacieuse jusqu'à la Brèche de Roland, et qui est déterminé, comme il est dit ci-après, par vingt-six croix à double branche, pareilles à celles des trois zones délimitées plus haut ; mais chacune d'elles est accompagnée de son numéro placé en dessous.

1^{re} croix. Sur un roc blanc à la naissance du Barrancou ou ravin de Coumacieuse, près de la dernière crête susmentionnée.

2°. A sept cent soixante mètres, en descendant par le ravin de Coumacieuse jusqu'au sentier dit *de l'Abreuvoir* qui vient du pont d'Artigouly, sur une roche à trente-cinq mètres à droite du ravin et à trois cent cinquante au nord du gave d'Ossoue.

Ici la ligne se dirige vers l'ouest et suit le sentier jusqu'à la croix n° 6, en laissant au nord le quartier de Lacoste et au sud les communaux de Gavarnie.

3°. Sur une roche noire qui domine l'escarpement d'un ravin, à deux cent soixante et dix mètres de la croix n° 2 et dans un lieu appelé *Canté des Sounadétas*.

4°. A deux cent quarante mètres, sur une grande pierre blanche, et à trois cents mètres au-dessous de la Cabane ou Coueyla de Lacoste.

5°. A deux cent soixante mètres au delà, à un petit mamelon ou turon, avant d'arriver à la fontaine des Sounadétas.

6°. A deux cent cinquante mètres en avant, sur un gros rocher carré, au milieu du Pla de las Saléras, où la ligne de démarcation quitte le sentier pour aller au gave d'Ossoue.

7°. A quatre cent trente mètres vers le gave et à quinze de sa rive

gauche, sur une grande pierre levée du côté qui regarde le Turon de Cout, situé sur la rive droite.

8°. A trois cent soixante mètres en montant par le gave sur le côté oriental du mamelon nommé *Carrot de Milha* ou *Millas*, en face d'une petite cascade, et à vingt mètres de la rive droite du gave.

9°. A deux cent soixante mètres vers le sud, en s'éloignant du gave, sur les rochers verticaux au nord de l'Espagne ou Caverne de Milha.

Les troupeaux de Gavarnie et ceux qui paissent dans les quartiers de la montagne d'Ossoue peuvent également s'abriter dans cette caverne.

D'ici la limite se dirige vers le sud-est, laissant du côté du nord les communaux de Gavarnie et au sud la montagne indivise.

10°. A trois cent quarante mètres de l'Espugne de Milha, au bord d'un escarpement sur une grande pierre, au Turon de la Serre d'Yousa ou Turon de Tosa, à l'extrémité d'une crête qui descend de la montagne de Sécrès.

La limite se confond après jusqu'à la fontaine et à la Cabane dets Toussaous, un peu avant d'arriver à la croix n° 19, avec un sentier suivant le bord supérieur du terrain qui accompagne à distance le gave d'Ossoue, et forme comme une immense berge.

11°. A deux cent soixante mètres de la précédente, au lieu dit *Crouaux de Sécrès* dans les Plas-Coumus, sur un rocher au niveau du sol et dominant le sentier.

12°. A deux cent quatre-vingts mètres au delà, sur une roche formant arête, au nord du chemin, au lieu dit *Canté de Pla de Sécrès*, sur la limite des quartiers de Sécrès et de Pla-Lacoum.

13°. A cinq cent vingt mètres plus loin, et à quatre-vingt-dix à l'ouest du torrent de Saussé-Dessus qui sépare les quartiers de Sécrès et de Pouey-Arraby.

14°. A deux cent soixante mètres, sur une pierre à fleur de terre, dans un petit col au sud du Turonnet de Fartaloubien.

15°. Sur une grande pierre plate, à cent quatre-vingts mètres en avant, et à soixante au sud-est du Turon de Pouey-Arraby ou Tozal rédondo de Puirrabin.

16°. A deux cents mètres au delà, sur une roche touchant la Cabane de Pouey-Arraby, et à trois mètres au sud de la fontaine du même nom.

17°. Au Trot ou passage de Pouey-Arraby, sur un rocher au bord du chemin, à mille deux cent quatre-vingts mètres du n° 16.

18°. A quatre cents mètres plus loin, sur une arête rocheuse qui descend de la Montagnette, et marque la limite entre les quartiers de Pouey-Arraby et des Espézières.

19°. Sur les rochers au-dessus de la Cabane dets Toussaous, à six cents mètres du repère antérieur.

La limite quitte le sentier à partir de la Cabane dets Toussaous et se dirige au sud-est sur un mamelon appelé *Turonnet de Peyrenère*, situé à la rive droite du ruisseau et à côté des Baz (réservoirs) du même nom.

20°. Au Turonnet de Peyrenère, à deux cent cinquante mètres de la croix précédente.

21°. A mille cent mètres au delà, au Trot ou passage de Lapahule, sur un rocher qui regarde le nord et à côté du passage.

D'ici la ligne de démarcation va droit au sommet du pic de Mourgat, point très-remarquable de la crête, qui sépare le quartier d'Espécières d'avec celui de Pouey-Aspé, et là elle change de direction presque à angle droit, vers le nord, pour suivre la même crête, jusqu'au Trot ou Pourtillou de Mourgat.

22°. Sur un rocher au sud du passage, au Pourtillou de Mourgat, à six cents mètres du pic du même nom et à sept cent trente du Trot de Lapahule.

23°. A cinq cent soixante mètres du Pourtillou de Mourgat, dans la direction du sud, faisant un angle très-aigu avec la précédente, sur une pierre plate regardant vers l'est, au Clot de Mourgat, et à trois cent soixante et dix mètres du pic de même nom.

24°. Sur un roc blanc à cinq cent cinquante mètres dans la nouvelle direction, passant au-dessus de la cabane dite *Coueyla neuf de Pouey-Aspé*, qui reste à cent cinquante mètres de ce repère, dans les communaux de Gavarnie.

25°. A huit cent soixante mètres, au point le plus bas du lieu dit *la Hille de Pouey-Aspé*, sur une roche droite très-apparente, un peu au-dessus du chemin qui conduit au port de Gavarnie.

26° et dernière. A trois cent vingt mètres, au Trot de Gabiétou, sur des rochers verticaux, et à la rive droite du ravin de Pouey-Aspé ou de Gabiétou, qui a son origine au port de Gavarnie.

Du Trot de Gabiétou, la limite gravit les pentes abruptes qui conduisent en ligne droite au pic de Sarradets, où elle prend au sud-ouest par la crête de ce nom et traverse ensuite du nord au sud le glacier de Taillou pour aboutir à la Brèche de Roland.

Les communaux de Gavarnie finissent à la croix n° 26 et à la rive gauche du gave de Pouey-Aspé, et ceux qui continuent au delà à la montagne indivise depuis cette croix jusqu'à la Brèche de Roland sont les Sarradets.

Communauté d'usage du lac de la Bernatoire.

Il est convenu que les troupeaux qui paissent dans les montagnes d'Ossoue, qu'ils soient français ou espagnols, ont le droit de s'abreuver au lac de la Bernatoire, situé en Espagne dans un petit bassin encaissé, sur la crête des Pyrénées et touchant le repère international n° 317.

Abornement des terrains dont diverses municipalités aranaïses sont en possession en France dans la circonscription de la commune de Bagnères-de-Luchon. Éclaircissements prescrits par l'article 18 du Traité et autres dispositions nécessaires.

On a employé pour cette démarcation de petites bornes en forme de prismes, ayant quatre décimètres de hauteur et une base quadrangulaire de trois décimètres de côté. Chacune de ces bornes est signalée par une lettre majuscule en suivant l'ordre alphabétique.

Art. 1^{er}. Les clots de Carabidos, de la Montjoye et de Roye que le village d'Aubert possède d'un seul tenant sur le versant français du contre-fort qui sépare la vallée d'Aran de celle de Luchon sont limités : du côté d'Aran, par la frontière politique, à partir du cap de la Picade jusqu'au cap de la Toua ou pic de Ribeshauts ; du côté de Luchon, par le bord supérieur de l'escarpement qui domine le ravin du Pesson depuis le cap de la Picade jusqu'au pas de Ribesettes ; au nord, par la ligne droite qui joint le pas de Ribesettes au pic de Ribeshauts.

Ces limites, du côté de Luchon et du nord, ont été signalées par six petites bornes comme suit :

Borne A. Sur la frontière internationale et à cent mètres du col dès Caousadès ou de l'Enfer (repère n° 333) au cap de la Picade.

Borne B. A trois cent soixante mètres de la précédente, au point où le bord de l'escarpement fait un angle saillant du côté de Carabidos.

Borne C. A mille cinquante mètres au delà sur le piton du Sapin.

Borne D. A mille cent mètres plus loin, sur le sommet d'un petit mamelon vert, et à peu près sur la ligne droite qui irait du piton du Sapin au pas de Ribesettes.

Borne E. Vers le milieu du pas de Ribesettes, à quinze mètres au-dessus du chemin qui longe le précipice, et à deux cent soixante et dix mètres du mamelon vert, en contournant la ligne supérieure de l'escarpement.

Ici la ligne quitte la direction de l'escarpement pour aller directement au pic de Ribeshauts (n° 339), et sur cette ligne on a placé la borne F au Tozal de Ribesettes, à cent soixante-six mètres de la pré-

cédente et à deux cent soixante-sept du pic de Ribeshauts, où finit cette délimitation.

Les troupeaux d'Aubert peuvent descendre librement pour aller s'abreuver aux étangs des Garses, situés dans le Clot ou Trou de l'Enfer.

Art. 2. Le terrain possédé par les villages aranais de Bénos, Bégos et las Borcas, dans la circonscription de la commune de Bagnères-de-Luchon, a pour limites : à l'est, la frontière même, entre les repères 339 et 344 ; au sud, la ligne droite allant du pic de Ribeshauts au pas de Ribesettes, et signalée par les repères 339, F et E ; à l'ouest, la ligne délimitée comme ci-après, entre le pas de Ribesettes et la croix internationale 344.

Borne E. Au pas de Ribesettes.

Borne G. A deux cent cinquante-deux mètres vers le nord, et à trente-quatre du précipice, à la Palo de Ribesettes ou Coume de Riéra.

D'ici à la borne K, la ligne de délimitation se dirige au nord-ouest.

Borne H. A trois cent quarante-trois mètres dans cette nouvelle direction, et à quarante-quatre du pied de la Pierre-Vermeille qui se trouve sur la frontière, à peu de distance de la borne 340.

Borne I. A quatre cent trente-trois mètres en avant, et à cent environ au-dessus de la fontaine du Roumingau, à côté d'une croix ancienne gravée dans le rocher.

Borne J. A deux cent six mètres au delà, près d'une ancienne croix marquée sur le roc.

Borne K. A cent treize mètres plus loin, touchant une roche signalée par un ancien repère.

De ce point, le périmètre se ferme par deux lignes droites : l'une de cent trente mètres de long, allant de la borne K à la borne L, et formant en K un angle de vingt-six degrés quarante minutes avec la direction de K au pic de Pouylané (n° 343), l'autre allant de la borne L à la croix internationale n° 344.

Ce terrain est considéré par Bénos, Bégos et las Bordas comme faisant partie de la montagne de Pouylané, située presque en totalité entre la ligne de partage des eaux du contre-fort et la ligne frontière, tandis que le cadastre de Bagnères-de-Luchon le comprend dans le quartier qu'il désigne sous le nom de *Pales de Roumingau*.

Les troupeaux de Bagnères ont la compascuité de ce terrain avec ceux de Bénos, Bégos et las Bordas, à l'exception de la zone formée par les lignes qui unissent entre eux les repères 343, 344, L et K.

Toutefois, les têtes de bétail de Bagnères qui, sans y être conduites par leurs pasteurs, entreraient accidentellement dans cette portion

de pâturage ne seront passibles ni de la saisie ni d'amende, mais elles pourront en être repoussées.

Afin que la ligne droite qui sépare le terrain de compascuité et celui qui est interdit à Bagnères soit plus facile à reconnaître, on l'a signalé entre les repères K et 343 par deux bornes comme suit :

Borne K'. A deux cent quatre-vingt-un mètres de la borne K.

Borne K''. A deux cent trente-huit mètres de K' et à cinq cent soixante et dix de la borne 3.3 du pic de Pouylané.

Les troupeaux espagnols qui paissent dans le Pouylané, y compris le terrain qui vient d'être délimité dans le présent article, jouissent en tout temps de l'usage gratuit de la fontaine du Roumingau.

Art. 3. Le terrain possédé par Vilamos a pour limites : à l'est, la frontière entre les repères 344 et 346, au sud, la ligne droite qui va du repère 344 à la borne L ; à l'ouest, une autre ligne droite qui de L se prolonge au delà de ce terrain, jusqu'à la Barro de la Péno, contiguë à la Coume d'Arrès, et qui sépare les possessions aranaises de celle de Luchon. Cette ligne a été signalée par des bornes depuis L jusqu'à S.

Borne M. Sur cette ligne, à trois cent soixante et dix-huit mètres de L, à côté d'une ancienne croix, dans un lieu hérissé de petits rochers, au point où finit Vilamos et où commence Arrou.

Enfin le terrain possédé par Vilamos a pour limites, au nord, la ligne qui joint la borne M au repère 346.

Ce terrain, exempt de toute compascuité étrangère, est appelé par les Aranais *Costas* (côtes) de *Vilamos*. Le cadastre de Bagnères le comprend dans les pales de Roumingau, et les Luchonnais l'appellent *Coume de Vilamos*.

Art. 4. La commune de Arrou a la possession exclusive des *Costas* (côtes) de ce nom, appelées dans le cadastre de Bagnères *Pales de Campsaure*. Ce terrain est limité comme suit : à l'est, la frontière depuis le repère 346 jusqu'au point où continrent les municipalités d'Arrou et d'Arrès, entre les n^{os} 348 et 349 ; au sud, la ligne entre les signaux M et 346 ; à l'ouest, la ligne de M à S mentionnée à l'article précédent, mais seulement dans la portion comprise entre M et P et délimitée comme suit :

Borne N. A deux cent quatre-vingt-neuf mètres de M.

Borne O. A cinq cent dix mètres en avant.

Borne P. A trois cent quatre-vingt-dix mètres au delà, à côté d'une ancienne croix faite sur le roc pour marquer la limite entre les possessions d'Arrou et d'Arrès.

Enfin au nord, la ligne qui va de la borne P au point ci-dessus indiqué entre les repères internationaux 348 et 349.

Art. 5. La ligne qui limite au nord les côtes d'Arrou limite aussi,

mais vers le sud, les côtes d'Arrès inscrites dans le cadastre de Bagnères sous le nom de *Pales de l'Artigon*. Ces côtes d'Arrès appartiennent au village de ce nom. Leurs autres limites sont : à l'est, la frontière jusqu'au pic d'Arrès ou Turon de la Barro de la Peno (repère 351) ; à l'ouest, la succession des bornes suivantes sur la ligne entre L et S, désignée dans les articles précédents :

Borne P. Au point où confinent Arrou et Arrès.

Borne Q. A cent trente-deux mètres de la précédente, à côté d'une roche, à huit cents mètres de la Cabane du Campsaure.

Croix R. Gravée sur la face verticale d'un rocher entre deux ravines, et à quatre cent vingt-cinq mètres de la dernière borne. Cette croix à deux branches transversales est une exception au mode adopté dans la présente démarcation.

Borne S. A sept cent quatre-vingt-quinze mètres de la croix R, au lieu dit *la Barro de la Peno*, sur l'arête qui descend du pic d'Arrès.

Au nord enfin, cette même arête entre les bornes S et 351.

Art. 6. La Coume d'Arrès appartenant à Bosost et que le cadastre de Bagnères comprend dans le quartier qu'il désigne sous le nom de *la Palo Barrado*, a pour limites : au sud, l'arête qui, partant du pic d'Arrès, descend vers l'ouest à la borne S et arrive à la :

Borne T. A quatre cent cinquante-trois mètres de S, au milieu de plusieurs petits rochers, en un lieu appelé *Pala del Bédoutché*.

A l'est et au nord, la ligne internationale, entre les repères 351 du pic d'Arrès et 356 du Clot de Baréges.

Enfin, entre les bornes 356 et T, une ligne brisée qui ferme le périmètre et qui a été tracée comme ci-après :

Borne A. Au lieu dit *le Sarrat de la Coume d'Arrès*, à côté d'une ancienne croix gravée dans le roc et à quatre cent quarante mètres du repère 356.

Borne B. Sur une petite éminence au lieu nommé par les Aranaïs *Clot de la Coume d'Arrès*, à cent cinquante-huit mètres de la borne A

Borne T. A deux cent vingt-deux mètres de la précédente.

La Coume d'Arrès appartient à la municipalité aranaise de Bosost ; mais les troupeaux du village espagnol d'Arrès et de la commune française de Bagnères-de-Luchon y jouissent de la compascuité avec ceux de Bosost.

Art. 7. A l'ouest de la Coume d'Arrès, dont il est séparé par la ligne brisée signalée dans l'article précédent par les repères 356, A, B et T, s'étend au sud-ouest du Clot de Baréges le quartier de la Fontaine des Berns, qui appartient à Bagnères-de-Luchon, et qui a pour limites : au nord, la ligne comprise entre les bornes A et 356, et la portion de frontière allant du n° 356 au n° 357 ; à l'est, la ligne qui va

de la borne A à la borne T ; au sud et à l'ouest, la ligne qui ferme le périmètre et qui est déterminée par les bornes suivantes :

Borne T. Sur l'arête partant du pic d'Arrès, comme il a déjà été dit.

Borne U. A trois cent quatre-vingt-deux mètres en descendant par la même arête, et en un lieu que les Aranais appellent *Paleta den Berns*.

Borne V. A deux cents mètres en avant, au delà du ruisseau des Berns, dans la partie inférieure du contre-fort qui descend du Plan de la Serre, et à côté d'un rocher où est gravé un ancien signal.

Borne X. A deux cent douze mètres, en remontant le même contre-fort, dans un lieu appelé par les Espagnols *Loucéra*, près d'une roche où se trouve également un ancien repère.

Borne Y. A sept cent trente-cinq mètres de la précédente, en continuant à remonter les pentes du contre-fort, et à deux cent soixante et dix mètres de la borne internationale du Plan de la Serre (n° 357).

L'usage des herbes et des eaux de ce quartier est commun aux troupeaux de Bagnères-de-Luchon et de Bosost.

Art. 8. Les habitants d'Aran qui ont besoin de s'approvisionner à Vénasque d'aliments et autres objets nécessaires à la vie, n'ayant que des communications très-difficiles avec cette ville par le versant oriental du contre-fort qui sépare leur vallée de celle de Luchon, auront, pour ce motif, la faculté d'user librement, sans être soumis à aucun droit fiscal, du chemin qui traverse le territoire français entre le pas de la Montjoye et l'entrée du Sarrat de Carabidos (repère international 334) pour gagner ensuite le col de la Picade par lequel on pénètre dans la vallée de Vénasque.

Les Aranais auront la même franchise pour approvisionner leurs pasteurs et leurs troupeaux dans les pâturages qu'ils possèdent sur le versant français, et quand ils traverseront ces pâturages pour aller d'un point à l'autre du territoire espagnol.

Art. 9. Le chemin de Tartéraou, ou del Tartéras, qui entre en France au lieu dit *Roquesfouquère* (repère 364), et qui revient en Espagne à environ trois cents mètres au delà de l'Escalette de Roquesfouquère (repère 365), d'où il continue du côté d'Aran jusqu'au Portillon (repère 366), est d'un usage libre et exempt de tout droit fiscal pour les habitants des communes de Saint-Mamet et de Bosost, en tout ce qui concerne la jouissance et l'exploitation des pâturages et des bois.

Art. 10. Les troupeaux de Saint-Mamet ne pouvant aller de leurs pâturages dans ceux de Montauban par le territoire français, qui est inaccessible dans cette partie, les pasteurs ont la faculté de les y conduire en franchise de droits, à l'aller et au retour, à travers le

territoire de Bosost, en passant la frontière, du côté de Saint-Mamet, entre les repères 375 et 376, et, du côté de Montauban, entre les n° 378 et 379.

Relations entre les frontaliers respectifs, à partir des communes limitrophes et contiguës de Montauban et de Bosost jusqu'au Val d'Andorre.

Art. 1^{er}. Les troupeaux de Montauban et ceux de Bosost peuvent s'abreuver dans les amas d'eaux pluviales qui se forment au sommet de la montagne, près des repères 377 et 378.

Art. 2. Il n'est rien changé quant à l'usage du chemin qui entre du territoire de Bosost dans celui de Juzet par le col de Panêché (repère 382) et qui revient en Espagne par le col de Séou-Blanco (repère 384), après avoir contourné la montagne d'Estivera.

Art. 3. Les mares d'eau qui se forment de l'un et de l'autre côté de la frontière, sur la limite des territoires de Gouaux-de-Luchon et de Bausen, près des cols de Bacanelle et de Cigaléra (repères 397 et 404), sont d'un usage commun aux troupeaux des deux villages.

Les troupeaux de Bausen ont la faculté, pour se rendre de l'un de leurs pâturages à l'autre, de passer en franchise sur le territoire de Gouaux-de-Luchon, le long de la frontière, sans s'en écarter plus que de besoin, en traversant la crête entre les repères 399 et 400, et au col de Cigaléra (n° 404). Bausen devra avertir le maire de Gouaux huit jours d'avance, afin qu'il puisse faire surveiller le passage.

Les têtes de bétail de Bausen qui s'égareraient accidentellement sur le territoire de Gouaux, jusqu'à cent mètres de la frontière, entre le sommet du cap Escanaouas et le Tuc de Basigué (repères 402 et 406) peuvent être repoussés sur leur territoire, mais elles ne sont passibles ni de saisie ni d'amende, à moins qu'elles n'y aient été introduites par leurs pasteurs.

Art. 4. Les habitants de Fos peuvent user en franchise du chemin qui entre en Espagne sur le territoire de Canéjan par la Coma Grana, et passe par la Toua des Escapras pour revenir en France par le Plan de Losas.

Les habitants de Canéjan ont également la faculté d'user en franchise du chemin qui entre dans le territoire de Fos, près de la croix internationale 415 et retourne en Espagne par le col de Portéla, n° 416.

Art. 5. Le terrain de Bidaoubous, indivis entre les communes de Fos et de Bausen, étant limité au nord par le ruisseau du Terme et à l'est par la Garonne, il a suffi de signaler par des repères les lignes qui le circonscrivent à l'ouest et au sud.

Ces repères consistent en croix à double branche gravées sur la

roche vive, chacune avec une lettre majuscule correspondante, et placées comme il est dit ci-après :

Croix A. Au Mail d'Aegla, situé au-dessous du cap de Touète (borne frontière 407) sur l'arête du contre-fort qui ferme au nord le bassin hydrographique de la vallée d'Aran.

La ligne qui va de cette croix à la naissance du Riou du Terme, au-dessous de la borne internationale 408, limite le Bidaouhous vers l'occident; celle qui, à partir du même point, le circonscrit du côté du sud, et sur laquelle sont placées les croix, est à peu près parallèle au cours du Terme.

Croix B. A trois cents mètres de la précédente, au Mail d'Evéra ou d'Ervéra.

Croix C. A environ six cents mètres vers l'est, au Mail de Muscadé.

Croix D. A six cent soixante-cinq mètres, au Mail des Trois-Croix, au lieu dit *les Escalles*, au-dessus du sentier qui longe la rive gauche de la Garonne.

Art. 6. Les villages de Sentein et Bagergué ont l'usage commun du petit bassin fermé dit *Tartéraou*, au-dessous du passage de la Montagne (repère international 419) et compris entre la frontière et une autre crête inférieure sur le territoire français.

Art. 7. Les villages espagnols de Isil et Alos jouissent en commun avec le village français de Couflens d'un autre petit bassin fermé, semblable à celui de Tartéraou, situé en France au-dessous du port de Salau (repère 422), entre la ligne de faite des Pyrénées et une crête secondaire que franchit, au passage de Crehueta, le chemin qui met en communication la vallée espagnole de la Noguera Pallarsa avec la vallée française de Salat.

ANNEXE III.

Règlement pour la saisie des bestiaux, conformément à l'article 25 du Traité.

Afin de prévenir les discussions et les désordres auxquels donne lieu depuis longtemps sur la frontière le manque d'entente en ce qui concerne la saisie des bestiaux, et pour suppléer, s'il y a lieu, à l'absence de toute disposition relative au mode de procéder dans le cas où des troupeaux s'introduisent illicitement sur un territoire étranger, les plénipotentiaires des deux États sont convenus d'établir les règles suivantes :

Art. 1^{er}. Indépendamment de la force publique, les gardes assermentés pourront seuls opérer la saisie des bestiaux qui, sortant de l'un des deux pays ou des territoires de facerie, entreront indûment dans les pâturages de l'autre ou resteront la nuit dans ceux de facerie, contrairement aux conventions.

Art. 2. Le choix de ces gardes se fera, dans chaque vallée ou village, suivant les coutumes respectives; et toutes les fois qu'une nomination pareille aura lieu, le maire ou l'alcade du district en fera part aux municipalités frontalières de la nation voisine, afin que les personnes qui auront été choisies soient reconnues dans l'exercice de leurs fonctions. Ces gardes devront porter une marque distinctive de leur emploi.

Art. 3. L'affirmation sous serment des gardes fera foi devant leurs autorités respectives jusqu'à preuve contraire.

Art. 4. Les propriétaires des troupeaux pris en contravention seront soumis aux peines établies ou à établir, d'un commun accord, par les municipalités frontalières.

Dans le cas où il n'existerait pas de convention, les infracteurs payeront un réal par tête de menu bétail et dix réaux par tête de gros bétail, sans que, ni pour l'une ni pour l'autre espèce, il soit tenu compte des petits qui suivent leur mère.

Si l'infraction avait lieu de nuit, la peine serait double, à moins que ce ne fût dans un territoire de facerie et à l'époque où il est permis d'en jouir de jour, auquel cas l'amende sera simple.

Art. 5. Dans chaque troupeau introduit indûment sur des pâturages étrangers, il sera pris une tête de bétail sur dix, quelle qu'en soit l'espèce, pour répondre de l'amende et des frais.

Art. 6. Les animaux saisis seront menés par les gardes au village le plus proche de la vallée sur le territoire de laquelle aura été opérée la saisie, et le maire ou l'alcade de ce village en fera part sans délai à celui de la résidence du maître du troupeau, dans un rapport où il rendra compte des circonstances de la saisie et du nom du pasteur ou du propriétaire du troupeau, afin que ce dernier, dûment averti, se présente en personne ou par fondé de pouvoirs, dans les dix jours qui suivront la saisie.

Art. 7. Si l'infraction est dûment prouvée, le maître du troupeau devra payer, en sus de l'amende établie à l'article 4, les frais occasionnés par la nourriture et la garde des animaux pendant leur détention, ainsi que par les messagers et avis qu'aura nécessités la poursuite.

Les frais de nourriture et de garde seront, pour chaque jour de détention, d'un réal de vellon par tête de menu bétail et de cinq réaux par tête de gros bétail. Il sera alloué aux messagers qui porteront les communications des autorités locales deux réaux par heure de marche, tant à l'aller qu'au retour.

S'il y avait lieu d'accorder une rémunération pécuniaire au garde qui aura fait la saisie, elle sera prélevée sur le produit de l'amende, sans rien exiger de plus des transgresseurs.

Art. 8. Si le maître du troupeau ne comparait pas avant l'expiration du terme de dix jours, l'autorité procédera, dès le jour suivant, à la vente aux enchères des animaux saisis, afin d'acquitter avec le produit les amendes et les frais. L'excédant, s'il y en a, restera à la disposition du propriétaire pendant un an, et sera, s'il ne réclame pas dans ce délai, affecté à la charité publique dans le district municipal où la vente aura été effectuée.

Art. 9. Si la saisie a eu lieu indûment, les animaux détenus seront rendus au propriétaire, et, au cas où il en manquerait quelqu'un, perdu ou mort par suite de mauvais traitements ou de négligence, la valeur en sera restituée.

Le garde qui aura fait indûment une saisie sera tenu de ramener à leurs troupeaux les animaux détenus et de payer les frais de nourriture et de surveillance qu'ils auront occasionnés.

Art. 10. Les dispositions précédentes ne dérogent à aucune des conventions qui pourraient exister à ce sujet entre les municipalités frontalières, et ne s'opposent pas à la conclusion de nouveaux contrats qui modifieraient les stipulations de la présente annexe; mais il est entendu que, dans tous les cas, les saisies ne pourront être faites que par des gardes assermentés, et que, conformément à l'article 23 du Traité, tout nouvel accord devra être limité à un temps déterminé, qui ne pourra dépasser cinq ans, et qu'il devra être soumis préalablement à l'approbation des autorités civiles supérieures du département et de la province respectifs.

La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Madrid, le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Bayonne, le vingt-septième jour du mois de février de l'an 1863.

(L. S.) *Signé* : V^r LOBSTEIN.

(L. S.) *Signé* : G^{al} CALLIER.

(L. S.) *Signé* : Fran^{co} M^a MARIN.

(L. S.) *Signé* : Manⁱ MONTEVERDE.

Les ratifications de cet acte ont été échangées à Madrid, le 21 avril 1863 et le décret de promulgation a été rendu le 29 du même mois, à Paris.

(La suite au prochain numéro.)

F. AMYOT.

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

1869

III

PREMIÈRE PARTIE.

FRANCE.

DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES DU LIVRE JAUNE (SUITE).

DÉLIMITATION ENTRE LA FRANCE ET L'ESPAGNE (SUITE).

VI

Traité de délimitation depuis le val d'Andorre jusqu'à la Méditerranée, signé à Bayonne, le 26 mai 1866.

S. M. l'Empereur des Français et S. M. la Reine des Espagnes, désirant fixer d'une manière définitive la frontière commune de leurs États, ainsi que les droits, usages et privilèges appartenant aux populations limitrophes des deux Pays, entre le département des Pyrénées-Orientales et la province de Girone, depuis le val d'Andorre jusqu'à la Méditerranée, afin de compléter d'une mer à l'autre l'œuvre si heureusement commencée et poursuivie dans les Traités de Bayonne des 2 décembre 1856 et 14 avril 1862, et pour consolider en même temps et à toujours l'ordre et les bonnes relations entre Français et Espagnols dans cette partie orientale des Pyrénées, de la

même manière que sur le reste de la frontière, depuis l'embouchure de la Bidassoa jusqu'au val d'Andorre, ont jugé nécessaire d'insérer dans un troisième et dernier Traité spécial, faisant suite aux deux premiers précités, les stipulations qui leur ont paru les plus propres à atteindre ce but, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, le sieur *Camille-Antoine Callier*, général de division, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, chevalier grand-croix de l'ordre royal d'Isabelle la Catholique, chevalier de deuxième classe, avec plaque, de l'ordre de l'Aigle-Rouge de Prusse, etc., etc., etc.;

Et le sieur *Georges comte Sérurier*, ministre plénipotentiaire, officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre royal de Charles III, avec plaque de l'ordre des Saints Maurice et Lazare, de l'ordre du Christ de Portugal, etc., etc., etc.;

Et S. M. la Reine des Espagnes, don *Francisco-Maria Marin*, marquis de la Frontera, chevalier grand-croix des ordres royaux de Charles III et d'Isabelle la Catholique, chevalier de l'ordre militaire de Saint-Jean de Jérusalem, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, sénateur du royaume, ministre plénipotentiaire, majordome de semaine de Sa Majesté, etc., etc., etc.;

Et don *Manuel de Monteverde y Bethancourt*, maréchal de camp des armées nationales, chevalier grand-croix des ordres royaux de Charles III, de Sainte-Herménégilde et d'Isabelle la Catholique, deux fois chevalier de l'ordre militaire de Saint-Ferdinand, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, chambellan en exercice de Sa Majesté, membre titulaire de l'académie royale des sciences de Madrid, etc., etc., etc.;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme; après avoir recherché, expliqué et discuté tous les titres qui ont échappé à l'action destructive du temps, depuis l'origine séculaire des litiges à résoudre; après avoir recueilli le dire des intéressés et exploré les lieux; après s'être appliqués à établir et à concilier, avec toute l'équité possible, les droits et prétentions soutenus de part et d'autre, et prenant pour base l'article 42 corrigé du Traité des Pyrénées et la Convention de Llivia de 1660, qui en a été la conséquence, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. La frontière commune à l'Empire français et au Royaume d'Espagne, entre le département des Pyrénées-Orientales et la province de Gironne, partant du pic den Balire, où continent la vallée d'Andorre, celle de Carol et la commune de Maranges, continuera de suivre le contre-fort qui ferme au sud le val de Carol, en passant par Puig-Pedros, font de Bovedo, Padro de la Tosa, Puig-Farinos, roc Colom, pic de la Tosa et roc del Talayadou.

ART. 2. Du roc del Talayadou, elle descendra par le ravin de Mollassos ou des Mollars jusqu'à la rencontre de la Carrètera Mitjana, dont elle suivra le tracé jusqu'à la hauteur de la ravine dite *Canal de la Graille*; elle descendra ce canal jusqu'à sa jonction avec le rec de Saint-Pierre, puis le rec de Saint-Pierre lui-même jusqu'au point où la limite cadastrale de Latour-de-Carol l'abandonne, et se conformant à cette limite, elle en suivra les contours jusqu'à la Croix de fer, borne commune à Guils, Sanéja et Latour.

ART. 3. De la Croix de fer, elle continuera jusqu'au rio Aravo ou de Carol, par les divers points qui marquent la limite incontestée existante entre Sanéja, d'une part, Latour et Enveitg, de l'autre.

ART. 4. Elle passera le rio Aravo et continuera par le tracé que Puycerda et Enveitg reconnaissent pour leur ligne divisoire, depuis ce rio jusqu'au canal de dérivation qui en conduit les eaux à Puycerda.

ART. 5. Elle franchira le canal et se dirigera, par la ligne de séparation actuelle des territoires de Puycerda et d'Ur, au pont de Llivia sur la Raour, où confinent les communes de Puycerda, d'Ur et de Bourg-Madame; cette dernière représentant celle qui figure sous le nom d'*Hix* dans la Convention de Llivia.

ART. 6. Du pont de Llivia, elle descendra le cours de la Raour, qui divise Puycerda et Bourg-Madame, jusqu'à son confluent avec la Sègre, conformément à ce qu'arrêtera la commission internationale d'ingénieurs, d'après les prescriptions de l'article 13 de l'Acte additionnel sous la date de ce jour et relatif à toute la frontière.

ART. 7. Elle traversera la Sègre et suivra au delà, entre Bourg-Madame et Aja, la limite adoptée, de part et d'autre, jusqu'au territoire de Palau.

ART. 8. De là, elle prendra, au lieu du tracé trop irrégulier de la première portion de la frontière entre Palau et Aja, la nouvelle démarcation convenue entre les intéressés et qui consiste en deux lignes droites se rencontrant vers le haut de la rive ou marge de las Colominas, puis elle restera conforme à la seconde portion de ladite frontière jusqu'au rio de la Vanéra, où Aja cesse de confiner avec Palau.

ART. 9. Elle traversera la Vanéra pour gagner l'embouchure du cours d'eau que les Espagnols appellent *Rio Envolante* ou *Barranco de Palau*, et les Français *Ruisseau de Vilalloquent*. Elle remontera ce cours d'eau entre Palau et Vilalloquent jusqu'à une bifurcation d'où elle se rendra au col de Marcé.

ART. 10. Du col de Marcé, elle ira prendre le chemin de Puycerda, à Barcelone, qu'elle suivra sans le quitter jusqu'à la Croix de Mayans, s'avancant ainsi entre la Solane du Plan de Balados de la commune de Palau et la Solane du Saltégal appartenant à Puycerda.

ART. 11. De la Croix de Mayans, elle se dirigera par la crête qui

aboutit au sommet nommé *Bagarret de Mayans* ou *Cime de Coma Morera*, divisant les territoires de Palau et de Tosas.

ART. 12. De ce sommet, elle continuera par la crête entre la Cerdagne française et la vallée espagnole de Rivas, passant au Pla de Salinas et au Puigmal pour arriver jusqu'au pic d'Eyne, par lequel cette crête se rattache à la chaîne principale des Pyrénées.

ART. 13. Du pic d'Eyne, elle suivra la ligne de faite de cette chaîne principale jusqu'au col de Panissas, à deux exceptions près, d'abord entre le col de las Massanès et celui de Demproy, où elle descendra légèrement sur le versant méridional pour contourner le territoire de la commune française de Coustouges qui touche à la Mouga et au riu Mayou; en second lieu, entre le Ras de Mouchet et le Castillo de Cabrera, où elle empiétera un peu sur le versant septentrional pour laisser en Espagne l'ermitage de Salinas.

ART. 14. Du col de Panissas, elle ira à la chapelle ruinée de Notre-Dame du même nom, où commence la zone militaire du fort français de Bellegarde, pour suivre après la démarcation de cette zone, en se conformant, comme on le fera dans l'Acte d'abornement, aux prescriptions du Traité du 12 novembre 1764 et aux bornes existantes, jusqu'à la sierra de Puigmal, en un lieu que les Espagnols nomment *las Fontetas*, et situé sur la crête des Pyrénées.

ART. 15. De las Fontetas, la frontière continuera par la même crête, que les Français appellent *des Albères*, passant par la Tour de Carroig ou Quer-roig et finissant à la Cova-foradada, sur le littoral de la Méditerranée, non loin du cap de Cervéra, qui reste en France.

ART. 16. Le périmètre de l'enclave espagnole de Llivia en France, à partir du Pontarro de Chidosa, situé sur le chemin de Puycerda à Llivia, et en prenant vers le sud, passera successivement par la borne dèn Punyèt, le pas dels Bous au Camporas, la sierra de Concellabre, celle de Sainte-Léocadie et celle de Picasola; puis, après quelques sinuosités contiguës aux territoires d'Err et de Ro, il arrivera à la font del Estany, suivra le chemin de Ro à Llivia et gagnera le Tossal del Tarrossel, monticule sur la rive gauche de la Sègre. Après avoir traversé cette rivière, la démarcation remontera les cours de l'Estagé et de Palmanill jusqu'à une croix gravée sur une roche, continuera par le repère de la Ribèra del Valls, par le Tossal de Ventola, le Prat del Rey, le ruisseau del Toudou et la Carrerade du Toudou à Angoustrine, pour arriver à un point de la Serre d'Angoustrine que l'on désignera dans l'Acte d'abornement. De ce point, elle ira par la Croix de l'Oratori, les Esquères, la Coma et le Toudou de Flory, le Tossal de Pérélagre, et fermera le circuit au Pontarro de Chidosa. Les limites actuelles serviront de guide dans cette démarcation, en tant qu'elles ne seront pas contraires à ce qui vient d'être spécifié.

ART. 17. Afin de prévenir toute incertitude et toute contestation entre les particuliers comme entre les services publics des deux Pays, au sujet de la limite internationale succinctement indiquée dans les articles précédents, on procédera le plus tôt possible à sa démarcation, au moyen de repères durables et convenablement placés. L'opération sera effectuée par des officiers français et espagnols, en présence de délégués des communes intéressées propres à servir d'indicateurs, mais n'ayant mission que de prendre connaissance de l'abornement qui sera fait entre leurs territoires respectifs et de le constater. Il sera dressé un Acte général d'abornement dont toutes les dispositions auront la même force et valeur que si elles étaient partie essentielle du présent Traité.

ART. 18. Les habitants de Guils auront le passage libre avec leurs troupeaux et leurs effets, où et quand ils voudront, entre Puig-Farinos, roc Colom et pic de la Tosa, pour communiquer avec les terrains que la commune possède près de la font Bovedo.

ART. 19. Les troupeaux de Guils et de Latour-de-Carol jouiront en commun de tous les pâturages naturels existants aujourd'hui dans le terrain circonscrit par la ligne qui, partant du point où la frontière internationale abandonne le rec de Saint-Pierre, un peu au-dessus du hameau de ce nom, suit cette frontière jusqu'au rec de Llinas, remonte ce rec jusqu'au col de la Sauméra, où elle prend la carrétéra Mitjana jusqu'au riu Tartarès, dont elle suit le lit à contre-courant, pour gagner la crête d'une légère ondulation aboutissant au Talayadou, d'où elle va au roc de l'Aigle, et par la lisière méridionale de la forêt de Latour jusqu'à la carrétéra Mitjana, par laquelle elle revient au point où cette ancienne voie traverse le riu Tartarès; puis elle descend ce riu et le rec de Saint-Pierre, qui en est une dérivation, jusqu'au point d'où elle est partie. Bien entendu que, dans tout ce terrain de compascuité, les Français et les Espagnols ne pourront à l'avenir ni cultiver, ni planter, ni bâtir, ni changer en rien la nature ou la destination du sol.

Pour légitimer cet état actuel de choses, qui diffère de l'ancien, et mettre au néant toute prétention contraire, le Gouvernement français payera à Guils, dans le cours de la première année, à partir de la mise à exécution du présent Traité, une indemnité en argent égale à la moitié de la valeur de tous les pâturages naturels compris dans l'espace circonscrit par la ligne qui vient d'être décrite entre le point de départ du rec de Saint-Pierre et le Talayadou, en passant par le col de la Sauméra, et celle qui va du Talayadou au pic de la Tosa, pour revenir par la crête au roc de l'Aigle et continuer par la même crête, que les Espagnols appellent *Sierra de la Baga*, et les Français *lo cim del Bosch*, jusqu'à la roche ou pic de Castillo et ensuite par la faite

de la Serre de Latour jusqu'à l'endroit le plus rapproché du point de départ au rec de Saint-Pierre, où la nouvelle ligne vient fermer le périmètre. Il faut cependant retrancher de ce terrain deux quartiers où les anciens usages n'ont pas changé, l'un compris entre la carrétéra Mitjana, le Tartarès et le riu Tort, et l'autre circonscrit par le ravin des Mollars, le Talayadou, le roc de l'Aigle, la lisière méridionale de la forêt de Latour et la carrétéra Mitjana.

L'évaluation de l'indemnité sera faite par des experts nommés par les deux Gouvernements.

ART. 20. Le canal conduisant les eaux de l'Aravo à Puycerda, et situé presque entièrement en France, continuera d'appartenir avec ses rives, telles que les a modifiées le passage de la route impériale allant en Espagne, et avec le caractère de propriété privée, à la ville de Puycerda, comme avant le partage de la Cerdagne entre les deux Couronnes.

Les relations entre le propriétaire et ceux qui ont le droit d'arroser seront fixées par la commission internationale d'ingénieurs qui sera nommée pour le règlement de tout ce qui se rapporte à l'usage des eaux, conformément à l'Acte additionnel concernant les dispositions applicables à toute la frontière et portant la même date que le présent Traité.

ART. 21. Conformément à la Convention du 12 novembre 1660, sera maintenu en franchise de tous droits l'usage libre des chemins à travers l'enclave de Llivia et le territoire de Puycerda, en faveur des Français qui se rendront d'un village à l'autre de la Cerdagne française, tant pour l'exploitation de leurs terres que pour les opérations de commerce et tous les autres usages de la vie. La même liberté et la même franchise sont également conservées aux Espagnols à travers le territoire français entre Llivia et Puycerda, par le chemin direct qui unit ces deux villes en traversant la Raour par le pont de Llivia, qui appartient moitié à la France, moitié à l'Espagne.

Le service des douanes devra être établi, de part et d'autre, de façon à ne pas gêner la jouissance de ces franchises.

Cette liberté de circulation n'altère du reste en rien la souveraineté territoriale au sujet de ces chemins; les auteurs étrangers de crimes, délits ou contraventions qui pourraient y être commis seront donc justiciables des tribunaux et autorités du Pays auquel appartiennent lesdits chemins.

ART. 22. D'accord avec la même Convention, est aussi maintenue l'obligation qu'elle impose à l'Espagne de n'élever de fortifications militaires en aucun temps, ni à Llivia, ni en un lieu quelconque de l'enclave.

ART. 23. En vertu de la Transaction de 1754, les troupeaux de Llivia

ont le passage libre à travers le territoire d'Angoustrine pour aller au pâturage de Carlit et en revenir.

Pour gagner le chemin de la Créuhéta ou Costa de Nambèt, qui conduit à ce pâturage, lesdits troupeaux vont, les années paires, à partir de la Carrerade où confine le Toudou de Saréja, par les lieux appelés *Toudou*, *Nirvol* et *Ensénirme*, le long du bord extérieur de la Costa d'Angoustrine, et les années impaires, ils vont par l'autre partie du Toudou, montent successivement par les endroits dits *l'Homme-Mort* et *Coma den Margall*, et tournent ensuite à gauche vers la Serre d'Angoustrine, au-dessous de l'endroit dit *la Cadira del Capella*, pour gagner le chemin de la Créuhéta.

Afin que les troupeaux de Llivia aient un passage libre par lesdits endroits, les habitants d'Angoustrine sont tenus de les laisser alternativement en guéret une année sur deux, et en concordance avec le passage desdits troupeaux.

Toutefois, comme cette servitude de laisser des champs en guéret ou de les exposer à être foulés par le pied des troupeaux est onéreuse pour Angoustrine sans être indispensable à la satisfaction du besoin de Llivia, elle sera abolie aussitôt qu'Angoustrine offrira à Llivia un chemin permanent, qui, au dire d'experts respectifs, pourra remplacer sans inconvénient les deux passages actuels.

Une fois le chemin permanent reçu par les experts et mis en usage, les têtes de bétail de Llivia qui, durant les cinq premières années, s'en éloigneraient et entreraient dans les champs cultivés d'Angoustrine, pourraient en être expulsées sans encourir la saisie ou l'amende, à moins que les pasteurs ne les y aient poussées volontairement, car, dans ce dernier cas, elles subiraient la peine de leur infraction. Le terme de cinq ans expiré, les troupeaux de Llivia seront soumis au règlement général des saisies auquel se rapporte l'article 30 du présent Traité.

Jusqu'à l'ouverture du chemin permanent, l'alcade de Llivia avisera le maire d'Angoustrine au moins huit jours avant le départ des troupeaux pour Carlit, de l'époque précise du passage, afin que les mesures de précaution qui seraient jugées utiles puissent être prises en temps opportun. Le jour du passage arrivé, on ne pourra s'opposer d'aucune manière à ce que les troupeaux de Llivia traversent les endroits désignés par lesquels ils doivent se rendre à Carlit, quel que soit l'état de culture des champs qui auraient dû être laissés en guéret.

ART. 24. Les habitants de Llivia auront le passage par le chemin de la Mola qui aboutit à l'étang de Pradeilles, pour l'exploitation, dans leur propriété du Bac de Bolquère, du bois qui peut être porté au moyen de bêtes de somme; mais comme ce chemin n'est pas propre

au transport du bois de forte dimension, Llivia conservera, à cet effet, l'usage du chemin dit *du coll Pam*, lequel passe à Estavar, à Ègat et à travers la forêt domaniale de la Calme pour arriver audit Bac de Bolquère.

Dans le cas où, pour des motifs quelconques, l'administration française aurait besoin d'intercepter ce chemin, elle se concerterait avec l'administration espagnole pour fournir à Llivia un passage convenable.

ART. 25. Llivia est autorisé à réparer et améliorer à ses frais les mauvais passages des chemins de la Crèuhéta et de la Mola, à la condition de ne porter aucun préjudice à autrui.

ART. 26. Est maintenue la compascuité existante aujourd'hui entre Angoustrine et Llivia, dans les pâturages communaux du terrain circonscrit par la limite qui divise les deux juridictions et par la ligne qui part du Prat del Rey, passe à la Cadira del Capella, aux Escouvills et suit la crête de la Serre d'Angoustrine jusqu'à sa rencontre avec le territoire de Llivia.

ART. 27. Auront droit d'arrosage avec les eaux du canal d'Angoustrine, tant les habitants de la commune de ce nom que ceux de Llivia. Les Français les prendront chaque semaine, à partir du dimanche au lever du soleil jusqu'au mercredi au coucher du soleil, et les Espagnols depuis ce moment jusqu'au dimanche suivant au lever du soleil. L'établissement des règles pour le régime de ces arrosages et pour la police du canal sera confié à la commission internationale d'ingénieurs qui sera nommée pour régulariser l'usage des eaux sur la frontière.

ART. 28. La situation exceptionnelle de Llivia, dont le territoire est enclavé en France, et surtout les sinuosités et le caractère abrupte des Pyrénées obligeant les frontaliers français et espagnols à emprunter le territoire voisin dans diverses localités pour aller d'un point à un autre de leur propre pays; les uns et les autres continueront de jouir de la franchise nécessaire à leur libre circulation dans ces passages, mais à la condition expresse qu'on ne quittera pas le chemin et qu'il sera formellement interdit au service des agents étrangers de la force publique.

Ces passages sont :

1° Le chemin suivi par les Français et les Espagnols qui vont en pèlerinage en Espagne à la chapelle de Notre-Dame de Nuria, passant par Err et le coll de Fénestrelles;

2° Pour Français et Espagnols, le sentier qui, du puig ou roc Colom, point commun aux trois territoires de Mantet, Prats-de-Mollo et Set-Cases, va au Pla de la Mouga en suivant les sinuosités de la crête et en passant alternativement d'un Pays dans l'autre;

3° Pour les Espagnols, le passage qui va de la Mouga de Dal à Coustouges et qui descend au riu Mayou ;

4° Pour les Français, et en particulier les habitants de Saint-Laurent, de Cerdans et de Coustouges, la traversée de la portion du territoire espagnol qui s'avance en France entre le coll de Falcon et le puig de Mouchet ;

5° Le chemin que les Espagnols suivent en France entre l'ermitage de Salinas et le coll de Lli ou Dalli, en contournant par le nord le Serrat de Faitg ;

6° Le passage que fréquentent les Français en Espagne entre les colls de Priorat et de Panissas ;

7° La portion de grande route de la Jonquièrre à Perpignan, depuis le pont frontière jusqu'à sa jonction en France avec le chemin qui se dirige à l'est par le versant de la Serre du Perthus, passant alternativement d'un État dans l'autre ;

8° Le chemin dont il vient d'être parlé, depuis la grande route jusqu'au coll de Forcat, par lequel il se dirige sur la chapelle de Recasens en Espagne.

ART. 29. Les conventions écrites ou verbales existantes aujourd'hui entre les frontières des deux Pays, et qui ne sont pas contraires au présent Traité, conserveront leur force et valeur jusqu'à l'expiration du terme assigné à leur durée.

En dehors des stipulations de ces contrats et du présent Acte, nul ne pourra, à aucun titre, réclamer du Pays voisin quelque droit ou usage que ce soit, quand même il ne serait contraire ni à ces contrats ni à cet Acte.

Toutefois, les frontaliers gardent la faculté qu'ils ont toujours eue de faire entre eux les contrats de pâturage ou autres qu'ils jugeront utiles à leurs intérêts et à leurs rapports de bon voisinage ; mais, à l'avenir, il sera indispensable d'obtenir l'approbation du préfet et du gouverneur civil pour la validité de ces contrats, dont la durée ne pourra pas excéder cinq ans.

ART. 30. Le règlement pour la saisie des bestiaux, annexé aux Traités de Bayonne des 2 décembre 1856 et 14 avril 1862, sera applicable à toute la frontière délimitée dans les articles antérieurs de 1 à 16 inclusivement, et figurera, en conséquence, comme annexe à la suite de l'Acte général d'abornement prescrit à l'article 17 ci-dessus.

ART. 31. Sont annulés de fait et de droit, en tout ce qui est contraire aux stipulations contenues dans les articles précédents, les donations, aveux, conventions, sentences arbitrales et contrats quelconques relatifs, soit au tracé de la frontière depuis le val d'Andorre jusqu'à la Méditerranée et à celui de l'enclave de Llivia, soit à la si-

tuation légale, aux jouissances et aux servitudes des territoires limitrophes.

Art. 32. L'exécution du présent décret commencera quinze jours après la promulgation de l'Acte général d'abornement prescrit à l'article 17.

Art. 33 et dernier. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris, aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double expédition, à Bayonne, le vingt-sixième jour du mois de mai de l'an de grâce 1866.

(L. S.) *Signé* : Général CALLIER.

(L. S.) *Signé* : Comte SÉRURIER.

(L. S.) *Signé* : El Marques DE LA FRONTERA.

(L. S.) *Signé* : Michel MONTEVERDE.

Les ratifications de cet acte ont été échangées à Paris, le 12 juillet 1866 et la promulgation a eu lieu le 14 du même mois.

VII

Acte additionnel aux Traités de délimitation des 2 décembre 1856, 14 avril 1862 et 26 mai 1866, en date du 26 mai 1866.

Les soussignés, Plénipotentiaires de France et d'Espagne pour la délimitation internationale des Pyrénées, dûment autorisés par leurs Souverains respectifs, à l'effet de réunir dans un seul Acte les dispositions applicables sur toute la frontière dans l'un et l'autre Pays, et relatives à la conservation de l'abornement, aux troupeaux et pâturages, aux propriétés coupées par la frontière et à la jouissance des eaux d'un usage commun, dispositions qui, à cause de leur caractère de généralité, réclament une place spéciale qu'elles ne pouvaient trouver dans les Traités de Bayonne des 2 décembre 1856 et 14 avril 1862, non plus que dans celui sous la date de ce jour, sont convenus des articles suivants :

Conservation de l'abornement international.

Art. 1^{er}. Tous les ans, au mois d'août, les autorités supérieures administratives des départements et provinces limitrophes se mettront

d'accord pour ordonner aux municipalités intéressées de nommer des délégués qui devront, dans chaque commune et de concert avec ceux du territoire contigu de l'autre Pays, faire sans délai une reconnaissance complète de l'abornement de leur frontière et en adresser, de part et d'autre, le rapport officiel auxdites autorités supérieures pour l'effet que de droit.

Art. 2. Sans préjudice des prescriptions de l'article précédent, et dans le but d'assurer la conservation des repères tout le long de la délimitation internationale plus efficacement que jusqu'à ce jour, les préfets et les gouverneurs civils s'entendront, chacun dans son département ou sa province, avec les chefs des divers services de l'administration publique, pour qu'ils ordonnent à leurs agents employés à la frontière de veiller, de bonne intelligence avec les préposés municipaux qui en seront expressément et plus spécialement chargés, à ce qu'aucun dommage ne soit porté auxdits repères, de constater ceux qui auraient été commis, d'en rechercher les auteurs et de signaler enfin à l'autorité compétente tout ce qui se rapporte à cet objet.

Art. 3. Les préfets et les gouverneurs civils conviendront ensemble du rétablissement des repères détruits ou enlevés, les frais de l'opération devant être partagés également par les deux Gouvernements, sauf les vacations des ingénieurs, lesquelles seront acquittées respectivement dans chaque Pays, à moins qu'il n'ait été convenu qu'on ne déléguerait qu'un seul ingénieur dont les vacations devront alors tomber à la charge des deux Pays. Si les auteurs du dommage venaient à être découverts, ils en seraient personnellement responsables.

Troupeaux et pâturages.

Art. 4. Dans l'intérêt réciproque de l'industrie pastorale des deux côtés de la frontière, les troupeaux de toute espèce qui passeront directement d'un Pays dans l'autre pour aller dans les pâturages dont ils ont le légitime usage ne seront soumis à aucun droit ni à aucune formalité fiscale ou autre quelconque. La même franchise est accordée aux troupeaux qui, en vertu d'un titre régulier, emprunteront un chemin ou un territoire du Pays voisin pour se rendre dans les pâturages dont ils ont la jouissance, soit dans ce Pays, soit dans le leur.

Art. 5. Les troupeaux qui, durant leur séjour autorisé dans des pacages étrangers, ou quand ils s'y rendent ou en reviennent, s'éloigneraient par quelque raison fortuite à moins de cinq cents mètres de ces pacages ou du trajet qu'ils doivent suivre, ne pourront pas être considérés comme de contrebande ni être soumis en con-

séquence à aucune des peines imposées dans ce cas par le fisc, pourvu que l'intention frauduleuse ne soit pas évidente. Toutefois, si par le fait de ces échappées accidentelles, il se produisait quelque dommage, la responsabilité en incomberait aux propriétaires des troupeaux.

Art. 6. Les communes limitrophes qui auront la jouissance exclusive et légitime des pâturages dans le Pays voisin pourront nommer à elles seules les gardes pour la surveillance de ces pâturages.

Quand la jouissance sera commune entre frontaliers respectifs, chaque municipalité intéressée pourra avoir ses propres gardes ou en nommer de concert avec les autres usagers.

Les gardes pourvus du titre qui les accrédite prêteront serment devant l'autorité compétente du Pays où s'exerce la jouissance, et ils lui adresseront les plaintes que de droit.

Propriétés coupées par la frontière.

Art. 7. Quoique la limite internationale partage diverses propriétés appartenant les unes à des Français, les autres à des Espagnols, et que chaque fraction de ces propriétés conserve la nationalité du Pays où elle se trouve, les propriétaires n'en auront pas moins le droit de cultiver en toute franchise les fractions situées dans l'État voisin, pouvant passer librement la frontière, soit à l'aller, soit au retour, avec tout ce qui concerne cette culture et avec les produits de la terre. Toutefois, les intéressés restent libres de ne pas user du bénéfice de la franchise accordée à l'entrée de ces produits dans leur Pays, les laissant alors soumis au droit commun du territoire où ils sont recueillis.

Dans le cas où le propriétaire serait établi sur la partie de son bien située dans l'autre État, il y pourra réunir et garder en toute liberté et franchise les produits de tout le bien, avec faculté de les introduire ensuite dans son propre Pays sans être assujetti à aucun droit d'entrée ou de sortie.

Régime et jouissance des eaux d'un usage commun entre les deux Pays.

Art. 8. Toutes les eaux stagnantes et courantes, qu'elles soient du domaine public ou privé, sont soumises à la souveraineté du Pays où elles se trouvent, et, par suite, à sa législation, sauf les modifications convenues entre les deux Gouvernements.

Les eaux courantes changent de juridiction du moment où elles passent d'un Pays dans l'autre, et quand les cours d'eau servent de

frontière, chaque État y exerce sa juridiction jusqu'au milieu du courant.

Art. 9. Pour les cours d'eau qui passent d'un Pays dans l'autre ou qui servent de frontière, chaque Gouvernement reconnaît, sauf à en faire, quand il y aura utilité, une vérification contradictoire, la légalité des irrigations, des usines et des jouissances pour usages domestiques existantes actuellement dans l'autre État, en vertu de concession, de titre, ou par prescription, sous la réserve qu'il n'y sera employé que l'eau nécessaire à la satisfaction des besoins réels, que les abus devront être supprimés, et que cette reconnaissance ne portera point atteinte aux droits respectifs des Gouvernements d'autoriser des travaux d'utilité publique à condition des indemnités légitimes.

Art. 10. Si, après avoir satisfait aux besoins réels des usages reconnus respectivement de part et d'autre comme réguliers, il reste à l'étiage des eaux disponibles au passage de la frontière, on les partagera d'avance entre les deux Pays, en proportion de l'étendue des fonds arrosables appartenant aux riverains respectifs immédiats, défalcation faite des terres déjà irriguées.

Art. 11. Lorsque, dans l'un des deux États, on se proposera de faire des travaux ou de nouvelles concessions susceptibles de changer le régime ou le volume d'un cours d'eau dont la partie inférieure ou opposée est à l'usage des riverains de l'autre Pays, il en sera donné préalablement avis à l'autorité administrative supérieure du département ou de la province de qui ces riverains dépendent, par l'autorité correspondante dans la juridiction de laquelle on se propose de tels projets, afin que, s'ils doivent porter atteinte aux droits des riverains de la souveraineté limitrophe, on puisse réclamer en temps utile à qui de droit et sauvegarder ainsi tous les intérêts qui pourraient se trouver engagés de part et d'autre; si les travaux et concessions doivent avoir lieu dans une commune contiguë à la frontière, les ingénieurs de l'autre Pays auront la faculté, sur avertissement régulier à eux donné en temps opportun, de concourir à la visite des lieux avec ceux qui en seront chargés.

Art. 12. Les fonds inférieurs sont assujettis à recevoir des fonds plus élevés du Pays voisin les eaux qui en découlent naturellement avec ce qu'elles charrient, sans que la main de l'homme y ait contribué. On n'y peut construire ni digue ni obstacle quelconque susceptible de porter préjudice aux riverains supérieurs, auxquels il est également défendu de rien faire qui aggrave la servitude des fonds inférieurs.

Art. 13. Quand les cours d'eau servent de frontière, tout riverain pourra, sauf l'autorisation qui serait nécessaire d'après la législation

de son Pays, faire sur sa rive des plantations, des travaux de réparation et de défense, pourvu qu'ils n'apportent au cours des eaux aucun changement préjudiciable aux voisins, et qu'ils n'empiètent pas sur le lit, c'est-à-dire sur le terrain que l'eau baigne dans les crues ordinaires.

Quant à la rivière de la Raour qui sert de frontière entre les territoires de Bourg-Madame et de Puycerda, et qui, par des circonstances particulières, n'a point de bords naturels bien déterminés, on procédera à la démarcation de la zone où il sera interdit de faire des plantations et des ouvrages, en prenant pour base ce qui a été convenu entre les deux Gouvernements en 1750 et renouvelé en 1820, mais avec la faculté d'y apporter des modifications, si on le peut, sans nuire au régime de la rivière ni aux terrains contigus, afin que, lors de l'exécution du présent Acte additionnel, on cause le moins de préjudice possible aux riverains, en débarrassant le lit qui sera fixé des obstacles qu'ils y auraient élevés.

Art. 14. Si, par des éboulements de berges, par des objets charriés ou déposés, ou par d'autres causes naturelles, il peut résulter quelque altération ou embarras dans le cours de l'eau, au détriment des riverains de l'autre Pays, les individus lésés pourront recourir à la juridiction compétente pour obtenir que les réparations et déblayements soient exécutés par qui il appartiendra.

Art. 15. Quand, en dehors des questions contentieuses du ressort exclusif des tribunaux ordinaires, il s'élèvera entre riverains de nationalité différente des difficultés ou des sujets de réclamation touchant l'usage des eaux, les intéressés s'adresseront, de part et d'autre, à leurs autorités respectives, afin qu'elles s'entendent entre elles pour résoudre le différend, si c'est de leur juridiction, et dans le cas d'incompétence ou de désaccord, comme dans celui où les intéressés n'accepteraient pas la solution prononcée, on aura recours à l'autorité administrative supérieure du département et de la province.

Art. 16. Les administrations supérieures des départements et provinces limitrophes se concerteront dans l'exercice de leur droit de réglementation des intérêts généraux et d'interprétation ou de modification de leurs règlements, toutes les fois que les intérêts respectifs seront engagés, et dans le cas où elles ne pourraient pas s'entendre, le différend sera soumis aux deux Gouvernements.

Art. 17. Les préfets et les gouverneurs civils des deux côtés de la frontière pourront, s'ils le jugent convenable, instituer de concert, avec l'approbation des Gouvernements, des syndicats électifs, mi-partis de riverains français et de riverains espagnols, pour veiller à l'exécution des règlements et pour déférer les contrevenants aux tribunaux compétents.

Art. 18. Une commission internationale d'ingénieurs constatera, où elle le jugera utile, sur la frontière du département des Pyrénées-Orientales avec la province de Girone, et sur tous les points de la frontière où il y aura lieu, l'emploi actuel des eaux dans les communes frontalières respectives et autres, s'il est besoin, soit pour irrigation, soit pour usines, soit pour usages domestiques, afin de n'accorder dans chaque cas que la quantité d'eau nécessaire, et de pouvoir supprimer les abus; elle déterminera pour chaque cours d'eau, à l'étiage et au passage de la frontière, le volume d'eau disponible et l'étendue des fonds arrosables appartenant aux riverains respectifs immédiats qui ne sont pas encore irrigués; elle procédera aux opérations concernant la Raour, indiquées à l'article 13; elle proposera les mesures et précautions propres à assurer, de part et d'autre, la bonne exécution des règlements et à prévenir, autant que possible, toute querelle entre riverains respectifs; elle examinera enfin, pour le cas où on établirait des syndicats mixtes, quelle serait l'étendue à donner à leurs attributions.

Art. 19. Aussitôt que le présent Acte aura été ratifié, on pourra nommer la commission d'ingénieurs dont il est parlé à l'article 18, pour qu'elle procède immédiatement à ses travaux, en commençant par la Raour et la Vanéra, où c'est le plus urgent.

Art. 20. Les dispositions précédentes seront applicables à toute la frontière d'une mer à l'autre, aussi bien qu'à l'enclave de Llivia, et auront la même force et valeur que si elles étaient insérées textuellement dans les deux premiers Traités de Bayonne des 2 décembre 1856 et 14 avril 1862, et dans le troisième qui les complète sous la date de ce jour, restant abrogées toutes stipulations différentes ou contraires des deux premiers Traités précités.

Rectification de l'article 15 du Traité de limites de 1862.

Art. 21. Le troisième paragraphe de l'article 15 du Traité de limites du 14 avril 1862 n'étant pas conforme à l'usage alors existant, lequel la commission mixte a entendu maintenir sans y rien changer, ledit paragraphe est déclaré nul et il est rectifié ainsi qu'il suit, pour avoir, dans sa nouvelle rédaction, la même force et valeur que s'il faisait partie intégrante dudit Traité :

« Les troupeaux de Baréges et de Broto pourront jouir en commun, tous les ans, des sept quartiers d'Ossoue jusqu'au 11 juin; mais, à partir de ce jour, les fermiers et sous-fermiers auront seuls le droit de pacager dans les quartiers qui leur seront dévolus. »

Art. 22. Le présent Acte sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris, aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double expédition, à Bayonne, le vingt-sixième jour du mois de mai de l'an de grâce mil huit cent soixante-six.

(L. S.) *Signé* : Général CALLIER.

(L. S.) *Signé* : Comte SÉRURIER.

(L. S.) *Signé* : Marquis DE LA FRONTERA.

(L. S.) *Signé* : Michel MONTEVERDE.

Les ratifications de cet acte ont été échangées à Paris, le 12 juillet 1866 et le décret de promulgation a été rendu le 14 du même mois.

VIII

Acte final de la délimitation de la frontière internationale des Pyrénées, signé à Bayonne le 11 juillet 1868.

S. M. l'Empereur des Français et S. M. la Reine des Espagnes, voulant régler d'une manière définitive l'exécution du traité de limites conclu à Bayonne, le 26 mai 1866, modifier certaines dispositions de cet acte pour les mettre en harmonie avec les aspirations plus clairement formulées des intéressés, compléter l'énumération des chemins libres, consacrer certains usages existants ou convenus de part et d'autre et sanctionner les règlements élaborés par la commission internationale d'ingénieurs dont il est parlé à l'article 18 de l'acte additionnel signé à Bayonne, le 26 mai 1866, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, le sieur *Camille-Antoine Callier*, général de division, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, chevalier grand-croix de l'ordre royal d'Isabelle la Catholique, chevalier de seconde classe avec plaque de l'ordre de l'Aigle rouge de Prusse, etc., etc. ;

Et S. M. la Reine des Espagnes, *Don Francisco-Maria Marin*, marquis de la Frontera, chevalier grand-croix des ordres royaux de Charles III et d'Isabelle la Catholique, chevalier de l'ordre militaire de Saint-Jean de Jérusalem, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, sénateur du Royaume, ministre plénipotentiaire, majordome de semaine de Sa Majesté, etc., etc. ;

Et *Don Manuel de Monteverde y Bethancourt*, maréchal de camp des

armées nationales, chevalier grand-croix des ordres royaux de Charles III, de Saint-Herménégilde et d'Isabelle la Catholique, deux fois chevalier de l'ordre militaire de Saint-Ferdinand, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, chambellan en exercice de Sa Majesté, membre titulaire de l'académie royale des sciences de Madrid, etc., etc. ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont dressé et réuni dans la première partie du présent Acte final les cinq annexes suivantes au traité signé à Bayonne, le 26 mai 1866, et ont inséré dans la seconde les règlements pour le régime des eaux préparés par la commission d'ingénieurs précitée.

PREMIÈRE PARTIE.

ANNEXE PREMIÈRE.

Procès verbal d'abornement entre le département des Pyrénées-Orientales et la province de Gironne.

En exécution de l'article 17 du traité des limites signé à Bayonne, le 26 mai 1866, les plénipotentiaires de France et d'Espagne, assistés, d'une part, du sieur *Pierre-Gustave*, baron *Hulot*, chef d'escadron d'état-major, officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre royal des Saints Maurice et Lazare, etc., etc., et du sieur *Pierre-Antoine-Bruno Boudet*, chef d'escadron d'état-major, officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre royal espagnol de Charles III et de celui des Saints Maurice et Lazare, etc., etc., et d'autre part, de *Don Angel Alvarez d'Araujo*, colonel d'état-major, chevalier des ordres de Saint-Jacques et de Saint-Herménégilde, commandeur de Charles III, etc., etc., et de *Don Juan Pacheco y Rodrigo*, capitaine d'état-major, etc., etc., ont procédé, en présence des délégués des communes françaises et espagnoles intéressées, à la détermination définitive et à l'abornement de la frontière internationale entre le département français des Pyrénées-Orientales et la province espagnole de Gironne.

Première section.

Abornement de la frontière depuis le val d'Andorre jusqu'à la Méditerranée.

Les signaux de démarcation consistent en bornes et en croix, à l'exception de ceux autour du fort de Bellegarde. Les bornes sont de forme prismatique, ayant quatre-vingts centimètres de haut et une base carrée de cinquante centimètres de côté. Les croix sont de vingt centimètres, à quatre branches égales, gravées sur le roc dans un rectangle de quarante centimètres de haut et trente-cinq de large.

Tous les repères sont marqués de leur numéro d'ordre, lequel est inscrit dans le présent Acte en tête de l'article désignant la situation et la nature du signal qui lui correspond, en commençant par le n° 427, qui suit immédiatement le dernier employé dans le procès-verbal d'abornement signé le 27 février 1863, comme première annexe au traité de délimitation du 14 avril 1862, lequel comprend depuis l'extrémité orientale de la Navarre jusqu'au val d'Andorre.

N° 427. Du pic den Balire, situé sur la crête des Pyrénées, entre la France et l'Andorre, se détache, vers le sud, un contre-fort où se trouve un passage bien connu sous le nom de *Col den Gaït* ou *Porteille Blanche d'Andorre*. On a placé une borne avec le n° 427 sur le côté nord du passage, point où confinent la France, l'Espagne et l'Andorre.

La frontière suit, à partir de la borne 427, le faîte du même contre-fort s'élevant au pic nommé par les Français *Camp-Coloumer* et par les Espagnols *Tosetta de la Esquella*. De ce sommet, en forme de plateau, partent deux contre-forts : l'un, qui se dirige au sud, entrant en Espagne ; l'autre, qui va à l'est, sous le nom de *Sierra de la Esquella* que lui donnent les Espagnols, et dont la crête marque la limite en passant par le col et le pic de Bressoles, pour arriver à la porteille den Gourts ou de Maranges.

428. Borne à ladite porteille.

La ligne internationale continue par la même crête jusqu'au pic de puig Pedros, où elle abandonne cette crête pour descendre en ligne droite à Font-de-Bovedo.

429. Croix au point de rencontre des deux petits ruisseaux qui forment le Font-de-Bovedo et sur une roche à la face inclinée vers l'est.

430. A mille mètres du dernier repère et presque dans la direction déjà suivie, croix sur la face horizontale d'une roche au point le plus élevé de Padro-de-la-Tosa, lequel est un pic de la crête du contre-fort qu'on a abandonné à puig Pedros.

431. Se dirigeant au nord-est, sous un angle de cent quarante-huit degrés, avec la direction antérieure, et à onze cents mètres, on a élevé une borne au sommet d'un promontoire dit *Puig Farinos*.

Il va sans dire que les angles de direction mentionnés dans cet Acte se comptent, à chaque point, à partir de la dernière direction suivie, et les distances à partir du dernier repère, à moins d'avis contraire.

De puig Farinos, la ligne internationale, faisant un angle de quatre-vingt-dix-sept degrés, suit une petite crête qui sépare le Pla-de-la-Ville des Toses-Bases jusqu'au pic Farinolès des Français, à cinq cents mètres du n° 431, et de là va en ligne droite au repère suivant en se relevant un peu vers l'est.

432. Croix regardant le nord, au haut du roc Colom, grand rocher à huit cents mètres du pic Farinolès.

On s'incline ensuite au nord-est, faisant un angle de cent dix degrés et allant directement au pic de la Tosa, situé à l'origine de la sierra que les Espagnols nomment *de la Baga* et les Français *de la Tosa*.

433. Borne sur cette direction, à deux cent soixante-dix mètres du roc Colom.

434. Borne à quatre cent cinq mètres, au pic de la Tosa.

A partir d'ici, la frontière change de direction vers le sud-est, pour suivre la crête de la sierra de la Baga ou de la Tosa.

435. Croix sur la face presque horizontale d'une grande pierre, à l'est d'un gros rocher situé à une légère inflexion de la crête, à trois cent soixante mètres du pic de la Tosa.

436. A trois cents mètres, croix verticale regardant l'est, sur le roc del Talayadou.

437. A quatre cent dix mètres en ligne droite, croix sur la face inclinée d'un gros rocher et tournée au sud-est.

On quitte la crête et on se dirige plus au sud, au repère qui suit.

437. I. Croix verticale à cent douze mètres, au versant de la sierra, sur la face orientale d'une grande pierre blanche facile à distinguer.

On reprend la direction vers le sud-est, allant en ligne droite au confluent de deux petits ruisseaux qui forment celui des Mollassos ou des Mollars.

438. Croix à trois cent quatre-vingts mètres, sur la face sud-est d'une grande roche en forme de pyramide triangulaire, à soixante-dix mètres avant d'arriver au confluent précité.

On suit le cours du ruisseau des Mollars jusqu'à son embouchure dans le riu Tartarès, puis le Tartarès lui-même jusqu'à sa rencontre avec le ruisseau de Mayans.

439. Borne au confluent du Tartarès avec le ruisseau de Mayans, à cinq cent vingt mètres. La carrétéra Mitjana traverse le Tartarès à ce confluent.

439. I. La démarcation forme un angle de cent trente degrés pour suivre la trace d'abord confuse de la carrétéra Mitjana, et à deux cent quarante-six mètres on a mis une borne à une légère inflexion de la route.

La limite prend au sud-est, faisant un angle de cent cinquante degrés, et continue par la carrétéra Mitjana, qui se distingue bien à peu de distance de là.

439. II. Borne à deux cent quarante-cinq mètres et sur le bord occidental du chemin.

439. III. Borne à deux cent vingt mètres de la porteille de las Casas, à l'est de la carrétéra.

440. Borne à cent quarante-deux mètres, à l'est du chemin et à quelques mètres au-dessus et près de la clôture en pierre du pré de *Domingo Pons* de Guils.

On laisse la carrétéra Mitjana et on va, sous un angle de cent cinquante degrés, directement au repère suivant, en coupant en deux le pré de *Pons*.

441. Borne à cent trente mètres, au lieu dit *Pont de las Casas*, sur la rive droite du rio de las Casas ou riou Tort, et au bord septentrional de la carrétéra Mitjana.

D'ici la limite continue à suivre le tracé de ladite carrétéra, faisant un angle de cent vingt degrés.

442. Borne à la distance de cinq cent quatre-vingts mètres, à la croisée du ravin de Coma-Carlettes et du chemin.

443. Borne à cinq cent soixante mètres, au bord septentrional de la carrétéra Mitjana, juste dans l'alignement de la ravine de *Canal de la Graille*.

On quitte la carrétéra Mitjana à angle droit pour descendre le canal de la Graille jusqu'à sa jonction avec le rec de Saint-Pierre-de-Cédret.

444. Borne à quatre cent cinquante mètres, à la jonction du canal et du rec et sur la rive droite du rec.

La frontière change de direction et descend le rec de Saint-Pierre, sur les bords duquel on a placé les cinq bornes suivantes.

445. A huit cent vingt-cinq mètres, sur la rive gauche et sur le chemin qui rejoint celui de Pardalis sur la rive droite.

446. Sur la rive droite, à deux cent cinquante mètres.

447. A trois cent cinquante-huit mètres, sur la rive gauche du rec et sur le côté septentrional d'un petit chemin rural.

448. Sur la rive droite, à deux cent quatre-vingt-deux mètres.

449. A deux cent dix mètres plus bas sur la rive gauche.

La ligne internationale abandonne en ce point le rec de Saint-Pierre, se dirigeant vers le sud, sous un angle de cent quarante-sept degrés.

450. Borne à quarante-trois mètres sur cette direction, au lieu que les Français appellent *Col de la Madalène* et les Espagnols *Col de Sensobell*.

451. Sur la même direction et en longeant le mur de clôture du pré de Casamitjana jusqu'à l'angle sud-ouest de ce mur, où la borne a été mise à deux cent dix-sept mètres.

452. Par une ligne droite, inclinée de cent soixante et onze degrés, on arrive à un talus naturel situé au quartier dit *Dévèse-de-Roco* ou *las*

Costas-de-Saint-Pierre, et sur la pointe de ce talus on a placé une borne à quatre cent cinquante et un mètres.

453. Prolongeant la même ligne droite de cent vingt-trois mètres, on atteint le canal d'arrosage nommé *Rec de Llinas* ou de *las Salancas*, et à ce point de jonction on a élevé une borne sur la rive gauche du canal.

La frontière descend par le rec de Llinas.

454. Borne à cent douze mètres, sur la rive droite et à un coude du rec.

455. Descendant le rec l'espace de cent soixante-trois mètres, borne sur la rive gauche, trente-cinq mètres avant un grand coude que fait le rec en changeant de direction vers le nord-est.

On continue jusqu'à ce grand coude le canal d'arrosage, que l'on quitte pour aller en ligne droite à la borne suivante.

456. A quatre-vingt-deux mètres, sur un talus dont la crête forme le bord extérieur du chemin qui va de Guils à la Vignole et à Latour-de-Carol.

457. On suit ce chemin de Guils à la Vignole l'espace de cent quatre-vingts mètres, jusqu'à sa rencontre avec le rec de las Salancas, où la borne a été mise.

458. On change de direction vers le sud, par un angle de quatre-vingt-dix-neuf degrés, en suivant le rec jusqu'à son intersection avec le chemin de Latour à Bolvir, en un lieu nommé *Matadis*, où l'on a élevé une borne à deux cent soixante mètres.

459. S'inclinant sous un angle de cent dix-sept degrés vers l'est, on va en ligne droite à une borne distante de la dernière de trois cent quatre-vingt-trois mètres et placée au lieu dit *la Croix-de-Fer*, touchant l'ancien repère.

460. On prend vers le nord, par un angle de cent quatre degrés, et à deux cent trente-trois mètres on a mis une borne à l'angle nord-ouest du pré de Sanillès.

461. Sur une direction inclinée de cent vingt-cinq degrés, et à cent soixante-huit mètres, on a élevé une borne au haut d'un petit talus, à l'est du chemin de Sanéja à Latour-de-Carol.

462. A deux cent treize mètres, dans une direction faisant un angle de cent soixante-sept degrés, on arrive au gros roc de Saint-Michel, au sommet de la serre du même nom, qui est le prolongement de celle de Latour, roc sur lequel on a gravé deux croix avec le même numéro : l'une, sur la face occidentale regardant la Croix-de-Fer, l'autre sur la face tournée vers le repère suivant.

On continue par la crête de la serre de Saint-Michel.

463. Croix sur le roc de Bagès, à trois cent quarante mètres en ligne droite, et sous un angle de cent quarante-cinq degrés.

464. Borne à cent soixante-cinq mètres, dans le pré de las Monjas, un peu en amont du lieu où le canal d'arrosage, dit aussi *Rec de Sanil-lès*, passe sous le canal de la Solane-de-Ger.

465. Borne à cent mètres, en s'inclinant de cent quarante-cinq degrés et au milieu du pré de las Clotas, sur un petit talus.

466. En suivant la même direction, et à cent quatre-vingts mètres, on a planté une borne sur la rive gauche du rio Aravo, ou de Carol, au sommet d'un petit talus, à l'angle sud du pré de Puig, contre le mur de clôture.

467. Formant un angle de cent douze degrés, et à la distance de cent soixante-douze mètres, on a élevé une borne au bord oriental du chemin de Puycerda à Latour-de-Carol, en face d'une pierre milliaire de deux mètres vingt-cinq centimètres de haut qui est de l'autre côté du chemin.

468. Faisant un angle de cent vingt-neuf degrés vers l'est et marchant quatre cent cinquante-trois mètres, on a posé une borne à l'angle sud du champ de Sanz.

469. Borne à deux cent soixante-seize mètres, dans une direction inclinée de cent quarante-quatre degrés, au bord d'un petit fossé, dans le pré des Augustins.

470. Borne sous un angle de cent cinquante-deux degrés, à six cent soixante mètres, et sur le côté ouest du chemin de Puycerda à Entweitg.

471. Croix à six cent quarante-cinq mètres, presque dans le prolongement de la même ligne, sur la face septentrionale du roc Bassédès.

La démarcation va en ligne droite, faisant un angle de cent vingt-trois degrés jusqu'au roc de la Créou. On a placé sur cette ligne les trois bornes suivantes :

472. A cent cinq mètres, sur la rive droite du canal de Puycerda.

473. A cent trente-cinq mètres, en avant et à vingt et un mètres, au sud d'un coude de la route impériale de Foix à Bourg-Madame.

474. A cent trente-trois mètres, touchant le roc de la Créou, sur le bord oriental du chemin d'Ur à Puycerda.

La frontière fait ici un angle de cent trente et un degrés vers le sud-est et descend obliquement à mi-côte le versant appelé *Riba-de-Rigolisa*.

475. Borne sur la nouvelle direction, à cinq cents mètres et à mi-côte de Riba-de-Rigolisa.

D'ici, la ligne internationale se dirige directement au milieu du pont de Llivia.

476. Avancant de cent soixante-seize mètres sur cette direction, on

a planté une borne au bas de Riba-de-Rigolisa, sur le côté nord d'un sentier qui monte de la rivière de la Raour à Rigolisa.

477. On a gravé ce numéro sur les tablettes des deux parapets du pont de Llivia, au-dessus des clefs de voûte de l'arche médiane.

La détermination de l'axe du lit de la Raour qui servira de frontière a été faite par la commission internationale d'ingénieurs, en conformité de l'article 6 du traité et des articles 13 et 18 de l'acte additionnel. Cet acte se compose de cinq alignements formant une ligne brisée, dont les deux points extrêmes et les quatre sommets d'angles intermédiaires sont repérés de la manière suivante :

Le premier point est au milieu de l'arche médiane du pont de Llivia, à égale distance de chacun des numéros gravés sur les parapets.

Le deuxième point, qui est le sommet du premier angle, est situé à l'extrémité d'une perpendiculaire de cent quinze mètres de longueur, élevée sur l'axe de la nouvelle route impériale n° 20, à quatre cent dix-sept mètres de distance du point de rencontre de cet axe avec l'axe prolongé de chaussée du pont de Llivia.

478. Pour fixer ce point, on a établi de chaque côté de la rivière, sur la bisectrice du premier angle, une borne avec le même numéro et à vingt mètres de ce point.

Le troisième point, ou le sommet du deuxième angle, est situé à l'extrémité d'une perpendiculaire de deux cent vingt-huit mètres dix centimètres, élevée sur l'axe de la route impériale n° 20, à huit cent quatre-vingt-trois mètres de l'intersection de cet axe avec l'axe prolongé de la chaussée du pont de Llivia.

479. Ce troisième point est marqué par la pose de chaque côté de la rivière, sur la bisectrice du deuxième angle, d'une borne portant le n° 479 et à vingt-cinq mètres de ce point.

Le quatrième point, ou troisième sommet d'angle, se trouvera au milieu de l'arche médiane du pont en pierre projeté sur la Raour, entre Bourg-Madame et Puycerda, et il est situé à l'extrémité d'une perpendiculaire de six mètres soixante-dix centimètres, élevée sur la ligne droite joignant le second angle du perron du corps de garde de la douane française avec le premier angle de la maison *Noguès* (Espagne), en allant de Bourg-Madame à Puycerda. Le pied de cette perpendiculaire se trouve à vingt-deux mètres quatre-vingts centimètres du point de départ de la ligne droite précitée et à quatorze mètres soixante centimètres de son point d'arrivée à la maison *Noguès*.

L'angle du perron est sur le prolongement de la façade du corps de garde tournée vers la Raour et à deux mètres vingt centimètres de l'angle de cette façade.

480. On gravera le repère du quatrième point sur l'endroit le plus

convenable du pont projeté, quand on le construira. Provisoirement, on a inscrit le numéro sur les façades parallèles à la rivière du corps de garde de la douane française et de la maison *Noguès*.

Le cinquième point, ou quatrième sommet d'angle, est à l'extrémité d'une normale de soixante-neuf mètres soixante centimètres, élevée sur la façade de la maison *Noguès*, parallèle au chemin de Puycerda, normale dont le pied est à quatre mètres quinze centimètres de l'angle de ladite maison spécifiée plus haut.

481. On a posé, pour repérer ce point, de chaque côté de la Raour, sur la bisectrice du quatrième angle, une borne avec le n° 481 et à quinze mètres de ce point.

Le sixième point se trouve sur le prolongement du mur de séparation des propriétés *François Estève* et *Montagut*, sur la rive gauche de la Sègre, à une distance de deux cent quatre-vingt-seize mètres soixante centimètres de l'angle que forme ce mur avec celui de la propriété *François Palau* de Llivia.

482. Pour marquer ce point, on a planté à sa droite et à sa gauche, à vingt mètres de distance, une borne avec le n° 482, sur la perpendiculaire élevée en ce point au cinquième alignement.

En prolongeant la ligne qui unit le cinquième au sixième point de quarante-sept mètres cinquante centimètres, on atteint le milieu du lit de la Sègre, qu'on n'a pas signalé.

Pour mieux définir l'axe de la Raour, on a mesuré les longueurs des alignements et les angles qu'ils font entre eux. Ces résultats sont indiqués dans le tableau suivant :

Alignements.	Longueurs.	Angles.
1 ^{er}	398 ^m 80 ^c	} 167° 13' 40"
2 ^e	485 70	
3 ^e	332 55	
4 ^e	66 15	
5 ^e	295 70	
Prolongement du 5 ^e	47 50 »

Les deux premiers angles sont ouverts du côté de l'Espagne et les deux autres du côté de la France.

Du point fixé comme celui de la rencontre des axes de la Raour et de la Sègre, on va en ligne droite à la rive gauche de la Sègre et à l'extrémité du mur de clôture qui sépare le pré de *Montagut* de Puycerda de la propriété de *François Estève* de Hix.

483. Borne à dix mètres de la rive gauche de la Sègre et à cinquante et un mètres soixante centimètres du n° 482 de la rive française, à l'extrémité du mur précité.

484. Suivant la ligne droite dudit mur, qui fait un angle de

cent soixante-deux degrés avec le repère 482 de la rive française, et à deux cent trente-cinq mètres, on a mis une borne à un coude du mur.

On suit encore le mur, qui fait ici un angle un peu plus grand que de quatre-vingt-dix degrés et qui, à vingt-cinq mètres de là, fait de nouveau un angle de quatre-vingt-dix degrés.

485. Borne au bout de ce mur, qui marque la frontière. Cette borne est à cent dix mètres de la précédente en ligne droite. Cette ligne droite et celle qui unit les repères 483 et 484 font entre elles un angle de cent soixante-dix degrés.

486. Sur une direction formant un angle de cent cinquante-six degrés, et à trois cent cinq mètres, borne sur le côté ouest du chemin de Bourg-Madame à Aja.

La frontière suit la crête sinueuse du talus connu sous le nom de *Rive de la coume du Mas-Blanc* jusqu'au repère 489.

487. Borne à quatre cent trente-huit mètres, au commencement d'une dépression du talus.

488. Borne à deux cent trente-cinq mètres, à la fin de la dépression.

489. Borne à deux cent soixante-sept mètres, au point où confinent les communes françaises de Bourg-Madame et de Palau avec la commune espagnole d'Aja.

D'ici la division internationale est déterminée par une ligne droite qui se dirige à peu près vers le sud, sous un angle de cent cinq degrés, et qui arrive au lieu nommé *Riva* ou *Marge de las Colominas*. On a placé trois bornes sur cet alignement.

490. A quatre cent cinquante-neuf mètres et au milieu du champ *Coll*.

491. A deux cent trente-trois mètres, sur le côté nord du chemin de Palau à Aja.

492. A cent quarante-deux mètres, à la marge de las Colominas, où se termine cet alignement.

La frontière s'incline au sud, formant un angle de cent soixante-huit degrés et allant directement à l'extrémité d'un mur de clôture entre propriétés françaises et espagnoles.

493. Borne à cent quatre-vingt-treize mètres et à l'extrémité du mur indiqué.

La ligne s'incline sous un angle de cent soixante-douze degrés le long du mur, qui est presque en ligne droite.

494. Borne à deux cent soixante-dix mètres et à côté du mur.

Les murs de clôture marquent la frontière jusqu'à la rivière de la Vanéra.

495. Borne à cent trente-cinq mètres, sur la rive droite du rio de

la Vanéra, en face de l'embouchure du rio Envolante ou ruisseau de Vilallovent.

On traverse la Vanéra et on remonte le ruisseau de Vilallovent l'espace de quatre mille six cent quarante mètres, depuis son embouchure jusqu'au point où il se divise en deux ravines peu sensibles.

496. Borne à la réunion des deux ravines.

D'ici on monte par une longue croupe qui aboutit à la cime du col de Marcé, en passant par les quatre bornes suivantes et allant en ligne droite de l'une à l'autre.

497. A cent soixante et onze mètres, dans une petite clairière qui sépare la masse du bois de Palau d'un groupe d'arbres qui demeure en Espagne.

498. Formant un angle de cent vingt et un degrés, à deux cent quatre-vingt-dix mètres, et à douze au nord du chemin de Ripoll à Puycerda, au lieu dit *Pallado-de-Dalt*.

499. Angle de cent soixante-douze degrés, à trois cent quatre-vingt-cinq mètres, à Coma-Tabanéra.

500. A cinq cent trente-cinq mètres, sous un angle de cent soixante-dix-sept degrés, sur la cime du col de Marcé.

501. On descend insensiblement jusqu'au col de Marcé, où l'on a mis une borne à cent trente-neuf mètres et au nord des vestiges du chemin de Ripoll à Puycerda.

La ligne internationale suit jusqu'au col de la Croix-de-Mayans par le bord septentrional dudit chemin, lequel, étant une voie muletière mal définie et sujette à changer, a obligé de placer les six bornes suivantes aux coudes les plus notables, afin de bien fixer la frontière :

501. I. A cinq cents mètres du col de Marcé.

501. II. A trois cents mètres.

501. III. A six cents mètres.

501. IV. A trois cent quatre-vingt-dix mètres.

501. V. A quatre cent cinquante mètres.

501. VI. A trois cent dix mètres.

502. Au col de la Croix-de-Mayans, à six cent soixante mètres.

A partir du col de la Croix-de-Mayans, la frontière suit constamment la crête du grand contre-fort qui se rattache à la chaîne principale des Pyrénées au pic d'Eyne.

503. Du col de Mayans on monte, par une direction nord-est, au sommet de Bagarret-de-Mayans, où l'on a placé une borne à cinq cent quarante mètres.

504. En suivant à très-peu près la même direction, on passe au col Saint-Sauveur et on arrive au point le plus élevé du plateau

de Coma-Moréra, où a été mise la borne à cinq cent cinquante mètres.

505. On s'incline vers l'est, on traverse le pla de la Ovella-Morta et on gagne le pla de Salinas, col très-remarquable par où passe le chemin qui va de Valcébollère à Doria. Borne à vingt mètres à l'est du chemin sur l'alignement des deux sommets qui dominent le pla de Salinas à l'est et à l'ouest.

506. On suit de fortes sinuosités pour arriver au col dels Lladres, que traverse un sentier de Valcébollère à Caralps. La borne est établie sur une petite hauteur à dix mètres à l'ouest du passage.

On rencontre bientôt le pic du pas dels Lladres, et continuant à s'élever par la crête plus escarpée du contre-fort, on atteint, sans trouver aucun passage, le grand sommet du Puigmal, l'un des plus élevés des Pyrénées.

507. Passé le Puigmal et le pic de Sègre, on descend au col de Llo ou de Fénestrelles, où l'on a gravé une croix sur la face verticale d'une roche tournée vers l'est, à cent vingt mètres environ du sentier et à sept de la ligne divisoire des eaux sur le versant français.

508. On monte au pic de Fénestrelles et l'on arrive au col de Nouria ou d'Eyne, où l'on a fait une croix sur la face presque horizontale d'un rocher, à cent mètres à peu près à l'est du sentier et sur la ligne divisoire des versants.

D'ici on monte au pic d'Eyne, appartenant à la chaîne principale des Pyrénées, que la frontière suit jusqu'au col de las Massanes (n° 524).

Quoique la ligne divisoire des eaux, qui est aussi celle des deux États, soit naturellement bien déterminée, on a néanmoins placé plusieurs repères de limites, ainsi qu'on le dit ci-après.

509. Croix au col des Nou-Fonts, sur la face septentrionale et inclinée d'une roche à vingt mètres à l'ouest du sentier.

510. On passe au pic de la Fosse-du-Géant pour aller au col des Tres-Créous, où l'on a gravé une croix sur une roche légèrement inclinée vers l'est, sur le bord occidental du chemin et à six mètres de la ligne de faite du côté de l'Espagne.

511. Après avoir passé au premier pic de la Vache, au cal des lacs de Carença ou de las Arénas, au deuxième pic de la Vache, au pic de l'Enfer ou des Gours, au col de la coume de l'Enfer, au pic du Géant ou dels Bastiméns et au pic de la Dona, on arrive à la porteilla de Mantet ou de Murens, où l'on a planté une borne au bord oriental du sentier.

512. On suit la crête de la serre de Camp-Magre jusqu'à roc Colom, où l'on a gravé une croix sur la face verticale regardant le sud, et au bord d'un précipice.

513. On va par le puig de la Pédra-Drèta au col del Pal, où l'on a mis une borne sur le côté occidental du chemin.

514. On continue, passant par le pic de Costabonne, la crête de la Soulanette, celle de Manarassous ou de Finistral, et l'on descend au col de Sièrn ou Sizèrn, où l'on a construit une borne à deux mètres à l'est du sentier.

515. On suit la crête de la serre de Sièrn ou de Espinabell, on passe au puig de l'Artigue de France, au puig de l'Artigue-del-Rey, et on descend au col Pragon, où l'on a élevé une borne à cinq mètres à l'ouest du chemin.

516. On arrive par le puig de la Chappe et les Basses-de-Fabert à la collade de Prats, où la borne a été mise touchant le sentier et à vingt-cinq mètres à l'ouest d'un petit étang qui s'écoule en Espagne.

517. On continue par la serre de la collade de Prats et l'on va au col de lès Boyrès, où l'on a gravé une croix sur un rocher presque horizontal, situé à la ligne de faite et à cent vingt mètres environ à l'ouest du point le plus bas du col.

518. On va ensuite par le puig de l'Hospitalet ou de las Forcas au col Pichadous. On a gravé une croix sur la face presque horizontale d'un rocher, dans une petite dépression du terrain à l'est du col.

519. La serre de Montasquiou, ou la solana de Sinrolès, conduit au col d'Arrès, où la borne a été placée à huit mètres à l'ouest du sentier.

520. On suit les serres de Montfalgar et del Brusé-Crémat, on passe au col de lès Molès et on arrive à celui de Bernadeille, où l'on a gravé une croix sur la face nord et verticale d'une très-grande roche isolée, à dix mètres à l'est du sentier.

521. Passant par le roc del Tabal, on gagne le col de Malrems, où l'on a élevé une borne à quatre mètres à l'ouest du chemin.

522. La serre de la Bague-de-Bordeillat, ou serra de Coma-Nègra, mène au col de las Falguères, où la borne a été plantée sur un petit monticule, à dix mètres à l'ouest du sentier.

523. Passant aux cols del Parèt, de Pragoun, del Listouna, del Bouix, on arrive au pla de la Mouga, où l'on a mis une borne à cinquante mètres à l'est du sentier et à treize du bord du précipice de la Mouga.

524. On suit la crête de serre Llubère jusqu'au col de las Massanes, où la croix a été gravée sur la face presque horizontale d'une roche située à dix mètres à l'ouest du point le plus bas du col et à huit mètres au nord d'un escarpement presque vertical.

On continue par la ligne divisoire des versants jusqu'au puig de

las Massanes, où l'on abandonne le faite de la chaîne principale pour gagner le riu de la Mouga, en passant par les dix repères suivants :

525. Croix sur la face horizontale d'une roche au sommet du sarrat de las Massanes, immédiatement après le puig du même nom.

526. Croix à deux cents mètres, sur la face horizontale et au niveau du sol d'une roche située à l'origine d'un changement de pente du faite du même sarrat.

527. Changement de direction vers le sud-est : croix à deux cents mètres, sur la face méridionale d'une roche de l'arête décharnée et rocheuse de las Massanes.

528. Croix à cent quatre-vingt-dix mètres et à quinze de la rive droite du ruisseau de las Massanes, sur la face inclinée d'une roche tournée vers l'est.

529. Au delà du ruisseau, croix à deux cent dix mètres, sur la face horizontale d'un gros bloc de la grande arête rocheuse du sarrat Bagnados.

530. Croix à cent mètres, sur la face horizontale d'un gros rocher de la même arête et à vingt mètres de la rive droite du ruisseau de Castagnède.

531. Croix à quatre-vingts mètres, sur la face horizontale d'une grande roche située à soixante mètres de la rive gauche du ruisseau de Castagnède et à douze au sud de la maison *Can-Tony*.

532. Croix verticale à quatre-vingts mètres, au pied d'une muraille de rochers et à trois mètres au nord du sentier qui conduit de *Can-Tony* à la Mouga-de-Dalt.

533. On va à la rive droite du ruisseau del Sola, où l'on a gravé une croix à deux cents mètres de la précédente, sur la face horizontale d'une roche au-dessus d'une petite cascade.

534. Descendant le ruisseau del Sola, on rencontre à trois cents mètres son confluent avec le riu de la Mouga et on y a gravé une croix sur la face horizontale d'une pierre.

535. Descendant aussi le riu de la Mouga l'espace de deux cent quatre-vingts mètres, on arrive au pont du moulin de la Mouga, et le même numéro a été gravé sur la face verticale intérieure de chacune des deux pierres qui dépassent en hauteur le milieu des parapets.

536. Continuant de descendre le même riu, on arrive, après quatre mille trois cents mètres, à sa jonction avec le petit torrent de l'Ablade, lieu où l'on a gravé une croix à la gauche du riu, sur la face inclinée et méridionale d'une grande roche.

537. On remonte par le torrent de l'Ablade l'espace de quatre-

vingt-dix mètres, et là, sur la rive gauche, on a gravé une croix verticale regardant le sud-ouest.

La frontière quitte le ruisseau de l'Ablade et prend une crête remarquable de rochers qu'elle suit jusqu'au pic d'Enroger (n° 541).

538. Croix à soixante-treize mètres, à la porteille de Jean-Gourmand, au bord du sentier à gauche en descendant à la Mouga.

539. A trois cents mètres, croix au porteil de puig Conte, à l'est du sentier qui va à la Mouga, sur la face inclinée et occidentale d'un rocher.

540. Croix à cent vingt mètres, au porteil de Graou-Sagouille, sur la face verticale d'une grande muraille de rochers regardant le nord et au bord du sentier à droite en descendant à la Mouga.

541. Borne au sommet du pic d'Enroger, à trois cent quarante mètres du porteil de Graou-Sagouille.

542. Du pic d'Enroger on va en ligne droite au point du riu Mayou où l'on a gravé une croix à la gauche du riu, sur la face inclinée et occidentale d'un grand rocher au-dessous de l'aire des Mougès et vis-à-vis du confluent des canals d'Enroger.

543. La limite internationale remonte le riu Mayou jusqu'à son origine dans la coume del Torm ou de Hors, où l'on a gravé une croix sur une roche inclinée vers le sud.

La frontière se dirige en ligne droite au puig de la Créou-del-Canonge, sommet le plus élevé du sarrat de la collade Demploy et sur la crête de la chaîne principale des Pyrénées, que l'on suit jusqu'au ras de Mouchet, au delà de la croix n° 553.

544. Borne à cent mètres, au sommet du puig de la Créou-del-Canonge.

545. Borne au col de la Pierre-Droite, à trois mètres à l'est du chemin.

546. Borne au pla de Mont-Capell, sur le côté gauche du sentier allant de Coustouges à Montalba.

On suit l'arête du pla de Mont-Capell, qui marque la ligne divisoire des eaux.

547. Croix à deux cent soixante et un mètres, sur la face inclinée et méridionale d'un des rochers du petit groupe qui s'élève au camp du Pomé.

548. Au sommet le plus marqué du sarrat de la fount de la Nantille, une croix a été gravée à soixante-dix-huit mètres, sur la face verticale et méridionale d'une roche.

549. Borne à deux cent quatre-vingt-deux mètres, sur le mamelon le plus élevé du sarrat de la Falgaroune.

550. Borne à deux cent quarante-huit mètres, au corral de la Falgaroune, à cinquante mètres au nord de la ferme de ce nom.

551. Continuant par le puig Mouchet, on descend à la collada Pragonda, où l'on a posé une borne.

552. On va par le puig de la collada Pragonda et le sarrat de Cornell au col del Faitg; on y a mis la borne au bord méridional du sentier.

553. On passe par le puig del Form, la collada Verdé, et on descend au col Périllou, où l'on a gravé une croix sur la face verticale d'un grand rocher à trente mètres à l'est du point le plus bas du col et à cinq mètres en Espagne.

La limite suit la crête des Pyrénées par pla Juvenal et roc de la Campana jusqu'au point le plus élevé du ras de Mouchet, à partir duquel elle empiète sur le versant septentrional pour laisser en Espagne l'ermitage de Salinas. Elle suit donc le faite d'un contre-fort partant de ras de Mouchet, passe par la collada del Pons, le puig de las Pédrisas et le puig de l'Engagn-del-Loup, d'où elle descend par une croupe rocheuse au repère suivant.

554. Croix gravée sur la face inclinée et méridionale d'un grand rocher situé à la rive gauche du rio de las Illas, au salt de l'Ayga.

Du salt de l'Ayga, on monte au point le plus haut du puig del Faitg de France, où l'on reprend la chaîne principale, dont on suit constamment la crête jusqu'au repère 567, à l'entrée du col de Pannissas.

555. Du puig del Faitg de France, on traverse le pla de la Pastéra jusqu'au puig du même nom, dont on descend le versant oriental, et l'on a gravé une croix à mi-pente de ce versant, sur la face méridionale d'une roche.

556. Par la collada Verdé et le sarrat Palat, on arrive au point du sarrat où une croix a été gravée à quatre cents mètres, sur la face est et verticale d'une roche.

557. On descend au col de Lly, où l'on a placé une borne sur un petit mamelon, à trois cent cinquante-quatre mètres.

558. Borne au pla de la Llose, au bord occidental du sentier qui va de las Illas à Labajol.

559. Continuant par le puig de Sanglès, on trouve le col de Manreille, où a été gravée une croix sur la face nord et verticale d'une roche au sud du sentier qui conduit de las Illas à Agullana.

560. On passe au puig de Prunès et on descend au pla Fariol, où l'on a gravé une croix verticale regardant le sud, sur une roche isolée, au midi du point le plus bas du col.

561. Borne au milieu du col de la closa den Jen Joan-Péré.

562. Borne au col de Porteil, au bord oriental du sentier.

563. Par pla del Parès, puig Calmella et pla del Capita, on va au

col del Tachou, où une croix a été gravée sur la face presque horizontale d'un rocher isolé, à l'ouest du passage.

564. Passant par le puig del col del Tachou, on arrive au col del Poumé, où une borne a été mise.

565. On va au col del Priourat par le puig de la Parraguéra-de-Baix et le puig de la Batterie-Espagnole : borne au col del Priourat, au bord occidental du sentier.

566. Croix verticale regardant le nord-ouest, au puig del Priourat

567. A la naissance du large col den Panissas, à l'ouest des ruines de la chapelle, le repère de limites est une pyramide construite en 1764 à l'origine de la zone militaire du fort de Bellegarde. Elle a été restaurée et numérotée pour continuer la série des signaux de l'abornement général.

La frontière laisse ici la crête des Pyrénées pour suivre le contour de la zone précitée, que déterminent les repères suivants, reliés entre eux par des lignes droites jusqu'au n° 575.

568. Pyramide élevée en 1764 sur le versant méridional des Pyrénées, à trente-cinq mètres au-dessous du blockhaus et à deux cent cinquante-cinq du repère précédent.

569. Sur la ligne droite qui joint les pyramides 568 et 570, laquelle fait un angle d'environ cent quarante-quatre degrés avec la direction antérieure, on a mis une petite borne au col du Cimetièrre, à neuf mètres cinquante centimètres du mur du cimetière de Bellegarde et à cent un mètres du signal antérieur.

570. Pyramide restaurée, à cinquante-quatre mètres du saillant sud-ouest du chemin couvert du fortin avancé de Bellegarde et à deux cent neuf mètres du n° 569.

571. Pyramide restaurée, à cent neuf mètres de la précédente et à cinquante-quatre du saillant sud-est du chemin couvert du fortin.

La limite des deux États s'incline vers le nord, sous un angle de cent trente degrés environ, pour gagner en ligne droite deux grands piliers identiques, élevés, l'un à droite, l'autre à gauche de la route qui va de Barcelone à Perpignan, et chacun à vingt mètres de l'extrémité septentrionale du parapet correspondant du pont de ladite route. Les deux nouvelles pyramides qui suivent ont été construites sur cette direction :

572. La première, à dix-sept mètres de l'antérieure.

573. La seconde, à deux cent cinq mètres plus loin, à mi-pente d'une arête rocheuse qui descend du fortin à la route.

574. Premier pilier, portant la date de 1764, avec les armes de France et d'Espagne restituées, et au bord occidental de la route.

575. Second pilier, sur le côté opposé de la route.

576. La frontière suit le bord oriental du fossé qui longe le côté

est de la rue impériale jusqu'à un sentier qui y aboutit, la ligne droite allant de là au pied du talus qui borde la chaussée au nord du pont de la même route, sur le ruisseau de la Comtesse; le pied de ce talus jusqu'à l'endroit où le fossé recommence, le bord oriental de ce fossé jusqu'à la borne n° 9, placée par les Français; enfin la ligne droite allant de cette borne au sommet de la pyramide de 1764, située dans le fond du ravin de la Comtesse et à l'angle des jardins du Perthus, à quatre cent soixante-quatorze mètres des piliers au nord du pont.

577. D'ici la frontière remonte le ravin de la Comtesse jusqu'à une pyramide restaurée sur la rive gauche du ravin, à cent quarante mètres de la précédente.

577. 1. On continue le même ravin environ deux cents mètres jusqu'à une nouvelle pyramide sur la rive gauche.

578. De ce point on va, par une ligne droite de quarante-cinq mètres, à une pyramide de 1764, dite *Pilo-de-Baix* ou *du col de Latour*, et située sur un petit mamelon de la crête principale des Pyrénées.

579. On se dirige en ligne droite, par ladite crête, vers une autre pyramide de la même époque, à cent quatre-vingt-dix-huit mètres et à l'origine de la sierra de Puigmal.

La frontière suit le faite des Pyrénées qui aboutit à Cova-Foradada, sur la Méditerranée, en passant par les points notables désignés ci-après.

580. Col de la Comtesse de la sierra de Puigmal : borne à trois mètres au sud du chemin.

581. Pic de la Pouge et pla del Arca, où une borne a été mise au bord occidental du chemin.

582. Puig dels Hommes, pic de Llobregat et col de Fourcat, où l'on a gravé une croix sur la face horizontale d'une roche isolée, à six mètres à l'ouest du chemin qui mène à Récasens.

583. Puig del Pigné, col Fourcadell, puig de las Colladettes, col del Pal, roc des Trois-Termes, puig Noulous et pla de la Tagnarède, où une croix verticale a été gravée sur la face nord d'un rocher.

584. Puig Pragon, col Pragon, puig del Talayadou et col del Faitg, où la croix est gravée sur une roche inclinée vers l'est, à quinze mètres du sentier.

585. Pla del Foun et col de Llory, où l'on a gravé une croix regardant le nord-est, à trente-cinq mètres au couchant du sentier qui descend à la Garrigue.

586. Puig de las Bassès, ras de la Menthe et col de l'Estaque. La croix est gravée sur la face est et inclinée d'une roche située au col et à l'ouest du chemin.

587. Puig Paradet, collada des Emigrans, pic des Quatre-Termes, roc de la Canal-Grosse et collada de la fount de la Massane, où l'on a gravé une croix sur la face ouest et inclinée d'une roche à vingt mètres à l'orient du passage.

588. Puig de la Carbassère, col du même nom et col de Tarrès : croix au col, sur la face horizontale d'un petit rocher au niveau du sol, à trente-cinq mètres à l'est du sentier.

589. Montagne rase jusqu'au col del Pal, où la croix est gravée sur la face est et verticale du roc de Sainte-Eulalie, à l'occident du chemin.

590. Serrat de Castel-Serradillou et pla de las Erès, où la croix est verticale, regardant l'ouest, et à quinze mètres à l'orient du sentier.

591. Pic d'Esteille, puig des Barrèts et col du Berger-Mort. C'est là qu'est la croix, sur la face inclinée et septentrionale d'une petite roche à l'est du sentier.

592. Au col de Banyuls, croix horizontale au niveau du sol, sur le bord oriental du sentier.

593. Col Sabens, col del Loup, puig de la Calme et col del Tourm, où est une croix horizontale, à dix mètres à l'ouest du chemin.

594. Ras de la Perdrix, puig den Jourda et col den Jourda ou den Tacho, où l'on a mis une croix sur la face ouest et verticale d'une roche isolée, à cinquante mètres à l'est du passage.

595. Puig de Barba-de-Bauc et col des Empédrats : croix au col, sur la face nord et verticale d'un gros bloc à l'est de la brèche qui ouvre le passage.

596. Col de Tarbaous : croix sur la face inclinée vers le nord d'une grande roche à cinquante mètres à l'ouest du sentier et à six mètres en France.

597. Pla de Ras : croix sur la face ouest et verticale d'un rocher à vingt mètres à l'orient du passage.

598. Tour de Carroig et col de la Fareille : croix sur la face nord et verticale d'une roche à soixante mètres à l'orient du sentier.

599. Puig Roudouna et col des Frarès, où la croix est verticale et regardant le sud.

600. Puig des Frarès et col des Balitres : croix verticale tournée au nord, au milieu du col, à cinq mètres à l'est du passage.

601. Puig de las Frèzes : croix presque verticale, sur la face est d'un rocher au sommet du puig.

De ce dernier point de la chaîne, la frontière descend par l'arête rocheuse de la grande falaise à pic de la Méditerranée à la grotte nommée *Cova-Foradada*, située sur le bord de la mer, entre la pointe del Osell en Espagne et le cap Cervéra en France.

602. Croix gravée en dedans de la Cova-Foradada, sur la paroi verticale du côté de terre, à un mètre et demi au-dessus du sol.

C'est à cette grotte que se termine à l'orient la ligne frontière entre la France et l'Espagne.

Deuxième section.

Abornement de l'enclave de Llivia.

Pour délimiter le périmètre de l'enclave de Llivia, on a employé des croix et des bornes marquées de leur numéro d'ordre. Les croix sont identiques à celles de l'abornement décrites dans la première section du présent Acte; mais les bornes n'ont que soixante centimètres de haut, et les côtés inégaux de la base sont, l'un de trente-cinq centimètres, l'autre de trente. Ces bornes portent, en outre, la double LL gravée sur la face regardant Llivia, et sur la face opposée l'initiale du nom de la commune française limitrophe correspondante.

N° 1. La première borne a été mise au bord nord-ouest du chemin de Llivia à Puycerda, au lieu dit *Pontarro-de-Chidosa*, touchant à l'ancien repère de limites entre Ur, Caldégas et Llivia.

Comme dans l'abornement depuis le val d'Andorre jusqu'à la Méditerranée, les angles sont comptés à partir de la dernière direction suivie et les distances à partir du dernier repère, à moins d'avis contraire.

La première direction du périmètre forme un angle de quarante-cinq degrés avec le chemin précité et arrive à la borne den Punyèt, qui porte le n° 3.

On va généralement en ligne droite d'un repère à l'autre, à moins qu'on ne dise autrement.

2. Borne sur cette direction, à quatre cent quatre-vingts mètres, au pas dels Bous, contre le mur qui borde à l'ouest le chemin de Llivia à Onzès.

3. A trois cent deux mètres, à la place de l'ancienne borne den Punyèt, on a établi la nouvelle, à vingt mètres environ de la rive droite de la Sègre.

4. On passe la Sègre, formant un angle rentrant de cent cinquante degrés, et suivant le chemin rural dit *Pas dels Bous-de-Camporas* ou *Pas de la Borda*, borne à cent quatre-vingts mètres, à l'est d'un coude dudit chemin.

Faisant un angle saillant de cent vingt-deux degrés, on remonte un talus dit *Riba-de-Camporas*.

5. Borne à vingt et un mètres, à l'extrémité orientale de Riba-de-Camporas.

6. Angle rentrant de cent quarante-sept degrés, borne à huit cent cinquante mètres, à la limite de Caldégas et de Sainte-Léocadie, au lieu dit *Bac-d'Onzès*, dans la serre de Concéllabre.

7. Borne à la place d'une ancienne, à trois cents mètres, dans la serre de Concéllabre, et faisant un angle saillant de cent soixante-dix-huit degrés.

8. Angle saillant de cent cinquante-six degrés et par le haut du plateau, borne à mille cent quinze mètres dans la serre de Sainte-Léocadie, au lieu dit *Pel-de-Can*, et à cent dix mètres à l'ouest du chemin de Mas-Palau à Gorguja.

9. Dans la même direction, borne à quatre cent six mètres, dans la partie de la serre de Sainte-Léocadie appelée *Serre de Valcédolla*, sur le côté est du chemin de la Chapelle-Sainte-Étienne à Gorguja.

La limite forme un angle saillant de cent soixante et un degrés ; les bornes 10 et 11 sont sur cette direction.

10. A trois cent huit mètres, à la serre de Picasola.

11. A deux cent soixante-dix-huit mètres, sur le bord supérieur de la rive de Picasola, où confinent Sainte-Léocadie et Saillagouse.

12. Descendant obliquement par un angle rentrant de cent soixante degrés la pente de Picasola, borne à trois cents mètres, contre le mur du pré *Carbonell*, à soixante-dix mètres environ de la rive gauche de la rivière d'Err.

13. On suit ledit mur par un angle de cent sept degrés jusqu'à la rivière d'Err, que l'on traverse en continuant par la même direction : borne à cent soixante mètres, contre un mur de clôture.

14. Sans changer sensiblement de direction, borne sur le côté nord-est du chemin d'Err à Gorguja, à deux cent trente-cinq mètres.

15. On suit ce chemin pendant deux cent cinquante mètres, sous un angle saillant de cent quatre degrés : borne sur le même côté nord-est du chemin.

Faisant un angle rentrant de cent quarante-trois degrés, on va directement au lieu dit *Font-del-Estany*, à trois cent soixante mètres de distance, sur le chemin de Ro à Llivia, lequel sert de frontière depuis le n° 16 jusqu'au n° 21 ; mais le tracé en est si mal défini qu'il a fallu le régulariser dans toute la portion qui marque la limite, ce qui a été fait par deux lignes brisées parallèles signalées au point de départ et à chaque changement de direction par deux bornes portant le même numéro et placées à sept mètres l'une de l'autre, pour indiquer la largeur du chemin, fossés compris. Bien entendu que cette rectification du nouveau tracé ne s'oppose pas à l'arrondissement des angles qu'on jugerait nécessaire pour faciliter la circulation. L'axe du chemin servira de frontière ; toutefois, l'entretien de la voie et des fossés ne pouvant se partager d'après cette

ligne, les Français seront chargés de la première moitié, à partir du n° 16, et les Espagnols, de la deuxième moitié, jusqu'au n° 21.

Les couples de bornes ont été placées dans les cinq positions suivantes :

16. Au lieu dit *Font-del-Estany* et au nord-ouest des petites sources de ce nom.

17. Formant un angle saillant de cent vingt-deux degrés, à trois cent soixante-six mètres.

18. Sous un angle rentrant de cent soixante degrés, à six cent soixante mètres.

La limite de Saillagouse avec Estavar est à peu près à égale distance des repères 17 et 18.

19. Angle saillant de cent soixante-quinze degrés et à deux cent vingt mètres.

20. Formant un angle saillant de cent soixante-quinze degrés et à cent soixante-cinq mètres.

21. Sous un angle saillant de cent soixante-douze degrés et à deux cent trente-six mètres, on n'a placé qu'une seule borne au lieu dit *Tarrosel*, au bord septentrional du chemin, qui cesse ici de marquer la frontière.

21. 1. Borne à quatre-vingt-quinze mètres, au sommet du *Tossal-del-Tarrosel*, monticule sur la rive gauche de la Sègre.

La ligne divisoire gagne le confluent de cette rivière avec celle d'Estaugé, connue plus haut sous le nom de *Palmanill*. On en remonte le cours jusqu'à l'endroit où il reçoit le ruisseau qui descend du pla de *Palmanill*.

22. Croix horizontale sur une roche plate, à l'angle sud-ouest du confluent de *Palmanill* avec le ruisseau précité. Ce point est commun à Estavar et à Targasonne.

23. Changeant de direction vers le nord-ouest, on va à sept cent cinquante-cinq mètres en ligne droite à la borne située au pla de *Palmanill*, au bord nord-ouest du chemin de Targasonne à Llivia.

24. Croix horizontale à quatre cent vingt mètres, sur la rive droite de la *Ribèra-dells-Valls* et à vingt-cinq mètres au-dessous du confluent des deux cours d'eau qui forment la *Ribèra*.

25. Borne à deux cent dix mètres, au sommet dit *Tossal-de-Ventola*, que les habitants de Targasonne connaissent sous le nom de *Serrat del Cougoul*.

26. Formant un angle de cent soixante-deux degrés avec l'alignement des repères 23 et 25, à quatre cent cinq mètres, passant par un massif de rochers appelé *Béréta* ou *las Barrétas*, croix verticale regardant le sud, sur une roche située au *Prat-del-Pou*, où commence le territoire d'Angoustrine.

27. A cent deux mètres, sous un angle saillant de cent soixante-neuf degrés, croix sur une grande roche, au nord du Prat-del-Rey.

28. Par un angle saillant de cent soixante-dix degrés et à cent quarante-deux mètres, borne au Camp-del-Rey.

29. Sous un angle saillant de cent quarante-cinq degrés et à soixante et onze mètres, croix sur la face supérieure et presque horizontale d'une très-grande roche.

30. Croix horizontale à fleur de terre, à cent soixante mètres, au confluent du ruisseau de Vilalte et du rec de mas de Vilalte.

La réunion de ces deux ruisseaux forme celui del Toudou, lequel marque la limite jusqu'à son point de rencontre avec le chemin rural connu sous le nom de *Carrerade del Toudou*.

Pour fixer le tracé et la largeur de ce chemin dans la portion qui sert de limite, on a placé de distance en distance une couple de bornes avec le même numéro, à cinq mètres l'une de l'autre, ce qui indique la largeur du chemin, ruisseau compris. L'axe du chemin marque la frontière.

Ces couples de bornes ont été mises aux quatre points suivants :

31. A la rencontre du ruisseau del Toudou avec la carrerade.

32. A soixante-quinze mètres, dans la direction du chemin, au premier coude.

33. A soixante-quinze mètres, à un autre coude.

34. A l'extrémité occidentale de la carrerade, à trois cent trente mètres.

La limite quitte la carrerade et recommence à se diriger en ligne droite d'un repère à l'autre jusqu'à ce qu'on ferme le périmètre.

35. Allant à quatre cent cinquante-quatre mètres vers le sud, borne à la porteille del Toudou, sur le côté septentrional du chemin.

36. Faisant un angle rentrant de cent dix-sept degrés, borne à trois cent dix mètres, au point le plus élevé du passage, au lieu dit *l'Oratoire-del-Puig*, au bord oriental du chemin d'Angoustrine à Saréja,

On arrive, par un angle de cent soixante-huit degrés, au lieu dit *les Esquères*.

37. Sur cette direction et à cent soixante-quinze mètres, croix sur la face sud d'une grande roche de la pente appelée *Serrat de Courmiers*.

38. Borne à cent soixante-quinze mètres, au-dessus du roc dit *Roquette-des-Esquères*.

39. On se dirige à peu près vers le sud, sous un angle de cent vingt-six degrés. Borne à trois cent trente mètres, au milieu de

l'espace qu'occupait une grosse roche dite *Cova-de-la-Guilla*, laquelle a été récemment détruite par la mine.

40. Suivant la même direction, à deux cent quinze mètres, croix sur le roc des Fosses-del-Rey.

41. A cent vingt mètres à peu près dans le même sens, borne à Coste-den-Calvère, sur le côté septentrional du chemin de Villeneuve à Llivia.

42. Continuant sensiblement vers le sud, à deux cent vingt-cinq mètres, borne contre le roc de Camp-del-Pla ou de Coma-de-Flori, où aboutissent les communes d'Angoustrine et d'Ur.

43. Faisant un angle saillant de cent soixante-treize degrés, borne à sept cent quinze mètres, contre le mur des prés du Toudou-de-Flori, au bord du sentier de Villeneuve à Onzès.

44. Par un angle saillant de cent soixante-quatorze degrés, borne à quatre cents mètres, sur le côté sud du chemin d'Ur à Llivia.

45. Dernière borne à trois cent vingt-cinq mètres, sur la même direction, au Tossal-de-Pèrelagre ou Piédra-Lagra, qui est un saillant du talus.

Une ligne droite de cinq cent quatre-vingt-cinq mètres de longueur joint la borne 45 à celle n° 1, au Pontarro-de-Chidosa, et ferme le périmètre faisant à Piédra-Lagra un angle saillant de cent quarante deux degrés, et un autre de cent vingt-six degrés à Pontarro-de-Chidosa.

ANNEXE II.

Modification des articles 18 et 19 du Traité.

Les communes françaises de Porta et de Latour-de-Carol, d'une part, et la commune espagnole de Guils, de l'autre, ayant fait connaître plus clairement et plus complètement leurs besoins respectifs au sujet des pâturages situés sur leur frontière, et les plénipotentiaires des deux pays désirant satisfaire d'une manière équitable à des besoins réels, afin d'effacer toute trace d'anciennes rivalités et de garantir la paix et les bonnes relations entre les intéressés, sont convenus des dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. Sont abrogés, et demeurent par conséquent sans valeur ni effet, les articles 18 et 19 du Traité de limites signé à Bayonne, le 26 mai 1866.

Art. 2. La commune française de Porta a l'usage exclusif du pâturage espagnol de Font-Bovédo, contigu à la France et compris entre la ligne frontière allant de puig Pédros à Padro-de-la-Tosa et l'escarpement rocheux qui va d'un sommet à l'autre, formant un axe convexe du côté de l'Espagne.

Art. 3. Les troupeaux de Guils peuvent pacager librement avec

ceux de Latour dans les Toses-Basses, faisant partie des communaux de Latour.

Ce pâturage est limité, à l'ouest et au sud, par la frontière entre puig Farinos, roc Colom et pic de la Tosa (repères de 431 à 434); au nord, par la division existant entre les pacages de Porta et de Latour, depuis puig Farinos jusqu'au pic Llabinet, lequel a été signalé par une croix à double branche; enfin, à l'est, par la crête du changement de pente qui unit les pics de Llabinet et de la Tosa.

Art. 4. Les troupeaux français ont le passage libre sur le territoire de Guils, entre les bornes 436, 437 et 437.1, pour monter et descendre par la sierra de la Baga ou de la Tosa et de la cime del Bosch, mais avec défense absolue de s'arrêter pour pacager.

A la même condition, la commune de Guils doit laisser le passage libre le long de la rive droite du roc de Saint-Pierre, de la borne 444 à la borne 445, aux troupeaux de la commune de Latour, pour se rendre à leurs pâturages de la Soucarrade et pour en revenir.

Art. 5. Pour légitimer cet état actuel de choses, qui diffère de l'ancien, et pour mettre au néant toute prétention contraire, le Gouvernement français payera à Guils, dans le cours de la première année, à partir de la mise à exécution du présent Acte, une indemnité en argent calculée d'après les bases établies par les experts nommés par les deux Gouvernements et représentant la différence entre l'état ancien et l'état actuel, indemnité qui s'élève à la somme de mille deux cent quatre-vingt-quatre francs, soit quatre mille huit cent soixante-dix-neuf réaux, à raison de dix-neuf réaux pour cinq francs.

ANNEXE III.

Complément de l'énumération des chemins libres.

Pour satisfaire à des besoins reconnus et consacrer des usages existants, il est convenu que les frontaliers français et espagnols jouiront de la franchise nécessaire à leur libre circulation dans les passages énumérés ci-après, à la condition expresse qu'on ne quittera pas le chemin et qu'il sera formellement interdit au service des agents étrangers de la force publique.

Ces passages sont :

1° Pour les Français et les Espagnols, la carrétéra Mitjana dans toute son étendue, depuis le Tartarès jusqu'au repère n° 454, y compris, pour les Français, la portion espagnole du chemin qui va de la borne 440 à la borne 441, et qui sépare l'un de l'autre deux prés de *Domingo Pons* de Guils;

2° Pour les Français, le chemin de Puycerda à Ripoll, depuis

le col de Marcé (borne 501) jusqu'au col de la Croix-de-Mayans (borne 502);

3° Le sentier que suivent les Français sur le territoire espagnol pour aller à la Manère par le moulin et le pla de la Mouga;

4° Le chemin qui conduit les Français à Montalba, entrant en Espagne au col de Faitg pour rentrer en France au col Perillou;

5° Pour les Français, le sentier qui traverse le territoire de l'ermitage de Salinas, depuis ras de Mouchet jusqu'au sarrat del Faitg de France;

6° Le chemin fréquenté par les Français sur le territoire espagnol entre le col del Pal et le pla de la Tagnarède, entre les repères 582 et 583.

ANNEXE IV.

Usages entre communes limitrophes.

Art. 1^{er}. La commune française de Prats-de-Mollo et sa voisine espagnole de Setcases ayant toutes deux manifesté le désir de consacrer, par un accord international, leurs compascuités réciproques dans la portion de leurs pâturages limitrophes s'étendant du pic de Costabonne au puig de la Pédra-Drèta, sur une largeur de deux cents mètres de chaque côté de la frontière, il est convenu que, cet usage étant favorable à la paix et aux bonnes relations existantes, est maintenu comme il vient d'être dit.

Art. 2. La rectification de frontière consentie à l'amiable entre la commune française de Coustouges et le district municipal d'Albaña ne modifie rien à l'étal actuel de possession et de jouissance dans les portions de territoire qui ont changé de juridiction.

Les troupeaux de Coustouges continueront, en conséquence, de pacager librement sur la rive gauche du riu Mayou jusqu'à la crête allant du sommet du puig de la Créou-del-Canonge (borne 544) par le col de Demproy et le roc del Falcon au moulin du riu Mayou.

Les troupeaux de l'Albaña continueront de même à pacager librement sur la rive droite du riu Mayou, jusqu'à la ligne brisée que déterminent les points suivants : pic d'Enroger, Cinglat-Barrat, puig Conte, porteil Solivaire et confluent du ravin del Camp-d'Arnaout et du riu Mayou.

Art. 3. Dans le cas où les pêcheurs de la commune de Banyuls et de la municipalité de Coléra seraient entraînés dans les eaux étrangères par les courants ou quelque autre accident de mer, les uns et les autres pourront librement retirer leurs filets jusqu'à un kilomètre de la frontière sans encourir aucune peine, à moins que l'intention frauduleuse ne soit évidente.

ANNEXE V.

Règlement pour la saisie des bestiaux conformément à l'article 30 du Traité.

Afin de prévenir les discussions et les désordres auxquels donne lieu depuis longtemps sur la frontière le manque d'entente en ce qui concerne la saisie des bestiaux, et pour suppléer, s'il y a lieu, à l'absence de toute disposition relative au mode de procéder dans le cas où des troupeaux s'introduiraient illicitement sur un territoire étranger, les plénipotentiaires des deux États sont convenus d'établir les règles suivantes :

Art. 1^{er}. Indépendamment de la force publique, les gardes assermentés pourront seuls opérer la saisie des bestiaux qui, sortant de l'un des deux Pays ou des territoires de facerie, entreront indûment dans les pâturages de l'autre ou resteront de nuit dans ceux de facerie, contrairement aux conventions.

Art. 2. Le choix de ces gardes se fera, dans chaque vallée ou village, suivant les coutumes respectives, et toutes les fois qu'une nomination pareille aura eu lieu, le maire ou l'alcade du district en fera part aux municipalités frontalières de la nation voisine, afin que les personnes qui auront été choisies soient reconnues dans l'exercice de leurs fonctions. Ces gardes devront porter une marque distinctive de leur emploi.

Art. 3. L'affirmation sous serment des gardes fera foi devant les autorités respectives jusqu'à preuve du contraire.

Art. 4. Les propriétaires des troupeaux pris en contravention seront soumis aux peines établies ou à établir, d'un commun accord, entre les municipalités frontalières.

Dans le cas où il n'existerait pas de convention, les infracteurs payeront un réal par tête de menu bétail et dix réaux par tête de gros bétail, sans que, ni pour l'une ni pour l'autre espèce, il soit tenu compte des petits qui suivent leur mère.

Si l'infraction avait lieu la nuit, la peine serait double, à moins que ce ne fût dans un territoire de facerie et à l'époque où il est permis d'en jouir le jour, auquel cas l'amende sera simple.

Art. 5. Dans chaque troupeau introduit indûment sur les pâturages étrangers, il sera pris une tête de bétail sur dix, qu'elle qu'en soit l'espèce, pour répondre de l'amende et des frais.

Art. 6. Les animaux saisis seront menés par les gardes au village le plus proche de la vallée sur le territoire de laquelle aura été opérée la saisie, et le maire ou l'alcade de ce village en fera part, sans délai, à celui de la résidence du maître du troupeau, dans un rapport où il rendra compte des circonstances de la saisie et du nom du pasteur

ou du propriétaire du troupeau, afin que ce dernier, dûment averti, se présente en personne ou par fondé de pouvoirs dans les dix jours qui suivront la saisie.

Art. 7. Si l'infraction est dûment prouvée, le maître du troupeau devra payer, en sus de l'amende établie à l'article 4, les frais occasionnés par la nourriture et la garde des animaux pendant leur détention, ainsi que par les messagers et avis qu'aura nécessités la poursuite.

Les frais de nourriture et de garde seront, pour chaque jour de détention, d'un réal de vellon par tête de menu bétail et de cinq réaux par tête de gros bétail. Il sera alloué aux messagers qui porteront les communications des autorités locales deux réaux par heure de marche, tant à l'aller qu'au retour.

S'il y avait lieu d'accorder une rémunération pécuniaire au garde qui aura fait la saisie, elle serait prélevée sur le produit de l'amende, sans rien exiger de plus des contrevenants.

Art. 8. Si le maître du troupeau ne comparaissait pas avant l'expiration du terme de dix jours, l'autorité procédera, dès le jour suivant, à la vente aux enchères des animaux saisis, afin d'acquitter avec son produit les amendes et les frais. L'excédant, s'il y en a, restera à la disposition du propriétaire pendant un an et sera, s'il ne réclame pas dans ce délai, affecté à la charité publique dans le district municipal où la vente aura été effectuée.

Art. 9. Si la saisie a eu lieu indûment, les animaux détenus seront rendus au propriétaire, et au cas où il en manquerait quelqu'un, perdu ou mort, par suite de négligence ou de mauvais traitements, la valeur en sera restituée.

Le garde qui aura fait indûment une saisie sera tenu de ramener à leur troupeau les animaux détenus et de payer les frais de nourriture et de surveillance qu'ils auront occasionnés.

Art. 10. Les dispositions précédentes ne dérogent à aucune des conventions qui pourraient exister à ce sujet entre les municipalités frontalières et ne s'opposent pas à la conclusion de nouveaux contrats qui modifieraient les stipulations de la présente annexe; mais il est entendu que, dans tous les cas, les saisies ne pourront être faites que par des gardes assermentés, et que, conformément à l'article 29 du traité, tout nouvel accord devra être limité à un temps déterminé qui ne pourra dépasser cinq ans, et qu'il devra être soumis préalablement à l'approbation des autorités civiles supérieures du département ou de la province respectifs.

SECONDE PARTIE.

Règlements relatifs à la jouissance des eaux d'un usage commun
entre les deux pays.

Ces règlements ont été préparés, en exécution des articles 6, 20 et 27 du traité de limites du 26 mai 1866 et des articles 13, 18 et 19 de l'acte additionnel de la même date, par une commission internationale d'ingénieurs composée, du côté de la France, de MM. *Auguste Labbé*, ingénieur en chef des ponts et chaussées du département des Pyrénées-Orientales, et *Joseph Bauer*, ingénieur ordinaire de l'arrondissement de Prades, remplacé, après la démarcation du lit de la Raour, par M. *Alfred Pasqueau*, ingénieur ordinaire de l'arrondissement de Perpignan, et du côté de l'Espagne, de D. *Inocenzio Gomez Roldan*, ingénieur en chef des ponts et chaussées, vice-secrétaire du comité consultatif des travaux publics, et de D. *Federico Peyra*, ingénieur ordinaire de première classe de la province de Barcelone, et leur insertion dans la seconde partie du présent Acte final a pour objet de leur donner dans les deux États la même force légale qu'aux dispositions contenues dans la première partie, par la promulgation qui sera faite dudit Acte dans chaque Pays.

I.

Démarcation du lit de la rivière.

L'axe de la Raour étant parfaitement déterminé et repéré, ainsi qu'il est expliqué dans l'acte d'abornement, depuis le repère 477 jusqu'à quarante-sept mètres cinquante centimètres au delà du point fixé par la borne 482, on a tracé les alignements des rives, comprenant entre eux la zone où il est interdit de faire des plantations et des ouvrages quelconques.

Ces alignements sont établis parallèlement à l'axe et à huit mètres de chaque côté, excepté aux abords des ponts, où ils forment des lignes divergentes venant se rattacher aux têtes de ces ouvrages, à cinquante centimètres en arrière du parement intérieur des culées.

L'évasement du lit de la rivière en aval du pont de Llivia se termine à quatre-vingt-trois mètres du milieu de l'arche médiane de ce pont.

L'évasement en amont du pont projeté de Bourg-Madame commence à quatre-vingt-trois mètres du milieu de l'arche centrale, repère 480, et l'évasement d'aval se termine à soixante-six mètres quinze centimètres du même repère et à la ligne droite qui joint les deux bornes n° 481.

Ces trois distances sont comptées sur l'axe de la rivière.

En ce qui concerne la police de la rivière, on est convenu des dispositions suivantes :

1° Il est interdit d'établir des plantations ou des ouvrages quelconques dans la zone comprise entre les alignements définis ci-dessus.

Toutes les parties d'ouvrages et de plantations qui empiètent aujourd'hui sur cette zone devront être détruites par les riverains, chacun en droit soi, dans le délai de trois mois, à dater de la mise à exécution de l'acte général d'abornement de la frontière.

Passé ce délai, il sera procédé à cette opération d'office et aux frais des contrevenants.

2° Il est permis aux riverains d'entretenir, de réparer et de consolider les digues existantes, à la seule condition de prévenir les riverains du côté opposé, afin que, par cet avertissement, ceux-ci soient en mesure d'empêcher l'exécution d'ouvrages offensifs ou qui pénétreraient dans la zone réservée au lit de la rivière.

3° Pour l'établissement de digues nouvelles, soit dans les parties de la rivière qui en sont dépourvues, soit en avant des digues existantes qui se trouvent situées en arrière des nouveaux alignements, les riverains seront tenus de se pourvoir d'une autorisation régulière des autorités compétentes de leur Pays respectif, et, dans ce cas, les propriétaires de la rive opposée devront être appelés à présenter leurs observations.

4° Tous les ouvrages qui seront exécutés, de part et d'autre, pour la fixation ou la conservation des berges, ne pourront être établis que parallèlement ou perpendiculairement à l'axe de la rivière, ainsi que le prescrit la convention de 1820.

5° Pour prévenir des difficultés qui se sont produites quelquefois entre les riverains des deux Pays, il est entendu, conformément à une stipulation de l'acte de 1750, que chacun d'eux ne pourra prendre des pierres ou du sable dans le lit de la Raour qu'en face de sa propriété et jusqu'au milieu de ladite rivière.

6° Il est fait défense expresse aux propriétaires riverains et autres de pratiquer dans les digues ou berges des coupures ou autres moyens de dérivation, sans autorisation préalable.

Ceux qui possèdent des dérivations de ce genre seront tenus de faire régulariser leur situation par les autorités compétentes de leur Pays respectif, et ce, dans le délai de trois mois, à dater de la mise à exécution du traité général d'abornement de la frontière.

Il est également défendu aux riverains et autres de faire écouler dans le lit de ladite rivière des eaux infectes ou nuisibles.

7° Tous les cinq ans, au mois d'août, les autorités supérieures du

département des Pyrénées-Orientales et de la province de Girone s'entendront à l'effet de nommer des délégués qui procéderont à la vérification des alignements des berges de la Raour. Toutes les parties de plantations et d'ouvrages quelconques qui seront reconnues empiéter sur le lit de la rivière devront être immédiatement détruites par les contrevenants, et, en cas de refus de leur part, il sera procédé d'office et à leurs frais à cette destruction.

II.

Font-Bovédo.

La commission mixte d'ingénieurs ayant pensé que la réglementation d'une prise d'eau située dans une localité d'un accès aussi difficile serait sans doute complètement illusoire, de même qu'une distribution par le temps serait inapplicable à cause de la grande distance qui sépare la prise des habitations, et ayant en conséquence été d'avis de ne rien décider à ce sujet, il a été convenu que la solution serait réservée aux deux Gouvernements, s'il était reconnu, par la suite, qu'elle fût indispensable pour prévenir des conflits entre les intéressés des deux Pays.

III.

Règlement pour l'usage des eaux du riu Tort et du riu Tartarès.

Art. 1^{er}. Les habitants de Guils ne pourront dériver les eaux du riu Tort que par des rigoles ayant leur prise à cinq cent cinquante mètres au moins à l'amont du point où ce ravin est coupé par la ligne frontière, entre les bornes 440 et 441.

Art. 2. Les habitants de Guils ne pourront prendre les eaux de la fontaine Talabart, du riu Tartarès, ni celles de ses affluents, et tous les ouvrages construits dans ce but devront être détruits, ainsi que les rigoles ouvertes à l'aval du point défini à l'article 1^{er}, et ce, dans le délai de trois mois, à dater de la promulgation du présent règlement.

Art. 3. Si, après la suppression de ces ouvrages, les habitants des communes frontières de Latour et de Sanéja ne parvenaient pas à s'entendre à l'amiable pour la répartition des eaux du riu Tort et du riu Tartarès, en partie dérivées par le canal du hameau de Saint-Pierre, il serait pourvu à cette réglementation, conformément aux droits des usagers des deux Pays, par le préfet des Pyrénées-Orientales et le gouverneur de Girone, sur la proposition des ingénieurs des deux Pays qui seront désignés à cet effet.

Art. 4. Passé le délai défini à l'article 3, le gouverneur de Girone, après avoir prévenu le préfet des Pyrénées-Orientales, ordonnera im-

médiatement l'exécution d'office des travaux prescrits par ledit article. La suppression des ouvrages sera effectuée en présence du maire de Latour-de-Carol et de l'alcade de Sanéja.

IV.

Règlement pour l'usage du canal de Puycerda.

Art. 1^{er}. La répartition des eaux du canal de Puycerda entre les usagers français et espagnols sera réglée comme il suit :

Toutes les eaux du canal seront affectées aux usages de tout genre de la ville de Puycerda et à l'irrigation de son territoire, chaque jour pendant douze heures, de quatre heures du matin à quatre heures du soir.

Toutes les eaux de ce canal seront affectées à l'arrosage des terres situées sur le territoire français, chaque nuit pendant douze heures, de quatre heures du soir à quatre heures du matin.

Art. 2. Le débit minimum du canal à l'origine est fixé à trois cents litres. Si, par suite de pénurie d'eau dans la rivière en amont du barrage, le débit du canal descend au-dessous de ce minimum, le nombre d'heures réservé à Puycerda sera augmenté de telle sorte que le volume d'eau attribué en vingt-quatre heures aux usagers espagnols soit à peu près égal à celui que donnerait un débit continu de cent cinquante litres par seconde.

A cet effet, le débit du canal sera constaté par un déversoir de jauge établi à environ vingt mètres à l'aval de l'origine. Ce déversoir aura trois mètres de largeur et sera construit en pierres de taille ; son seuil et ses bords verticaux seront profilés suivant une partie droite de cinq centimètres parallèle au fil de l'eau et suivant un chanfrein de trente-cinq centimètres de longueur sur vingt centimètres de hauteur, formant évasement vers l'amont. Les bords seront distants de quarante centimètres au moins des rives du canal et du plafond du bief d'amont. Le seuil sera arasé à soixante centimètres au moins en contre-haut du plafond du bief d'aval.

A un mètre en amont du déversoir, on gravera dans une pierre de taille encastrée dans un des bajoyers une échelle de jauge graduée comme l'indique le tableau ci-dessous :

Numéros du trait de la graduation.	Hauteur des traits au-dessus du seuil.
Trait n° 12.....	0 ^m 147
Trait n° 16.....	0 122
Trait n° 20.....	0 105
Trait n° 24.....	0 093

Quand le niveau du bief d'amont atteindra ou dépassera le trait

n° 12, la répartition aura lieu entre les usagers des deux nations conformément à l'article 1^{er}.

Si le débit du canal, par suite de pénurie de la rivière, diminue d'une assez grande quantité pour que le trait n° 16 apparaisse au-dessus de l'eau pendant trois jours consécutifs, la période de temps attribuée à Puycerda sera portée de douze à seize heures et commencera à minuit.

Si le trait n° 20 apparaît dans les mêmes conditions, la période de temps réservée à Puycerda sera portée à vingt heures, en commençant à huit heures du soir précédent, et ainsi de suite jusqu'au trait n° 24, à partir duquel toute l'eau du canal appartiendra aux usagers espagnols.

Art. 3. Chacune des communes françaises de Latour-du-Carol et d'Entweigt pourra dériver d'une manière continue un volume d'eau de cinq litres par seconde pour la satisfaction de ses besoins de tout genre.

Les habitants des territoires traversés par le canal pourront, en outre, user de l'eau en tout temps pour les usages domestiques, l'abreuvement des bestiaux et le cas d'incendie.

Art. 4. Tous les œils de prise d'eau établis en France sur le canal devront être percés dans des pierres de taille encastrées dans des murettes en maçonnerie dont les fondations feront saillie de vingt centimètres du côté du canal, et seront arasés au niveau du plafond de ce canal.

Ils seront construits aux frais des usagers qui s'en servent et munis de vannes pouvant fermer aussi hermétiquement que possible pendant le temps réservé aux usagers espagnols.

Le nombre actuel des œils, qui est de cent quarante-huit sur le territoire français, ne pourra être augmenté sans l'autorisation de la ville de Puycerda, propriétaire du canal.

Art. 5. Dans les règlements qui pourront être faits ultérieurement pour la répartition des eaux entre les usagers français, on aura soin, autant que possible, de disposer les arrosages de l'amont à l'aval.

Art. 6. Il est interdit d'obstruer ou d'encombrer le canal ; mais les usagers français pourront établir des barrages mobiles dans le canal pour faire refluer les eaux dans leurs prises pendant le temps qui leur est attribué. Ces barrages devront être complètement ouverts pendant le temps réservé à l'Espagne et offrir un débouché égal à celui du canal lui-même.

Art. 7. La largeur normale de la zone de terrain à occuper par le canal et ses francs-bords est fixée à six mètres cinquante centimètres ; dans le cas où la bande de terrain appartenant à la ville de Puycerda serait en certains points inférieure à ce chiffre, elle pourra acquérir

à ses frais, sur les propriétés privées, le terrain nécessaire pour compléter l'emprise, en se conformant à la loi française du 3 mai 1841.

Art. 8. Les frais d'entretien et de réparation de la prise d'eau en rivière et de toute la partie du canal située sur le territoire français seront répartis par portions égales entre les usagers français et espagnols.

L'entretien de la partie comprise dans le territoire espagnol sera exclusivement à la charge des usagers espagnols.

Art. 9. Les Français et les Espagnols auront la faculté, chacun de leur côté, d'établir à leurs frais des banniers ou gardes d'eau pour veiller à l'exécution des articles 3 et 6 ci-dessus et dresser des procès-verbaux contre toute personne qui porterait atteinte aux droits des usagers.

Ces gardes, pourvus du titre qui les accrédite, prêteront serment devant l'autorité compétente, en France, sur le territoire de laquelle leur surveillance doit s'exercer.

S'il y a lieu aussi d'exercer une surveillance en Espagne, les gardes nommés à cet effet par les usagers des deux Pays et pourvus du titre qui les accréditera devront prêter serment devant l'autorité espagnole compétente.

Les gardes adresseront leurs procès-verbaux à la commission mentionnée à l'article ci-après, qui les transmettra à qui de droit.

Art. 10. Une commission administrative internationale, dont l'organisation et les attributions sont déterminées par le règlement qui suit, sous le n° 7, fera respecter les droits des deux nations et prendra les mesures d'administration et de police dont les clauses ci-dessus définies rendront l'exécution nécessaire.

Elle fera exécuter l'ouvrage régulateur décrit à l'article 2, et on répartira la dépense par parties égales entre les usagers des deux nations.

Elle fera, en outre, exécuter d'office, aux frais des usagers, les ouvrages prescrits par l'article 4 ci-dessus, si les arrosants ne les ont pas établis eux-mêmes dans le délai défini par l'article 12 ci-après.

Art. 11. Le récolement de l'ouvrage régulateur prescrit par l'article 2 sera effectué par un ingénieur français et un ingénieur espagnol, en présence des autorités locales des deux Pays et des parties intéressées dûment convoquées.

Le procès-verbal de récolement sera dressé en quatre expéditions, dont l'une sera déposée à la mairie de Puycerda, la seconde à la commission administrative, et les deux autres respectivement aux archives de la préfecture des Pyrénées-Orientales et de la province de Girone.

Art. 12. Les dispositions du présent règlement seront appliquées le

plus tôt possible, et, au plus tard, dans le délai de deux ans, à dater de sa promulgation.

V.

Règlement pour l'organisation de la commission administrative internationale
du canal de Puycerda.

CHAPITRE 1^{er}.

Composition de la commission.

Art. 1^{er}. La commission administrative internationale sera composée de trois délégués français et de trois délégués espagnols.

Art. 2. L'alcade de Puycerda sera toujours membre et président de la commission. Le second membre de la commission sera le maire de Latour-de-Carol pendant les années de millésime pair, et le maire d'Entweitg pendant les années de millésime impair. Il remplira les fonctions de vice-président.

Art. 3. Les quatre autres membres, pris parmi les intéressés, seront nommés, les membres français, par les usagers français, conformément au mode d'élection qui sera défini par un arrêté ultérieur du préfet des Pyrénées-Orientales, et les membres espagnols, par les usagers espagnols, conformément au mode de nomination qui sera arrêté par le gouverneur de Girone. Si l'élection reste sans résultat, la commission sera complétée d'office par le préfet des Pyrénées-Orientales et le gouverneur de Girone.

Art. 4. Au 31 décembre de chaque année, il sera pourvu au remplacement d'un des membres français et d'un des membres espagnols nommés par l'élection. Les membres sortants ne seront pas immédiatement rééligibles, et ceux qui devront sortir la première année seront désignés par le sort.

Art. 5. Les membres de la commission ne pourront pas se faire remplacer par des mandataires de leur choix. En cas d'absence, ils seront remplacés par des membres suppléants, qui seront au nombre de deux pour chaque nation et élus comme les membres titulaires.

Art. 6. Dans le cas de décès ou de démission d'un membre titulaire ou suppléant, il sera pourvu à son remplacement, et la durée des fonctions du membre élu n'excédera pas l'époque qui limitait les fonctions du membre remplacé.

Art. 7. La commission sera convoquée à Puycerda et présidée par l'alcade de Puycerda, ou, à son défaut, par le vice-président. Elle pourra être réunie sur la demande de deux membres ou sur l'invitation du préfet des Pyrénées-Orientales ou du gouverneur de Girone.

Art. 8. Les usagers qui auront commis une contravention seront

rayés de la liste d'éligibilité pour l'année pendant laquelle la convention aura été commise.

Art. 9. Les délibérations seront prises à la majorité des membres présents. En cas de partage, il en sera référé aux autorités départementales et provinciales des deux nations.

La commission ne pourra délibérer qu'au nombre de quatre membres, dont deux français et deux espagnols; toutefois, la délibération sera valable, quel que soit le nombre des membres présents, lorsque les membres ne se seront pas réunis en nombre suffisant après deux convocations régulières faites à huit jours d'intervalle.

Art. 10. Tout membre qui, sans motif légitime, aura manqué à trois convocations pourra être déclaré démissionnaire et immédiatement remplacé.

Art. 11. Les délibérations seront inscrites par ordre de date sur un registre coté et paraphé par le président et seront signées par tous les membres présents.

Art. 12. Le président portera à la connaissance du préfet des Pyrénées-Orientales et du gouverneur de Gironne le nom des membres de la Commission.

CHAPITRE II.

Fonctions de la commission.

La Commission est chargée :

Art. 1^{er}. De veiller à l'exécution du règlement international ;

Art. 2. D'Apprécier l'opportunité des travaux d'entretien dont la dépense doit être supportée par les usagers des deux Pays, d'approuver les projets et le mode d'exécution de ces ouvrages et d'en surveiller l'exécution ;

Art. 3. De faire dresser les rôles pour la répartition de la dépense et de les soumettre à l'homologation du préfet des Pyrénées-Orientales, pour les usagers français, et du gouverneur de Gironne, pour les usagers espagnols ;

Art. 4. De poursuivre devant les tribunaux compétents les conventions et délits régulièrement constatés par les procès-verbaux des banniers ;

Art. 5. D'accepter les amendes que les contrevenants pourront consentir à verser dans la caisse commune, à titre de transaction, pour arrêter les poursuites dirigées contre eux ;

Art. 6. De contrôler et de vérifier les comptes administratifs du président et la comptabilité du receveur caissier ;

Art. 7. De faire établir l'ouvrage régulateur prescrit par l'article 2 du règlement ;

Art. 8. D'interdire l'usage des prises particulières, prescrites par l'article 4 du règlement des eaux du canal, aux intéressés qui ne les auraient pas fait établir eux-mêmes dans le délai spécifié à l'article 12 du même règlement.

CHAPITRE III.

Recouvrement des rôles.

Art. 1^{er}. Le recouvrement des rôles sera fait par un caissier nommé par la commission administrative internationale.

Art. 2. Ce receveur caissier fournira un cautionnement proportionné au montant des rôles et recevra une indemnité dont la quotité sera déterminée par la Commission.

Art. 3. Les rôles, affichés pendant huit jours dans chacune des trois communes intéressées, seront rendus exécutoires par le préfet des Pyrénées-Orientales et le gouverneur de Girone.

Art. 4. La perception sera faite, en France, comme en matière de contributions directes, et en Espagne, de la même manière.

Art. 5. Le receveur sera responsable du défaut de paiement des taxes dans les délais fixés par les rôles, à moins qu'il ne justifie des poursuites faites contre les contribuables en retard.

Il acquittera les dépenses mandatées par le président et présentera, avant le 1^{er} février de chaque année, le compte de sa gestion.

Les réclamations relatives à la confection des rôles seront portées, pour les intéressés français, devant le conseil de préfecture des Pyrénées-Orientales, et pour les usagers espagnols, devant le gouvernement de Girone.

VI.

Règlement pour l'usage des eaux de la rivière de la Vanéra.

Art. 1^{er}. La répartition des eaux de la Vanéra entre les communes françaises de Valcèbollère, d'Osséja et de Palau, d'une part, et les communes espagnoles d'Aja, de Vilalloquent, de las Paréras et Caixans, d'autre part, sera réglée comme il suit, du 1^{er} juillet au 1^{er} octobre de chaque année :

Art. 2. Toutes les eaux de la rivière seront à la disposition des usagers français du lundi à six heures du matin au vendredi à six heures du matin de chaque semaine.

Art. 3. Les usagers espagnols jouiront des eaux de la rivière du vendredi à six heures du matin au lundi à six heures du matin.

Pendant ce temps :

1° Toutes les prises d'eau françaises situées en aval de la prise du canal d'Osséja devront être fermées ;

2° Les propriétaires des fonds situés en amont de la prise d'eau du canal d'Osséja conserveront la faculté d'arroser à volonté comme par le passé.

Il en sera de même pour les usagers des affluents de la Vanéra, lesquels ne sont point assujettis au présent règlement :

3° Le canal d'Osséja, concédé par décret impérial du 14 janvier 1852, continuera à dériver de la rivière un volume d'eau de quarante litres par seconde en remplissant les conditions de ladite concession ;

4° Les moulins et usines des communes d'Osséja et de Palau pourront dériver toute l'eau qui leur est nécessaire, d'une manière continue ; mais ils devront la rendre à la rivière par leurs canaux de fuite, sans qu'elle puisse être employée à l'irrigation ;

5° Chacune des communes françaises pourra dériver de la rivière, d'une manière continue, un volume d'eau de quatre litres par seconde pour la satisfaction de ses besoins de tout genre ;

6° Les habitants de ces communes pourront, en outre, user de l'eau de la rivière et des canaux des moulins, comme par le passé, pour les usages domestiques, l'abreuvement des bestiaux et le cas d'incendie.

Art. 4. Les usagers d'amont ne pourront faire aucun ouvrage ni mettre aucun obstacle au libre cours des eaux de la rivière au préjudice des usagers inférieurs.

Art. 5. Les Français et les Espagnols auront la faculté, chacun de leur côté, d'établir à leurs frais respectifs des banniers ou gardes d'eau pour veiller à l'exécution des articles 2, 3 et 4 ci-dessus et dresser des procès-verbaux contre toute personne qui porterait atteinte aux droits des usagers.

Ces gardes, pourvus du titre qui les accrédite, prêteront serment devant l'autorité compétente, en France, où leur surveillance doit s'exercer.

S'il y a lieu d'exercer aussi une surveillance en Espagne, les gardes nommés à cet effet et pourvus du titre qui les accrédite devront prêter serment devant l'autorité espagnole compétente.

Les gardes adresseront leurs procès-verbaux à qui de droit.

Art. 6. La réglementation horaire entre les Français et les Espagnols ne fera point obstacle à ce que le Gouvernement français autorise, s'il y a lieu, de nouvelles dérivations d'eau continues ayant leur prise en amont de celle du canal actuel d'Osséja, sous la réserve que ces dérivations ne pourront fonctionner toutes les fois que le débit de

la rivière descendra au-dessous de deux cent vingt litres par seconde, savoir :

Quarante litres pour desservir la concession du canal d'Osséja et cent quatre-vingts litres pour les besoins des usagers inférieurs, tant français qu'espagnols.

A cet effet, les nouvelles prises d'eau devront être pourvues d'ouvrages régulateurs qui permettent d'apprécier le volume d'eau débité par ces prises et celui qui coule dans la rivière.

Le récolement de ces ouvrages sera fait par un ingénieur français et un ingénieur espagnol, désignés respectivement par le préfet du département des Pyrénées-Orientales et par le gouverneur civil de Gironne, en présence des autorités locales et des parties intéressées dûment convoquées à cet effet.

Art. 7. Le présent règlement sera mis à exécution dans le délai de deux ans, à dater de sa promulgation.

VII.

Règlement pour l'usage des eaux du canal d'Angoustrine et de Llivia.

Art. 1^{er}. Le débit du canal d'Angoustrine est limité à soixante-seize litres par seconde depuis le 1^{er} juillet jusqu'au 1^{er} octobre de chaque année.

Ce débit sera constaté au moyen d'un régulateur établi à vingt-cinq mètres à l'aval de l'origine et formé :

1^o D'un orifice de jauge à mince paroi, de quinze centimètres de hauteur et quarante-cinq centimètres de largeur ;

2^o D'un déversoir régulateur de niveau, dont le seuil sera arasé à vingt-cinq centimètres en contre-haut du bord inférieur de l'orifice de jauge et qui aura deux mètres de largeur.

Le bord inférieur de l'orifice de jauge sera placé à vingt-cinq centimètres au moins en contre-haut du niveau de l'eau dans le canal, à l'aval du régulateur, et la hauteur du barrage de prise d'eau sera disposée de telle sorte que l'épaisseur de la lame d'eau passant par le déversoir régulateur de niveau n'excède jamais cinq centimètres.

Art. 2. Conformément à l'article 27 du traité de délimitation conclu, le 26 mai 1866, entre la France et l'Espagne, la totalité des eaux du canal sera affectée aux arrosages de la commune d'Angoustrine, chaque semaine pendant quatre jours et trois nuits, depuis le dimanche au lever du soleil jusqu'au mercredi au coucher du soleil, et aux arrosages de Llivia, aussi chaque semaine pendant trois jours et quatre nuits, depuis le mercredi au coucher du soleil jusqu'au dimanche suivant au lever du soleil.

Les arrosages sur le territoire français auront lieu, autant que possible, de l'amont à l'aval.

Art. 3. Pendant le temps attribué aux Français, le canal sera barré par une vanne en amont de la frontière, pour intercepter complètement l'écoulement de l'eau sur le territoire espagnol. Une vanne de décharge sera placée en amont de ce barrage, à l'effet de rejeter le trop-plein du canal dans la rivière d'Angoustrine.

Pendant le temps affecté aux Espagnols, toutes les prises d'eau situées sur le territoire français devront être fermées aussi hermétiquement que possible par des vannes glissant entre des montants en bois ou en maçonnerie.

Art. 4. Les frais d'entretien de toute la partie du canal située sur le territoire français seront répartis entre les usagers français et espagnols proportionnellement aux surfaces actuellement soumises à l'arrosage dans les deux Pays, et qui sont de quatorze hectares en France et de soixante-seize hectares dans l'enclave de Llivia.

L'entretien de la partie située sur le territoire espagnol sera exclusivement à la charge des usagers espagnols.

Art. 5. Il est défendu d'obstruer le canal et d'y faire aucun ouvrage qui serait de nature à gêner le libre cours des eaux et à porter préjudice aux usagers inférieurs.

Art. 6. Les Français et les Espagnols auront la faculté, chacun de leur côté, d'établir à leurs frais respectifs des banniers ou gardes d'eau pour veiller à l'exécution des articles 2, 3 et 5 ci-dessus et dresser des procès-verbaux contre toute personne qui porterait atteinte aux droits des usagers.

Ces gardes, pourvus du titre qui les accrédite, prêteront serment devant l'autorité compétente, en France, où leur surveillance doit s'exercer.

S'il y a lieu aussi d'exercer une surveillance en Espagne, les gardes nommés à cet effet par les usagers et pourvus du titre qui les accrédite devront prêter serment devant l'autorité espagnole compétente.

Les gardes adresseront leurs procès-verbaux à la commission mentionnée ci-après, qui les transmettra à qui de droit.

Art. 7. Une commission administrative internationale, dont l'organisation et les attributions sont déterminées par le règlement qui suit, sous le n° VIII, fera respecter les droits des deux nations et prendra les mesures d'administration ou de police dont les clauses ci-dessus définies rendront l'exécution nécessaire.

Elle sera chargée notamment de faire exécuter aux frais des usagers l'ouvrage régulateur et les vannes de fermeture et de décharge du canal mentionnés à l'article 3.

Art. 8. Le présent règlement sera mis à exécution le plus tôt possible, et, au plus tard, dans le délai d'un an, à dater de sa promulgation, et les ouvrages indiqués à l'article 7 devront être établis dans le même délai.

Passé ce délai, le préfet des Pyrénées-Orientales, après avoir prévenu le gouverneur de Girone, pourra faire exécuter les travaux d'office aux frais des usagers des deux Pays, dans la proportion déterminée par l'article 4.

Art. 9. Le récolement des travaux sera effectué par un ingénieur français et un ingénieur espagnol, en présence des autorités locales des deux Pays et des parties intéressées dûment convoquées.

Le procès-verbal de récolement sera dressé en quatre expéditions, dont l'une sera déposée à la mairie d'Angoustrine, la seconde à la mairie de Llivia, et les deux autres respectivement aux archives de la préfecture des Pyrénées-Orientales et de la province de Girone.

Art. 10. Les conventions écrites ou verbales existant aujourd'hui entre les frontaliers des deux Pays, qui seraient contraires au présent règlement, sont annulées.

VIII.

Règlement pour l'organisation de la commission administrative internationale du canal d'Angoustrine et de Llivia.

CHAPITRE 1^{er}.

Composition de la commission.

Art. 1^{er}. La commission administrative internationale sera composée de trois délégués français et de trois délégués espagnols.

Art. 2. Le maire d'Angoustrine et l'alcade de Llivia seront membres-nés de la commission. Ils présideront à tour de rôle par année.

Art. 3. Les quatre autres membres, pris par les intéressés, seront nommés, les français par les usagers français, conformément au mode d'élection qui sera défini par un arrêté ultérieur du préfet des Pyrénées-Orientales, et les membres espagnols, par les usagers espagnols, conformément au mode de nomination qui sera arrêté par le gouverneur de Girone. Si l'élection reste sans résultat, la commission sera complétée d'office par le préfet des Pyrénées-Orientales et le gouverneur de Girone.

Art. 4. Au 31 décembre de chaque année, il sera pourvu au remplacement d'un des membres français et d'un des membres espagnols nommés par élection. Les membres sortants ne seront pas immédiatement rééligibles, et ceux qui devront sortir la première année seront désignés par le sort.

Art. 5. Les membres de la commission ne pourront pas se faire remplacer par des mandataires de leur choix. En cas d'absence, ils seront remplacés par des membres suppléants, qui seront au nombre de deux pour chaque nation et élus comme les membres titulaires.

Art. 6. Dans le cas de décès ou de démission d'un membre titulaire ou suppléant, il sera pourvu à son remplacement, et la durée des fonctions du membre élu n'excédera pas l'époque qui limitait les fonctions du membre remplacé.

Art. 7. La commission sera convoquée dans la commune dont le maire ou l'alcade aura la présidence. Elle pourra être réunie sur la demande de deux membres ou sur l'invitation du préfet des Pyrénées-Orientales ou du gouverneur de Girone.

Art. 8. Les usagers qui auront commis une contravention seront rayés de la liste d'éligibilité pour l'année pendant laquelle la contravention aura été commise.

Art. 9. Les délibérations seront prises à la majorité des membres présents. En cas de partage, il en sera référé aux autorités départementales et provinciales des deux nations.

La commission ne pourra délibérer qu'au nombre de quatre membres, dont deux français et deux espagnols; toutefois, la délibération sera valable, quel que soit le nombre des membres présents, lorsque les membres ne se seront pas réunis en nombre suffisant après deux convocations régulières faites à huit jours d'intervalle.

Art. 10. Tout membre qui, sans motif légitime, aura manqué à trois convocations, pourra être déclaré démissionnaire et immédiatement remplacé.

Art. 11. Les délibérations seront inscrites par ordre de date sur un registre coté et paraphé par le président et seront signées par tous les membres présents.

Art. 12. Le président portera à la connaissance du préfet des Pyrénées-Orientales et du gouverneur de Girone le nom des membres de la commission.

CHAPITRE II.

Fonctions de la commission.

La commission est chargée :

Art. 1^{er}. De veiller à l'exécution du règlement international;

Art. 2. D'apprécier l'opportunité des travaux d'entretien dont la dépense doit être supportée par les usagers des deux Pays, d'approuver les projets et le mode d'exécution de ces ouvrages et d'en surveiller l'exécution;

Art. 3. De faire dresser les rôles pour la répartition de la dépense

et de les soumettre à l'homologation du préfet des Pyrénées-Orientales, pour les usagers français, et du gouverneur de Girone, pour les usagers espagnols ;

Art. 4. De poursuivre devant les tribunaux compétents les contraventions et délits régulièrement constatés par les procès-verbaux des banniers ;

Art. 5. D'accepter les amendes que les contrevenants pourront consentir à verser dans la caisse commune, à titre de transaction, pour arrêter les poursuites dirigées contre eux ;

Art. 6. De contrôler et de vérifier les comptes administratifs du président et la comptabilité du receveur caissier ;

Art. 7. De faire construire l'ouvrage régulateur mentionné dans les articles 3 et 7 du règlement.

CHAPITRE III.

Recouvrement des rôles.

Art. 1^{er}. Le recouvrement des rôles sera fait par un caissier nommé par la commission administrative internationale.

Art. 2. Ce receveur caissier fournira un cautionnement proportionné au montant des rôles et recevra une indemnité dont la quotité sera déterminée par la commission.

Art. 3. Ces rôles, affichés pendant huit jours dans chacune des deux communes intéressées, seront rendus exécutoires par le préfet des Pyrénées-Orientales et le gouverneur de Girone.

Art. 4. La perception sera faite, en France, comme en matière de contributions directes, et en Espagne, de la même manière.

Art. 5. Le receveur sera responsable du défaut de paiement des taxes dans les délais fixés par les rôles, à moins qu'il ne justifie des poursuites faites contre les contribuables en retard.

Il acquittera les dépenses mandatées par le président et présentera, avant le 1^{er} février de chaque année, le compte de sa gestion.

Les réclamations relatives à la confection des rôles seront portées, pour les intéressés français, devant le conseil de préfecture des Pyrénées-Orientales, et pour les usagers espagnols, devant le gouverneur de Girone.

Le présent Acte final entrera en vigueur quinze jours après sa promulgation, en même temps que le traité du 26 mai 1866 et l'acte additionnel du même jour.

Il sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Paris, le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double expédition, à Bayonne, le onzième jour du mois de juillet de l'an de grâce mil huit cent soixante-huit.

(L. S.) *Signé* : G^{al} CALLIER.

(L. S.) *Signé* : Marquis DE LA FRONTERA.

(L. S.) *Signé* : Man^{el} MONTEVERDE.

Les ratifications de cet acte final ont été échangées à Paris, le 11 janvier 1869, et le décret de promulgation a été rendu le 25 du même mois.

DISPOSITIONS ADDITIONNELLES AU TRAITÉ DE LIMITES
DU 2 DÉCEMBRE 1856.

Les soussignés, plénipotentiaires de France et d'Espagne pour la délimitation internationale des Pyrénées, dûment autorisés par leurs Souverains respectifs à l'effet de compléter les dispositions du traité de Bayonne du 2 décembre 1856 relatives à la police de la navigation dans les eaux de la Bidassoa, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Il est interdit à toute embarcation ou construction flottante, de quelque nature qu'elle soit et à quelque pays qu'elle appartienne, de stationner d'une manière permanente dans les eaux de la Bidassoa depuis Chapitelacoarria jusqu'à la rade du Fuiguier, à moins de relâche forcée, d'autorisation régulière ou de justification suffisante.

Art. 2. Toute infraction à l'interdiction stipulée dans l'article précédent sera considérée comme une contravention à la police des rivières navigables et poursuivie, dans chaque Pays, suivant la législation qui lui est propre en cette matière, et en se conformant, pour ce qui concerne la juridiction, aux dispositions de l'article 25 du traité de limites du 2 décembre 1856.

Art. 3. Les précédentes Dispositions additionnelles seront ratifiées, et les ratifications en seront échangées à Paris, aussitôt que faire se pourra; elles seront exécutoires dans chaque État immédiatement après leur promulgation.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs les ont signées et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double expédition, à Bayonne, le onzième jour du mois de juillet de l'an de grâce mil huit cent soixante-huit.

(L. S.) *Signé* : Général CALLIER.

(L. S.) *Signé* : Marquis DE LA FRONTERA.

(L. S.) *Signé* : Manuel MONTEVERDE.

SUCCESSION AU TRONE EN SERBIE ¹.

TURQUIE.

Hatti-cherif du 3 août 1830 (7 Rebiul-ewel 1246) déclarant la dignité princière héréditaire dans la famille Obrenovitch.

« Qu'il soit fait en conséquence.

Attendu que le traité d'Andrinople, conclu entre ma Sublime-Porte et la cour de Russie stipule la mise à exécution des clauses de la convention d'Akkerman portant : « Que l'on se concertera avec les députés serbes à Constantinople pour régler et leur concéder gracieusement les demandes et réclamations formulées par eux, en vertu de mon ordonnance impériale adressée à la nation serbe, sujette de ma Sublime-Porte, à savoir : liberté du culte; administration intérieure indépendante; incorporation des districts détachés; fixation du tribut; administration des propriétés musulmanes; faculté pour les Serbes de voyager pour affaires de commerce, munis de leurs passe-ports; liberté de fonder des imprimeries, des hôpitaux, des écoles; défense aux musulmans d'habiter la Serbie, excepté ceux qui sont spécialement chargés de la garde des forteresses; ainsi que le droit d'adresser des réclamations, en tant qu'elles ne seraient pas contraires aux devoirs des sujets. »

Et attendu que la nation serbe, qui manifeste sa fidélité envers ma Sublime-Porte, est l'objet de ma sollicitude impériale, et que j'ai l'intention de satisfaire à ses demandes énoncées ci-dessus, d'une manière conforme aux devoirs et à la qualité de sujets, afin de compléter par là, à son égard, les moyens de sûreté et de tranquillité intérieure, après avoir conféré à cet effet avec les députés serbes à Constantinople, il a été arrêté ce qui suit :

1° La nation serbe exercera librement son culte dans les églises à elle appartenant.

2° Son prince (kniaze) actuel, Miloch Obrenovitch, sera, en récompense de sa fidélité envers ma Sublime-Porte, et en vertu du berat dont il est investi, confirmé prince de Serbie, et cette dignité sera héréditaire dans sa famille. Ma Sublime-Porte l'investira de l'administration des affaires intérieures du pays, avec le concours de l'assemblée nationale, composée des notables.

3° En ce qui concerne les six districts qui leur ont été enlevés et

1. Renvoi page 499.

dont les Serbes réclament la réincorporation, il a été convenu qu'on nommerait à cet effet des commissaires, tant du côté de la cour de Russie que de celui de ma Sublime-Porte, lesquels seront chargés de constater le véritable état des choses, afin qu'on puisse prendre des mesures en conséquence.

4° Toutes les contributions directes et indirectes (le tribut) seront fixées définitivement; le montant des fiefs militaires que les zaïms et les timariots possèdent dans le district de Semendria, à l'exception de ceux de Nich, et qui par conséquent doivent passer dans les mains et sous l'administration des Serbes, sera évalué et assimilé aux revenus des districts à incorporer.

5° Les autorités de ma Sublime-Porte n'auront point à s'immiscer dans l'administration intérieure, ni dans les décisions des tribunaux du pays; elles ne pourront à plus forte raison exiger un *para* (un denier) en dehors du tribut qui, comme il a déjà été dit, sera fixé d'une manière définitive.

6° Désirant en outre que la nation serbe puisse, à l'ombre de ma protection impériale, participer aux avantages que donne le commerce, ceux d'entre les Serbes qui voudraient s'y livrer, recevront des autorités de ma Sublime-Porte, sur le vu des passe-ports qui leur auront été délivrés par leur prince, les *teskeres* (laissez-passer) nécessaires pour qu'ils puissent voyager dans mes États, et y trafiquer à l'instar des autres sujets de ma Sublime-Porte, sans être inquiétés par qui que ce soit, et sans qu'on ait droit de rien exiger d'eux pour frais de *teskeres*, voulant au contraire qu'ils trouvent partout protection et assistance. Et à l'exception des droits de douane, nul ne pourra exiger d'eux *avaid* ni *zevaïd*¹, ni rien de ce qui serait en dehors des règlements de l'État, et chacun devra se garder d'exercer à leur égard des actes repréhensibles de cette nature.

7° En ce qui concerne les marchandises présentées à la douane de Belgrade pour être expédiées à Constantinople, elles arriveront ici munies comme auparavant des *teskeres* de la nation serbe, et l'on percevra ici les droits de douane auxquels elles sont sujettes. Une fois tous les sept ans, l'on s'occupera de constater les variations survenues dans les prix des marchandises, afin d'augmenter en proportion les tarifs fixés à cet égard. Quant aux droits de douane sur les marchandises expédiées de Belgrade et destinées à d'autres pays, ils seront à l'avenir compris dans le tribut fixé pour la nation serbe, et la perception en bloc en sera confiée aux soins du prince Miloch.

1. Sorte de locution proverbiale, tirée de l'arabe, pour signifier les sommes perçues par le fisc, soit à titre de redevance légale, soit à titre de don gratuit, mais devenu en quelque façon obligatoire par l'usage.

8° Afin de prévenir les désordres qui pourraient avoir lieu en Serbie et d'assurer la punition des coupables, le prince Miloch entretiendra la force armée nécessaire à cet objet.

9° Les Serbes auront le droit d'établir dans leur pays des imprimeries, des hôpitaux pour les malades, et des écoles pour l'instruction de la jeunesse.

10° Il n'y aura plus de mousselim ni de voïvodes dans les localités de la Serbie où il n'existe point de places fortes, et la juridiction entière de ces localités sera confiée à l'avenir au prince Miloch.

11° Ceux des Musulmans qui possèdent des immeubles en Serbie, et qui voudront s'en défaire pour n'avoir plus de relations avec le pays, auront un terme d'une année pour les vendre aux Serbes, à des prix équitables, d'après l'estimation de commissaires nommés à cet effet. Le montant des revenus des maisons, jardins, vignes, terres et autres immeubles appartenant aux musulmans qui ne voudraient pas rompre entièrement leurs relations avec le pays, sera, après avoir été légalement évalué, versé en même temps que le tribut au trésor de Belgrade¹, pour être transmis aux propriétaires respectifs. Excepté pour les garnisons des forteresses, le séjour en Serbie est entièrement interdit à tous les autres musulmans.

12° La nation serbe fournira au prince une liste civile nécessaire pour son entretien, mais sans qu'elle devienne une charge trop lourde pour la nation.

13° A l'avenir et en cas de vacance (de la dignité princière), le nouveau prince sera tenu, au reçu du noble berat de ma Sublime-Porte, de payer, sur sa propre cassette, la somme de cent mille piastres turques au fisc impérial.

14° Les métropolitains et les évêques, élus par la nation serbe, recevront leur nomination (investiture) du patriarche grec de Constantinople, sans qu'ils soient obligés de se rendre eux-mêmes dans cette capitale.

15° Tant que les membres du sénat, dont il a déjà été fait mention², ne se rendront pas coupables de quelque faute grave envers ma Sublime-Porte, ou envers les lois et les règlements du pays, ils ne pourront être destitués et privés de leur emploi sans motif légitime.

16° Dans le cas où la nation serbe jugerait nécessaire d'établir une poste aux lettres pour ses propres affaires, nulle entrave ne sera apportée au libre passage de cette poste de la part des autorités de ma Sublime-Porte.

1. C'est-à-dire le fisc impérial, Belgrade étant toujours considéré comme le siège de l'administration ottomane en Serbie.

2. A l'article 2.

17° A moins qu'un Serbe ne consente de son plein gré à servir un musulman, ce dernier ne pourra l'y contraindre en aucune manière.

18° A l'exception des forteresses impériales existant *ab antiquo* en Serbie, toute fortification récemment érigée sera démolie.

19° La Serbie faisant partie de mes États gardés par Dieu, il ne sera point mis d'obstacle ni de retard à ce que ma Sublime-Porte puisse y acheter, à prix d'argent, le bétail, les vivres et autres denrées dont elle pourrait avoir besoin.

20° Et enfin, des agents serbes résideront à Constantinople d'une manière permanente, afin d'y gérer les affaires et les intérêts de leur nation.

Tels sont les points définitivement arrêtés; en conséquence de quoi, mon hattî-chérif étant gracieusement émané, le présent firman impérial a été écrit et expédié.

Or, toi vizir, et toi molla, lorsque vous aurez pris connaissance de son noble contenu, vous le communiquerez à la nation serbe, pour qu'elle apprécie comme elle le doit toutes les faveurs qui sont les effets de ma clémence et de ma sollicitude; et tant qu'elle se tiendra dans les limites de la fidélité et de la soumission, elle ne cessera d'être l'objet de la même sollicitude et de jouir, à l'ombre de ma puissance impériale, d'une entière sécurité et d'une tranquillité parfaite. Faites leur comprendre aussi (aux Serbes) qu'ils doivent remplir avec exactitude leurs devoirs de sujets, et se garder de tout ce qui pourrait être contraire à ces devoirs.

Vous agirez de la sorte, et après avoir rendu public le contenu de ce noble firman et l'avoir fait enregistrer au *mekkeme* (tribunal) de Belgrade, vous le remettrez au prince Miloch pour qu'il ait à le conserver. »

**Bérat d'investiture du prince Miloch Obrenovitch, en date
du 3 août 1830 (7 Rebuil-ewel 1246).**

Le Seigneur de l'Empire-Suprême, l'inimitable, l'insaisissable et l'incomparable bienfaiteur qui, dans sa toute-puissance éternelle et dans sa grâce inépuisable, a daigné faire de notre auguste personne Khalifé le plus noble de tous les Sultans, et de notre Sublime-Porte l'asile des Monarques et des Princes, de même que de toute l'humanité souffrante et de tous ceux dont les vœux ne sont pas exaucés, a bien voulu nous imposer, entre nos autres devoirs impériaux, celui d'avoir toujours soin, autant que possible, que tous nos sujets fidèles,

tant puissants que faibles, ressentent notre miséricorde impériale, et que tous, fidèlement soumis à notre Sublime-Porte Impériale, jouissent de la plus parfaite sécurité, à l'ombre de notre Auguste clémence. Par conséquent, il nous appartient, eu égard à la règle de notre auguste Empire, de nommer, dans toutes les contrées de nos États, des gouverneurs, des chefs et autres employés, capables de gouverner le pays et d'en diriger les affaires de manière à ce que l'intrigue et la tyrannie en soient bannies, et qu'à leur place règnent la justice et la clémence, dont les effets devront se multiplier et s'étendre.

C'est donc notre suprême et immuable volonté Impériale que la nation Serbe, sujette de notre auguste Empire, jouisse d'une sécurité et d'une tranquillité parfaites, et que, à cet effet, l'homme le plus digne et le plus capable parmi elle soit choisi pour administrer les affaires de ce pays.

Le Prince actuel de la nation Serbe, possesseur de notre auguste berat impérial, vrai modèle des nobles chrétiens, Miloch Obrenovitch (puisse sa fin être heureuse!), jouit de père en fils de la faveur de notre auguste trône impérial. Sa capacité dans le gouvernement de ladite nation, et particulièrement sa probité, sa fidélité envers notre auguste personne, sont connues de tout le monde, et d'après les témoignages de notre vizir Hussein pacha, gouverneur de Belgrade, nous espérons fermement qu'il se conduira de même à l'avenir et continuera ses services sous notre auguste protection. Et comme il convient à notre auguste dignité de faire participer à notre clémence impériale tous ceux qui ont ainsi donné des preuves de leur probité et de leur fidélité, notre faveur impériale lui a été accordée. En conséquence, et suivant le texte de notre gracieux hattî-cherif, émané le 7 de rebiul-evvel 1246, la dignité de prince de la nation Serbe est garantie au prince Miloch durant sa vie, et après sa mort elle sera transmise à l'aîné de ses fils, puis à son petit-fils, demeurant ainsi restreinte à la famille dudit prince. En cas de vacance du trône et conformément aux dispositions de notre gracieux hattî-cherif précité, notre Sublime-Porte accordera un nouveau berat. Ainsi, par notre auguste volonté et en vertu du choix du peuple serbe¹, la principauté de Serbie est gracieusement conférée au prince Miloch.

En foi de quoi nous avons délivré le présent berat et nous ordonnons :

Que le prince Miloch Obrenovitch gouverne la principauté de Serbie aux conditions susmentionnées; qu'il remplisse ponctuellement dans toutes les circonstances les devoirs de la fidélité et de la justice; qu'il s'applique surtout à bien administrer le pays, à défendre et

1. Ce dernier membre de phrase ne se trouve pas dans les textes ordinaires.

protéger ses sujets, à régler et gérer toutes les affaires intérieures, de manière qu'il mérite d'être considéré par tous les autres fonctionnaires et sujets comme prince élu de notre Sublime-Porte; que ceux-ci, de leur côté, s'adressent à lui dans toutes les occasions, qu'ils obéissent à ses ordres et y conforment leur conduite, qu'ils honorent et exécutent ses prescriptions concernant l'administration du pays, d'après les règlements contenus dans cette auguste ordonnance. Quant à lui, il devra suivre constamment la voie de l'obéissance, de la soumission, de la fidélité et de la probité, mettant tous ses efforts à remplir ses devoirs conformément à notre auguste volonté, et donnant toute son attention aux affaires du pays qui auraient besoin d'une prompt solution et qui devraient être portées devant notre trône impérial¹.

Enfin, usant de tous les moyens, des forces et des pouvoirs qui sont entre ses mains, il doit, entre tous les devoirs qui lui incombent, s'efforcer notamment de remplir fidèlement sa mission sous notre auguste protection, nulle autre personne, quelle qu'elle soit, ne pouvant s'immiscer dans les affaires de la Principauté. Que ceci soit manifeste à tous et que chacun ait foi en ce signe noble et sacré.

Qu'il soit fait en conséquence.

SERBIE.

**Loi sur l'hérédité du trône de la Principauté de Serbie,
du 20 octobre 1859.**

Miloch Obrénovitch premier, prince de Serbie,

Sur la proposition de l'Assemblée nationale de la Nativité (de la Sainte-Vierge), 18 septembre 1859.

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Conformément aux anciennes décisions nationales antérieures à l'année 1839, à celles de l'Assemblée nationale de la Saint-André 1858 et aux termes du Bérat et du Hatti-Chérif Impérial de 1830, la dignité princière est héréditaire dans la famille du Prince régnant actuel Miloch Obrénovitch I^{er} et savoir dans sa descendance mâle, d'après l'ordre de primogéniture et en ligne directe; ce n'est que dans

1. Dans les textes ordinaires, la fin de cette phrase est modifiée de la manière suivante : « Ne manquant pas de mettre aux pieds de notre trône impérial les affaires qui pourraient donner lieu à de nouvelles mesures administratives. »

le cas où il n'y aurait dans cette dernière ligne de personne apte à succéder que l'hérédité de la dignité princière passerait à une ligne collatérale mais toujours en observant l'ordre de primogéniture.

Art. 2. Si le premier-né, à cause d'incapacité intellectuelle ou autre, n'était pas apte à succéder, le Prince, d'accord avec le Sénat et l'Assemblée nationale, désignerait pour héritier du Trône un autre membre de la même famille d'après l'ordre légal.

Art. 3. Quand le Prince régnant actuel cessera de régner, son fils Michel M. Obrénovitch lui succédera comme troisième Prince de cette famille; le fils aîné du Prince Miloch Obrénovitch Milan étant monté sur le Trône en 1839 comme Obrénovitch II.

Art. 4. S'il arrivait qu'il n'y eût plus de descendants mâles dans la famille régnante des Obrénovitch, le Prince de Serbie pourra, d'accord avec le Sénat et l'Assemblée nationale, adopter de son vivant quelqu'un pour fils et héritier, en se conformant pour cela aux lois du pays; les conditions d'adoption toutefois sont que la personne adoptée doit être d'une famille serbe, de religion orthodoxe orientale et issu d'une famille honorable.

Art. 5. L'héritier présomptif de la dignité princière porte le titre d'héritier du Trône de Serbie et les autres fils du Prince régnant portent celui de Prince (Knégévitch).

Art. 6. L'éducation des jeunes Princes et principalement de l'héritier du Trône doit être l'objet de la plus grande attention.

Art. 7. L'entretien et l'éducation de l'héritier du Trône est jusqu'à l'accomplissement de sa dix-huitième année à la charge du Prince; depuis l'âge de dix-huit ans, il touchera de la caisse de l'État pour son entretien une liste civile qu'une loi spéciale fixera ultérieurement.

Art. 8. L'héritier du Trône, de même que les autres enfants du Prince, ne peuvent contracter mariage sans l'autorisation de celui-ci.

Art. 9. L'héritier du Trône devient majeur à l'expiration de sa dix-huitième année.

Art. 10. S'il arrivait que l'héritier du Trône fût mineur à l'époque de son avènement, une Régence exercera l'autorité du Prince jusqu'à sa majorité. Cette Régence se composera de trois personnes que l'Assemblée nationale nommera. Dans le cas dont il s'agit l'Assemblée nationale doit être convoquée au plus tard dans le délai d'un mois.

Art. 11. Les membres de la Régence ne peuvent être pris que parmi les Ministres, les Sénateurs et les Membres des Cours de cassation ou d'appel.

Art. 12. Pour que les affaires de l'État ne restent aucunement en souffrance pendant le temps qui précédera la réunion de l'Assemblée

nationale, l'autorité princière sera, pendant cet intervalle, exercée par le Président du Sénat, le Ministre de la justice et le Président de la Cour de cassation.

Art. 13. Dans le cas où la Régence princière aurait à durer plusieurs années, l'Assemblée nationale la nommerait pour trois ans. La même personne ne peut être réélue immédiatement.

Art. 14. Si l'un des Membres de la Régence princière venait à mourir pendant la durée de sa charge, ou si une maladie le rendait incapable de remplir ses fonctions, les deux autres Membres, d'accord avec le Sénat, auraient à désigner parmi les personnes indiquées au paragraphe 2 un troisième Membre, lequel exercerait jusqu'à la convocation de la première Assemblée nationale les droits et remplirait les devoirs du Membre manquant.

Art. 15. Les Membres de la Régence princière toucheront pendant la durée de leurs fonctions, et à parts égales, la cinquième partie de la liste civile du Prince. Le reste appartient au Prince mineur.

Art. 16. La Régence cesse quand le Prince mineur accomplit sa dix-huitième année. A partir de cette époque, elle ne peut plus rien édicter qui ait force de loi.

Art. 17. La surveillance de l'éducation du jeune Prince mineur sera confiée à sa mère, assistée de deux autres personnes que la Cour suprême désignera de concert avec elle. S'il n'y avait pas de mère, le tribunal désignerait une troisième personne; les Membres de la Régence ne peuvent être choisis pour tuteurs.

Art. 18. L'héritier du Trône à la mort de son prédécesseur s'il est majeur et, s'il ne l'est pas, à l'accomplissement de sa dix-huitième année, annonce au peuple par une proclamation qu'il a commencé de régner et à exercer l'autorité princière.

Art. 19. Si le Prince régnant mourait sans laisser d'héritier légal, l'autorité princière serait exercée par les personnes indiquées au paragraphe 12. Dans ce cas, l'Assemblée nationale doit être convoquée au plus tard dans le délai d'un mois aux fins d'élire pour Prince héréditaire, le Serbe dans lequel le peuple aurait la plus grande confiance.

Ce Prince élu doit, comme cela est prescrit pour le Prince héritier paragraphe 18, annoncer immédiatement au peuple son élection et son avènement au Trône.

L'Assemblée nationale dresse un acte que le Prince régnant envoie au Sultan pour recevoir en retour le bérat d'investiture. Le bérat reçu doit être lu en public.

Belgrade, 20 octobre 1859.

*Signé : MILOCH OBRENOVITCH I^{er},
Prince de Serbie.*

Le président du sénat,

Signé : STEVCHA MIHAÏLOVITCH.

Le predstawnik, ministre des affaires étrangères,

Signé : Z. RAIOVITCH.

Le secrétaire du Sénat,

Signé : RAÏKO ZESCHIANINE.

Loi sur la succession au trône, en date du 1^{er} septembre 1861.

Michel Obrénovitch III,

Après avoir entendu l'Assemblée extraordinaire de Sainte-Préobra-gerie, et de concert avec le Sénat.

La loi de la succession au Trône princier et particulièrement l'article 4 ne déterminant la manière de se conduire que dans le cas où le Prince serbe de la famille Obrénovitch, actuellement régnante, étant sans descendants mâles, aurait adopté, suivant les prescriptions des lois du pays, quelqu'un pour son fils et successeur au Trône, et ne disant rien sur le cas où le Prince serbe de la famille Obrénovitch, privé de descendants mâles, aurait désiré d'adopter quelqu'un pour son fils par testament,

Avons statué et statuons de compléter la loi de la succession au Trône princier de la Serbie du 20 octobre 1859 par ce qui suit :

Art. 1^{er}. Dans le cas où le Prince serbe de la famille Obrénovitch sans descendants mâles, aurait désiré d'adopter quelqu'un pour son fils et successeur au Trône, il pourra le faire d'après les prescriptions de nos lois par un testament aussi.

Art. 2. La personne adoptée de cette manière doit posséder les mêmes qualités que celles exposées dans l'article 4 de la loi de la succession au Trône princier de la Serbie ci-dessus mentionnée.

Art. 3. Lorsque le Prince adopte quelqu'un pour son fils et successeur, il nommera un ou trois régents au plus, qui doivent continuer le règne, et remettre le Gouvernement entre les mains du successeur du Prince, après que la grande Assemblée aurait donné son assentiment au choix.

Art. 4. Pour ce cas, le Prince fera deux testaments originaux, identiques par leur contenu comme par la forme extérieure. Les testaments doivent être écrits et signés par la propre main du Prince et cachetés *dans une enveloppe de son sceau*. — Si le testament n'est pas écrit en entier de la main du Prince, mais seulement signé par

Lui, la signature de trois témoins choisis par le Prince entre les hauts dignitaires de l'État est nécessaire. Toutefois les témoins ne doivent point connaître le contenu du testament. De ces deux testaments originaux, l'un sera gardé par le Prince lui-même sous sa propre clef, et l'autre sera confié par le Prince à la garde du Sénat et du grand tribunal.

Art. 5. Pour la garde du testament confié au Sénat et au grand tribunal, le Sénat choisira dans son sein un gardien du testament. Le grand tribunal en choisira également un entre ses Membres, et chacun des gardiens possédera une clef du dépôt. Les gardiens choisis peuvent être remplacés suivant la nécessité. L'endroit où le dépôt est établi est au Sénat.

Art. 6. Le testament confectionné de cette façon peut être remplacé par un autre, suivant la volonté du Prince.

Art. 7. En cas de mort du Prince, le Sénat et le grand tribunal ouvriront en même temps le testament déposé chez eux, comme celui gardé chez le Prince devant les Ministres; le Régent ou les Régents y désignés prendront le Gouvernement jusqu'à la convocation de la grande Assemblée nationale.

Dans le cas où l'un des testaments originaux aurait disparu, s'il est impossible de le trouver tout de suite, le testament trouvé le premier doit être suivi.

Le testament trouvé postérieurement doit être ouvert de la manière ci-dessus exposée et devant les mêmes personnes.

Art. 8. Le Régent ou les Régents désignés, s'il y en a plusieurs, sont tenus de continuer le Gouvernement de la même manière et avec les mêmes personnes qui se sont trouvées au Gouvernement à la mort du Prince. La grande Assemblée doit être convoquée dans le délai déterminé par la loi à l'effet de donner son assentiment au choix du Prince.

Art. 9. Aussitôt après l'adoption du successeur au Trône par le Sénat et par l'Assemblée nationale, si le successeur est majeur, il prend le pouvoir princier et toute régence cesse; au contraire, si le successeur se trouve encore en minorité, le Régent ou les Régents institués par testament exerceront le pouvoir princier dans toute son étendue, jusqu'à la majorité du Prince.

Art. 10. Le Prince est en pouvoir dans tous les cas où le successeur au Trône est encore mineur de nommer lui-même l'un ou trois Régents au plus, qui exerceront le pouvoir princier jusqu'à la majorité du Prince; et seulement dans les cas où il n'aurait désigné les Régents ni pendant sa vie ni par testament, la Régence de la dignité princière sera exercée par les personnes désignées aux paragraphes 10 et 12 de la loi mentionnée.

Art. 11. Si le Prince n'a nommé qu'un seul Régent, et dans le cas où celui-ci meurt ou devient incapable de remplir les fonctions de la Régence, le paragraphe 12 de la loi sur la succession au Trône princier de la Serbie doit être appliqué.

Si plusieurs Régents ont été nommés par le Prince et dans le cas où l'un ou plusieurs d'eux se trouvent empêchés par la mort, par une maladie ou d'une manière quelconque de remplir les fonctions de la Régence, alors on doit se conformer au paragraphe 14 de la loi précitée, et à cette fin convoquer la grande Assemblée nationale.

Signé : MICHEL OBRENOVITCH III,
Prince de Serbie.

Le président du Sénat,
Signé : ÉTIENNE MICHAÏLOVITCH.

*Le predstawnik du prince et ministre
des affaires étrangères.*

Signé : PH. CHRISTISCA.

Le secrétaire général du Sénat,
Signé : R. LECHIENINE.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, MÉMORANDUMS, NOTES
CIRCULAIRES DIPLOMATIQUES, ETC., ETC.

SERBIE.

M. Petronovitch, ministre des affaires étrangères, au gérant de l'Agence princière près la Sublime-Porte ottomane, au sujet d'un chemin de fer destiné à relier la Serbie au réseau ottoman, en date de Belgrade, le 4/16 décembre 1867.

Monsieur,

Mon télégramme du 28 novembre (10 décembre) vous aura fait pressentir le désaccord qui s'est élevé récemment entre le Gouvernement princier et la Compagnie concessionnaire des chemins de fer ottomans, désaccord qui a motivé le brusque départ de Belgrade des chargés de pouvoirs de cette compagnie.

Vous savez que, pénétré des grands avantages que la réalisation du projet en question devait valoir au pays, le Gouvernement de Son Altesse accueillit avec empressement le projet qui lui fut présenté et qui consistait à relier la Serbie au réseau ottoman par une ligne ferrée aboutissant à Belgrade. Dès l'abord, le Gouvernement princier se montra disposé à accepter la garantie de 6 1/2 p. 100 sur la somme totale des frais de construction, y compris les intérêts intercalaires et ceux d'amortisation, promettant de plus, dans les pourparlers qui eurent lieu entre le Ministre des travaux publics et le fondé de pouvoir de la compagnie, la garantie d'une somme considérable pour frais imprévus. La seule réserve faite par nous était que le montant des frais serait établi sur des données positives fournies par une Com-

mission mixte chargée des études nécessaires et payée entièrement par l'État. Telle était l'offre du Ministre des travaux publics à la compagnie, qui aurait eu à fournir quelques-uns de ces ingénieurs.

Au lieu de cela, les délégués de la compagnie exigèrent une garantie de 22 000 francs de revenus kilométriques nets, refusant péremptoirement toute étude préalable, et déclarant qu'ils maintiendraient cette garantie, que le coût de la ligne fût de 100 000, de 200 000 ou de 300 000 francs par kilomètre; de cette manière, ce n'était plus le coût de la ligne qui servait de base à leur calcul, mais une opération financière dans laquelle il prétendait à un gain exagéré. Le Gouvernement, se basant sur les données qu'il avait en mains, ne crut pas devoir, sans étude préalable, dépasser la somme de 15 000 francs.

Nous demandions en outre que les sujets étrangers qui se fixeraient en Serbie pour la construction et l'exploitation de la ligne, renonçassent à la juridiction de leurs consulats respectifs, pour ne relever que de celle du pays. Enfin, nous prétendions exercer un contrôle rigoureux sur les travaux et refuser la garantie pour tout le temps que le chemin de fer ne fonctionnerait pas, afin d'éviter les inconvénients qui ont discrédité la ligne de Varna-Roustchouk.

Ces conditions ayant été jugées inacceptables par les délégués de la compagnie et l'entente étant devenue impossible sur ce terrain, nous proposâmes de construire nous-mêmes notre chemin de fer en nous entendant avec la compagnie sur la manière d'opérer la jonction des lignes à la frontière ottomane. Cette proposition fut de même rejetée par les délégués de la compagnie qui déclarèrent que la Sublime-Porte ayant garanti 25 000 francs de revenu kilométrique net, ils pouvaient tourner la Serbie, et faire aboutir leur ligne à Viddin. Sur nos observations que la ligne de Viddin serait longue, coûteuse et de mauvais rapport, ils répondirent qu'étant couverts par la garantie du Gouvernement ottoman, ces raisons ne pouvaient les arrêter.

C'est sur ces entrefaites que ces messieurs crurent devoir couper court aux négociations en quittant Belgrade.

Des considérations d'ordre sérieux nous font regarder l'exécution de cette menace de tourner la Serbie comme assez problématique de la part d'une compagnie qui a à cœur et ses propres intérêts et ceux des États qui prêtent leur territoire à ces spéculations, et nous sommes convaincus que sa réalisation porterait aux lignes ottomanes un préjudice considérable.

En effet, que la voie qui part de Salonique doive suivre la vallée du Vardar, elle aura, pour arriver à Viddin, de grands détours à faire dans des contrées montagneuses. Si, au contraire, pour abrégé, la ligne abandonne la vallée du Vardar, elle devra parcourir des pays

peu fertiles où les difficultés matérielles ne manqueront pas. Dans tous les cas, il faudra traverser le Danube au-dessous des Portes-de-Fer.

Ces inconvénients sont grands, car il s'agit de sacrifier le développement agricole de riches provinces ou d'accepter un tracé beaucoup plus coûteux. Ajoutez à cela que le revenu de la ligne sera fortement réduit par la concurrence du Danube que la difficulté de franchir les Portes-de-Fer laissera subsister.

Il est enfin une considération qui a son poids aux yeux des capitalistes européens, et qui imposera inmanquablement avec le temps le raccordement des lignes autrichiennes au réseau ottoman par la ligne serbe, c'est que le transit des Indes, sans lequel le produit du chemin de fer ne réussira jamais à couvrir la garantie, se trouve compromis pour tout autre tracé que celui de Vienne-Belgrade-Salonique. Or, cette ligne une fois établie, celle de Viddin devrait nécessairement tomber, au grand détriment des finances de l'Empire. Cette considération a d'autant plus de valeur que le Gouvernement princier est fermement résolu à construire la ligne serbe, soit à ses frais, soit au moyen d'une concession octroyée à des conditions raisonnables.

Je viens de vous exposer, Monsieur, les raisons principales qui, au point de vue économique, nous font croire que la Sublime-Porte est, autant que nous, intéressée à désirer la jonction de ses lignes avec la nôtre. Je ne parle pas des raisons politiques qui exigent que la Principauté, faisant partie intégrante de l'Empire, ne soit pas détachée du système de ses voies ferrées.

En conséquence, je vous autorise, Monsieur, au nom de Son Altesse Sérénissime, de proposer au Ministre des affaires étrangères du Sultan, la conclusion d'une Convention expresse, ayant pour but le raccordement de notre ligne avec le réseau ottoman, et par laquelle nous nous engagerions à avoir notre ligne prête à l'époque fixée pour l'achèvement de la ligne Salonique-Niche.

Si la Sublime-Porte se montrait disposée à accepter notre proposition, il suffirait qu'elle maintînt, vis-à-vis de la compagnie concessionnaire, la condition posée dès le principe, savoir : Que les lignes concédées doivent aboutir à Belgrade. Ce principe admis, il serait aisé de s'entendre sur le reste à l'avantage commun.

Veuillez, Monsieur, donner lecture de la présente dépêche à S. A. Fuad-Pacha, et lui en laisser copie s'il le désire.

Signé : PÉTRONIEVITCH.

SALVADOR.

Rapport de M. Arbizu, ministre des Affaires Étrangères et de l'Instruction publique, aux Chambres, en date du 29 janvier 1868.

Messieurs les Sénateurs,
Messieurs les Députés,

Vous avez entendu, il y a plusieurs jours, le message du Très-Excellent Président de la République, dans lequel on vous a donné, quoique succinctement, une connaissance de l'état de nos relations extérieures et de celui de l'instruction publique du pays. Notre situation dans ces deux branches est assez satisfaisante, comme vous l'avez vu par le message du Président, et par les renseignements que vous auront suggérés vos propres observations.

Je viens pourtant devant vous pour accomplir mon devoir, et je vous demande de m'accorder votre indulgente attention.

Relations étrangères.

Pendant le courant de l'année dernière, aucune question n'est venue interrompre notre tranquillité ni nos bonnes relations avec aucun des pays de l'Amérique ni de l'Europe auxquels nous unissent les liens de l'amitié. Nous conservons, avec les Républiques de l'Amérique centrale, la meilleure harmonie; et plus spécialement avec Guatemala, Honduras et Nicaragua, voisins de Salvador, nous avons eu des relations cordiales et affectueuses, notre Gouvernement ayant à cœur de tenir une ligne de conduite qui ne puisse donner aucun motif de plainte à nos voisins et par laquelle nous avons rencontré chez eux une disposition de bienveillance réciproque.

A l'ombre de cette situation pacifique et amiable, notre commerce, avec ces pays, prend tous les jours plus d'extension, et par ce moyen les relations commerciales fréquentes sans aucun obstacle, cimentent de plus en plus la bonne harmonie et la fraternité de ces villes avec les nôtres, détruisent le localisme, les intérêts des uns et des autres s'identifient, tout cela les rapproche de la réalisation possible de leur unification, non comme on le voulait autrefois par des moyens injustes, inefficaces et destructeurs, les moyens des armes, mais par les moyens pacifiques qui sont bien plus d'accord avec la justice, l'humanité, avec le progrès et la civilisation.

Nous conservons pareillement nos relations amicales avec quelques-

unes des Républiques d'origine espagnole, et le Gouvernement a suivi avec intérêt la tournure qu'ont prise quelques déplorables événements dans plusieurs d'entre elles; il ne pouvait être indifférent pour nous, le sort de ces pays avec lesquels nous avons une commune origine, et dont la religion, le langage et les coutumes sont les nôtres.

La grande République du Nord, dont les institutions politiques ont servi de modèle aux nôtres, nous a toujours donné des témoignages de sympathie et d'amitié. Notre Légation auprès du Gouvernement de Washington continue à rendre d'importants services au pays, elle est toujours bien reçue et bien traitée par le Gouvernement de ce pays. Aux commencements de l'année passée, le Président des États-Unis a jugé à propos d'accréditer près de notre Gouvernement, en qualité de Ministre résident, M. Alphens Williams qui a été reçu par le Président de la République avec toute la considération due à son caractère officiel; il continue à résider dans notre pays et à exercer ses fonctions dans l'accord le plus parfait et la meilleure intelligence avec le Gouvernement. Le Gouvernement des États-Unis a pareillement établi quelques Consuls dans différentes places de notre République auxquels il a été accordé l'exéquatur correspondant.

Nous n'avons eu aucune espèce de contestations avec les Puissances de l'Europe avec lesquelles nous sommes unis par des Traités. Ces Traités ont été fidèlement exécutés par l'une et l'autre partie. Le Gouvernement veille soigneusement à ce que les étrangers jouissent de toutes sortes de garanties pour leurs personnes et pour leurs propriétés, surtout ceux avec les Gouvernements desquels nous sommes liés par des Traités particuliers.

Le Gouvernement italien a jugé à propos d'accréditer un Chargé d'affaires en appelant à ces fonctions M. le duc de Liccignano avec lequel le Président est en train de conclure un Traité d'extradition, lequel vous sera soumis au moment opportun, afin d'obtenir votre approbation souveraine, si vous jugez devoir l'accorder.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, avec lequel nos relations sont pareillement franches et amicales, a accrédité auprès de notre Gouvernement, en qualité de Consul général et de Chargé d'affaires, M. Edwin Corbett.

Aussi bien l'honorable M. Corbett que le duc de Liccignano ont présenté leurs lettres accreditives au secrétariat de ma charge, et ils ont été accueillis avec courtoisie par le Très-Excellent Président de la République.

Nos légations en France, en Angleterre et à Rome continuent à la satisfaction du Gouvernement, et nos relations avec ces pays se conservent sur le meilleur pied de cordialité et de bonne intelligence.

Le Gouvernement a jugé convenable d'établir des Chargés d'affaires en Italie, en Belgique et en Prusse, désignant pour ces emplois : MM. don Julio Thirion, don José Maria Torres Caicedo et don Adolphe Lindemann, personnes dignes à tous égards de la confiance entière du Gouvernement.

Chargé de veiller, à l'extérieur, aux intérêts de nos nationaux, le Gouvernement a établi des consulats dans quelques places de l'Amérique et de l'Europe, où le besoin de ces fonctions se faisait sentir. J'ai l'honneur de vous soumettre à part le tableau de nos légations et de nos consulats actuels.

Telle est, messieurs les Représentants, la situation de nos relations extérieures, situation que le Gouvernement s'efforcera de conserver dans cet état satisfaisant, en faisant tous les efforts compatibles avec l'honneur, les intérêts bien entendus et la dignité de la nation pour qu'il n'y ait de notre part aucun motif capable de la troubler.

Un État peu étendu est continuellement exposé à se voir entraîné dans des questions désagréables et sérieuses avec d'autres pays; mais le Gouvernement reconnaît comme une vérité que sa faiblesse même a coutume d'être une condition de garantie et de sécurité, lorsque ceux qui en sont chargés ont soin de marquer leurs actes du sceau de la bonne foi et de la probité.

Instruction publique.

L'instruction publique nécessaire et utile à tous les pays et dans tous les temps est nécessaire et indispensable dans les États qui, comme le nôtre, réclament par leurs institutions, de tous les citoyens, leur participation à la direction des affaires publiques.

Le peuple exerçant l'acte de la plus haute importance, celui d'élire ses mandataires, et ceux-ci dans toutes les classes de la société. Les uns et les autres doivent réunir les conditions essentielles de la science et la vertu, et ne pourront jamais s'acquitter convenablement de leurs devoirs si on ne les met à même d'obtenir ces qualités par le moyen de l'instruction scientifique et morale.

C'est de cette conviction, chez les membres du Gouvernement, que viennent tous ses efforts pour propager l'instruction de la jeunesse.

L'Université, cet établissement qui fait déjà honneur au pays et à laquelle est spécialement confiée la direction des carrières libérales, donne tous les jours de meilleurs résultats. En ma qualité de son chef immédiat, j'ai pu connaître et voir de près les progrès qui se font. Des jeunes gens studieux et moraux ont achevé leurs études respectives dans la dernière année scolaire, donnant des preuves qu'ils pos-

sèdent des connaissances variées quoique élémentaires seulement, dans différentes branches des sciences.

C'est tout ce qu'on est en droit d'attendre d'eux à leur âge ; mais l'impulsion est donnée ; elle a frappé toutes les intelligences, et moyennant la continuation de l'enseignement de bons maîtres, chacune d'elles s'élèvera jusqu'au point où les appelle la sympathie qui existe en elles-mêmes et les différentes branches dans lesquelles se divise la science en général, pour la rendre plus accessible aux efforts de l'intelligence humaine, afin de comprendre ses mystères et ses harmonies.

Au sujet des carrières professionnelles, nous avons établi les chaires correspondant à celles que détermine comme telles le statut de l'Université, ayant seulement réglé et rassemblé celle de l'arpentage.

Les études de la faculté des sciences et des lettres se poursuivent conformément au statut, mais on a fait surtout des efforts pour rendre plus active et plus profitable l'étude des langues vivantes ainsi que celle de la physique et de la chimie, si nécessaires aux usages de la vie et surtout à notre époque. A cet effet, on a pourvu l'Université des machines, instruments utiles qu'on a pour le moment jugés nécessaires, sans renoncer à les améliorer et à les augmenter selon que la nécessité s'en fera sentir.

Le collège national se trouvait dans un état de décadence marquée comme j'ai eu la douleur de vous le dire dans le Mémoire que je vous ai présenté l'année dernière. Le Gouvernement a compris que cette décadence venait essentiellement de l'organisation de cet établissement, et dans cette conviction, il lui a donné une nouvelle forme qui a produit les meilleurs résultats. Un fait très-significatif de l'amélioration du collège sous le régime actuel, c'est la grande différence qu'il y a dans le nombre des élèves. Ainsi à la fin de 1866, il n'y avait plus que vingt-cinq à trente collégiens, et dans le courant de l'année dernière, pendant laquelle on a introduit le nouveau système, il y en avait près de cent, et l'on peut croire avec assurance que pendant le courant de cette année ce nombre augmentera encore. Il faut non-seulement attribuer ce nouvel état du collège au nouveau régime qu'on y a introduit, mais aussi, et pour beaucoup, au crédit dont jouit comme professeur le chef de l'établissement, tant pour son instruction que pour l'ordre et la régularité qu'il y a introduits. La sollicitude s'est étendue jusqu'au matériel et dans les vastes cours où l'on voyait autrefois croître impunément les mauvaises herbes, on voit aujourd'hui de charmants jardins qui récréent et réjouissent agréablement les jeunes élèves dans leurs heures de récréation. A côté de ces avantages qui se sont produits dans l'administration du collège, le nouveau système permet de réaliser une économie considérable ;

on peut évaluer à 2000 pesos annuellement la diminution qui a été faite dans les dépenses pour soutenir l'établissement comme on le voit aujourd'hui.

Conformément aux prescriptions du statut de l'Université, le Conseil de l'instruction publique a permis l'établissement de quelques académies départementales où peuvent se faire des études correspondantes à celles de la Faculté des sciences et des lettres, et conformément au même statut de l'Université, les jeunes gens élèves de ces Académies doivent faire leurs examens à l'Université pour la validité de leurs cours scolaires.

Il y a enfin d'autres établissements privés d'enseignement secondaire qui fournissent de bons résultats dans l'instruction de la jeunesse.

Dans cette ville existe toujours le lycée de Saint-Thomas, sous la direction de son digne chef, le directeur académique don José Maria-Caceres. Le Gouvernement a jugé que la convenance exigeait, si le devoir n'en était pas imposé, de donner à ces établissements privés toute la protection qui est en son pouvoir. Ainsi ce qu'il a fait était disposé à leur procurer la facilité de se maintenir convenablement.

Quant à l'instruction primaire, il s'est efforcé de la répandre jusque dans les villages les plus éloignés. Cet enseignement gratuit, comme l'enseignement supérieur, ne produirait pas ses bons résultats, s'il n'était obligatoire. C'est de cette manière que finiront par se répandre dans le peuple le plus ignorant les connaissances en lecture, écriture, les éléments de la morale, de l'arithmétique et de la grammaire de notre langue.

On n'a pas négligé l'instruction des jeunes filles : à cet effet il a été créé par le Gouvernement différentes écoles de filles, et il en subventionne d'autres. Dans le dessein de donner aux jeunes filles une instruction supérieure à celle qu'on peut leur donner aujourd'hui, le Gouvernement a résolu de faire venir quelques maîtresses européennes, pour fonder un collège qui répondrait à ce besoin.

Ce n'est pas sans avoir rencontré quelques difficultés que le Gouvernement est parvenu à soutenir l'instruction primaire dans l'état et l'extension où elle se trouve aujourd'hui.

Les fonds destinés à cette branche sont très-insuffisants dans quelques départements, pour pouvoir subvenir aux nécessités très-urgentes de cette branche, et le Gouvernement s'est vu obligé de faire quelques dépenses extraordinaires.

Les écoles de dessin et de peinture ayant été placées sous la direction du secrétariat de mon département, je dois vous informer que les deux établissements font de grands progrès dans ces branches. Nos jeunes gens ont d'excellentes dispositions pour saisir les délicates

harmonies des beaux-arts, ce qui nous donne lieu d'espérer que dans peu de temps nous aurons des artistes qui feront honneur au pays et qui démontreront que la sollicitude du Gouvernement pour répandre ces connaissances artistiques n'aura pas été vaine.

Pour terminer, j'ai l'honneur de joindre le Mémoire du secrétariat de l'Université concernant le développement des cours d'études dans cette année, dans lequel vous verrez des détails minutieux concernant l'état de l'instruction publique et ses résultats pour l'année dernière, ainsi que la situation et l'emploi de ses revenus. Je joins pareillement un état remis par la Trésorerie générale au ministère de ma charge sur les dépenses faites par les légations et les consulats.

J'ai terminé, messieurs les Représentants, la tâche de vous faire connaître la situation actuelle de nos relations extérieures et celle de l'instruction publique.

Si ce rapport très-succinct ne vous fait pas connaître quelques travaux diplomatiques de la part du Gouvernement pour le règlement de questions difficiles ou désagréables, ni toutes les innovations qu'il a introduites dans le système de l'instruction publique, ce qu'on ne pourrait faire à cette heure que d'une manière incomplète, il vous prouvera au moins que le Gouvernement a accompli son devoir, qu'il a exécuté religieusement les lois qu'il s'est efforcé de conserver sans tacher la bonne réputation de la République, et qu'il fait tous ses efforts pour répandre l'instruction publique autant que le permettent les ressources pécuniaires du pays.

San-Salvador, 29 janvier 1868.

Grégoire ARBIZU.

ÉTATS-ROMAINS.

Lettre apostolique du Pape à tous les protestants et autres non catholiques, en date du 13 septembre 1868.

Pie, Souverain-Pontife, neuvième du nom, à tous les protestants et autres non catholiques.

Vous devez déjà tous savoir que nous qui, malgré notre indignité, avons été élevé sur cette chaire de Pierre, et par conséquent avons été préposé au gouvernement suprême de toute l'Eglise catholique et à son administration qui nous a été confiée d'une manière divine par le Christ lui-même Notre Seigneur, nous avons jugé opportun

d'appeler près de nous tous nos vénérables frères les évêques de tout l'univers et de les réunir dans un concile œcuménique qui doit être célébré l'année prochaine, de telle sorte qu'avec nos mêmes vénérables frères appelés à prendre part à notre sollicitude, nous puissions prendre toutes les résolutions les plus opportunes et les plus nécessaires, tant pour dissiper les ténèbres d'un si grand nombre d'erreurs pestilentielles qui étendent de jour en jour leur pouvoir et leur licence au grand préjudice des âmes, que pour établir et fortifier de plus en plus, chez les peuples chrétiens confiés à nos soins vigilants, le règne de la vraie foi, de la justice et de la paix véritable de Dieu.

Nous reposant donc avec une ferme confiance dans le pacte d'union très-étroit et très-affectueux qui relie à notre personne et à ce siège apostolique nos mêmes vénérables frères, qui n'ont jamais cessé, en aucun temps de notre pontificat, de donner à nous et à ce même siège apostolique les témoignages les plus éclatants de foi, d'amour et de respect, nous avons bien l'espérance que, de même qu'il en a été dans les siècles passés pour les autres conciles généraux, de même, dans ce siècle-ci, le concile œcuménique par nous convoqué produira, avec l'aide de la grâce divine, les fruits les plus riches et les plus féconds, pour la plus grande gloire de Dieu et le salut éternel des hommes.

En conséquence, nous appuyant sur cette espérance, excités et poussés par la charité de Notre Seigneur Jésus-Christ, qui a livré sa vie pour le salut du monde, nous ne pouvons nous empêcher, à l'occasion du futur concile, d'adresser notre parole apostolique et paternelle à tous ceux qui, tout en reconnaissant le même Jésus-Christ comme rédempteur et en se glorifiant du nom de chrétiens, ne professent point cependant la foi véritable du Christ et ne suivent point la communion de l'Église catholique. Et si nous le faisons, c'est surtout pour les avertir, les exhorter et les supplier, avec tout notre zèle et toute notre charité, de vouloir bien considérer et examiner sérieusement s'ils suivent bien la voie prescrite par le même Seigneur Jésus-Christ, et qui conduit au salut éternel. Personne en effet ne peut nier ni douter que Jésus-Christ lui-même, pour appliquer à toutes les générations humaines les fruits de sa rédemption, n'ait édifié ici-bas, sur la personne de Pierre, son Église unique, c'est-à-dire l'Église une, sainte, catholique et apostolique, et ne lui ait conféré toute la puissance nécessaire pour que le dépôt de la foi fût conservé entier et intact, et que la même foi fût transmise à tous les peuples, à toutes les races et à toutes les nations, de telle sorte que tous les hommes pussent se réunir dans son corps mystique par le baptême, et conserver toujours en eux-mêmes jusqu'à son entier développement cette vie nouvelle de la grâce, sans laquelle personne ne peut

jamais ni mériter ni obtenir la vie éternelle, de telle sorte que cette même Église, qui constitue son corps mystique, restât jusqu'à la consommation des siècles ferme, inébranlable dans sa propre constitution, se développât avec vigueur et fournit à ses enfants tous les secours nécessaires pour leur salut.

Maintenant quiconque veut bien considérer et examiner avec attention les conditions d'existence des diverses sociétés religieuses, divisées entre elles et séparées de l'Église catholique, laquelle, depuis le Seigneur Jésus-Christ et ses apôtres, a toujours exercé sans interruption et exerce encore, par l'intermédiaire de ses pasteurs légitimes, la puissance qui lui a été confiée par le Seigneur lui-même; quiconque, disons-nous, se livrera à cet examen, devra se convaincre facilement que ni l'une quelconque de ces sociétés religieuses en particulier, ni toutes ces sociétés réunies ne constituent ni ne sont en aucune manière cette Église une et catholique que le Seigneur Jésus-Christ a édifiée, a constituée et a voulu mettre en existence; qu'elles ne peuvent non plus, en aucune manière, être considérées ni comme un membre ni comme une partie de cette même Église; dès lors qu'elles sont séparées visiblement de l'unité catholique. Comme ces sociétés sont dépourvues, en effet, de cette autorité vivante établie par Dieu, qui enseigne avant tout aux hommes les choses de la foi et la règle des mœurs, qui les dirige et préside en eux tous aux choses qui intéressent le salut éternel, en conséquence, ces sociétés elles-mêmes ont varié constamment dans leur doctrine, et cette mobilité, cette instabilité n'ont jamais de terme pour elles.

Chacun comprend facilement et sait nettement et évidemment que cet état est tout à fait opposé à celui de l'Église établie par le Christ Notre Seigneur, Église dans laquelle la vérité doit rester toujours stable sans être sujette à aucun changement, comme un dépôt confié à cette même Église pour qu'elle le garde dans toute son intégrité, dépôt pour la garde duquel la présence de l'Esprit-Saint et son secours ont été promis à perpétuité à cette Église.

Personne n'ignore en outre que ces dissentiments de doctrine et d'opinion donnent naissance à des schismes sociaux, et que de là découle l'origine de communions et de sectes innombrables qui se propagent davantage de jour en jour, au détriment de la société chrétienne et de la société civile.

Quiconque, en effet, reconnaît la religion pour fondement de la société humaine ne pourra refuser d'admettre et d'avouer quelle influence exercent sur la société civile ces divisions et ces désaccords de principes de cette nature et de sociétés religieuses en lutte les uns contre les autres; et aussi avec quelle force la négation de l'autorité établie par Dieu pour régler les convictions de l'intelligence humaine

et pour diriger les actions des hommes aussi bien dans la vie sociale que dans la vie privée, a excité, a développé et a fomenté ces troubles très-malheureux des événements et des choses, ces perturbations qui agitent et qui affligent presque tous les peuples d'une manière déplorable.

En conséquence, que tous ceux qui ne possèdent point l'unité et la vérité de l'Église catholique (saint Augustin, ep. LXI, al. CCXXIII) saisissent l'occasion qui leur est offerte par ce concile, dans lequel l'Église catholique à laquelle appartenaient leurs ancêtres montre une nouvelle preuve de son unité intime, de sa vigueur et de sa vitalité inextinguible; qu'ils obéissent aux besoins de leurs cœurs et qu'ils tâchent de s'arracher à cet état dans lequel ils ne peuvent être assurés de leur salut.

Qu'ils adressent sans cesse à Dieu leurs prières les plus ferventes pour qu'il renverse le mur de la division, pour qu'il dissipe les ténèbres de l'erreur et qu'il les ramène dans le sein de l'Église notre sainte mère, d'où leurs ancêtres ont reçu l'aliment salubre de la vie, et qui seule conserve dans son intégrité la doctrine de Jésus-Christ, la transmet et dispense les mystères de la grâce céleste.

Nous donc qui devons remplir avec le plus grand zèle toutes les fonctions d'un bon pasteur d'après la charge de notre ministère apostolique suprême à nous confiée par le Christ Notre Seigneur lui-même, et qui devons embrasser tous les hommes de l'univers dans notre charité paternelle, nous adressons cette lettre à tous les chrétiens séparés de nous, lettre par laquelle nous les exhortons et les supplions de se hâter de revenir au bercail unique du Christ.

Car nous désirons de tout notre cœur leur salut en Jésus-Christ, et nous craignons d'avoir un jour à rendre compte de leurs âmes à ce même Jésus-Christ, notre juge, si nous ne leur montrons et ne leur ouvrons autant qu'il est en nous la voie qu'il faut suivre pour arriver au salut.

Aussi, dans toutes nos prières et nos supplications, nous ne cessons jamais, au milieu de nos actions de grâces, de demander humblement pour eux, et le jour et la nuit, les lumières célestes et l'abondance des grâces au pasteur éternel des âmes; et attendu que, malgré notre indignité, nous remplissons sur la terre les fonctions de vicaire du Christ, nous attendons, les bras ouverts, le retour de ces fils égarés vers l'Église catholique, afin de pouvoir les recevoir avec toute affection dans la demeure du Père céleste et leur faire part de ses trésors inépuisables.

C'est de ce retour si désiré à la vérité et à la communion avec l'Église catholique que dépend non-seulement le salut de chacun en particulier, mais celui de la société chrétienne tout entière, et le

monde ne saurait jouir d'une véritable paix s'il ne forme un seul troupeau ayant un seul pasteur.

Donné à Rome, à Saint-Pierre, le 13 septembre 1868, l'an 23 de notre pontificat.

ROUMANIE.

Messages du Prince régnant présentés au Sénat et à la Chambre des députés par le Président du conseil, le 14 septembre 1868.

Messieurs les Sénateurs,

Je vous ai convoqués aujourd'hui en session extraordinaire, tant en vertu du paragraphe 95 de la Constitution, qui stipule qu'en cas de la dissolution d'un des corps législatifs, ceux-ci doivent être convoqués de nouveau dans un délai de trois mois, que pour mener à bonne fin la question des chemins de fer, car le pays attend avec impatience que cette question soit résolue le plus tôt possible. Je recommande ce projet de loi important à l'examen sérieux du Sénat, et je prie Dieu qu'il bénisse vos travaux. »

Messieurs les Députés,

Par suite de la discussion du Sénat, et en vertu de l'article 95 de la Constitution, j'ai convoqué aujourd'hui le nouveau Sénat en session extraordinaire. Toutefois l'article 81 de la Constitution exige que la Chambre des députés soit convoquée en même temps que le Sénat. Voilà pourquoi je vous ai appelés en session extraordinaire. En dehors des autres projets qui datent de la dernière session, vous aurez à vous occuper, dès à présent, du budget de 1869.

Que Dieu bénisse vos travaux !

PAYS-BAS.

**Discours du Roi à l'ouverture de la session législative
de 1868-1869, prononcé le 21 septembre 1868.**

Messieurs,

Il m'est agréable de pouvoir ouvrir votre Session avec un sentiment de gratitude pour tous les bienfaits dont notre patrie a joui.

Nos relations avec les autres puissances ne laissent rien à désirer.

Mon Gouvernement travaille sans cesse à améliorer et à étendre les moyens de communication internationaux.

Mes légations et consulats continuent à vouer toute leur sollicitude aux intérêts de notre commerce, de notre navigation et de notre industrie.

L'armée et la marine, tant dans la mère patrie que dans ses colonies, continuent à s'acquitter de leur devoir de la manière la plus louable.

Les mesures destinées à améliorer notre législation judiciaire, qui vous avaient été proposées dans la session précédente et sur lesquelles vous n'avez pu statuer, vous seront présentées de nouveau, modifiées là où la nécessité s'en est fait sentir.

Vous recevrez également des propositions tendantes à combler certains vides importants dans notre organisation judiciaire. En vue de ce but, l'application partielle de la loi sur la nouvelle organisation judiciaire semble être désirable.

La loi concernant l'abolition des dîmes vous sera présentée de nouveau.

Comme preuve de ma vive sollicitude pour l'enseignement, vous recevrez une proposition concernant la réglementation de l'enseignement supérieur.

L'art. 77 de la Constitution exige une augmentation des membres de la seconde Chambre des États-Généraux, par suite de l'accroissement de la population de notre patrie.

Les travaux des chemins de fer de l'Etat ont fait de grands progrès. L'union entre les provinces du Nord et le reste du pays au moyen des voies ferrées est maintenant un fait accompli.

Les travaux d'autres grands ouvrages d'utilité publique sont continués avec régularité.

La récolte en général a été abondante.

C'est avec une vive satisfaction que je puis vous annoncer que la peste bovine a entièrement disparu. Lorsque, il n'y a pas longtemps,

des craintes se sont manifestées sur sa réapparition, les mesures les plus sévères ont été prises immédiatement.

La pêche n'a pas donné des résultats satisfaisants. De nouvelles entreprises promettent de développer plus particulièrement la pêche maritime.

Un nouveau projet de loi concernant les aliénés vous sera proposé.

Notre industrie continue à progresser.

Les projets de loi sur les poids et mesures, sur les cimetières et sur les monts-de-piété vous seront présentés de nouveau.

Je nourris l'espoir que pendant l'exercice prochain toutes les dépenses de l'État, y compris celles pour les chemins de fer, pourront être couvertes sans recourir à des moyens extraordinaires.

Les budgets ont été organisés de manière à mettre d'accord les exigences du service avec l'économie commandée par les circonstances.

Parmi les projets de loi qui vous seront présentés relatifs à l'administration des finances, vous trouverez un projet de loi portant l'abolition du droit de timbre sur les journaux et autres imprimés et son remplacement par d'autres impôts.

Il est impossible d'indiquer d'un mot la situation de nos nombreuses colonies. Des modifications apportées à la rédaction du rapport prescrit par la Constitution, rapport dressé d'après les dernières nouvelles et que je vous ferai transmettre sous peu, vous feront mieux connaître les particularités relatives à chaque colonie.

Pour régler plusieurs grands intérêts de notre principale colonie, votre concours zélé est indispensable. J'y compte pour pouvoir fixer à temps le budget des Indes orientales pour l'année 1869. Alors on pourra terminer vers le printemps prochain les projets de loi sur la culture du sucre et sur les concessions de terrains.

Pour l'accomplissement de la tâche étendue qui vous attend, je compte avec confiance sur votre patriotisme et sur votre esprit de concorde.

Puisse vos travaux, bénis par la Providence, servir à assurer la prospérité du pays !

Je déclare ouverte la Session des États-Généraux.

SERBIE.

M. Milojkovitch au gérant de l'Agence princière à Constantinople, au sujet de l'évacuation du petit Zwornik par la garnison ottomane, en date de Belgrade, 12/24 septembre 1868.

Monsieur le gérant,

Lorsqu'à la suite du protocole de Canlitja, la Sublime-Porte eut consenti à l'évacuation de la Serbie par la population musulmane, qui résidait au dehors des forteresses, la difficulté alors pendante entre la Sublime-Porte et nous, touchant l'évacuation du petit Zwornik, s'est trouvée réglée par le même acte. La sollicitude de S. M. I. le Sultan envers la nation serbe ne s'est pas bornée à cette preuve de bienveillance. L'année dernière, elle a confié à la loyauté des Serbes les forteresses dont la garde avait été jusqu'alors réservée à des garnisons impériales, et l'évacuation du petit Zwornik n'ayant pas encore été effectuée, la Sublime-Porte nous donna la promesse que les mesures nécessaires seraient prises incessamment de manière à faire disparaître ce point qui eût pu encore soulever quelques difficultés dans nos rapports avec la cour suzeraine. Avant le départ pour l'Occident de S. M. I., des assurances très-formelles furent renouvelées à notre représentant, M. I. Ristitch, que l'exécution des promesses qui nous avaient été faites ne tarderait pas à avoir lieu.

Jusqu'à ce jour, aucune mesure n'a été prise par la Sublime-Porte dans le sens de l'évacuation du petit Zwornik, et les démarches renouvelées de notre part à diverses reprises, sous le Gouvernement précédent, n'ont pu aboutir.

Tout en reconnaissant que l'ajournement survenu dans cette affaire, qui a une si grande importance pour nous, a été motivé par certaines circonstances telles que le voyage de S. M. I. le Sultan et le déplacement de S. A. le Grand-Vizir, le Gouvernement princier n'a pu s'empêcher de regretter le retard apporté à son exécution, car ce retard le met dans une position très-difficile vis-à-vis du pays, auquel il a été communiqué dans la dernière assemblée nationale tenue sous le règne du prince Michel, que l'évacuation du petit Zwornik avait été irrévocablement décidée par la Sublime-Porte.

Le Gouvernement de S. M. I. le Sultan a donné des preuves trop manifestes de sa bienveillance envers le Gouvernement actuel de la Serbie, pour que nous puissions douter un seul instant de son désir sincère d'écarter dans ses rapports avec nous tout ce qui pourrait créer des difficultés dans le pays, d'autant plus que l'ajournement de

l'évacuation du petit Zwornik, laquelle n'a jamais présenté un caractère de contestation, vu l'évidence de notre droit, laisse depuis longtemps en souffrance nos intérêts journaliers.

J'espère, monsieur le gérant, qu'il suffira de rappeler cette affaire à S. A. le Ministre des affaires étrangères, pour qu'Elle s'empresse de donner, pour la mise à exécution relative au petit Zwornik, les ordres qui satisferont nos vœux légitimes; je désire donc que vous l'entreteniez d'urgence et vous autcrise à donner à S. A. lecture de la présente dépêche.

Recevez, etc., etc.

Signé : R. MILOJKOVITCH.

PRINCIPAUTÉS UNIES.

Protestation des chefs des Saints Lieux de l'Eglise d'Orient, adressée à la Sublime-Porte et aux Représentants des Grandes Puissances.

Fanary, le 25 septembre 1868.

Les soussignés viennent d'être informés par des publications officielles, contenues dans le Moniteur de Bukarest, que le Gouvernement de S. A. S. le Prince Charles de Roumanie se dispose à aliéner par vente perpétuelle un grand nombre des terres, vignes et édifices appartenant, dans les Principautés-Unies, aux Saints Lieux d'Orient, pour en assigner le produit de la vente à l'extinction des dettes dont le fisc des Principautés se trouve actuellement grevé.

Ce procédé du Gouvernement Roumain, d'autant plus surprenant qu'il a lieu à la suite d'assurances réitérées et formelles que S. A. le Prince Charles a, depuis son avènement, données aux Chefs de l'Eglise d'Orient de son désir de vider à l'amiable et par une entente directe, les contestations qui tiennent en suspens la solution de la question conventuelle, constitue évidemment non-seulement la violation la plus coupable de la propriété d'autrui, mais encore la plus manifeste infraction aux stipulations internationales du protocole du 29 Mai 1864, par lequel les Hautes Puissances signataires du Traité de Paris ont garanti la conservation des biens dédiés et de leurs revenus, en stipulant expressément : « qu'aucun acte d'aliénation de » ces propriétés ne doit être opéré, et que la conservation des revenus doit être assurée jusqu'à l'entière conclusion du débat. »

En présence d'un pareil état de choses :

Attendu que les Saints Lieux d'Orient sont seuls propriétaires des immeubles sis en Roumanie et connus sous la dénomination de biens dédiés; — que cette propriété est placée sous la sauvegarde du droit civil et du droit international; du droit civil en ce que les titres de cette propriété, conformes à une possession séculaire, n'ont jamais été contestés devant les tribunaux compétents; du droit international, en ce que les Hautes Puissances signataires du Protocole susmentionné ont garanti la conservation des biens conventuels et de leurs revenus;

Attendu que devant un droit si bien établi, les actes de violence auxquels le Gouvernement Roumain s'est livré contre ces mêmes propriétés ne sauraient avoir aucune valeur juridique; — que les dispositions législatives par lesquelles le Gouvernement Roumain a prétendu légaliser sa spoliation, ont été déclarées par ledit protocole comme non avenues; — que dès lors l'Administration roumaine n'a sur les susdits biens qu'une détention entachée de violence permanente; — que par conséquent les enchères et adjudications annoncées par le Moniteur Roumain, si elles venaient à se réaliser, ne sauraient avoir aucune portée légale; — que les soi-disant acquéreurs des susdits biens ne sauraient être considérés que comme des détenteurs de mauvaise foi en collusion avec un prétendu vendeur s'efforçant de faire croire à une transmission de droits réels sur lesdits biens;

Pour ces motifs,

Les Saints Lieux d'Orient, afin d'empêcher que cette fois non plus on ne puisse tirer de leur silence aucune induction à leur détriment, — réservent expressément tous leurs droits, et après avoir rappelé les protestations, par eux faites précédemment contre le Gouvernement Roumain, protestations qu'ils réitèrent et maintiennent dans toute leur force et teneur, protestent derechef, en premier lieu, contre le Gouvernement Roumain et

Déclarent

Les ventes des biens dits dédiés, annoncées dans le Moniteur de Bukarest, ainsi que toutes aliénations quelconques que le gouvernement Roumain serait tenté d'effectuer sur ces mêmes biens, nulles et de nul effet, — les enchères et adjudications des susdits biens entachées de violence et d'illégalité dans leur ensemble et dans toutes leurs parties, — les employés et fonctionnaires qui prêteront leur ministère à ces mêmes adjudications, coupables de stellionat public; — Ils protestent en second lieu contre les soi-disant adjudicataires de ces mêmes biens, et

Déclarent

L'acquisition de ces biens nulle et de nul effet; — ils signifient à tous ces prétendus acquéreurs et à chacun d'eux qu'ils seront consi-

dérés comme détenteurs de mauvaise foi et complices de stellionat; ajoutant que cette détention sera inefficace pour toutes fins de droit, — que les paiements qu'ils pourront faire seront non valables, qu'ils seront notamment incapables de faire acquérir aucun droit à ceux à qui ils pourraient transmettre par la suite cette détention notoirement vicieuse, dans laquelle ils ne sont maintenus que par la force armée;

En outre,

Ils constituent le Gouvernement Roumain et les soi-disant acquéreurs, — et ce sans bénéfice de minorité, de dotalité ou autre exception quelconque, — solidairement responsables de tous dommages intérêts, résultant de ces prétendues ventes; — dommages-intérêts qu'ils sont d'ailleurs dans l'impossibilité de préciser actuellement, vu l'immensité du tort qui leur est causé.

En conséquence, les soussignés, vu l'impossibilité dans laquelle ils se trouvent de donner à leurs protestations ci-dessus formulées, une suite légale, aussi bien contre l'Administration Roumaine, que contre les soi-disant acquéreurs éventuels des biens dédiés, portent ces mêmes protestations devant la Sublime-Porte et les Hautes Puissances garantes, signataires du Protocole du 29 Mai 1864, auxquelles il appartient de faire respecter les stipulations internationales qui ont placé les propriétés des Saints Lieux d'Orient sous la sauvegarde de leur honneur.

Signé : † GRÉGOIRE, PATRIARCHE DE CONSTANTINOPLE.

† Le représentant des Patriarches d'Alexandrie, d'Antioche et de Jérusalem, Archimandrite JACQUES.

† Les curateurs du Mont Athos, GENNADIUS et ARSENIUS.

† Le curateur du Mont Sinaï, PARTHENIUS.

TURQUIE.

Circulaire de Safvet-Pacha, ministre des Affaires Étrangères, au Corps diplomatique à Constantinople, au sujet de la fermeture des Détroits, en date de Constantinople, le 28 septembre 1868.

Monsieur le Ministre,

L'interdiction du passage des détroits des Dardanelles et du Bosphore pour les bâtiments de guerre étrangers est une règle que le

Gouvernement impérial a, dans l'exercice d'un droit territorial, de tout temps appliquée.

Le traité de Paris du 30 mars 1856 n'est intervenu que pour affirmer solennellement la résolution de Sa Majesté impériale le Sultan, de maintenir invariablement, tant que la Sublime-Porte se trouverait en paix, cette ancienne règle de son empire, consignée déjà dans le traité de Londres, du 13 juillet 1841, et les puissances co-signataires se sont engagées par cet acte à respecter cette détermination du souverain territorial.

Ce principe a toujours été maintenu, et si, dans des occasions rares et exceptionnelles, il a été permis à quelques bâtiments de guerre de franchir les détroits, ce fut toujours en vertu d'une autorisation spéciale accordée par déférence pour les hauts personnages qui étaient à leur bord.

La Sublime-Porte reconnaît toutefois qu'un relâchement dans la stricte application dudit principe à l'égard des bâtiments de guerre, en dehors des exceptions prévues par les articles 2 et 3 de la convention du 30 mars 1856, ne serait pas compatible avec la déclaration contenue dans le traité de Paris précité.

Aussi a-t-elle décidé que désormais il n'y aura absolument d'autre exception que pour celui des bâtiments de guerre sur lequel se trouverait un souverain ou le chef d'un État indépendant.

La décision qui précède ayant été sanctionnée par S. M. I., j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien la porter à la connaissance du Gouvernement de...

Agrez, etc.

Signé : SAFVET.

DANEMARK.

Discours du Roi à l'ouverture de la session législative, le 5 octobre 1868.

A tous ici présents, salut royal ! La période qui s'est écoulée depuis la dernière session du Rigsdag a été, grâce en soient rendues à la Providence, féconde en heureux événements, tant pour nous que pour notre maison : le mariage de notre second fils bien-aimé, le roi de Grèce, a été béni par la naissance d'un fils, et en même temps nous sommes heureux de pouvoir annoncer au Rigsdag, les fiançailles de notre fils aîné, le prince héréditaire Frédéric avec la princesse Louise,

filles de S. M. le roi de Suède et de Norvège. Nous sommes certain que le Rigsdag partagera notre joie en voyant uni l'héritier de la couronne danoise avec une princesse dont les qualités personnelles garantissent le bonheur de son futur époux et qui appartient à une nation dont les sentiments amicaux envers le Danemark se sont manifestés en cette occasion d'une manière si cordiale.

Les négociations confidentielles que le Gouvernement prussien avait ouvertes depuis longtemps avec nous, au sujet de la mise à exécution de l'article 5 du traité de Prague, stipulant le libre vote des habitants du Schleswig du Nord, n'ont abouti à aucun résultat jusqu'à ce jour. Notre opinion relativement à cette question, ainsi qu'à l'équité et à l'intérêt bien entendu des deux États, n'a point varié, et nous devons considérer comme notre premier devoir de ne pas prêter les mains à un arrangement quelconque qui, sans satisfaire les vœux de la population, pourrait soulever des difficultés entre le royaume et un État avec lequel nous désirons entretenir des relations d'amitié sincère. Nous sommes persuadé que le Gouvernement prussien ne pourra qu'approuver notre conduite, et nous espérons que, d'après cet aveu mutuel, il nous sera donné de conclure une convention attendue depuis si longtemps.

Nous avons ratifié le traité conclu avec les États-Unis du Nord au sujet de la cession des îles de Saint-Thomas et de Saint-Jean. Cette cession a été approuvée par le Rigsdag dans ses dernières réunions, mais des complications politiques intérieures ayant empêché jusqu'à présent le Gouvernement des États-Unis d'approuver définitivement ce traité, nous avons autorisé notre représentant à Washington, en conséquence d'une demande qui nous avait été adressée par ce Gouvernement, à conclure un arrangement qui prolonge d'un an le délai des ratifications.

La situation intérieure du pays est satisfaisante sous tous les rapports. Comme le règlement financier avec la Prusse est aujourd'hui achevé, conformément à l'art. 3 du traité de Vienne, nous pouvons présenter au Rigsdag une proposition tendant à diminuer la dette publique de 10 millions. Le trésor public est en même temps en état de subvenir aux dépenses nécessitées par les grands travaux publics qui semblent commandés par le développement matériel du pays.

Une section importante du railway oriental de la presqu'île (la ligne allant de Friedericia à Aarhuns) a été mise en exploitation il y a peu de temps; d'autres travaux seront bientôt terminés.

Grâce à l'appui de l'État, l'activité privée développe les abondantes ressources du pays.

Les impôts directs augmentent dans une mesure toujours croissante

les recettes du trésor public. Ce fait prouve que ces impôts ne sont point trop élevés, et il atteste en même temps, d'une manière évidente, le bien-être général du pays.

Nous ne songeons donc pas à imposer des charges trop grandes à notre fidèle peuple, en faisant présenter au Rigsdag une proposition tendant à augmenter légèrement les recettes du Trésor. Cette augmentation est destinée avant tout à couvrir des dépenses considérables, indispensables pour l'organisation du système de défense (c'est-à-dire pour l'établissement de nouveaux ouvrages destinés à protéger Copenhague du côté de la mer). Nous estimons qu'il est de toute justice de faire supporter les dépenses à la génération actuelle au lieu d'y subvenir, soit par les moyens disponibles, soit par des emprunts, et nous sommes convaincu que le Rigsdag approuvera cette proposition.

La Commission que le Rigsdag, lors de sa dernière session, a proposé au Gouvernement de constituer, en vue d'examiner dans tous leurs détails les différentes questions se rattachant à la situation de l'Église nationale, a été nommée par nous et nous avons lieu d'espérer que les travaux préparatoires de cette Commission permettront bientôt au pouvoir législatif de résoudre ces questions difficiles à la satisfaction générale.

En priant le Dieu tout-puissant de bénir le Rigsdag, le peuple et la patrie, nous déclarons ouverte la session du Rigsdag.

GRANDE-BRETAGNE.

**Adresse de M. Gladstone aux électeurs du sud-ouest
de Lancashire, le 9 octobre 1868.**

Messieurs,

Je viens vous demander à vous, électeurs de la division du sud-ouest du comté de Lancaster, le renouvellement du mandat qui m'a été confié en 1865 par le collège électoral de toute la circonscription du sud d'une manière qui m'oblige à une gratitude toute particulière.

Je me présentai alors à tous comme le champion d'une politique de confiance à l'égard du peuple, politique modérée par la prudence et ennemie des changements violents et précipités.

Suivant l'esprit de cette profession de foi, j'ai pris part en 1866 aux propositions relatives à l'extension de la franchise électorale, propositions que je considérais comme étant le moins que l'on pût faire

pour répondre aux justes réclamations des classes privées de la franchise, et qui du reste ont été soigneusement limitées de manière à désarmer autant que possible la jalousie, les préjugés et la peur.

Nous nous sommes trouvés alors en face d'une opposition qui n'était pas, il est vrai, aussi directe, mais qui était aussi persévérante et aussi nuisible que le fut jamais opposition en présence d'aucune mesure législative. On arriva enfin à un point où le gouvernement du comte Russell jugea que sa démission paraissait être le meilleur moyen pour assurer le triomphe rapide de la réforme. En conséquence, nous donnâmes notre démission. Elle eut pour résultat que ceux qui s'opposaient à l'abaissement du cens électoral entrèrent en charge et se trouvèrent forcés par l'opinion publique, après de nombreuses hésitations, à faire à cet égard des propositions qui tout en étant non-seulement étroites mais encore fortement réactionnaires dans la forme sous laquelle elles furent présentées au Parlement, eurent pour effet l'adoption d'une loi plus large et plus démocratique que le bill que l'autorité la plus respectable déclarait en 1866 devoir ramener nos institutions à la même forme que celle de la République américaine.

L'expérience du passé et tous les symptômes actuels me portent à espérer que la concession étendue, bien qu'elle soit inégale, qui a été de cette manière garantie au peuple, augmentera la force de nos institutions et permettra un jeu plus énergique dans le fonctionnement de notre système législatif et administratif.

Les bills qui ont été adoptés, et surtout celui qui a rapport à l'Angleterre, ayant été présentés par le Gouvernement, mais amendés et presque transformés par l'opposition, les marques de ce travail opposé donnent un aspect douteux à une mesure qui aurait dû être nettement définitive. Il est même un point que l'expérience faite cette année prouve être, je le crains, d'une importance, non-seulement considérable, mais urgente. En 1867, 289 membres du Parlement votaient cette clause : que la franchise électoral des bourgs, fondée sur l'occupation d'une propriété soumise à l'impôt, serait toujours un droit, que l'impôt dans cette circonstance pesât sur le propriétaire ou sur celui qui occuperait la propriété. Le rejet de cette proposition par le Parlement, sous le coup de la menace du Gouvernement qui parlait de renoncer au bill si cet article était voté, a conduit déjà à des inconvénients et des ennuis sérieux dans un grand nombre de bourgs électoraux. Vous croyez bien que nous, qui avons lutté énergiquement pour détourner ces inconvénients, nous ne serons pas moins soigneux sous de plus favorables auspices, de les écarter entièrement.

La croissance rapide de la richesse et de l'esprit d'entreprise en particulier pour les classes les plus actives a fait depuis un bon nom-

bre d'années, que l'on a diminué de vigilance, en dehors du Parlement, au sujet de la grande et capitale question de l'économie dans les charges publiques et des relations qui existent entre le revenu de l'État et ses dépenses. Je désire que l'intérêt extrême que doivent éprouver les classes nouvellement dotées de la franchise, à voir une administration économe, contribuera puissamment à provoquer un changement. Cette tendance ne peut manquer de s'augmenter en présence de la diminution actuelle du revenu fixe et de l'addition, depuis l'accession du Gouvernement actuel au pouvoir, de trois millions sterling en chiffres ronds aux charges publiques, non compris les dépenses de l'expédition d'Abyssinie. Cette augmentation porte tout aussi bien sur le budget civil que sur celui de la guerre et celui de la marine. A mon avis, elle n'est justifiée ni par les vœux du pays ni par les besoins du service public.

Je vois, avec satisfaction, que depuis quelque temps l'attention publique se dirige de plus en plus sur la question des dépenses locales du pays. Leur taux, leur mode d'incidence, et les moyens qui permettent de les administrer et de les contrôler, paraissent demander un examen sérieux. A mon avis, il sera conforme à la justice et à une saine politique d'accorder aux contribuables d'après le principe de la représentation un contrôle direct sur les dépenses des comtés.

Il n'y a pas aujourd'hui de question plus compliquée par la différence d'opinion que la question de l'instruction primaire. Mais tout le monde est d'accord pour en reconnaître à la fois l'importance capitale et l'urgence absolue. En 1839, le comte Russell, au nom du Gouvernement de lord Melbourne, énonçait dans un document officiel le désir de Sa Majesté que les droits de la conscience fussent respectés, et que la jeunesse de ce pays fût élevée dans des sentiments religieux. Il faut certainement des lois nouvelles pour établir et garantir le premier de ces deux grands principes, et, à mon avis, il n'est point nécessaire qu'elles impliquent le moindre détail qui soit blessant pour le second. Je crois que la déclaration du comte Russell fixe toujours la vraie base de la politique nationale dans la question de l'éducation dans les trois royaumes. Mais il est devenu de plus en plus désirable que l'État se tienne à l'écart de toute responsabilité dans l'enseignement de symboles particuliers et contradictoires dans les écoles soutenues par des dotations prises sur les fonds publics.

Il y a beaucoup de sujets d'intérêt public qu'il m'est impossible de noter dans les limites de cette adresse, et, sur ce nombre, il en est qui affectent tout spécialement vos grands intérêts divers.

En ce moment, en effet, il est une question ou un groupe de questions qui relègue tout le reste dans l'ombre. L'état de l'Irlande et les dispositions d'une section importante de la population à l'égard de la

Couronne et du Gouvernement du Royaume-Uni, réclament impérieusement l'attention de tous les hommes d'État et de tous les bons citoyens qui voudraient chercher non-seulement à vivre d'expédients au jour le jour, mais qui voudraient, en plongeant leurs regards dans l'avenir, prendre des mesures qui garantissent la force, la concorde et la stabilité de l'Empire.

L'objet d'une politique vraiment libérale, c'est d'arriver par des mesures équitables, mais nettement tranchées à rendre le nom de la loi aussi respecté en Irlande qu'il l'est en Angleterre, à le faire respecter en le faisant aimer, et à respecter cet attachement en créant dans l'esprit de la nation la conviction que la loi est une amie et non une ennemie; qu'elle est l'amie de toutes les classes, mais surtout des classes qui ont le plus grand besoin de protection.

Quatre fois la Chambre actuelle des Communes a été appelée à suspendre, en Irlande, la loi qui protège la liberté personnelle; mais elle n'a point oublié l'œuvre de l'amélioration dans les conditions d'existence de ce pays.

En 1866, le Gouvernement du comte Russell attaquait une partie capitale de cette œuvre, en présentant un bill de propriété foncière destiné à garantir aux tenanciers la valeur des améliorations qu'ils auraient faites sur leurs terres; mais l'opposition des ministres qui sont actuellement au pouvoir empêcha le bill de passer à l'état de loi.

Mais, cette année-ci, ces mêmes ministres jugeant à bon droit que la nécessité de la répression n'enlevait rien aux obligations de la justice, ont proposé d'une manière très-délibérée l'adoption d'une politique nouvelle pour l'Irlande. Ils n'ont point hésité à aborder les questions d'éducation et de religion, ils ont demandé à établir, aux frais du Trésor, une Université catholique romaine, et ils se sont déclarés prêts à reconnaître le principe de l'égalité religieuse en Irlande par un grand changement dans les conditions d'existence du clergé non subventionné de ce pays, pourvu toujours que l'Église établie restât dans son intégrité. Dans ce document-ci, je me suis tenu, autant que possible, pour plus d'exactitude, au langage qu'ils ont eux-mêmes employé.

Nous avons pensé que les Ministres s'étaient mépris également sur les intérêts et la conviction du pays, nous avons refusé d'ouvrir une nouvelle source de discorde en promettant à l'État de doter aucune université confessionnelle. Nous avons répudié la doctrine de la dotation générale; mais, trouvant, en accord avec le Gouvernement, que la question était mûre, nous avons proposé un contre-projet consistant à supprimer les privilèges de l'Église existante, en ayant strictement égard aux droits de la propriété et aux intérêts dévolus, mais

sans doter aucune autre Église et en supprimant, en général, toute dotation d'État religieuse en Irlande.

L'Église d'Irlande est l'Église d'une minorité insignifiante en nombre. Il est très-vrai que, tout en étant insignifiante en nombre, cette minorité est grande par ses propriétés, son instruction et son influence. Tout cela ne diminue point la gravité du cas, mais au contraire elle l'augmente; car, si une Église nationale n'est point l'Église de la nation, elle devrait au moins être l'Église des pauvres. Tout argument que l'on peut mettre en avant en faveur des dotations civiles d'un corps religieux est une satire contre l'existence de l'Église d'Irlande.

Mais, tandis que cet établissement ne produit ainsi aucun bien, il détourne de leur emploi légitime les fonds qui devraient être employés pour le plus grand avantage de la nation en général. Il reste là comme un monument de tous les griefs et de tous les actes d'oppression du passé; il envenime les controverses religieuses en y faisant pénétrer l'esprit ou le sentiment de l'injustice politique, et il transporte des dispositions de polémique dans la sphère de la vie sociale et des affaires publiques. Nous n'avons donc point lieu d'être surpris si nous trouvons que, depuis le rappel des lois pénales, le nombre relatif des protestants paraît avoir diminué en Irlande.

Je vois dans la suppression de cet établissement le règlement d'une dette de justice civile, l'élimination d'un grief national, je dirai presque universel, une condition indispensable pour le succès de tous les efforts que nous ferons dans le but d'assurer la paix et la satisfaction du peuple en Irlande; enfin un secours destiné à tirer d'une fausse position un clergé dévoué, contrarié et gêné dans tous ses mouvements par un préjugé invincible.... un moyen d'ouvrir une libre carrière à l'exercice de leur ministère sacré. C'est là un grand changement qui ne peut s'effectuer qu'à l'aide de beaucoup d'efforts énergiques et très réfléchis qui viennent à l'appui de notre action.

Quant à la manière de procéder en cette affaire, il faut nous baser, je crois, sur trois considérations : des égards pour les intérêts et les sentiments de l'Irlande, une large équité à l'égard de ceux qui auront quelque chose à perdre en fait de privilèges civils, et un soin jaloux d'agir, avec un esprit absolu d'impartialité, dans le règlement des détails.

Quand on aura fait tout ce qui peut l'être dans la limite de ces principes, il pourra rester à la disposition de l'État une grande somme de propriétés.

La manière d'en disposer ne peut, d'après ce que je juge, être con-scillée au Parlement que par les personnes qui se trouvent à la tête du Gouvernement, et qui auront ainsi le droit et la faculté d'étudier

pleinement les prévisions établies en ce moment par la loi pour les divers besoins publics et sociaux de l'Irlande et de comparer, en chacun des cas, et l'urgence du besoin, et la facilité relative d'y pourvoir à la satisfaction générale. Il serait toutefois contraire au principe de la mesure législative que nous voulons provoquer que l'État, après avoir aboli l'établissement de l'Église, en appliquât les fonds à l'enseignement religieux sous aucune autre forme.

Pour résumer cette grande question, nous ne pouvons, tout le monde en convient, rester comme nous sommes. La dotation de toutes les confessions, après les événements de la dernière session, est tout à fait hors de question.

Une commission royale a proposé d'émonder ou de mutiler l'Église existante en réduisant le nombre de ses fonctionnaires spirituels ; mais les dernières et les plus authentiques déclarations de nos Ministres ne donnent point du tout à entendre qu'ils adoptent ce mode de procéder ni aucun autre, quel qu'il soit.

Messieurs, nous autres hommes de l'opposition, nous avons fait notre devoir. La chose est maintenant entre vos mains. Il y a au moins une voie qui s'ouvre devant vous, une seule voie large, dégagée, nettement tracée. Il y a une politique, une seule, défendue par des avocats qui n'hésitent point à l'avouer. Cette politique, c'est celle qui consiste à mettre fin d'une manière absolue à l'établissement civil de l'Église d'Irlande. C'est cette politique qui a reçu la sanction solennelle des représentés élus par la nation en 1865. C'est pour cette ligne de conduite, qui est la seule juste et la seule praticable, que je demande avec confiance votre approbation.

J'ai l'honneur d'être, etc.

W. E. GLADSTONE.

AUTRICHE.

Adresse de la Diète de Croatie à l'Empereur, relative à la transaction politique entre la Croatie et la Hongrie, et au différend pendant à l'égard de la ville de Fiume, remise à l'Empereur par une députation, le 10 octobre 1868.

Majesté impériale, royale, apostolique,

La Diète du royaume trinitaire de la Croatie, de l'Esclavonie et de la Dalmatie nous a l'honneur de nous charger de déposer aux

pieds de Votre Majesté l'adresse respectueuse qui, en même temps qu'elle exprime nos sentiments de fidélité inébranlable et de dévouement loyal, contient le compromis par lequel tous les différends politiques sont aplanis entre le royaume trinitaire de la Croatie, d'Esclavonie et de Dalmatie et le royaume de Hongrie, sauf la question d'appartenance de Fiume, et par lequel un nouveau pacte politique est établi et fondé.

Toutefois, l'adresse prouve d'une manière irréfutable que Fiume forme partie intégrante de la Croatie, non-seulement par sa position géographique et sa nationalité, mais aussi en droit. Sous ce rapport, nous invoquons respectueusement les décisions suprêmes de S. M. l'Impératrice-Reine Marie-Thérèse, de glorieuse mémoire, qui datent des années 1776 et 1777, ainsi que le diplôme du comitat de Séverin de l'année 1778, puis aussi la décision de S. M. l'Empereur François I^{er} en date de l'année 1808. La réincorporation immédiate de Fiume au royaume de Croatie a été sonnellement prononcée et reconnue par ces documents. Du reste, la Croatie a posé les préliminaires d'une transaction équitable à l'égard de Fiume, en ce sens que, dans l'arrangement intervenu avec la Hongrie, les affaires de commerce, de communications, de finances et d'armée particulière au pays, et par conséquent à Fiume, sont confiées à la conduite des ministères communs de la Hongrie.

Nous prions donc humblement Votre Majesté, au nom du peuple de la Croatie, de daigner sauvegarder le droit de la Croatie à l'égard de Fiume, dans les limites du compromis politique des peuples de la sainte couronne de saint Étienne, par les liens de la conciliation, de l'amour et d'une unité impérissable.

L'Empereur a daigné répondre dans les termes suivants :

« C'est avec joie et avec une satisfaction particulière que j'apprends, par l'adresse du royaume de Croatie, d'Esclavonie et de Dalmatie, que vous venez de me remettre, ainsi que j'en avais du reste été informé par les rapports qui m'ont été présentés à cet égard par mon ministère hongrois, que tous les différends politiques qui existaient entre la diète de Hongrie et la diète de Croatie ont été aplanis d'une manière satisfaisante pour les deux parties, et qu'ainsi l'ancienne union historique qui rattachait depuis des siècles ces deux peuples fidèles peut être considérée comme rétablie.

« Ce n'est qu'à l'égard de Fiume qu'une entente n'a pas encore pu être réalisée à l'amiable.

« Animé de la conviction que la plus belle mission d'un souverain est d'intervenir dans un esprit de conciliation et de mettre sa parole dans la balance là où les intérêts de ses peuples sont en divergence, plein de confiance dans les dispositions loyales et sincè-

res qu'ont montrées la Diète de Hongrie aussi bien que la Diète de Croatie, à l'occasion de la solution de questions politiques de la plus grande importance, je compte avec assurance qu'à l'égard de Fiume, ainsi que pour toutes les autres questions, l'arrangement désiré pourra être réalisé à l'amiable.

« Je me réserve donc de donner aux conseillers de ma couronne de Hongrie les instructions nécessaires pour qu'après discussion préalable avec des représentants de toutes les parties intéressées, ils me soumettent des projets convenables, qui seront, à titre de propositions royales, soumises tant à la Diète de Hongrie qu'à la Diète de Croatie, et qui, en sauvegardant autant que possible tous les intérêts, conduisent à un arrangement satisfaisant, de telle sorte que l'œuvre de la transaction étant achevée, puis sanctionnée par moi, entre en vigueur le plus tôt possible.

« Je ne viderais le différend, par décision royale, que si, à la suite de mes propositions, faites dans l'intérêt de tous, le résultat désirable et nécessaire ne pouvait pas être obtenu.

« Communiquez mes paroles à vos commettants et donnez-leur l'assurance de ma bienveillance royale. »

ROUMANIE.

Note du général Nicolas Goleseo, ministre des Affaires Étrangères, à Savfet pacha, ministre des Affaires Étrangères, pour démentir toute participation du Gouvernement roumain aux tentatives contre la Bulgarie par les bandes organisées sur le territoire des Principautés-Unies, en date de Bucharest le 4/16 octobre 1868.

Excellence,

Il était de mon devoir de répondre immédiatement à la lettre que S. A. Aali-Pacha a adressée directement à mon souverain, en date du 10 septembre 1868, et je prie Votre Excellence d'être bien persuadée que je me fusse acquitté de ce devoir avec le même empressement que d'habitude si le contenu de sa dépêche ne m'eût incliné à juger importun de laisser s'écouler quelque temps. En effet, les questions qui étaient posées étaient les mêmes qui nous avaient déjà été faites au commencement du mouvement bulgare, et auxquelles le Gouvernement de S. A. S. le prince Charles avait répondu de la manière la

plus prompte et la plus catégorique. Peut-être étions-nous en droit de croire qu'après les déclarations les plus formelles de notre part et les mesures énergiques que nous avons prises lors de ces tentatives d'agitation, le Gouvernement de S. M. le Sultan n'aurait plus prêté l'oreille à des dénonciations qui ne peuvent avoir d'autre but que de troubler la bonne entente entre deux pays si étroitement liés, et dont les intérêts leur font un devoir d'écarter tout germe de malentendu. Si ce n'est qu'aujourd'hui que je viens donner à Votre Excellence les éclaircissements que S. A. Aali-Pacha demandait, c'est que plus on avait mis de soins à éveiller de susceptibilité entre nous, plus il nous semblait convenable que la continuité de notre conduite vis-à-vis du Gouvernement ottoman lui donnât tout d'abord une nouvelle preuve de la sincérité de nos déclarations. S. A. a pensé pouvoir asseoir un jugement équitable de nos actes sur l'opinion de quelques journaux du pays, mais elle a vraiment attaché trop d'importance à leurs énonciations, et nous regrettons que le Gouvernement de S. M. le Sultan en ait été impressionné. Votre Excellence est trop éclairée pour ne pas savoir que, dans les pays où existe la liberté de la presse, les affirmations des journaux de l'opposition ne peuvent être acceptées qu'avec la plus grande réserve et ne sont pas des preuves concluantes contre un Gouvernement.

Ainsi il est inexact qu'il y ait eu des bandes qui se soient ostensiblement organisées sur le territoire roumain, et avec la complicité des employés du Gouvernement. Le seul fait qui se soit produit est le passage nocturne d'un seul groupe de cent cinquante hommes, lequel a provoqué les mesures actives que nous avons de suite fait connaître. Le Gouvernement de S. A. S. le prince Charles ne pourrait pas être plus légitimement rendu responsable de cette échauffourée, que le gouvernement de S. M. le Sultan ne pourrait l'être des bandes bulgares qui se sont formées sur son propre territoire, malgré la surveillance des autorités musulmanes; pas plus que les Gouvernements prussien, autrichien et turc n'ont été soupçonnés d'être les instigateurs ou les spectateurs complaisants des bandes parties de chez eux pendant l'insurrection polonaise; pas plus que le Gouvernement autrichien n'a été accusé de déloyauté envers la Sublime-Porte parce que, lors d'événements de même nature en Bosnie, les insurgés ont reçu des renforts des pays autrichiens. En effet, on n'a pas alors songé, que nous le sachions du moins, à dire qu'ils étaient organisés avec la connivence ou l'autorisation du Gouvernement de S. M. Apostolique.

Si le Gouvernement de S. M. le Sultan eût été mieux renseigné, au lieu d'être induit en erreur par des insinuations qui, si elles sont hostiles à la Roumanie, ne sont pas, nous avons lieu de le penser, plus

avantageuses à la Sublime-Porte elle-même, il aurait rendu justice au Gouvernement de S. A. S. le prince des Roumains, et il n'aurait pas eu recours aux puissances garantes dont l'ingérence, quoiqu'on ne puisse douter de leur sollicitude pour l'un et l'autre pays, ne saurait pourtant être de nature à maintenir la confiance absolue qui devrait exister entre nous. De semblables démarches sont le résultat d'une certaine défiance, comme ne le dissimule point S. A. Aali-Pacha. La conviction, au contraire, que nous n'avons cessé d'avoir sur les avantages communs que nous doit procurer une intimité continue, a fait que, malgré les informations alarmantes qui nous ont été données relativement aux dispositions de la Sublime-Porte envers nous, non-seulement nous ne nous sommes pas adressés aux Puissances garantes, mais nous avons rejeté de tels bruits avec indignation, car nous n'avons pas oublié que les grands souverains de la Turquie ont été grands surtout parce qu'ils respectaient leur parole et les traités.

S. A. rappelle la confiance que le Gouvernement de S. M. avait mise dans les déclarations rassurantes de M. Golesco. J'ose espérer que ce qui s'est passé depuis lors, c'est-à-dire le non-renouvellement sur la rive gauche du Danube d'aucun fait qui eût pu inquiéter la frontière turque limitrophe, a fait revenir S. A. à ses premières impressions de confiance.

Quant à l'enquête à laquelle nous avons fait procéder, je dois observer que les investigations se font ici par les autorités compétentes, que les cours et tribunaux prononcent, et qu'à la fin les pièces deviennent publiques, ainsi qu'il arrive dans tous les pays où la justice est complètement séparée de l'administration. Les inculpés sont en prison, et le procès aura lieu sans retard. Le Gouvernement de S. M. le Sultan peut avoir dès à présent cette première et supérieure satisfaction d'apprendre que les recherches consciencieuses auxquelles nous nous sommes livrés ne nous ont point révélé de nouveaux motifs d'alarme, et de voir que les frontières de l'Empire n'ont plus été inquiétées de ce côté.

Pour ce qui concerne la garantie que la Roumanie ne devienne pas le foyer des fauteurs de trouble, il n'y avait pas nécessité de rappeler les engagements de mon souverain vis-à-vis de S. M. le Sultan, car, en empêchant des menées perturbatrices en Roumanie, c'est garantir plus encore la Roumanie que les États voisins, et, en ne le faisant point, le Gouvernement de S. A. S. le prince Charles manquerait non-seulement à des engagements d'honneur, mais à son devoir le plus impérieux envers le pays.

Relativement aux mesures prises, j'ajouterai que la vigueur que nous avons apportée dans la surveillance de toute la ligne du Danube,

une des plus difficiles autant par son étendue que par ses nombreuses îles, et l'activité que nous mettons à nous armer pour pouvoir en toute circonstance mieux défendre la neutralité du territoire roumain, nous ont paru les garanties les plus sérieuses que pût désirer la Sublime-Porte. Aussi espérons-nous que la poudre qui a été dernièrement retenue, probablement par erreur, nous sera livrée sans retard, et que des ordres officiels seront donnés de laisser passer les armes que nous avons déclaré vouloir faire venir par la Turquie.

La Roumanie possède aujourd'hui toutes les conditions territoriales, politiques et sociales, pour pouvoir prospérer et être heureuse. Elle n'aurait rien à gagner à jeter les yeux au delà de ses frontières; ce serait, au contraire, exposer son présent et compromettre imprudemment son avenir.

Autrefois, quand ces conditions manquaient à la Roumanie, quand nous avions pour chefs du Gouvernement des princes qui, par leur origine, leurs traditions et la nature même de leur pouvoir, étaient le jouet des partis intérieurs et soumis par conséquent aux influences de l'étranger, en qui ils cherchaient leur point d'appui, les Puissances voisines pouvaient soupçonner les Roumains de tentatives hasardeuses. Mais à présent que nous sommes dans les conditions désirées et que nous avons pour souverain un prince qui appartient aux deux plus illustres familles régnantes d'Europe, et qui s'appuie non sur les privilèges d'une classe, mais sur l'amour du peuple entier, la Sublime-Porte peut être certaine que ce n'est pas le Gouvernement de S. A. S. le prince Charles qui se laissera balloter par des influences étrangères, mais qu'au contraire il ne prend et ne prendra la règle de sa conduite que dans les intérêts nationaux, qu'il saura sauvegarder à toute occasion, tout en restant scrupuleusement fidèle aux traités qui ont assuré l'existence autonome de la Roumanie.

Nous aimons à ne pas douter qu'après ces franches et loyales explications de notre part, S. M. le Sultan nous continuera cette sollicitude bienveillante qu'a rappelée S. A. Aali-Pacha, et à laquelle nous attachons et attacherons toujours le plus haut prix.

Veuillez agréer, etc., etc.

Signé : Général NICOLAS GOLESCO.

AUTRICHE.

Ordonnance impériale du 7 octobre 1868.

Art. 1^{er}. Au cas d'une guerre, ainsi qu'au moment où l'explosion d'une guerre est imminente, ensuite au cas de troubles intérieurs, de même que quand il se manifeste des menées menaçant d'une manière étendue la Constitution ou la sûreté personnelle, les articles 8, 9, 10, 12 et 13 de la loi fondamentale du 21 décembre 1867 peuvent, en vertu de l'article 20 de cette loi, être temporairement et localement suspendus dans les limites indiquées par la présente ordonnance, et il peut être décrété des mesures exceptionnelles pour le maintien du pouvoir de police et pénal.

Ces dispositions exceptionnelles ne peuvent être prises qu'en vertu d'une résolution de l'ensemble du ministère et avec l'approbation de l'Empereur.

Elles doivent être publiées conformément aux prescriptions de la présente ordonnance. Le territoire pour lequel elles sont valables doit être exactement désigné.

Art. 2. Si, en vertu de la présente ordonnance, les articles 8, 9, 10, 12 et 13 de la loi du 21 décembre 1867 sont suspendus en tout ou en partie, il s'en suivra les effets prévus dans les articles 3 à 7 de la présente ordonnance, à moins que ces effets ne soient restreints expressément dans l'ordonnance de suspension.

Cette dernière devra désigner les articles de la loi fondamentale qui sont suspendus, ainsi que ceux de la présente ordonnance qui règlent les effets de la suspension.

Art. 3. La suspension de l'article 8 de la loi du 21 décembre 1867 a pour effet : *a* d'étendre à quinze jours le délai de quarante-huit heures déterminé par la loi du 27 octobre 1862, au cas de l'arrestation d'une personne sans mandat judiciaire ; *b* de ne pas permettre de mettre en liberté sous caution les personnes arrêtées pour actes indiqués dans l'appendice à la présente ordonnance ; *c* de permettre à l'autorité d'expulser du district de la suspension les personnes qui menacent l'ordre public dans ce district, lorsqu'elles n'y sont pas domiciliées, ou de leur défendre de le quitter lorsqu'elles y sont domiciliées.

Art. 4. La suspension de l'article 9 de la loi du 21 décembre 1867 a pour effet de permettre aux autorités de police de faire, sans mandat judiciaire, des perquisitions domiciliaires pour arriver à la punition des actes désignés dans l'appendice.

Art. 5. Lorsque l'article 10 de la loi du 21 décembre 1867 est suspendu, la saisie et l'ouverture des lettres pourront avoir lieu aussi sans mandat judiciaire et en dehors d'une perquisition domiciliaire.

Art. 6. La suspension de l'article 12 de la loi du 21 décembre 1867 a pour effet :

A. Qu'il ne puisse plus être formé d'associations ou d'affiliations, réglées par la loi du 12 novembre 1867, sans l'assentiment de l'autorité, ou que l'autorité puisse suspendre ou subordonner à certaines conditions l'activité des associations existantes et notamment la tenue de réunions.

L'activité des autres espèces de réunions reste intacte; l'autorité peut néanmoins envoyer à leurs séances et réunions un commissaire, qui aura le droit de lever la séance si la discussion porte sur des objets qui sont en dehors des statuts de l'association.

B. Que des réunions dans le sens de l'article 2 de la loi du 15 novembre 1867 ne pourront avoir lieu d'aucune manière, et que des assemblées et des cortèges dans le sens des articles 4 et 5 de ladite loi ne pourront être tenus qu'avec l'assentiment de l'autorité.

Art. 7. La suspension de l'article 13 de la loi du 21 décembre 1867 autorise l'administration :

A. A suspendre la publication ou la distribution d'imprimés; à défendre qu'ils soient transportés par la poste, et à suspendre temporairement l'exercice d'industries qui, par la multiplication de produits littéraires ou artistiques ou par le commerce avec ces produits, compromettent l'ordre public.

B. A déterminer, par le dépôt des exemplaires légaux prévus par l'article 17 de la loi sur la presse, un délai qui, pour les écrits périodiques, pourra être étendu à trois heures, pour les autres imprimés, à huit jours avant la publication.

Art. 8. En même temps que la suspension des articles 8, 9, 10, 12 et 13 de la loi du 21 décembre 1867 ou de quelques-uns d'entre eux, il pourra être rendu des ordonnances de police restrictives :

A. Concernant la production, la vente, la possession et le port d'armes et de munitions.

B. Concernant les passe-ports et les certificats de résidence.

C. Concernant les lieux publics et les rassemblements.

D. Concernant les actions démonstratives et le port d'insignes. Des ordonnances de ce genre pourront être rendues aussi subsidiairement, et, dans des cas urgents, même par le chef de la province. Mais celui-ci devra en faire communication immédiate au Ministre de l'intérieur. Le ministère entier décidera du maintien des ordonnances ainsi rendues. Les ordonnances rendues subsidiairement devront être publiées par le bulletin des lois de la province.

Art. 9. Les contraventions aux interdictions prévues dans les articles 3 à 7 et aux ordonnances rendues en vue de leur exécution et en vertu du précédent article, seront punies, à moins que les lois existantes ne prévoient des peines plus sévères, d'une amende ou d'un emprisonnement qui pourront s'élever, suivant les circonstances, l'amende à 1000 florins, l'emprisonnement à six mois.

Art. 10. Les mesures exceptionnelles prises en vertu de la présente ordonnance devront être rapportées sitôt que les causes qui les auront motivées auront disparu. Leur retrait entier ou partiel aura lieu par résolution du ministère, approuvée par l'Empereur. Elle sera publiée au *Bulletin des lois*. Les effets des mesures exceptionnelles cesseront après le retrait des mesures elles-mêmes.

Art. 11. Lorsque le ministère a pris, en vertu de la présente ordonnance, des dispositions exceptionnelles ou en a résolu la continuation, il devra faire connaître immédiatement au Reichsrath, si celui-ci est réuni, et, dans le cas contraire, aussitôt après sa réunion, les motifs qui l'ont déterminé à prendre ces mesures.

Art. 12. La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa promulgation.

L'ensemble du ministère est chargé de l'exécuter.

Bude, 7 octobre 1868.

Signé : FRANÇOIS-JOSEPH, *m. p.*

Contre-signé : TAAFFE, PLENER, HASNER, POTOCKI, GISKRA,
HERBST, BRESTEL, BERGER.

APPENDICE.

Les actes punissables auxquels sont applicables l'article 3 sous *b* et l'article 4 sont les suivants :

Haute trahison, offenses à Sa Majesté et aux membres de la famille impériale, perturbation de l'ordre public, rébellion et émeute, violences publiques dans les cas prévus par les articles 76, etc., du Code pénal, meurtre dans le cas de l'article 143, blessures dans le cas de l'article 157, incendie, brigandage, assistance pour un crime, délits et contraventions contre la tranquillité publique, contre les établissements publics appartenant à la sûreté générale et les contraventions prévues par les articles 478 et 484 du Code pénal.

Ordonnance de l'ensemble du Ministère du 10 octobre 1868.

En application de l'ordonnance impériale du 7 octobre 1868 et en vertu d'une résolution de l'ensemble du ministère du 8 octobre 1868, après approbation de l'Empereur, les dispositions des articles 12 et

13 de la loi du 21 décembre 1867 sont suspendues temporairement dans la ville chef-lieu de pays de Prague et dans les territoires des capitaineries de Smichow et de Karolinenthal; et, à partir du jour de la promulgation de la présente ordonnance, les dispositions des articles 6 et 7 de l'ordonnance du 7 octobre 1868, ainsi que celles de l'article 9, en tant qu'il s'y agit de la punition des contraventions contre les prescriptions y contenues, seront appliquées.

La présente ordonnance entre en vigueur le jour de sa promulgation.

(Suivent les signatures de tous les ministres.)

PRUSSE.

Discours du Roi à l'ouverture des Chambres, le 4 novembre 1868.

Illustres, nobles et honorés Messieurs des deux Chambres
du Parlement,

La séance d'aujourd'hui vous ouvre un vaste champ d'activité législative. J'ai la confiance que votre empressement à apporter votre concours à mon Gouvernement, empressement auquel nous sommes redevables des bons résultats obtenus dans les dernières sessions, se manifestera également dans les débats à venir.

Le budget pour l'année prochaine vous sera présenté sans délai. Par suite du concours de diverses circonstances défavorables, il a été nécessaire de mettre en compte des recettes extraordinaires pour équilibrer les dépenses de l'État, bien que celles-ci aient été réduites autant que possible.

Le ralentissement persistant des affaires commerciales et la récolte défavorable de l'année dernière ont eu pour résultat de ne pas faire marcher d'un pas égal l'augmentation graduelle ordinaire des recettes et l'inévitable accroissement des besoins de l'État.

La diminution des droits de douane et d'autres recettes, résolue dans un intérêt général d'économie politique, a produit des découverts considérables, en prévision desquels on a fait, au commencement de l'année, des propositions au Parlement douanier qui n'ont pas obtenu son assentiment. J'espère que l'augmentation des recettes fédérales sera reconnue nécessaire et ne sera plus refusée ultérieurement.

Si plus tard la situation permet de s'attendre à un vif essor du

commerce et des relations et à une influence favorable de cet essor sur l'accroissement des recettes de l'État, on peut espérer aussi qu'on trouvera prochainement les moyens de rétablir l'équilibre entre les recettes et les dépenses ordinaires, et qu'on pourra pourvoir aux besoins de l'État plus largement que cela n'a été possible jusqu'à présent. Ayant égard à ces circonstances, vous n'hésitez pas à donner votre adhésion aux propositions de mon Gouvernement pour couvrir les dépenses nécessaires de l'année prochaine.

Le développement de l'organisation de l'administration a été l'objet d'études approfondies. Il ne peut pas entrer dans les intentions du Gouvernement d'ébranler ou de détruire les institutions en vigueur auxquelles la Prusse doit en grande partie sa prospérité, avant d'avoir créé d'autres institutions viables et promettant le succès. Mais en ce qui concerne l'agrandissement de la monarchie et eu égard aux aspirations multiples qui se produisent, mon Gouvernement reconnaît comme sa tâche de laisser peu à peu à la direction indépendante des corporations, des provinces et des communes, toutes celles des branches de l'administration publique que l'intérêt immédiat de l'État n'oblige pas de réserver à la direction et aux soins des autorités de l'État. Aussitôt que ces corporations seront pourvues d'organes administratifs correspondant à leurs besoins, la législation aura à élargir, sur les divers terrains de l'administration de l'État, le cercle de leur activité, suivant les indications que pourra donner l'expérience.

Dans plusieurs des nouvelles provinces on a jeté les bases de l'établissement de ces organes administratifs. Pour préparer aussi le terrain dans les anciennes provinces, il faut avant tout développer la constitution des cercles (*kreisverfassung*). Mon Gouvernement vous présentera un projet sur ce sujet.

Une série d'autres améliorations législatives importantes doit être réalisée avec votre concours.

Les règlements relatifs à l'acquisition et à la perte de la qualité de sujet prussien ont besoin, pour s'harmoniser avec la législation de la Confédération du Nord, d'une révision. En ce qui concerne la régularisation des affaires communales dans la province de Schleswig-Holstein, des projets de loi vous seront présentés sur la constitution et l'administration des villes et des communes. Mon Gouvernement voue une sollicitude constante au développement intérieur et extérieur des écoles populaires, et il attend avec confiance votre approbation en faveur des projets qui ont trait à la situation des écoles primaires et des instituteurs populaires.

Votre activité sera, dans une certaine mesure, appelée à s'exercer en vue de préparer une législation uniforme pour toute la monarchie; il vous sera présenté des propositions concernant les nomina-

tions aux emplois supérieurs de la justice, ainsi que les examens juridiques. Vous recevrez aussi un projet de loi d'expropriation, une proposition relative à la réforme de la législation sur les faillites, réforme vivement demandée par le commerce. En outre, des propositions pour la réforme de la loi hypothécaire et de la loi sur les adjudications, pour le règlement uniforme de la police de la chasse dans toute l'étendue de la monarchie, ont été préparées.

Par la conclusion de l'acte révisé de la navigation sur le Rhin, une nouvelle base de droit international a été acquise aux communications qui se font par la voie d'une des plus importantes routes fluviales. Mon Gouvernement présentera le traité à votre adhésion constitutionnelle.

Je suis heureux de vous annoncer que la détresse qui, dans le courant de l'année précédente, a sévi dans une partie de la province de Prusse, a trouvé un remède dans les dispositions qui ont été prises avec votre consentement, ainsi que dans l'activité dévouée des autorités et des corporations, et dans les abondantes largesses de la charité publique, et que, par suite de la récolte plus favorable qui a été faite cette année dans cette province, il n'y a pas lieu de redouter, pour l'hiver prochain, le retour d'une crise semblable.

Les rapports de mon Gouvernement avec les puissances étrangères sont de tous côtés satisfaisants et amicaux.

Les événements dont la péninsule occidentale de l'Europe est le théâtre ne peuvent nous inspirer d'autres sentiments que ceux-ci : le vœu et la confiance que la nation espagnole réussira à trouver dans la transformation libre de sa constitution la garantie de sa prospérité et de sa puissance.

Le Congrès international, qui vient d'accomplir, à Genève, la tâche consistant à compléter et à étendre à la marine les principes précédemment arrêtés pour le traitement et les soins à donner aux blessés sur les champs de bataille, a révélé un accord de bon augure au point de vue du progrès de la civilisation et de l'humanité. Nous sommes autorisés à espérer que le moment où ces principes seraient appelés à recevoir leur application est encore éloigné.

Les sentiments des Souverains et le besoin de paix qu'éprouvent les peuples autorisent la conviction que le développement progressif du bien-être général, non-seulement ne souffrira aucune atteinte matérielle, mais encore qu'il sera dégagé des entraves et des obstacles que des appréhensions sans fondement et l'exploitation de ces craintes par les ennemis de la paix et de l'ordre public ne lui prêtent que trop souvent.

Puisse le Parlement, pénétré de cette conviction, se mettre à son œuvre de paix !

GRANDE-BRETAGNE.

Proclamation royale pour dissoudre le Parlement anglais et en convoquer un nouveau, donnée à Windsor, le 7 novembre 1868.

Vu ce que nous avons jugé convenable, d'après et avec l'avis de notre Conseil privé, de dissoudre le Parlement actuel, lequel est prorogé jusqu'à jeudi 26^e jour de novembre courant, nous publions à cette fin la présente proclamation royale, signée de nous, et dissolvons par la présente ledit Parlement en conséquence; et les lords spirituels et temporels, les chevaliers, citoyens et bourgeois, et les commissaires des comtés et des bourgs, faisant partie de la Chambre des communes, sont dispensés de se réunir et d'être présents ledit jeudi 26^e jour de novembre courant. Et nous, étant désireuse et résolue, aussitôt que possible, de réunir notre peuple et d'avoir son avis en Parlement, nous faisons par les présentes savoir à tous nos affectionnés sujets notre royale volonté et notre bon plaisir de convoquer un nouveau Parlement; et, en outre, déclarons par les présentes qu'avec l'avis de notre Conseil privé, nous avons donné ordre que notre chancelier pour la partie de notre royaume appelée Grande-Bretagne et notre chancelier d'Irlande, chacun de leur côté, après avis préalable, émettons incontinent des *writs* en due forme et conformément à la loi pour convoquer un nouveau Parlement. Et par les présentes également, en vertu de cette proclamation royale de nous, sous notre grand sceau de notre Royaume-Uni, nous ordonnons que des *writs* soient émis incontinent, en conséquence, par nosdits chanceliers respectivement, portant que les lords spirituels et temporels et les communes qui doivent faire office dans ledit Parlement soient dûment élus et se trouvent présents audit Parlement; lesquels *writs* sont exécutoires pour jeudi 10^e jour de décembre prochain.

Donné dans notre cour, à Windsor, ce septième jour de novembre, en l'an de Notre-Seigneur mil huit cent soixante-huit et en la trente-deuxième année de notre règne.

Proclamation royale pour l'élection des seize pairs d'Écosse qui doivent siéger dans la Chambre des pairs du nouveau Parlement, convoqué pour le 17 décembre, en date de Windsor le 7 novembre 1868.

Attendu que nous avons, en notre Conseil, jugé convenable de déclarer notre bon plaisir de convoquer et de tenir un Parlement de notre Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande le jeudi 10^e jour de décembre qui suivra la date des présentes; dans le but par conséquent d'élire et de convoquer les seize pairs d'Écosse qui doivent siéger dans la Chambre des pairs dudit Parlement, d'après l'avis de notre Conseil privé, nous émettons cette proclamation royale de nous, enjoignons et commandons strictement à tous les pairs d'Écosse de s'assembler et de se réunir à Holyrood-House, à Édimbourg, le jeudi 3 décembre prochain, entre midi et deux heures du soir, pour nommer et choisir les seize pairs qui doivent siéger et voter dans ledit parlement futur, par voie d'élection publique et à la pluralité des voix des pairs qui seront présents et des mandataires de ceux qui seront absents, lesdits mandataires étant pairs eux-mêmes et en mesure de produire une procuration écrite, dûment signée devant témoins, et les deux, le mandant et le mandataire, étant qualifiés conformément à la loi, et le lord premier greffier ou deux des principaux greffiers de la session désignés par lui pour remplir son office en son nom, sont par les présentes respectivement requis de se trouver présents à la réunion, et d'avoir soin que les serments requis par la loi soient prêtés par lesdits pairs en cette circonstance et de recevoir leurs votes, et immédiatement après cette élection faite et dûment examinée de constater les noms des seize pairs ainsi élus, de les attester sous leur signature, en présence desdits pairs électeurs, et d'en expédier le certificat en notre haute Cour de chancellerie de Grande-Bretagne, et par cette proclamation royale de nous, nous enjoignons strictement et requérons le prévôt d'Édimbourg et tous les autres magistrats de ladite ville de prendre un soin spécial d'y conserver la paix durant ladite élection et d'y empêcher toute manière d'émeute, tumulte, désordres et violences quelconques, et nous enjoignons et ordonnons strictement que cette proclamation royale de nous soit dûment publiée à Market-Cross, dans Édimbourg, et dans tous les chefs-lieux des comtés d'Écosse, dix jours au moins avant la date indiquée par les présentes pour la réunion desdits pairs à l'effet de procéder à l'élection.

Fait en notre présence à Windsor, ce septième jour de novembre mil huit cent soixante-huit, de notre règne le trente-deuxième.

LUXEMBOURG.

Discours du prince Henri des Pays-Bas à l'ouverture de la session de la Chambre des députés du Grand-Duché, le 10 novembre 1868.

Messieurs,

En me retrouvant au milieu de vous pour ouvrir votre session de 1868, j'éprouve avant tout le besoin de vous dire la satisfaction qu'ont causée au Souverain les résultats de la session ordinaire de 1867 et des sessions extraordinaires qui l'ont suivie. Vous avez, en effet, par le vote de la Constitution et de quelques autres lois, établi les bases de l'organisation qu'exige la position politique qui a été créée au Grand-Duché par le Traité du 11 mai 1867. Si je considère les difficultés des travaux auxquels vous vous êtes livrés, je me félicite non-seulement que vous les ayez terminés d'une manière heureuse, mais encore que vous ayez pris, après des discussions consciencieuses, vos résolutions les plus importantes, soit à l'unanimité, soit à une grande majorité. Je me plais à regarder cette entente entre les Représentants du pays comme un symptôme rassurant pour son avenir.

Nos rapports avec les Puissances étrangères attestent leur volonté de consolider notre position actuelle. Nous avons rencontré chez les Gouvernements des États qui nous entourent les meilleures dispositions pour faciliter la conclusion de Traités qui doivent favoriser les relations du Grand-Duché avec les autres pays. Le Gouvernement autrichien a également donné un témoignage de ses égards pour la nationalité luxembourgeoise, en invitant le Gouvernement du Grand-Duché à se faire représenter à la Conférence réunie à Vienne pour arrêter une convention télégraphique internationale.

Il m'est agréable de constater que la situation intérieure n'a pas cessé d'être satisfaisante, surtout eu égard aux circonstances.

La tranquillité la plus parfaite a constamment régné, malgré des événements qui pouvaient troubler les esprits, et malgré la discussion de questions qui produisent ordinairement de l'agitation. Elle prouve l'accord de tous pour la conservation de l'état de choses existant.

La crise commerciale, industrielle et alimentaire dont d'autres contrées ont tant souffert, a moins exercé dans le Grand-Duché qu'ailleurs sa funeste influence. Par un bonheur particulier, plusieurs de nos principaux établissements, ceux qui occupent le plus de bras, ont constamment été activés pendant l'année qui vient de s'écouler,

tandis que quelques denrées ont été produites en 1867 en quantités suffisantes pour être exportées.

Je suis heureux de reconnaître que les inquiétudes manifestées au sujet de la ville de Luxembourg disparaissent, et que le bien-être de ses habitants pourra se développer comme celui de leurs autres concitoyens. Les travaux de démantèlement se poursuivent ; ils sont exécutés sans que les intérêts de la population de la ville soient perdus de vue.

Les chemins de fer construits forment un élément essentiel de la prospérité du Grand-Duché ; le Gouvernement doit en faire l'objet de sa sollicitude. Je ne puis m'empêcher d'exprimer à ce sujet la vive impression qu'ont produite sur moi des faits qui ne s'accordent pas avec les droits que l'État revendique sur ces voies de grande communication. J'ai l'espoir fondé que les difficultés qui en sont résultées s'aplaniront.

La situation financière répond aux prévisions qui ont été faites au moment de la présentation du dernier budget ; les recettes, pour autant qu'on peut les apprécier aujourd'hui, s'équilibreront avec les dépenses à la fin de l'exercice courant. Le recouvrement des impôts se fait régulièrement ; il a été retardé cependant, parce que les lois concernant les impôts mobilier et foncier n'ont pu être publiées que le 20 février, et qu'elles ont rendu nécessaires des travaux extraordinaires.

Les diverses lois que vous avez votées pendant vos dernières sessions ont été exécutées immédiatement ; elles n'ont donné lieu qu'aux difficultés inséparables de la nature des matières qu'elles règlent.

Rien n'a entravé en général la marche de l'administration ; il a été reconnu cependant que des améliorations étaient nécessaires dans différents services ; quelques-unes ont été réalisées.

Je ne m'étendrai pas davantage sur la situation du pays ; vous trouverez les détails nécessaires pour l'apprécier dans l'exposé de la situation administrative qui sera publié.

AUTRICHE.

Discours du baron de Beust, prononcé devant la Chambre des députés, en qualité de député de Reichenberg, à l'occasion des débats sur le projet de loi relatif à l'organisation de l'armée autrichienne, 11 novembre 1868.

Messieurs,

Un très-honorable orateur, qui a parlé vers la fin de la séance d'hier, a fait observer que le député de Reichenberg avait mis l'Europe en feu dans la Commission de l'armée. Je serais désolé si, dans l'interval, le feu allumé par moi n'eût pas été heureusement éteint si promptement que je me vois dépouillé de toute gloire d'un Érostrate.

Messieurs, je n'oublierai pas que je parle ici comme député, et que dans cette salle il n'y a pas pour moi de place comme ministre. Toutefois, la contrée que je représente est si près de la frontière de l'Empire qu'il peut être permis à mes regards de franchir ces frontières. (On rit.) Je saurai pourtant rester dans les limites convenables. Je ne dois non plus oublier que je ne peux pas anticiper sur les déclarations et les explications que je serai peut-être appelé, avant peu, à donner autre part. En attendant, j'ai eu hier l'occasion d'entendre un honorable député, qui a parlé contre la loi, dire qu'en France et en Prusse les efforts ne tendaient pas vers la liberté, mais vers un agrandissement de Puissance. Il avait presque l'air de parler de vellétés belliqueuses. Je n'ai rien dit au sein de la Commission qui se rapproche de ces paroles, mais si un honorable membre de la Chambre qui s'est prononcé contre la loi sur l'armée et contre le développement des forces du pays, voit la situation sous un pareil jour, on comprendra que je n'aie pas dépeint cette situation, au sein de la Commission, comme le commencement de la paix éternelle.

Je me permettrai ici de me rattacher à quelques observations qui ont été faites dans le cours de la séance d'hier. La première qui me vient à l'esprit est l'observation soulevée par l'honorable Représentant de la minorité qui, entre autres, a dit qu'il ne voulait pas que l'armée devînt un instrument entre les mains de diplomates ambitieux.

Messieurs, il y a deux sortes d'ambition : l'une condamnable, l'autre à la fois permise, honorable et indispensable. Lorsqu'un Ministre expose la vie de milliers d'hommes et des millions pour se faire un nom brillant ou bien pour la réalisation d'une idée favorite, cette

ambition est évidemment condamnable ; mais il est une autre ambition que doit avoir chaque honnête homme et surtout l'homme d'État, c'est-à-dire l'ambition de résister avec honneur à chaque épreuve.

Un Ministre en Autriche est appelé, plus que partout ailleurs, à suivre une politique de paix et de conciliation à côté d'une politique de sécurité au dehors et à l'intérieur ; et bien plus que partout ailleurs, un Ministre d'Autriche a besoin d'un développement des forces pour défendre cette politique, et en vérité la situation n'est guère de nature à ce qu'il suffise aujourd'hui de sagesse et de prudence diplomatiques.

Il a été parlé, et comment pourrait-on s'en étonner, des guerres funestes et malheureuses dans lesquelles nous avons été entraînés ; mais, je vous le demande, où sont donc les diplomates ambitieux qui en sont la cause ? Où découvrir les traces d'une activité turbulente de Ministre belliqueux ? Je reporte mes regards en arrière sur les vingt dernières années qu'a traversées l'Autriche depuis le régime du vieux Metternich, et je rencontre d'abord un homme d'État qui était complètement étranger à l'ambition personnelle, mais qui toutefois était doué d'un esprit hardi d'entreprise ; le prince de Schwartzemberg. Eh bien ! qu'a fait cet homme à Olmütz ? Je ne reviendrai pas sur la teneur de cette Convention qui, bien à tort des deux parts, fut considérée en Prusse comme une humiliation et en Autriche comme un succès ! Mais tout ce que je puis dire, c'est que si, à cette époque, la situation eût été inverse, si cela avait été, l'Autriche, non préparée, qui se fût trouvée en présence de la Prusse tout armée, soutenue par des troupes bavaoises et saxonnes, je crains bien que le Ministre autrichien n'eût pas été invité à venir à Breslau, et il est certain qu'il aurait rapporté autre chose que des préliminaires maintenant les anciennes conditions de la Confédération. Voilà ce que fit l'homme qui a eu le plus la réputation d'être un Ministre belliqueux. Plus tard, nous avons été engagés dans une guerre, quoique nous ne l'ayons pas voulu, et il ne nous vint pas à l'idée d'adresser le moindre reproche aux hommes qui étaient alors à la tête des affaires de l'État.

Un honorable orateur a rappelé hier l'adresse dans laquelle la Chambre s'est prononcée formellement contre une politique de représailles. Je rappellerai également que ce passage de l'Adresse n'était que la répétition d'un passage analogue du discours du trône, et que les faits ont répondu à ce programme. Il n'a pas été contracté la moindre alliance ou le moindre engagement en vue d'une vengeance ; contrairement aux suppositions faites hier par l'honorable orateur, rien n'a été fait de nature à lui donner la moindre crainte.

Mais une chose que l'honorable Représentant de la minorité peut

tenir pour certaine, c'est que ni lui ni la Chambre n'ont à craindre les écarts de diplomates ambitieux; du reste cela ne serait pas facile avec les institutions constitutionnelles en vigueur, et, selon moi, l'institution du dualisme si vivement combattue et en partie dénigrée donne à ses adversaires les plus achiarnés des garanties qui lui permettent de faire supporter d'autres inconvénients.

Messieurs, j'aborde à présent un sujet dont il a été souvent question dans le cours de la discussion, c'est-à-dire la Hongrie, le compromis, le dualisme.

En ce qui concerne le dualisme, je comprends que beaucoup de Députés soient d'un autre avis, mais on éprouve des scrupules à voir exprimer continuellement des regrets sur une chose accomplie. Cela ne change rien à la chose, cela ne fait que rendre plus difficile l'établissement de ce bon accord qui est nécessaire entre des peuples qui doivent former ensemble un seul Empire. Il a fallu trouver dans le dualisme un moyen pour que l'unité fût maintenue dans l'armée.

Lorsqu'on dit que par cette loi, la Hongrie a été mieux partagée que les provinces cisleithaniennes, on ne crée pas par là des difficultés au Ministère hongrois; mais ce n'est pas avantageux pour les pays cisleithans, surtout par rapport à l'étranger, qui juge de la force de la monarchie d'après l'accord de la Hongrie et des pays cisleithans dans cette question.

L'orateur termine en prenant la défense du Cabinet cisleithanien.

« Je crois, dit-il, que tout Député est libre d'être ministériel, et moi je suis archi-ministériel. » (Hilarité.)

M. de Beust espère que le désaccord momentané va disparaître pour faire place à une coopération commune. S. Exc. finit par ces mots :

« En votant cette loi, vous assurerez le développement tranquille et paisible de notre Constitution, et les populations trouveront que, pour l'obtenir, le prix payé n'a pas été trop élevé. »

SERBIE.

Proclamation adressée par la Régence au peuple serbe, à l'occasion de la levée de l'état de siège, en date de Belgrade le 12 novembre 1868.

Nos tribunaux viennent de prononcer leur dernier mot sur le grand attentat auquel a succombé notre bien-aimé prince Michel Obrénovitch III.

Les coupables qui ont pris part en Serbie à cet odieux événement ont été découverts et ont subi le châtiment que la loi leur réservait ; et, grâce à l'amitié du Gouvernement royal de notre voisine la Hongrie, des mesures ont été aussi prises contre ceux qui de l'étranger ont tramé cette œuvre infernale. Le principal fauteur du crime, l'ex-prince Kara Georgevitch, frappé déjà par nos tribunaux de la peine qu'il a méritée, est détenu avec quelques-uns de ses complices dans la capitale de la Hongrie où il a séjourné depuis sa chute d'un trône par lui si indignement occupé. Nous avons tout lieu d'espérer que ni lui ni ses complices n'échapperont au juste châtiment de leur forfait. Nous pouvons nous reposer avec confiance sur l'impartialité de la justice hongroise et les nobles sentiments de nos voisins, qui de toutes parts et dans tous les rangs ont stigmatisé de leur réprobation cet exécrable assassinat, et se sont empressés de nous exprimer fraternellement leur sympathie profonde dans notre immense affliction nationale.

Le résultat du jugement rendu en Serbie contre les assassins du prince Michel établit que deux éléments impurs ont trempé dans le forfait ; les uns, rebut social, expiaient au bain de Topchidéré des crimes antérieurs ; les autres, rebut politique, erraient en dehors des frontières de la patrie.

Ce n'est que parmi des forçats ou parmi ses parents et ses serviteurs que le grand coupable a pu trouver quelque adhésion à ses plans pernicieux. Cela fait voir clairement dans quels rangs de la société Kara Georgevitch comptait ses partisans ; tandis qu'au contraire, l'immense douleur nationale qui a éclaté sur la tombe du défunt prince et l'amour avec lequel on a accueilli le jeune rejeton des Obrénovitch prouvent une fois de plus combien est large et solide la base sur laquelle repose notre dynastie nationale.

La Serbie vient de traverser une crise remplie de périls, mais grâce à la concorde qui a régné, elle n'en sort point affaiblie. Si une main criminelle a pu ravir à notre amour notre plus grand patriote, il nous reste la force qu'il a créée ; il nous reste la grande idée nationale à laquelle il avait consacré sa vie et dont, Dieu aidant, nous poursuivrons le triomphe avec des forces qui croissent de jour en jour.

L'ordre a été partout maintenu dans le pays ; et, chez nos voisins aussi bien qu'à l'étranger, la sage attitude du peuple serbe a conservé au pays la même considération dont il jouissait partout auparavant.

Frères, l'état exceptionnel dans lequel cette catastrophe nous a jetés cesse, et tout reprend son cours normal.

Libres désormais de consacrer toute notre activité au progrès du pays, au développement de ses institutions, invoquons sur nous la bénédiction divine pour aborder les nombreux et difficiles travaux

qui nous attendent. Le succès couronnera nos efforts si nous persévérons dans la sage conduite que nous avons tenue dans les moments du plus grand danger. Restons donc, comme nous le sommes, serrés autour du trône de notre jeune prince, et, à l'exemple des fils du grand Némania réunis sur la tombe de leur père, nous aussi jurons sur la victime tombée qu'en poursuivant l'œuvre de régénération nationale, nous ne nous laisserons guider que par des considérations d'intérêt public.

Il faillirait à Dieu et à la patrie celui qui, dans ces graves circonstances, entreprendrait de détruire l'union qui règne aujourd'hui parmi nous ; il n'échapperait pas à la justice divine non plus qu'à la justice du peuple serbe.

Ce n'est qu'en persévérant dans cette voie de la concorde et du patriotisme que nous pouvons espérer que la bénédiction céleste se répande largement sur la Serbie et sur son souverain.

Vive notre jeune prince !

Vive Milan Obrénovitch IV !

Belgrade, le 31 octobre (v. st.) 1868.

Les membres de la régence :

Signé : M. BLASNAVATZ.

Signé : J. RUSTITCH.

Signé : J. GAVRILOVITCH.

GRANDE-BRETAGNE.

**Discours prononcé par lord Stanley à ses électeurs de Lynn,
le 13 novembre 1868.**

(Extrait relatif à la politique extérieure.)

Maintenant, messieurs, si du passé je me tourne vers le présent et l'avenir, vous attendrez naturellement de moi quelques paroles sur les affaires du département auquel je suis plus spécialement attaché. En ce qui concerne donc nos affaires étrangères, je crois que notre situation et nos espérances, au moins en ce qui regarde l'Angleterre, n'ont rien que de satisfaisant.

Durant les deux dernières années, nous avons exercé en Europe une certaine influence — que je ne cherche point d'ailleurs à exagérer — en faveur du maintien de la paix. Nous avons fait quelque chose en Afrique pour venger l'honneur blessé de la patrie, et

protéger, par l'exemple ainsi donné, nos compatriotes dans des contrées lointaines.

Nous avons fait quelque chose en Amérique pour rétablir des relations amicales qu'un accident et un malentendu avaient interrompues pendant quelque temps. Maintenant que les difficultés pendantes du côté de l'Amérique sont réglées comme elles doivent l'être, pourvu seulement que le Gouvernement et le Sénat des États-Unis consentent, ce dont je ne doute pas le moins du monde, à ratifier l'acte de leur Ministre, nous n'avons pas un seul différend, pas une seule querelle sérieuse avec aucune nation ni aucun Gouvernement au monde.

Je crois qu'il n'y a jamais eu une époque où l'Angleterre fût regardée par les Puissances étrangères avec moins de jalousie, et dans laquelle on lui accordât plus de confiance en raison de son abstention de tout projet insidieux contre la paix et la prospérité des autres nations. Je ne vois pas qu'en nous tenant tout à fait chez nous, comme nous l'avons fait en général, nous ayons perdu un atome du respect dont nous étions l'objet.

Quant à l'avenir de l'Europe, c'est là une question enveloppée dans les ténèbres ; il y a dans la jalousie réciproque, de même que dans l'attitude d'observation mutuelle et de rivalité de deux grandes Puissances militaires, certaine cause d'inquiétude et de malaise. Sans aucun doute ces armements gigantesques qui existent partout sur le continent sont en eux-mêmes des sources de danger ; mais, autant que je puis le voir, — et j'ai mainte occasion de le voir, — le sentiment général n'est pas le désir de la guerre, mais la crainte d'y arriver ; et comme il n'est pas facile de faire entrer deux hommes en lutte contre leur volonté, et qu'il n'y a presque pas de différend qui ne soit susceptible d'une solution pacifique, lorsque les deux parties adverses désirent une solution de cette nature, je ne désespère pas de voir passer encore l'orage suspendu depuis deux ans sur l'Europe.

Prenez les deux nations qui sont les premières intéressées, la France et la Prusse. Que peut gagner la Prusse à faire la guerre ? Absolument rien. Elle est sûre, tôt ou tard, de l'union de toute l'Allemagne sous sa direction. C'est là, pour ainsi dire, son héritage naturel, et tout ce qu'elle a à faire, c'est d'attendre qu'il lui tombe entre les mains. Mais alors vous pouvez demander si la France permettrait cette union

Eh bien ! il est probable qu'elle ne le ferait pas, si cette union s'effectuait aujourd'hui ou demain ; mais je pense que les hommes d'État de la France commencent à voir de plus en plus que ce résultat est inévitable, qu'il ne sert de rien de lutter contre la tendance naturelle des choses, et qu'après tout une nation de 40 millions d'habitants, à la tête de vastes ressources naturelles et acquises, et douée de ce que

personne ne conteste au peuple français, c'est-à-dire d'un sentiment profond de patriotisme et d'esprit public, est trop forte pour avoir rien à craindre de l'agrandissement de ses voisins.

Sans doute il y a en France une classe de gens chez lesquels la guerre est populaire ; mais je crois cette classe beaucoup moins nombreuse qu'on ne le suppose habituellement en ce pays. Il suffit d'un petit nombre d'individus pour faire beaucoup de bruit, s'ils s'y mettent résolument, et, en moyenne, un Français d'aujourd'hui, avec ses dispositions laborieuses, sa frugalité, son amour des petites économies et son éloignement pour la conspiration, ce qui est chez le paysan le sentiment qui l'emporte sur tout autre, y regardera à deux fois avant de se laisser dominer par la vieille passion nationale pour la gloire militaire.

Je sais que l'on dit : « Oui, tout cela peut être vrai ; mais n'oubliez pas que la solution pratique dépend d'un seul homme. » La chose est exacte ; mais cet homme, je le crois, connaît aussi bien et peut-être mieux que n'importe lequel de ses sujets l'opinion dominante du pays qu'il gouverne, et ma conclusion est que si l'on peut éviter pendant un ou deux ans les causes de rupture, la simple fatigue et l'épuisement amèneront au moins un désarmement partiel, et alors les choses peuvent continuer à suivre tranquillement leur cours comme par le passé.

Naturellement nous ferons ce que nous pourrons afin d'amener ce résultat, mais nous ne le ferons, nous ne devons le faire que dans certaines limites bien définies. L'affaire du Luxembourg était une conjoncture exceptionnelle. Nous avons alors l'occasion d'obtenir un grand avantage et d'éviter un grand mal à tout le monde, en risquant fort peu ou même rien du tout de notre part.

Mais une intervention de ce genre n'est point un genre de politique que j'aimerais à pratiquer, au moins habituellement. Nous devons avoir pour règle, je pense, une politique de bon vouloir à l'égard de toutes les nations, en évitant toutefois, autant que possible, de nous engager avec aucune dans des alliances embarrassantes.

Notre situation insulaire exige une politique insulaire, et, après tout, si les événements en venaient au pis à l'extérieur, nous avons toujours un allié sur lequel nous pouvons compter : c'est le canal de la Manche.

Maintenant, messieurs, il faut que je vous dise encore un mot, bien que je craigne de vous fatiguer ; il faut que je vous dise encore un mot sur les questions étrangères, et ce mot a rapport à l'Orient. Je crains bien que personne, en jetant les yeux sur cette partie du monde, ne puisse douter qu'il ne s'amasse des nuages de ce côté. Cela peut venir promptement, cela peut être différé pendant des an-

nées ; mais il est probable que cela viendra. Or c'est là un état de choses sur lequel nous ne devons pas fermer les yeux. Il y a quinze ans, nous avons refusé de voir à temps ce qui menaçait alors avec toute évidence, et le résultat a été qu'au grand déplaisir général nous avons été entraînés à la dérive (c'était le vrai mot) dans la guerre de Crimée.

Je ne pense pas que les dangers qui menacent l'Empire turc découlent de la même source qu'alors ; c'est plutôt un péril intérieur qu'un danger extérieur qui menace aujourd'hui cet empire. Aucune alliance étrangère, aucune garantie européenne ne saurait protéger un Gouvernement contre la décadence financière ou contre la révolte dans ses provinces.

En de telles matières, tout pays doit être laissé libre de fixer ses destinées ; mais il n'est pas moins vrai que la faiblesse d'un grand État est un malheur pour tout le monde, et un malheur, à mon avis, même pour les races qui ne sympathisent pas et qui ne peuvent pas sympathiser très-chaudement avec ce Gouvernement. Un Gouvernement passable ou médiocre vaut mieux que l'absence de Gouvernement ; et si j'osais espérer que mes paroles, prononcées ici ou ailleurs, parvinssent aux populations chrétiennes d'Orient, qui ont toutes mes sympathies, je leur tiendrais ce langage : « Vos aspirations peuvent être naturelles ; mais rappelez-vous bien ceci : l'anarchie n'est pas le progrès, et il n'est pas sage de renverser le pouvoir à la place duquel vous n'avez rien à mettre. »

Je dirais surtout à la Grèce, à ce petit État pour lequel nos aïeux professaient tant d'enthousiasme et que nous sommes actuellement disposés (je le crois) à trop déprécier injustement, je lui dirais : « Vous pourriez être l'État modèle de l'Orient ; vous pourriez exercer sur les races chrétiennes de ces régions une influence presque incalculable, si, au lieu de vous laisser bercer par de vagues rêves d'agrandissement, vous rendiez votre Gouvernement intérieur plus digne de ces destinées auxquelles vous vous croyez appelé. » J'ajouterais : « Si vous adoptez une politique consistant à fomentier des troubles au dehors, vous jetez de côté la substance pour l'ombre, vous perdez ce que vous pourriez avoir, et, après tout, il est très-douteux que vous atteigniez votre but. » Messieurs, c'est là un conseil qui, offert dans un esprit amical, pourrait n'être pas tout à fait inutile, et nous avons assez d'intérêts en Orient pour que cet avis mérite d'être donné.

Il est une partie de l'Europe dans laquelle des événements fort importants se sont produits depuis que le Parlement s'est séparé. Comme vous le savez, la monarchie espagnole a disparu, et le peuple d'Espagne est libre de choisir sa propre forme de gouvernement. Si je fais mention de ce sujet, c'est uniquement parce que je n'ai pas

eu jusqu'à ce moment l'occasion de dire en public une chose qu'il est peut-être superflu de déclarer, au nom de l'Angleterre et du Gouvernement anglais, à savoir que nous n'avons ni le droit ni la volonté d'intervenir en quoi que ce soit dans la question espagnole, ou pour influencer le vote du peuple espagnol.

Je crains que les personnes qui ont entrepris de diriger les affaires dans ce pays n'aient à remplir une tâche bien difficile. Elles peuvent être assurées de notre sympathie et de nos vœux en leur faveur ; mais le seul service que nous puissions leur rendre, c'est de les laisser agir d'elles-mêmes.

AUTRICHE.

Lettre autographe de l'Empereur au baron de Beust, chancelier de l'Empire, au sujet de la question des titres à employer à l'avenir dans les actes souverains et dans les Traités d'État, en date de Vienne le 14 novembre 1868.

Mon cher baron de Beust,

Par la raison qu'il est conforme au nouvel ordre des choses que dans mes actes souverains et surtout dans les traités d'État passés en mon nom avec des puissances étrangères, on se serve des titres convenables, ma volonté est donc qu'en tête de ces traités, là où il doit être fait mention de ma personne comme partie contractante et comme mandant, mon titre soit à l'avenir rédigé de la manière suivante :

« Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie ; » puis que dans le corps du traité on fasse usage d'une forme abrégée, conforme aux usages de la diplomatie, en se servant des titres : « Empereur d'Autriche et Roi Apostolique de Hongrie, » ou bien « Sa Majesté l'Empereur et Roi, » ou bien encore « Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique. »

En outre, les titres suivants seront employés alternativement pour désigner l'ensemble des royaumes et provinces constitutionnellement réunis sous mon sceptre : « Monarchie austro-hongroise » et « Empire austro-hongrois. »

Vous voudrez bien faire part de cette décision tant au conseil des Ministres des royaumes et provinces représentés dans le Reichsrath, qu'à mon Ministère de Hongrie, afin que lesdites modifications de

titres soient notifiées aux États étrangers, puis introduites dans les actes diplomatiques et de droit public.

Signé : FRANÇOIS-JOSEPH.

ROUMANIE.

Lettre du prince Charles au grand vizir Aali pacha, en date de Bucharest, le 4/16 novembre 1868.

Altesse,

Je profite de la circonstance que M. A. Golesco, dont les affaires de famille avaient nécessité un congé prolongé, retourne à Constantinople pour le charger de ces quelques lignes à votre adresse.

Affligé de la pensée que l'absence de mon fondé de pouvoirs de son poste ait pu faciliter certaines malveillances calculées et tendant à semer dans l'esprit de Votre Altesse des doutes sur les vraies intentions de mon Gouvernement, je me berce cependant de l'espoir qu'après les assurances que M. Golesco a ordre de réitérer à Votre Altesse, elle lui fera un gracieux accueil et lui continuera cette bienveillance à laquelle vous avez eu la bonté de l'habituer.

L'équité éclairée de Votre Altesse lui fera apprécier mieux que personne à quel point M. A. Golesco, qui jouit de mon entière confiance, se trouve être le fidèle interprète de mes sentiments pour la Sublime-Porte et pour Votre Altesse.

Agréez, Altesse, les assurances de ma haute estime et de ma parfaite considération.

Signé : CHARLES.

GRANDE-BRETAGNE.

Discours de M. Disraeli, président du Conseil, prononcé à Ailesbury, à l'occasion des élections du Buckinghamshire, le 19 novembre 1868.

Je ne viens point ici pour faire votre éducation. Je viens ici pour remercier les électeurs du comté de Buckingham du grand honneur et de la faveur distinguée qu'ils ont bien voulu me faire en cette oc-

casion, et avec leur permission, si tel est leur désir, pour faire quelques réflexions sur les affaires publiques.

Je ne dirai rien de la manière dont nos affaires étrangères sont dirigées, et j'ai observé que toutes les fois que je touche à ce sujet, cela produit toujours une sorte de sensation convulsive chez nos adversaires. Ils ont toujours dit en pareille occurrence : « Ne parlez pas de votre politique étrangère, elle est admirable ; mais c'est la nôtre. » Messieurs, je suis pour mon compte très-satisfait s'ils veulent convenir que, depuis deux ans et demi, nous dirigeons les affaires du pays à leur complète satisfaction. Quant à moi, je dois dire, pour appuyer les observations que j'ai faites, que nos relations étrangères sont maintenant des plus satisfaisantes, et qu'à mon avis elles ne méritaient pas cette épithète au moment de notre entrée aux affaires. Je veux qu'il soit bien compris que je ne veux porter aucune accusation contre lord Clarendon, car dans plus d'une circonstance où j'ai été obligé de toucher à ce sujet, on m'a accusé moi-même de vouloir l'attaquer. Bien que lord Clarendon fût secrétaire des affaires étrangères lorsque nous sommes arrivés aux affaires en 1866, il n'occupait ce poste que depuis quelques mois, et il n'avait pas encore eu l'occasion de mettre le navire de l'État dans la bonne voie. Je ne pense pas qu'il fût possible pour lui, dans les circonstances qui régnaient alors, de porter remède à la situation politique, car il était engagé sous la direction d'un chef de cabinet qui, pendant son passage aux affaires étrangères, avait produit toutes les difficultés contre lesquelles il avait lui-même à lutter. Je fais aujourd'hui cette observation, parce que j'ai laissé passer plusieurs fois, sans y faire attention, l'accusation d'avoir attaqué lord Clarendon injustement. On me dit que si notre conduite est inattaquable dans la direction des affaires étrangères, il ne faut point, toutefois, nous en faire honneur. Tout ce que je puis dire, c'est qu'au moment de notre entrée en charge, en 1866, nos relations avec les grandes puissances de l'Europe étaient, il est vrai, des relations pleines de courtoisie, mais ce n'étaient point des relations pleines de confiance. On nous considérait avec suspicion et méfiance, et ces sentiments de suspicion et de méfiance étaient causés par la mauvaise direction que lord Russell avait imprimée à nos affaires dans la question de Danemark, d'Allemagne et de Russie. Par la ligne politique qu'il avait adoptée à propos du Danemark, de l'Allemagne et de la Pologne, il avait aliéné à ce pays, il lui avait fallu du talent pour arriver à ce résultat, mais il y était arrivé, il avait, dis-je, aliéné simultanément à ce pays les sympathies de la France, de l'Allemagne et de la Russie.

Aujourd'hui nos relations avec ces pays, loin d'être des relations entachées d'antipathie, sont des relations de confiance. Je prétends

que c'est quelque chose d'avoir fait cela. En outre, je veux encore ajouter qu'en proclamant que notre politique est une politique de non-intervention, je prétends simplement dire que nous n'épuiserons point les finances de la Grande-Bretagne en intervenant dans les démêlés des puissances continentales pour défendre un équilibre imaginaire et trompeur. Mais, quand nous proclamons ce que nous appelons une politique de non-intervention, nous ne prétendons point dire que nous n'agirons pas lorsque les intérêts et l'honneur de l'Angleterre le demanderont; et, d'un autre côté, si nous maintenons une politique de non-intervention de la nature de celle que je viens d'exposer, il n'y a point de raison toutefois pour que nous n'ayons point de liens sympathiques avec d'autres nations. Nous avons, au contraire, un grand intérêt au maintien de la prospérité et de la paix sur le continent européen. Nous avons intérêt à ce que la paix règne en Europe, et nous apprécions d'autant plus notre influence, qu'en en faisant usage, nous croyons pouvoir aider à la conservation de cette paix. Dans l'affaire du Luxembourg, par exemple, la chose a été nettement établie. C'était là une affaire dans laquelle, si nous nous étions attachés d'une manière pédantesque à l'idée vulgaire de la non-intervention, nous n'aurions pas eu de motif qui justifiait la ligne de conduite que nous avons prise. Mais ce qui la justifiait, c'est qu'elle garantissait la paix de l'Europe et qu'elle amenait, entre les grandes puissances et nous, l'établissement de sentiments et de relations qui doivent, nous l'espérons, produire dans un temps donné des résultats encore plus favorables et plus satisfaisants. Je dis donc qu'au lieu de ces sentiments d'éloignement que la Russie, la France et l'Allemagne professaient à notre égard, à notre entrée en charge, il existe actuellement entre ces puissances et nous des sentiments de sympathie, de confiance et de bon vouloir réciproque. Et ce que nous avons fait, c'est que nous avons agi de manière à conserver et à garantir le maintien de la paix en Europe et à jeter les bases des dispositions réciproques du caractère le plus salubre. Nous avons une autre difficulté des plus sérieuses dans nos affaires étrangères lorsque nous sommes entrés en charge : c'était notre situation par rapport à l'Abyssinie. Eh bien, quand nous avons accepté l'héritage de ce que j'appelais devant vous « ce patrimoine d'insultes et de difficultés, » et quand, à nos risques et périls, nous avons heureusement dégagé le pays de la position dans laquelle il se trouvait embarrassé, il est franchement trop fort de se retourner pour nous dire : « Vous ne devriez jamais parler de votre politique étrangère, car vous faites simplement la même chose que nous. » Et encore, si je poursuivais sur ce chapitre (ce que, du reste, je ferai très-brièvement), il y a une autre grande question, d'un intérêt capital pour les Anglais,

c'est celle de rapports entre l'Angleterre et les États-Unis d'Amérique.

Quel était l'état des relations entre ce pays et les États-Unis d'Amérique, lorsque nous sommes entrés en charge? Mais vous savez tous que c'étaient des relations pleines de difficultés et de dangers, et qu'il était impossible à l'homme le plus optimiste de les regarder sans éprouver un sentiment de crainte. En outre, les questions soulevées en cette occurrence intéressaient plusieurs des grands corps du pays. Ce n'étaient pas simplement de ces questions qui jaillissent de quelque traité obscur, mais c'étaient des questions relatives aux opérations d'une grande masse d'Anglais, et qui intéressaient les destinées de l'État, et par conséquent elles causaient une grande inquiétude dans le public.

Eh bien, quelles sont maintenant nos relations avec les États-Unis d'Amérique? Nous savons très-bien qu'il y a toute espérance, que dis-je? mieux qu'une espérance, d'arriver à un arrangement avec les États-Unis, à un arrangement des plus avantageux et des plus amicaux, dans lequel se trouveront réglées non-seulement les difficultés et les dissensions qui ont été soulevées par la grande guerre civile de ce pays, mais encore toutes les difficultés et les discussions qui ont résulté de diverses conjonctures depuis quinze à vingt ans. Il y a toute probabilité que nous allons balayer toutes ces anciennes causes de malentendus internationaux, non-seulement de telle sorte qu'à l'avenir les relations entre l'Angleterre et les États-Unis soient sur le pied d'une confiance et d'une amitié parfaite, mais encore de manière à élaguer tout ce qui, aux yeux des hommes de bon sens, pourrait donner lieu à des malentendus ultérieurs. Je dis maintenant que ce sont là des actes dont un gouvernement ne se sent point obligé de s'humilier; et, dans une occasion telle que la circonstance actuelle, je sens qu'il est de mon devoir de les rappeler au souvenir de mes constituants, surtout quand on vient me dire que la politique étrangère du Gouvernement de Sa Majesté est une politique irréprochable, il est vrai, mais qu'après tout, il n'a point le droit de s'en vanter et d'en parler, parce que c'est tout bonnement une copie de la politique de ses prédécesseurs. Je le dis, messieurs, avec toute la considération voulue, que l'on jette les yeux sur notre politique européenne, ou bien sur la situation désastreuse dans laquelle nous nous trouvons par rapport à l'Afrique, ou bien encore sur nos relations avec les États-Unis d'Amérique : il n'y a pas un seul point de ressemblance entre l'état de nos affaires étrangères, telles qu'elles sont administrées par lord Stanley, sous le Gouvernement actuel, et l'état dans lequel nous avons reçu ces mêmes affaires, il y a trois ans, des mains de nos prédécesseurs.

Quant à l'Irlande, j'avoue qu'il existe sur ce point une sorte de contentement morbide en permanence. Mais il suffit de jeter un coup d'œil sur la race qui habite ce pays, et cela suffira probablement pour expliquer cet état de choses. L'Irlandais est une créature pleine d'imagination, vivant dans une île d'un climat humide, au sein d'un océan qui respire la mélancolie. Doué de facultés extraordinaires, il n'a pas beaucoup de voies pour les exercer. Il n'y a pas de peuple au monde qui mène une vie aussi monotone que le peuple irlandais, parce qu'il n'a d'autre ressource que la culture de la terre. Les gens sont mécontents parce qu'ils ne s'amuse pas. Mettez un Irlandais dans un pays qui lui offre une libre carrière pour exercer ses facultés dans des occupations de divers genres, et vous verrez que l'Irlandais sera non-seulement égal, mais encore supérieur à la plupart des races humaines. Mais faut-il mettre à la charge du Gouvernement anglais ce manque de carrières variées en Irlande?

Je puis dire, à parler franchement, que je crois que cet état de choses résulte de la faute des Irlandais eux-mêmes. S'ils menaient une vie qui encourageât l'apport des capitaux dans leur pays, toutes leurs facultés pourraient être utilisées au lieu d'être perdues, et, en place de ces sentiments morbides qu'ils contractent en se livrant à des occupations monotones et en rêvant à l'histoire du passé de leur patrie, histoire dont une grande partie est purement légendaire, vous verriez des gens déployer leurs efforts, exercer leurs grandes facultés et arriver à des conclusions politiques et autres dans un sens tout différent de celui dans lequel ils marchent actuellement. Quant à la conspiration des fenians, je dis qu'elle résultait de causes étrangères; c'était le résultat de l'influence de causes étrangères sur la sensibilité malade d'une portion très-limitée de la population, et ce fait, au lieu d'être un motif pour un mouvement violent et révolutionnaire, qui certainement n'encourage pas l'entrée du capital en Irlande, qui certainement ne produira point un accroissement d'affection entre les protestants et les catholiques romains; ce fait, dis-je, obligeait le Gouvernement à écraser d'abord la conspiration et ensuite à administrer les affaires d'Irlande d'une manière favorable au développement de l'industrie de ce pays. Et maintenant, permettez-moi de vous demander si, durant cette période d'épreuves, le Gouvernement de Sa Majesté a manqué d'énergie, de résolution ou de justice dans sa manière d'agir à l'égard de la conspiration feniane? Je dis que jamais on n'a déployé plus de fermeté et en même temps plus de magnanimité pour faire face à un état de choses aussi dangereux; je dis que jamais tentatives étrangères ne furent plus complètement dominées, déjouées, anéanties que cette conspiration feniane ne l'a été par

le Gouvernement, par le lord lieutenant, et aussi en grande partie par le comte de Mayo.

Maintenant, messieurs, il me reste à vous remercier du grand honneur et de la distinction flatteuse que vous avez bien voulu me faire en me nommant aujourd'hui de nouveau comme votre représentant au Parlement.

ROUMANIE.

**Lettre du prince Charles au Sultan, en date de Bûcharest,
le 14/26 novembre 1868.**

L'accueil bienveillant qui m'a été accordé deux fois de la part de Votre Majesté Impériale, d'abord lorsque je me suis rendu à Constantinople, et ensuite lorsque j'ai eu l'honneur de lui présenter mes hommages à Roustchouck, est resté gravé à tout jamais dans mon cœur reconnaissant.

Veuillez, Sire, en faible marque de ma gratitude, me permettre d'offrir à Son Altesse le Prince Impérial quatre chevaux pur sang. Son Altesse Impériale, dont j'ai admiré les grâces juvéniles à la magnifique revue à laquelle Votre Majesté Impériale m'a fait assister, aura, je l'espère, plaisir à s'en servir. Le jeune Prince se rappellera alors peut-être quelquefois celui qui lui gardera toujours la plus tendre affection.

Pour ma part, Sire, j'accorderai la plus grande sollicitude aux moindres des choses qui puissent témoigner de mon désir de resserrer les liens qui m'attachent à Votre Majesté Impériale, en formant les vœux les plus sincères et les plus chaleureux pour elle et ses descendants.

Veuillez croire, Sire, en toute circonstance, à mon entier dévouement pour votre auguste personne.

Veuillez être également assuré, Sire, que les Roumains et moi nous demeurons très-reconnaissants de la sollicitude que Votre Majesté Impériale nous a constamment témoignée.

Où pourrions-nous voir une meilleure sauvegarde que dans l'empire à la tête duquel la Providence a placé Votre Majesté Impériale?

Je suis avec le plus profond respect, Sire, de Votre Majesté Impériale,

Le très-humble et très-obéissant serviteur.

Signé : CHARLES.

**Discours prononcé par le prince Charles à l'ouverture de
la session législative, le 27 novembre 1868.**

Messieurs les Sénateurs, messieurs les Députés, en remerciant Dieu qui nous a accordé pendant cette année la paix et l'abondance, je vous souhaite la bienvenue dans cette enceinte.

Notre commerce, au point de vue de l'exportation, s'est élevé au triple de ce qu'il était autrefois, et, de plus, il nous reste encore des quantités considérables des biens que nous a départis la Providence.

L'ordre qui règne dans le pays est exemplaire; un seul événement a troublé l'heureuse harmonie des choses : je veux parler de l'incident de Petroschan, où un certain nombre d'étrangers, mettant à profit la situation favorable de cette localité, sont parvenus à tromper la vigilance des autorités et à franchir le Danube.

La situation de nos finances est des plus satisfaisantes. Notre budget présente même un excédant qui a permis de couvrir le déficit de 1866. L'exercice courant ne laissera point d'excédant, mais il ne faut pas oublier les améliorations considérables qui ont été introduites dans toutes les branches de l'administration. Le budget du futur exercice vous convaincra que l'ère des emprunts est close et que les charges ne seront point augmentées.

En votant le grand réseau de voies ferrées qui mettra la Roumanie en communication avec l'Orient et l'Occident, la législature s'est acquies des titres impérissables à la reconnaissance du pays tout entier. Nous pouvons être persuadés que cette voie ferrée ne sera point une charge pour le pays, mais qu'elle sera au contraire un puissant auxiliaire pour son développement. On travaille avec la plus grande énergie à l'établissement de ce réseau. Déjà, au mois d'août de l'année prochaine, la ville de Bucharest sera mise en rapport avec Giurgevo.

Notre politique extérieure est déterminée par les traités qui règlent également notre position vis-à-vis de la Sublime-Porte, en nous obligeant à observer une attitude absolument neutre vis-à-vis de toutes les Puissances. Mon Gouvernement s'est attaché à maintenir consciencieusement cette position qui nous offre les plus précieuses garanties. L'attitude de mon Gouvernement vis-à-vis de toutes les Puissances signataires du traité de Paris a été d'autant plus respectueuse que nos sentiments de gratitude à leur égard n'ont fait que s'accroître. Au reste, notre situation géographique nous commande de vivre en paix et en amitié avec les grands États voisins. Mais si nos rapports politiques sont limités, il n'en est pas de même de nos relations

commerciales et civiles, et notre Gouvernement s'est attaché avec la plus grande activité à leur donner la plus grande extension possible. (Ici se place l'énumération des traités postaux conclus avec l'Autriche et la Russie.)

Quoique la conduite de mon Gouvernement ait été absolument régulière, elle a été suspectée. Mais j'espère qu'aujourd'hui comme autrefois les faits démentiront les préventions. La Sublime-Porte finira par être persuadée qu'en concentrant pendant l'été dernier nos troupes sur la rive gauche du Danube, ce qui a entraîné pour nous une dépense de plusieurs millions, nous n'avions en vue que d'épargner à la Turquie elle-même l'appréhension la plus légère. Lorsque la Sublime-Porte aura acquis cette conviction, elle refusera également d'écouter encore ceux qui cherchent à faire naître en elle des doutes au sujet de la sincérité de mon Gouvernement.

Seulement, quelque satisfaisante que soit la situation de la Roumanie, veuillez ne jamais oublier, messieurs les Sénateurs et Députés, qu'elle serait anéantie si la passion et la désunion s'introduisaient dans nos rangs. Dans ce cas, vous ébranleriez la situation de l'Etat roumain. Mais si vous êtes d'accord, au moins lorsqu'il s'agit de la patrie et du trône, nous pourrons surmonter tout danger, vaincre tout obstacle, et alors Dieu bénira vos travaux.

GRANDE-BRETAGNE.

Circulaire de M. Disraeli, président du Conseil, expliquant les raisons de la démission du ministère, en date de Londres le 2 décembre 1868.

Si le Parlement était en session, je n'aurais pas employé cette voie ; mais comme il ne faut pas qu'on se méprenne sur les actes du Ministère, et comme il n'y a pas d'autre moyen d'expliquer les motifs qui ont déterminé ma conduite, j'ai pris la liberté de m'adresser de cette manière aux membres conservateurs qui se trouvent dans les deux Chambres du Parlement.

Quand, au printemps dernier, le Gouvernement de Sa Majesté s'est vu en minorité dans la Chambre des communes sur la question relative à l'Eglise d'Irlande, l'administration a dû prendre en considération que le projet nouveau n'avait jamais été présenté au pays, et elle a pensé que le pays ne le sanctionnerait point.

L'administration a donc regardé comme étant de son devoir de proposer à Sa Majesté la dissolution du Parlement; mais faire un appel aux anciens collèges électoraux c'eût été absurde, et l'opinion publique est tombée d'accord avec le Parlement sur ce point qu'il n'y avait rien à faire avant qu'on sût de quelles voix se composaient les collèges électoraux dont les membres étaient augmentés par l'acte de réforme. En conséquence, le Ministère s'est employé le plus possible à hâter le moment de cet appel à la nation; un statut spécial a été passé dans ce but.

Quoique l'élection générale ait provoqué dans des collèges électoraux nombreux et importants l'expression de sentiments qui, à un très-haut degré, ont justifié la croyance de l'administration et qu'aucun esprit sage ne perdra de vue en s'occupant de l'affaire, il est maintenant évident que le Ministère actuel ne peut espérer d'avoir l'appui de la nouvelle Chambre des communes.

Dans ces circonstances, le Gouvernement de Sa Majesté s'est cru engagé d'honneur et dans l'intérêt même de sa politique à ne pas rester au pouvoir un seul jour de plus qu'il n'était nécessaire. Les Ministres estiment que pour l'attitude qu'ils ont prise et pour l'intérêt des affaires publiques en ce moment, et aussi bien que pour l'influence du parti conservateur, il convient mieux d'offrir à Sa Majesté leurs démissions que d'attendre la réunion d'un Parlement où, dans l'état actuel des choses, ils se trouveront nécessairement en minorité.

En agissant ainsi, les Ministres de Sa Majesté ne voient aucune raison de modifier les idées sur lesquelles ils se sont basés pour donner leur avis au Souverain sur le projet qui concerne l'abolition des privilèges et des dotations de l'Église irlandaise. Ils demeurent convaincus que la proposition de M. Gladstone est erronée en principe, probablement impraticable en fait, et que, si elle est praticable, elle aura des effets désastreux.

Ils sont prêts à étudier la question avec soin et à favoriser un plan quelconque qui améliorerait la situation de l'Église en Irlande; mais pour ce qui regarde le projet présenté dans la dernière session et auquel ils se sont opposés parce qu'ils le jugent plein de calamités tant pour la société que pour l'État, ils sont résolus, quelle que soit leur position, à continuer la lutte sans compromis dans leur résistance.

B. DISRAELI.

Downing Street, 2 décembre 1868.

ROUMANIE.

Lettre du prince Charles au prince Demeter Ghika, président du Conseil des ministres, pour approuver le programme du nouveau ministère, en date de Bucharest le 3 décembre 1868.

Monsieur le Président,

Un Ministère qui suit avec dignité une politique vraiment nationale peut facilement gagner la confiance du pays. Voilà pourquoi les Chambres législatives et moi nous avons pris connaissance avec plaisir du programme que vous avez développé devant elles.

Pour assurer toutefois le bonheur et la grandeur de notre patrie, il est absolument urgent que tous les éléments dont se compose l'État se réunissent avec abnégation pour accomplir cette grande œuvre dans l'intérêt du trône et de la patrie; car de cette manière seulement il sera possible de mettre un terme aux scissions et à la discorde existantes et nous pourrons, ainsi que je l'ai déjà dit dans une autre circonstance, apprécier le passé pour constater les glorieux actes de nos ancêtres.

Je crois devoir saisir cette occasion pour vous exprimer, à vous et à vos collègues, mon entière satisfaction de l'empressement et du dévouement avec lesquels vous avez accepté le lourd fardeau des affaires. Cela me permet de croire que vous vous efforcerez aussi, à l'avenir, d'écarter les difficultés qui s'opposent à la réalisation des vœux les plus ardents de mon cœur, qui ne tendent qu'à réunir autour du trône tous les fils de la patrie.

Convaincu d'avance que vous persévérerez dans la voie que vous vous êtes tracée vous-même, je puis vous assurer que mon appui ne vous fera jamais défaut. A cette fin, je désire présider, le plus souvent possible, le conseil des Ministres, pour donner une vive impulsion à toutes les affaires qui concernent l'État et à vous-même la preuve de ma confiance et de ma bonne volonté.

Agréez, etc.

Signé : CHARLES.



TABLE PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

DES MATIÈRES

DU DEUXIÈME VOLUME DE LA NEUVIÈME ANNÉE.

(1869)

PREMIÈRE PARTIE.

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, CONSTITUTIONS, ETC., ETC.

	1830	Pages.
Août.....	3 <i>Turquie</i> . Hatti-cherif rendant la dignité princière de Serbie héréditaire dans la famille Obrenovitch.....	808
—	3 <i>Turquie</i> . Berat d'investiture du Prince Miloch Obrenovitch comme Prince de Serbie.....	811
	1836	
Décembre.	2 <i>France, Espagne</i> . Traité pour déterminer la frontière depuis l'embouchure de la Bidassoa jusqu'au point où confinent le département des Basses-Pyrénées, l'Aragon et la Navarre.....	664
	1858	
Décembre.	28 <i>France, Espagne</i> . Convention additionnelle au Traité de délimitation du 2 décembre 1856.....	673
	1859	
Mars.....	31 <i>France, Espagne</i> . Acte additionnel au Traité de délimitation du 2 décembre 1856, relatif à la pêche et à la navigation dans la Bidassoa.....	700
Octobre...	20 <i>Serbie</i> . Loi sur l'hérédité au trône de la Principauté.....	813
	1861	
Septembre.	1 <i>Serbie</i> . Loi sur la succession au trône.....	816
	1862	
Avril.	14 <i>France, Espagne</i> . Traité de délimitation depuis l'extrémité orientale de la Navarre jusqu'au val d'Andorre.....	709
	1863	
Février...	27 <i>France, Espagne</i> . Convention additionnelle au Traité de délimitation du 14 avril 1862.....	717

	1865	Pages.
Juillet.....	14 <i>France</i> . Sénatus-consulte sur l'état des personnes et la naturalisation en Algérie.....	657
	1866	
Mai.....	19 <i>France</i> . Loi sur la marine marchande.....	648
—	26 <i>Espagne, France</i> . Traité de délimitation depuis le val d'Andorre jusqu'à la Méditerranée.....	749
—	26 <i>France, Espagne</i> . Acte additionnel aux Traités de délimitation des 2 décembre 1856, 14 avril 1862 et 26 mai 1866.....	758
Juin.....	8 <i>France</i> . Décret pour l'exécution de la loi du 19 mai 1866 sur la marine marchande.....	650
Décembre.	27 <i>France</i> . Décret sur la suppression des droits de tonnage.....	656
	1868	
Avril.....	1 <i>Turquie</i> . Rescrit impérial pour le règlement organique de la Haute cour de justice.....	554
—	14 <i>Chine</i> . Règlement d'organisation municipale de la concession française de Shanghai.....	632
Juin.....	9 <i>France, Turquie</i> . Protocole au sujet de l'admission des sujets français en Turquie au droit de propriété immobilière concédé aux étrangers.....	561
—	20 <i>Serbie</i> . Acte de l'Assemblée nationale relatif à l'avènement au trône du prince Milan Obrenovitch IV.....	498
Juillet....	11 <i>France, Espagne</i> . Acte final de la délimitation de la frontière internationale des Pyrénées.....	764
Août.....	8 <i>France, Madagascar</i> . Traité de paix et de commerce conclu à Tananarive.....	658
Octobre...	20 <i>Suisse</i> . Projet d'articles additionnels à la Convention de Genève de 1864 par le Congrès réuni à Genève sous la présidence du général Dufour, des Représentants officiels de la Société internationale des secours aux blessés, pour étendre aux guerres maritimes les principes de la Convention du 22 août 1864.....	645
—	29 <i>Autriche, France, Grande-Bretagne, Italie, Allemagne du Nord</i> . Protocole de la séance de la Commission européenne du Danube pour approuver le Contrat d'emprunt signé à Londres.....	545
Novembre.	4 <i>France, Belgique, Grande-Bretagne, Pays-Bas</i> . Déclaration relative à l'application de l'article 13 de la Convention du 8 novembre 1864 sur le régime des sucres.....	641
Décembre.	5 <i>France, Italie</i> . Déclaration relative aux taxes de transit pour les correspondances télégraphiques échangées, à travers les territoires français et italien, entre l'Angleterre d'une part et la Turquie et la Grèce d'autre part.....	644
—	30 <i>France, Autriche et Hongrie, Italie, Suisse</i> . Déclaration relative à la réduction des taxes des correspondances télégraphiques échangées, par la voie d'Autriche, entre l'Angleterre d'une part et la Turquie, la Serbie, les Principautés-Unies et la Grèce d'autre part.....	643

1869

Janvier....	7 <i>France, Belgique</i> . Déclaration pour la garantie réciproque des œuvres de littérature et d'art.....	642
-------------	---	-----

DEUXIÈME PARTIE.

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES, MÉMORANDUMS, ETC., ETC.

1867

Pages.

Décembre. 16	Serbie. M. Petroniewitch au gérant de l'Agence princière à Constantinople, au sujet du chemin de fer destiné à relier la Serbie au réseau ottoman.....	819
--------------	--	-----

1868

Janvier ... 24	Italie. Le général Menabrea au chevalier Nigra à Paris. — Bases d'un <i>modus vivendi</i> entre l'Italie et le Saint-Siège.....	486
— 28	France. Le marquis de Moustier aux Agents diplomatiques de l'Empereur en Allemagne. — Traité de commerce avec le Mecklembourg.....	619
— 29	Salvador. Rapport de M. Arbizu, Ministre des affaires étrangères, aux Chambres législatives sur la situation de la République....	822
Février.... 4	France. Le marquis de Moustier aux Ambassadeurs de France à Berlin, Londres, Saint-Petersbourg et Vienne. — Bandes armées réunies dans les Principautés-Unies, se préparant à entrer en Bulgarie.....	506
— 18	France. Le marquis de Moustier au baron d'Avril à Bucharest. — Conversation avec M. Cretzulesco au sujet des bandes armées réunies dans les Principautés-Unies.....	505
— 28	France. Le marquis de Moustier à M. Bourée à Constantinople. — Existence d'un plan organisé à Bucharest contre la Bulgarie, sentiment des divers Cabinets à cet égard.....	508
Mars..... 10	France. M. Bourée au marquis de Moustier. — Reconstitution du Ministère turc dont un chrétien fait partie pour la première fois, nomination d'une Cour suprême de justice. — Principe de la création du conseil d'Etat adopté.....	548
— 11	France. M. Roches, au Japon, au marquis de Moustier. — Massacre à Sakai de matelots français, demande de réparation.....	601
— 19	France. Le marquis de Moustier au baron de Malaret à Florence. — Réponse à la Note du général Menabrea du 24 janvier.....	488
— 19	France. M. Roches au marquis de Moustier. — Le Gouvernement du Mikado a accordé toutes les satisfactions demandées pour le massacre de matelots français à Sakai.....	604
— 26	France. Le marquis de Moustier à M. Boyard à Bucharest. — Demande de renseignements sur le bruit d'un dépôt à la Chambre des députés roumaine d'un projet de loi contre les Israélites....	509
— 29	France. Le marquis de Moustier à M. Bourée. — Réponse à sa dépêche du 10 mars sur les réformes en Turquie.....	549
Avril..... 6	France. M. Boyard au marquis de Moustier. — Réponse à sa dépêche du 26 mars.....	510
— 12	France. Le marquis de Moustier à M. Boyard à Bucharest. — Nouvelles violences exercées contre les Israélites en Moldavie.....	511
— 15	France. M. Boyard au marquis de Moustier. — Réponse à télégramme du 12 avril.....	511
— 19	France. M. Boyard au marquis de Moustier. — Expulsion de familles israélites du territoire de Bacou.....	511
— 25	France. M. Boyard au marquis de Moustier. — Circulaire du Ministre des affaires étrangères des Principautés au sujet des derniers actes d'intolérance commis en Moldavie contre les Israélites....	512

	1868	Pages.
Avril.....	29 <i>France</i> . M. Bourée au marquis de Moustier. — Création du lycée de Galata.....	550
Mai.....	5 <i>France</i> . M. Bourée au marquis de Moustier. — Envoi du règlement organique du conseil d'État.....	551
—	6 <i>France</i> . Le marquis de Moustier au vicomte de Botmiliau, consul général à Tunis. — Réclamations françaises à Tunis.....	570
—	8 <i>France</i> . Le marquis de Moustier à M. Bourée. — Question de l'admission des étrangers à la jouissance du droit de propriété en Turquie.....	559
—	10 <i>Turquie</i> . Discours du Sultan à l'ouverture du conseil d'État et de la Haute cour de justice.....	552
—	11 <i>France</i> . M. Mellinet au marquis de Moustier. — Présentation de ses lettres de créance au Prince régnant des Principautés; démission de M. Golesto, Ministre des affaires étrangères.....	514
—	11 <i>France</i> . M. Bourée au marquis de Moustier. — Discours du Sultan à l'ouverture du conseil d'État prononcé le 10 mai 1868.....	551
—	13 <i>France</i> . M. Bourée au marquis de Moustier. — Envoi du règlement organique de la Haute cour de justice.....	554
—	15 <i>France</i> . Le marquis de Moustier à M. Bourée. — Réponse à ses dépêches du 11 et du 13 mai. — Réformes en Turquie.....	557
—	20 <i>France</i> . Le marquis de Moustier à M. Mellinet à Bucharest. — Ordre de s'associer aux demandes de ses collègues d'Autriche et d'Angleterre auprès du Gouvernement roumain au sujet des persécutions contre les Israélites en Moldavie.....	515
—	21 <i>France</i> . Le marquis de Moustier au prince de La Tour d'Auvergne à Londres. — Question tunisienne.....	573
—	25 <i>France</i> . M. Bourée au marquis de Moustier. — Réception par le Sultan des trois patriarches grec, arménien-catholique et arménien-grégorien.....	558
—	25 <i>France</i> . Le prince de La Tour d'Auvergne au marquis de Moustier. — Réponse à sa dépêche du 21 mai. — Question tunisienne.....	575
—	29 <i>France</i> . Le baron de Malaret au marquis de Moustier. — Réponse à sa dépêche du 21 mai. — Question tunisienne.....	576
—	30 <i>France</i> . Le marquis de Moustier à M. Outrey au Japon. — Les satisfactions données pour le massacre de matelots français à Sakaï sont jugées suffisantes.....	605
—	30 <i>France</i> . Le vicomte Brenier de Montmorand, à Shanghai, au marquis de Moustier. — Renouveaulement du conseil municipal de la concession française à Shanghai.....	631
Juin.....	3 <i>France</i> . M. Mellinet au marquis de Moustier. — Réponse à sa dépêche du 20 mai.....	515
—	3 <i>France</i> . Le marquis de Moustier au vicomte de Botmiliau. — Satisfaction de l'arrangement de la question tunisienne.....	577
—	5 <i>France</i> . Le marquis de Moustier à M. Bourée. — Approbation des réformes promulguées en Turquie.....	558
—	9 <i>France</i> . M. Bourée au marquis de Moustier. — Envoi du Protocole au sujet de l'admission des sujets français en Turquie au droit de propriété immobilière concédé aux étrangers.....	560
—	9 <i>France</i> . Le marquis de Moustier au marquis de Gabriac à Saint-Pétersbourg. — Question de l'emploi des balles explosibles en cas de guerre.....	617
—	11 <i>France</i> . M. Mellinet au marquis de Moustier. — Conférence des Agents de l'Autriche, de l'Angleterre et de la France avec M. Bratiano en faveur des Israélites persécutés en Moldavie.....	517
—	19 <i>France</i> . Le marquis de Moustier à M. Bourée à Constantinople. — Affaires de Serbie, assassinat du Prince Michel; question de succession au trône.....	495

1868

Pages.

Juin.....	23	Serbie. Lettre de la Régence au grand-vizir Aali pacha. — Demande du berat d'investiture pour le Prince Milan Obrenovitch IV....	499
—	24	France. Le marquis de Moustier à M. Engelhardt à Belgrade. — Affaires de Serbie; la Porte ne paraît disposée à élever aucune objection contre l'élection éventuelle de Milan Obrenovitch.....	497
Juillet	3	France. Le marquis de Moustier à M. Flory à Santiago et à M. Vion à Lima. — Satisfaction de la démarche du Gouvernement de l'Équateur au Pérou et au Chili pour renouer les relations avec l'Espagne.....	595
—	3	France. M. Berthemy à Washington au marquis de Moustier. — Offre de médiation des États-Unis entre l'Espagne et les Républiques du Pacifique.....	596
—	5	France. Le marquis de Moustier au vicomte de Botmilieu. — Protestation contre le décret du Bey de Tunis ordonnant le paiement anticipé du droit sur les oliviers dont le revenu est affecté au service de la dette extérieure.....	577
—	6	France. M. Engelhardt au marquis de Moustier. — Élection du Prince Milan Obrenovitch au trône de Serbie.....	498
—	8	France. Le marquis de Moustier au vicomte de Botmilieu. — Suspension du paiement de la dette extérieure à Tunis.....	577
—	10	France. Le vicomte de Botmilieu au marquis de Moustier. — Réponse à télégramme du 5 juillet, question tunisienne.....	578
—	11	France. M. Hory au marquis de Moustier. — Envoi d'une Note de M. Bratiano au baron d'Eder, solution des difficultés soulevées par la question des Israélites en Moldavie.....	517
—	16	France. Le vicomte de Botmilieu au marquis de Moustier. — Envoi de sa protestation, en date du 18 juillet, contre la perception de l'impôt sur les oliviers.....	579
—	17	France. Le marquis de Moustier à M. Bourée à Constantinople. — Affaires de Serbie, satisfaction d'apprendre que la Porte incline à concéder l'hérédité au Prince Milan.....	500
—	18	France. Le vicomte de Botmilieu au Bey. — Protestation contre la perception anticipée de l'impôt sur les oliviers.....	579
—	18	France. M. Saillard, à Quito, au marquis de Moustier. — Envoi par le Gouvernement de l'Équateur d'une mission au Pérou et au Chili pour renouer les relations avec l'Espagne.....	594
—	22	France. M. Bourée au marquis de Moustier. — Envoi par la Turquie à Belgrade du firman d'investiture du Prince Milan.....	501
—	22	France. Le marquis de Moustier à M. Hory à Bucharest. — Menées pratiquées en Bulgarie.....	518
—	22	Tunis. Le Bey au vicomte de Botmilieu. — Réponse à sa Note du 18 juillet : l'argent provenant de la perception de l'impôt sur les oliviers reste affecté au paiement des coupons de l'emprunt....	582
—	23	Turquie. Aali pacha aux membres de la Régence princière de Serbie. — Réponse à la notification du vote de la Skouptchina en faveur du Prince Milan Obrenovitch IV.....	502
—	24	France. Le vicomte de Botmilieu au marquis de Moustier. — Envoi de la réponse du Bey à sa Note du 18 juillet sur la perception anticipée de l'impôt sur les oliviers.....	581
—	26	France. M. Hory au marquis de Moustier. — Réponse à télégramme du 22 juillet, entretien avec M. Bratiano sur les affaires de Bulgarie.....	518
—	27	France. M. Bourée à M. Hory à Bucharest. — Déclaration de Fuad pacha que de graves soupçons pèsent sur le Gouvernement roumain au sujet des affaires de Bulgarie.....	519
—	27	France. Le vicomte de Botmilieu au marquis de Moustier. — Envoi de sa Note du même jour au Bey de Tunis.....	583

Juillet.....	27	<i>France.</i> Le vicomte de Botmiliau au Bey de Tunis. — Envoi d'une Note pour demander le maintien des revenus affectés au paiement des coupons des emprunts de 1863 et 1865.....	583
—	28	<i>France.</i> M. Bourée au marquis de Moustier. — Affaires de Serbie. Envoi du bérat d'investiture et de la réponse d'Aali pacha à la notification du vote de la Skouptchina.....	502
—	28	<i>France.</i> M. Bourée au marquis de Moustier. — Conversation avec Fuad pacha sur les événements de Bulgarie.....	519
—	28	<i>France.</i> M. Bourée au marquis de Moustier. — Envoi du Protocole relatif aux pouvoirs du nouveau gouverneur du Liban.....	546
—	29	<i>France.</i> Le vicomte de Botmiliau au marquis de Moustier. — La perception de l'impôt, envoi de la copie d'une Note adressée à ce sujet au Khaznadar, Ministre des affaires étrangères à Tunis.....	584
—	29	<i>France.</i> Le vicomte de Botmiliau au Ministre des affaires étrangères du Bey de Tunis. — Note pour protester de nouveau contre la perception anticipée de l'impôt sur les oliviers.....	585
—	30	<i>France.</i> Le comte de Gabriac au marquis de Moustier. — Émotion à Saint-Petersbourg au sujet de la formation de bandes insurrectionnelles en Bulgarie.....	520
—	31	<i>France.</i> M. Hory au marquis de Moustier. — Réunion, chez le baron d'Offenberg, des Agents diplomatiques à Bucharest au sujet de la participation du Gouvernement roumain aux tentatives des bandes bulgares.....	521
Août.....	1	Le marquis de Moustier à M. Engelhardt à Belgrade. — Hérédité à titre définitif accordée par la Porte à la famille Obrenovitch IV...	503
—	1	<i>Turquie.</i> Fuad pacha à M. Bourée. — Demande d'une enquête collective des grandes Puissances, relativement à la complicité du Gouvernement roumain dans l'affaire des bandes bulgares....	522
—	1	<i>France.</i> M. Outrey au marquis de Moustier. — Ouverture du port d'Osaka au commerce européen.....	607
—	4	<i>Tunis.</i> Le Bey au vicomte de Botmiliau. — Le montant des perceptions de l'impôt des oliviers sera versé en mains propres lorsqu'il aura été encaissé une somme suffisante.....	586
—	5	<i>France.</i> Le général Callier, Commissaire français, au marquis de Moustier. — Délimitation de la frontière des Pyrénées entre la France et l'Espagne.....	476
—	5	<i>France.</i> M. Engelhardt au marquis de Moustier. — Notification par la Régence aux Puissances garantes de l'avènement du Prince Milan Obrenovitch IV au trône de Serbie.....	504
—	5	<i>France.</i> M. Bourée au marquis de Moustier. — Envoi d'une Note de Fuad pacha, en date du 1 ^{er} août, pour demander une enquête collective relativement à la complicité du Gouvernement roumain dans l'affaire des bandes bulgares.....	521
—	6	<i>France.</i> Le marquis de Moustier à M. Bourée. — Réponse à sa dépêche du 28 juillet au sujet du Protocole relatif aux pouvoirs du nouveau gouverneur du Liban.....	546
—	7	<i>France.</i> Le vicomte de Botmiliau au marquis de Moustier. — Réponse du Khaznadar à sa Note du 29 juillet; aucune partie des impôts perçus n'a été réservée pour payer les obligations tunisiennes.....	585
—	8	<i>France.</i> M. Outrey au marquis de Moustier. — Versement, par le Gouvernement japonais, du premier tiers de l'indemnité allouée aux familles des victimes de Sakaï.....	606
—	9	<i>France.</i> Le marquis de Moustier à M. Hory à Bucharest. — Demande d'éclaircissements au Gouvernement roumain sur les menées bulgares qui ont leur centre à Bucharest.....	524
—	12	<i>France.</i> M. Outrey au marquis de Moustier. — Lutte au Japon entre	

1868

Pages.

	le Nord et le Sud, difficulté d'avoir des renseignements, précautions prises pour assurer la sécurité des nationaux français....	608
Août.....	13 <i>France</i> . M. Vion au marquis de Moustier. — Réponse à sa dépêche du 3 juillet; arrivée du Plénipotentiaire de l'Équateur à Lima...	595
—	17 <i>France</i> . M. Bourée aux Consuls et Agents consulaires de la France en Turquie. — Protocole du 19 juin sur le droit de propriété concédé aux étrangers.....	564
—	21 <i>France</i> . M. Hory au marquis de Moustier. — Réponse à sa dépêche du 9 août.....	526
—	22 <i>Italie</i> . Le général Menabrea au chevalier Nigra à Paris. — Protocole final sur la répartition de la dette pontificale afférente aux provinces annexées.....	491
—	25 <i>France</i> . M. Bourée au marquis de Moustier. — Envoi de sa circulaire du 17 août aux Consuls français dans l'Empire ottoman sur le Protocole étendant aux sujets français les bénéfices de la loi accordant le droit de propriété aux étrangers en Turquie.....	564
—	31 <i>France</i> . Le marquis de Moustier aux Membres du Conseil de régence de Serbie. — Réponse à leur notification du 4 août 1868..	505
Septembre.	2 <i>France</i> . Le marquis de Moustier à M. Engelhardt à Belgrade. — Envoi de sa réponse à la notification des Membres du Conseil de régence de Serbie du 4 août.....	505
—	7 <i>France</i> . Le baron d'Avril au marquis de Moustier. — Échange des ratifications de l'acte du 30 avril pour la garantie d'un emprunt à contracter par la Commission européenne du Danube.....	540
—	8 <i>Turquie</i> . Aali pacha au Prince Charles de Roumanie. — Tentatives contre la Bulgarie.....	527
—	13 <i>États-Romains</i> . Lettre apostolique du Pape à tous les protestants et autres non catholiques.....	827
—	14 <i>Pays-Bas</i> . M. Pock, Ministre de l'intérieur, aux Députations permanentes des États des provinces maritimes du Royaume au sujet du sauvetage des navires français sur les côtes des Pays-Bas.	629
—	14 <i>Roumanie</i> . Messages du Prince régnant au Sénat et à la Chambre des députés.....	831
—	16 <i>France</i> . M. Bourée au marquis de Moustier. — Envoi d'une lettre d'Aali pacha au Prince Charles au sujet de l'organisation des bandes en Roumanie.....	527
—	16 <i>France</i> . Le vicomte de Botmiliau au marquis de Moustier. — Renseignements sur l'impôt anticipé des oliviers en Tunisie. — La maison Erlanger a touché 60 000 francs pour le compte des obligations.....	587
—	21 <i>France</i> . M. Baudin, à La Haye, au marquis de Moustier. — Sauvetage des navires français sur les côtes des Pays-Bas.....	628
—	21 <i>Pays-Bas</i> . Discours du Roi à l'ouverture de la session législative..	832
—	24 <i>Serbie</i> . M. Milojkovitch au Géraat de l'agence princière à Constantinople au sujet de l'évacuation par la garnison ottomane du petit Zornik.....	834
—	25 <i>Roumanie</i> . Protestation des chefs des Saints Lieux de l'Église d'Orient adressée à la Sublime-Porte et aux Représentants des grandes Puissances contre l'aliénation de leurs propriétés dans les Principautés-Unies.....	835
—	28 <i>Turquie</i> . Salfet pacha à M. Bourée. — Interdiction du passage des détroits des Dardanelles et du Bosphore aux bâtiments de guerre étrangers, aucune exception ne sera faite à l'application rigoureuse de ce principe.....	547
—	28 <i>France</i> . Le marquis de Moustier au vicomte de Botmiliau. — Réclamer sans relâche sur la question des garanties affectées à la dette française par Tunis. Le Gouvernement français ne permet-	

	1868	Pages.
	tra pas qu'on diffère plus longtemps les satisfactions qui lui sont dues.....	588
Septembre. 28	<i>France</i> . M. Outrey au marquis de Moustier. — Situation intérieure du Japon, arrivée du Mikado à Yedo, qui tend à démontrer la nécessité reconnue par le Gouvernement japonais d'entretenir des relations avec les Puissances étrangères.....	609
— 28	<i>Turquie</i> . Circulaire de Safvet pacha au Corps diplomatique à Constantinople au sujet de la fermeture des détroits.....	837
— 29	<i>France</i> . M. Bourée au marquis de Moustier. — Venue à Constantinople de l'amiral Ferragut sur le vaisseau américain <i>le Franklin</i> . Question des détroits.....	547
— 29	<i>France</i> . Le vicomte de Botmiliau au marquis de Moustier. — Entrevue avec le Khaznadar, réclamation des sommes sur la contribution de 1867; inquiétudes sur les récoltes prochaines.....	589
— 30	<i>France</i> . Le marquis de Moustier au baron Mercier de Lostende à Madrid. — Attitude du Gouvernement français vis-à-vis la révolution en Espagne.....	468
Octobre... 1	M. Hory au marquis de Moustier. — Nouvel entretien avec M. Bratiano qui nie aucune connivence dans les menées bulgares.....	529
— 1	<i>France</i> . Le baron d'Avril au marquis de Moustier. — Emprunt conclu à Londres par la Commission européenne du Danube.....	541
— 5	<i>Danemark</i> . Discours du Roi à l'ouverture de la session législative.....	838
— 7	<i>France</i> . Le marquis de Moustier au baron Mercier de Lostende à Madrid. — Instructions aux commandants des stationnaires et aux Consuls français en Espagne; conformité de vues avec l'Angleterre en présence de la crise espagnole.....	469
— 7	<i>France</i> . Le marquis de Moustier au vicomte de Botmiliau. — Faire à Tunis toutes les représentations, et déclarer que tout engagement nouveau qui pourrait aliéner une saisie de revenus quelconques du Gouvernement tunisien avant le payement intégral des sommes dues aux Français sera regardé comme nul et non avenu.....	590
— 9	<i>Grande-Bretagne</i> . Adresse de M. Gladstone aux électeurs du sud-ouest du Lancashire.....	840
— 10	<i>Autriche</i> . Adresse de la Diète de Croatie à l'Empereur relative à la transaction politique entre la Croatie et la Hongrie et au différend pen 'ant à l'égard de la ville de Fiume.....	845
— 11	<i>Espagne</i> . M. Lorenzana au baron Mercier de Lostende. — Annonce de la formation d'un Gouvernement provisoire en Espagne dont il fait partie comme Ministre d'État.....	470
— 11	<i>France</i> . Le vicomte de Botmiliau au marquis de Moustier. — Réponse à sa dépêche du 28 septembre; audience du Bey de Tunis.....	591
— 12	<i>France</i> . Le marquis de Moustier à M. Mellinet à Bucharest. — Réponse à la dépêche de M. Hory du 1 ^{er} octobre; observations sur les paroles de M. Bratiano.....	530
— 12	<i>Roumanie</i> . M. Golesco à Safvet pacha. — Réponse à la lettre adressée le 10 septembre par Aali pacha au Prince Charles.....	532
— 13	<i>France</i> . Le baron Mercier de Lostende au marquis de Moustier. — Envoi d'une lettre de M. Lorenzana annonçant qu'il est nommé Ministre d'État du Gouvernement provisoire.....	470
— 16	<i>Roumanie</i> . Note du général Nicolas Golesco à Safvet pacha pour démentir toute participation du Gouvernement roumain aux tentatives contre la Bulgarie par des bandes organisées sur le territoire des Principautés.....	847
— 17	<i>Autriche</i> . Ordonnance impériale au sujet de la suspension de certains articles de la Loi fondamentale en cas de guerre.....	851
— 21	<i>France</i> . Le marquis de Moustier au baron Mercier de Lostende à	

1868

		Pages.
	Madrid. — Envoi d'une réponse à adresser à la Note du 11 octobre de M. Lorenzana.....	471
Octobre...	23 <i>France</i> . Le baron Mercier de Lostende à M. Lorenzana. — Réponse à sa Note du 11 octobre.....	472
—	23 <i>France</i> . Le marquis de Moustier à M. Berthemy. — Etablissement de Légations françaises à Lima et Santiago; les nouveaux Ministres prêteront leur concours à la médiation des États-Unis entre l'Espagne et les Républiques du Pacifique.....	596
—	24 <i>France</i> . Le baron Mercier de Lostende au marquis de Moustier. — Réponse du 23 octobre à M. Lorenzana.....	473
—	25 <i>France</i> . Le baron Mercier de Lostende au marquis de Moustier. — Satisfaction du Gouvernement provisoire d'Espagne de l'attitude du Gouvernement français.....	473
—	27 <i>France</i> . M. Bourée au marquis de Moustier. — Envoi de la Note de M. Golesco du 12 octobre à Safvet pacha.....	532
—	27 <i>France</i> . Le marquis de Moustier au vicomte de Botmiliau. — Insister auprès du Gouvernement tunisien malgré sa persistance à recourir aux moyens dilatoires.....	593
—	30 <i>France</i> . Le marquis de Moustier au vicomte de Botmiliau. — Inquiétudes des porteurs anglais de la dette intérieure de Tunis, accord avec l'Angleterre et l'Italie sur l'organisation d'une Commission financière.....	592
—	31 <i>France</i> . Le marquis de Moustier au baron de La Villetteux à Florence. — Réponse à la dépêche du général Menabrea du 22 août.....	493
Novembre.	2 <i>France</i> . Le marquis de Moustier au baron Mercier de Lostende à Madrid. — Tentatives de conciliation de la part des Républiques du Pacifique; l'Espagne pourrait entrer dans la même voie.....	597
—	3 <i>France</i> . Le baron d'Avril au marquis de Moustier. — Budget de la Commission européenne du Danube.....	542
—	3 <i>France</i> . Le marquis de Moustier à M. de Dulcat à Quito. — Instructions pour son départ pour Quito. Encourager le Gouvernement de l'Équateur à faire renouer les relations des Républiques du Pacifique avec l'Espagne.....	598
—	4 <i>Prusse</i> . Discours du Roi à l'ouverture des Chambres.....	854
—	6 <i>France</i> . Le baron Mercier de Lostende au marquis de Moustier. — Envoi d'une Note de M. Lorenzana, Ministre d'Etat d'Espagne, pour le remercier du maintien des relations internationales qui ont existé jusqu'alors entre les deux pays.....	474
—	7 <i>Grande-Bretagne</i> . Proclamation royale pour dissoudre le Parlement anglais et en convoquer un nouveau.....	857
—	7 <i>Grande-Bretagne</i> . Proclamation royale pour l'élection des seize pairs d'Écosse qui doivent siéger dans la Chambre des pairs du nouveau Parlement convoqué pour le 10 décembre.....	858
—	10 <i>Luxembourg</i> . Discours du Prince Henri des Pays-Bas à l'ouverture de la session de la Chambre des députés du Grand-Duché.....	859
—	11 <i>Autriche</i> . Discours prononcé par le baron de Beust devant la Chambre des députés, en qualité de député de Reichenberg, à l'occasion des débats sur le projet de loi relatif à l'organisation de l'armée autrichienne.....	861
—	12 <i>France</i> . M. Berthemy au marquis de Moustier. — Communication à M. Seward des instructions aux Ministres français à Santiago et à Lima en vue de faciliter la médiation des États-Unis entre l'Espagne et les Républiques du Pacifique. M. Seward espère beaucoup dans la mission du Gouvernement de l'Équateur à Santiago.....	599
—	12 <i>France</i> . M. Outrey au marquis de Moustier. — Voyage à Yedo du	

		Pages.
	Mikado qui veut ainsi affirmer son autorité en se plaçant au centre des pays naguère soumis au Taïcoun.....	612
Novembre.	12 <i>Prusse</i> . Le comte de Solms au marquis de Moustier. — Convention littéraire avec la Prusse.....	621
—	12 <i>Serbie</i> . Proclamation de la Régence au peuple serbe à l'occasion de la levée de l'état de siège.....	863
—	13 <i>Grande-Bretagne</i> . Discours de lord Stanley à ses électeurs de Lynn sur la politique extérieure de l'Angleterre.....	865
—	14 <i>Autriche</i> . Lettre autographe de l'Empereur au baron de Beust au sujet de la question des titres à employer à l'avenir dans les actes souverains et dans les traités d'État.....	869
—	16 <i>Roumanie</i> . Lettre du Prince Charles à Aali pacha. — Retour de M. Golesco à Constantinople qui est chargé d'être l'interprète des sentiments du Prince pour la Porte et le Grand Vizir.....	870
—	18 <i>France</i> . M. Outrey au marquis de Moustier. — Versement de la deuxième portion de l'indemnité accordée par le Gouvernement japonais aux familles des victimes de Sakai.....	606
—	19 <i>Grande-Bretagne</i> . Discours de M. Disraeli aux électeurs du Buckinghamshire.....	870
—	26 <i>Roumanie</i> . Lettre du Prince Charles au Sultan. — Envoi de chevaux pour le Prince Impérial, assurance d'un entier dévouement.....	875
—	27 <i>Roumanie</i> . Discours du Prince Charles à l'ouverture de la session législative.....	876
Décembre.	1 <i>France</i> . M. Mellinet au marquis de Moustier. — Démission du cabinet Bratiano, formation d'un nouveau Ministère.....	536
—	2 <i>Roumanie</i> . Discours de M. Demeter Ghika à la Chambre des députés. — Programme politique de l'administration du nouveau Ministère.....	537
—	2 <i>France</i> . Le marquis de Moustier à M. Berthemy. — Il ne dépend pas de la France que la médiation des États-Unis n'amène enfin une solution désirable du conflit entre l'Espagne et les Républiques du Pacifique.....	600
—	2 <i>Grande-Bretagne</i> . Circulaire de M. Disraeli pour expliquer les causes de la démission donnée par le Ministère dont il était le chef.....	877
—	3 <i>Roumanie</i> . Lettre du Prince Charles au prince Demeter Ghika, président du Conseil, pour approuver le programme du nouveau Ministère.....	879
—	5 <i>Roumanie</i> . M. Demeter Ghika à l'Agent à Paris. — Envoi du programme politique du nouveau Ministère roumain.....	536
—	7 <i>France</i> . Le marquis de Moustier au comte de Comminges Guitaut. — Conférence internationale de Genève sur le sort des blessés en campagne.....	622
—	8 <i>France</i> . Le marquis de Moustier au baron de Talleyrand à Saint-Pétersbourg. — Approbation du projet de déclaration proposé par la Conférence militaire de Saint-Pétersbourg au sujet de l'emploi des balles explosibles en temps de guerre.....	618
—	15 <i>France</i> . M. Berthemy au marquis de Moustier. — Le Chili accepte les bons offices des États-Unis dans leur médiation entre l'Espagne et les Républiques du Pacifique.....	600
—	22 <i>France</i> . Le marquis de Lavalette à M. Mellinet à Bucharest. — Réception de la déclaration du nouveau Cabinet roumain.....	539
—	29 <i>France</i> . Le marquis de Lavalette au baron Mercier de Lostende. — Réception par l'Empereur de M. Olozaga comme Ministre du Gouvernement provisoire d'Espagne à Paris.....	475
—	30 <i>France</i> . Le vicomte de Botmiliau au marquis de Moustier. — Nouvelle somme de 100 000 piastres payée par le Bey de Tunis à la maison Erlanger.....	594

1869

	Pages.
Janvier... 11 <i>France</i> . Le marquis de Lavalette au baron Mercier de Lostende à Madrid. — Modification de la législation douanière et maritime en Espagne.....	624
— 18 <i>France</i> . Discours de l'Empereur à l'ouverture de la session des Chambres législatives.....	441
— 20 <i>France</i> . Le marquis de Lavalette aux Consuls généraux et Consuls de France en Turquie et dans les États barbaresques — Protection à accorder aux indigènes de l'Algérie.....	636
— 23 <i>France</i> . Exposé des affaires politiques et commerciales de l'Empire, présenté au Sénat et au Corps législatif.....	444

FIN DE LA TABLE DU DEUXIÈME VOLUME DE LA NEUVIÈME ANNÉE.

 F. AMYOT.

